COMMUNE D'AIGUES-MORTES

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

TOME 1
1. Rapport de presentation

Arrêté le 26/05/2025
Approuvé le …/…/…

Mairie d'Aigues-Mortes
Place Saint-Louis
30220 AIGUES-MORTES
Tél : 04 66 73 90 90
https://ville-aigues-mortes.fr/

COMMUNE D'AIGUES-MORTES

REVISION DU

PLAN LOCAL D'URBANISME

TOME 1

1.1 Diagnostic territorial

Arrêté le 26/05/2025

Approuvé le …/…/…

Mairie d'Aigues-Mortes

Place Saint-Louis

30220 AIGUES-MORTES

Tél : 04 66 73 90 90

https://ville-aigues-mortes.fr/

aigues-mortes

Le Sel de la Vie



DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Révision du Plan Local d'Urbanisme d'Aigues-Mortes

Document pour arrêt – 26/05/2025

planed Planification et Développement

ecovia Ingénieurs Conseil Environnement

TABLE DES MATIERES

PARTIE 1 : CONTEXTE TERRITORIAL 4

Présentation du territoire 5

Documents-cadres 7

Le SRADDET Occitanie 2040 7

Le SCoT Sud-Gard 9

Le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aigues-Mortes 19

PARTIE 2 : DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE 21

Avant-propos 22

Démographie 23

Évolution de la population 23

Caractéristiques de la population 26

Caractéristiques des ménages 28

Synthèse 32

Logement 33

Caractéristiques du parc de logements 33

Caractéristiques des catégories de logements 36

Occupation des résidences principales 39

Le parc locatif social 39

Les constructions neuves 40

Marché local de l'habitat 42

Synthèse 44

Économie 45

La population active 45

Structure économique du territoire 47

Les filières 49

Le foncier d'activité 56

L'aménagement numérique 58

Synthèse 60

PARTIE 3 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT URBAIN 61

Structuration du territoire 62

Les équipements de la commune 62

Mobilités et déplacements 65

Les déplacements domicile-travail 65

Infrastructures et accessibilité 66

Les transports en commun 69

L'offre de stationnement 70

Aménagement de l'espace 72
La construction de la ville 72
Le patrimoine 73
Formes urbaines 74
Les grands ensembles paysagers 79
La perception des paysages 81
Les mas dans le paysage 81
Analyse de la consommation d'espace 85
Source et méthodologie 85
Analyse de la densification 87
La méthode d'analyse 87
Les résultats de l'analyse 87
Bilan du PLU 92
Récapitulatif des surfaces inscrites dans le document d'urbanisme en vigueur 92
Récapitulatif du règlement 93
Bilan qualitatif des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) 95
Bilan qualitatif des autres outils réglementaires 96
Servitude d'Utilité Publique (SUP) 96

PARTIE 1 : CONTEXTE TERRITORIAL

PRESENTATION DU TERRITOIRE

Aigues-Mortes est située au sein de la Camargue gardoise, entité géographique de près de 40 000 ha, composée de huit communes (Aigues-Mortes, Aimargues, Beauvoisin, Le Cailar, Saint-Gilles, Vauvert, Saint-Laurent-d'Aigouze et Le Grau-du-Roi). Cette entité, située à l'extrémité Sud du département du Gard, est délimitée à l'Ouest par le Vidourle (limite départementale avec l'Hérault), à l'Est par le petit Rhône (limite départementale avec les Bouches-du-Rhône), au Nord par les Costières et au Sud par la Méditerranée.

Ce territoire, placé sous le signe de l'eau, est associé à l'image d'une nature préservée, sauvage, dont les nombreux étangs et marais abritent une faune et une flore variées. C'est pourtant un territoire fortement modelé par les activités économiques (agriculture, exploitation du sel…) et soumis à une gestion de l'eau constante et complexe.

Située dans le canton du Grau-du-Roi, la commune d'Aigues-Mortes couvre une superficie totale d'environ 5 774 hectares.

Elle est limitée :

- Au Nord par les communes de Saint-Laurent-d'Aigouze et de Marsillargues (Hérault),
- À l'Ouest par la commune de La Grande-Motte (Hérault),
- À l'Est par la commune des Saintes-Maries-de-la-Mer, au-delà du Petit Rhône
- Au Sud par la commune du Grau-du-Roi.

Le territoire communal est schématiquement divisé en deux entités :

- Les terres au Nord et à l'Ouest, sur le cordon dunaire fossile,
- Les zones palustres au Sud et à l'Est.

La commune ne dispose pas de côte maritime, mais est reliée à la mer par le chenal maritime du canal du Rhône à Sète qui se débouche au Grau-du-Roi. Elle s'ouvre par contre sur l'étang de Mauguio à l'Ouest. Étangs et marais voués à l'exploitation salinière occupent près de la moitié de la superficie totale de la commune.

Aigues-Mortes appartient à la communauté de communes Terre de Camargue, avec les communes de Saint-Laurent-d'Aigouze et Le Grau-du-Roi.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

LOCALISATION D'AIGUES-MORTES



Auteur : Planèd, 2022.

Source(s) : ADMIN EXPRESS©IGN, SANDRE. Fond : ESRI World Topo

Eléments de repères

- *Communes*
- *CC Terre de Camargue*
- *Départements*

DOCUMENTS-CADRES

Le SRADDET Occitanie 2040

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires de la région Occitanie a été approuvé par arrêté préfectoral le 14 septembre 2022.

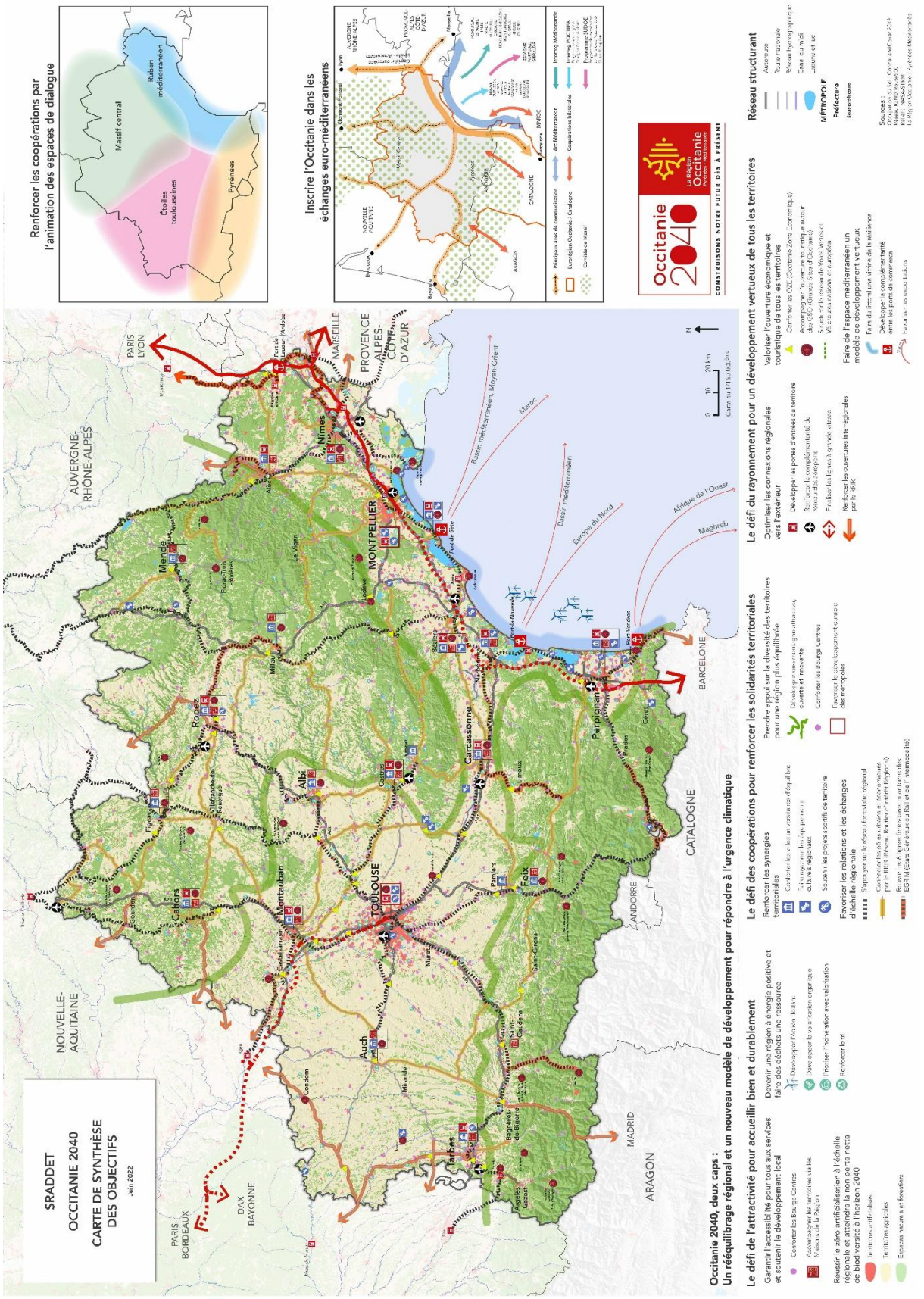
Le SRADDET incarne le projet d'aménagement du territoire porté par la Région à l'horizon 2040. Il fixe ainsi les priorités régionales en termes d'équilibre territorial et de désenclavement des territoires ruraux, d'implantation d'infrastructures, d'habitat, de transports et d'intermodalité, d'énergie, de biodiversité ou encore de lutte contre le changement climatique.

Il s'articule autour de deux axes stratégiques :

- Un **rééquilibrage régional pour renforcer l'égalité des territoires** : dans un contexte de forte attractivité démographique, le rééquilibrage suppose d'une part de limiter la surconcentration dans les métropoles en engageant le desserrement des cœurs métropolitains et d'autre part de valoriser le potentiel de développement de tous les territoires, le tout en portant une attention particulière à la sobriété foncière (privilégier l'accueil dans les territoires d'équilibre et les centres-bourgs). Ce rééquilibrage doit être opéré en termes d'accueil et d'habitat, mais aussi en termes de services publics et d'activités ;
- Un **nouveau modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique** : l'ambition de rééquilibrage ne sera pérenne que si la Région et les territoires parviennent dans le même temps à répondre à l'urgence climatique, en favorisant un nouveau modèle de développement, plus résilient.

Ces deux grands caps régionaux sont motivés par 3 défis établis par le rapport d'objectifs :

- Le défi de **l'attractivité** : Pour accueillir bien et durablement afin de devenir la région de l'accueil.
- Le défi des **coopérations** : Pour renforcer les solidarités territoriales dans le but de devenir la région des interdépendances
- Le défi du **rayonnement** : Pour un développement vertueux de tous les territoires pour devenir la région des ouvertures.


SRADDET
OCCITANIE 2040
CARTE DE SYNTHÈSE
DES OBJECTIFS
Juin 2022
Occitanie 2040, deux caps :
Un rééquilibrage régional et un nouveau modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique
Le défi de l'attractivité pour accueillir bien et durablement
Garantir l'accessibilité pour tous aux services et soutenir le développement local
Devenir une région à énergie positive et faire des déchets une ressource
Réussir le zéro artificialisation à l'échelle régionale et atteindre la non perte nette de biodiversité à l'horizon 2040
Le défi des coopérations pour renforcer les solidarités territoriales
Renforcer les synergies territoriales
Prendre appui sur la diversité des territoires pour une région plus équilibrée
Favoriser les relations et les échanges d'échelle régionale
Le défi du rayonnement pour un développement vertueux de tous les territoires
Optimiser les connexions régionales vers l'extérieur
Valoriser l'ouverture économique et touristique de tous les territoires
Faire de l'espace méditerranéen un modèle de développement vertueux
Réseau structurant
Autoroute
Route nationale
Réseau hydrographique
Canal ou mer
Lagune et lac
MÉTROPOLE
Préfecture
Sous-préfecture
Renforcer les coopérations par l'animation des espaces de dialogue
Massif central
Ruban méditerranéen
Étoiles toulousaines
Pyrénées
Inscrire l'Occitanie dans les échanges euro-méditerranéens
Occitanie 2040
CONSTRUISONS NOTRE FUTUR DÈS À PRÉSENT
PARIS LYON
MARSEILLE
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
NOUVELLE-AQUITAINE
PARIS BORDEAUX
DAX BAYONNE
MADRID
ARAGON
ANDORRE
CATALOGNE
BARCELONE
MONTPELLIER
TOULOUSE
Nîmes
Mende
Rodez
Albi
Carcassonne
Perpignan
Cahors
Montauban
Auch
Tarbes
Foix
Pamiers
Saint-Girons
Castelnaudary
Narbonne
Sète
Agde
Port-la-Nouvelle
Port-Vendres
Port-Leucate
Port-Barcarès
Port-Camargue
Port de Sète
Bassin méditerranéen, Moyen-Orient
Maroc
Bassin méditerranéen
Europe du Nord
Afrique de l'Ouest
Maghreb
0 10 20 km
Carte au 1/150 000ème

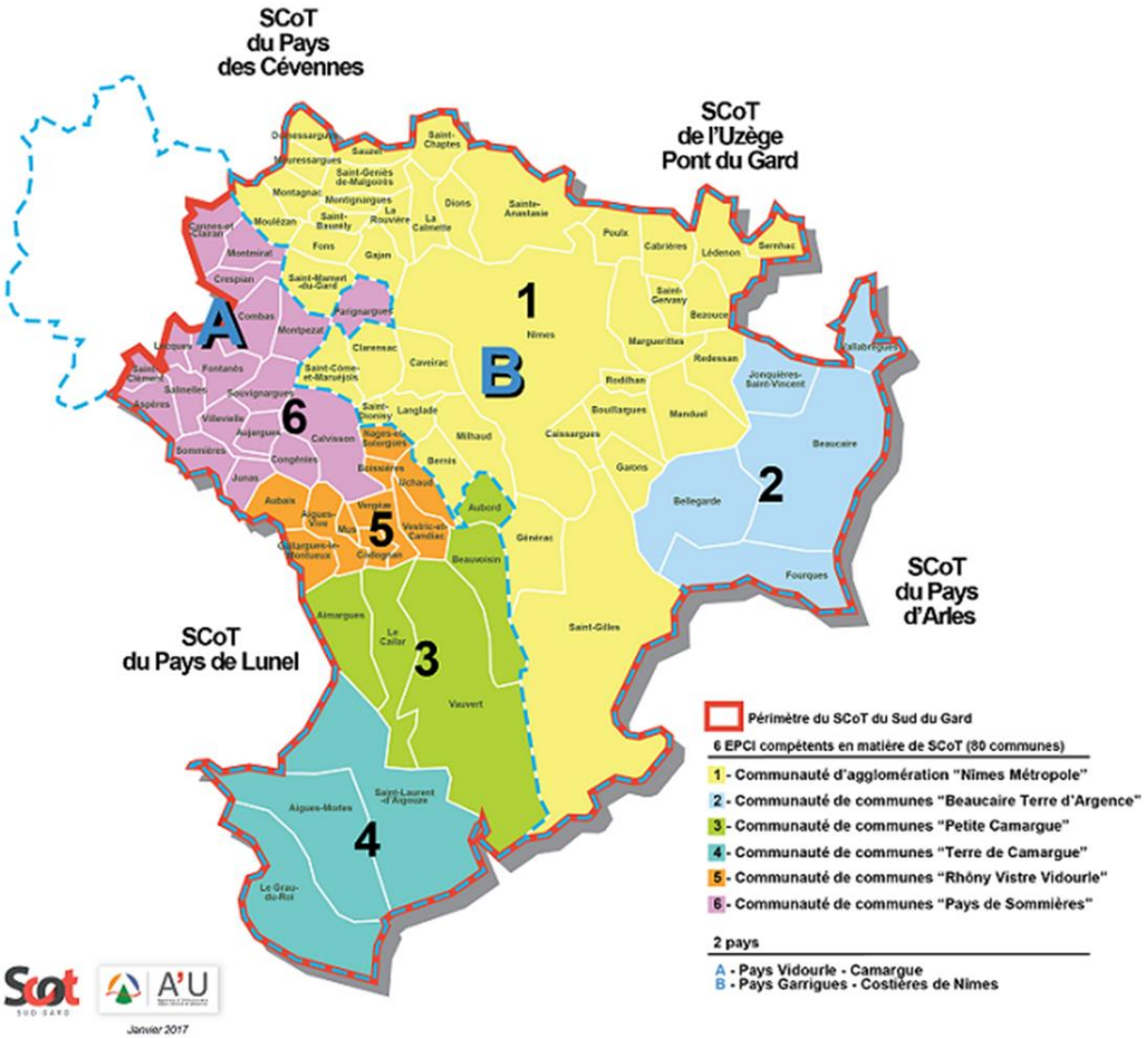
Le SCoT Sud-Gard

Appartenant à la Communauté de communes Terre de Camargue, la commune d'Aigues-Mortes est située sur le territoire du Schéma de Cohérence Territoriale Sud-Gard, approuvé le 10 décembre 2019. Celui-ci définit les orientations d'aménagement territorial à l'horizon 2030.

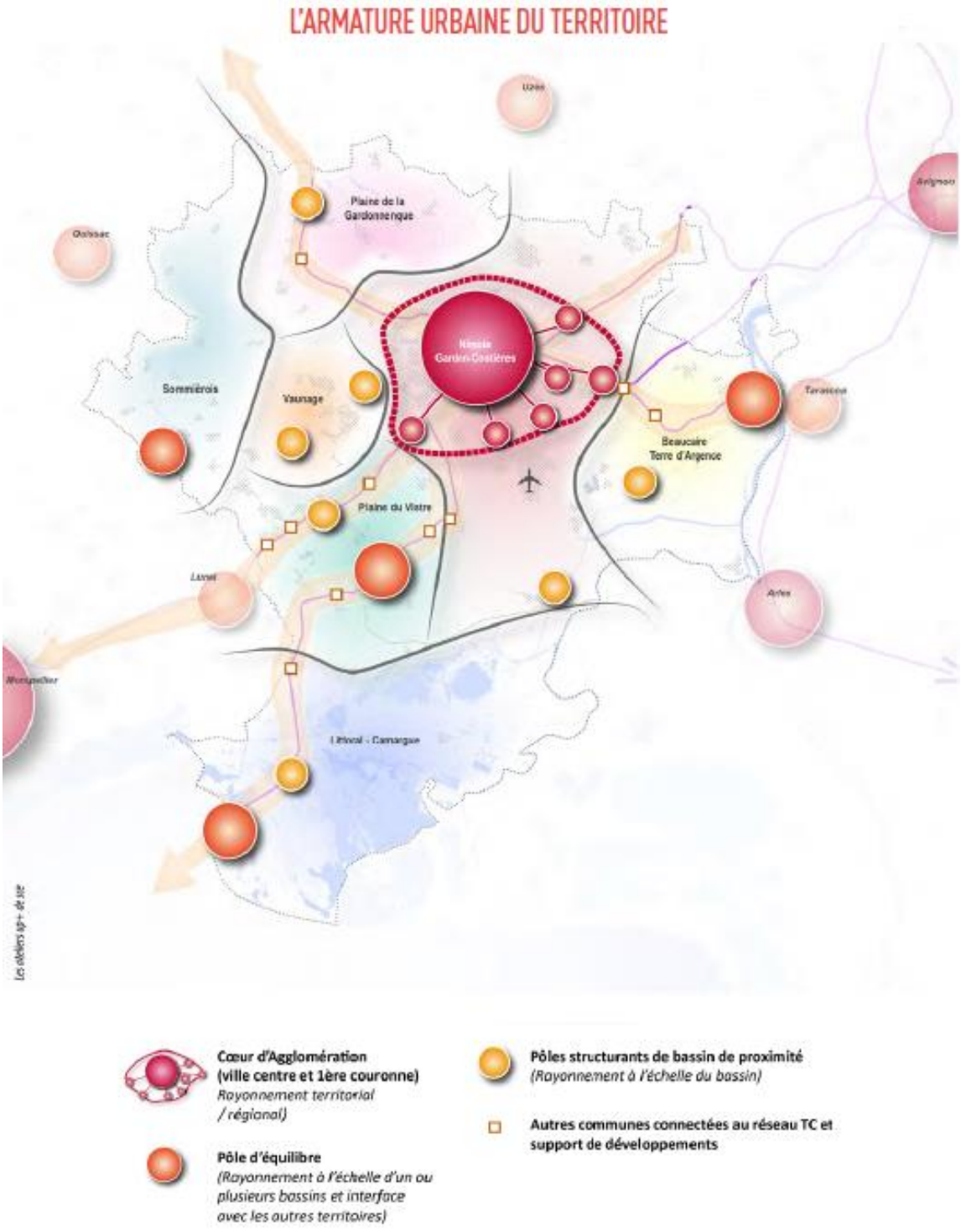
Il se compose de 6 intercommunalités :

- Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole
- Communauté de Communes Beaucaire – Terre d'Argence
- Communauté de Communes Petite Camargue
- Communauté de Communes Pays de Sommières
- Communauté de Communes Terre de Camargue
- Communauté de Communes Rhôny – Vistre – Vidourle.

Son périmètre s'étend sur le département du Gard et intègre 80 communes, 387 163 habitants en 2018, sur une superficie de 1 700 km² (soit un quart du département du Gard).



Le SCoT Sud Gard définit des bassins de proximité, permettant la déclinaison d'orientations d'aménagement spécifique par bassin. Aigues-Mortes fait partie du bassin « Littoral-Camargue », dans lequel le Grau-du-Roi est désigné comme Pôle d'équilibre. Aigues-Mortes est identifié comme un **pôle structurant de bassin de proximité**, cela signifie qu'elle anime son bassin de vie avec des équipements et des services, qui répondent aux besoins quotidiens ou hebdomadaires des habitants. De plus, elle est vouée à assurer un rôle de relai au développement du bassin de vie en appui du Grau-du-Roi.



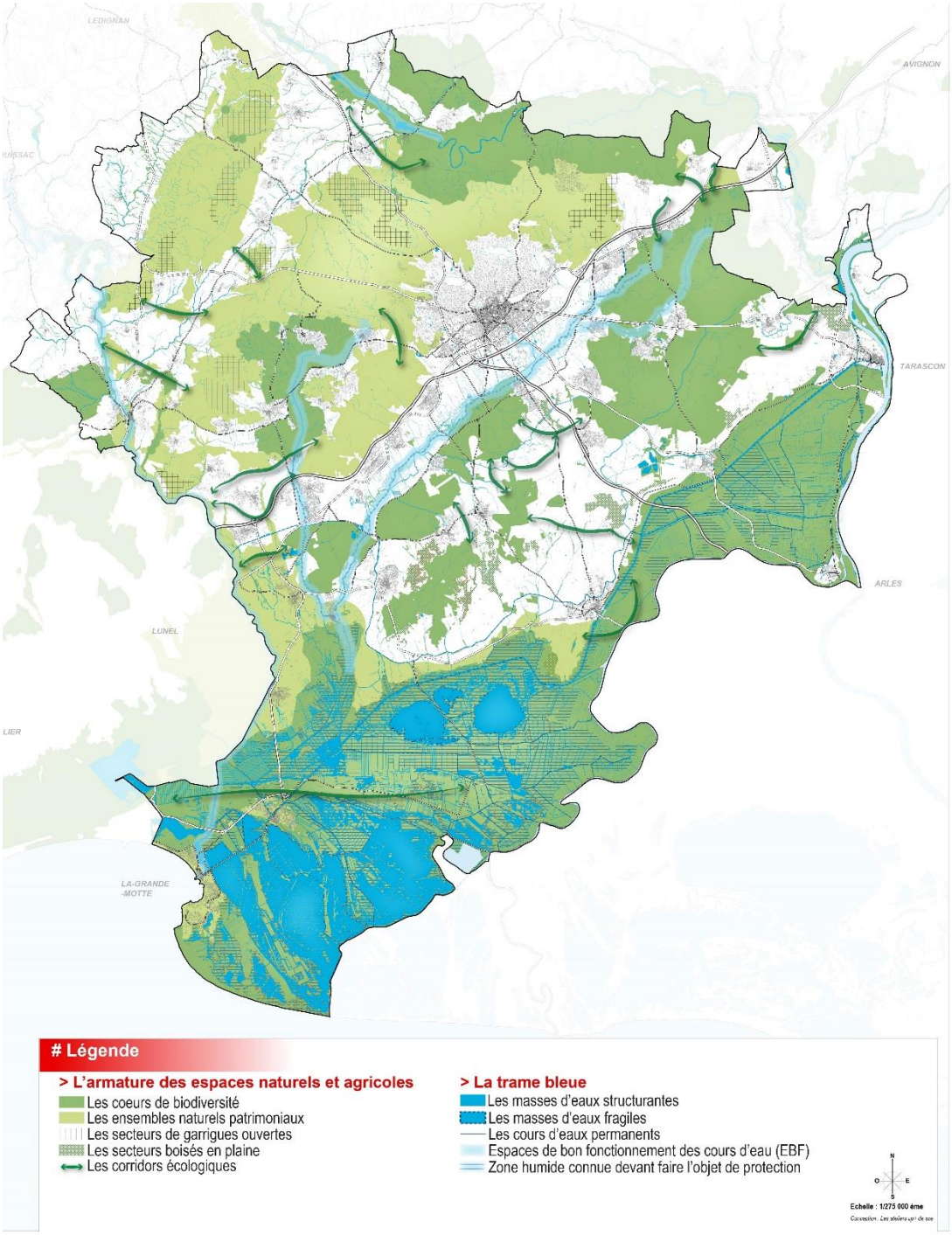
Axe 1 : Un territoire de ressources à préserver et à valoriser

Afin de préserver et de valoriser le socle environnemental et paysager du territoire, le SCoT prescrit l'interdiction de toute nouvelle construction, et d'autoriser uniquement, et de manière ponctuelle, les aménagements nécessaires aux exploitations agricoles et forestières ou les équipements collectifs d'intérêt général ou à vocation éducative, pédagogique, scientifique, touristique et de loisirs ou liés aux modes de circulation doux. Ces dispositions s'appliquent aux grands espaces de la Trame Verte et Bleue et se traduisent par une obligation des PLU d'identifier et d'assurer la protection ou la restauration des éléments naturels et semi-naturels supports de biodiversité (haies, cours d'eau, ripisylves, bosquets, milieux ouverts).

En raison de sa richesse paysagère, le SCoT fixe comme objectif la préservation et la valorisation des vecteurs paysagers du territoire. La RD979, traversant Aigues-Mortes, est identifiée dans le SCoT comme l'un des principaux axes de découverte du territoire. En ce sens, et en vue de préserver les grands paysages et les panoramas caractéristiques, il s'agit d'identifier les principaux cônes de vues depuis les routes mettant en valeur les éléments remarquables du paysage et de préserver les parcelles et les composantes paysagères, agricoles et naturelles situées au sein de cônes de vus emblématiques de toute nouvelle construction.

Pour valoriser et maintenir les alternances villes/campagne, il s'agit d'assurer, au sein du front bâti nouvellement constitué, des cheminements piétons tous les 500 m environ, et/ou des perméabilités visuelles. L'ensemble de ces perméabilités doit être orienté vers les espaces de nature voisins. Ensuite, les entrées de villes devront être traitées par un maintien des séquences ouvertes et non bâties le long des nouvelles infrastructures primaires et secondaires, et par une organisation de l'affichage publicitaire. Enfin, la préservation des éléments protégés passera par la facilitation des actions de restauration, de réhabilitation et de valorisation des éléments patrimoniaux tant dans les milieux urbains que naturels et ruraux ainsi que par une adaptation des périmètres de protection de 500 m autour des Monuments Historiques à la réalité de terrain, notamment aux enjeux de covisibilité avec les édifices concernés, et aux enjeux de qualité architecturale et paysagère.

Doté d'un réseau hydrographique étendu, le SCoT Sud Gard préconise de valoriser et gérer de manière durable la présence de l'eau sur le territoire. À ce titre, le SCoT impose, au moment de l'élaboration des PLU, l'identification et la cartographie des cours d'eau et de leurs affluents (permanents ou non) et des espaces de nature associés (ripisylves, prairies humides, roselières, zone humide, etc.).



Axe 2 : Un territoire organisé et solidaire

Le SCoT envisage à l'horizon 2030 un maintien de la croissance d'environ 1 % par an à l'échelle de l'ensemble du périmètre. Cela représente ainsi l'accueil de 73 600 nouveaux habitants sur le territoire, afin d'atteindre les 448 000 habitants. Pour permettre l'accueil de ses nouveaux habitants ainsi que l'anticipation des besoins générés par le desserrement des ménages, le SCoT prévoit la production de 54 000 logements, soit 3000 logements par an. 20 % de cette production sera dédiée à des logements locatifs sociaux.

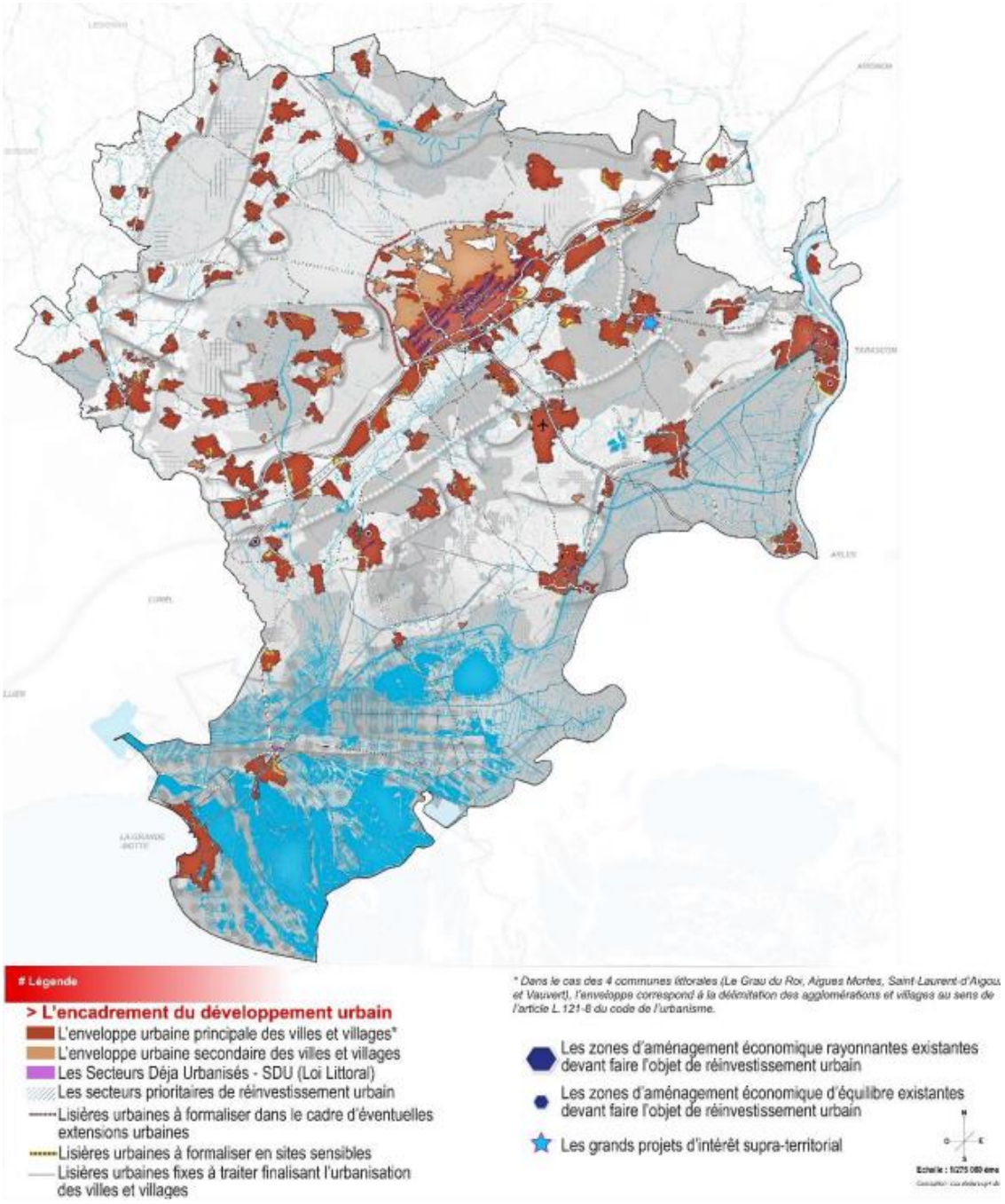
Ainsi, pour la CC Terre de Camargue, il est prévu l'accueil de 2 090 nouveaux habitants. La production de nouveaux logements entre 2018 et 2030 s'élève à 1 800, soit 150 logements par an. Le SCoT impose de renforcer l'effort de modération de la consommation foncière et de lutte contre l'étalement urbain

en imposant que globalement 55 % de la production soit effectuée en renouvellement urbain, et plus spécifiquement pour Aigues-Mortes en tant que pôle structurant de bassin **40 %.** La densité communale minimale fixée est de **30 logements par hectares**. Dans une optique de consommation modérée de l'espace, le SCoT détermine le foncier mobilisable pour de l'extension urbaine, il s'élève à **12 ha** pour Aigues-Mortes.

Le SCoT fixe également comme enjeu le changement des modes de construction sur le territoire, dans le but de favoriser les projets d'excellence urbaine et de répondre ainsi aux besoins des ménages du territoire. À ce titre, les objectifs relatifs à la qualité des opérations d'aménagement devront être traduits au sein des documents d'urbanisme par la réalisation systématique d'OAP permettant d'encadrer la conception des opérations d'extension urbaine et d'ampleurs prévues en renouvellement urbain. Ainsi, les nouveaux quartiers proposeront une mixité de formes urbaines et de typologies bâties, les espaces publics de ces opérations devront atteindre 30% de la surface totale de l'opération, et les opérations groupées d'aménagement de plus de 1 ha devront respecter des prescriptions spécifiques, comme l'intégration des dispositifs collectifs de compensation du surplus de ruissellement (opérations de plus de 1 ha) ou un minimum de 30 % des surfaces cessibles non imperméabilisées ou écoaménagées (opérations de plus de 2 ha). Développement durable, gestion des eaux pluviales et mixité des fonctions de l'environnement urbain dès lors qu'il s'y prête, sont les principes à appliquer aux extensions urbaines.

Afin de renforcer l'attractivité du territoire, le SCoT prévoit une enveloppe globale de 195 ha d'espaces dédiés à la réalisation d'équipements dans les tissus urbains, dans les sites d'extension ou en continuité de l'urbanisation existante, en tenant compte de la bonne accessibilité des lieux en transports collectifs. Également, la multifonctionnalité des bâtiments et la mutualisation de l'offre de stationnement devront être favorisées. Plus spécifiquement, le SCoT définit une hiérarchisation des équipements selon les polarités de l'armature urbaine :

- 110 ha sont dédiés aux équipements d'intérêt communal ou de quartier, afin de renforcer la structuration d'une offre de proximité,
- 50 ha aux équipements d'intérêt de bassin de proximité, qui sont à implanter au niveau du cœur d'agglomération, des pôles d'équilibres et des pôles structurants de bassin de proximité, et plus précisément au sein des communes et des secteurs suffisamment desservis en transport en commun,
- 35 ha aux équipements d'intérêt territorial à implanter de manière privilégiée dans le cœur d'agglomération et les pôles d'équilibre.



Axe 3 : Un territoire actif à dynamiser

Le SCoT définit des orientations principales visant à tendre vers une stratégie coordonnée d'offre d'accueil en matière d'activités. Cette stratégie doit se faire en rééquilibrant le foncier accordé à chaque grand domaine d'activités. Ainsi, la part de foncier allouée à l'activité productive et à l'artisanat doit augmenter, alors que celle allouée aux projets commerciaux et à la logistique « classique » doit diminuer.

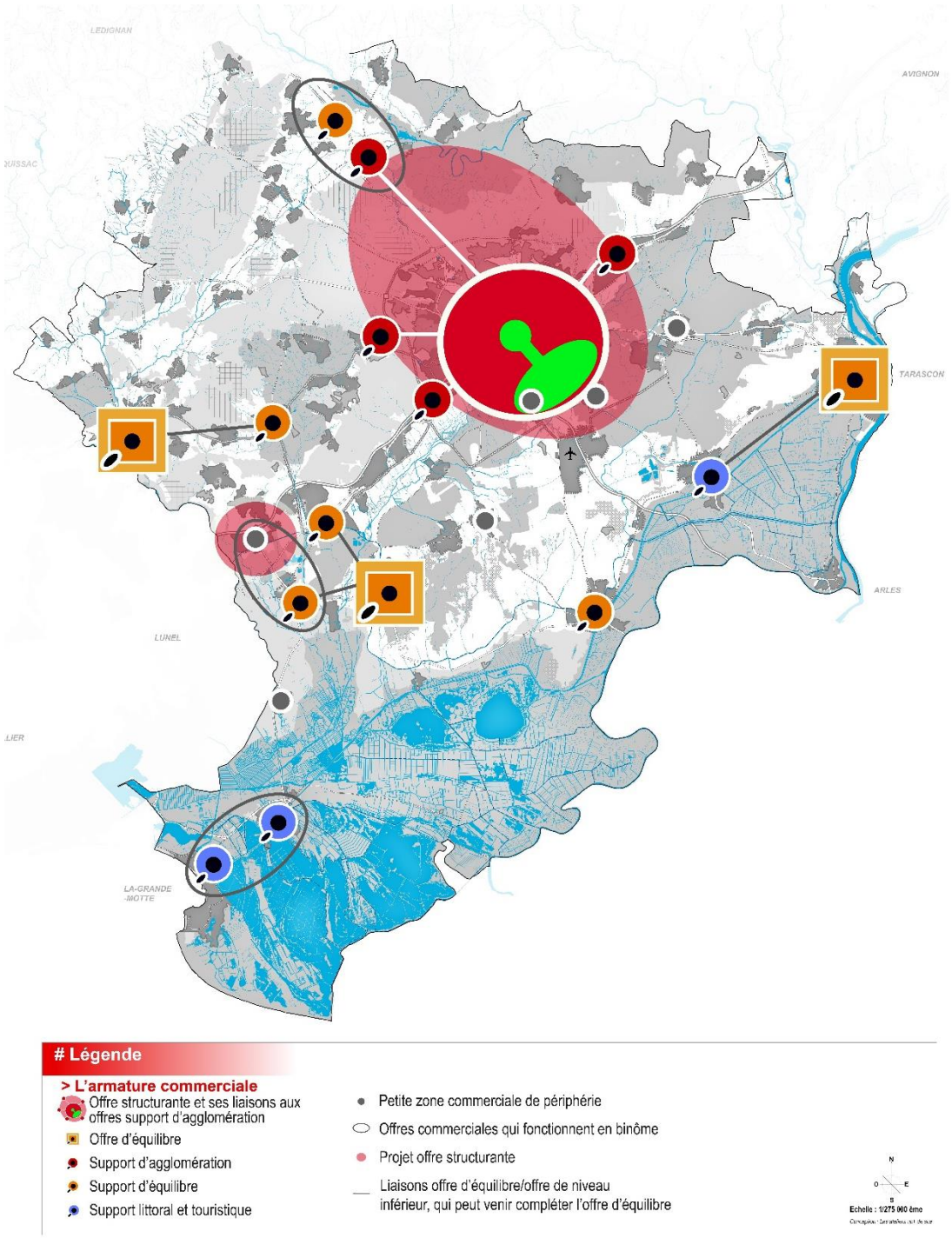
L'armature commerciale permet de garantir un fonctionnement général cohérent du territoire, notamment en termes de déplacement et d'accès aux commerces et services. En tant que support littoral et touristique, Aigues-Mortes est traitée en binôme avec le Grau-du-Roi. Il ne s'agit pas là de doubler l'offre commerciale, mais de l'organiser avec une très forte complémentarité entre les deux communes.

Par ailleurs, afin de développer une stratégie touristique, le SCoT encourage le développement d'un parc d'hébergements touristiques de qualité et l'appréhension dans les documents d'urbanisme de l'accueil touristique, notamment via des plans de circulation qui facilitent la circulation piétonnière dans les cœurs de villes. Le DOO prescrit la création systématique de pistes cyclables à l'occasion d'interventions majeures sur les voiries principales ainsi que de favoriser dans les PLU des pôles intermodaux intégrant les nouveaux enjeux de mobilité : covoiturage, véhicules électriques, voies douces, etc.

Le SCoT fixe les conditions d'aménagement des zones d'activités économiques. Seront considérés comme tels les aménagements ou projets d'aménagement dont la vocation économique est mentionnée dans le document d'entreprise, d'une superficie permettant d'accueillir au moins 2 entreprises, issues d'une volonté publique et résultant le plus souvent d'opérations d'aménagement. Elles devront également répondre aux besoins estimés et cohérente dans la consommation foncière.

Les besoins en foncier économique à horizon 2030 sont estimés à 365 ha de surface cessible. Dans un premier temps, ces besoins seront satisfaits par les parcelles disponibles dans les zones d'activités déjà aménagées, à hauteur de 125 ha, soit 80% du stock actuel et dans un second temps, au travers du réinvestissement urbain, via des opérations de requalification, de densification, de comblement de dents creuses. Le réinvestissement représentera à minima 5% des besoins, soit 12 ha cessibles. Par conséquent, le foncier économique nouveau est de 200 à 210 ha cessibles.

L'enveloppe de 260 à 280 ha de surface totale hors grand projet est répartie par EPCI. La règle de répartition prévoit 2,5 % des besoins pour la CC Terre de Camargue, soit une consommation maximale de foncier économique autorisée de 6 à 9 ha d'ici 2030. Le SCoT fixe comme objectif le réinvestissement de 15 ha de surface totale à horizon 2030 pour des activités économiques, soit un objectif minimum de contribution au réinvestissement de 1 ha pour CC Terre de Camargue.



Axe 4 : Un territoire en réseaux à relier

Le SCoT affirme l'intérêt de développer et valoriser les nouveaux modes de déplacement émergents sur le territoire, à savoir le covoiturage et l'autopartage. En accord avec la stratégie départementale en la matière, les sites favorables au covoiturage devront être identifiés et aménagés au niveau des portes d'entrée des grands axes viaires (échangeurs autoroutiers en particulier), des polarités de l'armature urbaine, des parkings relais et autres zones informelles improvisées déjà existantes.

L'offre de desserte locale en transport public devra d'ailleurs être adaptée au contexte territorial, de la demande et des besoins. Pour ce faire, elle doit être définie à l'échelle de chaque bassin du territoire

et en complémentarité de l'offre ferroviaire si elle existe, connectée aux interfaces multimodales, et enfin, être un support de requalification de l'espace public.

Le SCoT définit un réseau viaire lisible et hiérarchisé à l'échelle du territoire, notamment dans le but de faciliter et fluidifier les circulations sur le territoire. En ce sens, il s'appuie sur les grands axes routiers existants et cherche à le compléter dans les secteurs insuffisamment desservis. Aigues-Mortes est concernée par deux niveaux de voiries :

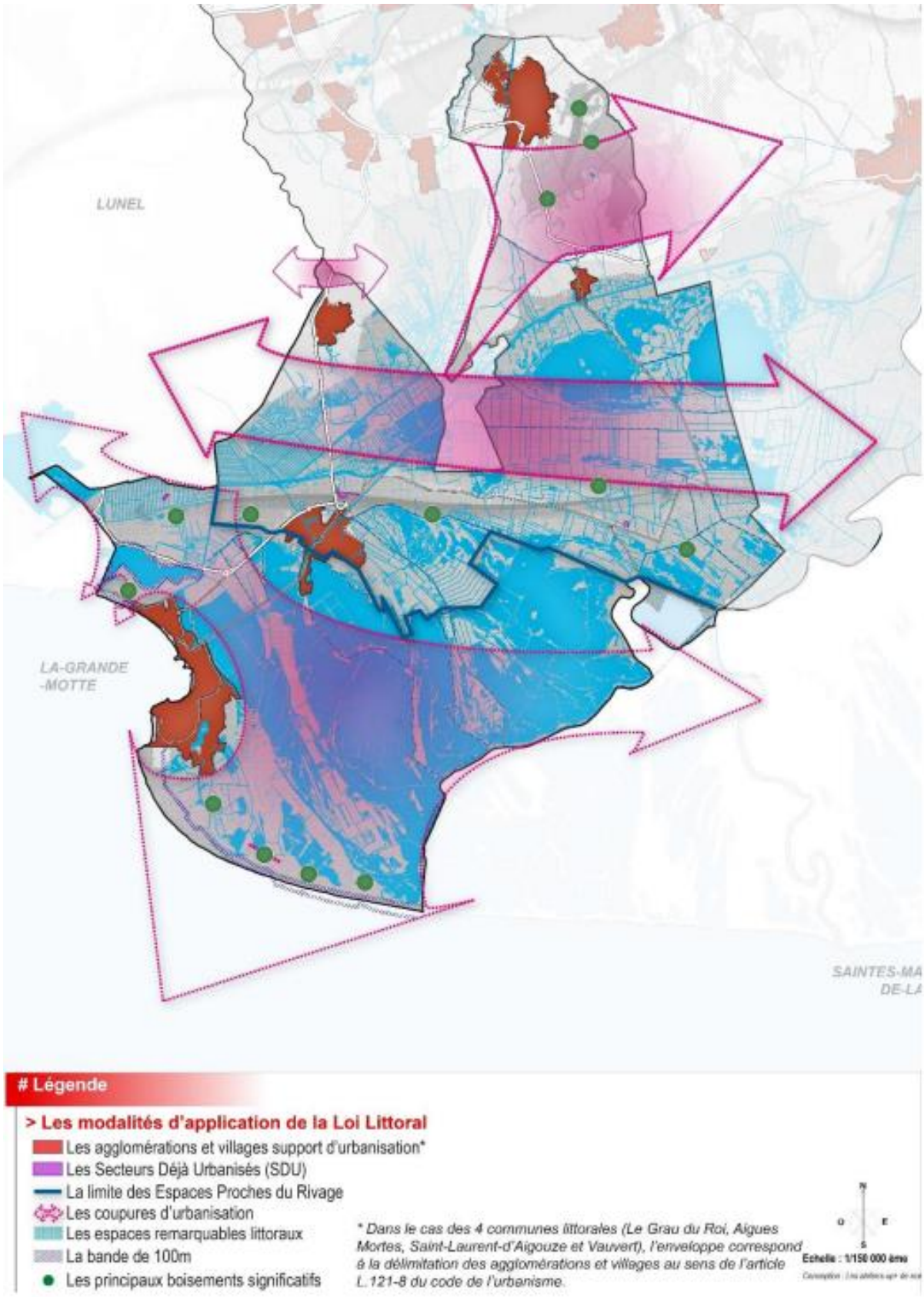
- Les voies de niveau 2, c'est-à-dire le réseau structurant qui permet de relier les communes du cœur d'agglomération. Il s'agit de la RD62 ;
- Les voies de niveau 3, c'est-à-dire les routes permettant de relier les pôles d'équilibre au cœur d'agglomération. Il s'agit de la RD979.

En cohérence avec l'ensemble des orientations définies précédemment, le SCoT définit une politique de stationnement accompagnant la stratégie de déplacement. Elle se base sur le renforcement du stationnement aux abords des polarités et des équipements structurants du territoire. Il s'agit de proposer systématiquement une offre suffisante et en accord avec les environs du site afin de répondre aux besoins des espaces urbains comme naturels afin de limiter l'engorgement des espaces par du stationnement sauvage, souvent néfaste pour la qualité de ces espaces, et d'intégrer dans chaque programme des places destinées au stationnement vélo et deux roues motorisés. Également, des règles de stationnement cohérentes avec le niveau de desserte du réseau de transports collectifs devront être édictées, notamment sur les secteurs en renouvellement urbain et en densification de manière à favoriser l'usage des transports collectifs.

En parallèle de la stratégie d'amélioration de l'offre par le renforcement et la requalification des infrastructures, il est important de proposer des outils pour « réguler » les mobilités au sein du territoire. En effet, le « simple » investissement ne sera pas suffisant pour optimiser les infrastructures publiques, il est nécessaire en parallèle de créer des conditions pour favoriser la mobilité volontariste souhaitée. Le SCoT prévoit donc une enveloppe globale de 425 nouveaux hectares pouvant être consommés pour la réalisation de son projet global de mobilité, à répartir de manière coordonnée et cohérente entre les différents acteurs de la mobilité agissant sur le territoire. Pour rappel, cette enveloppe n'inclut pas les nouvelles routes nécessaires à la desserte des quartiers.

Modalités d'application de la Loi Littoral

Aigues-Mortes est l'une des quatre communes du SCoT à être soumise à la Loi Littorale. Le SCoT Sud Gard décline ainsi les modalités d'application de la loi qui s'applique sur les communes littorales de son territoire. Elles sont ensuite tenues de traduire au sein de leur document d'urbanisme dans un rapport de compatibilité. Les modalités relatives à la loi Littoral (espaces remarquables, coupures d'urbanisation, parcs et ensembles boisés les plus significatifs, inconstructibilité dans la bande des 100m, espaces proches du rivage et principe de continuité de l'urbanisation) sont traduites spatialement.


LUNEL
LA-GRANDE
-MOTTE
SAINTES-MA
DE-LA
Légende
> Les modalités d'application de la Loi Littoral
Les agglomérations et villages support d'urbanisation*
Les Secteurs Déjà Urbanisés (SDU)
La limite des Espaces Proches du Rivage
Les coupures d'urbanisation
Les espaces remarquables littoraux
La bande de 100m
Les principaux boisements significatifs
* Dans le cas des 4 communes littorales (Le Grau du Roi, Aigues Mortes, Saint-Laurent-d'Aigouze et Vauvert), l'enveloppe correspond à la délimitation des agglomérations et villages au sens de l'article L.121-8 du code de l'urbanisme.
N
O
E
S
Echelle : 1/150 000 ème

Le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aigues-Mortes

Aigues-Mortes dispose d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) qui s'applique sur le secteur du Site Patrimonial Remarquable (SPR). Le dossier de PSMV a été arrêté par délibération du **24/02/2022**.

Créé par l'arrêté interministériel n° MCC L 0500667A du 13 septembre 2005, partie du territoire de la ville d'Aigues-Mortes classée « Secteur Sauvegardé » en application de la loi n°62-903 du 4 août 1962, couvre une superficie de 69 hectares. Parmi ceux-ci les canaux occupent 8,5 hectares et la ville intra-muros proprement dite 17 hectares.

Conformément à la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (dite loi « LCAP »), la dénomination « secteur sauvegardé » a été remplacée par « site patrimonial remarquable ». Le SPR est une zone définie comme un « *secteur présentant un caractère historique, esthétique ou de nature à justifier la conservation, la restauration et la mise en valeur de tout ou partie d'un ensemble d'immeubles* ».

La proposition de délimitation du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du 7 mars 2005 a été retenue pour le cadre réglementaire. Elle repose sur l'évolution historique du XIX^{e} siècle. L'espace protégé intègre :

1/ Le faubourg de la Fraternité à l'ouest,
2/ le quartier de la Gare au nord,
3/ l'avenue Frédéric Mistral, l'avenue de la Liberté et le faubourg du 12 avril au nord-est,
4/ le Faubourg National, y compris les équipements sportifs, à l'est,
5/ les remparts et la ville intra-muros au sud,
6/ le quartier de la Pêcherie à l'extrême sud du PSMV,
7/ le port au cœur du centre ancien.

Les voies routières, la voie ferrée et les canaux sont également inscrits dans le périmètre.



Le PSMV est un document de planification prévu pour assurer la sauvegarde et la mise en valeur des sites patrimoniaux remarquables. Il peut être établi sur tout ou partie d'un site patrimonial remarquable. Sur le périmètre qu'il couvre, **le PSMV tient lieu de PLU**. Il comprend entre autres un règlement, et peut comporter des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) relatives à des immeubles bâtis ou non bâtis ou ensembles d'immeubles, assorties le cas échéant de documents graphiques.

PARTIE 2 : DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE

AVANT-PROPOS

Dans le cadre de l'élaboration du diagnostic territorial d'Aigues-Mortes, il a été choisi d'analyser les composantes du territoire sous plusieurs échelles : communale et intercommunale.

L'échelle de l'IRIS (découpage INSEE) n'a pas été exploitée, car Aigues-Mortes ne comporte que deux IRIS.

Les communes de Saint-Laurent-d'Aigouze et Le Grau-du-Roi ont été retenues en tant que territoire de comparaison afin d'enrichir l'analyse.

Les chiffres de population, logement et économie analysés dans ce document sont issus du recensement de la population 2018 de l'INSEE, publié à l'été 2021. D'autres sources ont été mobilisées en complément (Sitadel, RPLS, etc.), elles sont précisées au fil du document.

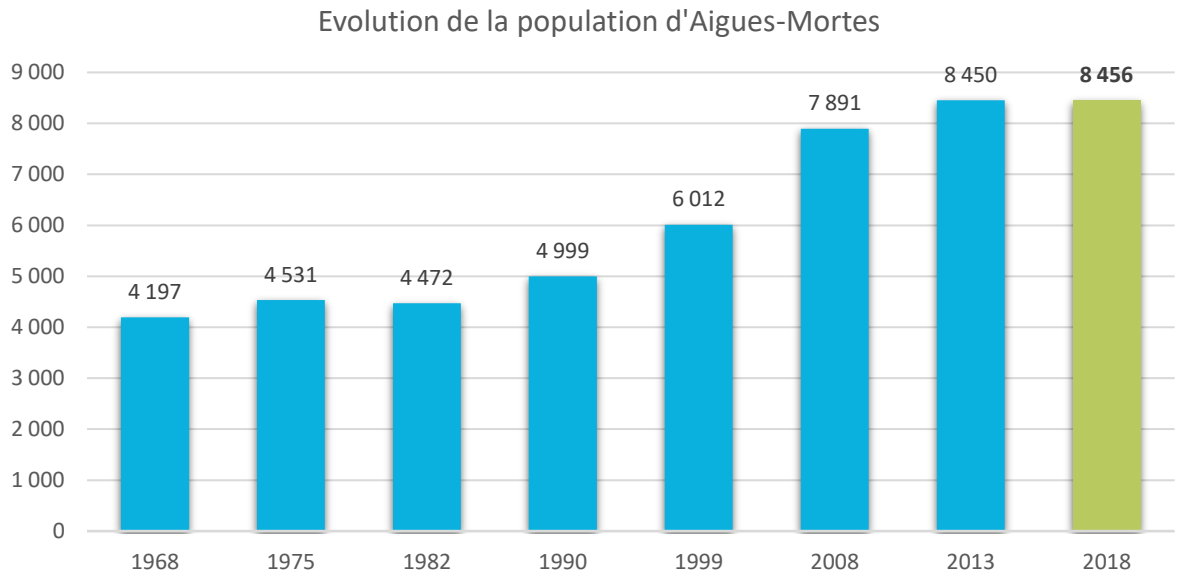
Les analyses portant sur la démographie proviennent de statistiques de population municipale, à ne pas confondre avec les populations légales.

DEMOGRAPHIE

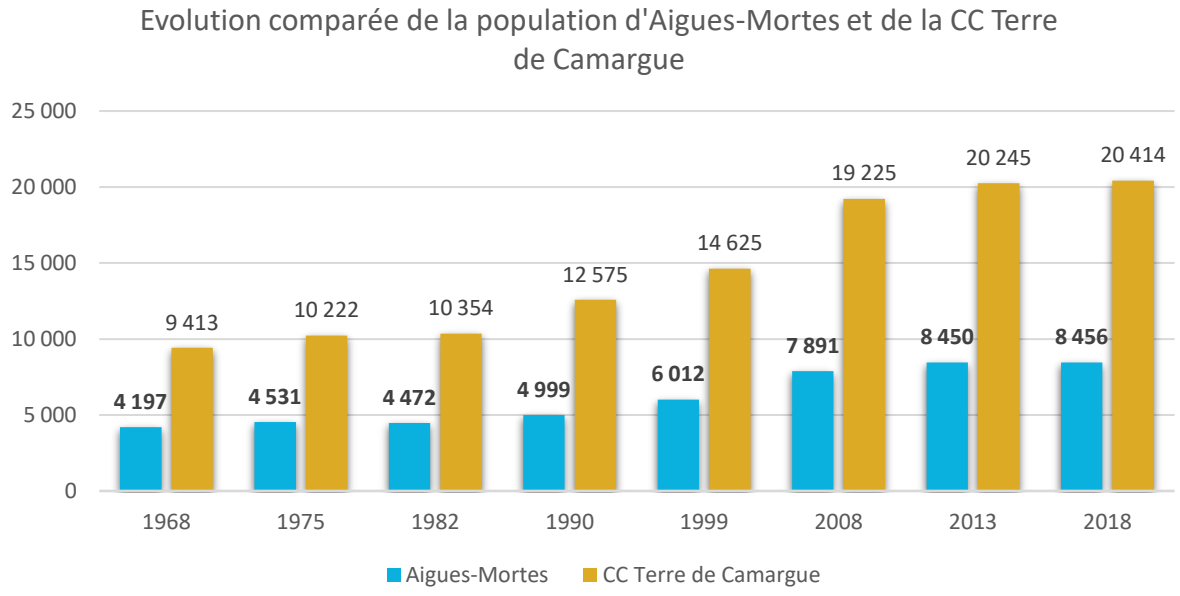
Évolution de la population

Évolution démographique

En 2018, la population d'Aigues-Mortes compte 8 456 habitants. La commune a connu une croissance modérée jusque dans les années 1990, puis une accélération de sa dynamique démographique jusqu'en 2013. Depuis, l'évolution démographique semble s'être stabilisée.



L'évolution de la population d'Aigues-Mortes enregistre la même dynamique que celle de la CC Terre de Camargue. En effet, l'intercommunalité a connu une croissance entre 1990 et 2008, avant de se stabiliser depuis. En 2018, la CC Terre de Camargue compte 20 414 habitants.



Analyse des composantes naturelles et migratoires de la dynamique démographique

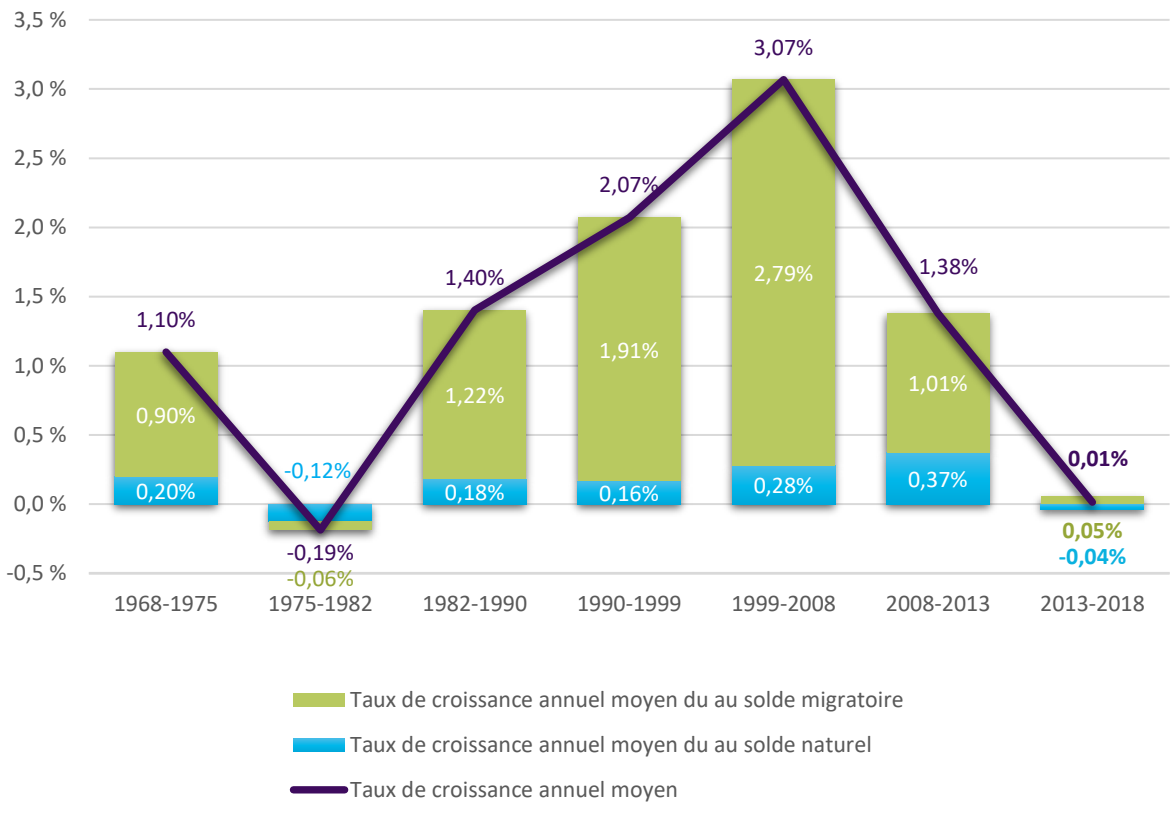
La dynamique démographique est la combinaison de 2 phénomènes :

- La différence des variations des naissances et des décès : le solde naturel ;
- Le solde entre les migrations entrantes et les migrations sortantes du territoire : le solde migratoire.

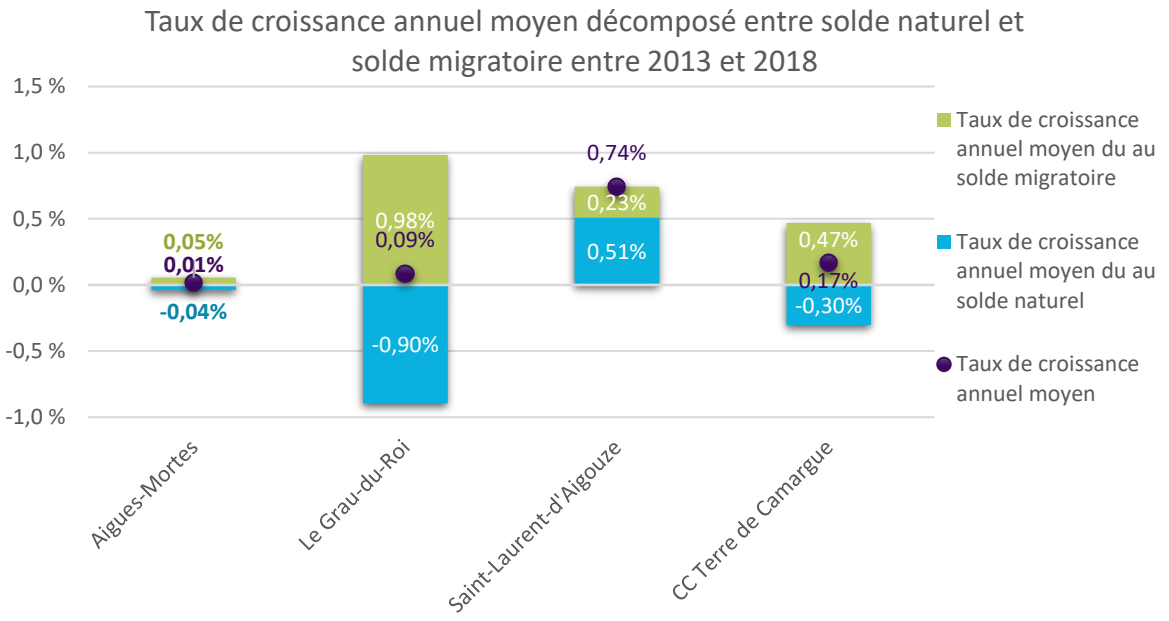
Le taux de croissance annuel moyen d'Aigues-Mortes a connu différentes variations au cours des cinquante dernières années. Négatif sur la période 1975-1982, il a ensuite connu une perpétuelle augmentation jusqu'en 2008. Depuis, Aigues-Mortes connaît une baisse de sa croissance.

La croissance de la population quasiment atone que connaît la commune depuis 2013 se traduit par un taux de croissance annuel moyen de 0,01 % sur la période 2013-2018. Depuis la période 1982-1990, la dynamique démographique d'Aigues-Mortes est portée par le solde migratoire.

Taux de croissance annuel moyen décomposé en solde naturel et migratoire de Aigues-Mortes



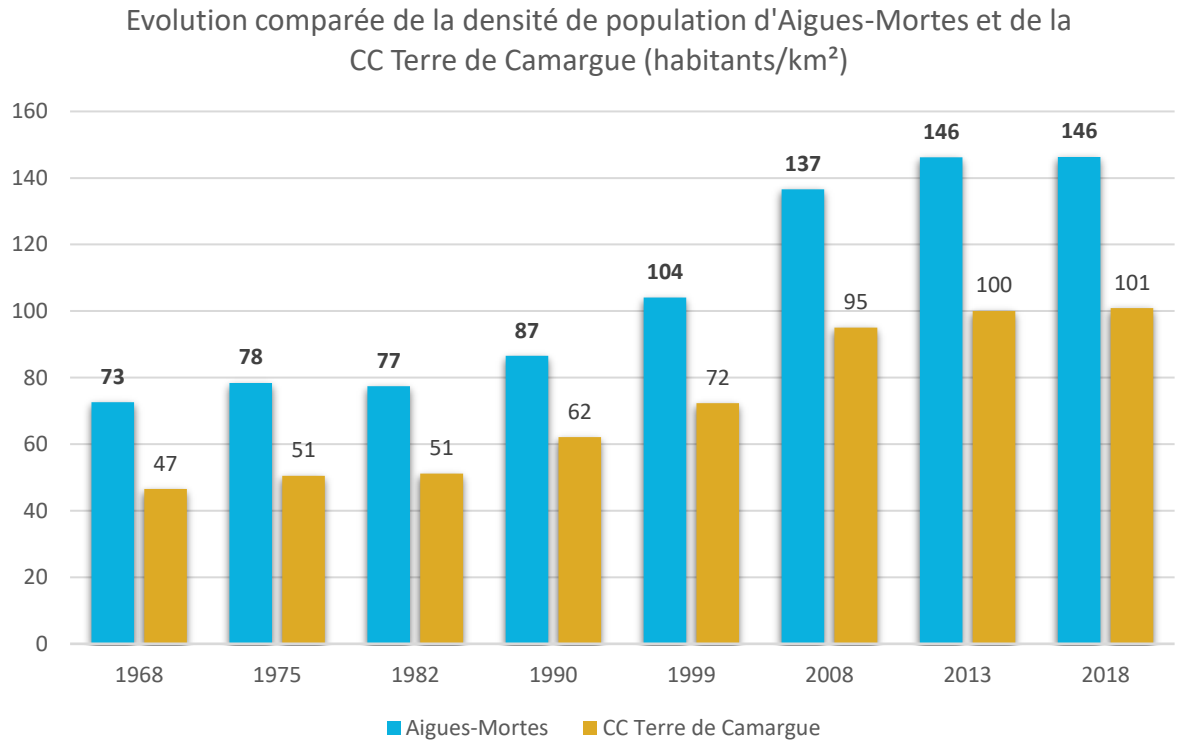
Le faible taux de croissance annuel moyen se retrouve également chez les autres communes de l'intercommunalité.



Répartition géographique de la population

La densité de population d'Aigues-Mortes s'élève à 146 habitants/km² en 2018. La densité a connu une forte augmentation entre les années 1990 et 2008. Depuis 2013, elle reste inchangée.

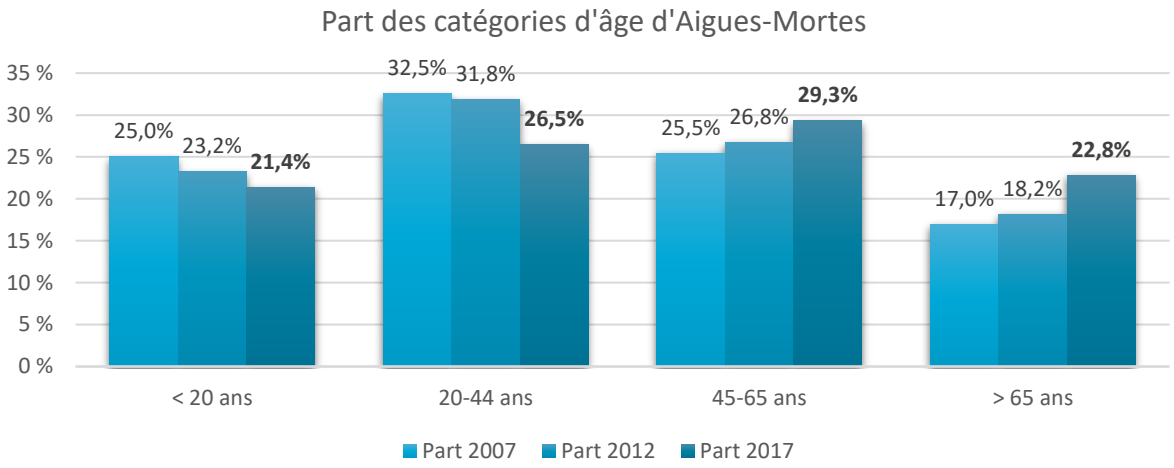
La densité aigues-mortaise est supérieure à celle de la CC Terre de Camargue. Dans le détail, Le Grau-du-Roi possède une densité légèrement plus importante qu'Aigues-Mortes (155 habitants/km² en 2018), tandis que Saint-Laurent-d'Aigouze une très faible (39 habitants/km² en 2018).



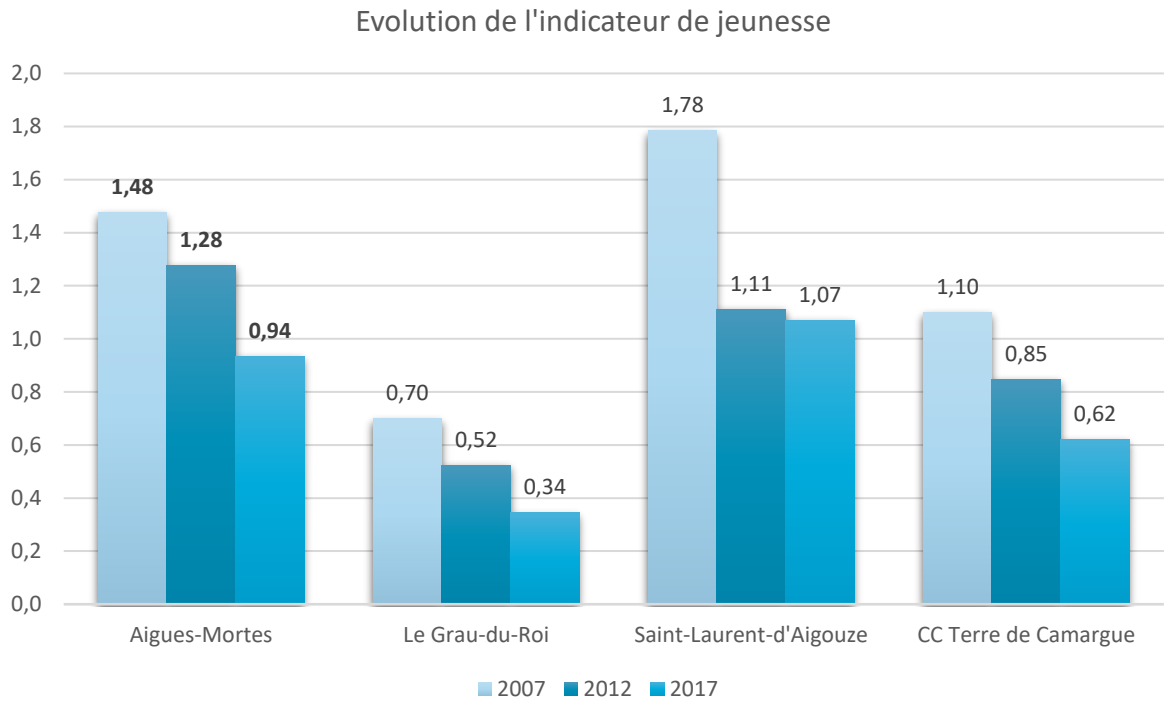
Caractéristiques de la population

Tranches d'âges

Aigues-Mortes connaît un vieillissement de sa population, avec une diminution de la part des moins de 20 ans et des 20-44 ans, respectivement – 6,9 % et – 11,2 % entre 2007 et 2017. A contrario, la part des 45-65 ans ainsi que des plus de 65 ans augmente, respectivement + 25,5 % et + 46,8 % sur la même période. Le territoire connaît ainsi une baisse importante du nombre de jeune, avec près de 200 jeunes de moins de vingt ans entre 2012 et 2017. Ce phénomène apparaît ainsi comme un enjeu pour la commune, notamment pour le maintien des équipements publics.



Ce phénomène de vieillissement de la population est corroboré par le passage en 2017 sous le seuil de 1 de l'indicateur de jeunesse. Cela signifie ainsi qu'il y a plus de population âgée de plus de 65 ans que de moins de 20 ans.

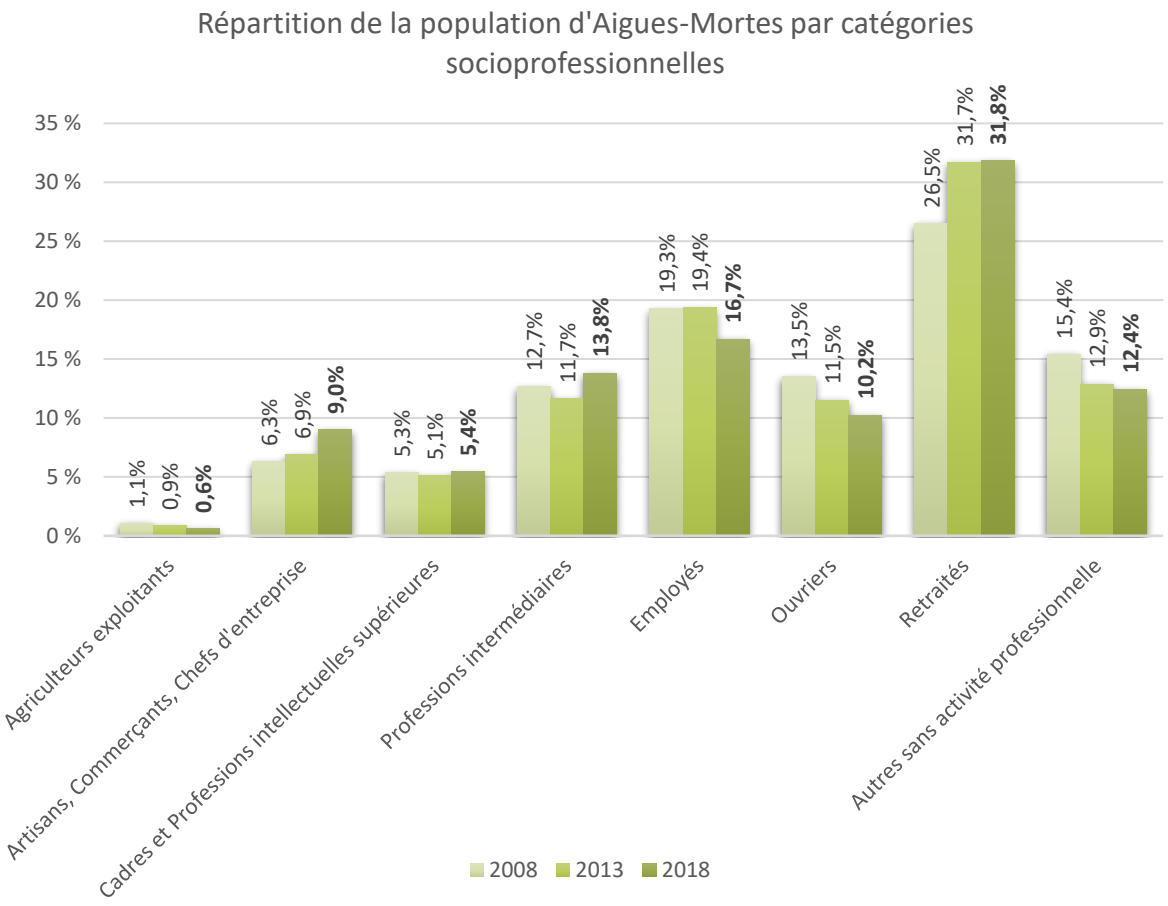


Catégories socioprofessionnelles

Les retraités sont la catégorie la plus représentée avec 31,8 % de la population aigues-mortaise de plus de 15 ans. Leur part est en progression de 5 points ces dix dernières années.

Les catégories des employés et ouvriers ont connu une diminution ces dix dernières années, au profit notamment des artisans et professions intermédiaires.

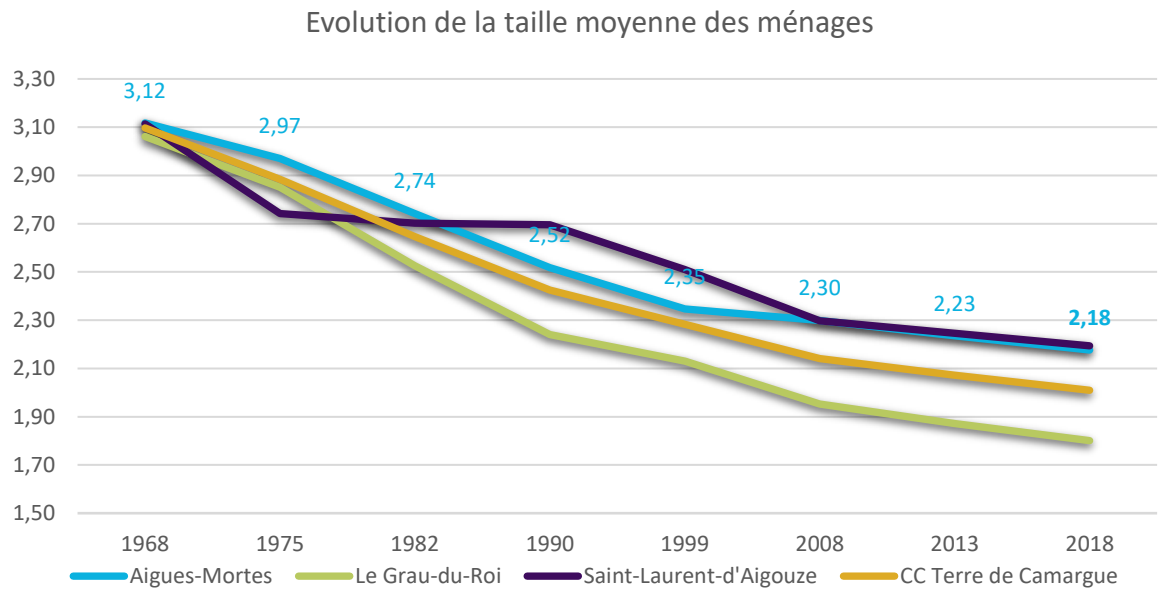
La part des agriculteurs connaît également une diminution pour ne représenter plus que 0,6 % de la population de plus de 15 ans.



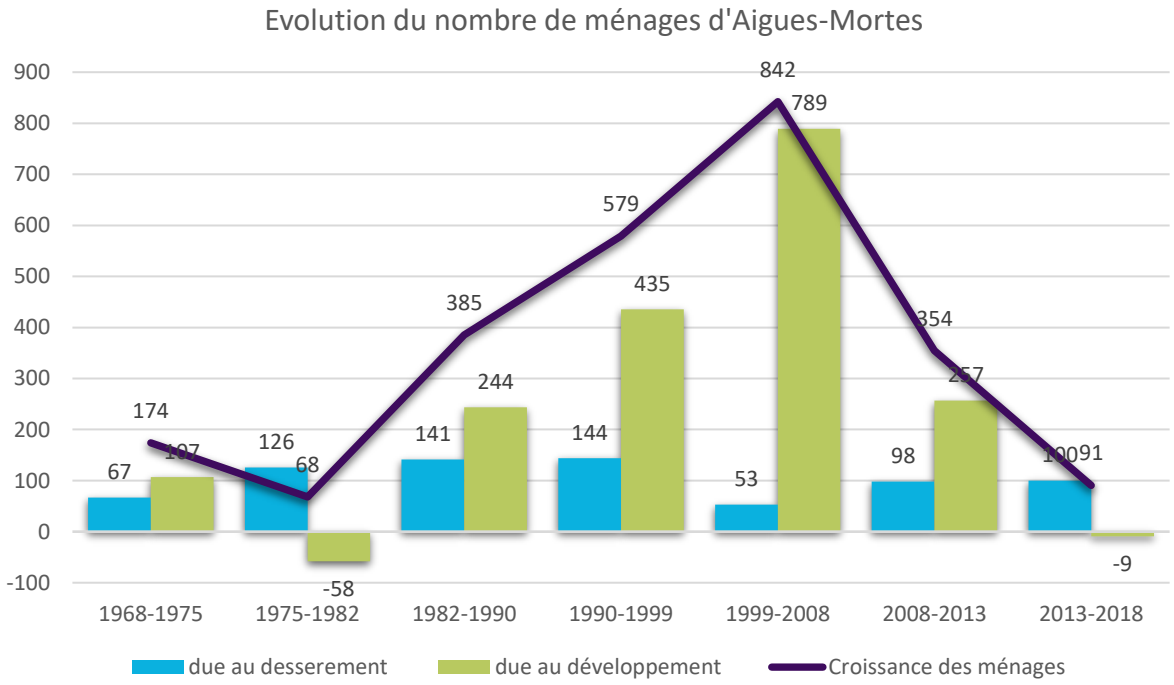
Caractéristiques des ménages

Nombre et taille

Aigues-Mortes compte en 2018 3 838 ménages. La taille moyenne ménage la même année est de 2,18 personnes par ménage. À l'image de la tendance nationale, elle diminue depuis 1968.

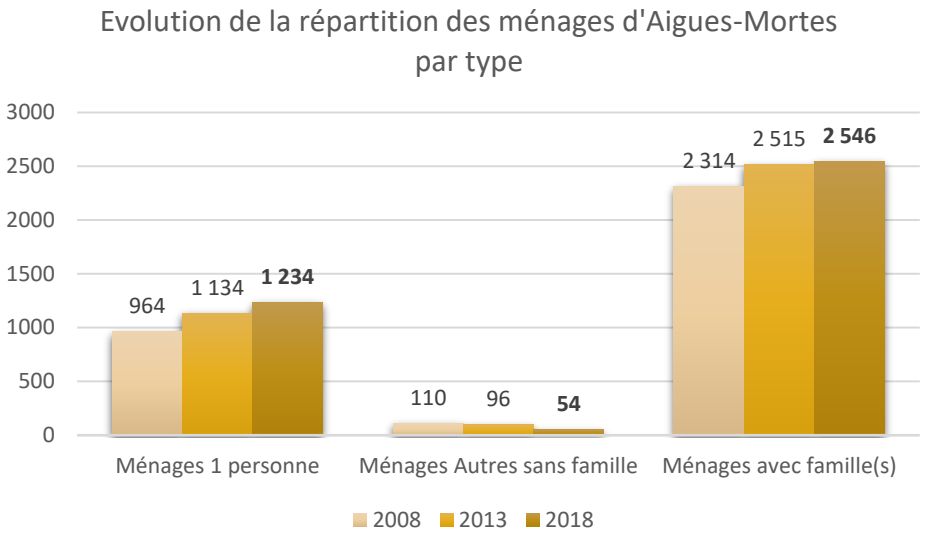


Jusqu'à la période 1999-2008, la croissance des ménages n'a cessé d'augmenter. Depuis, la commune connaît une chute de cette croissance. Sur la période 2013-2018, la majorité de la croissance des ménages est due au desserrement (décohabitation, séparation, etc.).

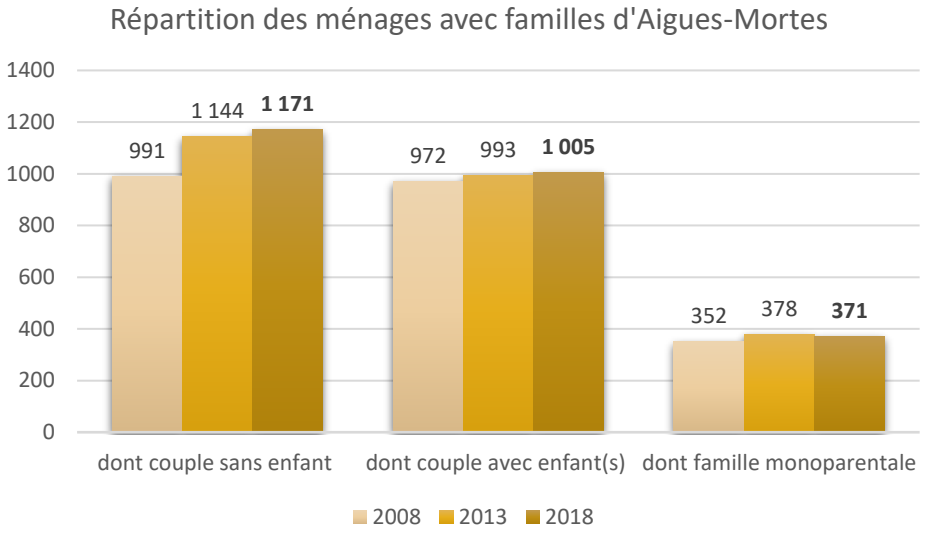


Composition des ménages

La majorité des ménages qui composent la commune sont des ménages familiaux, 66 % des ménages en 2018. Les ménages composés d'une seule personne ont connu une augmentation de + 28 % en dix ans.

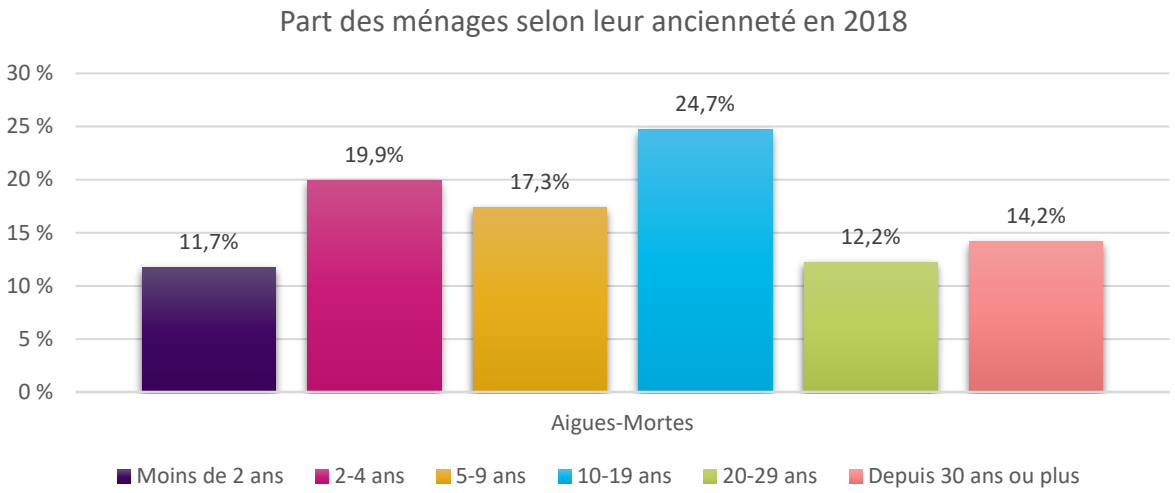


Au sein des ménages familiaux, les couples sans enfants ont augmenté ces dix dernières années, tandis que les couples avec familles monoparentales stagnent.



Ancienneté des ménages sur le territoire

Près de la moitié des ménages d'Aigues-Mortes habite le territoire depuis au moins dix ans. Les ménages ont donc tendance à rester sur le territoire.



Revenus des ménages

Selon l'INSEE, le revenu disponible est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner. Il comprend les revenus d'activité, indemnités de chômage, retraites et pensions, revenus fonciers, les revenus financiers, les prestations sociales perçues. Le premier décile représente le revenu médian disponible le plus faible.

En 2018, Aigues-Mortes comptabilise 3 932 ménages fiscaux. Le revenu médian de la population aigues-mortaise est de 21 280 € en 2018 (21 250 € à l'échelle nationale). À l'échelle de la CC Terre de Camargue, c'est au-dessus du revenu médian du Grau-du-Roi (20 410 €) et légèrement en dessous de celui de Saint-Laurent-d'Aigouze (21 320 €).

2018	**Nombre de ménages fiscaux**	**Part des ménages fiscaux imposés**	**Revenu médian disponible**	**Revenu mensuel médian disponible**	**Limite 1er décile**	**Rapport interdécile**
Aigues-Mortes	3 932	49 %	21 280	1 773	11 740	3,2
Le Grau-du-Roi	5 514	48 %	20 410	1 701	10 960	3,4
Saint-Laurent-d'Aigouze	1 668	49 %	21 320	1 777	12 140	3,0

Synthèse

Tendance

- 8 456 habitants en 2018
- Une croissance démographique quasiment nulle (0,01 % en 2018)
- Un vieillissement de la population avec 52 % de la population âgée de plus de 45 ans
- Une taille moyenne des ménages de 2,18 personnes par ménage
- Augmentation du nombre de ménages, mais diminution de leur taille

Enjeux

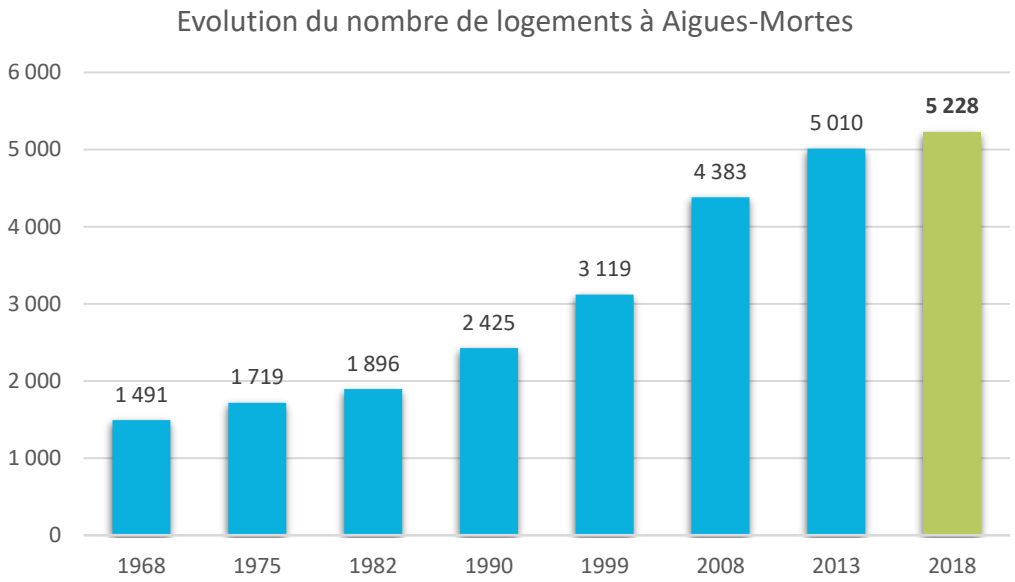
- Maîtriser la croissance démographique en fonction des capacités du territoire
- Anticipation du desserrement des ménages
- Anticipation du vieillissement de la population
- Conserver un territoire attractif pour les jeunes ménages
- Assurer le renouvellement de la population

LOGEMENT

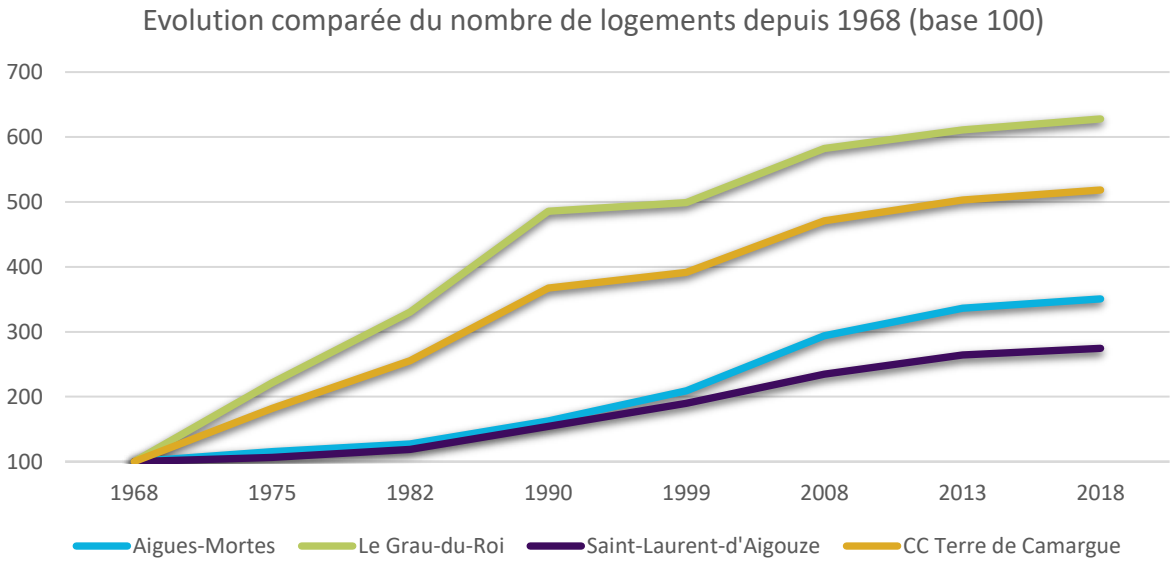
Caractéristiques du parc de logements

Évolution globale du parc de logements

En 2018, Aigues-Mortes totalise 5 228 logements, tous types confondus. Le nombre de logements est supérieur au nombre de ménage (3 838 en 2018). Cela s'explique notamment par l'attractivité de la commune qui possède de plus en plus de résidences secondaires.

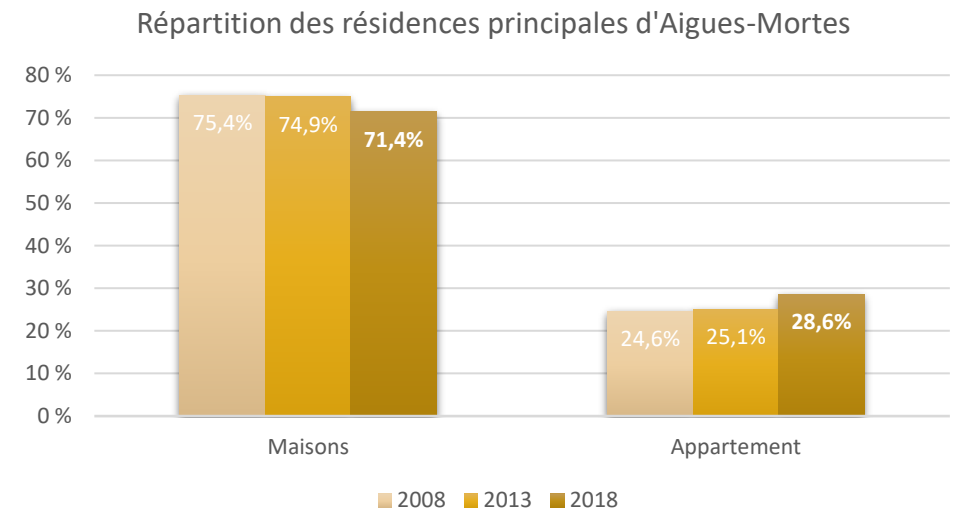


Le nombre de logements d'Aigues-Mortes est rythmé par une croissance moins soutenue que Le Grau-du-Roi, mais supérieure tout de même à celle de Saint-Laurent-d'Aigouze. Cette croissance tend vers une stagnation depuis 2013.

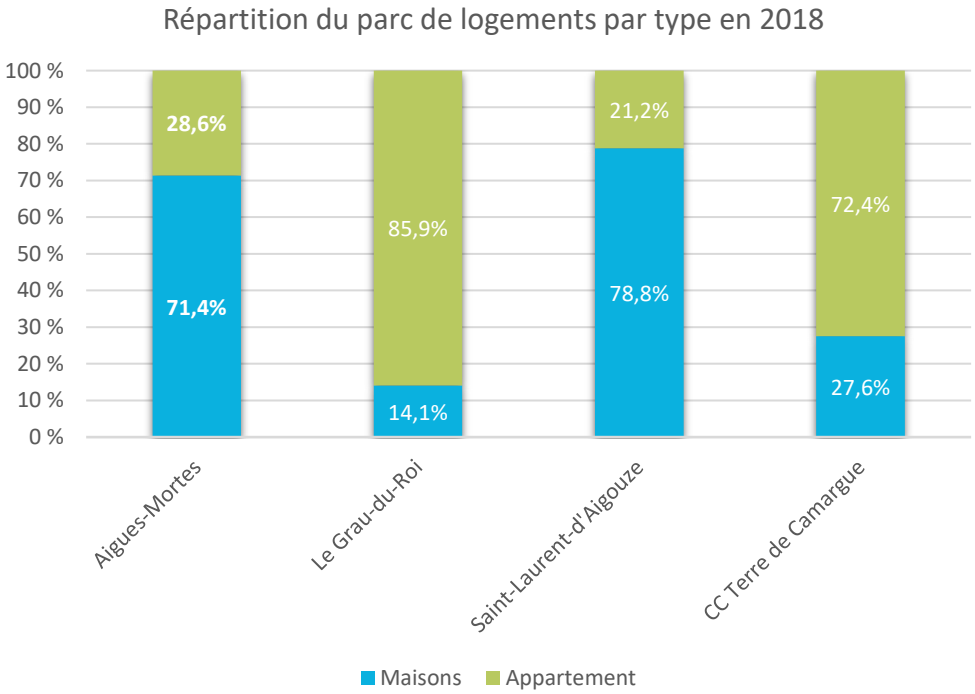


Les types de logements

Le parc de logements d'Aigues-Mortes est composé en 2018 par une majorité de maisons individuelles, 71,4 % du parc, contre 28,6 % d'appartements. Néanmoins, le nombre d'appartements est en progression avec une augmentation de + 38,9 % entre 2008 et 2018. Cette croissance des appartements peut s'expliquer par leur prédominance dans les nouvelles opérations de production de logements.



À l'échelle de l'intercommunalité, Aigues-Mortes possède un profil similaire à celui de Saint-Laurent-d'Aigouze, c'est-à-dire une majorité de maisons individuelles. Le Grau-du-Roi possède au contraire une grande majorité d'appartements. Cela s'explique notamment par le caractère balnéaire de la commune dont le développement est issu de la mission Racine.



Évolution des catégories de logements

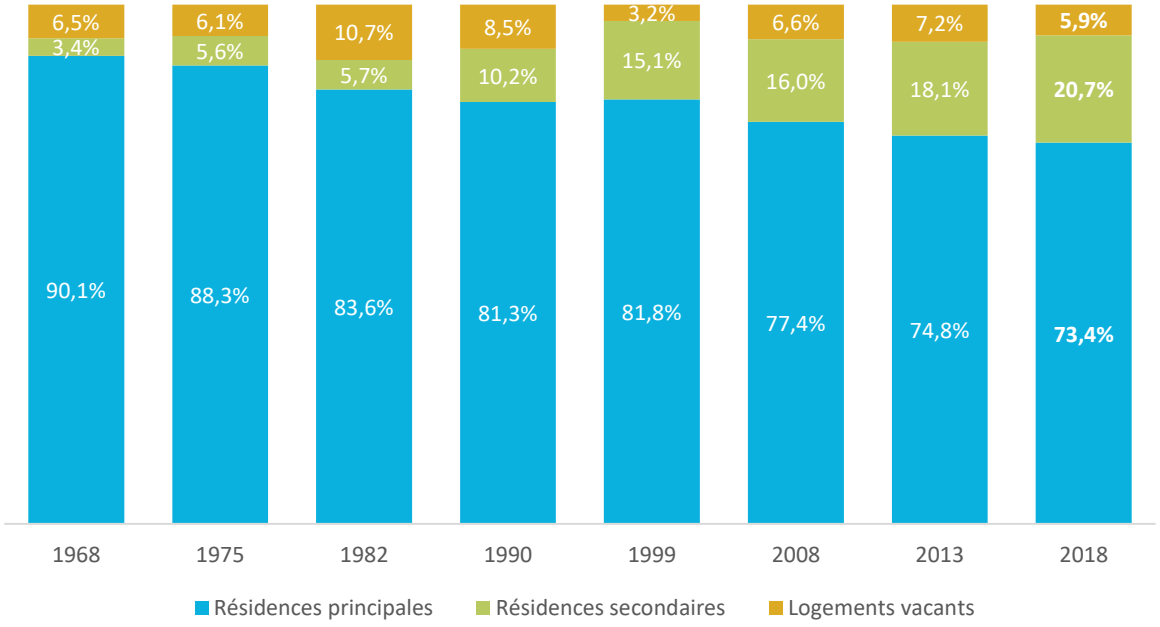
La répartition des logements d'Aigues-Mortes en 2018 est la suivante : 73,4 % de résidences principales, 20,7 % de résidences secondaires et 5,9 % de logements vacants.

Malgré une augmentation du nombre de résidences principales, leur part baisse (- 4 points ces dix dernières années).

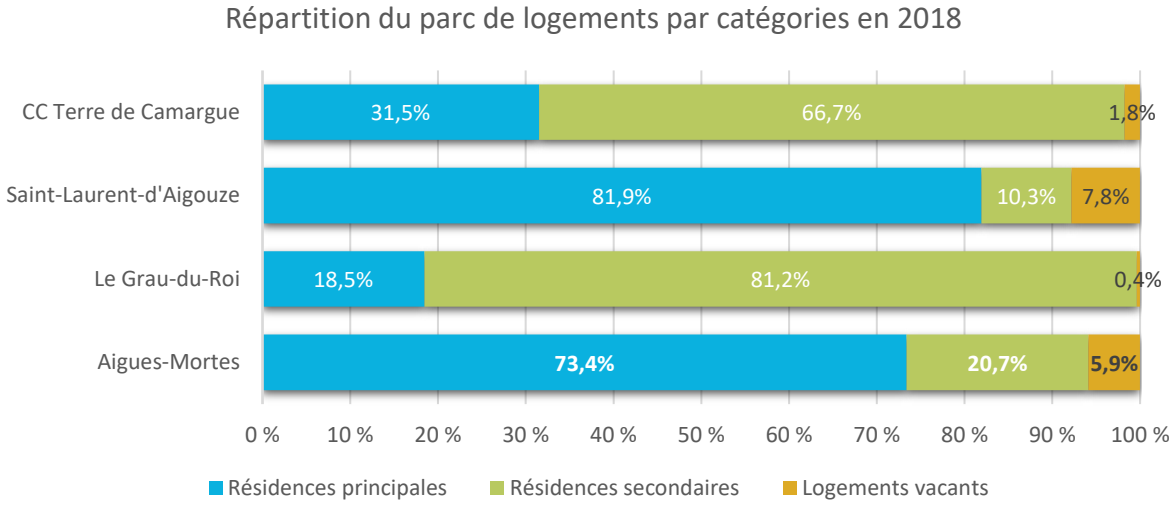
Cette baisse se produit à l'avantage des résidences secondaires, qui elles voient leur part augmenter de près de 5 points en dix ans. Cela signifie ainsi qu'une part de plus en plus importante du parc de logements (et notamment des nouveaux logements produits) est consacrée aux résidences secondaires. Cette tendance pourrait, si elle se poursuit, induire une certaine tension dans le marché immobilier pour les résidences principales.

Les logements vacants ont eux connu une évolution en dents de scie, mais tout en restant sous des seuils normaux, c'est-à-dire permettant un équilibre du parc et compatible avec la rotation normale du marché de l'immobilier.

Répartition des logements de Aigues-Mortes par catégories depuis 1968



À l'image de la répartition par type du parc de logements, la répartition par catégories à l'échelle est assez similaire. Aigues-Mortes et Saint-Laurent-d'Aigouze sont de type résidentiel tandis que Le Grau-du-Roi est une commune touristique.

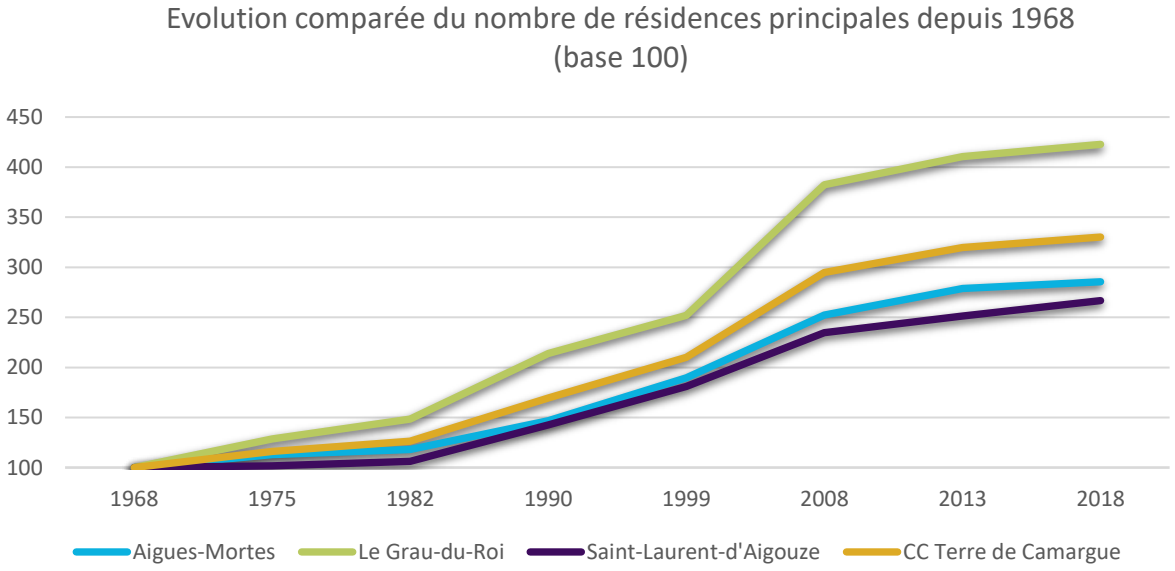


Caractéristiques des catégories de logements

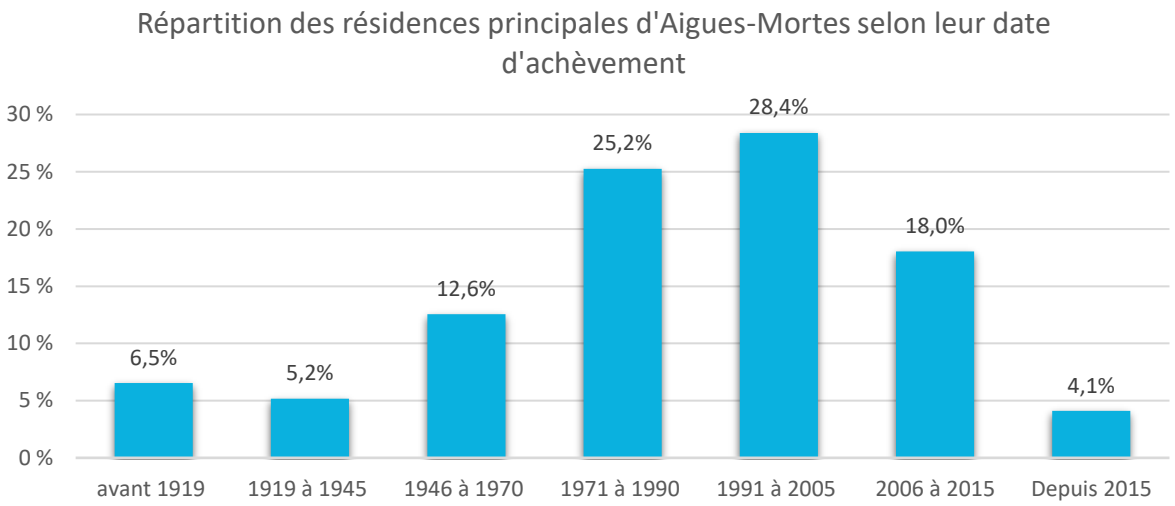
Résidences principales

Une résidence principale est, au sens de l'INSEE, un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

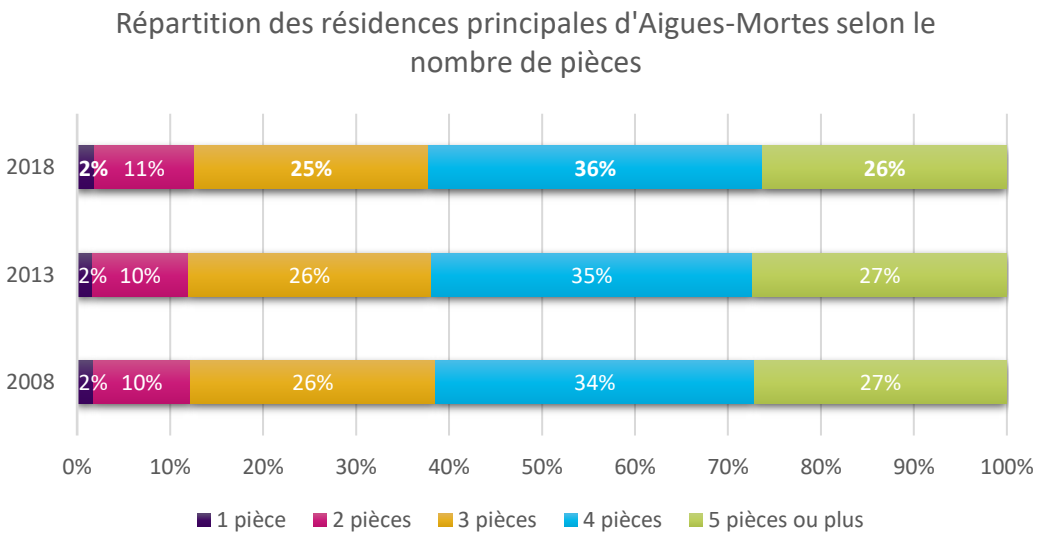
En 2018, Aigues-Mortes comptabilise 3 838 résidences principales. À l'image des territoires de comparaison, ce chiffre n'a cessé d'augmenter. La croissance des résidences principales d'Aigues-Mortes est similaire à celles de Saint-Laurent-d'Aigouze.



Les résidences principales n'ont eu de cesse d'augmenter sur la commune avec une forte progression entre 1982 et 2008. Ainsi, près de 54 % des logements ont été produits entre 1971 et 2005.



Corollaire évident de la prédominance de maisons individuelles, les résidences principales d'Aigues-Mortes sont majoritairement des grands logements : 62 % des logements comptent au moins 4 pièces. La parc de logements aigues-mortais est ainsi plus doté pour l'accueil de famille. Il n'est pas forcément adapté pour l'accueil de personnes âgées. Aux vues de la pyramide des âges de la commune et du phénomène de vieillissement, il apparaît un enjeu de potentielle inadéquation du parc de logement avec la population actuelle.



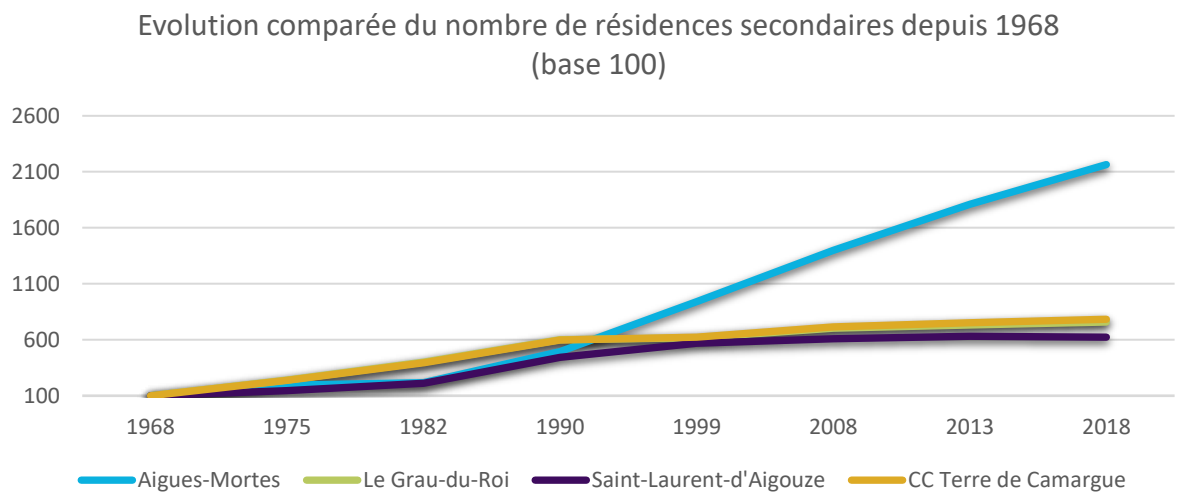
Résidences secondaires

Une résidence secondaire est, au sens de l'INSEE, un logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires. La distinction entre logements occasionnels et résidences secondaires est parfois difficile à établir, c'est pourquoi les deux catégories sont souvent regroupées.

Les résidences secondaires représentent 1 082 logements aigues-mortais en 2018. Elles ont connu une forte augmentation depuis les années 1990. Entre 2013 et 2018, il y a eu 177 logements en plus dédiés à de la résidence secondaire, soit un taux de croissance annuel moyen de + 4,5 %.

Durant la même période, ce sont 91 logements qui ont été produit pour de la résidence principale. La production de logement récente est ainsi plus tournée vers de la résidence secondaire que de la résidence principale.

La progression des résidences secondaires est constatée dans le secteur résidentiel pavillonnaire.



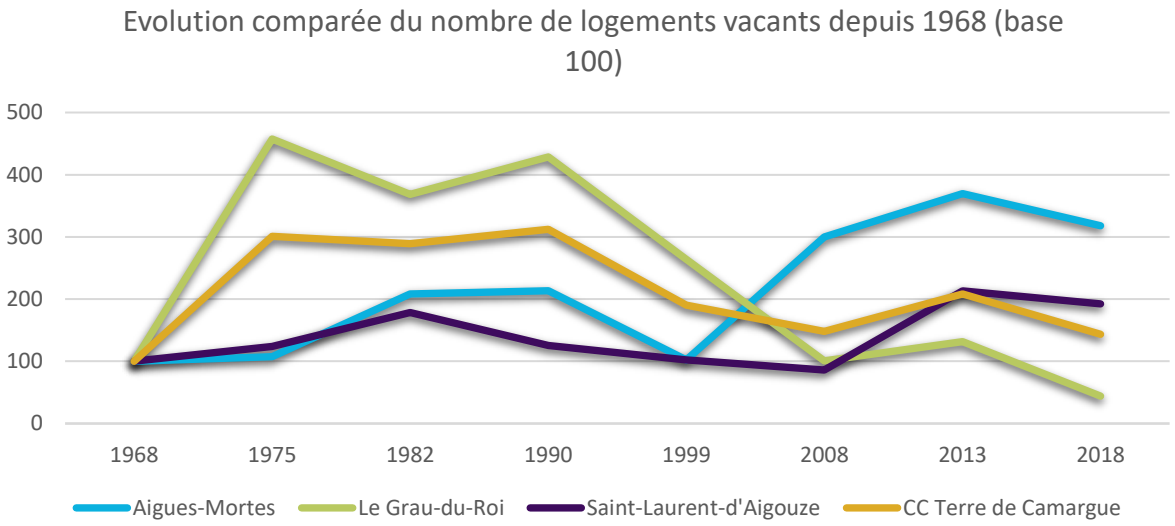
Logements vacants

Un logement vacant est, au sens de l'INSEE, un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- Proposé à la vente, à la location ;
- Déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- En attente de règlement de succession ;
- Conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
- Gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste).

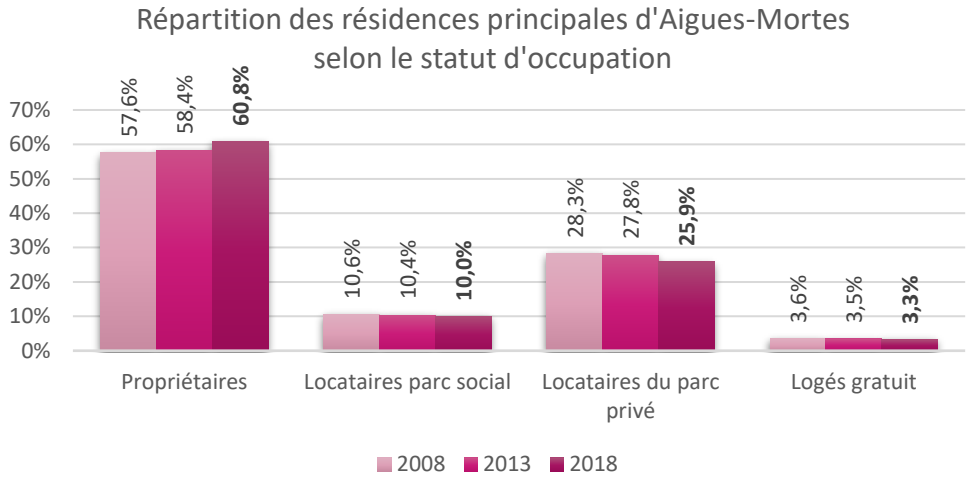
La vacance devient préoccupante quand elle dépasse les 8% du total du parc de logement, en dessous elle correspond à la rotation normale du marché immobilier (remise en location ou en vente).

En 2018, Aigues-Mortes comptabilise 308 logements vacants, soit 5,9 % du parc de logements de la commune. Ce nombre est en baisse depuis cinq ans, avec – 51 logements. Ce taux est inférieur au taux de rotation normal d'un parc immobilier (environ 7 %), cela signifie ainsi que le marché immobilier d'Aigues-Mortes est assez tendu. La variation des logements vacants sur le territoire, et notamment la baisse récente intervenant après une période de hausse, indique qu'il y a un réinvestissement des logements vacants sur le territoire.



Occupation des résidences principales

Les résidences principales d'Aigues-Mortes sont occupées par une majorité de propriétaires, 60,8 % des occupants en 2018. Cette part est en progression depuis 2008.



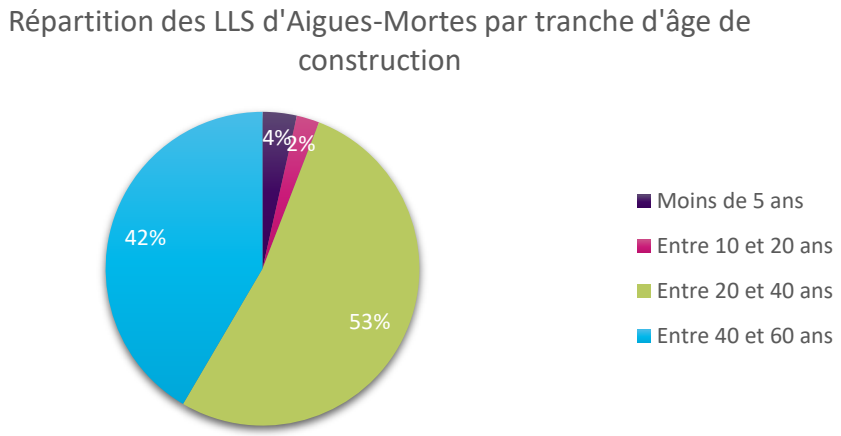
Le parc locatif social

*L'analyse du parc locatif social se base sur les données **RPLS** (Répertoire des Logements Locatifs Sociaux). Le répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux a pour objectif de dresser l'état global du parc de logements locatifs de ces bailleurs sociaux au 1er janvier d'une année. Mis en place au 1er janvier 2011, il est alimenté par les informations transmises par les bailleurs sociaux eux-mêmes.*

Aigues-Mortes n'est pas soumise à l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), par conséquent elle n'est pas concernée par l'obligation légale de disposer d'un nombre minimum de

logements sociaux. Néanmoins, la commune dispose tout de même d'un parc d'habitat social composé de 426 logements locatifs sociaux au 1er janvier 2020, soit environ 8 % du parc de logements.

Sept de ces logements sont vacants, soit 2 % du parc de LLS. 14 % de ces LLS sont de type individuel et les 86 restant en collectif. 39 de ces logements sont de type PLAI et 387 de type PLUS (soit 91 %).



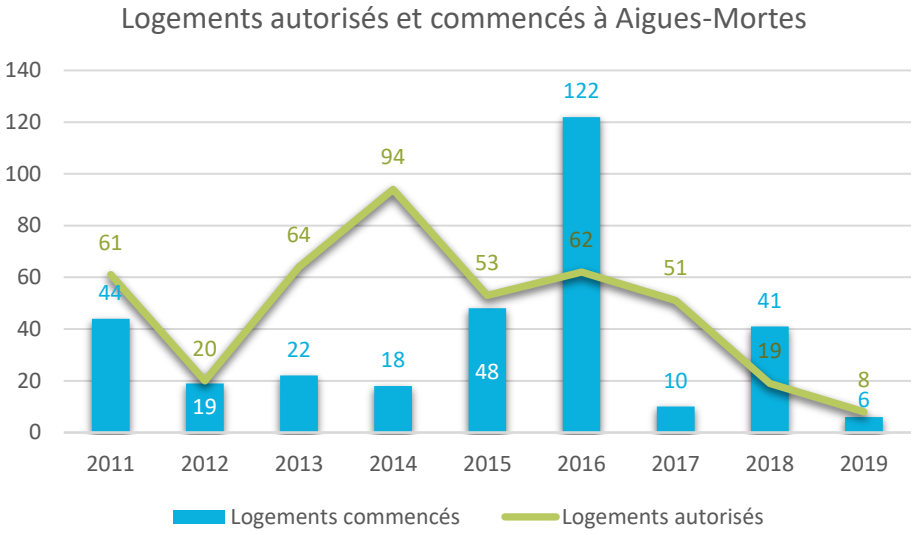
Les constructions neuves

Pour analyser la dynamique de construction neuve, la base de données Sit@del a été mobilisée. Les données de Sitadel2 proviennent des formulaires de permis de construire traités par les centres instructeurs. Les mouvements relatifs à la vie du permis (dépôts, autorisations, annulations, modificatifs, mises en chantier, achèvements des travaux) sont exploités à des fins statistiques.

Dynamique de construction neuve

Sur la période 2011-2019, 441 logements ont été commencés, soit une moyenne de 36 par an (entre 2013 et 2018 : 44/an). Un pic de logements commencés s'est produit en 2016 avec 122 logements, il correspond à la construction d'une résidence Odalys. En 2019, seulement 6 logements ont été commencés.

Depuis 2014, il est constaté une chute des permis de construire pour constructions neuves, passant de 94 en 2014 à 8 en 2019. La rareté du foncier disponible à Aigues-Mortes explique cette baisse. En effet, les fortes contraintes liées aux risques et sensibilités environnementales sur le territoire limitent drastiquement l'ouverture à l'urbanisation.



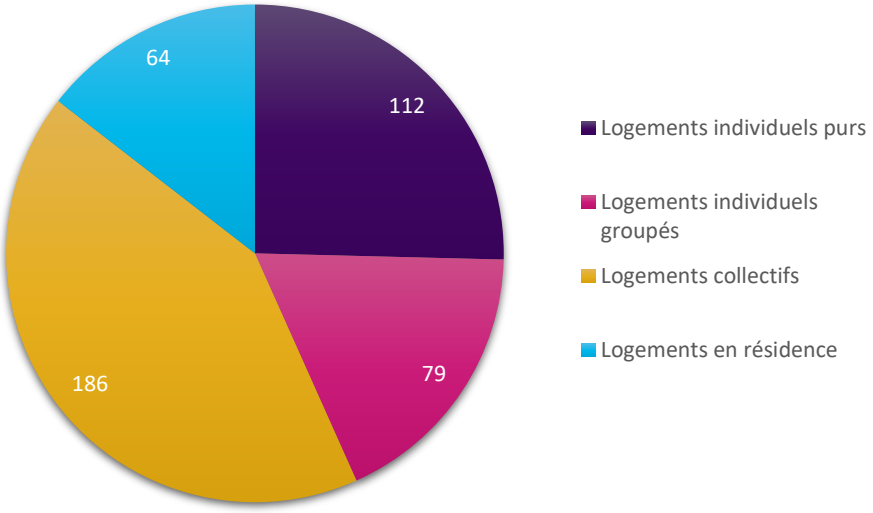
Type de logements produits

Dans la base Sit@del, on distingue :

- Logement individuel (pur ou groupé). Un logement individuel est une construction qui ne comprend qu'un seul logement (autrement dit, une maison). On en distingue deux types :
  - Les logements individuels purs, ayant fait l'objet d'un permis de construire relatif à un seul logement,
  - Les logements individuels groupés, ayant fait l'objet d'un permis de construire relatif à la construction de plusieurs logements individuels (par exemple, un lotissement), ou à la construction de logements individuels associés à des logements collectifs ou des locaux non résidentiels.
- Logement collectif : logement faisant partie d'un bâtiment d'au moins deux logements dont certains ne disposent pas d'un accès privatif.
- Logement en résidence (avec services). Les logements en résidence sont des logements (maisons individuelles ou logements collectifs) pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques. Six types principaux de résidences sont recensés :
  - Les résidences pour personnes âgées,
  - Les résidences pour étudiants,
  - Les résidences de tourisme,
  - Les résidences hôtelières à vocation sociale,
  - Les résidences sociales,
  - Les résidences pour personnes handicapées.

Les logements commencés entre 2010 et 2019 à Aigues-Mortes sont à 42 % de type collectif. Cela confirme ainsi la hausse des appartements vue précédemment.

Logements commencés entre 2010 et 2019 par type à Aigues-Mortes

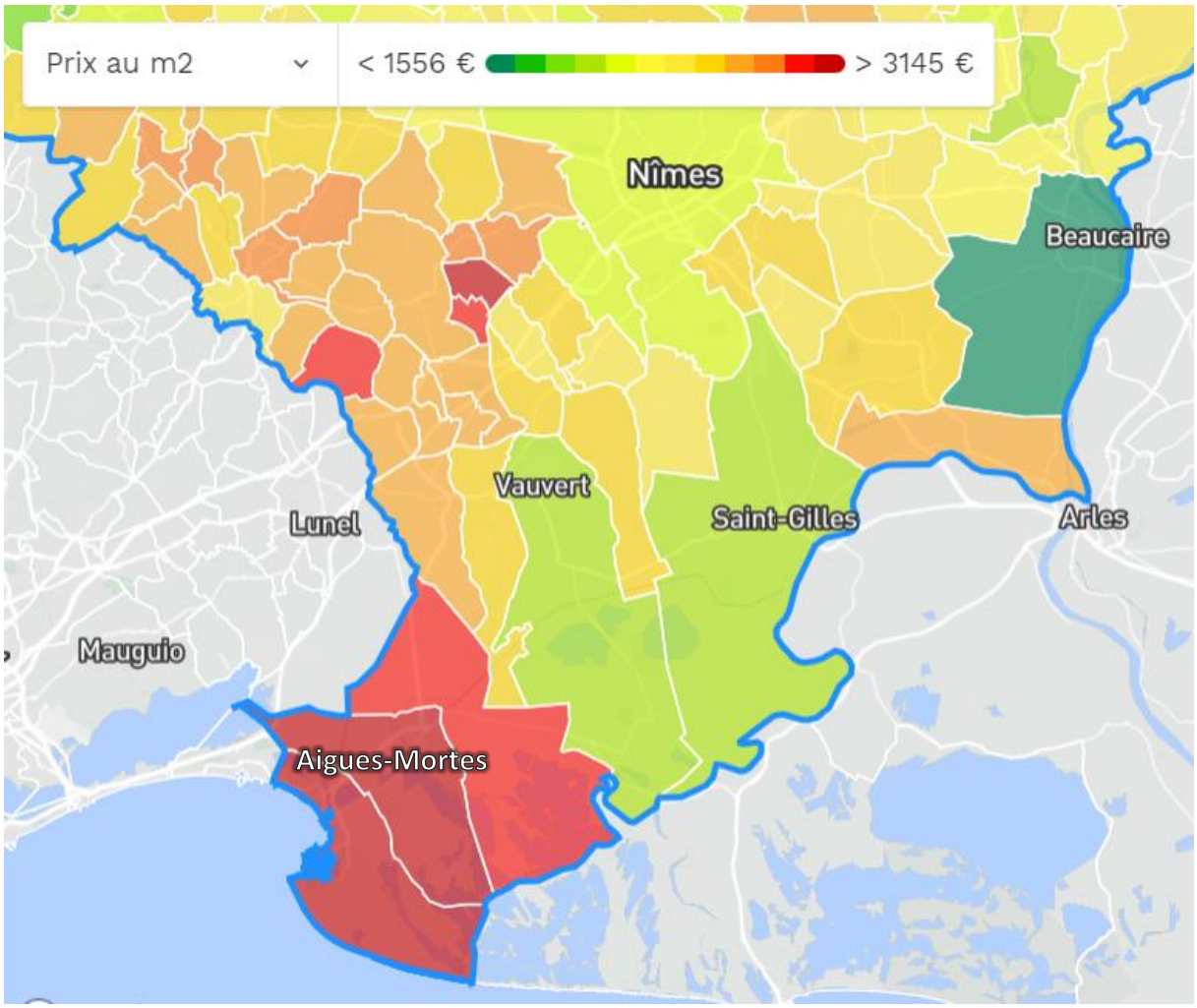


Marché local de l'habitat

Le marché local de l'habitat d'Aigues-Mortes, mais également de la CC Terre de Camargue, présente des niveaux de prix parmi les plus hauts du département.

	MAISONS			APPARTEMENTS		
	Prix bas	***Prix moyen***	***Prix haut***	***Prix bas***	***Prix moyen***	***Prix haut***
Loyer au m²	8,5	12,6	15,8	9,2	13,5	20,4
Prix au m²	2 325	3 639	4 988	2 016	3 155	4 325

Estimations de prix constatées au 1er février 2022



https://www.meilleursagents.com/prix-immobilier/aigues-mortes-30220/

Synthèse

Tendance

- 73,4 % de résidences principales, 20,7 % de résidences secondaires et 5,9 % de logements vacants en 2018
- Une prépondérance des maisons individuelles sur le territoire mais une forte progression des appartements sur la période récente
- Une majorité de propriétaires
- Augmentation de la part des résidences secondaires au sein du parc de logements
- Un marché de l'immobilier sous tension et aux prix élevés

Enjeux

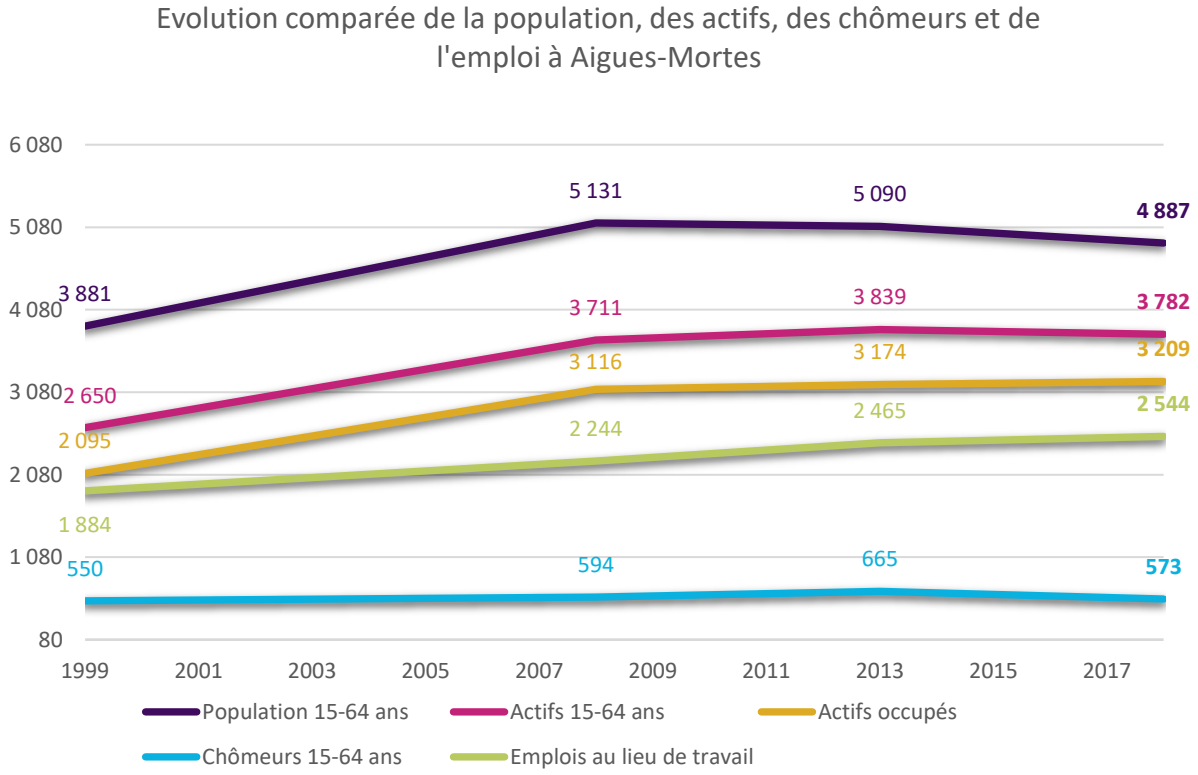
- Maîtriser la production de logement pour produire davantage de résidences principales
- Diversifier les logements vers de la location
- Diversifier les formes urbaines
- Produire du logement social afin de répondre aux objectifs fixés par le SCoT
- Intégrer les phénomènes sociodémographiques qui génèrent des besoins en logement complémentaires : décohabitation des jeunes, séparation des couples/familles, vieillissement (veuvage), etc.
- Assurer le renouvellement de la population : l'accueil des jeunes et accompagner le vieillissement de la population avec des programmes de logements adaptés et accessibles

ÉCONOMIE

La population active

Évolution de la population active

Aigues-Mortes totalise 3 782 actifs en 2018, ce qui représente 77 % de la population âgée entre 15 et 64 ans. Augmentation de toutes les catégories entre 1999 et 2018, excepté le chômage qui stagne en quantité, donc connaît une légère baisse de la part d'actifs qu'ils représentent (passant de 20,8 % en 1999 à 15,1 % en 2018).



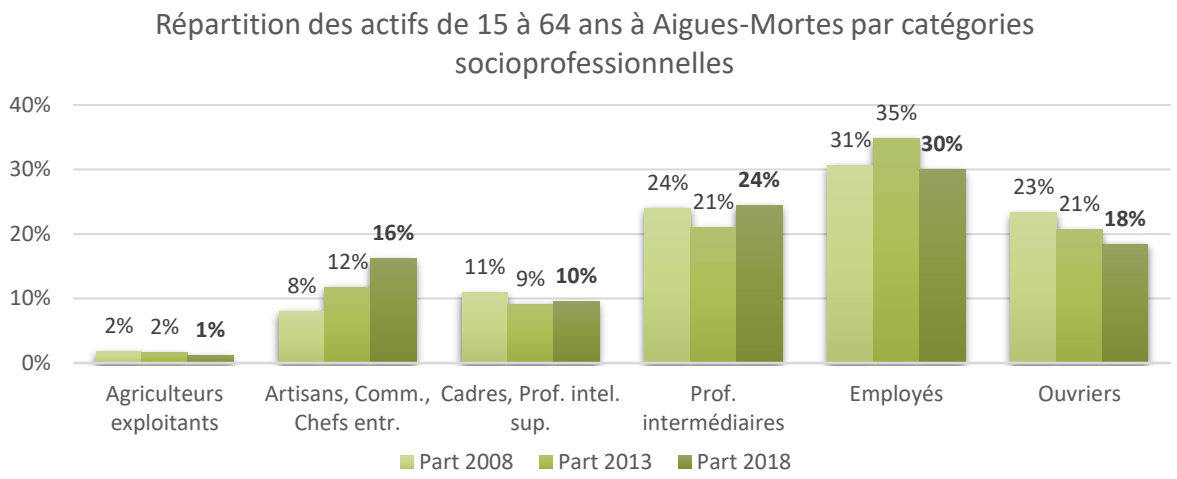
Catégories socioprofessionnelles des actifs du territoire

La population active d'Aigues-Mortes est, en 2018, majoritairement représentée par des employés à 30 %, puis des professions intermédiaires (24 %).

La catégorie des ouvriers a connu la baisse la plus importante - 5 points en 10 ans. Les agriculteurs, cadres et employés connaissent une légère baisse en représentation avec -1 point.

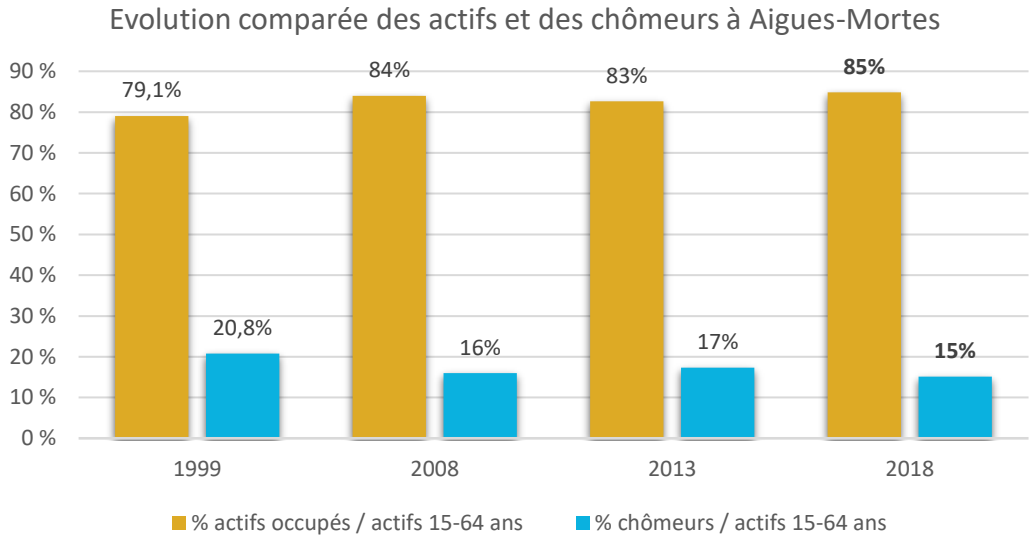
A contrario, les artisans, commerçants et chefs d'entreprises ont augmenté avec +68 % d'augmentation en 10 ans.

Enfin, la part des professions intermédiaires reste inchangée sur la période même si ses effectifs ont augmenté avec +17,5%.



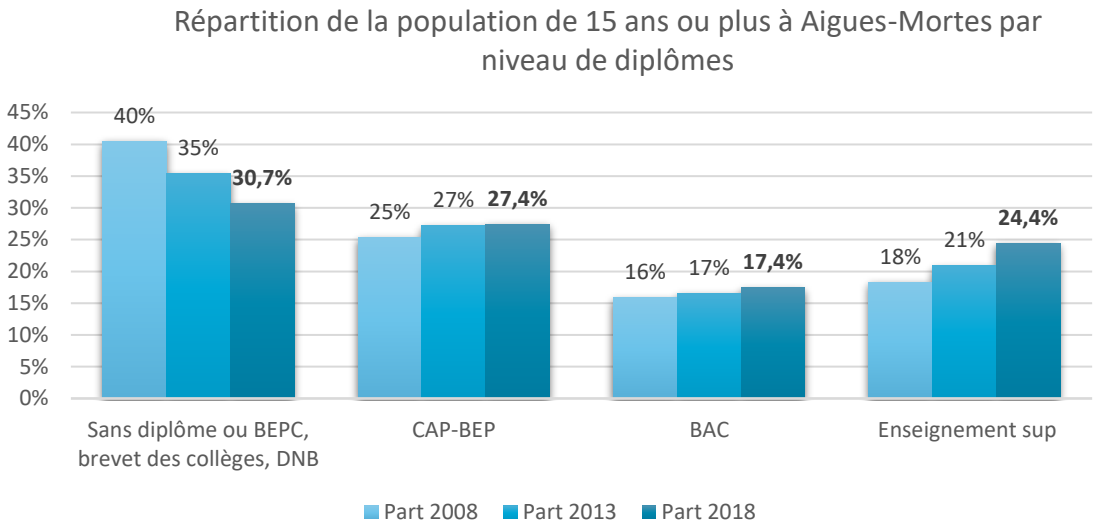
Le chômage

Aigues-Mortes compte, en 2018, 573 chômeurs soit 15,1 % des actifs âgés de 15 à 64 ans. Le taux de chômage aigues-mortais est en baisse depuis 20 ans, il en effet baissé de 5 points. Ce taux également plus faible que celui constaté à l'échelle intercommunale (17,6 % en 2018).



Les diplômes

En 2018, les personnes sans diplôme ou possédant un BEPS-Brevet des collèges représentent 30,7 % des 15 ans ou plus non scolarisés. C'est la catégorie la plus représentée en 2018, néanmoins elle est en baisse. S'en suivent ensuite les personnes ayant un CAP-BEP (27,4 % de la population), puis possédant un diplôme issu de l'enseignement supérieur (24,4 %) et enfin les personnes possédant un bac (17,4 %). La tendance générale est ainsi une hausse des personnes diplômées au sein de la commune.

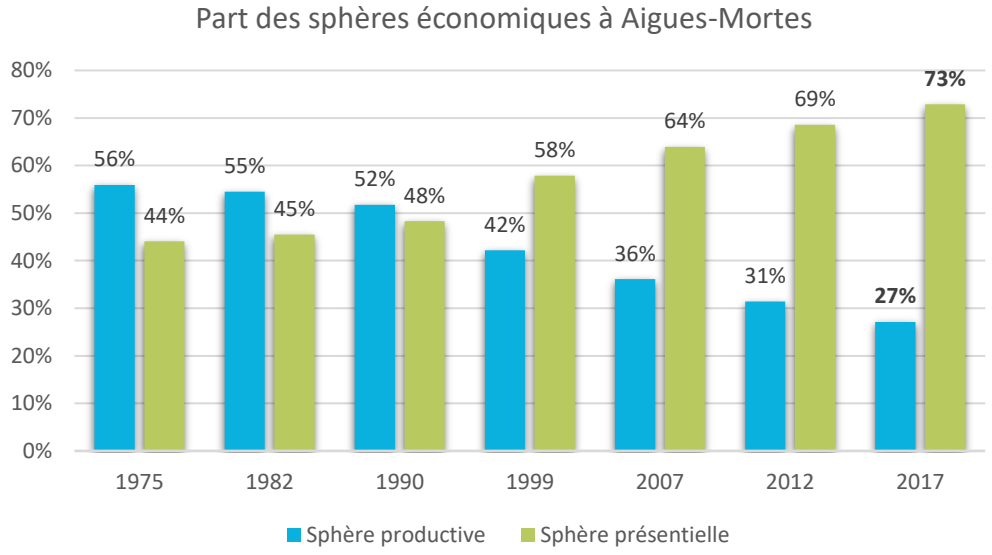


Structure économique du territoire

Les sphères économiques

Selon l'INSEE, la sphère économique se divise en deux parties : la sphère présentielle et la sphère productive. Cette division permet de mieux comprendre « les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. La sphère présentielle regroupe les activités locales, qui ont lieu sur le territoire et qui visent à satisfaire les besoins des habitants de zone de production (résidents ou touristes). La sphère productive, quant à elle, représente les activités produisant des biens qui sont en général consommés en dehors de la zone de production.

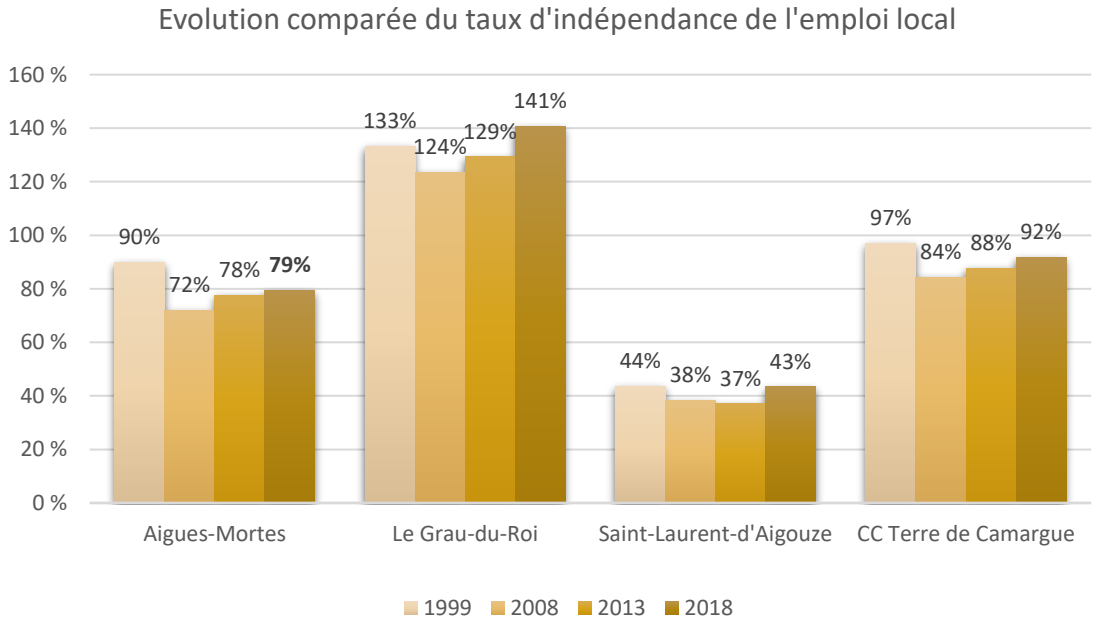
Inversement des sphères économiques dominantes, passant d'une sphère productive majoritaire avec 56 % en 1975 à une sphère présentielle pesant pour 73% de l'emploi en 2017. Cela signifie ainsi que l'économie est issue des services, activités et productions locales.



Emploi local et taux d'indépendances comparés

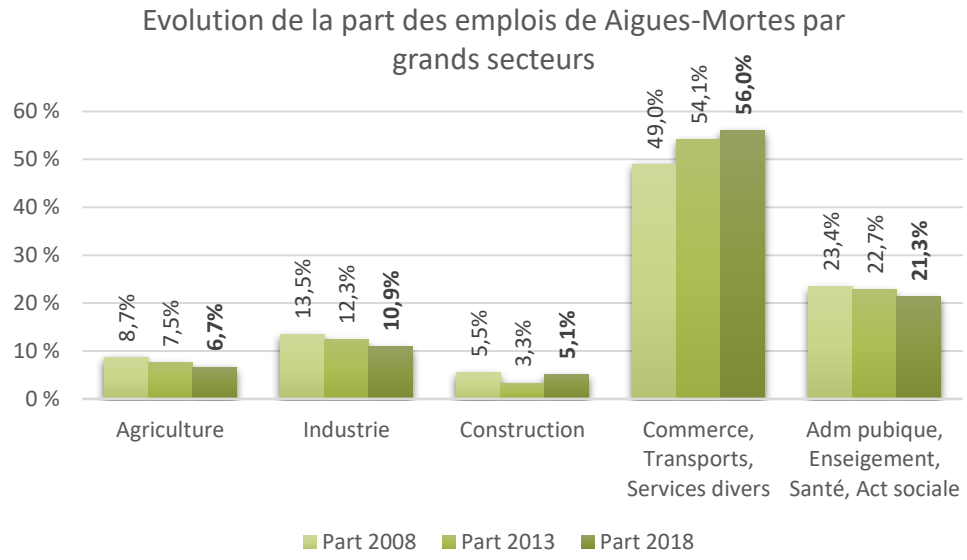
Le taux d'indépendance à l'emploi local permet de connaître les caractéristiques du marché de l'emploi du territoire. Si le taux d'indépendance est inférieur à 1, cela signifie qu'il y a peu d'emploi sur le territoire et que les travailleurs ont donc tendance à migrer vers les territoires voisins pour travailler. En revanche lorsque le taux est égal ou supérieur à 1, cela signifie que le marché de l'emploi du territoire permet à tous les actifs qui y résident d'y trouver leur compte et de faire marcher l'économie locale.

Le taux d'indépendance locale a connu une forte baisse entre 1999 et 2008. Depuis, il a connu une augmentation, avec 79 % en 2018, ce qui veut dire que la commune est dépendante des bassins d'emplois alentour.



En 2018, 56 % des emplois d'Aigues-Mortes sont issu du commerce, des transports et des services divers, suivi à 21 % par le secteur de l'administration publique.

Le secteur de l'agriculture, l'industrie et la construction pèsent respectivement pour 7 %, 11 % et 5 % de l'emploi communal. Leur part a légèrement baissé depuis dix ans, au profit notamment du secteur du commerce.

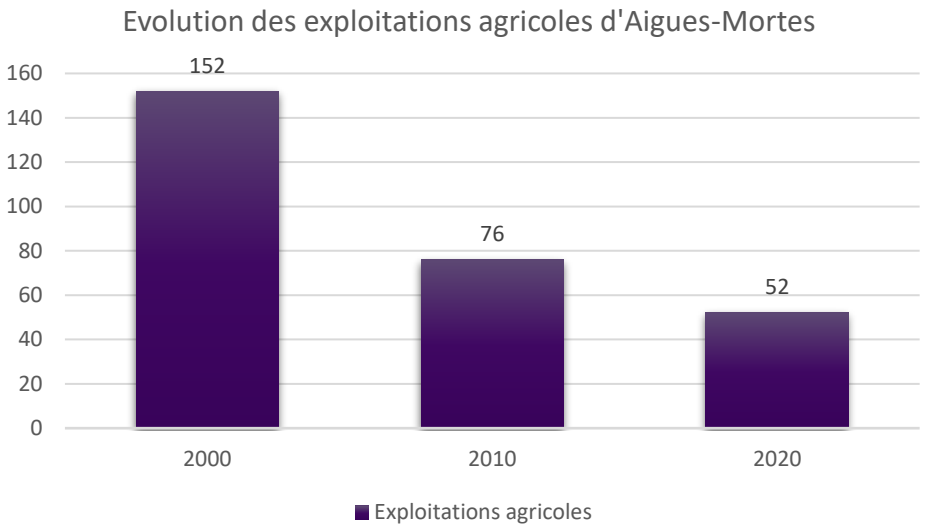


Les filières

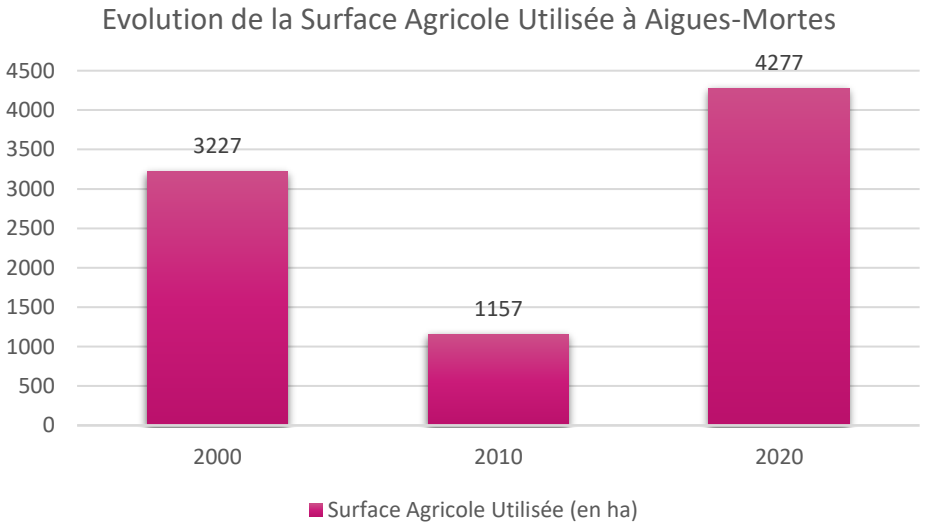
L'agriculture

Afin d'analyser l'activité agricole de la commune, les données du Recensement Agricole (RGA) ont été mobilisées. Ce recensement est réalisé par l'Agreste tous les dix ans. Le dernier en date a été lancé en octobre 2020. De premières données provisoires ont été publiées à l'échelle communale courant mars 2022. ***Lors de la réalisation de cette partie les données définitives n'étaient pas encore publiées, cette partie sera ainsi complétée avec les données stables.***

En 2020, Aigues-Mortes compte 52 exploitations agricoles. Ce chiffre est en forte baisse depuis vingt ans. En effet, il y a eu, entre 2000 et 2020, une baisse de – 66 % du nombre d'exploitations agricoles à Aigues-Mortes.

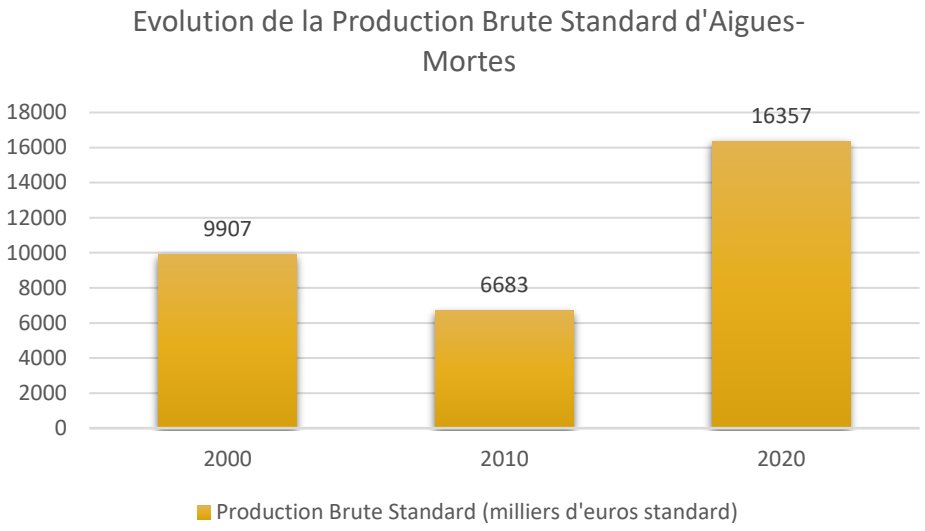


Néanmoins, la Surface Agricole Utilisée (SAU) connaît une très forte progression ces dix dernières années avec 4 277 ha en 2020, soit 74 % de la surface du territoire[1]. Cela signifie ainsi que la taille moyenne des exploitations est en hausse : d'environ 21 ha de surface moyenne en 2000, elle est passée à 82 ha en 2020.



La production brute standard (PBS) correspond à un potentiel de production des exploitations, pouvant être assimilée à un chiffre d'affaires théorique généré par l'activité. Il s'agit d'un indicateur permettant de classer les exploitations selon leur dimension économique. À l'image de la SAU, la PBS est également en hausse en 2020, avec 16 357 000 d'euros.

[1] Ces chiffres sont à prendre avec précaution car provisoires



Dispositifs

La commune d'Aigues-Mortes est engagée dans le programme Petites Villes de Demain depuis 2021. Elle a notamment signé une convention d'opération de revitalisation du territoire le 19 décembre 2024.

Le tourisme

Les données liées au tourisme présentées ci-après sont issues de l'office de tourisme d'Aigues-Mortes. La fréquentation touristique sur le territoire est calculée à partir de la taxe de séjour.

Le tourisme est une filière économique majeure du territoire. En témoigne le nombre important de commerces, restaurants, hébergements marchands et résidences secondaires. En 2020, ce sont environ 548 500 touristes qui ont visité Aigues-Mortes. Ce chiffre connaît néanmoins une baisse de près de 45 % par rapport à l'année précédente. Cette chute s'explique notamment par les contraintes liées à la pandémie du COVID-19. En effet, la fréquentation des touristes étrangers, qui était une part importante des visites à Aigues-Mortes, a drastiquement baissé sur cette période.

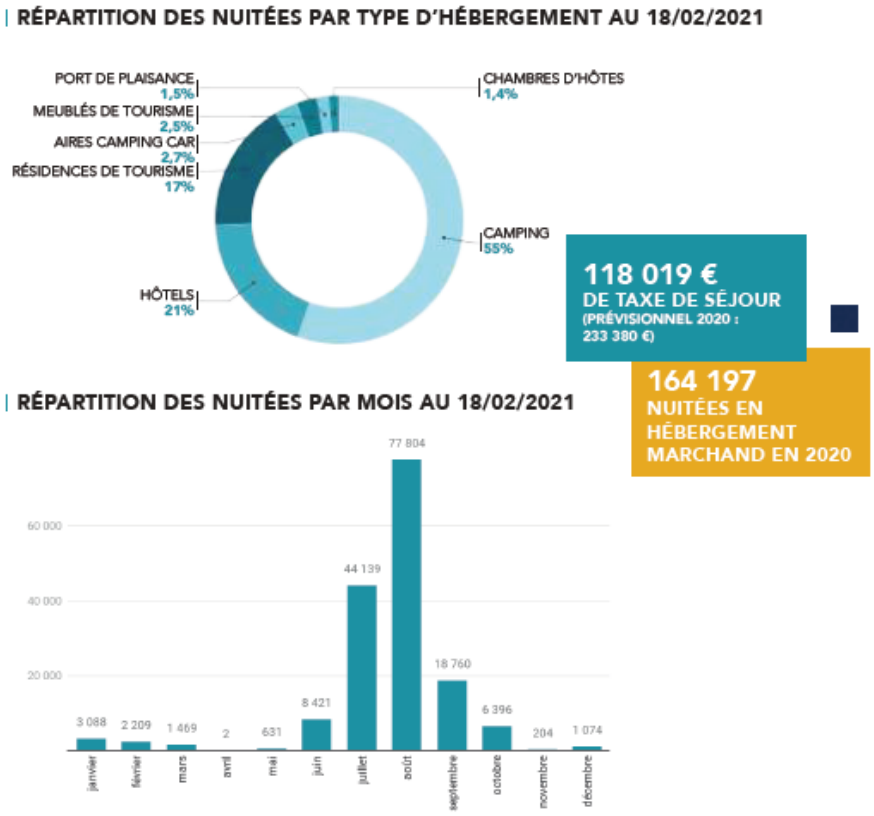
Les Tours et Remparts sont un des monuments de la ville les plus plébiscités par les touristes, avec près de 110 000 entrées en 2020.



Figure 1 : Les Remparts Sud ; Source : ot-aiguesmortes.com

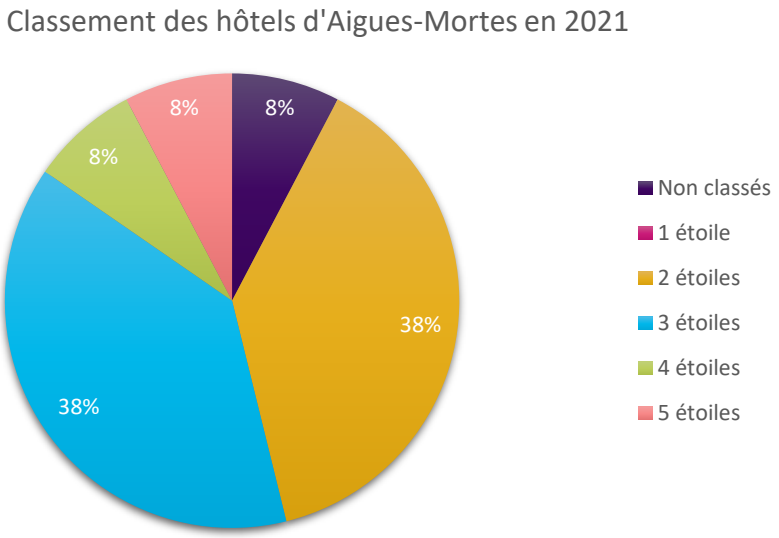
Sur l'année 2020, ce sont 164 197 nuitées qui ont été comptabilisées à Aigues-Mortes. Le pic de fréquentation est en période estivale, lors des mois de juillet et août avec 74 % des nuitées sur cette période.

La commune d'Aigues-Mortes est composée en de 13 hôtels en 2021. La majorité de ceux-ci sont classés (2 et 3 étoiles).



Source : ot-aiguesmortes.com

Établissements touristiques	Nombre d'établissements	Capacités d'hébergement des établissements
Hôtels	13	307 chambres
Camping(s)	1	518 emplacements
Village(s) vacances	1	356 lits
Résidence(s) de tourisme	1	336 lits



Source : INSEE 2021

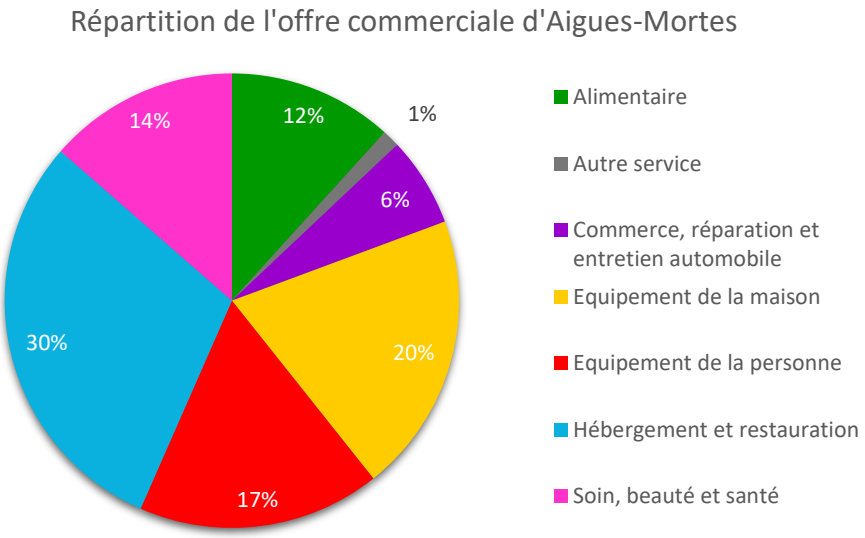
Le commerce

La commune d'Aigues-Mortes dispose d'une grande diversité de commerces et services. Ils sont essentiellement concentrés dans le centre-ville, mais également le long d'axe routier fréquenté comme la route de Nîmes, ou encore les avenues de la Liberté et Frédéric Mistral.

Une partie importante de l'offre commerciale de la commune tournée vers l'hébergement et la restauration (30 %). Ils sont notamment concentrés dans le centre-ville de la commune.



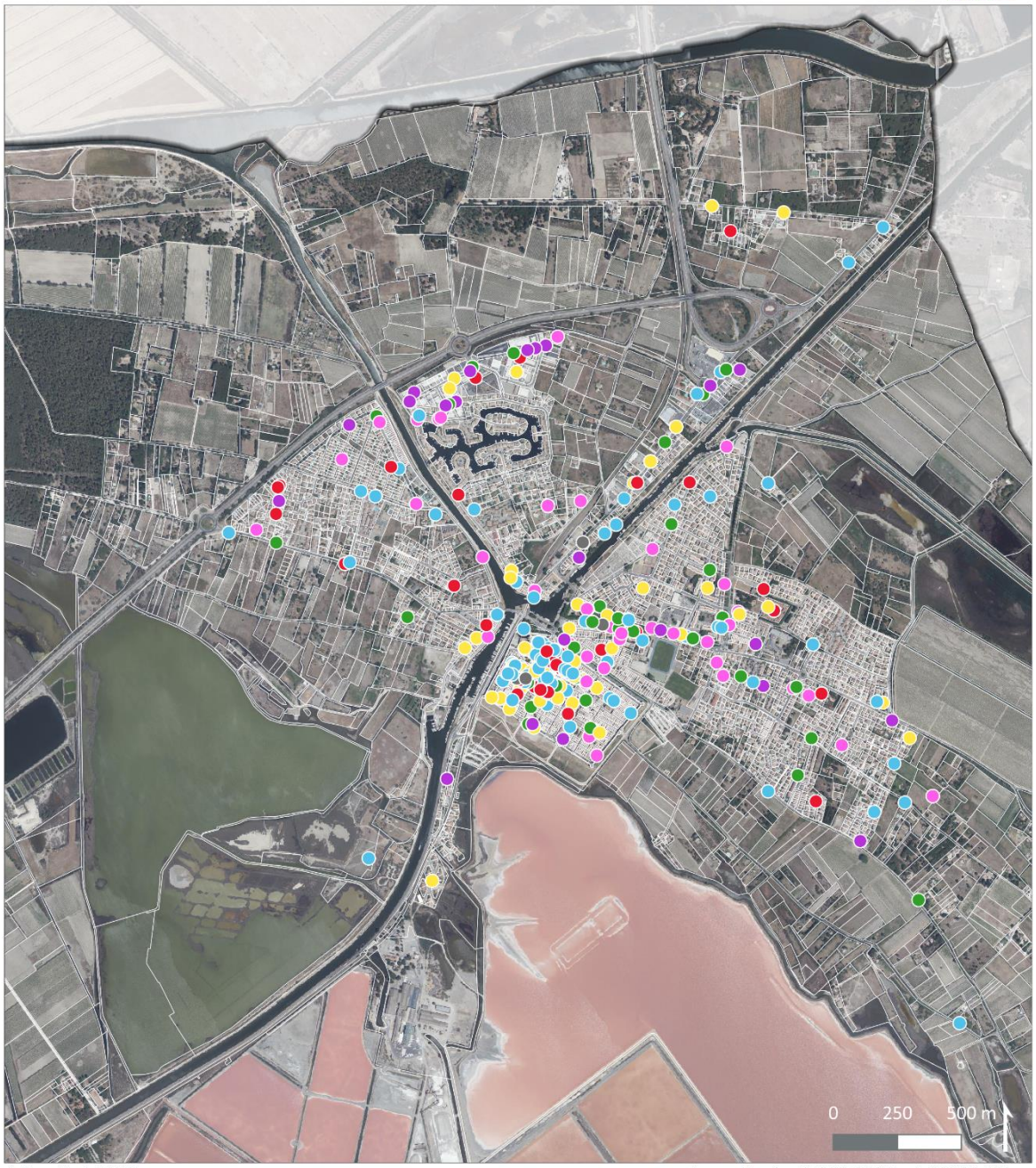
Figure 2 : Commerce du centre-ville ; Source : Planèd


Répartition de l'offre commerciale d'Aigues-Mortes
12%
1%
6%
20%
17%
30%
14%
Alimentaire
Autre service
Commerce, réparation et entretien automobile
Equipement de la maison
Equipement de la personne
Hébergement et restauration
Soin, beauté et santé

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

OFFRE COMMERCIALE



Auteur : Planèd, 2022.

Source : Données SIRENE, 2022. Fond : ESRI World Topo

Eléments de repères

- *Communes*
- *Parcelles*

Commerces et services

- *Alimentaire*
- *Autres services*
- *Commerce, réparation et entretien automobile*
- *Equipement de la maison*
- *Equipement de la personne*
- *Hébergements et restauration*
- *Soins, beauté et santé*

Le foncier d'activité

La Zone d'activité Terre de Camargue est située en bordure de la D 62, elle est gérée par la communauté de communes.

La Zone d'activité Terre de Camargue n°1 (Z1) a été créée sous la forme d'un lotissement appelé « Terre de Camargue » par arrêté du 1er septembre 1997 (autorisation de lotir n°97L0002 accordée à la commune d'Aigues-Mortes). Elle a fait l'objet d'un cahier des charges et d'un règlement. Ce lotissement comprenait 26 lots constructibles de 1 000 m² minimum. L'opération (le lotissement) portait sur 44 654m².

La Zone d'Activité Terre de Camargue n° 2 (Z2) a été créée sous la forme d'un lotissement pour lotir en 3 lots constructibles sur un terrain de 9 038 m².

La Zone d'activité n°3 (Z3) a elle aussi été créée sous forme de lotissement. L'opération (lotissement) portait sur 64 535 m² répartis en 27 lots constructibles de 1 000 m² minimum. A ce jour, 65 entreprises sont présentes sur la zone d'activités Terre de Camargue. Cela représente 198 emplois environ.

- 40 % sont des artisans,
- 1% des agriculteurs,
- 13 % de professions libérales (9),
- 5 % de services free-lance,
- 42 % de « commerçants » (ce qui ne signifie pas qu'ils reçoivent du public, plusieurs grossistes).

Il est à noter que plus de 12% des entreprises présentes sur la ZA sont spécialisées dans le domaine de l'automobile (9).

Plusieurs bâtiments vides (défiscalisation) + un terrain de 2 500 m2 non occupé. La CCTC n'a pas la maîtrise foncière des terrains ou bâtiments non occupés.



Figure 3 : ZA Terre de Camargue ; Source : Planèd

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES



Auteur : Planèd, 2022.

Source : Données SIRENE, 2022. Fond : ESRI World Topo

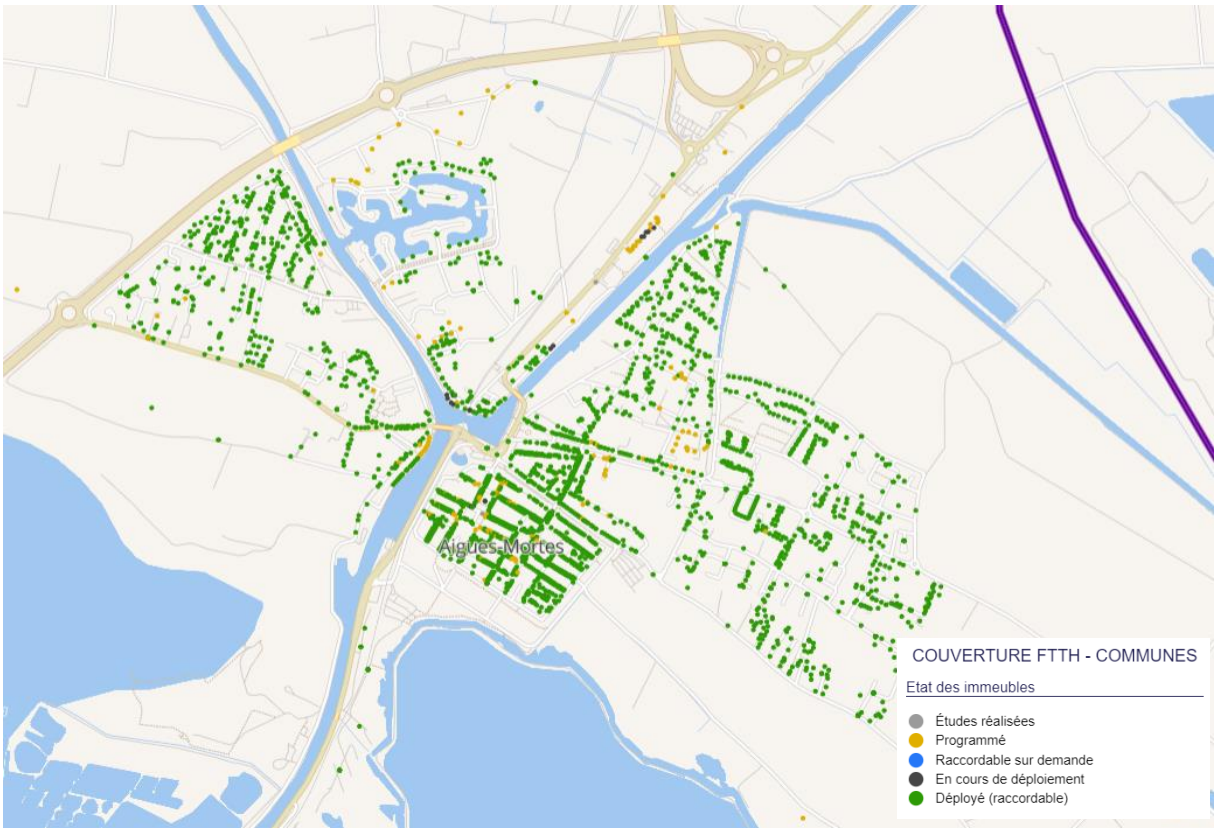
Eléments de repères

- *Communes*
- *Parcelles*
- *Zone d'Activités Economiques*

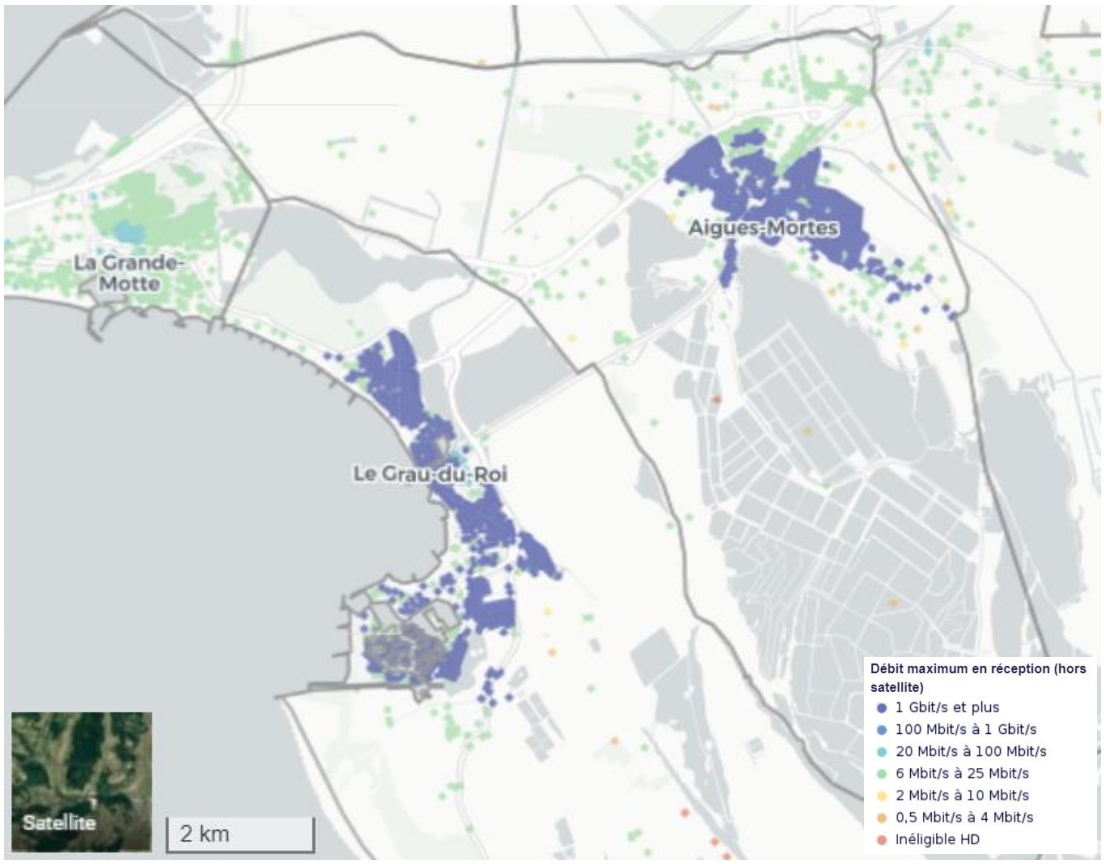
L'aménagement numérique

Le réseau FTTH est un type de réseau de télécommunications physique qui permet notamment l'accès à internet à très haut débit et dans lequel la fibre optique se termine au domicile de l'abonné. La fibre optique est une technologie pérenne, capable de supporter des débits de plus en plus élevés (bande passante quasi illimitée) et donc de s'adapter aux évolutions très rapides du marché des télécommunications et de l'informatique. Les offres actuelles des opérateurs sur ce support peuvent aller jusqu'à des débits de 10 Gbits/s. Les offres les plus courantes sont des offres de débit de 100 Mbits/s.

En matière de déploiement de ce type de réseau, la majorité des foyers aigues-mortais possèdent un accès au réseau FFTH. Le réseau est en cours de déploiement pour la majorité des foyers restants.



En matière de débit, Aigues-Mortes possède une excellente couverture au très haut débit puisqu'une grande partie de la commune possède un débit minimum de 1 Gbit/s. Les foyers qui ne sont pour l'heure non raccordés au réseau fibre optique, notamment au nord de la commune, possèdent des débits maximums en réception compris entre 6 Mbit :S (pour les plus faibles) et 100 Mbit/s.


La Grande-Motte
Aigues-Mortes
Le Grau-du-Roi
Satellite
2 km
Débit maximum en réception (hors satellite)
1 Gbit/s et plus
100 Mbit/s à 1 Gbit/s
20 Mbit/s à 100 Mbit/s
6 Mbit/s à 25 Mbit/s
2 Mbit/s à 10 Mbit/s
0,5 Mbit/s à 4 Mbit/s
Inéligible HD

Synthèse

Tendance

- Sphère présentielle majoritaire
- Territoire dépendant des bassins économiques environnants
- Forte progression des surfaces utilisées à des fins agricoles

Enjeux

- Définir le rôle de l'entrée de ville route de Nîmes dans le fonctionnement urbain et développement économique tout en veillant à ne pas concurrencer le centre-ville
- Développer des activités économiques diversifiée, une commune vivante à l'année
-

PARTIE 3 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT URBAIN

STRUCTURATION DU TERRITOIRE

Les équipements de la commune

Les équipements sportifs et de loisirs

En matière d'équipements sportifs et de loisirs, la commune d'Aigues-Mortes dispose de plusieurs infrastructures dédiées à la pratique de diverses activités sportives :

- 1 stade municipal
- 1 halle des sports
- 2 terrains multisports
- 1 boulodrome
- 2 centres équestres
- 1 centre de sports nautiques

Source : BPE, INSEE 2020

Les équipements culturels

Sur son territoire, la commune dispose de plusieurs équipements permettant aux habitants d'accéder à l'art, la culture ou encore la musique :

- 1 médiathèque
- 1 cinéma
- 1 école de musique
- 1 salle d'expositions

Source : BPE, INSEE 2020

Les équipements sanitaires et sociaux

Aigues-Mortes ne dispose pas d'établissements hospitaliers sur son territoire. Elle dispose néanmoins d'un certain nombre de services médicaux et paramédicaux permettant de garantir aux habitants l'accès aux soins :

- 12 médecins généralistes
- 5 chirurgiens-dentistes
- 2 sagefemmes
- 18 infirmiers
- 15 masseurs kinésithérapeutes
- 3 orthophonistes
- 1 psychomotricien
- 1 diététicien
- 3 psychologues
- 1 laboratoire d'analyse et de biologie médicale
- 3 pharmacies

Source : BPE, INSEE 2020

La commune dispose également d'un Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Les équipements scolaires et de jeunesse

La commune d'Aigues-Mortes dispose d'une crèche. Elle dispose également de deux groupes scolaires dont un dispose du niveau maternelle, ainsi qu'un collège. La commune ne possède pas de lycée, l'affectation de secteur en lycée général est à Milhaud au sein du lycée Geneviève De Gaulle-Anthonioz. Les effectifs scolaires sont les suivants :

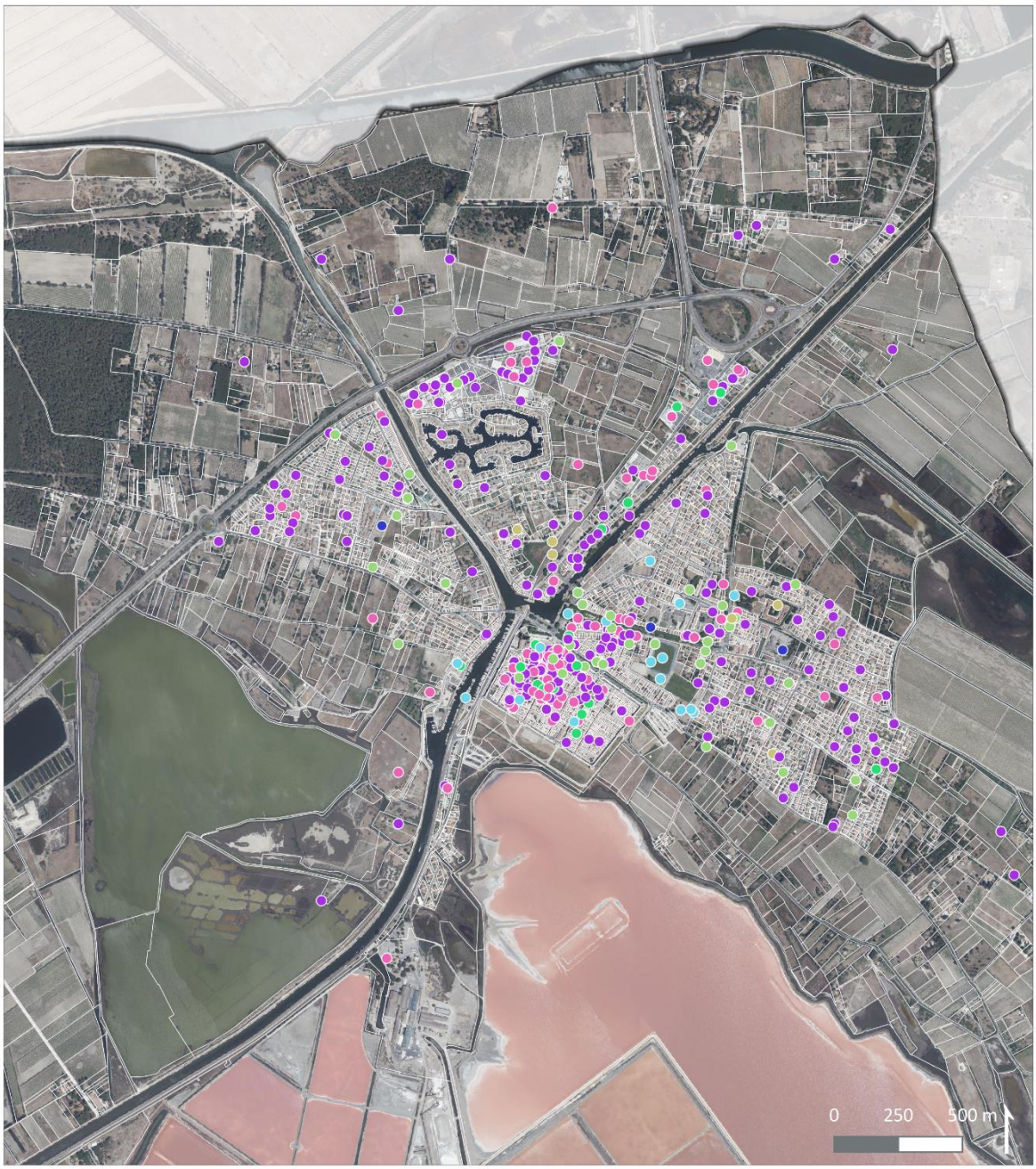
Établissements scolaires publics	Nombre d'élèves scolarisés en 2021	Nombre de classes
Groupe scolaire Charles Gros	132 élèves en maternelle 259 élèves en primaire	6 classes en maternelle 11 classes en primaire
Groupe scolaire Séverin	285	12 classes en primaire
Collège Irène Joliot-Curie	630	

Source : www.education.gouv.fr

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

EQUIPEMENTS



Auteur : Planéd, 2022.

Source : INSEE BPE, 2020. Fond : ESRI World Topo

Eléments de repères

- *Communes*
- *Parcelles*

Equipements

- *Commerces*
- *Enseignement*
- *Santé et action sociale*
- *Services aux particuliers*
- *Sports, loisirs et culture*
- *Tourisme*
- *Transports et déplacements*

MOBILITES ET DEPLACEMENTS

Les déplacements domicile-travail

La commune enregistre une plus grande part de flux sortant qu'entrant pour les déplacements domicile-travail, 1 098 contre 434 en 2018. Les principaux flux sont vers Le Grau-du-Roi, puis vers Montpellier.

Les flux de déplacements domicile/travail dans le sens entrant :

Origine	Destination	Flux
Le Grau-du-Roi	Aigues-Mortes	163
Montpellier	Aigues-Mortes	105
Saint-Laurent-d'Aigouze	Aigues-Mortes	166
TOTAL ENTRANT	**Aigues-Mortes**	**434**

Source : INSEE RP2018

Les flux de déplacements domicile/travail dans le sens sortant :

Origine	Destination	Flux
Aigues-Mortes	Le Grau-du-Roi	488
Aigues-Mortes	La Grande-Motte	141
Aigues-Mortes	Montpellier	337
Aigues-Mortes	Nîmes	132
Aigues-Mortes	**TOTAL SORTANT**	**1 098**

Source : INSEE RP2018

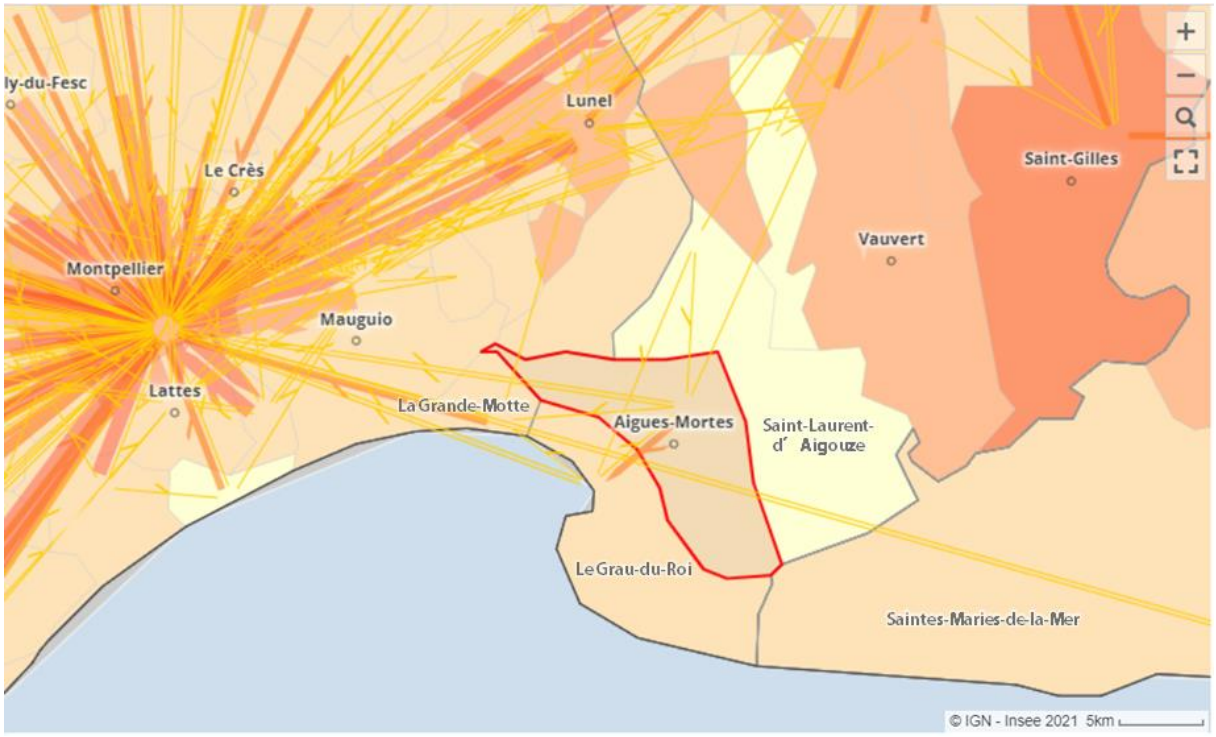


Figure 4 : Carte des flux domicile-travail ; Source : INSEE RP2018

Infrastructures et accessibilité

Aigues-Mortes est traversé d'Est en Ouest par un axe majeur qu'est la route départementale D62, elle permet de relier Montpellier.

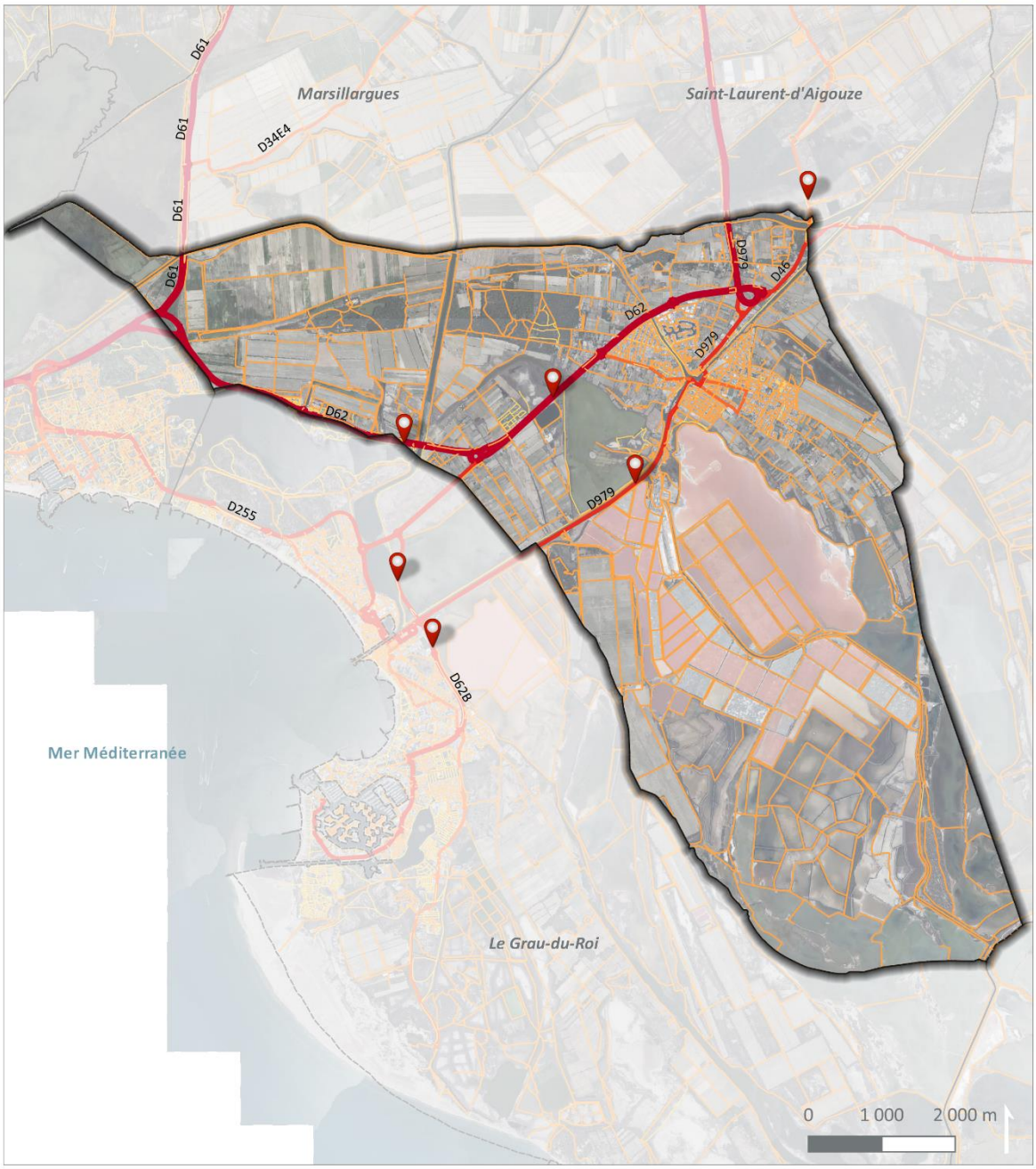
La D979 est une voie structurante qui traverse Aigues-Mortes du Nord-Est au Sud-Ouest, jusqu'au Grau-du-Roi. Cette départementale permet de relier directement la commune à l'autoroute A9 au niveau de Gallargues-le-Montueux.

Enfin à l'Est, la départementale D58 permet de rejoindre les Saintes-Maries-de-la-Mer et ainsi de relier Arles.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

STRUCTURE VIAIRE



Auteur : Planéd, 2022.

Source(s) : ADMIN EXPRESS©IGN, SANDRE, Fond : ESRI World Topo

Eléments de repères

- Communes
- Bornes de comptage routier (TMJA)

Trame viaire par niveau d'importance

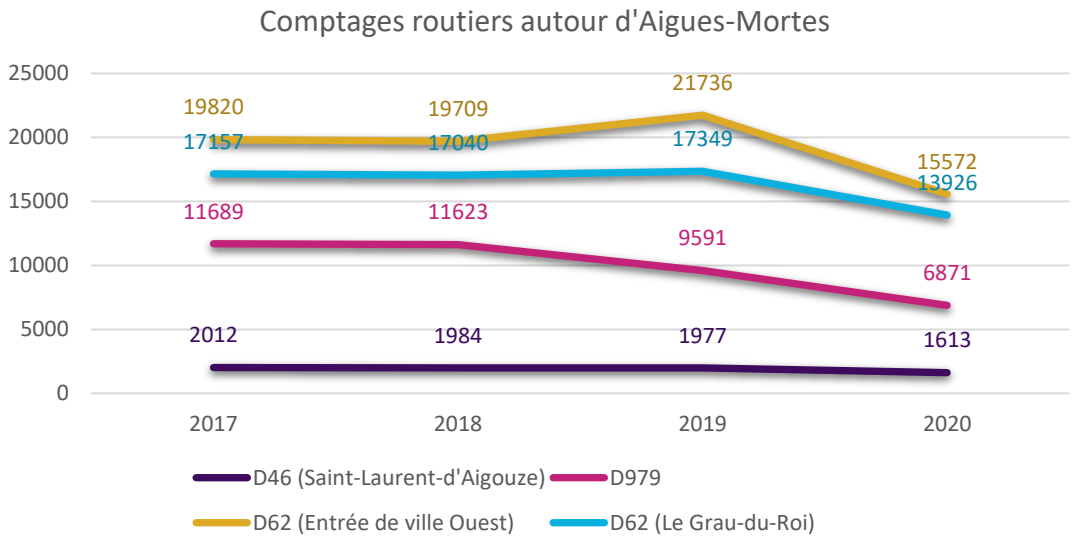
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6

La trame viaire est essentiellement composée de voie de desserte d'Est-Ouest, avec très peu de transversales. Les pénétrantes orientées vers le centre-ville sont très fréquentées et provoquent ainsi des saturations du réseau. Le maillage interquartiers est assez peu développé, avec des voies en impasse. Ceci est le résultat d'opérations autonomes, qui ne participent pas une cohérence d'ensemble.

Il apparaît ainsi comme un enjeu important pour la commune de compléter le maillage viaire structurant.



Selon les années, le nombre de flux routiers comptabilisés au sein d'Aigues-Mortes par le département varie. Il a notamment connu une baisse en 2020 en lien avec les restrictions imposées par la crise sanitaire. À noter que la borne positionnée au niveau de l'entrée de ville Ouest sur la RD62 est celle qui comptabilise le plus grand flux.



Source : www.sig.gard.fr

Les transports en commun

Aigues-Mortes est desservi par des transports régionaux. Tout d'abord, la ligne d'autocar 606 qui permet de relier Aigues-Mortes à Montpellier, en desservant les communes du Grau-du-Roi, de La Grande-Motte, Carnon et Lattes.

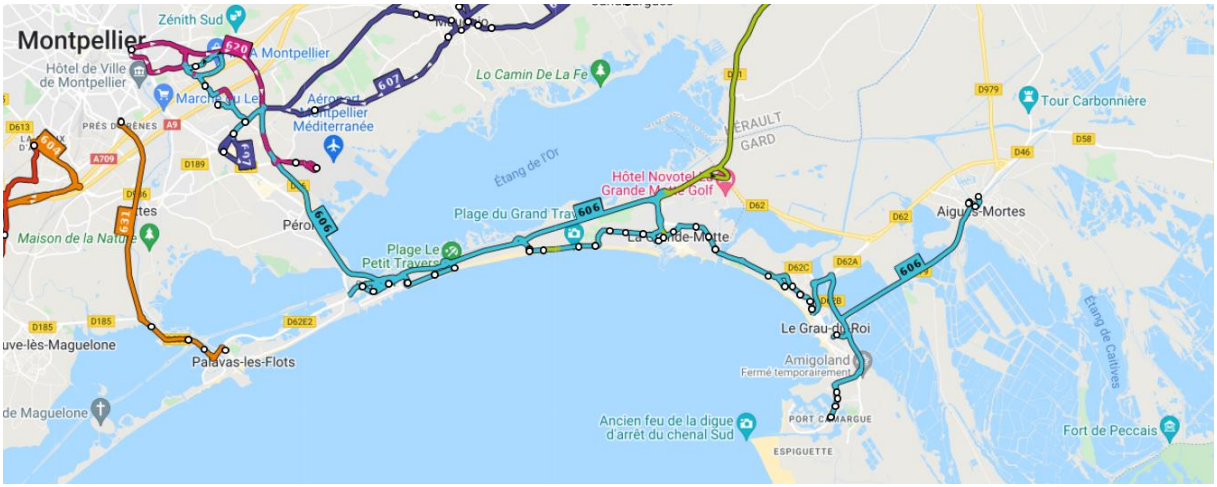


Figure 5 : Plan de la ligne 606 ; Source : www.mestrajets.lio.laregion.fr

Il est également possible de rejoindre Aigues-Mortes par le Train Express Régional via la ligne Nîmes – Le Grau-du-Roi. Cette ligne dessert également les communes de Générac, Beauvoisin, Vauvert, Le-Cailar, Aimargues et Saint-Laurent-d'Aigouze.

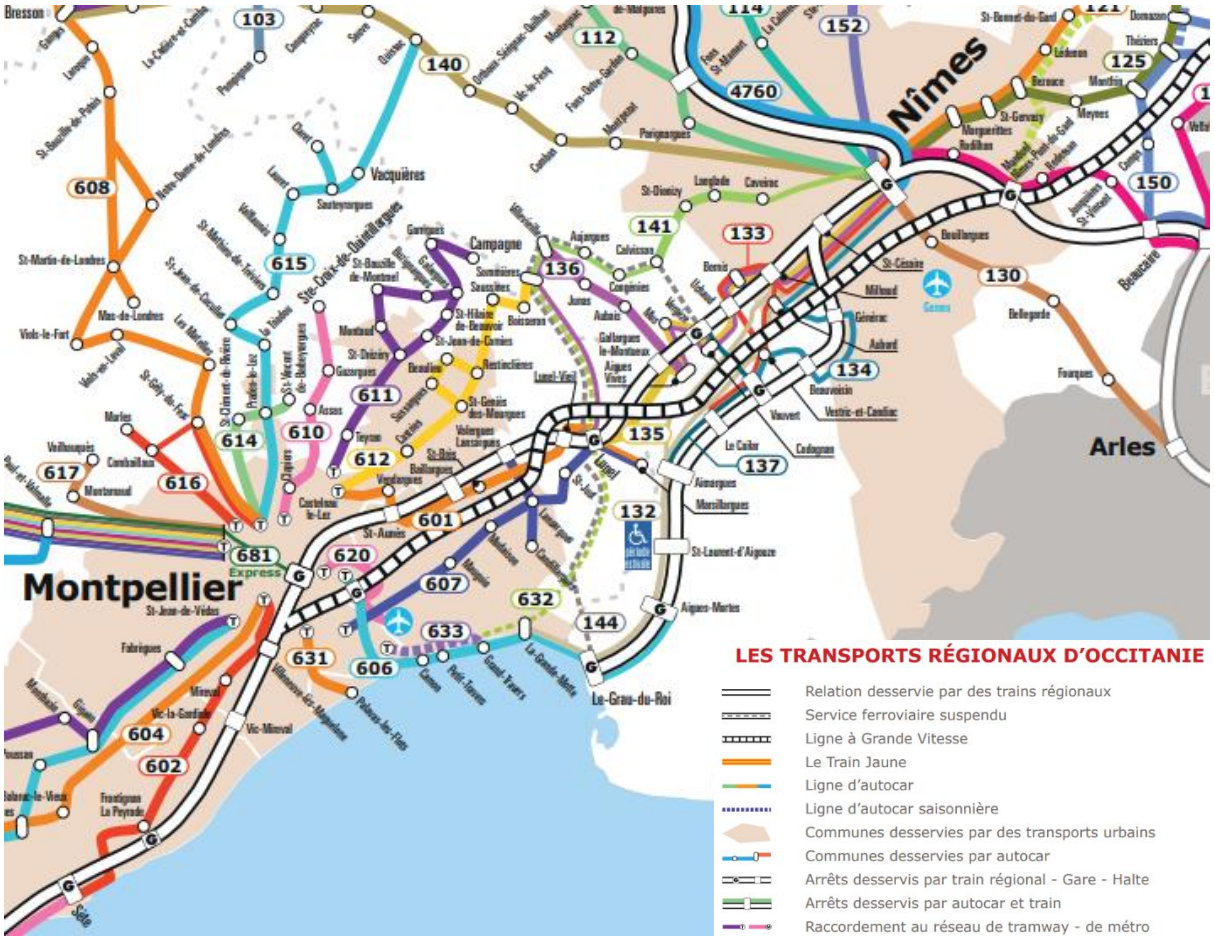


Figure 6 : Plan des transports régionaux autour d'Aigues-Mortes ; Source : www.mestrajets.lio.laregion.fr

L'offre de stationnement

Aigues-Mortes possède une grande capacité de stationnement autour du centre-ville. En effet, neuf parkings sont situés à proximité des remparts. Ils possèdent une capacité d'environ 1 600 places de stationnement. Ils sont tous payants excepté le parking P8, situé rue Jeanne Demessieux.

Parkings	Emplacement	Capacité
P1	Tour de la Constance	100 places
P2	Remparts Nord	170 places
P3		250 places
P4	Rue Diderot	350 places
P5	Remparts Sud	220 places
P6	Avenue Frédéric Mistral	240 places
P7		
P8	Rue Jeanne Demessieux	62 places
P9	Mezy	200 places

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

OFFRE DE STATIONNEMENT



Auteur : Planèd, 2022.

Source : ADMINEXPRESS. Fond : ESRI World Topo

Eléments de repères

- *Communes*
- *Parcelles*
- *Parkings*

AMENAGEMENT DE L'ESPACE

La construction de la ville

La Cité fortifiée, dont la construction remonte au milieu du XIII^{ème} siècle, constitue le noyau originel d'Aigues-Mortes ; c'est à partir de ce noyau que s'est développée l'agglomération, le long des axes structurants que constituent les canaux. Ceci explique la construction en forme d'étoile de l'agglomération.



Figure 7 : Cartes de Cassini (XVIII^{e}) et de l'Etat-major (XIX^{e}) représentant Aigues-Mortes ; Source : Géoportail

La Cité et le port d'Aigues-Mortes étaient en effet initialement situés au centre d'une croix dont les branches étaient formées au Sud-Ouest par le canal du Grau-du-Roi (la « Grande Roubine »), au Nord-Est par le canal de Beaucaire et au Sud-Est par le canal du Bourgidou.

Dans un premier temps, le canal du Bourgidou a servi d'axe au développement à un nouveau quartier extra-muros, orienté Est-Ouest. Dans le même temps, des habitations se sont implantées le long du canal du Grau-du-Roi, révélant la forte activité liée à l'exploitation du sel sur l'étang de la ville.

Le canal de Beaucaire, troisième branche de l'étoile, s'est ensuite affirmé comme un nouvel axe de développement de l'urbanisation.

Le recouvrement du canal du Bourgidou a eu pour effet un étalement de l'agglomération vers l'Est, sa trace demeurant néanmoins fortement visible dans l'organisation de ces nouveaux quartiers.



Figure 8 : Photographies aériennes d'Aigues-Mortes prises dans les années 1950 (à gauche) et 2000 (à droite) ; Source : Géoportail

Au cours des dernières années, l'extension de l'agglomération s'est faite non seulement vers l'Est, mais aussi vers le Nord et l'Ouest ; une nouvelle limite est apparue, celle de la RD 62, voie de communication majeure entre le littoral (Grau-du-Roi et Grande-Motte), l'autoroute A9 (échangeur de Gallargues) et l'arrière-pays gardois. Les extensions urbaines s'étendent rapidement vers cette nouvelle « barrière » physique ; les nouveaux quartiers sont peu denses et grands consommateurs d'espace ; ils développent une image urbaine et un vocabulaire architectural en rupture avec les quartiers fondateurs de la ville.

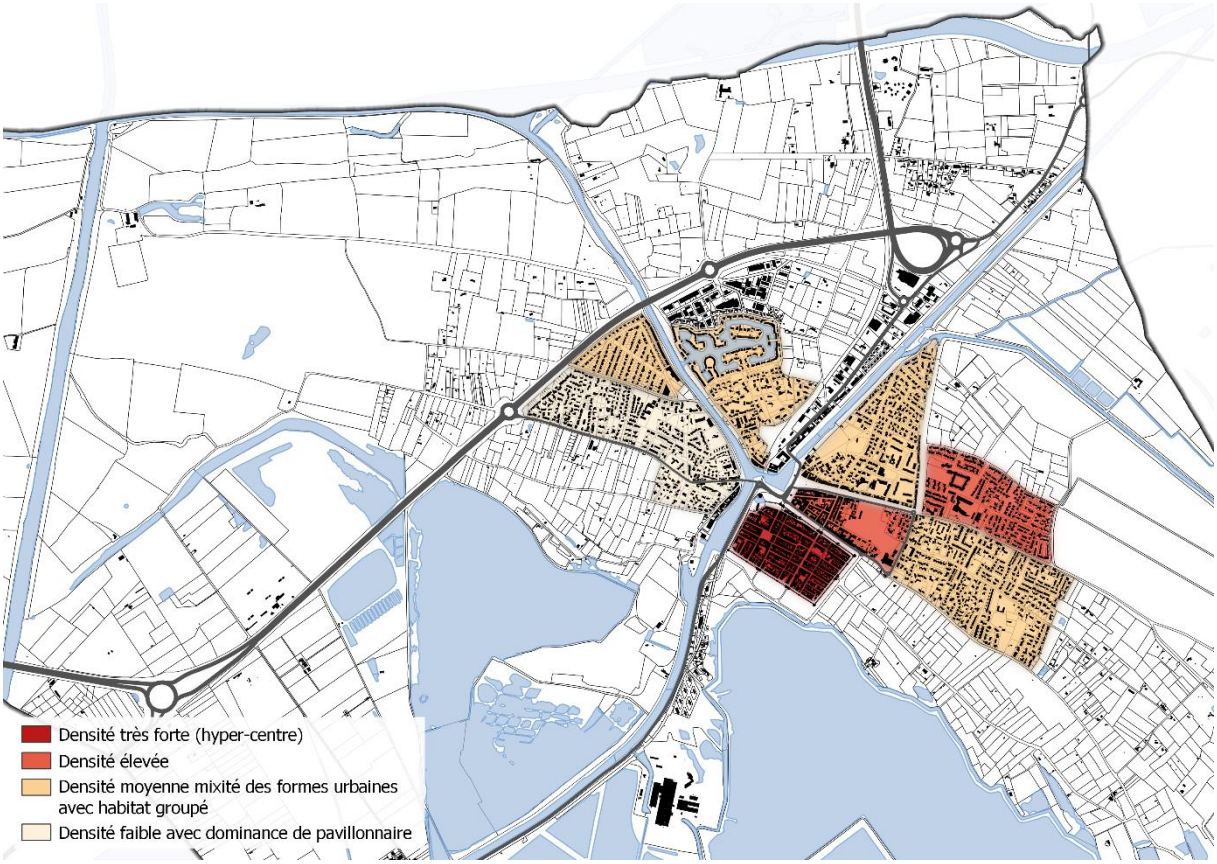
Le patrimoine

La commune d'Aigues-Mortes compte plusieurs sites protégés au titre de la Loi du 2 Mai 1930 :

- Site inscrit des terrains situés en avant de la Porte de la Gardette (Arrêté du 27 avril 1936 et du 13 août 1936) ;
- Site classé du panorama découvert depuis la route littorale RD 62 sur les remparts (Décret du 20 juin 1973) ;
- Site classé de l'étang de la Ville et ses abords (Décret du 9 mars 1993) ;
- Site classé de l'ensemble formé par les marais de la Tour Carbonnière (Décret du 16 novembre 1999) ;
- Site classé de l'étang de Mauguio (Arrêté du 28 décembre 1983) ;
- Site inscrit de l'ensemble formé par la Camargue (Arrêté du 15 octobre 1996).

Formes urbaines

Aigues-Mortes s'articule sous différentes entités urbaines. Elles sont caractérisées par quatre grands types de formes urbaines et densités.











Le centre-ancien

Aigues-Mortes est constitué d'un centre-ancien. Située dans l'enceinte des remparts, sa forme urbaine est planifiée et organisée de manière géométrique : rues rectilignes et front urbain continu. Issue du XIII^{ème} siècle, l'enceinte n'a pas été modifiée et les îlots se sont densifiés jusqu'au XX^{ème} siècle. Dans ce type de bâti, la construction occupe en général, la totalité de la parcelle. Ces rues sont étroites et difficilement accessibles en voiture. Les vocations sont mixtes avec du commerce en rez-de-chaussée et de l'habitat aux étages. Les hauteurs varient du R+1 au R+2 et la densité moyenne est de 65 logements/ha.





L'habitat individuel

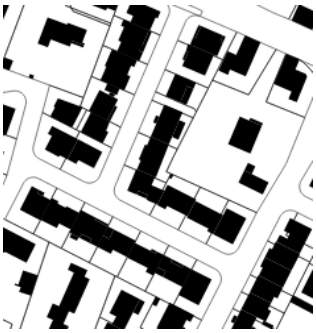
La commune compte de nombreuses maisons individuelles plus ou moins anciennes. Néanmoins, la majorité sont issues d'opérations récentes et groupés de type lotissement. Ces opérations menées indépendamment les unes des autres n'entrent pas dans une logique d'aménagement globale et s'apparentent souvent à un fonctionnement urbain en impasse. Ce type de pavillon se caractérise par des constructions en R+1 ou R+C souvent de forme simple. Cette forme urbaine est souvent implantée en recul par rapport à la voirie, et le bâti est construit en milieu de parcelle, mais avec une proximité relative entre les constructions. Le style architectural est essentiellement provençal. Ce type de pavillon dispose souvent d'un jardin privé à l'arrière et d'un jardin de représentation à l'avant, créés par son implantation parcellaire. La densité moyenne de ce type de forme urbaine est de 25 logements/ha.





L'habitat individuel groupé

Le bâti individuel groupé se compose d'habitat mitoyen soit par le garage soit par l'habitation. Ce type de construction est présent sur le territoire de manière éparse dans des opérations de lotissements. Ce type d'habitat permet de mutualiser les fonctions (accès, stationnement) et d'avoir une consommation foncière limitée. La hauteur est en R+1. Les projets d'habitat groupé intègrent des espaces extérieurs privatisés comme jardin similaire à la maison individuelle isolée. Certaines formes de maison de ville présente sur le territoire peuvent s'apparenter également à ce type de forme urbaine car elles possèdent des hauteurs de constructions assez faibles. La densité moyenne de ce type de forme urbaine est de 50 logements/ha.





L'habitat collectif

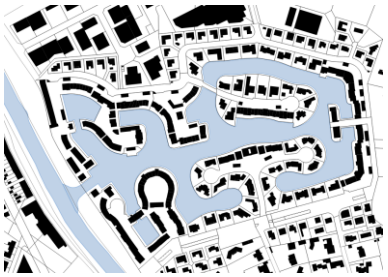
Les logements sous forme de petit collectif sont des petites opérations souvent en un ou deux bâtiments en R+3. L'implantation des immeubles se fait généralement sur une grande parcelle permettant un stationnement autour de l'immeuble. Ce sont des copropriétés ou des petites opérations de logements sociaux. Le style architectural diffère selon l'année de construction. Ce type de forme urbaine est assez peu présent sur le territoire d'Aigues-Mortes, il est concentré dans le quartier du Bourgidou, à proximité de certains équipements (stade, collège, etc.). La densité moyenne de ce type de forme urbaine est de 55 logements/ha.





La Marina du Port du Roy

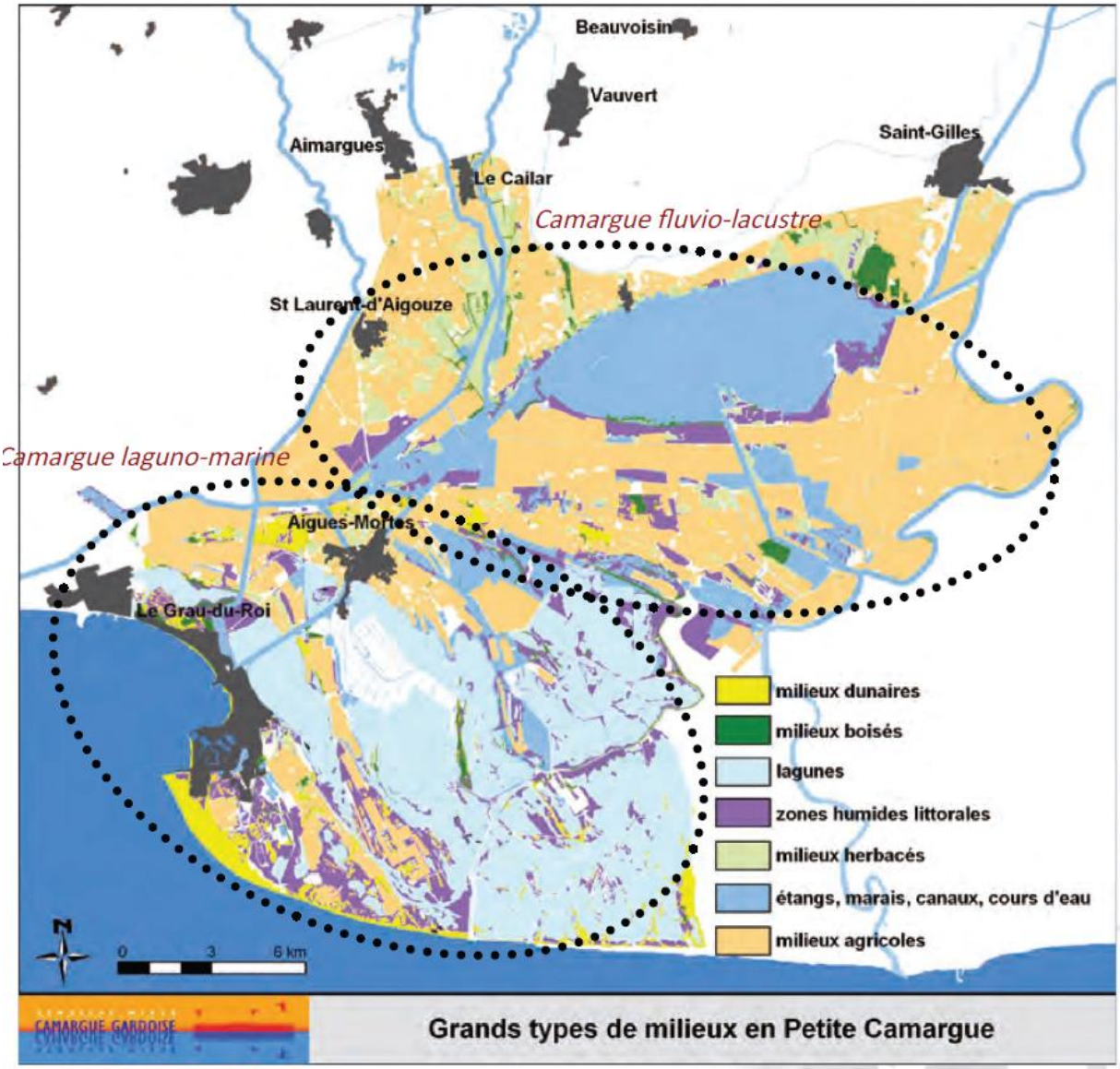
L'opération de la Marina du Port du Roy arbore des formes urbaines et architecturales originales. Sous forme de cité lacustre, cet aménagement original permet de renouer avec l'identité d'Aigues-Mortes entre la ville et l'eau. Constituées de maisons en bande ainsi que de maisons individuelles, les densités présentes sont ainsi variables. La hauteur du bâti varie du R+1 au R+1+C. Le style architectural est provençal. La densité moyenne de cette opération varie entre les deux types de formes urbaines de 15 à 50 logements/ha.





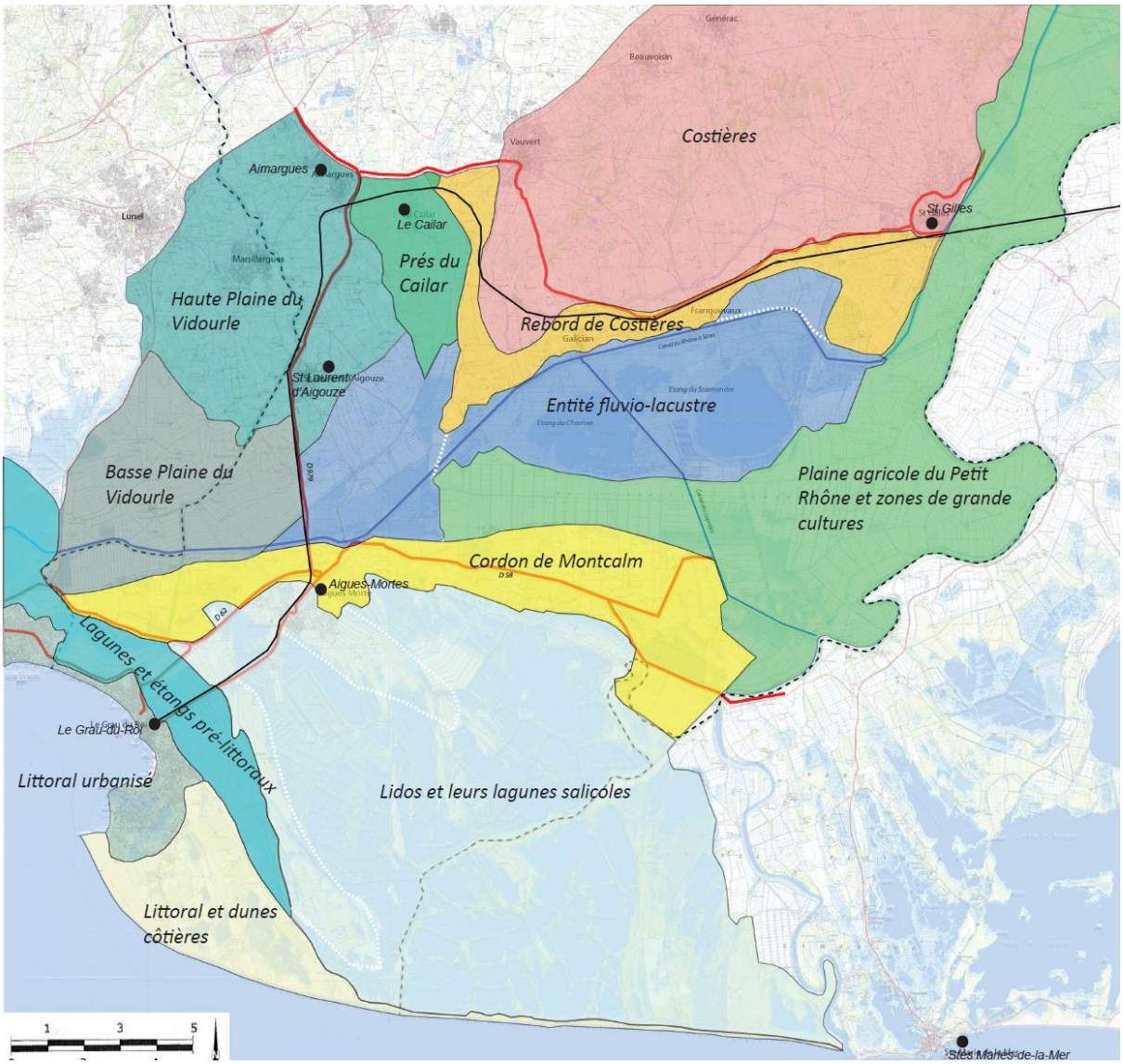
LES GRANDS ENSEMBLES PAYSAGERS

Aigues-Mortes s'insère d'un point de vue paysager dans le territoire de la Camargue gardoise correspond à une zone de plaine littorale et delta, au relief plat. Ce territoire est composé de deux grands ensembles naturels et paysagers : Camargue fluvio-lacustre, dominée par l'eau douce grâce à un système d'assainissement complexe pour lutter contre la salinité, et la Camargue, laguno-marine, liée aux entrées régulières de la mer et caractérisée par des eaux saumâtres. Aigues-Mortes se situe à l'interface de ces deux ensembles paysagers, avec une dominance des paysages de type laguno-marins.



Sources : Étude de la valeur patrimoniale du Grand Site de France de la Camargue Gardoise.

L'atlas des paysages du Gard détermine 6 grandes unités paysagères. Aigues-Mortes fait partie de l'unité « la Camargue des marais » qui s'étend du pied des Costières jusqu'au littoral méditerranée. L'étude de la valeur patrimoniale du Grand Site de France de la Camargue Gardoise définit 11 sous-unités paysagères.



Sources : Étude de la valeur patrimoniale du Grand Site de France de la Camargue Gardoise.

Cette analyse par sous-unité permet de déterminer des grandes composantes et des spécificités en particulier :

- La sous-unité paysagère « littoral et dunes côtières », est représentatif des paysages littoraux. Ces zones sont marquées par la présence de vastes plages, d'un système dunaire, d'une végétation caractéristique du milieu littoral, des lagunes et d'étangs. Aigues-Mortes n'est donc pas inscrit dans un paysage littoral.
- La sous-unité des « lagunes et étangs pré-littoraux » a une cohérence historique avec Aigues-Mortes car il s'agit de l'ancienne baie d'Aigues-Mortes qui s'est peu à peu refermée sous l'effet de la formation de nouveaux cordons dunaires. Ces espaces constituent des zones de transition et offrent des vues lointaines sur les remparts notamment. Les quelques secteurs agricoles présents dans ces zones préfigurent des paysages agricoles présents dans les anciens lidos.

Le territoire d'Aigues-Mortes est situé en majorité dans les sous-unités « des lidos et leurs lagunes salicoles » et du « cordon de Montcalm » dont les spécificités sont :

- La sous-unité « Lidos et leurs lagunes salicoles » concerne le territoire d'Aigues-Mortes, ces espaces exploités par les salins du midi ainsi que l'étang de la Marette constituent des paysages différents mais liés par la présence de sel. Les lidos viticoles participent à l'organisation général de ce paysage de marais salicoles exploités. Cette unité a une forte valeur paysagère du fait qu'elle concentre des milieux identitaires de la Camargue Gardoise mais aussi une forte valeur patrimoniale du fait de son lien avec l'histoire d'Aigues-Mortes.
- La sous-unité « Montcalm » constitue une transition entre les paysages du sud en lien avec le littoral et les paysages du nord en lien avec la gestion de l'eau. Quelques morceaux de forêts de pins parasols et maritimes sont dispersés dans cet ensemble. Cette unité se caractérise par des grands espaces agricoles à dominante viticole ou de polyculture sur un parcellaire complexe où peuvent se mêler les différents cultures et élevages. Historiquement l'habitat est dispersé dans les espaces agricolisés. La présence de mas dans cette unité est très importante, ils structurent le paysage avec de la végétation haute associé.

La perception des paysages

Les paysages de la Camargue Gardoise se caractérisent par la présence d'une linéarité que ce soit au niveau des canaux, du réseau de roubines, des remparts d'Aigues-Mortes. L'absence de relief marqué et d'une végétation foisonnante entrainent de horizons dégagés permettant de mettre les monuments comme des points de repère du grand territoire. Les remparts et la Tour de Constance d'Aigues-Mortes apparaissent dans de nombreux points de vue. Aigues-Mortes bénéficie d'une relation paysage-monument pittoresque.

Aigues-Mortes est accessible par le réseau routier. Les principales voies routières de découvertes sont la RD62, RD979 et la RD58. La RD62 assure l'entrée sud-ouest et nord-ouest du territoire aigues-mortais, le parcours paysager le long de cet axe offre des espaces de transitions entre étangs pré-littoraux, terres agricoles et viticoles et les salins typiques de l'ensemble paysager de la Camargue laguno-marine. La RD58 assure l'entrée nord-est de la commune et propose des ambiances paysagères raccrochés à la Camargue fluvio-lacustre de type espaces agricoles et viticoles, les canaux. Le passage d'une unité à l'autre s'effectue par une gradation des paysages.

L'étude du Grand Site de France met en avant l'enjeu de requalification et valorisation des entrées de ville d'Aigues-Mortes. Un accompagnement qualitatif des abords des voies, des limites, la présence du végétal sont des orientations ciblées.

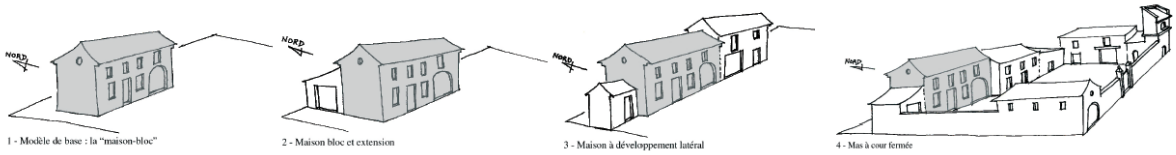
D'autres points d'entrée du territoire sont possibles via le réseau de voies douces que ce soit la viaRhôna, le long du canal du Rhônes à Sète, ou les chemins de randonnées et autres pistes cyclables mais aussi par les voies navigables. Ces itinéraires alternatifs permettent de découvrir les mosaïques d'espaces qui composent le grand territoire plus en profondeur que depuis les grands axes.

Les mas dans le paysage

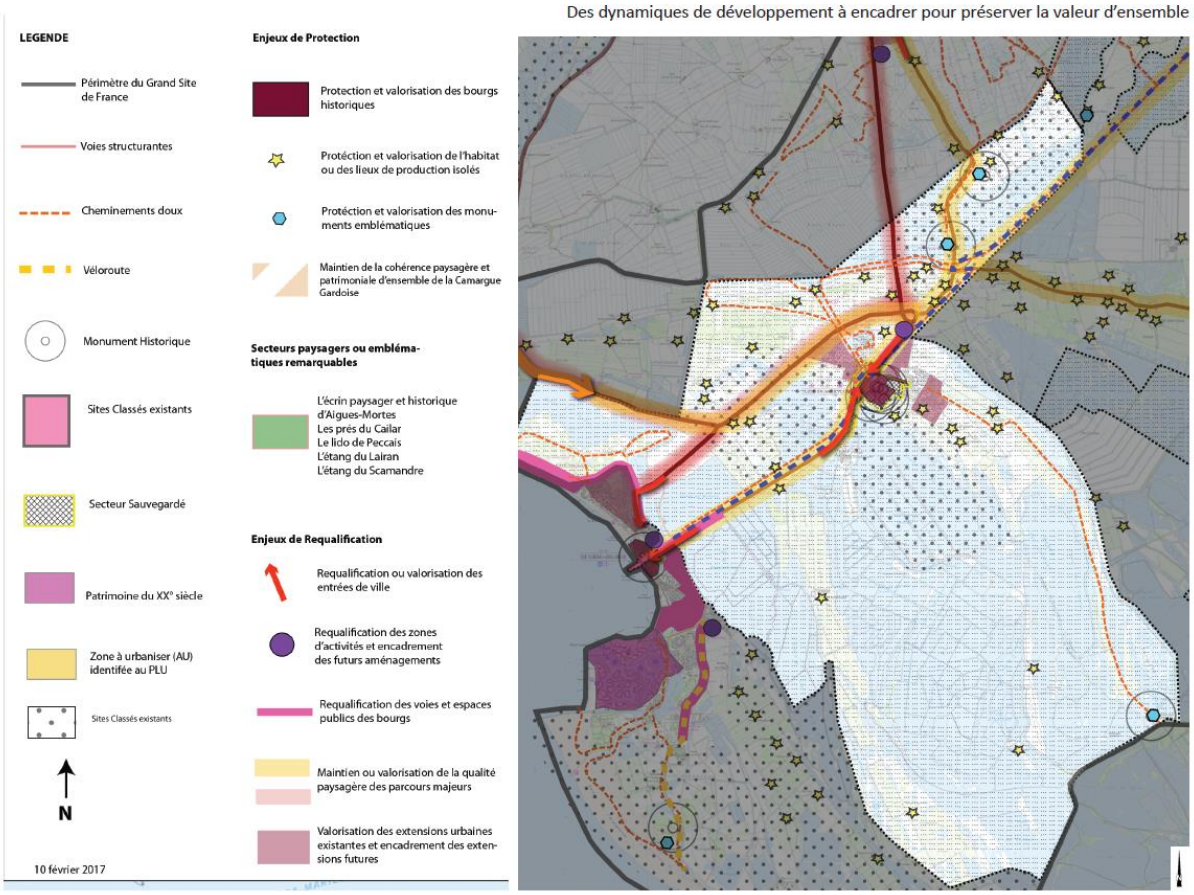
Tel que défini dans l'analyse paysagère précédente, la large partie nord du territoire d'Aigues-Mortes est marquée par la présence de mas. L'étude pour le Grand Site de France a identifié sur la commune environ 30 mas anciens. Les mas sont des éléments caractéristiques de l'organisation territoriale de la Camargue. Ce type de construction isolée s'est développé dès le XVIIIème siècle dans les Costières et autour d'Aigues-Mortes. Historiquement cette urbanisation témoigne de la structuration foncière et économique tourné vers des grands domaines. Aujourd'hui, la destination de ces mas varie de l'habitation simple, à l'exploitation viticole/agricole à de l'hébergement touristique.

L'étude du Grand Site de France met en exergue l'enjeu de protection des mas bâtis et isolés dans un objectif de maintien du patrimoine et de lutte contre la dénaturation, destruction ou dégradation.

Permettre une évolution raisonnée en lien avec l'activité ou l'hébergement touristique constitue une alternative permettant d'encadrer des mutations dans une bonne démarche d'intégration dans le paysage.



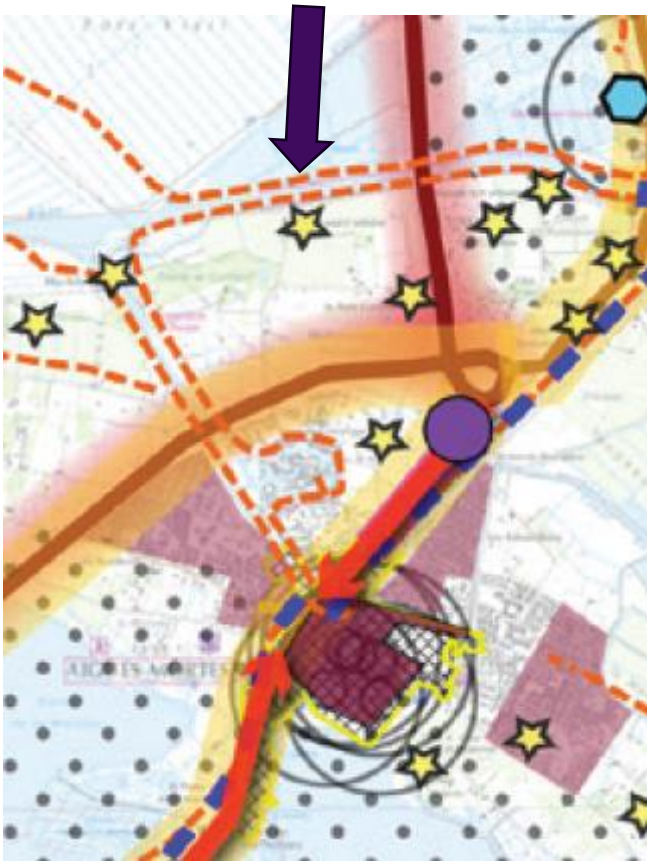
Exemple de structure architecturale des mas camarguais (encyclopédie de la Camargue, 2013)



Sources : Étude de la valeur patrimoniale du Grand Site de France de la Camargue Gardoise.

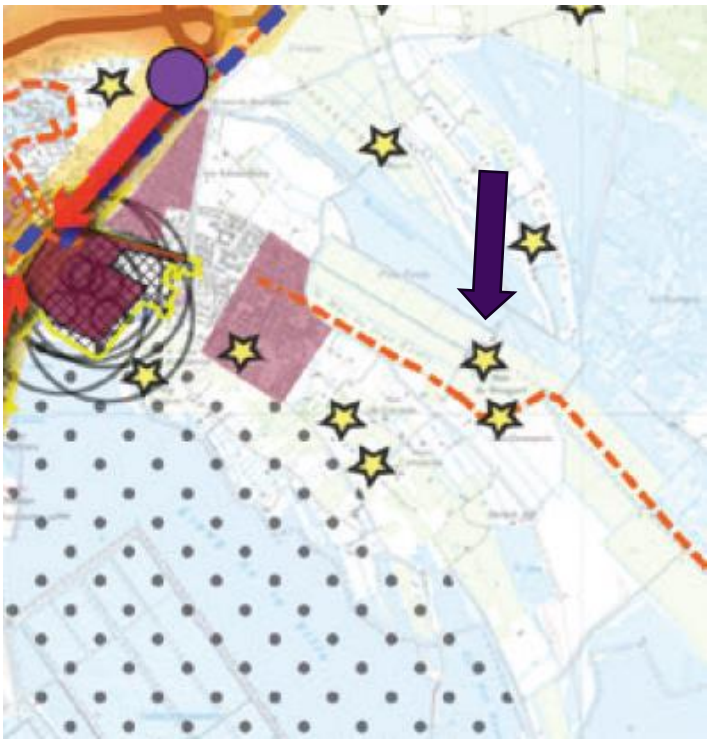
Mas Corbière

Le mas a été identifié parle CAUE et l'étude du Grand Site de France comme un lieu à préserver et mettre en valeur. D'un point de vue paysager, le site est inscrit dans l'unité Cordon de Montcalm.



Mas du Bosquet

Le Mas du Bosquet est localisé dans l'unité Cordon de Montcalm. Le mas a été identifié parle CAUE et l'étude du Grand Site de France comme un lieu à préserver et mettre en valeur.



La déchetterie

Le site de la déchetterie est localisé dans l'unité Cordon de Montcalm.

Le Mas d'Avon

Le site est localisé dans l'unité Cordon de Montcalm.

ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Source et méthodologie

Les données utilisées pour la mesure de la consommation d'espace et la production foncière sont les fichiers fonciers communément appelés « MAJIC », millésime 2021. Ces fichiers sont produits par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP). Dans le cadre du PLU, ces données ont été fournies par le CEREMA. Il s'agit d'une base de données exhaustive à l'échelle nationale, issue des déclarations de taxes foncières.

Le calcul de la surface consommée se base sur la surface totale des parcelles urbanisées, mais ne prend pas en compte les superficies non cadastrées (voiries publiques, certains bâtiments publics…). La détermination de l'occupation principale de la parcelle est issue de la méthode développée par le CEREMA.

Les données MAJIC disposent de nombreuses informations avec des niveaux de fiabilité divers : la propriété, la date de construction des locaux, le nombre de locaux et leur nature et l'occupation des sols. Des vérification et des traitements ont été nécessaires afin d'éviter les erreurs et contresens liés à la nature fiscale de la base de données ainsi que son accroche à la matrice cadastrale :

- Absence du domaine public non cadastré (environ 4% du territoire national).
- Non prise en compte des équipements publics et infrastructures.
- Impossibilité de représenter de manière fiable les différentes occupations du sol au sein d'une même parcelle.
- Une parcelle peut être déjà urbanisée à l'année où elle déclare son premier local.
- Hétérogénéité de la prise en compte de certaines occupations (golfs, carrières…).

Une identification des consommations d'espaces naturels, agricoles et forestiers a été faite après une vérification exhaustive des orthophotographies entre 2012 et 2021. Des ajustements manuels de la surface consommée ont été faits sur des grandes parcelles identifiées par MAJIC, et des ajouts de parcelles non identifiées par la base de données ont également été effectués.

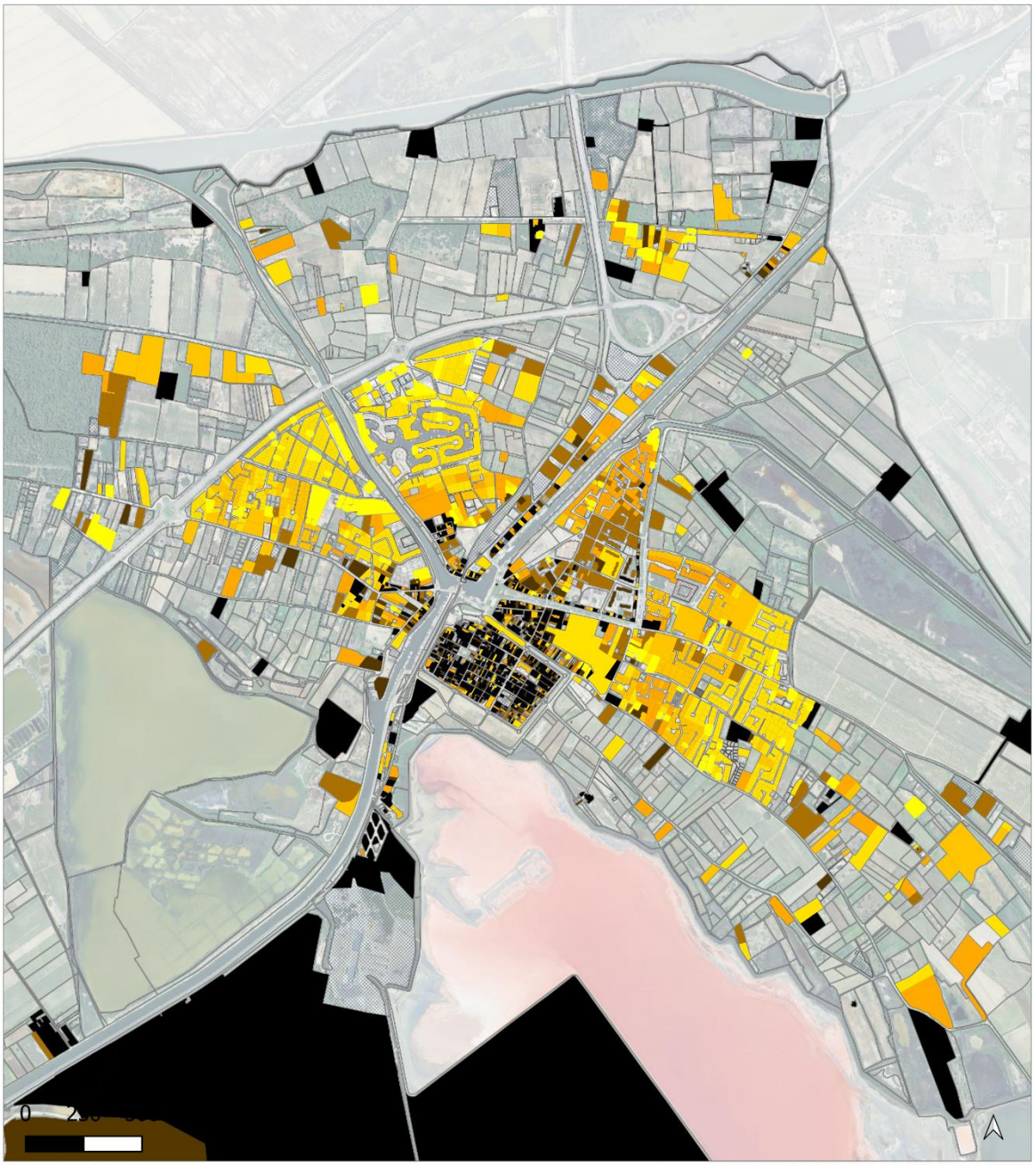
Cette méthode de mesure de la consommation d'espace constitue la base de déclinaison des objectifs de consommation d'espace qui seront développés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Entre 2011 et 2021, ce sont 13,6 hectares d'ENAF qui ont été consommés sur le territoire d'Aigues-Mortes soit un rythme de 1,36 ha/an.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Analyse de la consommation d'ENAF



Auteur : Planèd, 2025

Source : ADMIN EXPRESS, IGN. Fond : ESRI World Topo, MAJIC

Analyse de la consommation d'ENAF :

- < 1960
- 1960 - 1970
- 1970 - 1980
- 1980 - 1990
- 1990 - 2000
- 2000 - 2010
- 2011 - 2021

ANALYSE DE LA DENSIFICATION

Aujourd'hui, la modération de l'utilisation de nos précieuses ressources foncières est une préoccupation largement partagée. L'optimisation des espaces bâtis devient un préalable obligatoire à toute extension urbaine. Pour lutter contre l'étalement urbain, un des leviers principaux est de mieux utiliser les gisements fonciers situés au sein du tissu urbain déjà constitué. Ce mode de construction est communément appelé « densification ». Il s'agit d'identifier les espaces libres au sein du tissu urbain existant.

Les avantages de la densification sont :

- La lutte contre l'étalement urbain et ses conséquences : allongement des distances domicile-travail et des temps de trajet, pollutions, consommation des terres agricoles, coûts des infrastructures, etc.
- Le renouvellement et l'amélioration de l'habitat : adaptation du logement aux besoins de l'occupant, meilleur confort.
- L'innovation architecturale et paysagère avec la nécessité d'engager une réflexion sur les nouvelles formes urbaines adaptées aux besoins, à la région.

La méthode d'analyse

Pour identifier le potentiel en densification, il convient de délimiter les espaces urbanisés par le tracé de l'enveloppe urbaine. Celle-ci est tracée autour de tous les espaces contigus, bâtis ou imperméabilisés. En cas de discontinuité du bâti, une commune peut comporter plusieurs enveloppes urbaines.

L'analyse ne prend pas en compte le potentiel de densification ou mutation des secteurs, construits ou non, n'ayant pas vocation à changer d'affectation, à savoir :

- Les parcelles occupées par des équipements publics, et les parcelles vouées à des activités artisanales ;
- Les parcelles de réserves foncières dédiées à l'implantation d'équipements publics ;
- Les espaces constituant des espaces publics ou d'intérêt général (parcs de stationnement, équipements sportifs de plein air, etc.) ;
- Les espaces verts des lotissements ;
- Les parcelles enclavées.

Les résultats de l'analyse

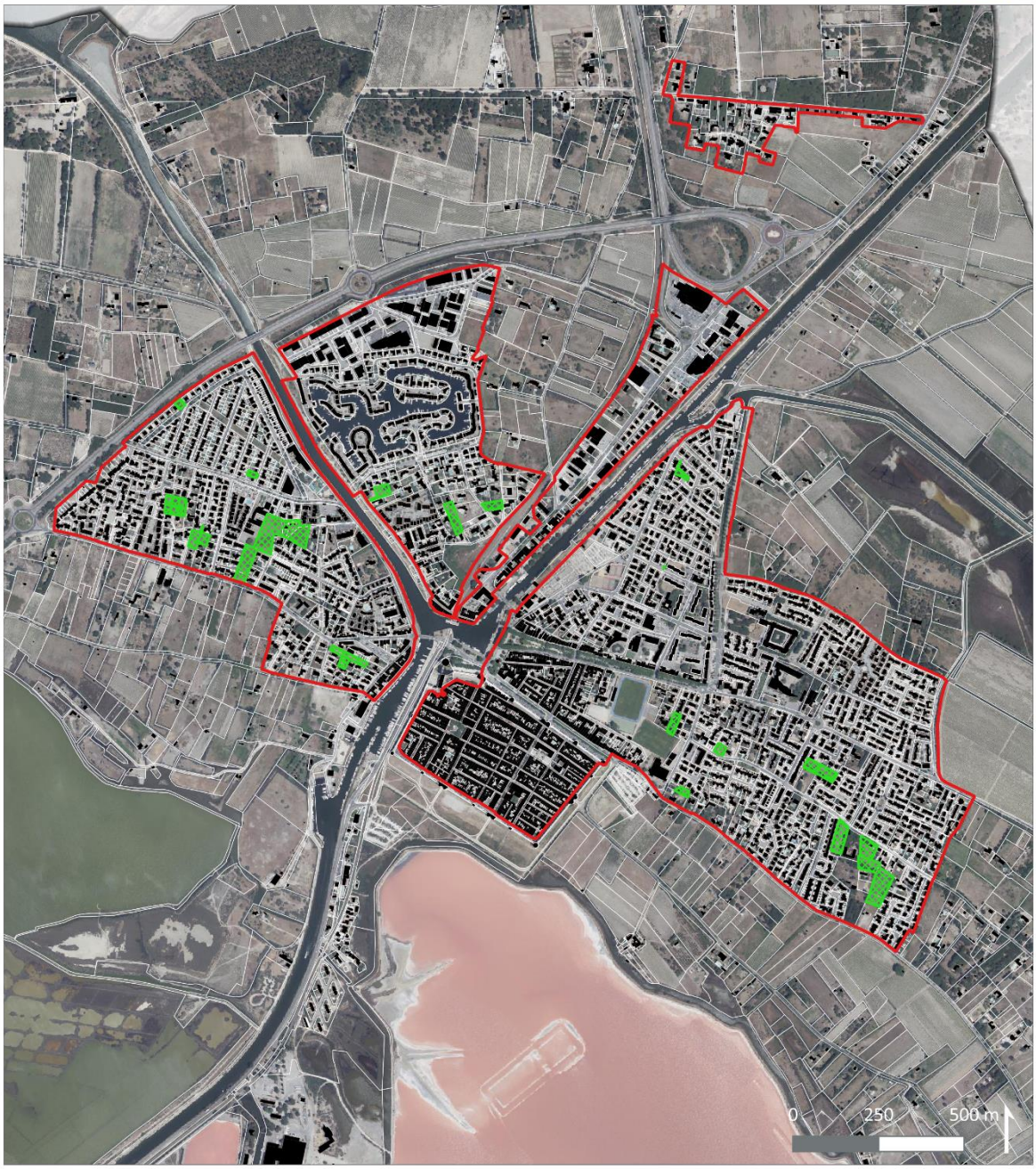
La commune comptabilise un potentiel de densification à l'échelle de la commune de **4,5 hectares** essentiellement à vocation d'habitat.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

ANALYSE DE LA DENSIFICATION

Echelle communale



Auteur : Planéd, 2022.

Source : ADMIN EXPRESS, IGN. Fond : ESRI World Topo

Eléments de repères

- *Communes*
- *Parcelles*
- *Bati*

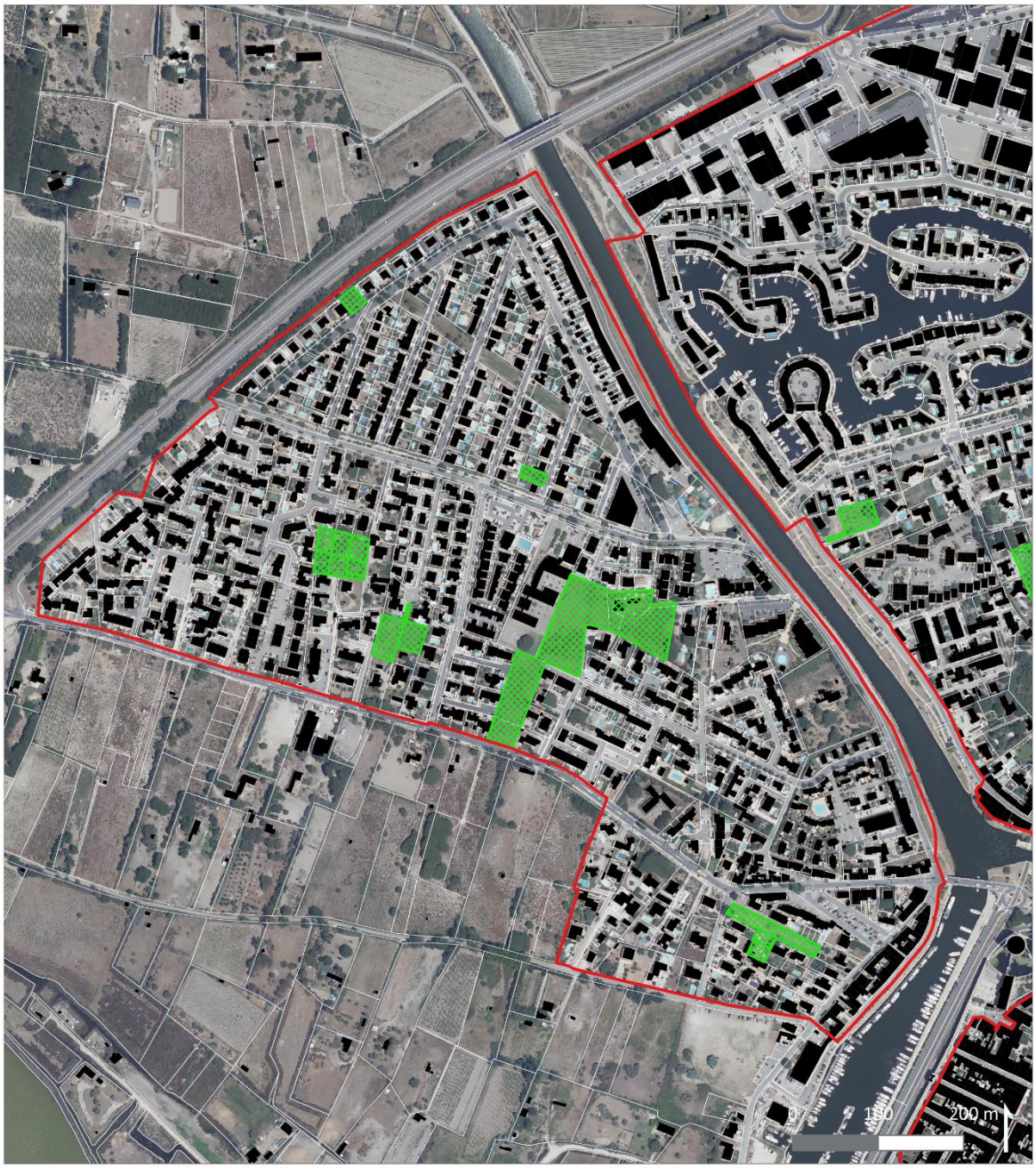
- *Enveloppe urbaine*
- *Potentiel densifiable*

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

ANALYSE DE LA DENSIFICATION

Secteur Pataquière



Auteur : Planèd, 2022.

Source : ADMIN EXPRESS, IGN. Fond : ESRI World Topo

Eléments de repères

- *Communes*
- *Parcelles*
- *Bati*
- *Enveloppe urbaine*
- *Potentiel densifiable*

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

ANALYSE DE LA DENSIFICATION

Secteur Mont Joye



Auteur : Planèd, 2022.

Source : ADMIN EXPRESS, IGN. Fond : ESRI World Topo

Eléments de repères

- *Communes*
- *Parcelles*
- *Bati*
- *Enveloppe urbaine*
- *Potentiel densifiable*

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

ANALYSE DE LA DENSIFICATION

Secteur d'Esparron



Auteur : Planèd, 2022.

Source : ADMIN EXPRESS, IGN. Fond : ESRI World Topo

Eléments de repères

- *Communes*
- *Parcelles*
- *Bati*

- *Enveloppe urbaine*
- *Potentiel densifiable*

BILAN DU PLU

Récapitulatif des surfaces inscrites dans le document d'urbanisme en vigueur

Les chiffres présentés ci-dessous sont issus des documents d'urbanisme en vigueur. Les surfaces présentées ne tiennent pas compte de ce qui a été urbanisé depuis l'approbation des documents. La zone U représente 3 % de la surface communale, la zone AU représente également 3 %. Les zones A et N représentent respectivement 60 % et 34 % du territoire. La zone A est donc la zone la plus importante de la commune après la zone N.

	Zone U	Zone AU	Zone A	Zone N
Surface en ha	184,155	185,156	3 461,85	1 932,8

Les zones Urbaines

	Surface en ha
Zone Ua	14,526
Zone Ub	10,862
Zone Ub1	7,06
Zone Ub2	6,003
Zone Uc	29,38
Zone Uc1	5,937
Zone Uc2	0,37
Zone Ud	11,722
Zone Ue	12,332
Zone Ue1	53,613
Zone Ue2	15,12
Zone Ue3	10,242
Zone ZURNU	6,988

Les zones A Urbaniser

	Surface en ha
IAUh	22,947
IAUha	7,644
IAUs	17,785
IIAU	9,947
IIAUa	66,008
IIAUb	2,971
IIAUc	6,636
IIAUd	0,996
IIAUf	2,665
IIAUg	1,704
IIAUg-SS1	7,876
IIAUg-SS2	0,858
IIAUg-SS3	1,421
IIAUg-SS4	0,615
IIAUg-SS5	0,451
IIAUg-SS6	0,315
IIAUi	7,952
IIAUi-ILOT-A	4,461
IIAUi-ILOT-B	2,51
IIAUi-ILOT-C	2,798
IVAU	17,004

Les zones Agricoles

	Zone A	Zone Aa	Zone Ab	Zone Ac	Zone Ad	Zone Ae
Surface en ha	1 351,5	148,66	1 656,43	155,337	143,567	6,356

Les zones Naturelles

	Zone N	Zone Na	Zone Nc
Surface en ha	1 916,43	5,998	10,366

Récapitulatif du règlement

Le règlement en vigueur se compose de :

- 6 zones U et 13 sous-zonages (dont 1 zone urbaine soumise au Règlement National d'Urbanisme)
- 1 zone 1AU composée de 3 sous-zonages, 1 zone 2AU composée de 17 sous-zonages et une zone 4AU
- 1 zone A et 6 sous-zonages
- 1 zone N et 3 sous-zonages

La grande multiplication de sous-zonages altère la lecture du règlement écrit et graphique. La différence entre les sous-zonages porte essentiellement sur les hauteurs.

Les zones U

Zone	Sous-zone	Emprise au sol	Hauteur
Ua	**Ua**	Non réglementé	9 m au faîtage
Ub	**Ub**	Non réglementé	9 m au faîtage 12 m au faîtage en cas d'équipement public ou d'intérêt collectif
	Ub1		
	Ub2		
Uc	**Uc**	Non réglementé	9 m au faîtage 15 m au faîtage en cas d'équipement collectif
	Uc1		15 m au faîtage
	Uc2	40%	12 m au faîtage
Ud	**Ud**	Non réglementé	7 m au faîtage 12 m au faîtage en cas d'équipement public ou d'intérêt collectif
Ue	**Ue**	Non réglementé	10 m au faîtage 12 m au faîtage en cas d'équipement public ou d'intérêt collectif
	Ue1		
	Ue2		
	Ue3		
ZURNU	**ZURNU**		

Les zones AU

Zone	Sous-zone	Emprise au sol	Hauteur
1AU	IAUh	Non réglementé	Non réglementé
	IAUha		
	IAUs	Non réglementé	6 m au faîtage
2AU	IIAU	Non réglementé	8 m au faîtage
	IIAUa		
	IIAUb		6 m au faîtage
	IIAUc		8 m au faîtage
	IIAUd		14 m au faîtage et R+2 max
	IIAUf		8 m au faîtage
	IIAUg	Non réglementé	6,5 m à l'égout 10 m au faîtage en cas d'équipement public ou d'intérêt collectif 8 m au faîtage en cas de constructions à usage d'activités
	IIAUg-SS1		
	IIAUg-SS2		
	IIAUg-SS3		
	IIAUg-SS4		
	IIAUg-SS5		
	IIAUg-SS6		
	IIAUi	Non réglementé	12 m au faîtage en cas d'équipement public ou d'intérêt collectif
	IIAUi-ILOT-A		12 m au faîtage
	IIAUi-ILOT-B		10 m au faîtage
	IIAUi-ILOT-C		
4AU	IVAU	60%	10 m hors tout 12 m au faîtage en cas d'équipement public ou d'intérêt collectif

Les zones A

Zone	Sous-zone	Emprise au sol	Hauteur
A	A	Non réglementé	9 m au faîtage pour les constructions à usage d'habitations 12 m au faîtage pour les installations agricoles 12 m au faîtage en cas d'équipement public ou d'intérêt collectif
	Aa		

	Ab		9 m pour les bâtiments 17 m pour les installations techniques 12 m au faîtage en cas d'équipement public ou d'intérêt collectif
	Ac		9 m au faîtage pour les constructions à usage d'habitations 12 m au faîtage pour les installations agricoles 12 m au faîtage en cas d'équipement public ou d'intérêt collectif
	Ad		
	Ae		

Les zones N

Zone	Sous-zone	Emprise au sol	Hauteur
N	**N**	Non réglementé	12 m au faîtage en cas d'équipement public ou d'intérêt collectif
	Na		
	Nc		3 m pour les ouvrages et structures sur les emplacements de camping 12 m au faîtage en cas d'équipement public ou d'intérêt collectif

Bilan qualitatif des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Le bilan des orientations d'aménagement et de programmation permet d'avoir un suivi sur les secteurs ayant déjà été réalisés, les plus-values de certaines d'entre-elles, mais aussi les manques et les points à approfondir.

OAP	Plus-value de l'OAP	Moins-value ou manque de l'OAP	État
Secteur Malamousque			Réalisé
Secteur Chemin du Mas d'Avon	Création d'un quartier avec mixité social, diversification des formes urbaines, développement du maillage viaire interquartiers	Urbanisation des zones naturelles	Non réalisé
Secteur Triangle de la gare (Modification n°4)			En cours

Bilan qualitatif des autres outils réglementaires

Les Espaces Boisés Classés

L'utilisation de l'outil, Espaces Boisés Classés (EBC) permet de protéger des ensembles boisés de manière plus drastique que le l'article L151-23 du Code de l'urbanisme.

Les Emplacements Réservés

Les emplacements réservés sont un outil du Code de l'urbanisme permettant à la commune de réserver une parcelle ou une partie d'une parcelle pour un projet bien précis. Les emplacements réservés peuvent être pour plusieurs motifs : voies et ouvrages publics ; installations d'intérêt général, espaces verts à créer ou modifier nécessaires aux continuités écologiques, etc.

Aigues-Mortes compte 13 emplacements réservés sur son territoire. Une grande partie des emplacements réservés concerne des élargissements/créations de voie, créations d'espaces de stationnements ou encore de création d'équipements.

Servitude d'Utilité Publique (SUP)

La liste des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) pour la commune sera complétée à la suite du Porter à Connaissance (PAC) transmis par l'État. Ces données doivent être obligatoirement prises en compte dans l'aménagement du territoire.

- AC1 - Monuments historiques
- AC2 – Sites et monuments naturels
- AC4 – Servitude relative aux Sites Patrimoniaux Remarquables
- A2 – Dispositifs d'irrigation
- I4 – Electricité
- T1 – Communications
- I1 bis – Hydrocarbures liquides
- EL6 – Communications
- PT2 – Télécommunications
- PT4 – Télécommunications
- T5 – Relations aériennes
- INT1 – Voisinage des cimetières
- EL2 – Défense contre les inondations

COMMUNE D'AIGUES-MORTES

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

TOME 1

1.2 État Initial de l'Environnement

Arrêté le 26/05/2025

Approuvé le …/…/…

Mairie d'Aigues-Mortes

Place Saint-Louis

30220 AIGUES-MORTES

Tél : 04 66 73 90 90

https://ville-aigues-mortes.fr/



ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Révision du Plan Local d'Urbanisme d'Aigues-Mortes

Document pour arrêt – 26/05/2025

Table des matières

Préambule 8
Milieu physique 10
Le climat 10
La géologie 12
Le relief 13
L'hydrographie 13
L'occupation du sol 17
Synthèse 24
Paysage et patrimoine 25
Rappels règlementaires, documents de référence 25
L'identité paysagère d'Aigues-Mortes 26
Label Grand Site de France 26
Le patrimoine de la commune 27
Le patrimoine archéologique 31
Synthèse 31
Biodiversité et milieux naturels 33
Rappels règlementaires et documents de référence 33
Les principaux milieux naturels présents sur le territoire et la biodiversité associée 34
Les zonages d'inventaire 35
Les zonages de protection 42
Les périmètres de protection par maitrise foncière 44
Les zonages de conservation 46
Synthèse des périmètres de connaissance, gestion ou préservation 50
Les fonctionnalités écologiques : vers une Trame Verte et Bleue 50
Synthèse 75
Ressources naturelles 77
La ressource en eau 77
Énergie 91
Ressources minérales 95
Synthèse 98
Pollution et nuisances 100
Pollution des eaux 100
Pollution de l'air et émissions de gaz à effet de serre 104
Nuisances sonores 115
Gestion des déchets 123
Sites et sols pollués 129
Risques majeurs 134

Rappels règlementaires 134
Documents de référence 134
Définitions 135
Information préventive sur les risques majeurs 136
Synthèse des risques à Aigues-Mortes 137
Les risques naturels 137
Les risques technologiques 149
Effets du changement climatique sur les risques 151
Synthèse 152

Table des figures

Figure 1 : Courbe de températures d'Aigues-Mortes (source : climate-data.org) 11
Figure 2 : Diagramme ombrothermique d'Aigues-Mortes (source : climate-data.org) 11
Figure 3 : Ensoleillement moyen annuel à Aigues-Mortes (source : Climate-data.org) 12
Figure 4 : Ensoleillement annuel en métropole (source : Météo Express) 12
Figure 5 : Répartition de la couverture du sol (CEREMA, 2015) 18
Figure 6 : Usage du sol (CEREMA, 2015) 19
Figure 7 : Périmètre du site patrimonial remarquable - © PSMV 28
Figure 8 : Exemple d'éléments de la Trame Verte et Bleue : réservoirs de biodiversité et types de corridors terrestres (Source : ÉcoVia ; 2013) 51
Figure 9 : Continuités écologiques régionales 52
Figure 10 : Propositions de réservoirs de biodiversité 55
Figure 11 : Propositions de corridors écologiques 55
Figure 12 : Production d'eau potable (source : Eau du Morbihan) 87
Figure 13 : Distribution d'eau potable (source : Eau du Morbihan) 88
Figure 14 : Synoptique de fonctionnement des réseaux AEP de la CCTC (source : Schéma directeur) 89
Figure 15 : Évolution du volume produit (source : RPQS) 90
Figure 16 : Répartition des consommations d'énergie par secteur en 2019 (source : OREO) 93
Figure 17 : Répartition des consommations d'énergie d'Aigues-Mortes par type en 2019 (source : OREO) 94
Figure 18 : Répartition des consommations d'énergie par usage (source : OREO) 94
Figure 19 : Évolution de la consommation d'énergie par secteur (en MWh) (source : OREO) 95
Figure 20 : Évolution de la production d'énergie (source : OREO) 95
Figure 21 : Évolution de la part des EnR dans la consommation d'énergie (base 100 en 2013) (source : OREO) 95
Figure 22 : L'effet de serre 106
Figure 23 : Répartition des émissions de GES énergétiques de 2019 par secteur (source : OREO) 109
Figure 24 : Répartition des émissions de GES énergétiques par type en 2019 (source : OREO) 109
Figure 25 : Répartition par secteurs des différents polluants majeurs émis en 2018 (source : Atmo) 111
Figure 26 : évolution des émissions de polluants (source : Atmo) 112
Figure 27 : Répartition de la production de déchets ménagers selon la catégorie (source : ADEME, 2019) 125
Figure 28 : Évolution de la production de déchets ménagers (source : ADEME, 2019) 126
Figure 29 : Comparaison des gisements de déchets ménagers en 2019 (source : ADEME, 2019) .. 126
Figure 30 : Schéma explicatif définissant un risque majeur 135
Figure 31 : Carte d'aléa du Rhône (source : DDTM) 142
Figure 32 : Localisation des feux ayant eu lieu entre 1981 et 2021 (source : Base Prométhée) 144
Figure 33 : Aléa feu de forêt subi (source : DDTM 30) 145
Figure 34 : Le phénomène de gonflement et retrait des terrains argileux (source : MEDD-DPPR) ... 146

Table des tableaux

Tableau 1 : Couverture du sol d'Aigues-Mortes (source : CEREMA, 2015) 17
Tableau 2 : Usage du sol d'Aigues-Mortes (source : CEREMA, 2015) 18
Tableau 3 : Occupation du sol agricole 22
Tableau 4 : Sites inscrits et classés (source : Atlas des patrimoines, DREAL) 29
Tableau 5 : Monuments historiques localisés à Aigues-Mortes (source : Atlas des patrimoines) 29
Tableau 6 : ZNIEFF d'Aigues-Mortes (source : INPN) 35
Tableau 7 : ZICO présentes à Aigues-Mortes (source : INPN) 38
Tableau 8 : Zones humides recensées à Aigues-Mortes (source : DREAL, CEN) 40
Tableau 9 : Sites naturels classés (source : Atlas des patrimoines, DREAL) 42
Tableau 10 : Sites naturels inscrits (source : Atlas des patrimoines, DREAL) 42
Tableau 11 : Espaces protégés par le Conservatoire du Littoral (source : INPN) 44
Tableau 12 : Sites Natura 2000 à Aigues-Mortes (source : INPN) 46
Tableau 13 : Synthèse des périmètres de gestion, protection ou inventaire (source : INPN) 50
Tableau 14 : Définitions des termes règlementaires 51
Tableau 15 : Définitions des termes techniques 51
Tableau 16 : Intérêt de conservation des différents zonages de protection et d'inventaires 53
Tableau 17 : Exemples de milieux et d'espèces pour la sous-trame forestière 58
Tableau 18 : Exemples de milieux et d'espèces pour la sous-trame ouverte et semi-ouverte 60
Tableau 19 : Exemples de milieux et d'espèces pour la sous-trame agricole 62
Tableau 20 : Exemples de milieux et d'espèces pour la sous-trame aquatique et humide 64
Tableau 21 : Exemples de milieux et d'espèces pour la sous-trame forestière 66
Tableau 22 : Capacités de déplacement de certaines espèces par sous-trames 68
Tableau 23 : états des masses d'eau superficielles d'Aigues-Mortes (source : états des lieux du SDAGE 2022-2027 et du SDAGE 2016-2021) 81
Tableau 24 : États des masses d'eau souterraines d'Aigues-Mortes (source : état des lieux du SDAGE 2022-2027) 83
Tableau 25 : Consommations d'énergie par secteur en 2017 (source : OREO) 93
Tableau 26 : Mix énergétique de la commune en 2019 (source : OREO) 93
Tableau 27 : Présentation des polluants suivis 106
Tableau 28 : Comparaison et évolution des émissions de GES (source : OREO) 109
Tableau 29 : Comparaison des émissions sur le périmètre du PPA de Nîmes (source : PPA de Nîmes) 111
Tableau 30 : Évolution des émissions et comparaisons aux objectifs du PPA (source : Atmo) 112
Tableau 31 : Niveaux sonores de référence et largeurs maximales des secteurs affectés par le bruit 118
Tableau 32 : routes classées sur la commune 119
Tableau 33 : Types de déchets ménagers et assimilés 124
Tableau 34 : Type de déchets dangereux produits en 2020 (source : Géorisques, 2021) 127
Tableau 35 : Sites CASIAS localisés à Aigues-Mortes (source : Géorisques, 2022) 130
Tableau 36 : ICPE localisées à Aigues-Mortes (source : Géorisques, 2022) 131
Tableau 37 : Catastrophes naturelles ayant fait l'objet d'un arrêté à Aigues-Mortes (source : Géorisques, 2021) 136
Tableau 38 : Atlas des Zones Inondables 138
Tableau 39 : Classification des zones à risques du PPR (source : DDTM) 142
Tableau 40 : Effets potentiels du changement climatique en fonction du type de risque 151

Préambule

La commune d'Aigues-Mortes se situe à la pointe sud du Département du Gard dans la région d'Occitanie et appartient à la Petite Camargue. Elle couvre une superficie de 57,78 km² et comptait une population de 8 456 habitants en 2018. La richesse de son patrimoine naturel, monumental, historique et culturel, fait d'Aigues-Mortes un des sites touristiques les plus prisés du département du Gard et de la Région Occitanie.

La commune dispose actuellement d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé en 2003 (deux délibérations du conseil municipal du 31 juillet 2003, puis du 2 octobre 2003 faisant suite à certaines observations du Préfet du Gard). Le PLU en vigueur de la commune d'Aigues-Mortes dispose d'un état initial de l'environnement. Dans le cadre de la révision du PLU, il doit être amendé de manière à tenir compte des dernières avancées règlementaires.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Localisation de la commune d'Aigues-Mortes



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : ADMIN EXPRESS©IGN, Fond : ESRI Satellite

Périmètre de la commune d'Aigues-Mortes

Limites communales

Milieu physique

La commune d'Aigues-Mortes est située dans le département du Gard (30) et appartient à la communauté de communes Terre de Camargue. La population atteignait 8 456 habitants en 2018.

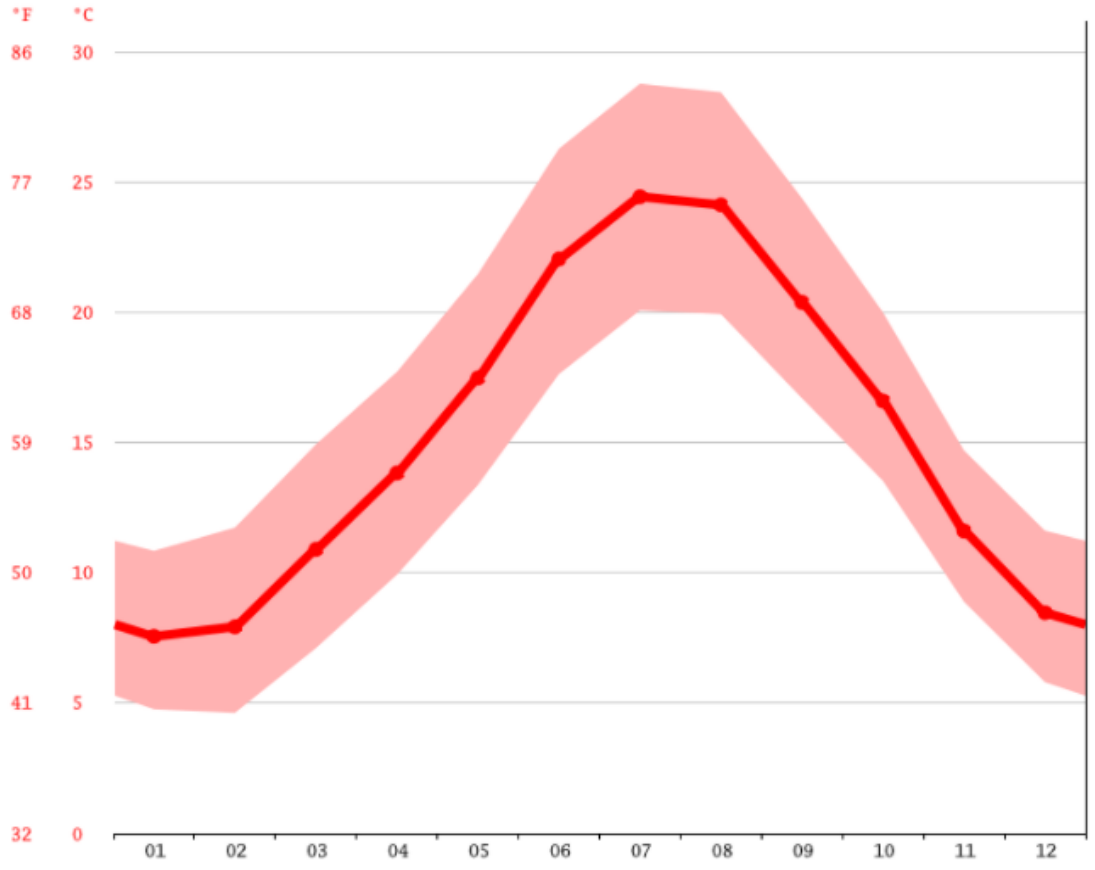
Le climat

SOURCE : CLIMATE DATA, DONNEES LISSEES ENTRE 1999 ET 2019

La ville d'Aigues-Mortes bénéficie d'un climat tempéré chaud. D'après Köppen et Geiger, le climat y est classé Csa[1].

Températures

Aigues-Mortes affiche une température annuelle moyenne de 15,4 °C. Avec une température moyenne de 24,4°C, le mois de juillet est le plus chaud de l'année. Avec une température moyenne de 7,6°C, le mois de janvier est le plus froid de l'année.



[1] La classification de Koppen classe les climats en fonction des précipitations et des températures. La première lettre indique le type de climat (tropical, tempéré, continental, etc.), la deuxième la pluviométrie (sec en été, ou en hiver, humide, mousson, etc.) et la troisième lettre indique les variations de température (été chaud dont les températures du mois le plus chaud excèdent 22 °C, été tempéré, hiver très froid, etc.).

Figure 1 : Courbe de températures d'Aigues-Mortes (source : climate-data.org)

Précipitations

Sur la commune d'Aigues-Mortes, il tombe en moyenne 688 mm de pluie par an.

L'automne se caractérise par des précipitations bien plus importantes qu'en été. Avec 15 mm, le mois de juillet est le plus sec. En octobre, les précipitations sont les plus importantes de l'année avec une moyenne de 112 mm.

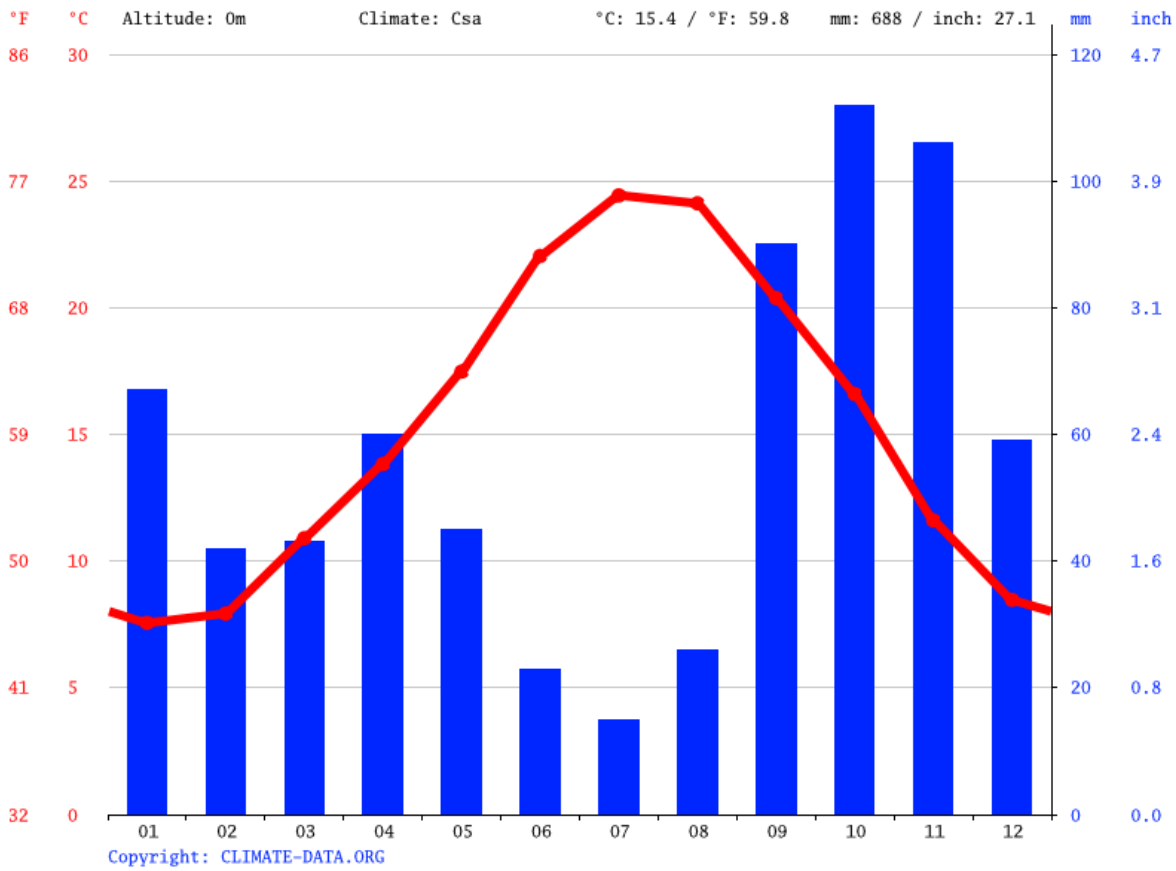


Figure 2 : Diagramme ombrothermique d'Aigues-Mortes (source : climate-data.org)

Ensoleillement

À Aigues-Mortes, le mois avec le plus d'ensoleillement quotidien est juin avec une moyenne de 13 heures d'ensoleillement. Le mois avec le moins d'heures d'ensoleillement quotidien est janvier avec une moyenne de 6 heures d'ensoleillement par jour.

Environ 3 500 heures d'ensoleillement sont comptées tout au long de l'année. Il y a en moyenne 114 heures d'ensoleillement par mois.

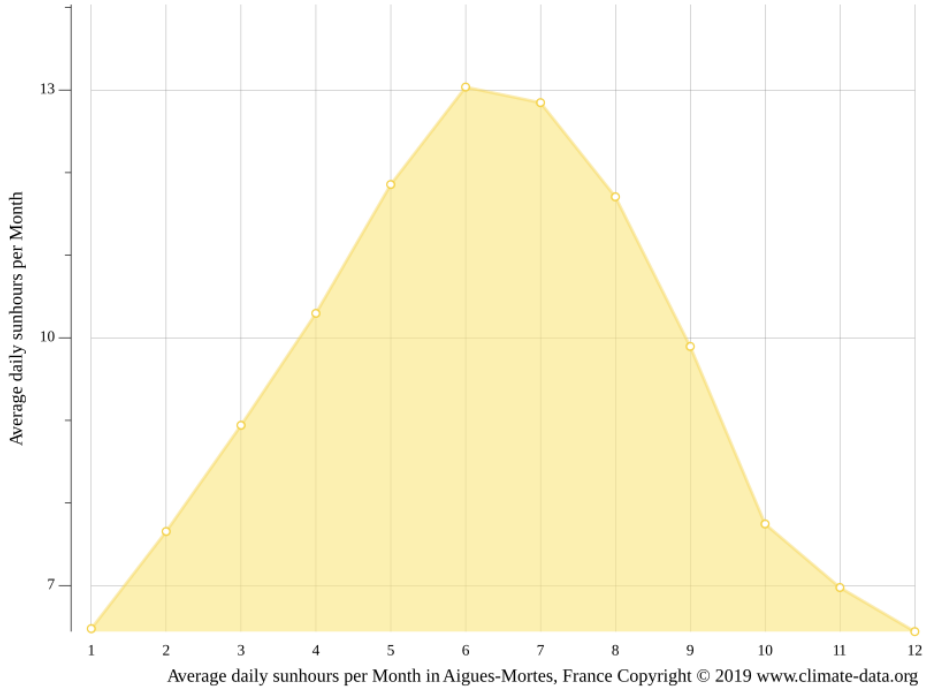


Figure 3 : Ensoleillement moyen annuel à Aigues-Mortes (source : Climate-data.org)

La commune bénéficie ainsi d'un fort ensoleillement, comparativement à la moyenne métropolitaine.

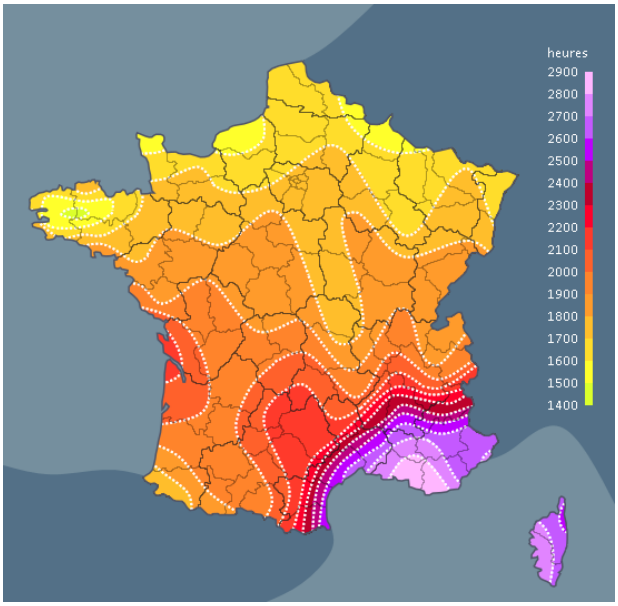


Figure 4 : Ensoleillement annuel en métropole (source : Météo Express)

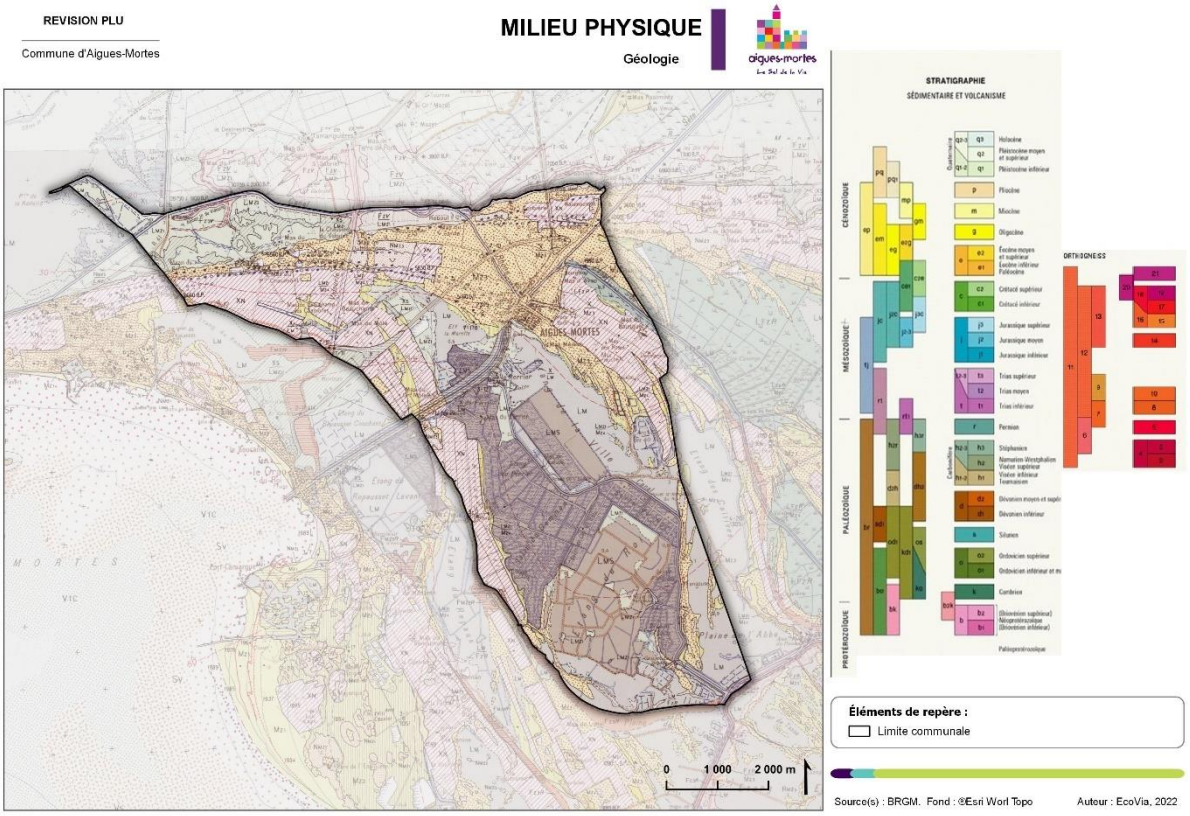
La géologie

SOURCES : BRGM, EIE PLU EN VIGUEUR

L'agglomération d'Aigues-Mortes est située sur le cordon littoral post-wurmien, composé de galets de calcaires, quartzites et lydiennes.

Au Sud et au Nord de ce cordon s'étendent de vastes surfaces de colmatage palustre, correspondant au régime de lagunes saumâtres et composées d'argiles plastiques ou finement sableuses, de sables

fins et de tourbes. Ces dépôts descendent à -30 mètres au sondage du sanatorium d'Aigues-Marines près du Grau-du-Roi et à -29 mètres au sondage pétrolier de la Marette.



Le relief

SOURCES : RAPPORT DE PRESENTATION DU PSMV

L'ensemble de la commune, inscrite dans le vaste territoire de la petite Camargue gardoise, se caractérise par un faible relief et des altitudes proches du niveau de la mer, de 1 à 3 mètres au-dessus de celui-ci. Les seuls reliefs sont :

- Le cordon dunaire fossile, orienté est-ouest, sur lequel s'est développé l'agglomération, son altitude moyenne est de deux mètres ;
- Les levées de terre des digues, des canaux et des chemins dans la partie sud-est du secteur sauvegardé. Leurs altitudes sont d'environ un mètre au-dessus de la mer. Ces aménagements témoignent d'un modelage complexe du site contraint par les activités économiques (l'exploitation du sel, l'assèchement des terres agricoles et leur irrigation, etc.).

L'hydrographie

Sources : BD TOPO IGN, BD Carthage, EIE PLU en vigueur

La commune d'Aigues-Mortes est fortement concernée par la thématique de l'eau et présente un réseau hydrographique important et complexe ; il associe fleuves et rivières, canaux artificiels, étangs et marais.

Le Vidourle est le principal cours d'eau naturel de la commune. Il parcourt une centaine de km entre sa source, située au pied des Cévennes, et son embouchure et draine un bassin versant de 1400 km2. Il traverse le territoire communal selon une direction Nord-Sud. Le fleuve coupe le canal du Rhône à Sète au lieu-dit les Portes du Vidourle et rejoint le chenal maritime au travers de l'Etang du Ponant.

Ce cours d'eau présente un débit irrégulier, susceptible de rapides montées des eaux (les Vidourlades) dont les effets sont toutefois atténués par la réalisation de barrages écréteurs de crues.

La commune est également concernée par Le Vistre qui passe en limite Nord du territoire. Il se sépare, sur la commune du Cailar, en deux bras, le Vieux Vistre qui traverse les étangs de la Tour Carbonnière et le Vistre canal qui bifurque vers l'Ouest pour rejoindre le canal du Rhône à Sète.

Le canal du Rhône à Sète, long d'une centaine de km, relie le Rhône au port de Sète et traverse le territoire de la Camargue gardoise, de Saint-Gilles à Aigues-Mortes, selon une direction globale Nord-Est / Sud-Ouest. La Tour de Constance se trouve au carrefour :

- De la branche Est du canal en provenance du Rhône,
- De la branche Ouest du canal vers Mauguio,
- Du chenal maritime qui rejoint la mer au Grau-du-Roi.

D'autres canaux de moindre importance structurent le territoire communal. Il s'agit du canal du Bourgidou et du canal de Peccais qui relient le canal et le chenal maritime au Petit Rhône.

Les étangs et marais couvrent pour leur part plus du quart du territoire communal d'Aigues-Mortes et sont alimentés par un réseau complexe de canaux et roubines et voient leurs niveaux fluctuer selon l'alternance des phases de vidange (de mars à septembre) et de remplissage (d'octobre à février). Les principaux sont :

- L'Etang de la Ville, l'Etang du Roi et l'Etang des Caïtives, à l'Est de la RD 979 : ces étangs font partie intégrante de l'exploitation salinière et sont gérés par la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est.
- L'Etang de la Marette, à l'Ouest de la RD 979.

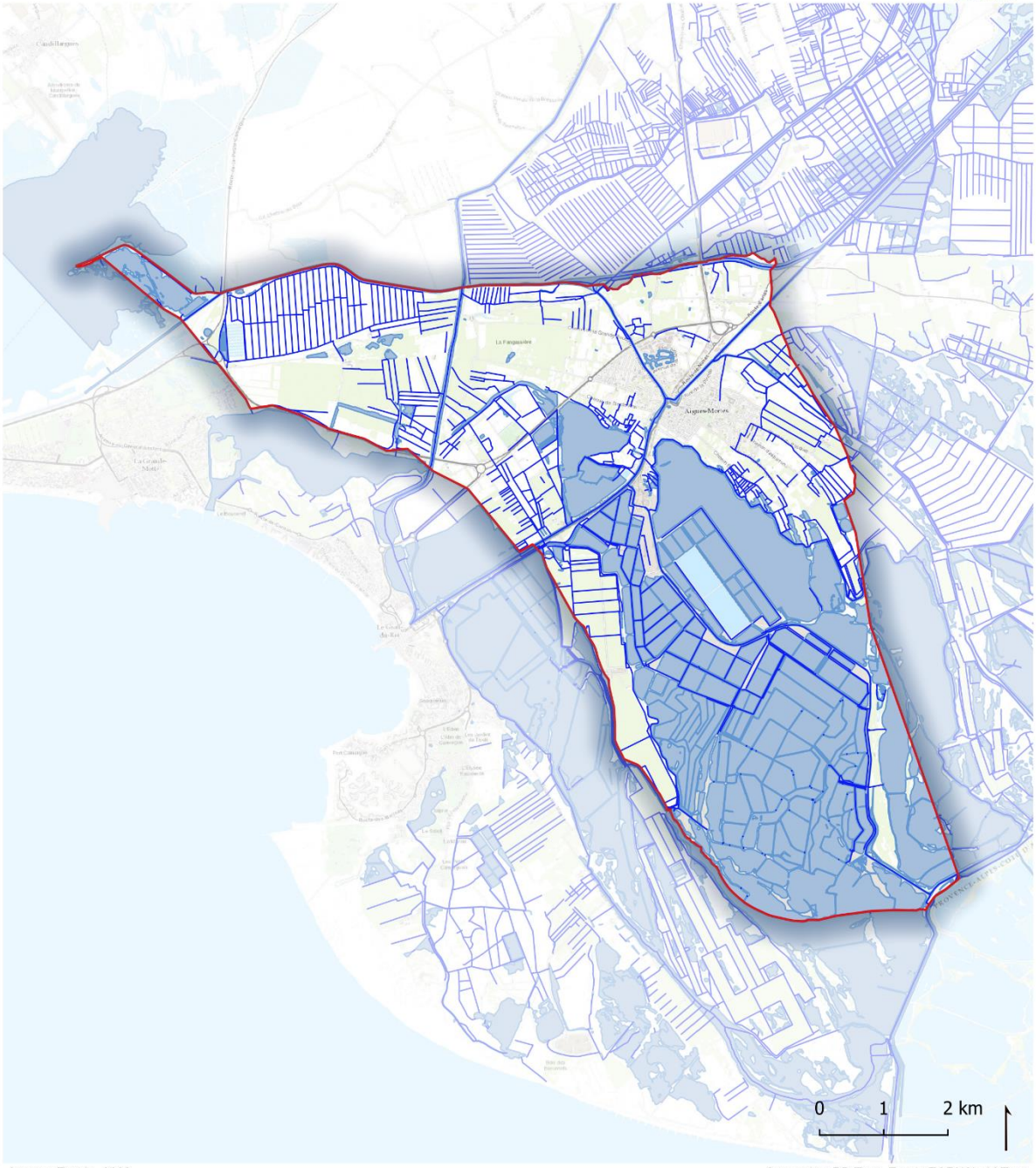
D'après le SDAGE Rhône Méditerranée Corse, la commune d'Aigues-Mortes est concernée par 4 zones hydrographiques présentes sur le territoire :

- Le vieux Vistre de la Cubelle à la mer Méditerranée
- Côtiers du Vidourle au petit Rhône
- Côtiers du Bérarge au Vidourle
- Le Vidourle de la Bénovie à la mer Méditerranée

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Hydrographie



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : BD Topo. Fond : ESRI World Topo

Limites communales

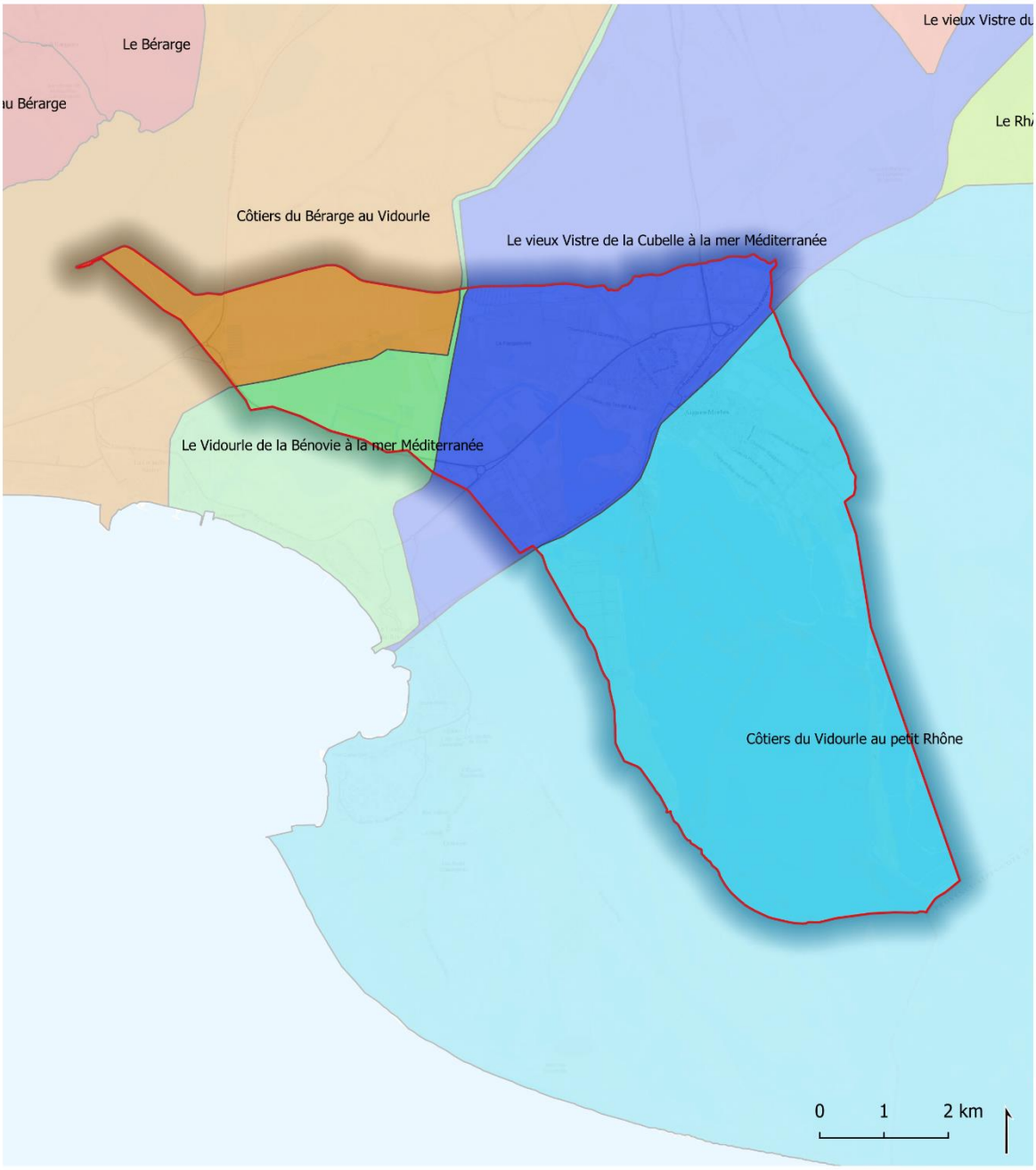
Surfaces en eau

Cours d'eau

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Zones hydrographiques



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : BD Topo. Fond : ESRI World Topo

Limites communales

Zones hydrographiques :

- Côtiers du Bérarge au Vidourle
- Côtiers du Vidourle au petit Rhône
- Le Vidourle de la Bénovie à la mer Méditerranée
- Le vieux Vistre de la Cubelle à la mer Méditerranée

L'occupation du sol

L'occupation des sols est la thématique de l'environnement sur laquelle le PLU a le plus de poids, par attribution d'une fonction ou d'une destination au foncier. Le PLU doit donc veiller à ce que l'espace soit considéré comme une ressource essentielle à préserver lors de l'attribution des espaces de développement.

Rappels règlementaires

- Plan biodiversité (juillet 2018) : vise à freiner l'artificialisation des espaces naturels et agricoles et à reconquérir des espaces de biodiversité partout où cela est possible, en ville comme dans les espaces ruraux : sur des friches industrielles, dans les villes denses, à la périphérie des métropoles, etc., notamment l'objectif 1.3 « Limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers pour atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette »
- La loi du 13 décembre 2000 (no 2000-1208) relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) prévoit, dans le cadre d'une démarche de développement durable, la réduction de la consommation des espaces non urbanisés et de la périurbanisation, en favorisant la densification raisonnée des espaces déjà urbanisés. Dans cette loi, l'espace est identifié comme une ressource à part entière qu'il convient de préserver ;
- La loi Grenelle I du 3 aout 2009 prévoit dans son article 7 que le droit de l'urbanisme devra prendre en compte l'objectif de lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, les collectivités territoriales fixant des objectifs chiffrés en la matière après que des indicateurs de consommation d'espace auront été définis ;
- La loi du 12 juillet 2010 (no 2010-788) portant engagement national pour l'environnement, dite Loi Grenelle II, prévoit que « les rapports de présentation des SCoT et PLU devront présenter une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et justifier les objectifs de limitation ou de modération de cette consommation ».

Occupation du sol de la commune

SOURCES : CEREMA 2015

La majorité de la commune est couverte par des milieux naturels (dont les zones humides et les surfaces en eau). Les surfaces naturelles (sols nus et surfaces en eau) représentent 36%. Les zones concernées par une végétation ligneuse représentent 28% et les zones concernées par une végétation non ligneuse représentent 18%. Les surfaces anthropisées représentent environ 17% du territoire communal.

Tableau 1 : Couverture du sol d'Aigues-Mortes (source : CEREMA, 2015)

Couverture du sol			Surface	%
CS1.1 : Surfaces anthropisées	CS1.1.1 : Zones imperméables	CS1.1.1.1 : Zones bâties	124,54	2,16
		CS1.1.1.2 : Zones non bâties	91,66	1,59
	CS1.1.2 : Zones perméables	CS1.1.2.1 : Matériaux minéraux	767,76	13,32
CS1.2 : Surfaces naturelles	CS1.2 : Surfaces naturelles	CS1.2.1 : Sols nus	48,61	0,84
		CS1.2.2 : Surfaces d'eau	2034,1	35,28
CS2.1 : Végétation ligneuse	C2.1.1 : Formations arborées	CS2.1.1.1 : Feuillus	93,08	1,61
		CS2.1.1.2 : Conifères	225,97	3,92
		CS2.1.1.3 : Forêt mixte	22,32	0,39
	CS2.1.2 : Formations arbustives, sous-arbrisseaux	CS2.1.2 : Formations arbustives, sous-arbrisseaux	534,26	9,27
	CS2.1.3 : Autres formations ligneuses	CS2.1.3 : Autres formations ligneuses	758,75	13,16
CS2.2 : Végétation non ligneuse	CS2.2.1 : Formations herbacées	CS2.2.1 : Formations herbacées	1063,9	18,45

Total :	**5764,9**	

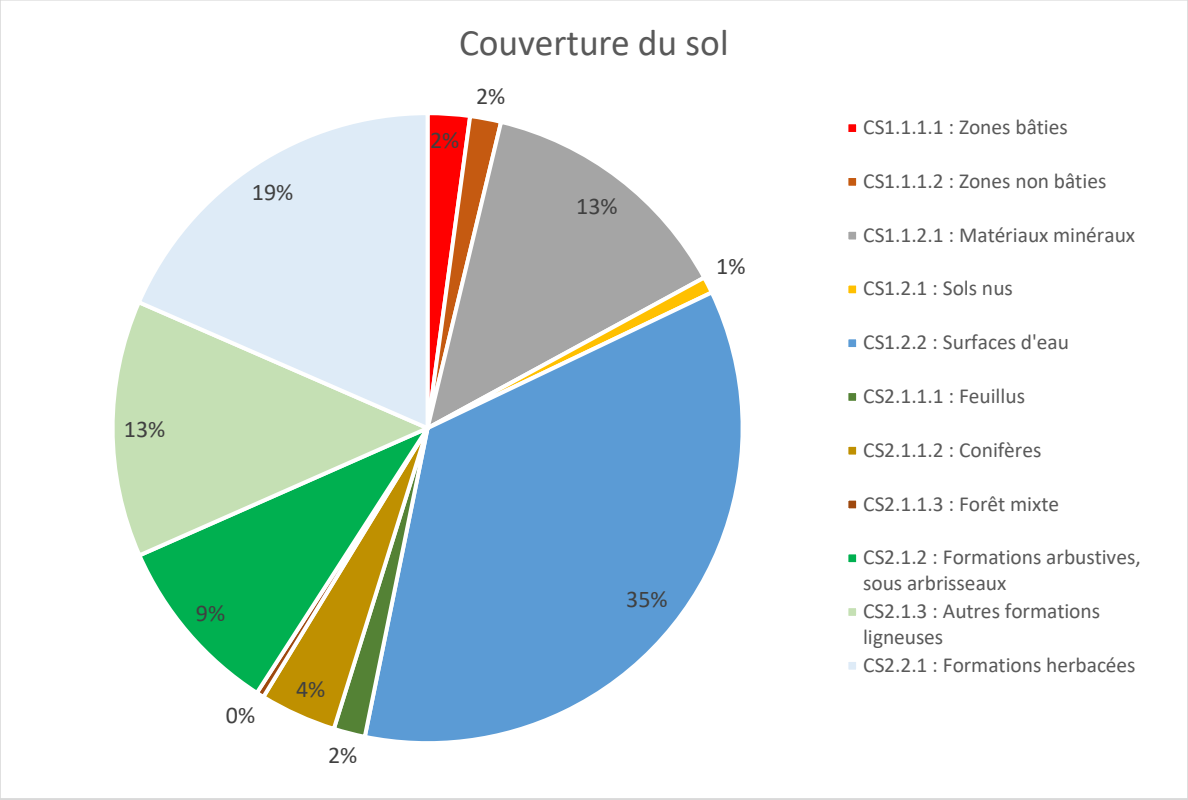


Figure 5 : Répartition de la couverture du sol (CEREMA, 2015)

Concernant l'usage du sol, la commune d'Aigues-Mortes est dominée par la production primaire (62%) représentée notamment par l'agriculture (25%) et l'extraction de sel (33%). On retrouve également de la sylviculture (4%).

Le reste de la commune est utilisée en production secondaire, tertiaire et usage résidentiel (6%), en réseaux de transport et d'utilité publique (3%) et en autre usage (28%). Ce dernier est dominé par une absence d'usage (28%) correspondant essentiellement aux surfaces en eau (marais, zones humides…).

Tableau 2 : Usage du sol d'Aigues-Mortes (source : CEREMA, 2015)

Usage du sol		**Surface**	**%**
US1 : Production primaire	US1.1 : Agriculture	1425,7	24,73
	US1.2 : Sylviculture	254,53	4,42
	US1.3 : Activité d'extraction	1918,7	33,28
US235 : Production secondaire, tertiaire et usage résidentiel	US235 : Production secondaire, tertiaire et usage résidentiel	370,48	6,43
US4 : Réseaux de transport et d'utilité publique, logistique	US4.1.1 : Réseaux routiers	93,56	1,62
	US4.1.2 : Réseaux ferrés	7,06	0,12
	US4.1.4 : Réseaux de transport fluvial et maritime	84,13	1,46
	US4.3 : Réseau d'utilité publique	5,91	0,10
US6 : Autre usage	US6.1 : Zone en transition	11,74	0,20
	US6.2 : Zones abandonnées	0,06	0,00
	US6.3 : Sans usage	1593	27,63
	Total :	**5764,9**	

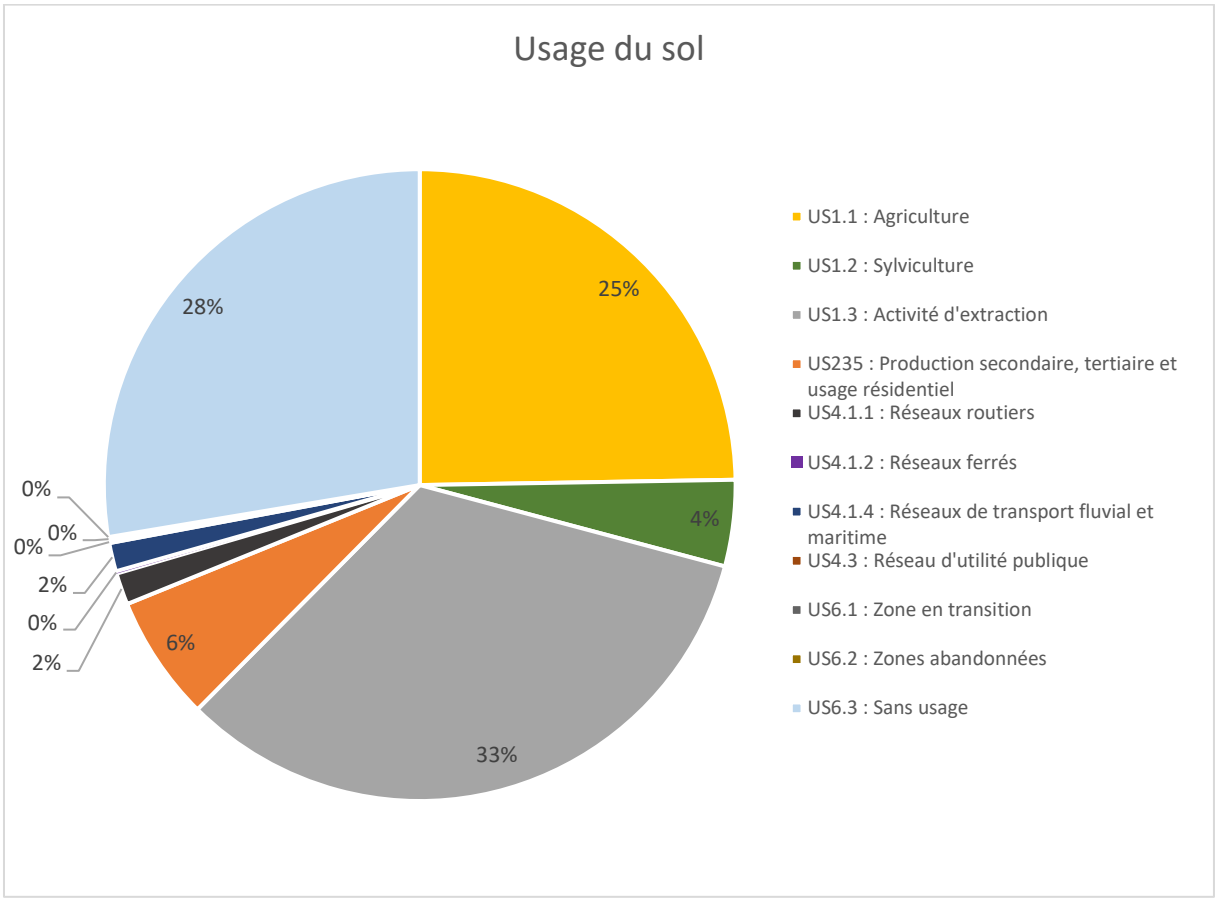


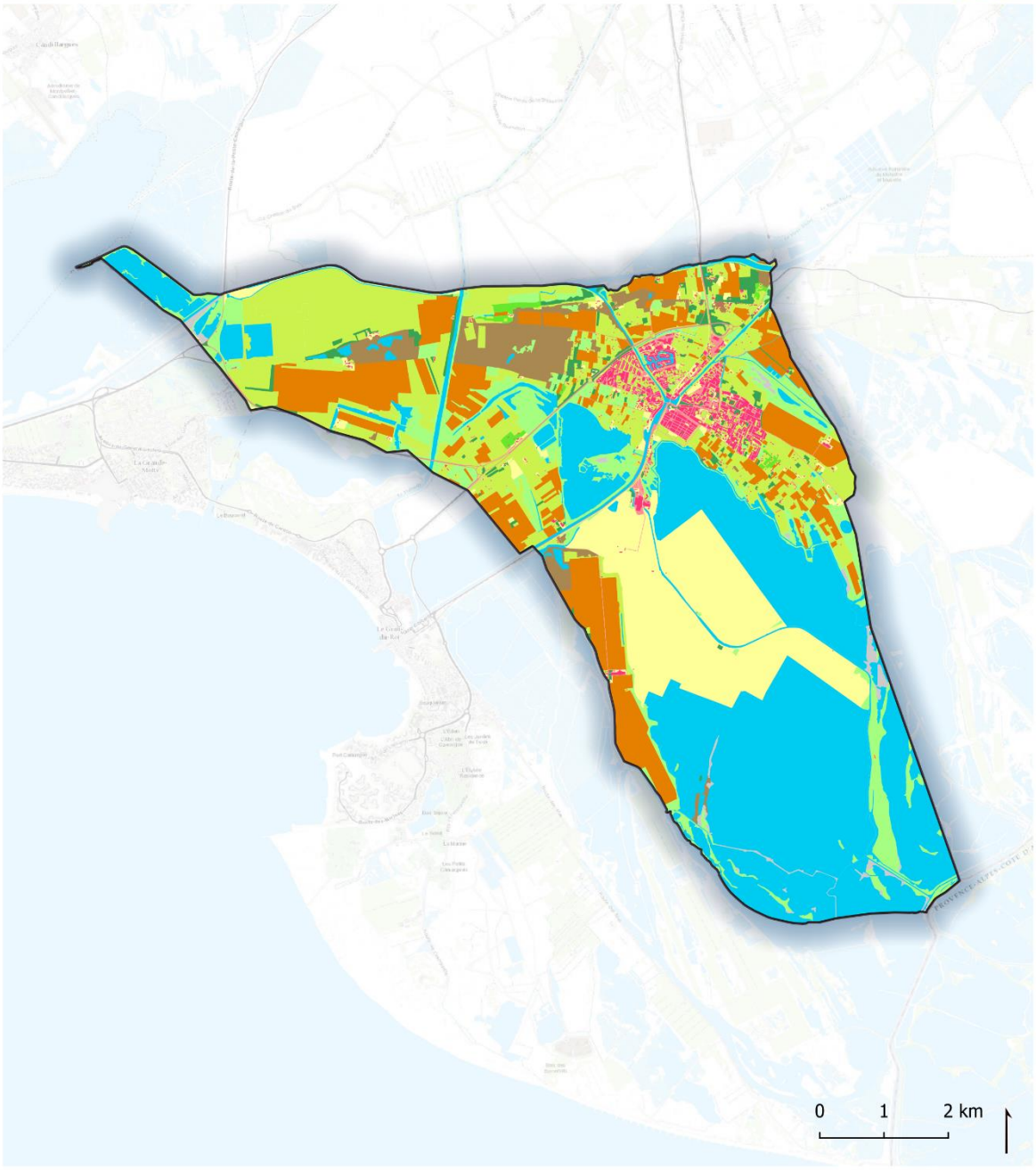
Figure 6 : Usage du sol (CEREMA, 2015)

Le CEREMA estime une consommation d'espace s'élevant à 29,3 ha entre 2009 et 2020, soit 2,7 ha/an en moyenne, dont la majorité pour de l'activité.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Occupation du sol



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : Cerema 2015. Fond : ESRI World Topo

Limites communales

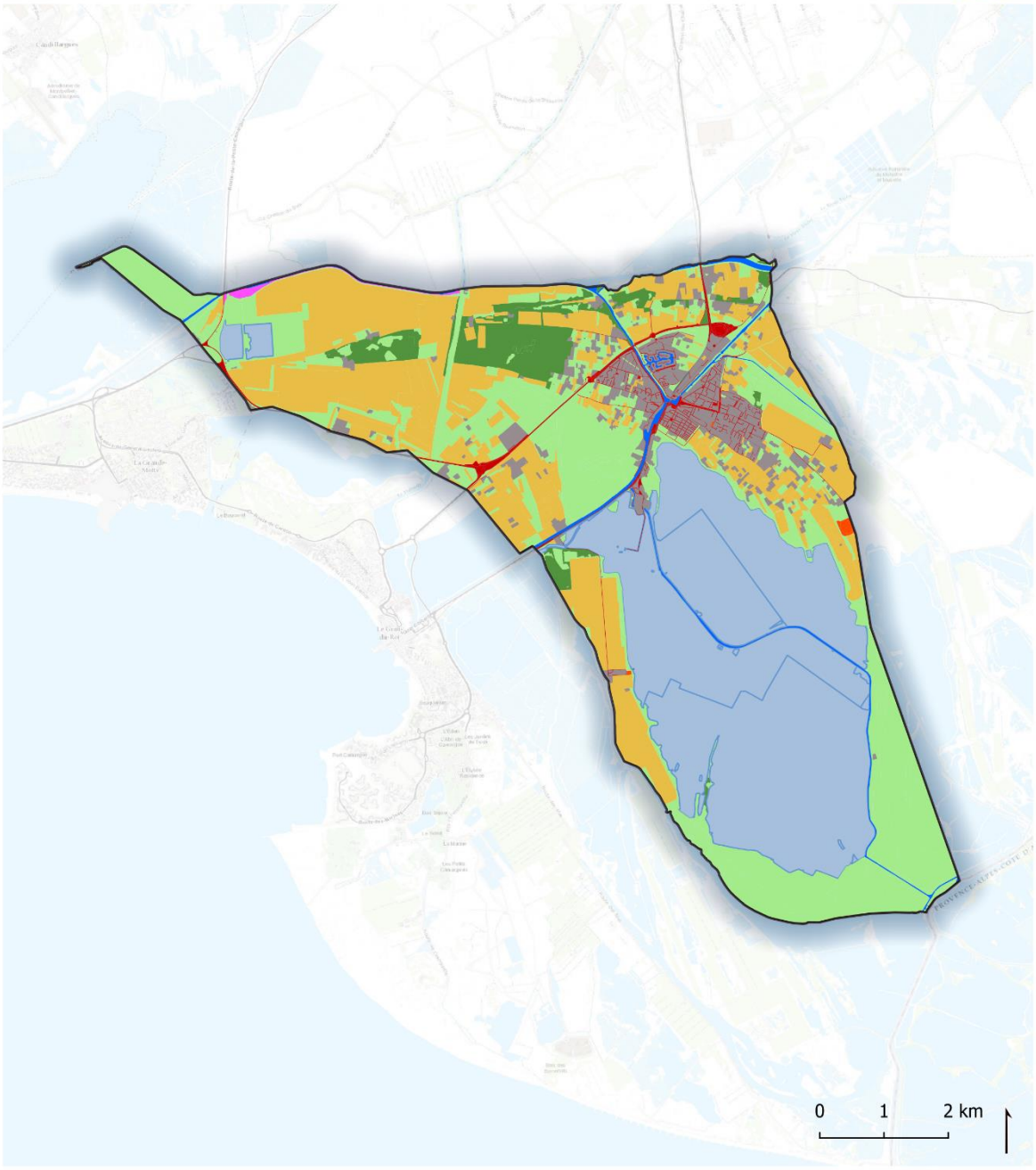
Occupation du sol :

- Zones bâties
- Zones non bâties
- Zones à matériaux minéraux
- Zones à autres matériaux composites
- Sols nus
- Surfaces d'eau
- Névés et glaciers
- Peuplements de feuillus
- Peuplements de conifères
- Peuplements mixtes
- Formations arbustives et sous-arbrisseaux
- Autres formations ligneuses
- Formations herbacées
- Autres formations non ligneuses

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Usage du sol



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : CEREMA, 2015. Fond : ESRI World Topo

Limites communales

Usage du sol :

- Agriculture
- Syviculture
- Activités d'extraction
- Production secondaire, tertiaire et usage résidentiel
- Réseaux routiers
- Réseaux ferrés
- Réseaux de transport fluvial et maritime
- Réseaux d'utilité publique
- Zones en transition
- Zones abandonnées
- Sans usage

Occupation agricole

Source : Registre parcellaire graphique 2020

D'après le registre parcellaire graphique (RPG), en 2020, les parcelles agricoles s'étendent sur 1586 ha, soit environ 28% du territoire communal et se répartissent de la manière suivante :

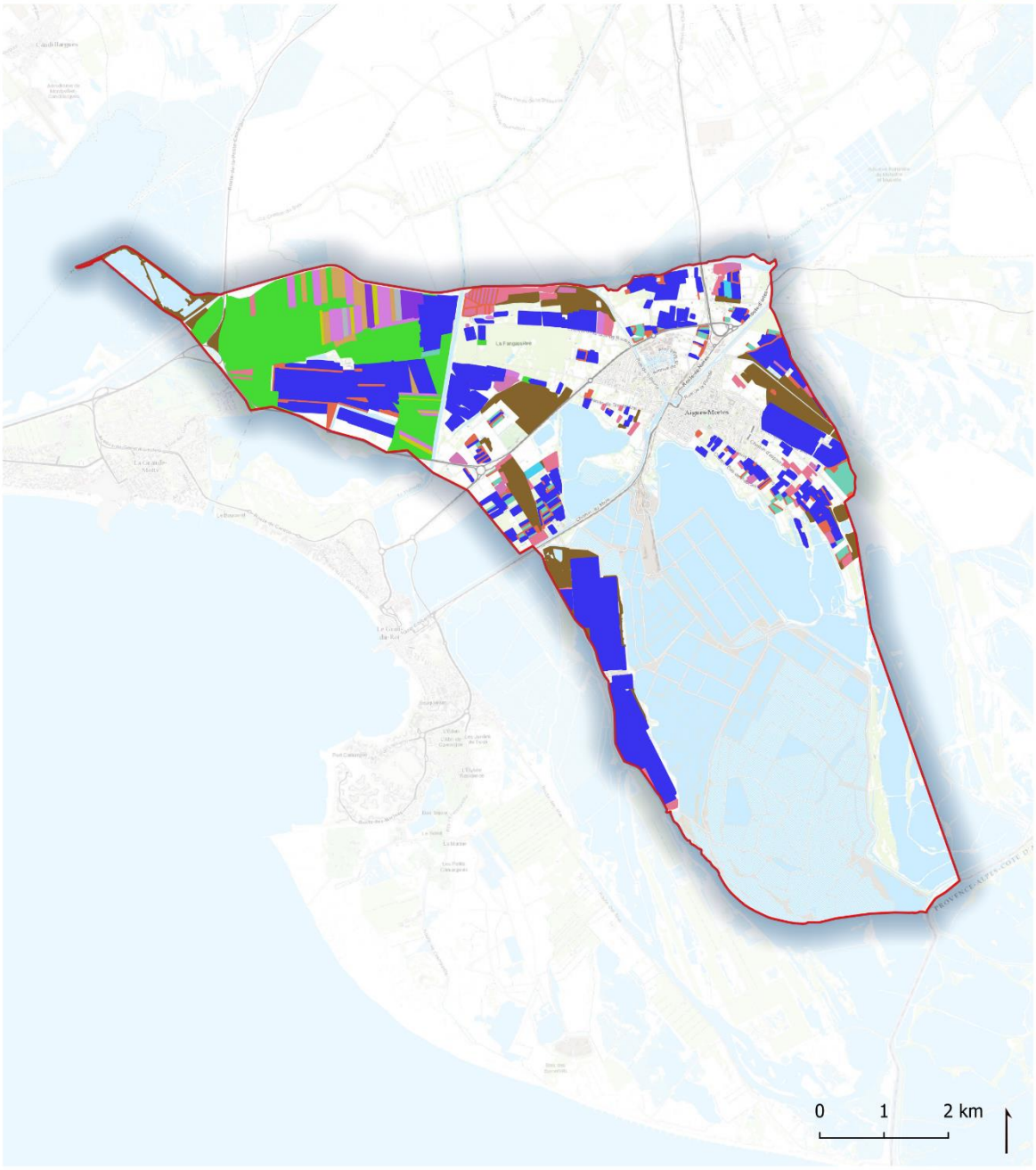
Tableau 3 : Occupation du sol agricole

Type d'agriculture	Surface eh ha	%
Blé tendre	17,86	1,1
Maïs grain et ensilage	16,71	1,1
Orge	5,73	0,4
Autres céréales	56,11	3,5
Tournesol	9,31	0,6
Gel (surfaces gelées sans production)	353,91	22,3
Fourrage	47,39	3,0
Estives et landes	214,5	13,5
Prairies permanentes	68,44	4,3
Prairies temporaires	30,14	1,9
Vignes	690,48	43,5
Légumes ou fleurs	44,1	2,8
Divers	31,02	2,0
Total	**1585,7**	

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Agriculture



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : RPG 2020. Fond : ESRI World Topo

Limites communales

Registre parcellaire agricole :

- Blé tendre
- Maïs grain et ensilage
- Orge
- Autres céréales
- Tournesol
- Gel (surfaces gelées sans production)
- Fourrage
- Estives et landes
- Prairies permanentes
- Prairies temporaires
- Vignes
- Légumes ou fleurs
- Divers

Synthèse

Atouts/faiblesses et opportunités/menaces et problématiques clés

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
+	Un territoire doté d'un climat tempéré chaud très agréable et d'un très faible relief.	⇗	Évolution potentielle du climat à moyen terme dû au réchauffement climatique.
+	Un territoire majoritairement dominé par les milieux naturels, et notamment les milieux humides (plus de la moitié de la commune).	⇗	2,7 ha /an ont été consommés en moyenne entre 2009 et 2020. Les évolutions règlementaires (ZAN, SRADDET) devraient induire une réduction de la consommation d'espace.
-	Le CEREMA estime une consommation d'espace s'élevant à 29,3 ha entre 2009 et 2020, soit 2,7 ha/an en moyenne, dont la majorité pour de l'activité.	⇘	
+	Présence d'un réseau hydrographique très développé et complexe.	⇗	Entre 2013 et 2019, l'état écologique s'est amélioré pour deux masses d'eau et dégradé pour deux. L'état chimique d'une des deux nappes souterraines s'est dégradé. Le changement climatique est susceptible d'impacter la ressource en eau (au moins sur le plan quantitatif). Les actions du SDAGE et du SAGE visent l'amélioration de l'état des masses d'eau.
+	Des masses d'eau superficielle en bon état chimique…	?	
-	… mais n'ont pas atteint le bon état écologique	?	
+	Deux masses d'eaux souterraines en bon état quantitatif…	?	
-	… dont une en mauvais état chimique, du fait de pollutions agricoles, de pesticides, substances toxiques	⇘	
+	D'après le RPG, la commune est concernée par plusieurs espaces agricoles dominés par les vignes.	?	

Proposition d'enjeux pour l'élaboration du PLU

- **Considérer l'espace comme une ressource à préserver : éviter l'urbanisation diffuse et maintenir des coupures d'urbanisation.**

Paysage et patrimoine

Rappels règlementaires, documents de référence

Le paysage est sans doute l'une des thématiques les plus sensibles que le PLU doit traiter, puisque perceptible par tout un chacun. Il est donc crucial de parvenir à un diagnostic concerté et partagé de tous, avec des enjeux identifiés et hiérarchisés.

Documents et objectifs de référence

- **Loi du 2 mai 1930** et ses décrets d'application relatifs à la protection des sites, intégrés dans le code de l'environnement, définissant la politique de protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque (articles L.341-1 et suivants du Code de l'environnement).
- **Loi du 7 janvier 1983** donnant naissance aux Zones de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU).
- **Loi du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages** modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques. Elle instaure également la directive paysage ainsi que le volet paysager dans les autorisations d'utilisation des sols et aux ZPPAU qui deviennent désormais des ZPPAUP.
- **La loi « Paysage » :** La loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages concerne tous les types de paysages naturels ou urbains, banals ou exceptionnels et prévoit que les documents d'urbanisme prennent en compte la préservation de la qualité des paysages et la maitrise de leur évolution.
- **La loi « Montagne »** : la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne pose des principes originaux d'auto-développement, de compensation des handicaps et d'équilibre, pour les territoires de montagne qui présentent des enjeux spécifiques et contrastés de développement et de protection de la nature. Distinguant zone de montagne et de massif, la loi « Montagne » a créé des institutions spécifiques, associant élus et partenaires socioprofessionnels, pour mettre en œuvre, de façon partenariale, une politique particulière de développement, d'aménagement et de protection.
- **La loi « Littoral »** : Au travers des articles L 146-6 et R 146-1 du Code de l'urbanisme, la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986, protège les espaces et paysages du littoral, désignés comme « remarquables ». En Corse, afin de faciliter l'application de ce texte, les services de l'État ont élaboré en 2004 un atlas cartographique proposant une délimitation des espaces concernés. Sont notamment identifiés comme « remarquables », les plages, dunes, falaises, lidos, presqu'iles, estuaires, zones humides et boisements littoraux. Cette règlementation stricte contribue de manière importante à la protection du paysage littoral. Elle représente un enjeu crucial pour une région qui possède un millier de kilomètres de côtes. Ces espaces, qui constituent environ 70 % du linéaire côtier, sont en effet inconstructibles et intégralement protégés. Le PADDUC localise à l'échelle du territoire régional, les sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques. Il appartient aux documents d'urbanisme de compléter, s'il y a lieu, cette protection, en identifiant, chacun à son échelle, les Espaces remarquables ou caractéristiques du littoral en fonction des critères énoncés aux articles L.146-6 et R. 146-1 du code de l'urbanisme et le cas échéant de ceux mis en œuvre par le PADDUC au titre de l'article L.4424-12-I du CGCT.
- **La loi relative au développement des territoires ruraux** : Concernant les matériaux traditionnels tels que la pierre, on constate d'après plusieurs études micro-régionales menées par l'OEC et le BRGM une disparition des carrières d'extraction des matériaux locaux et le recours de plus en plus fréquent à des matériaux exogènes. Cette situation a conduit le ministère de la Culture à envisager de nouvelles possibilités d'extraction en cours de règlementation. La loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux autorise les prélèvements temporaires dans

le cas de restauration de bâtiments anciens dont l'intérêt patrimonial ou architectural justifie que celle-ci soit effectuée avec leurs matériaux d'origine. Le ministère de la Culture va devoir proposer au ministère de l'Agriculture un texte précisant les applications de la loi. Un régime simplement déclaratif pourra être accordé aux petites carrières pour la restauration des édifices patrimoniaux.

- **L'amendement Dupont pour les entrées de ville** : L'application de l'amendement Dupont, article L 111-14 du Code de l'urbanisme, en interdisant la constructibilité le long des voies à grande circulation sur une profondeur de 75 m est un outil efficace de protection du paysage. En entrée de ville, il permet d'éviter l'étalement anarchique des surfaces commerciales le long des voies d'accès (seule une étude spécifique au PLU permet d'y déroger).
- **La loi LCAP n° 2016-925 du 7 juillet 2016** relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a réformé l'essentiel des dispositifs relatifs aux secteurs sauvegardés, aux aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP), aux zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) et aux abords des monuments historiques. L'essentiel de ses dispositions est codifié au livre VI du code du patrimoine.

L'identité paysagère d'Aigues-Mortes

SOURCES : RP DU PSMV (BASE SUR LE DOSSIER DE CANDIDATURE AU « GRAND SITE DE LA CAMARGUE GARDOISE », 2013)

La commune d'Aigues-Mortes s'inscrit dans le territoire naturel de la Camargue. Terre incertaine, difficilement praticable, porteuse de maladies, la Camargue a longtemps été perçue comme un pays à transformer et à mettre en valeur, non comme un paysage digne d'attention en soi. La transformation s'est faite par le drainage, les digues, les mises en culture, la création de ports, voire de station balnéaire.

Il aura fallu attendre la science de l'écologie pour apporter leurs lettres de noblesse aux milieux naturels.

Les paysages actuels ont fortement été influencés par l'histoire hydraulique du territoire. Cette zone était anciennement occupée par des bras disparus du Rhône qui se déversaient dans la mer. Afin de la valoriser pour l'agriculture et pour se protéger des crues, l'homme a creusé le canal du Rhône à Sète, a endigué le Petit Rhône et a créé un réseau de fossés maillant le territoire et permettant l'irrigation et le drainage dès l'époque romaine.

Les paysages entourant Aigues-Mortes aujourd'hui sont la résultante des évolutions naturelles et de l'action des hommes qui s'y sont implantés. Trois grandes unités paysagères se dégagent :

- Les zones humides composées de prairies humides, d'étangs, de marais, de lagunes et de lagunes salicoles. Aux pieds des remparts sud, elles permettent la production de sel de mer exploitée par la Compagnie des Salins du Midi.
- Les espaces agricoles dans les zones hautes qui correspondent à d'anciens lidos, 2 à 3 mètres au-dessus du niveau de la mer, divers type de culture sont pratiquées. En covisibilité avec le secteur sauvegardé d'Aigues-Mortes, la viticulture est présente avec le Vin des Sables des Domaines Listel.
- Les espaces bâtis qui se sont développés sur les zones les moins soumises aux inondations. Ils sont donc limités dans l'espace par la présence des zones humides. Les façades est et sud des fortifications en sont les représentations les plus parlantes.

Label Grand Site de France

La commune d'Aigues-Mortes est intégrée au label Grand Site de France de la Camargue Gardoise depuis 2014.

La démarche Grand Site de France, menée par le Syndicat mixte de la Camargue gardoise depuis 1993, s'est concrétisée à travers diverses actions : requalification de sites et paysages emblématiques du Grand Site (abords des remparts d'Aigues-Mortes, valorisation de la Tour Carbonnière, reconstitution

des paysages dunaires du massif de l'Espiguette...), amélioration de l'accueil du public (création d'un stationnement et d'accès pour les piétons en platelage bois à la Tour Carbonnière, l'accès aux plages de l'Espiguette réaménagé pour améliorer la circulation piétonne et limiter l'impact sur les milieux dunaires), développement de déplacements doux (création de 130 kms de chemins de randonnée et un réseau de voies cyclables)…

L'excellence de la gestion, de la préservation et de la mise en valeur du Grand Site a valu à la Camargue gardoise l'obtention du label Grand Site de France en 2014.

Le Grand Site occupe une superficie de près de 40 000h et a la particularité de porter sur quatre sites classés :

- Les marais de la Tour Carbonnière,
- L'étang de la Ville et de ses abords,
- Le site classé du panorama découvert depuis la route littorale RD 62 sur les Remparts d'Aigues-Mortes
- Le site classé de l'Espiguette sur la commune du Grau du Roi.

La maison du Grand Site de France de la Camargue Gardoise est localisée sur la commune d'Aigues-Mortes.

Le patrimoine de la commune

SOURCES : ATLAS DES PATRIMOINES, RP DU PSMV

Le site patrimonial remarquable

Une partie du territoire communal est classée en « Secteur Sauvegardé » en application de la loi n°62-903 du 4 août 1962. Ce « secteur sauvegardé » est créé par l'arrêté interministériel du 13 septembre 2005 et couvre une superficie de 69 hectares. Parmi ceux-ci les canaux occupent 8,5 hectares et la ville intra-muros proprement dite 17 hectares.

Conformément à la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (dite loi « LCAP »), la dénomination « secteur sauvegardé » a été remplacée par « site patrimonial remarquable ».

Un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) a été créé et mis à jour en 2019 sur la commune d'Aigues-Mortes. Il correspond à un document d'urbanisme qui se substitue au PLU (Plan local d'urbanisme) dans les zones délimitées par le périmètre du secteur sauvegardé.

La proposition de délimitation du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur a été retenue pour le cadre règlementaire. Elle repose sur l'évolution historique du XIXe siècle. L'espace protégé intègre :

- 1/ Le faubourg de la Fraternité à l'ouest,
- 2/ Le quartier de la Gare au nord,
- 3/ L'avenue Frédéric Mistral, l'avenue de la Liberté et le faubourg du 12 avril au nord-est,
- 4/ Le Faubourg National, y compris les équipements sportifs, à l'est,
- 5/ Les remparts et la ville intra-muros au sud,
- 6/ Le quartier de la Pêcherie à l'extrême sud du PSMV,
- 7/ Le port au cœur du centre ancien.

Les voies routières, la voie ferrée et les canaux sont également inscrits dans le périmètre.



Figure 7 : Périmètre du site patrimonial remarquable - © PSMV

Les sites inscrits et classés

Les sites classés (SC) sont des lieux dont le caractère exceptionnel justifie une protection de niveau national : éléments remarquables, lieux dont on souhaite conserver les vestiges ou la mémoire pour les évènements qui s'y sont déroulés, etc.

Le classement offre une protection renforcée en comparaison de l'inscription en interdisant, sauf autorisation spéciale soit du ministre chargé des sites après avis de la Commission départementale des Sites, Perspectives et Paysages (CDSPP) soit du préfet du département après avis de l'Architecte des bâtiments de France, la réalisation de tous travaux tendant à modifier l'aspect du site.

À noter que le classement ou l'inscription d'un site peuvent se superposer ou s'ajouter à d'autres législations : le classement ou l'inscription constituent alors des labels et apportent aussi une garantie de qualité aux travaux envisageables, les autorisations nécessaires n'étant délivrées (ou refusées) qu'après une expertise approfondie. Un permis de construire en site inscrit comme en site classé ne peut être tacite, il en va de même pour le permis de démolir qui est systématiquement requis.

Les sites inscrits (SI) ont pour objet la conservation de formations naturelles, de paysages, de villages et de bâtiments anciens (entretien, restauration, mise en valeur, etc.) qui présentent un intérêt au regard de la loi (artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque). Cette inscription concerne soit des sites et/ou des monuments naturels qui méritent d'être ainsi protégés, mais dont l'intérêt n'est pas suffisamment important pour entrainer leur classement, soit une mesure préalable au classement. L'inscription permet également leur préservation contre toute atteinte grave (destruction, altération, banalisation, etc.). L'inscription des sites est donc souvent relayée soit par le classement pour les sites naturels ou ruraux, soit par des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager pour

les ensembles bâtis ce qui constitue un outil de gestion souple. Elle introduit la notion d'espace protégé dans les raisonnements des acteurs de l'urbanisme. Cette mesure entraine pour les maitres d'ouvrage l'obligation d'informer l'administration de tous projets de travaux de nature à modifier l'état ou l'aspect du site quatre mois au moins avant le début de ces travaux. L'Architecte des bâtiments de France émet, soit un avis simple sur les projets de construction, soit un avis conforme sur les projets de démolition. La commission départementale des sites, perspectives et paysages (CDSPP) peut être consultée dans tous les cas, et le ministre chargé des sites peut évoquer les demandes de permis de démolir.

Huit sites remarquables sont présents à Aigues-Mortes : deux sites inscrits et six sites classés.

Tableau 4 : Sites inscrits et classés (source : Atlas des patrimoines, DREAL)

Nom	Protection	Date de création
Ensemble formé par la Camargue (2843OT-2943O-2944O)	Inscrit	1963-10-15
Lieu-dit « Friscasse »	Inscrit	1936-04-27
Ensemble formé par les marais de la Tour Carbonniere	Classé	1999-11-16
Les terrains en avant de la porte de la Gardette (1)	Classé	1936-04-27
Les terrains en avant de la porte de la Gardette (2)	Classé	1936-08-13
Ensemble formé par l'Étang de la ville et ses abords	Classé	1993-03-09
Le panorama découvert depuis la voie littorale CDN 62	Classé	1973-06-20
L'étang de Mauguio	Classé	1983-12-28

Les monuments historiques

La protection au titre des monuments historiques, en application de la loi du 31 décembre 1913, recouvre, tout comme les sites, deux mesures juridiques :

- **Le classement** parmi les monuments historiques qui fait l'objet d'un arrêté ministériel après avis de la commission supérieure ;
- **L'inscription** sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral après avis de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS). Dans ce second cas, l'édifice n'est pas jugé suffisamment intéressant pour justifier le classement ou peut être susceptible d'être classé ultérieurement.

Cette protection inclut un périmètre de 500 mètres autour, qui peut être étendue au-delà à titre exceptionnel (loi du 21 juillet 1962).

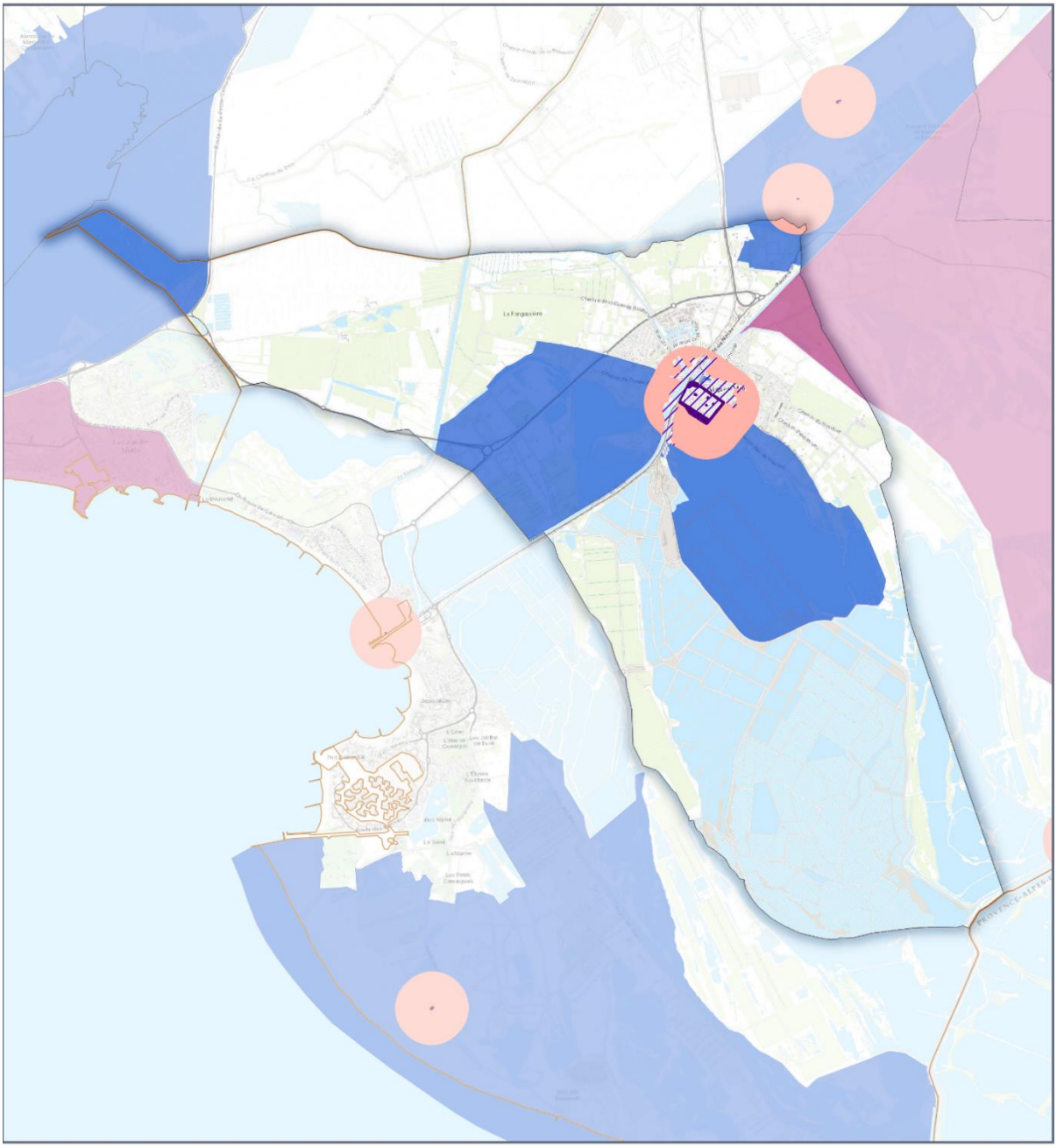
Trois monuments inscrits et trois monuments classés sont protégés à Aigues-Mortes.

Tableau 5 : Monuments historiques localisés à Aigues-Mortes (source : Atlas des patrimoines)

Nom	Protection	Date de protection
Remparts	Classé	1903-12-01
Plan des théâtres (arènes)	Inscrit	1993-01-18
Maison 25, 25 bis boulevard Gambetta	Inscrit	1949-12-06
Église	Inscrit	1949-12-06
Chapelle des Pénitents-Blancs	Classé	2007-08-06
Chapelle de la confrérie des Pénitents-Gris	Classé	1994-09-02

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Patrimoine



Périmètre communal
Monument historique
Périmètre de 500 m
Site patrimonial remarquable

Sites inscrits et classés

Classé
Inscrit

0 1 2
Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : DREAL, Atlas des patrimoines
Fond de carte : ESRI

Le patrimoine archéologique

SOURCE : EIE DU PLU EN VIGUEUR

Le Service Régional de l'Archéologie a inventorié sur la commune d'Aigues-Mortes 5 sites archéologiques sensibles et 2 zones archéologiques sensibles (périmètres d'application du décret du 5 février 1986) :

- Site n° 0 : Grand Corbière – Parcelle ? – Bâtiment gallo-romain isolé.
- Site n° 1 : Mas de Kruger Sud – Parcelle ? – Villa gallo-romaine du Haut-Empire
- Site n° 2 : Mas de Kruger Nord-Est – Parcelle ? - Bâtiment gallo-romain isolé.
- Site n° 3 : Chapelle des Pénitents Gris – Parcelle E2. 755 – Chapelle du Bas Moyen Âge et moderne – Monument Historique Inscrit
- Site n° 4 : Chapelle des Pénitents Blancs – Parcelle E2. 579 – Chapelle moderne – Monument Historique Inscrit
- Site n° 5 : Église Notre-Dame des Sablons – Parcelle E2. 579 – Chapelle du Moyen-Âge et moderne - Monument Historique Inscrit
- Site n° 6 : Aigues-Mortes – Section E2, parcelles multiples – Ville médiévale – Inscrites à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments historiques.
- Site n° 7 : Pont des Gazettes – Parcelle ? – Occupation romaine du Bas-Empire.

Synthèse

Atouts/faiblesses et opportunités/menaces et problématiques clés

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
+	Forte identité patrimoniale et paysagère	⇗	Le plan de sauvegarde et de mise en valeur, ainsi que les protections existantes (site patrimonial remarquable, sites et monuments classés et inscrits) devraient permettre de préserver cette identité.
+	La commune est concernée par un Plan de Sauvegarde et Mise en Valeur et par le Label Grand Site de France Camargue Gardoise.	⇗	
+	La commune est protégée par un site patrimonial remarquable, par plusieurs sites classés et inscrits et abrite des monuments historiques classés et inscrits.	⇗	
+	Paysage naturel remarquable associé à la Camargue (salins, zones humides…).	⇗	L'urbanisation et le tourisme exercent de fortes pressions sur les paysages. Les espaces naturels soumis à une forte fréquentation.
+	Plusieurs sites archéologiques recensés.	⇗	

Proposition d'enjeux pour l'élaboration du PLU

- **Limiter l'urbanisation diffuse et linéaire ;**
- **Conforter l'urbanisme de proximité et urbaniser en densification et en renouvellement urbain ;**
- **Préserver les cônes de vue et qualifier/organiser les entrées de ville ;**
- **Favoriser le maintien et le développement des zones agricoles et naturelles (zones humides, salins…) garantes des paysages ;**
- **Protéger les lieux identitaires, les éléments remarquables du patrimoine et les paysages emblématiques sur l'ensemble du territoire communal.**

Biodiversité et milieux naturels

Le PLU doit prendre en considération la préservation des milieux naturels et de la biodiversité, tant à travers son rapport de présentation, que dans son Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et son règlement. L'état initial de l'environnement (EIE) permet de mettre en évidence les sensibilités des milieux naturels et les enjeux liés à leur préservation qui constitueront la future base de l'évaluation environnementale. Dans cette optique, une analyse à deux niveaux doit être menée :

- Une analyse du **patrimoine naturel** du territoire d'Aigues-Mortes, en exposant notamment les caractéristiques des zones répertoriées comme sensibles et/ou à préserver et à valoriser dans le cadre du PLU ; mais aussi la **richesse spécifique**, c'est-à-dire les espèces animales et végétales remarquables que le territoire abrite et leur importance respective à l'échelle locale, régionale, voire nationale.
- Une analyse **des continuités écologiques** du territoire d'Aigues-Mortes afin d'identifier au-delà des différents types de milieux (naturels, semi-naturels ou artificialisés) et de la biodiversité présente sur la commune, les fonctions écologiques intercommunales. Il s'agit d'analyser la façon dont le territoire fonctionne d'un point de vue écologique, en identifiant les secteurs qui jouent des rôles stratégiques dans le maintien de la biodiversité.

Ces deux approches permettront ainsi d'identifier les espaces naturels et la biodiversité qui leur est associée, mais également les zones qui revêtent, du fait de leurs fonctions écologiques, une importance particulière dans le maintien de cette richesse naturelle.

Rappels règlementaires et documents de référence

Au niveau international et communautaire

- La Convention de l'UNESCO (16 novembre 1972) sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel ;
- La Convention de Washington (3 mars 1973) concernant la protection des espèces animales et végétales menacées dans le monde ;
- La Convention de Bonn (23 juin 1979) pour la protection des espèces animales migratrices ;
- La Convention de Berne (19 septembre 1979) relative à la conservation de la vie sauvage et des milieux naturels en Europe.
- Les Directives européennes Habitats-Faune-Flore (21 mai 1992) et Oiseaux (30 novembre 2009) et leur transposition dans le Code de l'environnement français ;

Au niveau national

- La loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature (modifiée le 22 juin 2000) : elle prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques, ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient. Les listes d'espèces protégées sont fixées par arrêtés nationaux ou régionaux ;
- Le Programme national d'action pour la préservation de la faune et de la flore sauvages (1994) ;
- Le SSCENR : Schéma de services collectifs des « espaces naturels et ruraux » (LOADDT du 25 juin 1999) élaboré à partir de contributions régionales. Il prévoit notamment d'organiser les réseaux écologiques, les continuités et les extensions des espaces protégés ;
- Le réseau Natura 2000 correspondant à une transposition de directives communautaires et de certaines dispositions du droit communautaire en droit français par ordonnance du 11 avril 2001 ;
- La loi sur la chasse du 26 juillet 2000 (modifiée le 31 juillet 2003) qui prévoit l'établissement d'orientations régionales de gestion de la faune sauvage et de la qualité de ses habitats.
- La Stratégie nationale pour la biodiversité (février 2004) ;

- Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) des bassins Rhône-Méditerranée (2016-2021). Voir objectifs de référence de la fiche « ressource en eau » ;

Les documents de référence au niveau régional, départemental et local

- Le SCoT Sud du Gard ;
- Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de l'ancienne région Languedoc-Roussillon (repris dans le SRADDET Occitanie) ;
- Les documents d'objectifs (DOCOB) des sites Natura 2000 ;
- Les plans de gestion des espaces naturels sensibles (ENS) identifiés par le Département.

Cadre général

Outre les lois de préservation des espèces et milieux, la gestion de la biodiversité est une compétence partagée à toutes les échelles de territoire (fonds européens pour Natura 2000 ou mesures agroenvironnementales, dynamique régionale sur la trame verte et bleue à travers le Schéma régional de cohérence écologique ; départementale avec les espaces naturels sensibles ; locale, avec les associations, conservatoires botaniques ou des espaces naturels, les communes et les particuliers, etc.). La diversité des acteurs et la confrontation entre enjeux de préservation d'un patrimoine et développement économique/urbain font de la thématique « milieux naturels et biodiversité » un sujet sensible.

Il s'agit ici d'introduire les grands types de milieux potentiellement présents sur le territoire, quelques espèces emblématiques, ainsi que les inventaires et les protections existant dans le périmètre communal. Les fonctionnalités écologiques regroupent ensuite les éléments de continuité écologique identifiés par les documents supérieurs au PLU (SRADDET, SRCE, SCoT), ainsi que ceux identifiés lors des phases terrain et analyses bibliographiques réalisées dans le cadre de l'état initial de l'environnement.

Les principaux milieux naturels présents sur le territoire et la biodiversité associée

Au nord et au sud, les terres hautes représentent une mosaïque d'espaces cultivés. Ces marais assainis et irrigués en eau douce sont désormais utilisés pour la culture du riz, parfois couplée à celle de céréales selon les périodes de mise en eau des zones cultivées.

Des massifs boisés sont également présents au sein de cette mosaïque, comme les Bois du Grand Chaumont et de Quincandon ou la Pinède de Malamousque. Principalement composés de Pins d'Alep, ces milieux sont répartis de manière clairsemée sur le territoire, majoritairement sous forme de boqueteaux. À l'échelle communale, la majorité du couvert végétal dans le centre est constitué par les alignements d'arbres structurant les espaces publics. Au sein des remparts, secteur densément construit, le paysage urbain se caractérise par une grande minéralité, la végétation demeure fort rare. Les boisements sont donc présents, mais ne représentent pas un habitat majoritaire du territoire.

Autour de la Cité d'Aigues-Mortes prennent également place des lagunes telles que les étangs de la Marette et du Médard, reliées à la mer par un chenal maritime. Souvent entourés de sansouïres, les abords des lagunes sont végétalisés par des plantes halophiles (salicorne, obione, saladelle, statice). Une grande partie de ces lagunes présentent entre les cordons littoraux est utilisée pour l'élaboration de sel de mer, ce qui a façonné le paysage du territoire d'Aigues-Mortes de manière importante. Cet usage se traduit par de grandes étendues d'eau typiques de l'exploitation salicole, présentes sur toute la partie sud du territoire de la ville.

Enfin, des cordons dunaires au nord-est, à l'est et à l'ouest du territoire sont utilisés pour la viticulture, avec l'élaboration de Vin des Sables, dans des zones souvent accompagnées de boisements de pins parasols.

Les plans nationaux d'actions

Les plans nationaux d'actions (PNA) sont des documents d'orientation non opposables visant à définir les actions nécessaires à la conservation et à la restauration des espèces les plus menacées afin de s'assurer de leur bon état de conservation. Ils répondent ainsi aux exigences des directives européennes dites « Oiseaux » (79/409/CEE du 2 avril 1979) et « Habitat, Faune, Flore » (92/43/CE du 21 mai 1992) qui engagent au maintien ou à la restauration des espèces d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation.

Aigues-Mortes fait partie des périmètres de six PNA :

- PNA Aigle de Bonelli 2014-2023, validé le 11/09/2013 ;
- PNA Chiroptère 2016-2025 ;
- PNA Lézard ocellé ;
- PNA Odonates ;
- PNA Outarde hivernage ;
- PNA Butoir étoilé.

Un autre est limitrophe, le PNA Milan royal à l'est et au nord.

Aigues-Mortes possède donc une certaine responsabilité vis-à-vis de la préservation de ces espèces et des habitats qui leur sont favorables et présents sur la commune.

Les zonages d'inventaire

Les ZNIEFF

En 1982, le ministère chargé de l'environnement, en collaboration avec le Muséum national d'histoire naturelle, a initié l'inventaire des **Zones naturelles d'Intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)**. Il recense des espaces particulièrement intéressants en raison de l'équilibre ou de la richesse des écosystèmes qui le constituent, de la présence d'espèces végétales ou animales rares et menacées.

Il existe deux typologies au sein de cet inventaire :

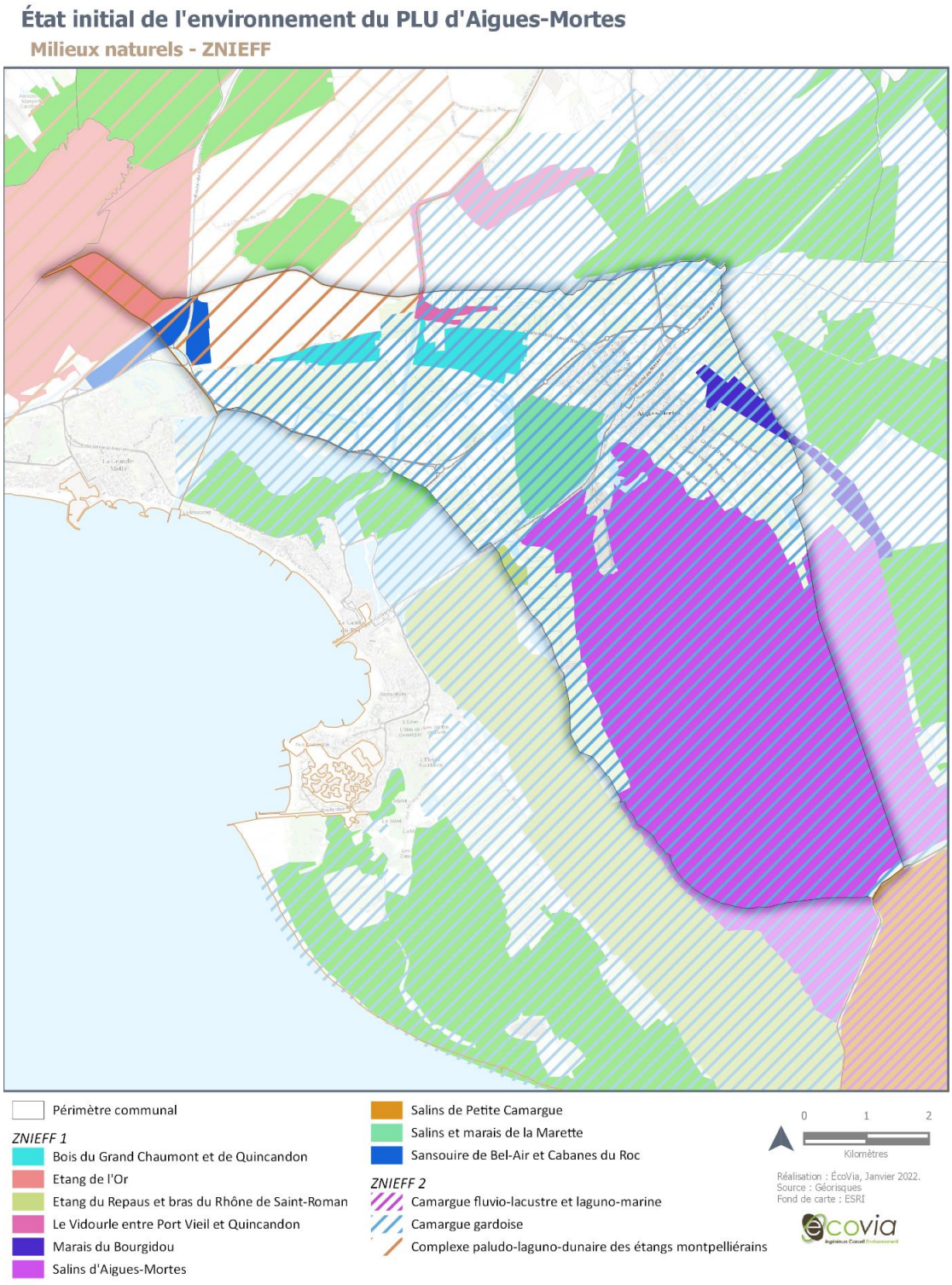
- **ZNIEFF de type I** : secteur d'une superficie relativement limitée, caractérisé par la présence d'espèces et de milieux rares et/ou remarquables et spécifiques du patrimoine naturel national ou régional, relativement sensibles à toute modification.
- **ZNIEFF de type II** : ensembles naturels plus larges, riches, peu modifiés et ayant des caractéristiques attrayantes et favorables pour la faune et la flore. L'enjeu est de préserver les grands équilibres écologiques qui caractérisent ces zones. Il convient également de s'assurer qu'aucune espèce protégée n'est susceptible d'être détruite par les aménagements envisagés.

Huit ZNIEFF de type 1 et deux de type 2 coexistent sur le périmètre d'Aigues-Mortes.

Tableau 6 : ZNIEFF d'Aigues-Mortes (source : INPN)

Type	Nom	Surface totale (ha)	Part de la commune
1	Bois du Grand Chaumont et de Quincandon	165	3%
1	Étang de l'Or	78	1%
1	Étang du Repaus et bras du Rhône de Saint-Roman	15	0%

1	Le Vidourle entre Port Vieil et Quincandon	25	0%
1	Marais du Bourgidou	60	1%
1	Salins d'Aigues-Mortes	2500	43%
1	Salins et marais de la Marette	198	3%
1	Sansouïre de Bel-Air et Cabanes du Roc	55	1%
2	Camargue gardoise	5287	92%
2	Complexe paludo-laguno-dunaire des étangs montpelliérains	475	8%
Total		**5761**	**100%**



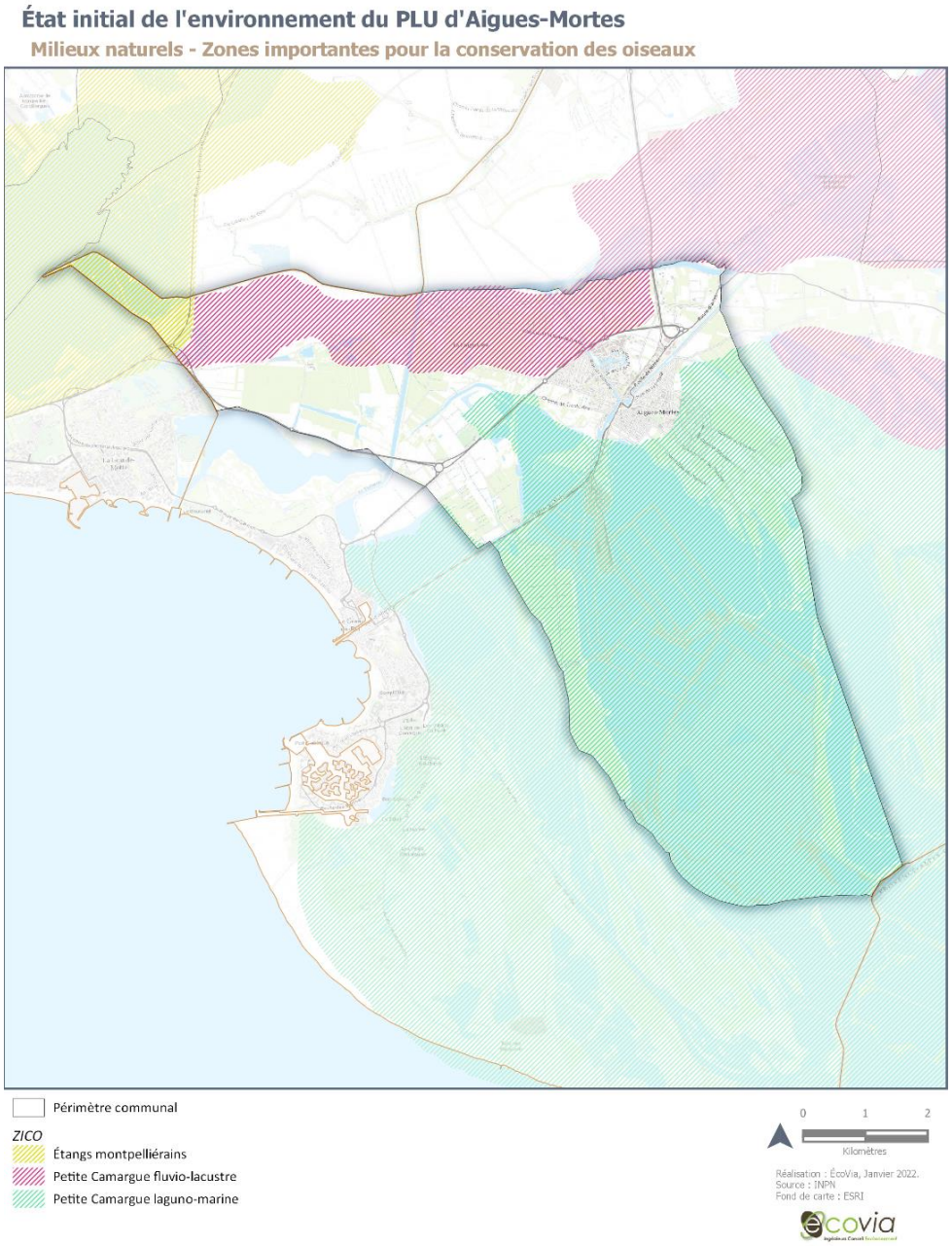
Les zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO)

Les ZICO (**zones importantes pour la conservation des oiseaux**) sont des sites qui ont été définis comme importants ou tout du moins favorables à la conservation d'espèces d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne. Ces zones ont été identifiées lors du programme d'inventaires scientifiques lancé par l'ONG *Birdlife International* par suite de l'adoption de la Directive « **Oiseaux** ».

Trois ZICO sont présentes à Aigues-Mortes.

Tableau 7 : ZICO présentes à Aigues-Mortes (source : INPN)

Nom	Surface totale (ha)	Surface dans la commune (ha) % du site au sein de la commune
Étangs montpelliérains	116	2%
Petite Camargue fluvio-lacustre	851	15%
Petite Camargue laguno-marine	3488	60%
Total	4455	77%



Zones humides

Les zones humides se caractérisent par la présence, permanente ou temporaire, en surface ou à faible profondeur dans le sol, d'eau douce, saumâtre ou salée. À l'interface entre terre et eau, elles se distinguent par des sols plus ou moins gorgés d'eau et par une végétation dominante adaptée aux milieux aquatiques ou humides au moins pendant une partie de l'année.

Maillons indispensables dans le cycle de l'eau, les zones humides sont des réservoirs de biodiversité et assurent aussi de nombreuses fonctions écologiques : véritables filtres pour les eaux, zones naturelles tampons en bordure de la lagune, zone d'expansion des crues, etc.

Outre leur contribution à l'autoépuration des eaux, les zones humides assurent d'importantes fonctions :

- Hydrologiques : elles participent à la régulation des eaux, zone d'expansion des crues, soutien des débits d'étiage et recharge des nappes phréatiques ;
- Épuratoires : par stockage et dégradations biochimiques dans le sol, et par assimilation par les végétaux, mais aussi par décantation des apports solides ;
- Biologiques : elles abritent de nombreuses espèces animales et végétales adaptées aux différents degrés d'humidité. Les zones humides sont un réservoir de biodiversité ;
- Production de ressources naturelles et économiques : pâturage, sylviculture, salins, frayères piscicoles, zones de conchyliculture, de pêche, etc. ;
- Récréatives et pédagogiques : promenade, pêche, chasse, loisirs ;
- Paysagères : espaces naturels d'intérêt régional, national ou à l'échelle européenne (réseaux Natura 2000), etc.

Durant les dernières décennies, le nombre et la superficie des zones humides ont connu une très forte régression, en liaison avec la pression exercée par les différentes activités humaines (extension des zones urbaines et des zones d'activité, exploitations agricoles, extractions de matériaux, infrastructures, lutte contre les crues et les inondations, assainissement). Outre la réduction de leurs surfaces, les zones humides ont également été affectées dans leur fonctionnement par les pollutions d'origine anthropique et par la transformation des dynamiques naturelles indispensables à leur maintien.

Eu égard à leurs fonctions naturelles de réservoir pour la biodiversité et d'infrastructure naturelle pour l'épanchement des crues, la règlementation souligne la nécessité de les prendre en compte, de les protéger et d'engager des mesures de restauration voire de reconstitution au même titre que pour les autres milieux aquatiques.

Le territoire appartient au périmètre du SDAGE Rhône-Méditerranée. Ce dernier présente 8 orientations fondamentales :

- S'adapter aux effets du changement climatique
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques
- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau
- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Le SDAGE définit également des principes de gestion spécifiques en fonction des masses d'eau concernées.

Les documents d'urbanisme doivent définir des affectations des sols qui respectent l'objectif de non-dégradation des zones humides présentes sur leurs territoires.

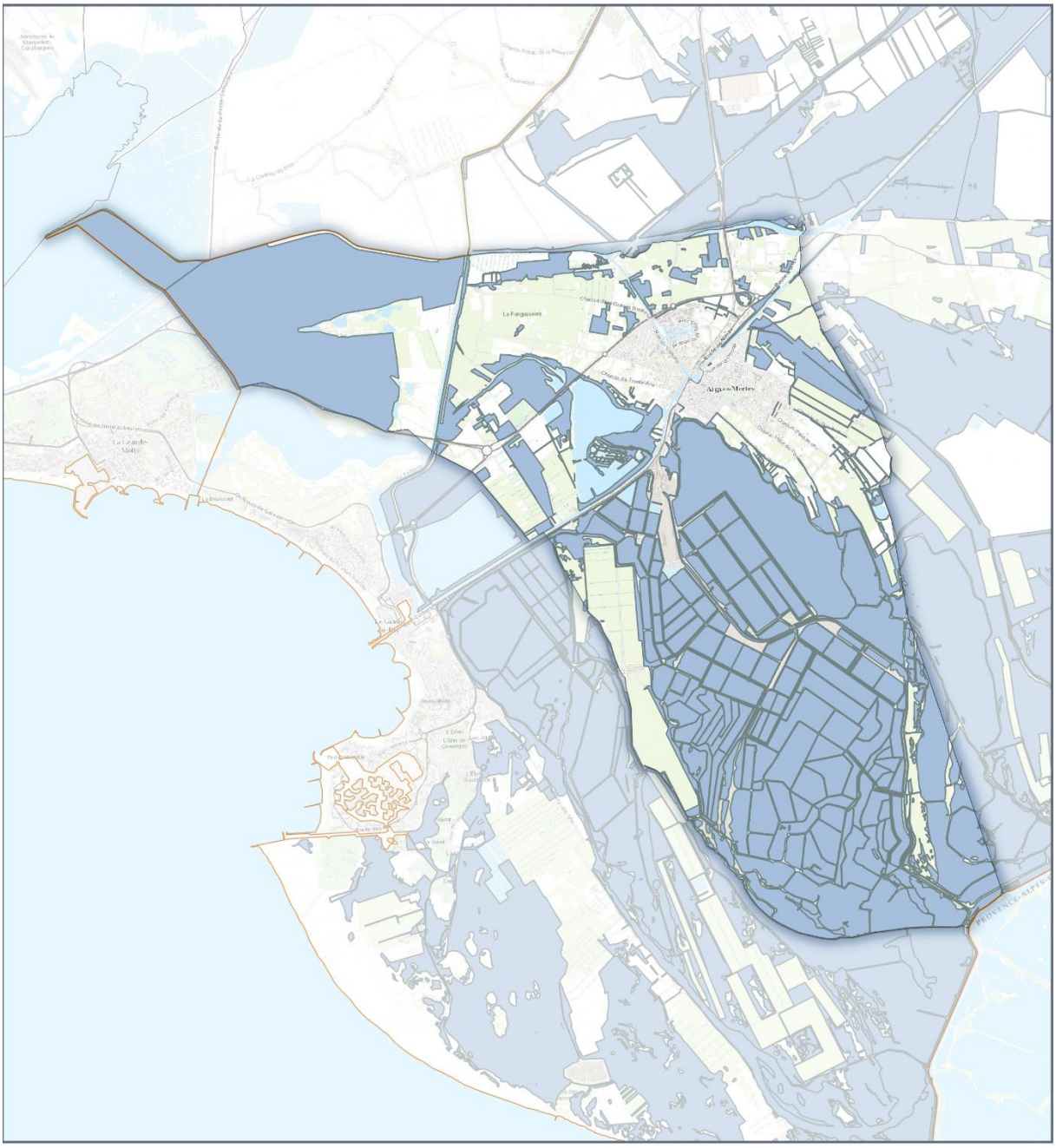
La commune recouvre une partie du grand ensemble de zones humides de la Camargue Gardoise préinventorié par le CEN, décliné par la suite en zones humides élémentaires au nombre de 14 à Aigues-Mortes.

Tableau 8 : Zones humides recensées à Aigues-Mortes (source : DREAL, CEN)

Zone humide	Type	Surface à Aigues-Mortes (ha)	Part de la surface communale
Basse vallée du Vistre	03 — Marais et lagunes côtiers	1	0%
Complexe de l'étang du Repaus	04 — Marais saumâtres aménagés	2	0%
Complexe de l'étang du Roi	04 — Marais saumâtres aménagés	2562	44%
Cordon dunaire de Jaras	03 — Marais et lagunes côtiers	252	4%
Cordon dunaire de Montcalm	03 — Marais et lagunes côtiers	22	0%
Cordon dunaire de Quincandon	03 — Marais et lagunes côtiers	424	7%
Cordon dunaire du Bosquet	03 — Marais et lagunes côtiers	82	1%
La Marette, La Renarde	03 — Marais et lagunes côtiers	230	4%
Le Grand Chaumont	12 — Marais aménagés dans un but agricole	650	11%
Marais asséchés de la basse plaine du Vidourle	12 — Marais aménagés dans un but agricole	68	1%
Marais asséchés du Môle	12 — Marais aménagés dans un but agricole	34	1%
Médart, Montago	03 — Marais et lagunes côtiers	1	0%
Pointe de la Radelle	03 — Marais et lagunes côtiers	77	1%
Ponant, Boucanet	03 — Marais et lagunes côtiers	4	0%
Total		**4408**	**76%**

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Milieux naturels - Zones humides



Périmètre communal
Zone humide

0 1 2
Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : DREAL
Fond de carte : ESRI

Les zonages de protection

Les sites classés

Six sites classés sont recensés à Aigues-Mortes.

Tableau 9 : Sites naturels classés (source : Atlas des patrimoines, DREAL)

Nom	Surface à Aigues-Mortes (ha)	Part de la commune
Aigues-Mortes - Les terrains en avant de la porte de la Gardette (1)	1	0%
Aigues-Mortes - Les terrains en avant de la porte de la Gardette (2)	0	0%
Ensemble formé par les marais de la Tour Carbonnière	56	1%
Ensemble formé par l'Étang de la ville et ses abords	685	12%
Ensemble formé par la Camargue (2843OT-2943O-2944O)	81	1%
L'Etang de Mauguio	103	2%
Total	**926**	**16%**

Les sites inscrits

Il existe deux sites inscrits sur le territoire communal.

Tableau 10 : Sites naturels inscrits (source : Atlas des patrimoines, DREAL)

Nom	Surface à Aigues-Mortes (ha)	Part de la commune
Ensemble formé par les marais de la Tour Carbonnière	599	10%
Ensemble formé par la Camargue (2843OT-2943O-2944O)	0	0%
Total	**599**	**10%**

Les Espaces Boisés Classés du PLU en vigueur

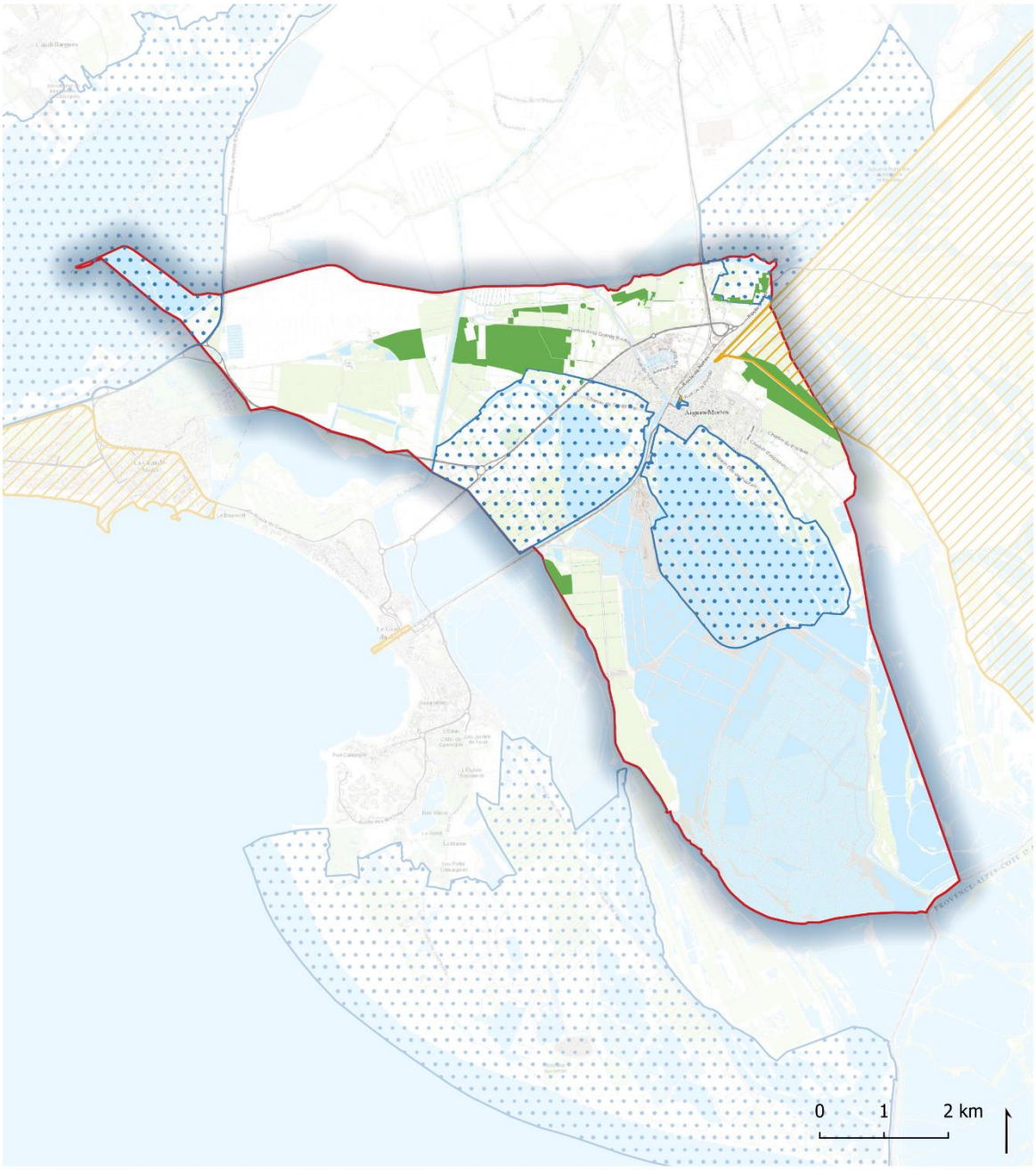
Le classement en espaces boisés à conserver (EBC) au titre de l'article L113-1 du CU interdit tout changement d'affectation ou mode d'occupation du sol.

Les EBC couvrent environ 230 ha, notamment le bois de la Fangassière et les milieux naturels accompagnant le Canal de Bourgidou.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Les zonages de protection



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : communes Aigues-Mortes, INPN. Fond : ESRI World Topo

- Limites communales
- Sites Classés
- Sites inscrits
- Espaces Boisés Classés

Les périmètres de protection par maitrise foncière

Les espaces protégés par le conservatoire du littoral

SOURCE : CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Le Conservatoire de l'Espace littoral et des Rivages Lacustres ou Conservatoire du Littoral (CdL) est un établissement public national à caractère administratif créé en 1975. Il a été créé pour mener une politique foncière qui vise à protéger de manière définitive des espaces naturels et des paysages présents sur les rivages maritimes et lacustres français. L'objectif principal du CdL est d'acquérir un tiers du littoral français afin qu'il ne soit pas artificialisé (« tiers naturel ») et ce à l'horizon 2050. Le conservatoire a ainsi pour mission, au terme de l'article L. 143-1 du Code Rural de « mener après avis des conseils municipaux intéressés, une politique foncière de sauvegarde de littoral, de respect des sites naturels et des équilibres écologiques. ». Il acquiert ainsi des terrains fragiles ou menacés à l'amiable, par préemption, ou exceptionnellement à la suite d'opérations d'expropriation. Des biens peuvent également lui être donnés ou légués. Les terrains ainsi acquis deviennent inaliénables. Après avoir fait les travaux de remise en état nécessaires, au titre de sa responsabilité de propriétaire, il confie la gestion des terrains aux communes, à d'autres collectivités locales, à des associations ou des établissements publics (ONF, ONCFS, AAMP, etc.) pour qu'ils en assurent la gestion dans le respect des orientations arrêtées en partenariat. Avec l'aide de spécialistes, il détermine la manière dont doivent être aménagés et gérés les sites qu'il a acquis pour en assurer le bon état écologique et la préservation des paysages et définit les utilisations, notamment agricoles et de loisir compatible avec les orientations de gestion.

L'objectif principal reste l'ouverture au public de ces espaces avec un libre accès à la mer (une fois les garanties de protection pour éviter les atteintes d'une sur-fréquentation en place), le maintien des activités agricoles, la réhabilitation et la protection rigoureuse des milieux naturels.

Le conservatoire du littoral a acquis plusieurs sites en Occitanie, dont deux sont présents sur le périmètre communal.

Tableau 11 : Espaces protégés par le Conservatoire du Littoral (source : INPN)

Identifiant MNHN	Nom	Année de création	Surface à Aigues-Mortes (ha)	Part de la commune
FR1100416	Camargue Gardoise	2001	60	1%
FR1100269	Étang de l'Or	1982	73	1%

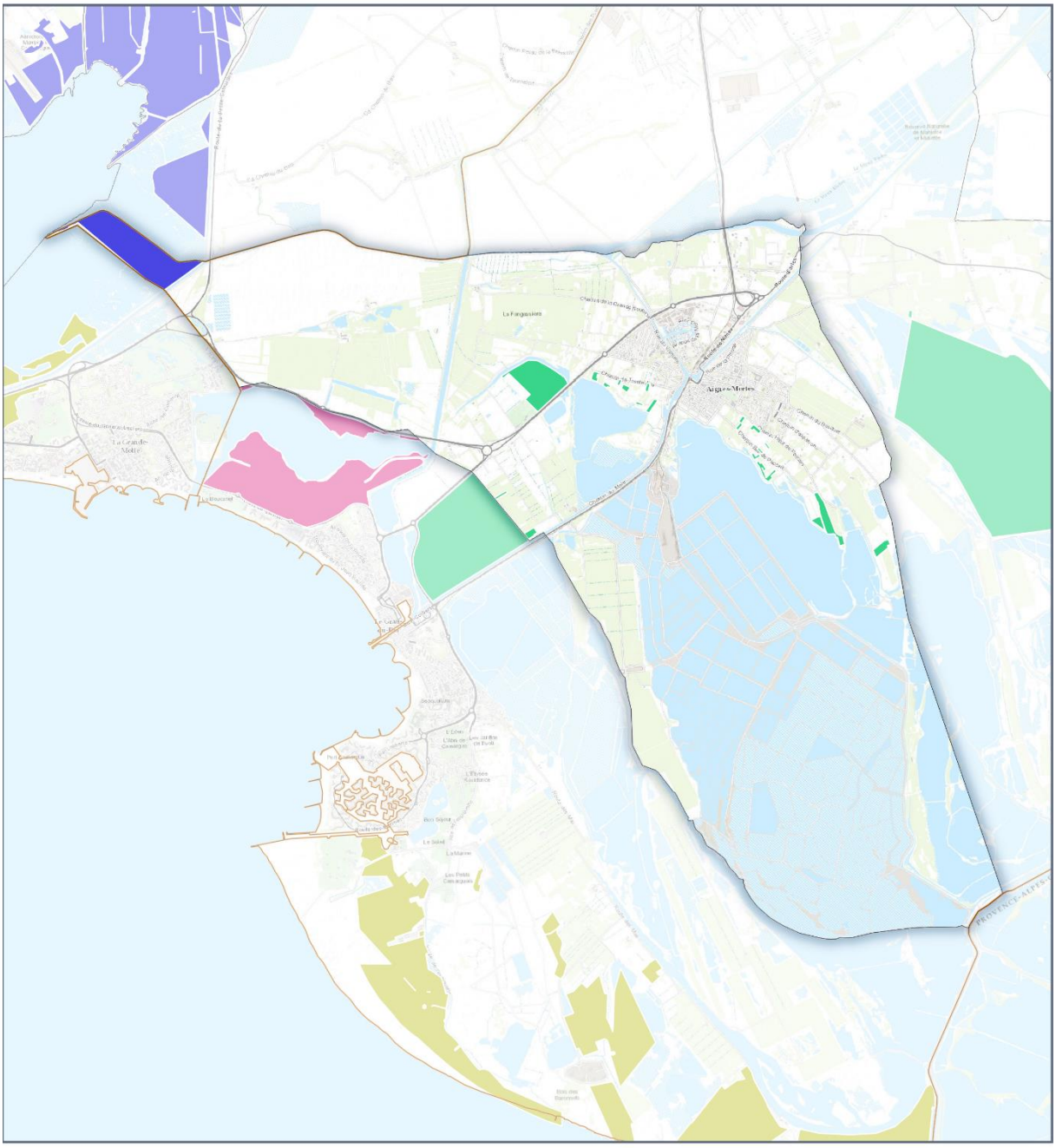
Les espaces naturels sensibles (ENS)

Les espaces naturels sensibles (ENS) constituent un outil de protection des espaces naturels soit par acquisition foncière soit à travers la signature de conventions avec les propriétaires privés ou publics. Ils ont pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ; mais également d'aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel. Les ENS constituent ainsi un outil de protection des espaces naturels soit par acquisition foncière soit à travers la signature de conventions avec les propriétaires privés ou publics. Ils sont le résultat de la politique départementale de protection de gestion et d'ouverture au public d'espaces naturels.

La commune est entièrement couverte par l'espace naturel sensible n° 140 « la Camargue gardoise ».

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Milieux naturels - Périmètres de protection par maitrise foncière



Périmètre communal

Terrains du Conservatoire du littoral

- BOIS DU BOUCANET
- CAMARGUE GARDOISE
- ETANG DE L'OR

0 1 2

Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : INPN
Fond de carte : ESRI

ecovia

Les zonages de conservation

Le réseau Natura 2000 sur la commune

Le réseau **Natura 2000** renvoie à un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et/ou de leurs habitats alors considérés d'intérêt communautaires.

Ce réseau correspond ainsi aux sites identifiés au titre de deux directives européennes : la Directive « **Oiseaux** » et la Directive « **Habitats Faune Flore** » qui permettent leur protection et conservation de manière règlementaire. Pour plus d'efficacité, ce réseau concilie préservation de la nature et de sa biodiversité intrinsèque et préoccupations socioéconomiques locales. Il se compose de deux catégories de sites : les **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** et les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** décrites ci-dessous :

- **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** renvoyant, pour la plupart d'entre elles, aux zones classées en ZICO. Les ZPS ont ainsi pour but la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive « **Oiseaux** » ou de zones identifiées comme étant des aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou encore de zones relais pour les oiseaux migrateurs. Ces zones sont désignées comme étant des ZPS par arrêté ministériel sans consultation préalable de la Commission européenne.
- **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** visent la conservation du patrimoine naturel exceptionnel qu'elles abritent, que ce soient des types d'habitats et/ou des espèces animales et végétales d'intérêt communautaire figurant aux annexes I et II de la Directive « **Habitats** ». Pour désigner une zone en ZSC, chaque État membre fait part de ses propositions à la Commission européenne, sous la forme de pSIC (proposition de **Site d'intérêt communautaire**). Après approbation par la Commission, le pSIC est inscrit comme **site d'intérêt communautaire (SIC)** et est intégré au réseau Natura 2000. Un arrêté ministériel désigne ensuite le site comme **ZSC**.

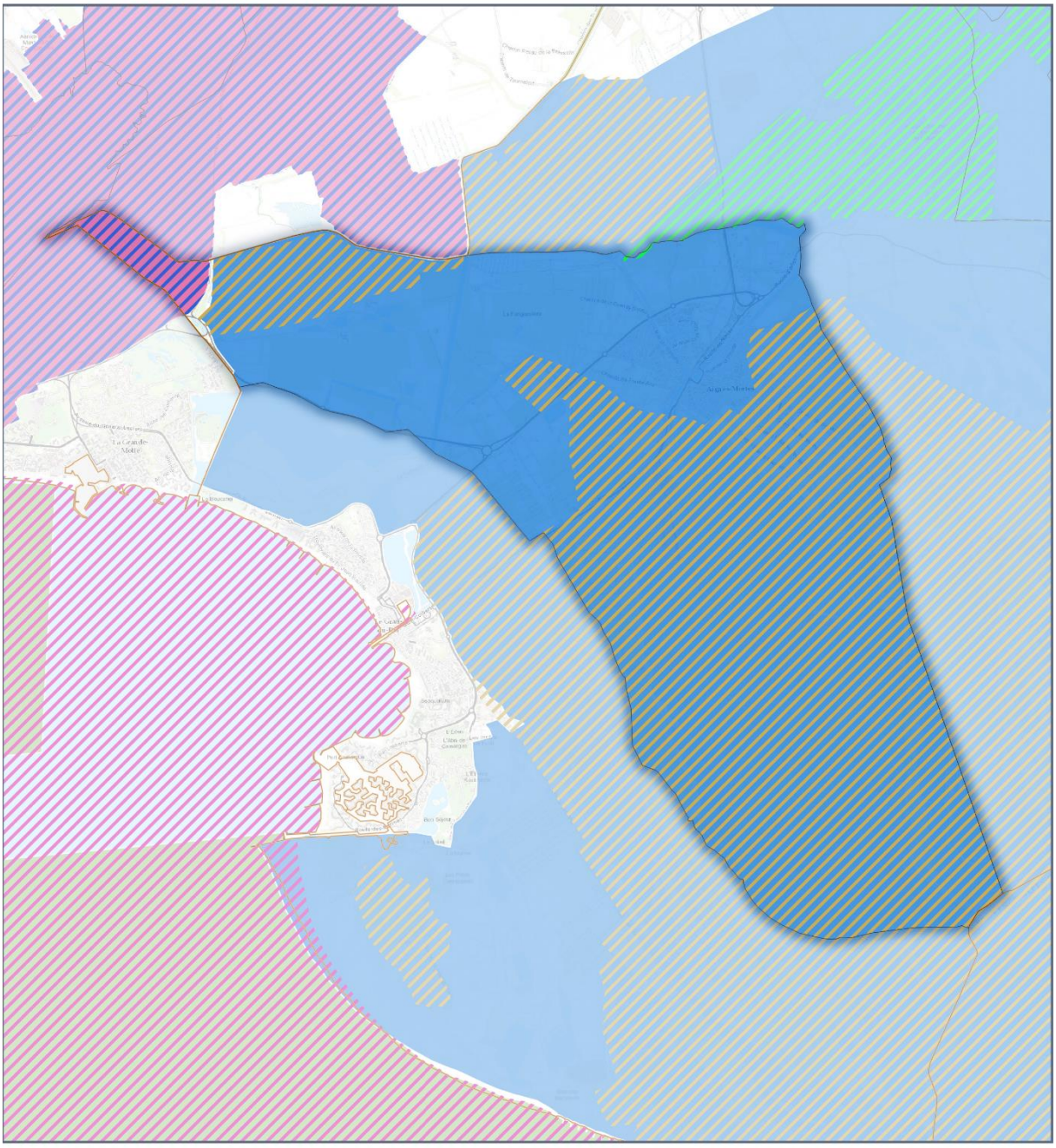
Deux ZSC et trois ZPS existent sur le périmètre communal.

Tableau 12 : Sites Natura 2000 à Aigues-Mortes (source : INPN)

Type de périmètre	Nom	Surface à Aigues-Mortes (ha)	Part de la surface communale
ZPS	Étang de Mauguio	102	2%
ZPS	Petite Camargue laguno-marine	3828	66%
ZPS	Camargue gardoise fluvio-lacustre	5	0%
ZSC	Petite Camargue	5644	98%
ZSC	Étang de Mauguio	102	2%
Total			

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Milieux naturels - Sites Natura 2000



Périmètre communal

Zones spéciales de conservation
- Étang de Mauguio
- Petite Camargue

Zones de protection spéciale
- Camargue gardoise fluvio-lacustre
- Étang de Mauguio
- Petite Camargue laguno-marine

0 1 2
Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : INPN
Fond de carte : ESRI

Le site Ramsar

La Convention de Ramsar, officiellement « Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau », engage les États membres à la conservation et à l'utilisation durable de leurs milieux humides, et prévoit la création d'un réseau mondial de zones humides d'importance internationale : les sites Ramsar.

La commune est comprise (86 % de sa surface) dans le périmètre du site Ramsar « la petite Camargue ».

La réserve de biosphère

Proposées par les gouvernements nationaux, les réserves de biosphère sont désignées par l'UNESCO dans le cadre de son programme l'Homme et la Biosphère, dont l'acronyme est MAB (Man and Biosphere), et restent sous la juridiction souveraine des États. Ces réserves sont « des sites de soutien pour la science au service de la durabilité », des lieux particuliers où tester des approches interdisciplinaires afin de comprendre et de gérer les changements et les interactions entre systèmes sociaux et écologiques, y compris la prévention des conflits et la gestion de la biodiversité.

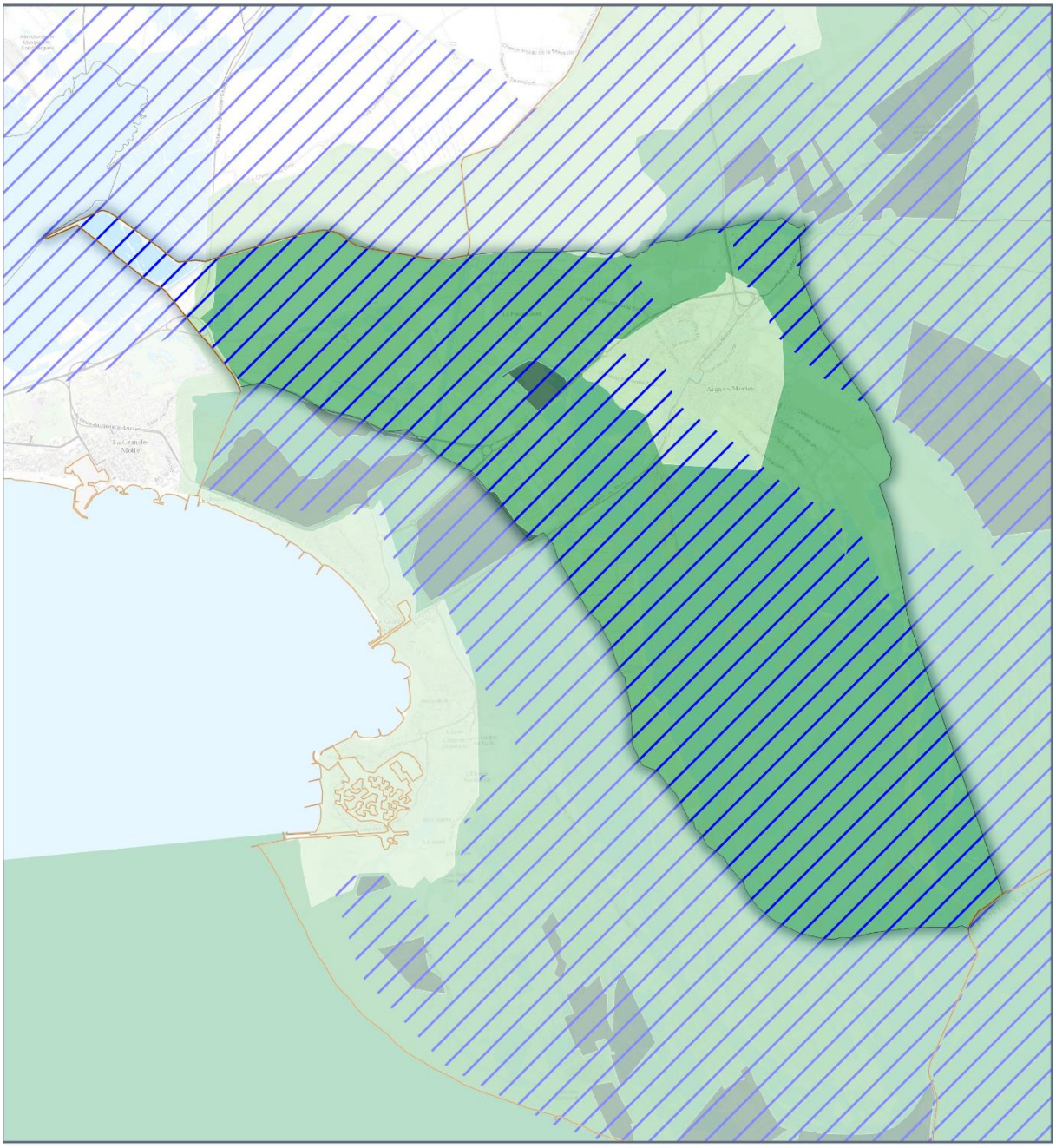
Les réserves de biosphère sont dotées de trois zones interdépendantes visant à remplir trois fonctions liées, complémentaires et qui se renforcent mutuellement :

- Les aires centrales comprennent un écosystème strictement protégé qui contribue à la conservation des paysages, des écosystèmes, des espèces et de la variation génétique ;
- La zone tampon entoure ou jouxte les aires centrales et est utilisée pour des activités compatibles avec des pratiques écologiquement viables susceptibles de renforcer la recherche, le suivi, la formation et l'éducation scientifiques ;
- La zone de transition est la partie où sont autorisées davantage d'activités, ce qui permet un développement économique et humain, sociologiquement, culturellement et écologiquement durable.

La réserve de biosphère « Camargue-Delta du Rhône » recouvre le territoire communal à 98 %.

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Milieux naturels - Zonages de conservation (hors Natura 2000)



Périmètre communal
Site Ramsar

Réserve de biosphère - Camargue
Zone centrale
Zone tampon
Zone de transition

0 1 2
Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : INPN
Fond de carte : ESRI

Synthèse des périmètres de connaissance, gestion ou préservation

La richesse de ce patrimoine naturel a nécessité la mise en place de mesures de protection (voir tableau ci-dessous) :

- Près de 100 % de la commune est identifiée en zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF de type 1 et 2) ;
- Toute la commune est déclarée comme site d'intérêt communautaire au titre de Natura 2000 ;
- 26 % de la commune fait l'objet de périmètres de protection (sites inscrits ou classés, conservatoire du littoral).

Tableau 13 : Synthèse des périmètres de gestion, protection ou inventaire (source : INPN)

Type	Nombre de sites	Surface à Aigues-Mortes (ha)	Part de la commune
Zones humides	14	4408	76%
Natura 2000 (ZPS)	3	3937	68%
Natura 2000 (ZSC)	2	5750	100%
Réserve de biosphère	1	5673	98%
Site Ramsar	1	4953	86%
ZICO	3	4455	77%
ENS	1	5750	100%
Sites inscrits	2	1525	26%
Sites classés	6	925	16%
ZNIEFF 1	8	3096	54%
ZNIEFF 2	2	5761	100%

Les fonctionnalités écologiques : vers une Trame Verte et Bleue

Définition de la Trame Verte et Bleue

La fragmentation des milieux naturels représente, avec l'artificialisation des espaces et les pollutions diffuses, l'une des causes actuelles majeures d'érosion de la biodiversité. Toutefois, on ne saurait s'arrêter sur le constat d'une fragmentation des milieux. En effet, le déplacement des espèces est essentiel à l'accomplissement de leur cycle de vie et participe au maintien des populations d'espèces par des échanges génétiques entre individus. Ces interactions sont nécessaires à la viabilité des écosystèmes. Bien qu'il existe des règlementations actuelles qui préservent et gèrent les espaces à forte valeur écologique, il convient d'aller plus loin en préservant et/ou restaurant la connectivité de ces derniers entre eux.

Dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, une des mesures phare mises en place est de reconstituer un réseau écologique sur l'ensemble du territoire français, afin d'identifier par une approche globale, des espaces de continuités entre milieux naturels.

La Trame Verte et Bleue (TVB) régie par les articles L.371-1 et suivants du code de l'environnement constitue un nouvel outil au service de l'aménagement durable des territoires. La TVB vise à identifier ou à restaurer un réseau écologique, cohérent et fonctionnel, sur le territoire, permettant aux espèces animales et végétales de communiquer, circuler, s'alimenter, se reproduire et se reposer, afin que leur survie soit garantie. Intégrant les milieux terrestres (trame verte) et aquatiques (trame bleue), ces espaces permettant aux espèces de réaliser leur cycle de vie sont désignés par le terme de « réservoirs de biodiversité » et sont reliés entre eux par des corridors écologiques. Ces deux composantes forment

un tout indissociable qui trouve son expression dans les zones d'interface (zones humides et végétation de bords de cours d'eau notamment).

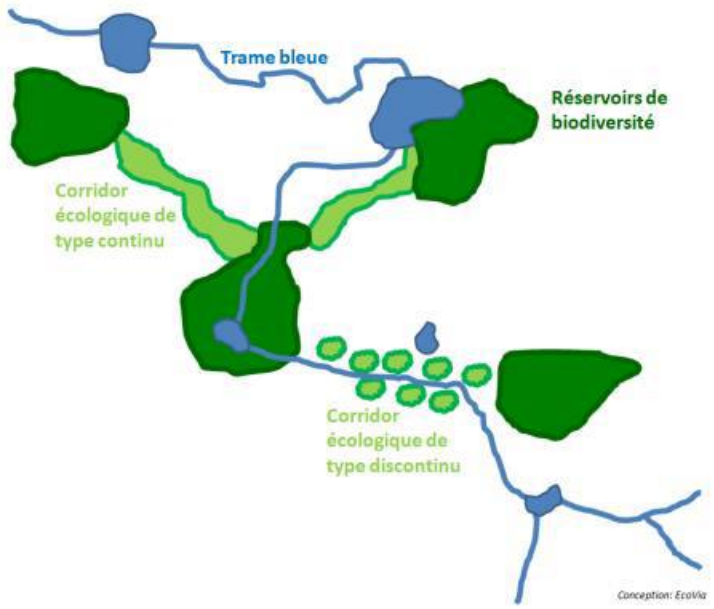


Figure 8 : Exemple d'éléments de la Trame Verte et Bleue : réservoirs de biodiversité et types de corridors terrestres (Source : ÉcoVia ; 2013)

Point sur la dénomination des éléments constituant la TVB

La définition des composantes se base sur la définition écologique des « réservoirs de biodiversité » et des « corridors écologiques ». Ils sont basés sur les documents référence à l'échelle nationale et sur les SRCE et les SCoT qui permettent de mettre en exergue les composantes d'enjeux régionaux que le PLU doit traduire localement.

Tableau 14 : Définitions des termes règlementaires

Terme règlementaire	Définition règlementaire
Réservoirs de biodiversité	Les réservoirs de biodiversité comprennent tout ou partie des espaces protégés et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité (article L. 371-1 II et R. 371-19 II du Code de l'environnement).
Corridors écologiques	Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau mentionnées au titre I de l'article L. 211-14 du Code de l'environnement (article L. 371-1 II et R. 371-19 III du Code de l'environnement).

Au stade du diagnostic, la trame verte et bleue ne revêt aucun aspect règlementaire. Pour cette raison, nous parlerons de cœurs de nature et d'axes de déplacement. Leur délimitation se base sur la définition écologique de ces éléments alors que les termes de « réservoirs de biodiversité » et de « corridors écologiques » font référence à des périmètres de protection règlementaires au même titre que les réserves naturelles nationales et les cœurs de Parc Naturel Régional.

Tableau 15 : Définitions des termes techniques

Notion écologique utilisée pour le diagnostic	Définition écologique
Cœurs de nature	Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de

	populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.
Axes de déplacement	Espaces globalement constitués par une nature plus ordinaire que celle associée aux réservoirs de biodiversité, mais nécessaire au bon fonctionnement de l'écosystème et jouant un rôle de connexions entre les cœurs de nature selon leurs degrés de perméabilité (attractivité du milieu pour le déplacement des espèces ciblées).

La trame verte et bleue du SRADDET

Le territoire d'Occitanie s'étend sur quatre domaines bioclimatiques, permettant d'identifier 7 sous-trames. Certaines pouvant se décliner par rapport à des spécificités incontournables en matière de gestion :

- Milieux forestiers (milieux boisés de plaine et d'altitude)
- Milieux ouverts et semi-ouverts (milieux de plaine et d'altitude) : milieux pastoraux (pelouses parcourues, en mosaïque avec des landes, maquis et garrigues) et certains milieux « cultivés » notamment prairies.
- Milieux cultivés
- Milieux humides
- Milieux aquatiques (cours d'eau…)
- Milieux littoraux spécifiques en partie est du territoire,
- Milieux rocheux d'altitude en partie ouest (étage alpin des Pyrénées).

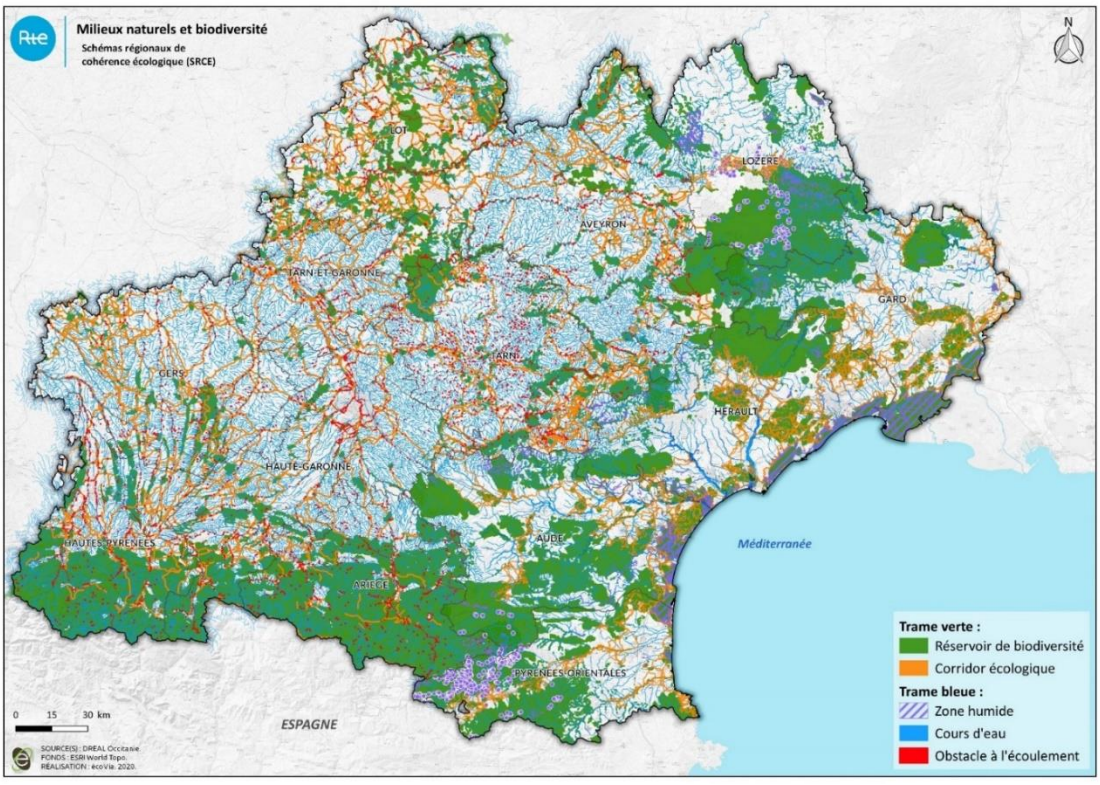


Figure 9 : Continuités écologiques régionales

Pour chacune de ces sous-trames, les objectifs généraux sont :

- Préserver les réservoirs de biodiversité
- Préserver et remettre en bon état la continuité latérale et longitudinale des cours d'eau
- Préserver et remettre en bon état les continuités écologiques et la mosaïque de milieux associée

- Améliorer et partager la connaissance sur les continuités écologiques
- Intégrer les continuités écologiques dans les documents d'orientation stratégiques et les documents de planification afin de les préserver, les maintenir, les gérer et les restaurer
- Assurer une bonne prise en compte et une compatibilité des continuités dans les opérations d'aménagement surfaciques et linéaires
- Concilier les activités économiques avec les continuités écologiques, notamment agricoles, forestières, énergétiques, de loisirs
- Soutenir les acteurs et les territoires dans les actions de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.
- Des objectifs particuliers en sus des généraux sont déclinés pour prendre en compte la spécificité des milieux littoraux uniques et vulnérables :
- Maintenir les liens fonctionnels entre mer, lagunes, fleuves côtiers et milieux connexes ;
- Veiller à limiter l'artificialisation pour réduire la fragmentation des milieux naturels et ne pas accentuer les aléas d'érosion et de submersion marine ;
- Anticiper les phénomènes liés au changement climatique.

La trame verte et bleue du SCoT

Le SCoT définit les éléments de la trame verte et bleue à l'échelle du territoire, au regard de l'ancien Schéma régional de Cohérence écologique (SRCE) Languedoc-Roussillon et du SRADDET Occitanie en vigueur, en les adaptant et en les déclinant de manière schématique, à une échelle 1/50 000, sur un document graphique.

La Trame Verte et Bleue se compose à la fois de réservoirs et de continuités écologiques assurant une connexion naturelle ou agricole entre ces différents espaces.

Dans le cadre du SCoT Sud Gard, les sites dont l'intérêt de conservation est fort à majeur (territoires de biodiversité remarquable et territoire de forte biodiversité) ont été retenus.

Les sites dont l'intérêt de conservation est estimé comme modéré et local sont considérés comme des espaces dont la prise en compte relèvera des échelles infra-SCoT.

Tableau 16 : Intérêt de conservation des différents zonages de protection et d'inventaires

Intérêt de conservation	Zonages de protection et d'inventaires
Majeur	Arrêté de Protection de Biotope
	Réserves naturelles régionales
	Espaces Naturels Sensibles propriété Département
	Propriété Conservatoire du Littoral
	Propriété CEN LR
	Natura 2000
	Cœur de réserve de biosphère
	Sites classés naturels
Fort	ZNIEFF de type I
	« Espaces Naturels Sensibles départementaux prioritaires bonne fonctionnalité »
	Périmètre d'intervention du Conservatoire du Littoral
	Zone tampon de réserve de biosphère
	Sites inscrits naturels
Modéré	ZNIEFF de type II
	ZICO
	« Espaces Naturels Sensibles départementaux prioritaires faible fonctionnalité Départemental bonne fonctionnalité »
Local	« Espaces Naturels Sensibles départementaux faible fonctionnalité Local »

Concernant la trame bleue et la trame humide, les espaces nécessaires au bon fonctionnement des cours d'eau et zones humides suivants ont été pris en compte :

- Les espaces de fonctionnalité des cours d'eau et zones humides (données inventaire zones humides).
- Les espaces minimaux de mobilité du cours d'eau et les zones humides ou naturelles rivulaires identifiées sur le bassin versant du Gardon (données SMAGE des Gardons).
- Les ripisylves et boisements alluviaux et la végétation en rive de canal identifiés dans la base ocsol du SCoT du Sud du Gard.

Pour finir, il est apparu nécessaire d'aller au-delà des limites des espaces actuellement protégés ou inventoriés pour prendre en compte certaines spécificités locales. En effet, le Sud du Gard est doté de trois grands espaces naturels patrimoniaux : le massif des garrigues, le Bois des Lens et l'ensemble humide de Camargue, tous trois porteurs d'une forte valeur identitaire.

Ces éléments permettent de définir une proposition de délimitation des réservoirs de biodiversité à l'échelle du SCoT. Ils se décomposent en :

- **Réservoirs de biodiversité de niveau 1** qui comprennent les territoires de biodiversité remarquable, les zones humides, les ripisylves, les zones naturelles rivulaires, les espaces de mobilité des cours d'eau principaux, les cours d'eau principaux et principaux affluents et cours d'eau classés
- **Réservoirs de biodiversité de niveau 2** qui comprennent les territoires de forte biodiversité, les espaces de fonctionnalité des cours d'eau et zones humides et les grands espaces naturels patrimoniaux.

Proposition des réservoirs de biodiversité

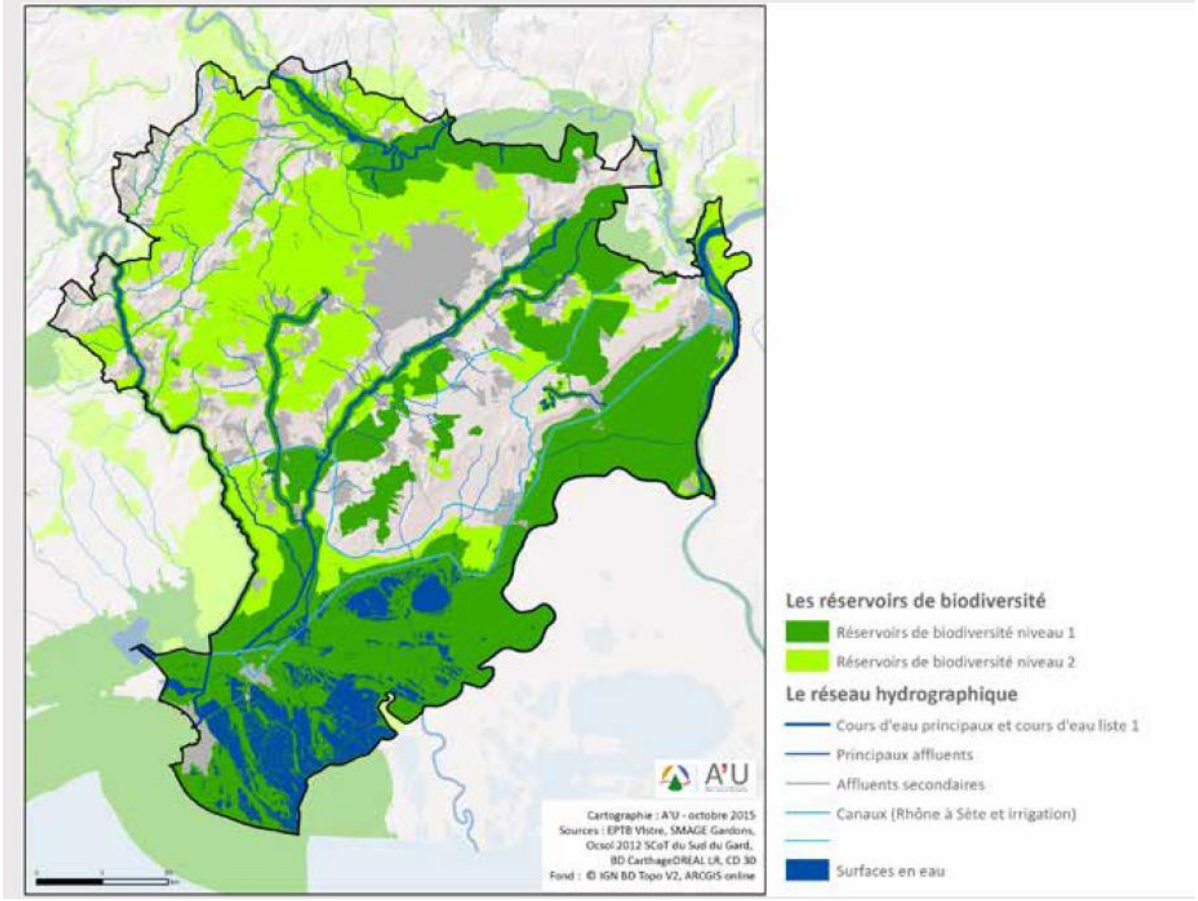


Figure 10 : Propositions de réservoirs de biodiversité

Concernant les corridors écologiques, ceux-ci peuvent être de plusieurs types :

- Les corridors linéaires sont des structures paysagères linéaires homogènes : haies, chemins et bords de chemins, ripisylves par exemple.
- Les corridors en chapelet ou « en pas japonais » sont constitués d'une succession d'espaces-relais qui permettent un déplacement de proche en proche : réseau de zones humides par exemple.
- Les corridors paysagers correspondent à une mosaïque d'habitats jouant différentes fonctions pour une espèce en déplacement.

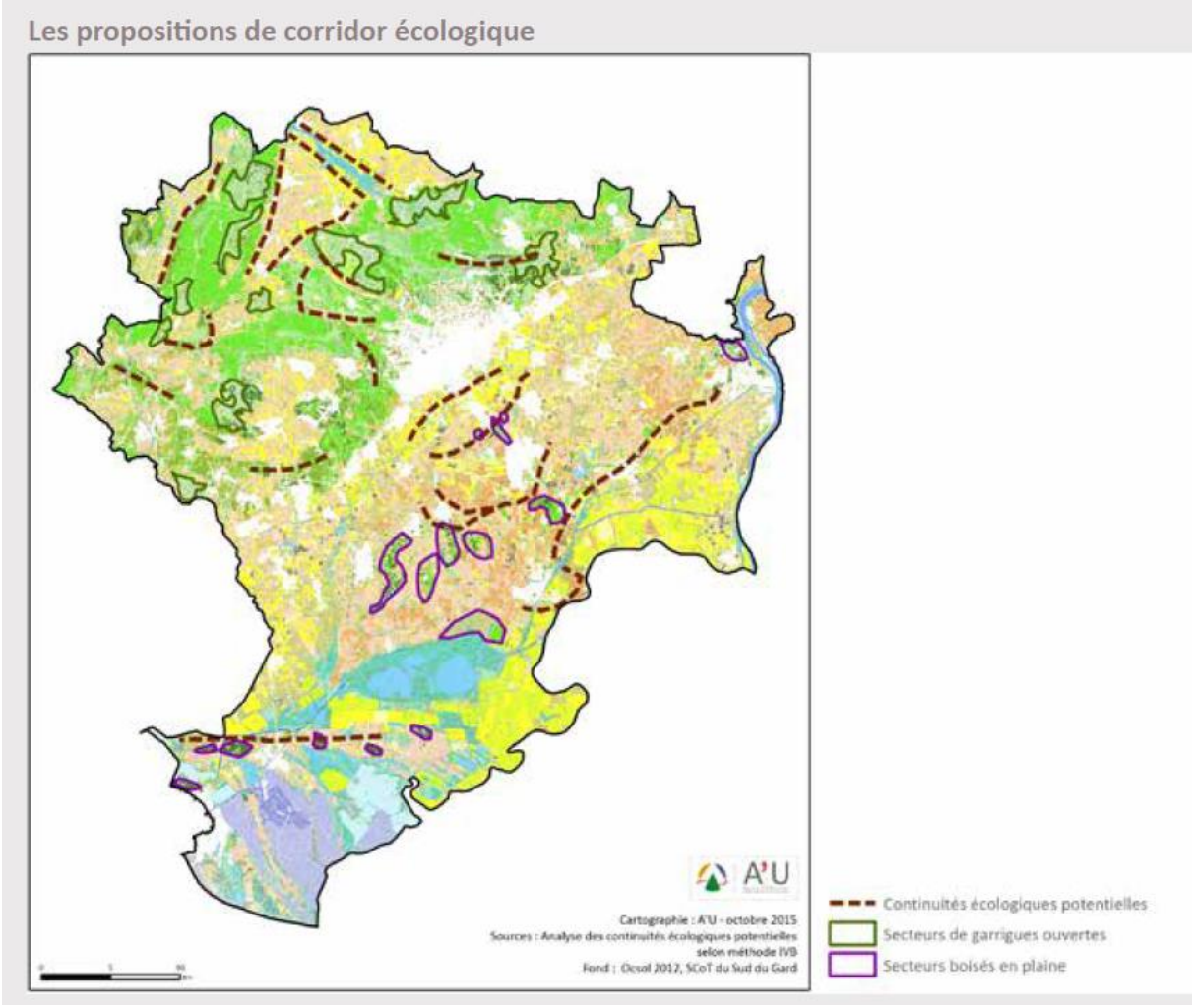


Figure 11 : Propositions de corridors écologiques

Diagnostic des continuités écologiques de la commune

Objectifs de l'étude

L'objectif du diagnostic de l'état initial de l'environnement mené dans le cadre du PLU d'Aigues-Mortes est de réaliser une analyse du fonctionnement écologique de son territoire en identifiant les différents milieux remarquables formant les cœurs de biodiversité/nature ainsi que les axes de déplacement qui

offrent des possibilités d'échanges entre ces différents milieux. Pour une fonctionnalité optimale, cette démarche doit prendre en compte les communes limitrophes au territoire d'étude.

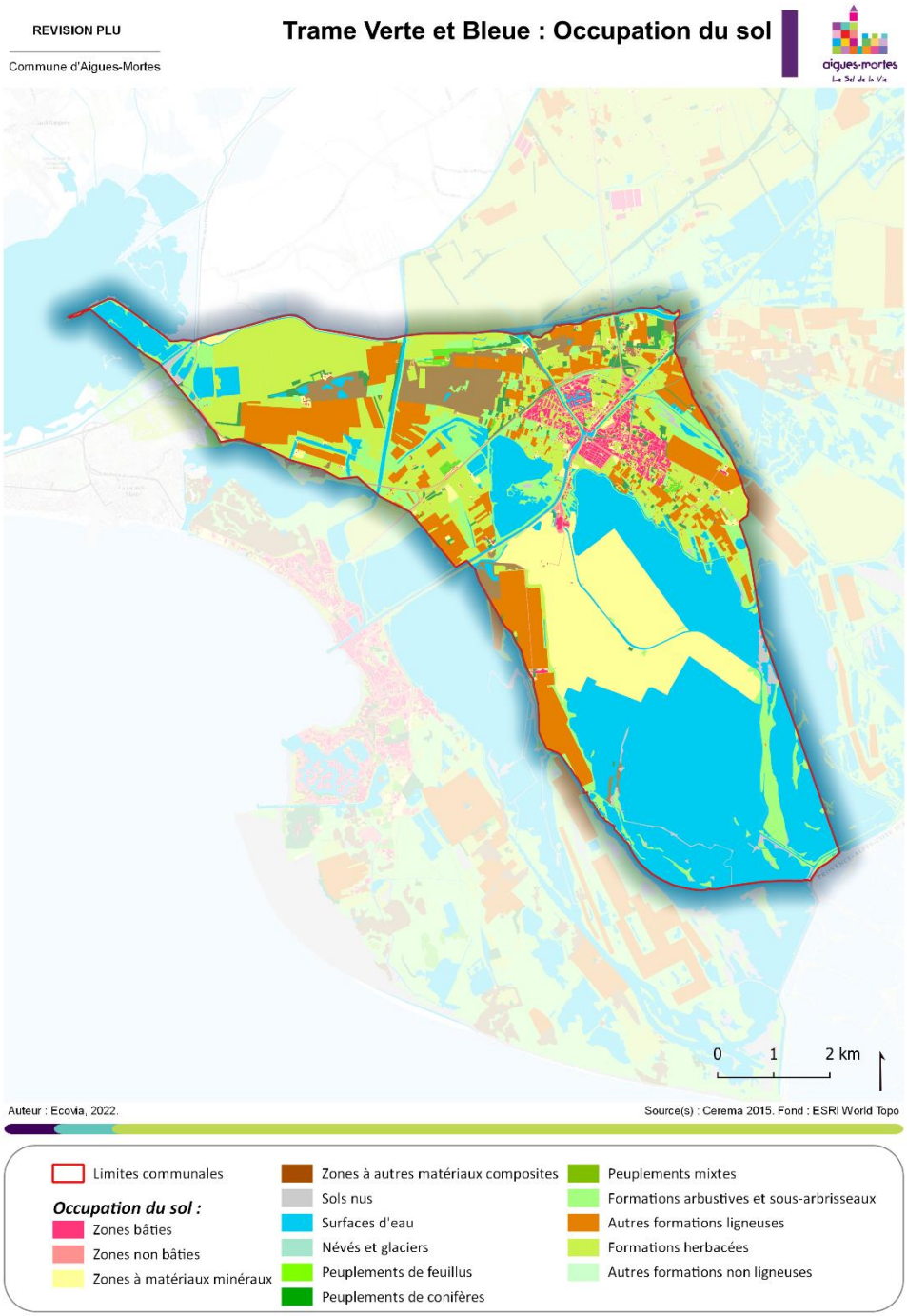
Trames identifiées sur la commune d'Aigues-Mortes

Afin de retranscrire à l'échelle de la commune d'Aigues-Mortes les continuités écologiques régionales définies et notamment les sous-trames, les différentes composantes de la trame verte et bleue ont été identifiées.

À l'échelle communale, il a été défini quatre sous-trames :

- Sous-trame des milieux forestiers ;
- Sous-trame des milieux ouverts et semi-ouverts ;
- Sous-trame des milieux agricoles ;
- Sous-trame des milieux aquatiques et humides.

À ces quatre sous-trames, s'ajoute également une composante spécifique littorale.



Sous-trame des milieux forestiers

La sous-trame des milieux forestiers regroupe différents types de boisements comme les boisements mixtes (feuillus et de résineux), les forêts de feuillus, les forêts de conifères et quelques forêts ouvertes. La dynamique naturelle de la végétation conduit les forêts ouvertes à devenir sur le long terme une forêt de feuillus. Selon leurs caractéristiques, ces habitats peuvent constituer des cœurs de nature ou des axes de déplacement pour de nombreuses espèces à enjeu. Les éléments bocagers tels que les haies, les alignements d'arbres et les arbres isolés peuvent être intégrés en tant qu'éléments supports de déplacement. De ce fait, la mise en réseau des boisements avec les milieux semi-ouverts et bocagers apparaît comme déterminante pour permettre la bonne circulation et la dispersion des espèces.

Tableau 17 : Exemples de milieux et d'espèces pour la sous-trame forestière

Milieux concernés	Exemples d'espèces concernées
Structurants : forêts mixtes, forêts de conifères (pinède), bosquets, boisements alluviaux, landes. **Accueillants** : Prairies en cours de fermeture, Prairies permanentes, haies arborées et arbustives, petits bosquets, arbres remarquables. **Peu fréquentés** : Zones humides, Pelouses, Prairies rases, cultures extensives. **Répulsifs** : Chantiers et carrières, cultures intensives, villes et hameaux, zones d'activités, infrastructures linéaires, etc.	**Oiseaux** : Geai des chênes, Pouillot véloce, différentes espèces de pics, Rollier d'Europe **Invertébrés** : Lucane cerf-volant, Grand capricorne **Reptiles et amphibiens :** Crapaud commun, Orvet fragile **Chiroptères** : Petit Rhinolophe, Grand murin **Autres mammifères** : Sanglier, Belette

Malgré quelques massifs boisés au couvert principalement résineux (Pinède de Malamousque, Bois de Quincandon, Bois des Mas du Petit et du Grand Chaumont), les milieux forestiers sont globalement peu représentés sur le territoire aigues-mortais. Ces massifs semblent malgré tout fonctionnels et susceptibles d'accueillir une diversité spécifique propre aux milieux forestiers, et ces cœurs de nature sont souvent reliées par des haies bocagères disposées entre les parcelles de cultures agricoles, pouvant potentiellement permettre une circulation des espèces entre les espaces boisés. Cependant, la présence de clôtures de barbelés autour de certains massifs peut être contraignante pour la circulation des espèces, et la présence de nombreuses zones humides limite les déplacements des espèces propres aux milieux boisés.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Milieux structurants pour la sous-trame boisée



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : CEREMA 2015. Fond : ESRI World Topo

Limites communales

Milieux structurants boisés

Sous-trame des milieux ouverts et semi-ouverts

Cette sous-trame concerne une mosaïque de milieux ouverts et semi-ouverts : les landes, les pelouses, etc. On peut classer également dans cette catégorie certains espaces agricoles comme les vignes et des surfaces de cultures interrompues par des espaces naturels importants et dont la gestion est relativement extensive. Les éléments écopaysagers de type haies, alignements d'arbres, petits bosquets et lisières apparaissent également comme secteurs préférentiels pour la liaison de ces cœurs de nature.

Tableau 18 : Exemples de milieux et d'espèces pour la sous-trame ouverte et semi-ouverte

Milieux concernés	Exemples d'espèces concernées
Structurants : zones de garrigues, pelouses sèches, steppes à lavande, prairies agricoles permanentes, prairies discontinues (absence de haies, bosquets et pouvant donc être de très grandes superficies) et très souvent rases, landes et broussailles, talus, ruisseaux aux bordures végétalisées. **Accueillants** : lisières de boisement, prairies temporaires (dont humides), friches agricoles, fossés en eau, rivières et cours d'eau, plans d'eau et étangs, roselières, vignes ; **Peu fréquentés** : Parcs et jardins urbains, campings, maraîchages, marais, marécages & tourbières ; **Répulsifs** : Chantiers & carrières, villes et hameaux, zones d'activités, infrastructures linéaires, etc.	**Oiseaux** : Milan noir, Pie-grièche à poitrine rose, Alouette des champs, Vanneau huppé, Tarier des prés, etc. **Invertébrés** : Diane (La), etc. **Reptiles & amphibiens** : Lézard ocellé, Pélobate cultripède, etc. **Chiroptères** : Minioptère de Schreibers, Grand Murin, Grand rhinolophe, etc. **Autres mammifères** : Renard roux, Sanglier, Campagnol, etc.

Le territoire d'Aigues-Mortes est principalement occupé par des milieux agricoles, aquatiques ou humides. Quelques formations arbustives, herbacées (prairies pâturées, pelouses…) et garrigues se détachent pour former la sous-trame des milieux ouverts et semi-ouverts.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Milieux structurants pour la sous-trame ouverte et semi-ouverte



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : CEREMA 2015. Fond : ESRI World Topo

Limites communales

Milieux structurants ouverts et semi-ouverts

Sous-trame des milieux agricoles

La sous-trame agricole peut être considérée comme une sous-trame de transition entre les sous-trames « naturelles » (forestières et des milieux ouverts et semi-ouverts) et les sous-trames « anthropiques » (tissus urbains, zones commerciales, réseau de communication…), car bien que d'origine anthropique, elle peut abriter, en fonction de l'intensité des perturbations qu'elle subit, une végétation permettant aux espèces animales et végétales de les utiliser pour leur cycle de vie et/ou leur déplacement.

La grande majorité des espèces à enjeux fréquentant ce type de sous-trame est localisée au sein ou aux abords des secteurs subissant des perturbations de faible intensité.

Tableau 19 : Exemples de milieux et d'espèces pour la sous-trame agricole

Milieux concernés	Exemples d'espèces concernées
Structurants : Prairies permanentes (dont humides), réseaux de haies (feuillus), arbres isolés, zones humides, etc. **Accueillants** : Bois, forêts et lisières, prairies temporaires (dont humides), landes et broussailles, friches agricoles, rivières et cours d'eau, plans d'eau et étangs, roselières, vignes, etc. **Peu fréquentés** : Parcs et jardins urbains, campings, arboricultures, maraîchages, marais, marécages & tourbières, etc. **Répulsifs** : Chantiers & carrières, cultures intensives, plages et milieux dunaires, villes et hameaux, zones d'activités et portuaires, infrastructures linéaires, etc.	**Oiseaux** : Milan noir, Pie-grièche à poitrine rose, Alouette des champs, Vanneau huppé, Tarier des prés, etc. **Invertébrés** : Diane (La), etc. **Reptiles & amphibiens** : Lézard ocellé, Pélobate cultripède, etc. **Chiroptères** : Minioptère de Schreibers, Grand Murin, Grand rhinolophe, etc. **Autres mammifères** : Renard roux, Sanglier, Campagnol, etc.

Représentés par la Camargue gardoise cultivée, les milieux agricoles sont principalement des zones de cultures céréalières ou des rizières (en lien donc avec les milieux aquatiques et humides), et éventuellement des polycultures et des prairies temporaires.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Milieux structurants pour la sous-trame agricole



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : CEREMA 2015. Fond : ESRI World Topo

Limites communales

Milieux structurants agricoles

Sous-trame des milieux aquatiques et humides

La trame aquatique correspond à l'ensemble des cours d'eau d'un territoire. Ces milieux courants peuvent être des ruisseaux, des rivières, etc.

La trame humide correspond à l'ensemble des zones humides du territoire. Les zones humides constituent des écotones puisqu'elles sont l'interface entre le milieu terrestre et le milieu aquatique. Ce sont donc des zones de transition écologique entre deux écosystèmes différents. « On entend par zone humide les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année » (Loi sur l'eau de 1992 [article L211-1]).

Différents types de milieux composent la sous-trame des milieux humides. On retrouve les lacs, les étangs, les tourbières, les prairies humides, ainsi que les mares temporaires.

Afin de les préserver, la nécessité de mieux les définir ainsi que de mieux les délimiter a été reconnue ces dernières années au niveau des politiques locales. Les zones humides bénéficient ainsi d'une « reconnaissance juridique », notamment en matière de préservation, de restauration et de valorisation avec la loi no 2005-157 relative au développement des territoires ruraux.

Maillons indispensables dans le cycle de l'eau, les zones humides sont des réservoirs de biodiversité et assurent aussi de nombreuses fonctions écologiques : véritables filtres pour les eaux, zones naturelles tampons en bordure de la lagune, zone d'expansion des crues, etc. Les zones humides possèdent une grande valeur patrimoniale et sont des habitats privilégiés pour de nombreuses espèces faunistiques avec une végétation associée typique.

Tableau 20 : Exemples de milieux et d'espèces pour la sous-trame aquatique et humide

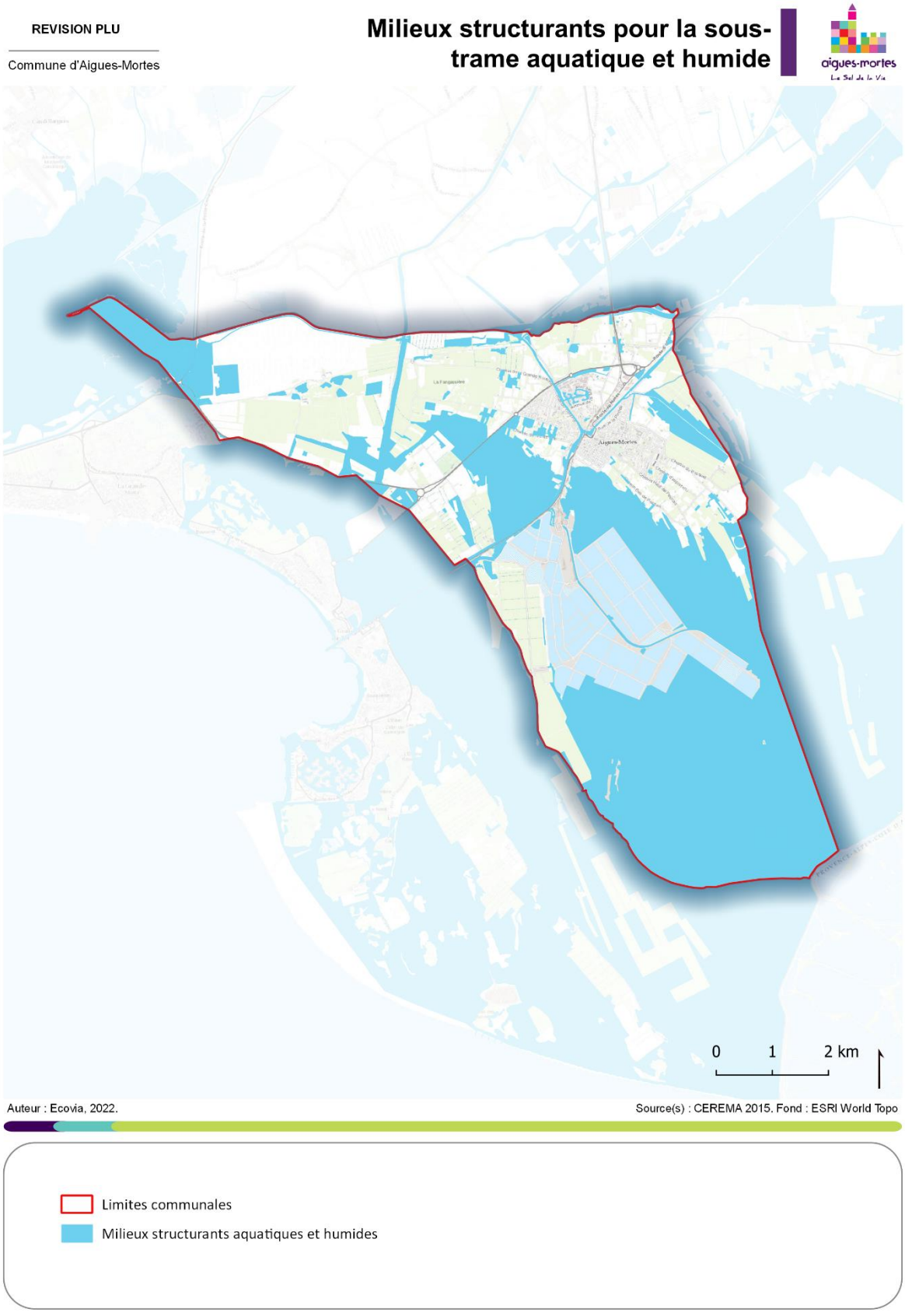
Milieux concernés	Exemples d'espèces concernées
Structurants : Marais, ripisylves, rivières, ruisseaux, canaux, étangs, plans d'eau, zones humides, roselières, etc. **Accueillants** : Boisements alluviaux, landes humides, jonchaies, cariçaies, roselières, zones à touradons, fossés en eau. **Peu fréquentés** : Littoral, plages, milieux dunaires, Boisements, prairies sèches. **Répulsifs** : Chantiers et carrières, cultures intensives, villes et hameaux, zones d'activités, infrastructures linéaires, etc.	**Oiseaux** : Héron bihoreau, Grande aigrette, Échasse blanche, Canard chipeau, Butor étoilé, Huitrier pie, Flamant rose, Outarde canepetière, etc. **Insectes aquatiques :** Agrion de Mercure, Gomphe de Graslin, Cordulie à corps fin, etc. Invertébrés aquatiques : Branchipe stagnal, etc. **Reptiles et amphibiens :** Cistude d'Europe, Lézard ocellé, Émyde lépreuse, Grenouille de Pérez, etc. **Chiroptères** : Grand murin, Grand rhinolophe, Minioptère de Schreibers, etc. **Autres mammifères** : Loutre d'Europe, Campagnol, etc. **Poissons** : Anguille, Lamproie, Alose, Gobie, etc.

Sur la commune d'Aigues-Mortes, cette sous-trame concerne d'une part des cours d'eau et fleuves classés tels que le Vistre et le Vidourle (respectivement Listes 1 et 2 de l'Article L214-17 du Code de l'Environnement), ou non classés comme le Canal du Rhône à Sète et d'autres cours d'eau. D'autre part, de nombreuses zones humides sont présentes, qu'elles soient reconnues (Camargue gardoise) ou non (zones humides potentielles, Site Natura 2000, inventaires ENS et ZNIEFF de type 1 pertinents pour les zones humides). Ce réseau aquatique et humide permet de maintenir une continuité entre la mer, les cours d'eau, les lagunes, les étangs, et entre les milieux humides eux-mêmes.

Ces zones représentent des lieux favorables pour la reproduction et l'hivernage de l'avifaune limicole et des canards, ainsi que la reproduction de certaines espèces aquatiques.

Cependant, les milieux aquatiques et humides d'Aigues-Mortes sont majoritairement utilisés pour des activités agricoles ou d'extraction (riziculture, saliculture) ce qui peut représenter une menace si leur

importance dans les continuités écologiques n'est pas prise en compte. Ces activités peuvent en effet mener à une pression sur les milieux naturels (pollution des eaux, forte fréquentation du site), ou à une rupture des continuités aquatiques et humides par des aménagements inadaptés.



Composante littorale

L'ancienne région du Languedoc-Roussillon présente une façade littorale importante qui a été durant les dernières décennies, et notamment dans les années 1960 (mission Racine), très fréquentée et reste un endroit très attractif. Elle a de ce fait été fortement urbanisée et l'empreinte de l'Homme y est peut-être la plus forte sur le territoire. Le littoral présente donc des espaces naturels, pour certains relictuels à l'échelle nationale, qui doivent d'autant plus être préservés, et ce quel que soit l'échelle des documents d'urbanisme. Ils revêtent un intérêt d'autant plus grand que la Méditerranée constitue l'un des principaux points chauds de la biodiversité dans le monde et que le littoral languedocien est la première zone touristique estivale française, subissant de ce fait une pression importante tant en termes d'aménagement, notamment avec le phénomène de cabanisation qui impacte de nombreuses zones humides, que d'usages (sur-fréquentation touristique, piétinement, nuisances sonores et autres impacts par des véhicules motorisés au sein des milieux naturels, etc.). Leur fonctionnement écologique est aussi impacté par les pratiques agricoles (eutrophisation, comblement, etc.). Pour finir, le littoral est également impacté par des phénomènes naturels comme l'érosion ou la submersion marine.

Cette sous-trame concerne l'ensemble des milieux littoraux du territoire comme les plages, les dunes, les milieux humides associés…

Cette sous-trame doit également prendre en compte les « espaces protégés du littoral » définis par la loi Littoral (dans ses articles concernant le Code de l'urbanisme) qui détermine les conditions d'utilisation et de mise en valeur des espaces terrestres, maritimes et lacustres des communes riveraines d'océans, mers, étangs salés et plans d'eau naturel ou artificiel de plus de 1000 hectares. Cette loi permet ainsi d'encadrer l'aménagement de la côte pour éviter son urbanisation continue et favoriser le libre accès du public à l'ensemble des espaces côtiers littoraux.

Tableau 21 : Exemples de milieux et d'espèces pour la sous-trame forestière

Milieux concernés	Exemples d'espèces concernées
Structurants : étiers, dunes, roselières, mers et océans **Accueillants** : Plage, sable, marais, marécages, tourbières **Peu fréquentés** : Carrières, équipements sportifs et de loisirs, camping, caravaning, rivières et cours d'eau divers (canaux, etc.), plans d'eau et étangs **Répulsifs** : Milieux artificialisés, cultures annuelles et terres labourées, prairies temporaires et permanentes, bois et forêts, friche ou jachère, lande et broussailles, haies	**Oiseaux** : Avocette élégante, Flamant rose, etc. **Invertébrés** : Cuivré commun, Capricorne du Chêne, etc. **Amphibiens et reptiles** : Lézard vert, Pélobate cultripède, Grenouille verte, etc. **Poissons** : Sole, Tacaud, Truite, Anguille, Lamproie, Flet, Eperlan, etc. **Autres mammifères** : Lapin de Garenne, etc.

Sur la commune d'Aigues-Mortes, les milieux littoraux correspondent en partie aux zones humides identifiées précédemment : lagunes littorales, prés salés, étangs salés, etc. Cette sous-trame est donc intégrée directement dans la sous-trame aquatique et humide.

Exemple d'espèces associées aux différentes sous-trames

Certaines espèces présentes sur le territoire d'Aigues-Mortes sont inféodées aux différents types de milieux présentés dans ce document (aquatiques et humides, boisés, ouverts, semi-ouverts, agricoles, littoraux) et sont, de ce fait, de bons indicateurs pour la qualité écologique de ces mêmes milieux. Par leurs besoins naturels, leurs capacités de dispersion (obstacles de natures différentes) et leurs utilisations différentes de ces habitats naturels, les espèces listées dans le tableau ci-dessous viennent illustrer un échantillon de la faune susceptible d'utiliser les cœurs de nature et les axes de déplacement définis dans le cadre de la trame verte et bleue de ce PLU.

Tableau 22 : Capacités de déplacement de certaines espèces par sous-trames

Sous-trame	Nom scientifique	Nom français	Classe	Ordre	Habitats naturels	Taille du domaine vital		Capacité de dispersion	Éléments bloquant le déplacement	Besoins particuliers
						Mâle	Femelle			
Agricole	Burhinus oedicnemus (Linné, 1758)	Oedicnème criard	Oiseaux	Charadriiformes	Milieux cultivés essentiellement (cultures céréalières, vignes voire oliveraies), mais aussi prairies, pâtures rases, landes, friches, steppes, pelouses sèches, dunes et salins	Pas d'informations bibliographiques		Déplacements fonction de la période (hivernage/reproduction), de l'échelle de temps/varie selon les secteurs… Pas d'informations bibliographiques	Agriculture intensive (produits phytosanitaires), déprise agricole (fermeture des milieux), remembrement parcellaire (destruction des haies)	Milieu sec et chaud, végétation rase et clairsemée
	Tetrax tetrax (Linnaeus, 1758)	Outarde canepetière	Oiseaux	Otidiformes	Prairies, pâturages, friches ou jachères agricoles, cultures de céréales, de luzerne, aérodromes, camps militaires, etc.	Variable selon les secteurs Niche dans l'ensemble de la plaine agricole de Béziers, hiverne vers l'aéroport		Déplacements fonction de la période (hivernage/reproduction), de l'échelle de temps/varie selon les secteurs… En méditerranée, espèce sédentaire Pour les migrants : de 20 à 200km par an	Agriculture intensive (produits phytosanitaires), déprise agricole (fermeture des milieux), réduction des mosaïques culturales, remembrement parcellaire (destruction des haies), infrastructures linéaires (collisions),	Mosaïque agricole, végétation herbacée rase pour les mâles et hautes pour les femelles
						1 -3 ha	-			
	Lepus europaeus (Pallas, 1778)	Lièvre d'Europe	Mammifères	Lagomorphes	Milieux agricoles essentiellement cultures céréalières (blé notamment), mais aussi prairies ouvertes, pelouses, etc.	0,5 à 4km^2		1-5 km	Agriculture intensive, grandes parcelles de monoculture et uniformes, prairies de fauche (vis-à-vis des levrauts, massifs forestiers importants	Milieux ouverts, peu boisés
Aquatique	*Alose fallax* (Lacépède, 1803)	Alose feinte	Poissons	Clupéiformes	Eaux marines littorales, estuaire, rivières et cours d'eau douce	Peu d'informations à ce sujet Important : ce poisson vit en mer dans la zone côtière sur des fonds de <20 mètres Reproduction dans les estuaires et parties aval des fleuves		10 à 40km/j plusieurs centaines de km (migration)	Écluses, seuils importants, canalisations, prises d'eau, grilles, barrages, rampes, passes à poissons non adaptées.	Température de l'eau, substrat grossier, courant rapide
	Anguilla anguilla (Linnaeus, 1758)	Anguille	Poissons	Anguiliformes	Estuaire, rivières, cours d'eau, zones humides	Aucune information à ce sujet		25 à 40km/j 10000-20000km voire plus (migration)	Écluses, seuils importants, pollution aquatique, enrochement	Vase, pierres, galets
Boisée	Capreolus capreolus (Linnaeus, 1758)	Chevreuil	Mammifères	Ongulés	Forêts de feuillus majoritairement, zones bocagères	1000-3000 ha	500-2000 ha	5-10km/jour	Infrastructures linéaires (collisions), remembrement parcellaire,	Couvert forestier à proximité
						Automne/hiver : 20ha en forêts/100-150ha en bocager				
	Rhinolophus hipposideros (Bechstein, 1800)	Petit Rhinolophe	Mammifères	Chiroptères	Forêts feuillus/mixtes à proximité d'espaces bocagers (haies), voire ouverts et potentiellement traversées par des rivières	10-20 ha		10-20km/nuit	Infrastructures linéaires (collisions),	Terriers
Humide	Emys orbicularis (Linnaeus, 1758)	Cistude d'Europe	Reptiles	Testudines	Zones humides : vasières, étangs, bordures de roselières, mares, lacs, marais d'eau douce ou saumâtre, berges de cours d'eau et cours d'eau	Pas d'informations réelles Territoire de vie fluctuant selon les individus, ces derniers pouvant changer d'emplacement		Espèce sédentaire 40-80m/jour dans un étang pour les femelles Jusqu'à 1km pour les mâles	Urbanisation, disparition des zones humides (assèchement, endiguement), dégradation de la qualité de l'eau, agriculture intensive et pratiques piscicoles intensives, régression des roselières	Fond vaseux ou rocheux, bordure de roseaux ou de joncs, de végétation aquatique flottante

Sous-trame	Nom scientifique	Nom français	Classe	Ordre	Habitats naturels	Taille du domaine vital		Capacité de dispersion	Éléments bloquant le déplacement	Besoins particuliers
						Mâle	Femelle			
	Myotis capaccinii (Bonaparte, 1837)	Murin de Capaccini	Mammifères	Chiroptères	Rivières et cours d'eau, vastes étendues d'eau calme, ripisylves, lacs, mouilles des bras morts zones humides, bocage	Dimension du domaine vital varie d'un individu à l'autre : ~ 6 km^2 Nombre de territoire de chasse varie d'un individu à l'autre : de 20 mètres de linéaires jusqu'à 260 ha		~ 30 km voire 100km (migration vers un site attractif) /nuit Espèce extrêmement mobile : les territoires d'un même individu pouvant être éloignés de plusieurs km	Activités anthropiques souterraines, mauvaise qualité de l'eau (pollutions, aménagements hydrauliques, piscicoles ou touristiques), déforestation des ripisylves, remembrement parcellaire, ensemble des milieux non aquatiques et non humides (cultures, forêts, pelouses vergers…)	Se déplace en quasi-totalité en suivant le réseau hydrographique
Littorale	Pélobates cultripes (Cuvier, 1829)	Pélobate cultripède	Amphibiens	Anoures	Milieux sablonneux littoraux et arrière-littoraux, dunes, marais littoraux, plages, mais à proximité de milieux humides, vaseux ou saumâtres : mares temporaires méditerranéennes, mares/étangs	Pas d'informations à ce sujet		Pas d'informations à ce sujet	Urbanisation des zones littorales (assèchement des zones humides, destruction des sites de reproduction), agriculture intensive (produits phytosanitaires), déprise agricole et fermeture des milieux, infrastructures linéaires (collisions)	Végétation basse, points d'eau dégagés avec végétation riveraine peu développée, plages de sol nu et formations végétales basses pour les migrations
	Psammodromus edwarsianus (An ; Dugès, 1829)	Psammodrome d'Edwards	Reptiles	Squamates/ Saurophidiens	Arrières-dunes sableuses, dunes vives (oyat), plages, étendues sableuses du littoral, garrigues et maquis bas, pierriers, milieux rocheux	Pas d'informations à ce sujet		Pas d'informations à ce sujet	Urbanisation des zones littorales, érosion des dunes, agriculture intensive (produits phytosanitaires), déprise agricole et fermeture des milieux,	Espaces de refuge : pierres, terriers, failles, murs de pierres sèches, etc. Couverture au sol et strate arborée nulle
Ouverte	*Timon lepidus* (Daudin, 1802)	Lézard ocellé	Reptiles	Squamates/ Saurophidiens	Broussailles, dunes, garrigues, pelouses calcicoles, steppes méditerranéennes, milieux rocheux, voire vignes, oliveraies	1430— 22 100m^2	2800 – 5850m^2	250m-500m/jour en été	Fermeture des milieux (boisements, enfrichements), agriculture intensive (insecticides, produits antiparasitaires), urbanisation, déprise agricole, collisions, infrastructures linéaires (collisions)	Pierres, murs, etc.
	Alectoris rufa (Linnaeus, 1758)	Perdrix rouge	Oiseaux	Galliformes	Prairies rases et garrigues méditerranéennes, friches, voire également polyculture de céréales, vignes et oliveraies	~4-6 ha par individus en reproduction ~30 à 100 ha pour un groupe en hiver ~8 – 20 ha pour un groupe en reproduction		Plusieurs kilomètres/jour	Agriculture intensive (produits phytosanitaires), déprise agricole (fermeture des milieux), remembrement parcellaire (destruction des haies)	Végétation basse, buissons et haies

NB1 : les espèces des milieux ouverts peuvent également se retrouver au sein des milieux agricoles. C'est le cas de la Perdrix rouge, du Lièvre d'Europe ou encore du Lézard ocellé qui peuvent se retrouver au sein de milieux agricoles tandis que l'Outarde canepetière se retrouve souvent de parcelles ouvertes à forte densité de végétation. De même pour le Pélobate cultripède qui est une espèce inféodée aux milieux humides.

NB2 : les espèces terrestres ont été privilégiées comparativement aux oiseaux puisque ces derniers sont moins impactés par les éléments fragmentants de types infrastructures linéaires que les espèces se déplaçant au sol, bien que les collisions routières avec des oiseaux soient nombreuses. Les espèces avifaunes sélectionnées dans le tableau ci-dessus l'ont été parce qu'elles se déplacent de façon privilégiée au sol (oiseaux « marcheurs »).

Trame noire

SOURCES : AVEX

La notion de trame noire a fait son apparition depuis quelques années, s'ajoutant à celle de « trame verte et bleue » déjà bien connue. L'objectif est de limiter la dégradation et la fragmentation des habitats dues à l'éclairage artificiel par l'intermédiaire d'un réseau écologique formé de réservoirs et de corridors propices à la biodiversité nocturne.

Par un pouvoir d'attraction ou de répulsion selon les espèces, la lumière artificielle nocturne perturbe les déplacements de la faune. Ce phénomène se répercute à l'échelle des populations et des répartitions d'espèces : certaines étant inévitablement désorientées vers des pièges écologiques, et d'autres voyant leur habitat se dégrader ou disparaitre (Picchi et coll., 2013). Depuis peu, il est également démontré que l'éclairage nocturne peut constituer des zones infranchissables pour certains animaux à l'échelle d'un paysage (Van Grunsven et coll., 2017), occasionnant ainsi une fragmentation des populations. La pollution lumineuse agit également sur d'autres niveaux de la biodiversité tels que les relations interspécifiques, notamment la relation proie/prédateur et la pollinisation/dispersion des graines (Knop et coll., 2017). Elle a donc potentiellement des effets sur les services rendus par les écosystèmes. Elle désynchronise aussi les horloges biologiques chez la faune et la flore. Elle touche tous les groupes biologiques et tous les milieux (terrestres, aquatiques, marins, etc.).

La pollution lumineuse définit la présence nocturne d'éclairage artificiel. On emploie le terme pollution pour signifier une nuisance à deux échelles :

- Sur le milieu naturel : pour la faune, cet éclairage crée de multiples impacts, du piège pour les insectes à la déviation de trajectoires pour les oiseaux migrateurs. Pour la flore, il engendre des perturbations en matière de photopériodisme (détection de phases végétatives en raison de la durée de lumière du jour).
- Pour les Humains, l'éclairage nocturne apporte sans conteste des conditions de confort et de sécurité particulièrement importantes dans certains secteurs. Son effet contraire est en revanche l'absence de véritable nuit, ce qui peut avoir des effets biologiques ou psychologiques. Le halo lumineux des villes a conduit certains habitants, en particulier les astronomes amateurs, à alerter l'opinion sur le sujet.

La pollution lumineuse est souvent associée au gaspillage énergétique, d'où une incitation supplémentaire pour les communes d'améliorer leur éclairage public.

Depuis le 1er janvier 2012, il est obligatoire d'éteindre les éclairages de façades et de vitrines après 1 heure du matin. La « loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages » du 9 aout 2016 fait part dans ses principes fondamentaux du « Devoir de prise en compte et protection de l'environnement nocturne ». On parle ainsi, à l'instar de la trame verte et bleue, de la trame noire. Des mesures règlementaires sont maintenant attendues pour la protection de l'environnement nocturne.

Quoi qu'il en soit, des techniques sont maintenant de plus en plus utilisées par les communes :

- Éclairage directionnel (contraire des lampadaires « boules ») vers le sol ;
- Extinction de l'éclairage public de façon permanente ou sur des plages horaires nocturnes ;
- Sur le plan de l'énergie : choix de lampes à faible consommation énergétique, comme les D.E.L. L'inconvénient majeur est que l'économie financière liée à l'utilisation de ces lampes n'incite pas à diminuer l'utilisation de l'éclairage extérieur.

La carte ci-après, basée sur les données d'AVEX, met en valeur les secteurs du territoire impactés par la pollution lumineuse. On observe sur le territoire, une forte pollution lumineuse au niveau du centre-bourg d'Aigues-Mortes. D'autres zones polluées sont localisées au niveau du littoral urbanisé de la Grande-Motte et du Grau-du-Roi (hors périmètre communal). Ces zones correspondent à une pollution lumineuse très forte (couleur magenta). Seulement entre 50 et 100 étoiles sont visibles. Les principales constellations sont à peine reconnaissables.
Le reste du territoire communal est dominé par des espaces agro-naturels et est donc moins impacté par la pollution lumineuse. Néanmoins, la pollution lumineuse reste significative (entre couleur jaune et rouge). La visibilité des étoiles sur le territoire varie donc de 250-500 étoiles avec la Voie lactée visible dans de très bonnes conditions (couleur jaune) à 100-200 étoiles avec les constellations et quelques étoiles visibles (au télescope, certains messiers se laissent apercevoir).
L'extrémité sud-est de la commune est le moins impactée par la pollution lumineuse (entre couleur verte et jaune). La visibilité des étoiles sur le territoire varie de 500-1000 étoiles avec la Voie lactée souvent perceptible (couleur verte), à 250-500 étoiles avec la Voie lactée visible dans de très bonnes conditions (couleur jaune).

Blanc : 0–50 étoiles visibles (hors planètes) selon les conditions. Pollution lumineuse très puissante et omniprésente. Typique des très grands centres urbains et grandes métropoles régionales et nationales.

Magenta : 50–100 étoiles visibles, les principales constellations commencent à être reconnaissables.

Rouge : 100 -200 étoiles : les constellations et quelques étoiles supplémentaires apparaissent. Au télescope, certains Messier se laissent apercevoir.

Orange : 200–250 étoiles visibles, dans de bonnes conditions, la pollution est omniprésente, mais quelques coins de ciel plus noir apparaissent ; typiquement moyenne banlieue.

Jaune : 250–500 étoiles : pollution lumineuse encore forte. La Voie Lactée peut apparaître dans de très bonnes conditions. Certains Messier parmi les plus brillants peuvent être perçus à l'œil nu.

Vert : 500–1000 étoiles : grande banlieue tranquille, faubourgs des métropoles, Voie Lactée souvent perceptible, mais très sensible encore aux conditions atmosphériques, typiquement les halos de pollution lumineuse n'occupent qu'une partie du ciel et montent à 40 -50° de hauteur.

Cyan : 1000–1800 étoiles : la Voie Lactée est visible la plupart du temps (en fonction des conditions climatiques) mais sans éclat, elle se distingue sans plus.

Bleu : 1800–3000 : bon ciel, la Voie Lactée se détache assez nettement, on commence à avoir la sensations d'un bon ciel, néanmoins, des sources éparses de pollution lumineuse sabotent encore le ciel ici et là en seconde réflexion, le ciel à la verticale de l'observateur est généralement bon à très bon.

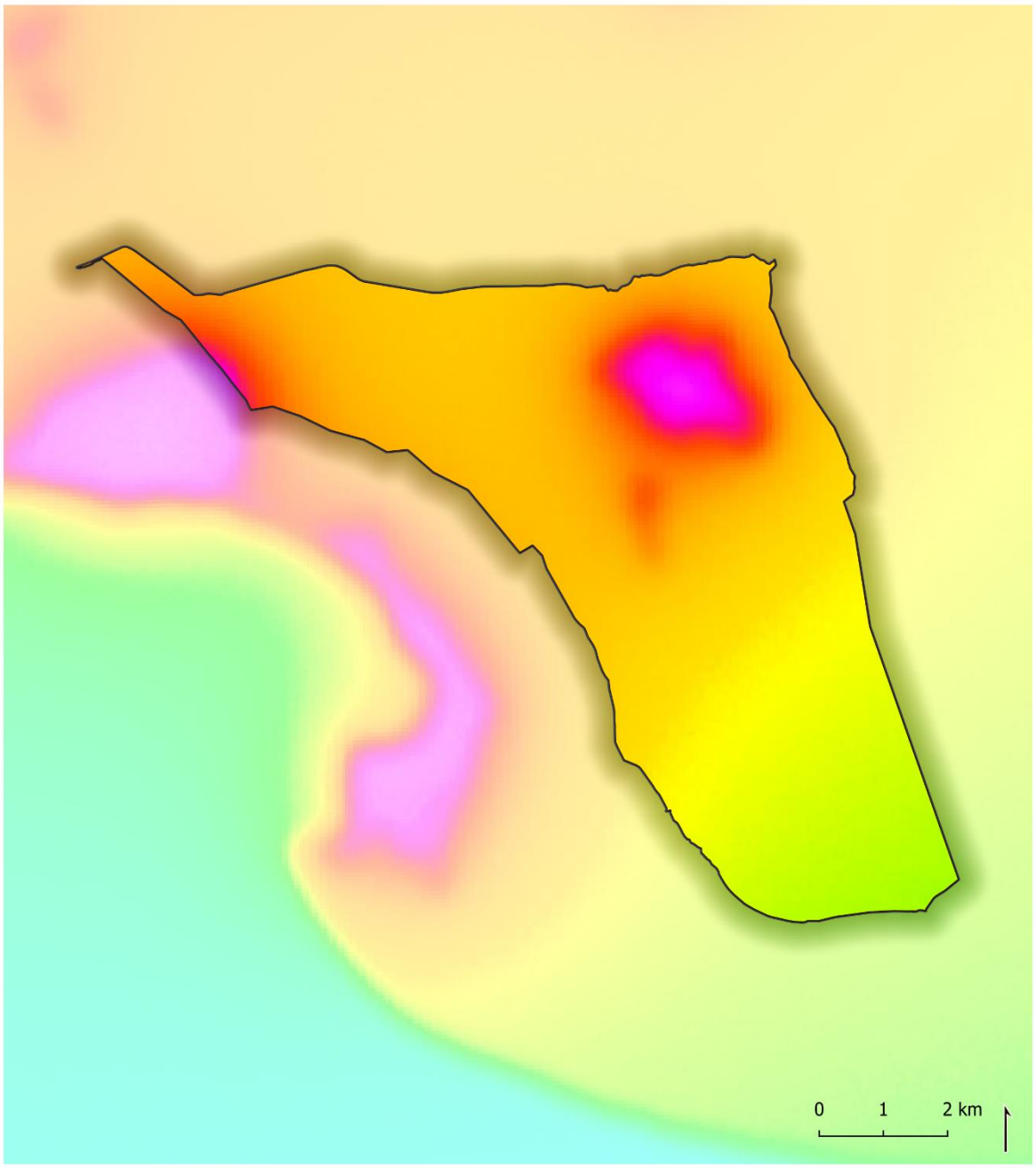
Bleu nuit : 3000–5000 : bon ciel : Voie Lactée présente et assez puissante, les halos lumineux sont très lointains et dispersés, ils n'affectent pas notoirement la qualité du ciel.

: + 5000 étoiles visibles, plus de problème de pollution lumineuse décelable à la verticale sur la qualité du ciel. La pollution lumineuse ne se propage pas à plus de 8° au dessus de l'horizon.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Pollution lumineuse



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : AVEX. Fond : ESRI World Topo

Limites communales

Légende : se référer à la légende précédente

Axes de déplacement

Les corridors écologiques ou axes de déplacement assurent des connexions entre des cœurs de nature, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Ces corridors peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas obligatoirement de continuité physique. On distingue ainsi les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées, etc.), les corridors discontinus ou en « pas japonais » (ponctuation d'espaces relais ou îlots refuges, mares, bosquets, etc.) et les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées). En fonction des espèces, ces corridors peuvent aussi jouer le rôle de cœurs de nature. C'est notamment le cas des zones humides.

Les jardins et espaces verts présents en centre-ville peuvent également constituer des zones refuges pour la vie sauvage ainsi qu'un réseau de corridors en « pas japonais ».

La perméabilité de ces corridors peut être préservée par différents moyens tels que l'accroissement des surfaces d'espaces verts et une gestion écologique de ces derniers, une gestion raisonnée des bandes enherbées et abords de voiries, mais aussi des lisières entre milieux agricoles et forestiers.

Éléments fragmentants, principales menaces

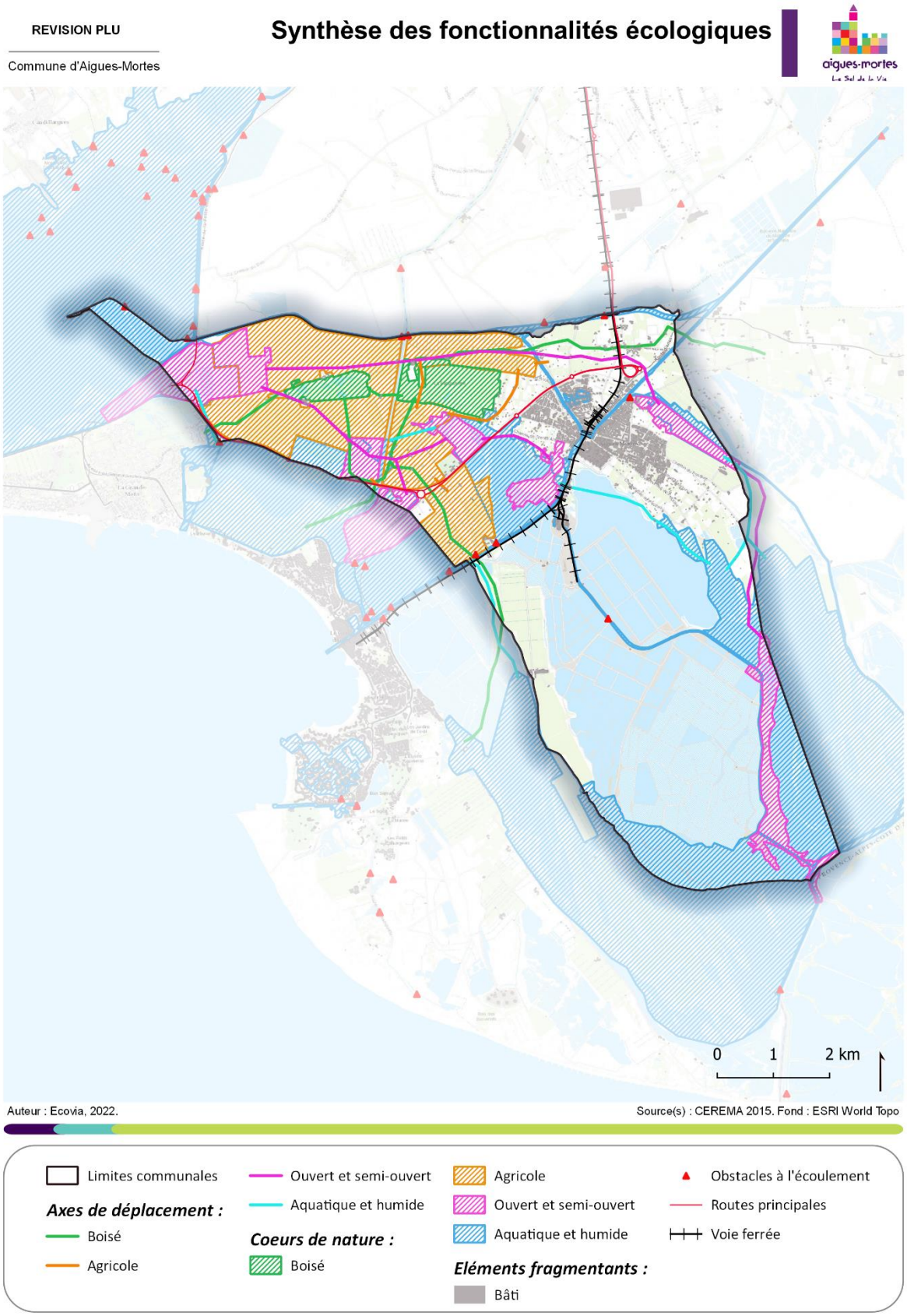
Les éléments fragmentants contrarient le déplacement naturel des espèces au sein de leur aire normale de répartition ainsi que le brassage génétique des populations (dépression de consanguinité), au point de provoquer potentiellement leur régression voire leur disparition localement.

Ces éléments peuvent être ponctuels (seuils et barrages sur un cours d'eau), linéaires comme les infrastructures de déplacements (routes, voies ferrées, canaux, lignes électriques, etc.) ou surfaciques comme certains secteurs dominés par les zones urbanisées ou les grandes cultures intensives dans certaines régions. Les réseaux routiers, en particulier, peuvent couper une continuité écologique permettant le déplacement de la faune entre des sites d'alimentation, de repos ou de reproduction. Dans ce cas, la mortalité des animaux est accrue du fait d'un fort risque de collision avec les véhicules.

Sur la commune d'Aigues-Mortes, les éléments les plus fragmentants correspondent aux zones urbanisées et aux départementales qui traversent la commune (RD46, RD62, RD979,). D'une manière générale, les abords de routes, lorsqu'ils sont bien gérés, constituent des milieux riches en biodiversité. À l'inverse, traités par des herbicides ou encore fauchés à un rythme soutenu, ces milieux perdent de leur richesse et intérêt. Par ailleurs, au moindre écart, la faune s'abritant dans ces habitats herbacés risque l'écrasement, ce qui en fait alors de véritables obstacles.

Pour finir, il est important de noter que les vastes surfaces en eau présentes sur la commune peuvent être considérées comme un élément fragmentant pour certaines espèces terrestres.

Synthèse des fonctionnalités écologiques



Synthèse

Atouts/faiblesses et opportunités/menaces et problématiques clés

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
+	10 ZNIEFF sur le territoire	⇗	La pollution, l'artificialisation des cours d'eau, le dépôt sauvage de déchets et la destruction des habitats du fait de l'extension des cultures irriguées ou de l'urbanisation menacent la fonctionnalité écologique de ces milieux… La présence d'un réseau Natura 2000 développé sur la commune permet des actions de gestion cohérente sur les milieux concernés.
+	5 zones Natura 2000	⇗	
+	Présence d'un important réseau de zones humides offrant des milieux variés et fonctionnels.	⇗	
+	Réseau bocager plutôt bien préservé dans le secteur nord-ouest (cultures).	?	L'intensification des pratiques peut potentiellement réduire ce réseau bocager. Des mesures peuvent être mises en place pour entretenir et renforcer ce maillage bocager.
-	Agriculture et extraction salicole développées.	⇗	Les cultures (riz, céréales) et activités salicoles ont un impact sur les écosystèmes (pollution chimique, tassement par circulation d'engins lourds). Certaines zones agricoles peuvent accueillir une faune et une flore spécifiques, notamment si la trame bocagère est maintenue.
-	Activités touristiques nombreuses.	⇗	Les activités et afflux touristiques engendrent des dégâts sur les écosystèmes : directs (piétinements, écrasements) ou indirects (pollution de l'air, déchets, pollution des eaux).

Proposition d'enjeux pour l'élaboration du PLU

- **Préserver les espaces naturels remarquables (ZNIEFF, Natura 2000, ENS, etc.) abritant les espèces emblématiques, limiter leur anthropisation ;**
- **Protéger les zones humides afin de permettre notamment une meilleure résilience du territoire face au changement climatique (protection contre les inondations, soutien d'étiage, etc.). Restaurer les zones humides dégradées ;**
- **Protéger les milieux aquatiques (lagunes, cours d'eau) et limiter l'urbanisation de leurs abords en lien avec la gestion des inondations ;**
- **Préserver et renforcer les milieux naturels relictuels de boisements, de milieux ouverts et semi-ouverts ;**

- **Protéger, au sein du zonage et du règlement, les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques qui seront identifiés dans la trame verte et bleue du PLU ;**
- **Préserver les espaces agricoles participant aux continuités écologiques du territoire (support de déplacement pour les espèces) ;**
- **Renforcer les liens entre paysages, continuités écologiques et risques (inondation et incendie) afin de définir les espaces naturels à préserver de l'urbanisation.**

Ressources naturelles

La ressource en eau

La gestion de l'eau dispose de ses outils propres (SDAGE, SAGE, contrats de milieux) avec lesquels le PLU doit s'articuler pour intégrer les enjeux identifiés par ces documents.

Le PLU peut notamment conditionner les développements urbain et économique à l'existence de ressources en eau suffisantes et aux réseaux nécessaires à son acheminement et à sa collecte. Il peut également se positionner comme un outil de protection de la ressource, en identifiant des zones humides, lits majeurs, périmètres de captage ou encore des zones d'infiltration à protéger de toute urbanisation pour un usage actuel ou futur.

Rappels règlementaires

Droit international

- 1968 (6 mai) : charte européenne de l'eau.
- 1978 (18 juillet) : directive no 78/659/CEE sur la qualité des eaux douces.
- 1991 (21 mai) : directive no 91/271/CEE relative au traitement des eaux résiduaires urbaines, dite « Directive ERU ».
- 1991 (12 décembre) : directive no 91/676, dite « directive Nitrates ».
- 1998 (3 novembre) : directive no 98/83/CEE sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.
- 1999 (17 juin) : protocole de Londres sur l'eau et la santé.
- 2000 (23 octobre) : directive no 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, dite « Directive-cadre sur l'eau » et dont l'objectif est l'atteinte du bon état des milieux en 2015 par les moyens suivants :
    - Une gestion par bassin versant
    - La fixation d'objectifs par « masse d'eau »
    - Une planification et une programmation avec une méthode de travail spécifique et des échéances
    - Une analyse économique des modalités de tarification de l'eau et une intégration des couts environnementaux
    - Une consultation du public dans le but de renforcer la transparence de la politique de l'eau
- 2006 (15 février) : directive no 2006/7/CEE sur la qualité des eaux de baignade.
- 2006 (12 décembre) : directive no 2006/118/CE sur la protection des eaux souterraines contre la pollution.
- 2007 (18 septembre) : règlement visant la reconstitution du stock d'anguille européenne.

Droit national

L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général (L210-1 du Code de l'environnement [CE]). La préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole sont d'intérêt général (L430-1 du CE). L'eau doit faire l'objet d'une gestion équilibrée, visant à assurer la prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, la préservation d'une ressource de qualité et en quantité suffisante, la valorisation de l'eau comme ressource économique et la continuité écologique dans les bassins versants (L211-1 du CE).

Le droit de l'eau s'est construit progressivement sur la base du code rural, à travers différentes lois :

- Loi 1964 sur les agences de bassin ;
- Loi 1984 sur la pêche ;
- Loi 1992 sur l'eau ;
- Loi 2004 de transposition de la DCE. Elle implique la gestion par bassin versant (unité hydrographique naturelle), la mise en place d'un document de planification (le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux – SDAGE), le principe de gestion équilibrée pour satisfaire tous les usages, la prise en compte des milieux aquatiques, la participation des acteurs de l'eau à la gestion sont autant de principes développés par la directive ;
- Loi 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques, dite loi LEMA. Elle permet :
  - De se donner les outils en vue d'atteindre en 2015 l'objectif de « bon état » des eaux fixé par la DCE ;
  - D'améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement : accès à l'eau pour tous avec une gestion plus transparente ;
  - De moderniser l'organisation de la pêche en eau douce ;

Liste	Objectif	Conséquence
1	**Préserver** des cours d'eau ou tronçons de cours d'eau en très bon état écologique « réservoirs biologiques », dotés d'une riche biodiversité jouant le rôle de pépinière nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins.	**Interdiction** de construire tout nouvel obstacle à la continuité écologique, quel que soit l'usage.
2	**Restaurer** des cours d'eau pour lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs.	**Obligation** de mise en conformité des ouvrages au plus tard dans les 5 ans après publication de la liste.

  - Les nouveaux classements entrent en vigueur dès la publication des listes par arrêté du préfet de bassin. Les anciens classements deviennent caducs dès cette publication et à défaut, le 1er janvier 2014 ;
  - Enfin, la LEMA tente de prendre en compte l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources en eau.
- Lois 2009 et 2010 Grenelle I et II ;
- La **loi MAPTAM** du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique crée une compétence ciblée et obligatoire relative à la gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) ;
- Arrêté du 5 mars 2015 précisant les critères et méthodes d'évaluation de la teneur en nitrates des eaux et de caractérisation de l'enrichissement de l'eau en composés azotés susceptibles de provoquer une eutrophisation et les modalités de désignation et de délimitation des zones vulnérables.

Documents de référence

Le SDAGE Rhône-Méditerranée

Les **Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux** (SDAGE) sont des documents de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle de grand bassin hydrographique. Ces documents fixent pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègrent les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux en 2015.

Les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions sont opposables aux décisions administratives dans le domaine de l'eau (règlementation locale, programme d'aides financières, etc.),

aux SAGE et à certains documents tels que les Plans locaux d'Urbanisme (PLU), les Schémas de Cohérence territoriale (SCOT) ou les Plans de Déplacements urbains (PDU), les schémas départementaux de carrière, etc.

Le territoire appartient au périmètre du SDAGE Rhône-Méditerranée. Ce dernier présente 8 orientations fondamentales :

- S'adapter aux effets du changement climatique
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques
- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau
- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Le SDAGE définit également des principes de gestion spécifiques en fonction des masses d'eau concernées.

Les SAGE

Le SAGE, compatible avec le SDAGE, est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

La commune appartient au périmètre de deux SAGE : « Vistre – Nappes Vistrenque et Costières », en cours d'élaboration, et « Petite Camargue Gardoise ».

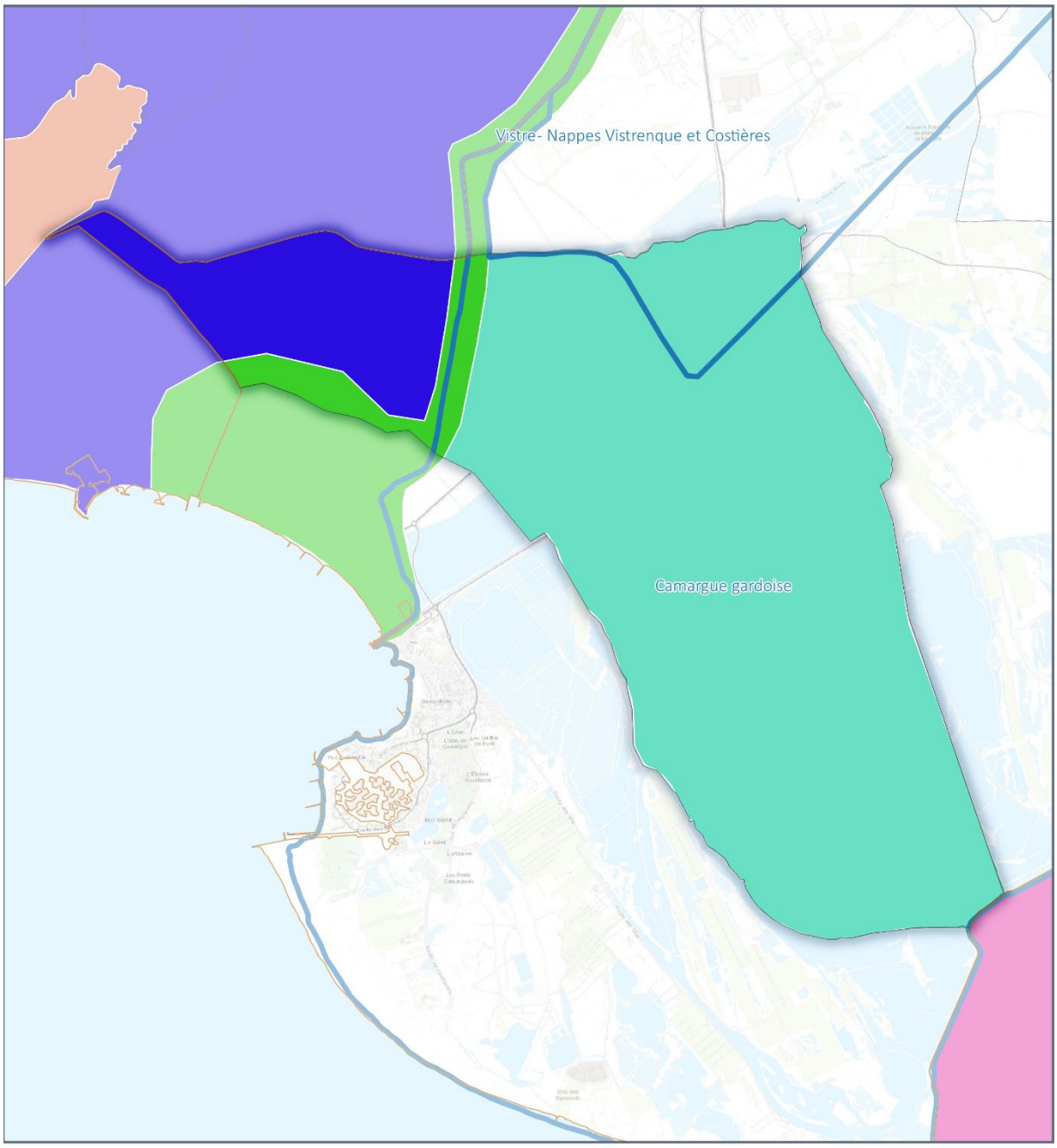
Contrats de milieu et territoriaux

Un contrat de milieu (généralement contrat de rivière, mais également de lac, de baie ou de nappe) est un accord technique et financier entre partenaires concernés pour une gestion globale, concertée et durable à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente. Avec le SAGE, le contrat de milieu est un outil pertinent pour la mise en œuvre des SDAGE et des programmes de mesures approuvés en 2009 pour prendre en compte les objectifs et dispositions de la directive-cadre sur l'eau. Il peut être une déclinaison opérationnelle d'un SAGE. C'est un programme d'actions volontaire et concerté sur 5 ans avec engagement financier contractuel (désignation des maitres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.).

Deux contrats de milieu concernent le périmètre communal, le contrat du Vidourle (2013-2018) et le contrat de l'Étang de l'Or (2003-2008). Ils sont tous deux achevés.

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Eau - Périmètres de gestion



Périmètre communal
SAGE

Contrats de milieu
- Bassin versant de l'étang de l'Or
- Delta de la Camargue
- Etang de l'Or
- Salaison
- Vidourle

0 1 2
Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : SANDRE
Fond de carte : ESRI

Ressource en eau

SOURCES : AGENCE DE L'EAU RHONE-MEDITERRANEE, DREAL

Masses d'eau superficielles

L'état écologique des masses d'eau est qualifié selon cinq classes : très bon, bon, moyen, médiocre ou mauvais. La mesure de l'état chimique comprend deux sous-catégories, avec ou sans ubiquistes, et le classement est soit bon, soit mauvais.

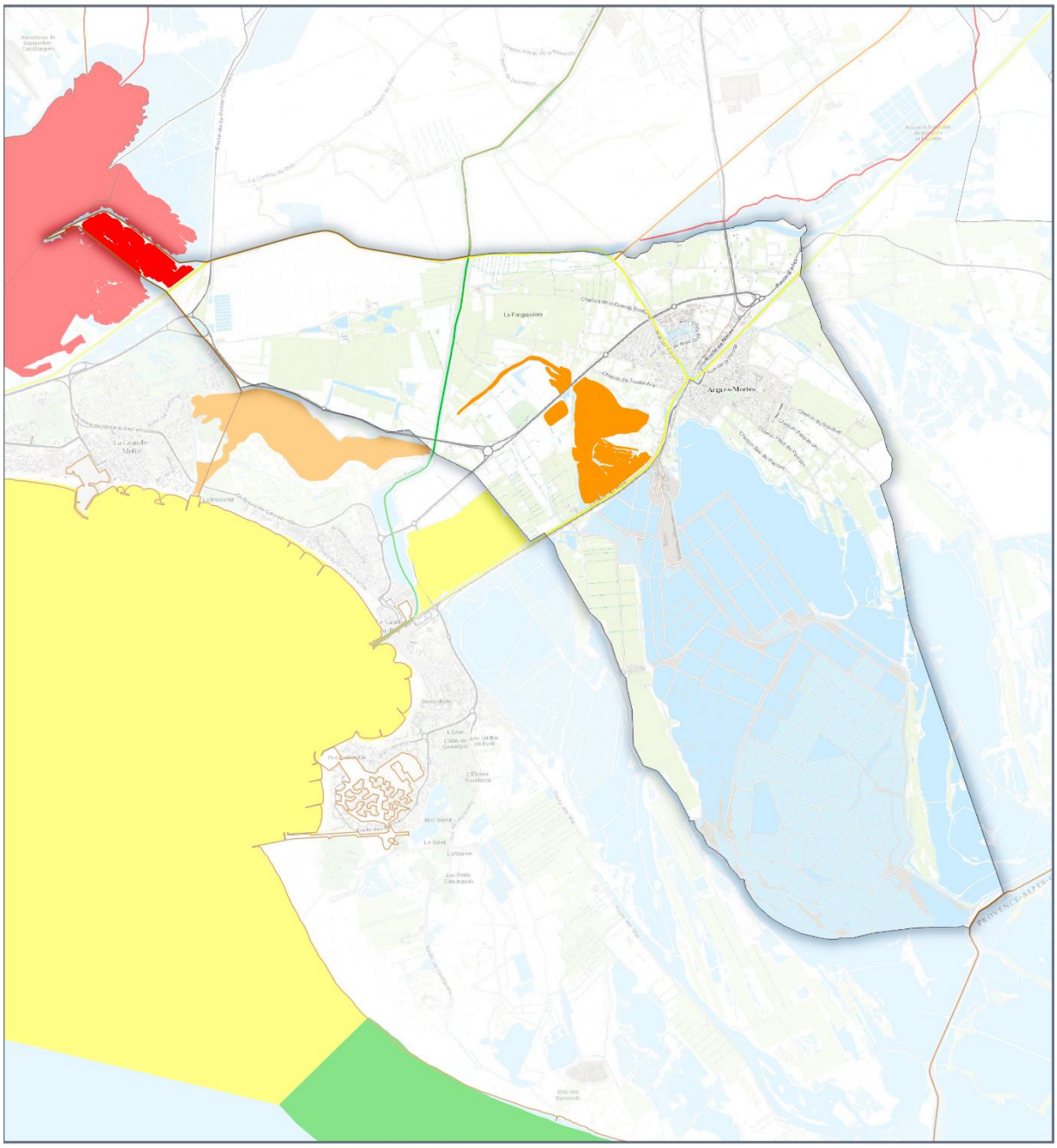
Six masses d'eau ont été évaluées par l'Agence de l'eau : quatre cours d'eau et deux masses de transition. Cinq n'atteignent pas le bon état écologique en 2019. L'état écologique s'est amélioré pour deux masses d'eau et dégradé pour deux.

Tableau 23 : états des masses d'eau superficielles d'Aigues-Mortes (source : états des lieux du SDAGE 2022-2027 et du SDAGE 2016-2021)

Masse d'eau	Code	État écologique 2013	État écologique 2019	Paramètre déclassant 2019	État chimique 2013	État chimique 2019
Le vieux Vistre à l'aval de la Cubelle	FRDR132	Médiocre	Mauvais	Invertébrés, Diatomées, O2 dissous, Taux de saturation en O2, Phosphore total, Phosphates	Indéterminé	Bon
Le canal du Rhône à Sète entre le seuil de Franquevaux et Sète	FRDR3108b	Moyen	Moyen		Indéterminé	Bon
Le Vidourle de Sommières à la mer	FRDR134b	Moyen	Bon		Bon	Bon
Le Vistre Canal	FRDR1901	Moyen	Médiocre	Diatomées, O2 dissous, Taux de saturation en O2, Nitrites, Phosphore total, Phosphates	Mauvais	Bon
Petite Camargue Marette	FRDT13e	Mauvais	Médiocre	Nutriments, Phytoplancton, Macrophytes	Bon	Bon
Étang de l'Or	FRDT11a	Mauvais	Mauvais	Nutriments, Phytoplancton, Macrophytes, Invertébrés	Bon	Bon

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Eau - Périmètres de gestion



Périmètre communal

État écologique des cours d'eau
- Mauvais
- Médiocre
- Moyen
- Bon

État écologique des masse d'eau de transition et côtières
- Bon état
- État moyen
- État médiocre
- Mauvais état

0 1 2
Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : Agence de l'eau Rhône-Méditerranée
Fond de carte : ESRI

Masses d'eau souterraines

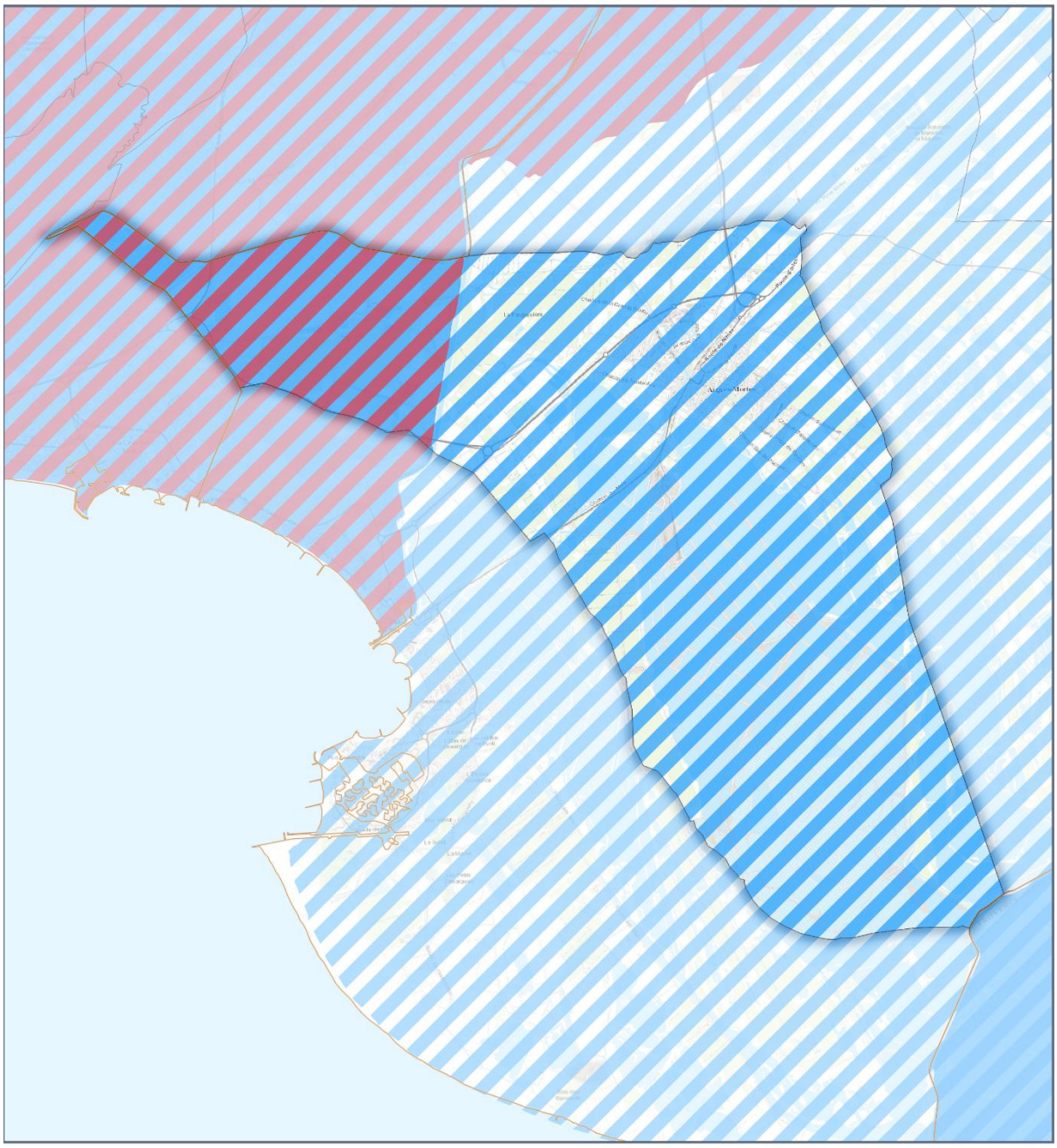
Deux masses d'eau souterraines concernent le périmètre communal. Elles sont en bon état, sauf les Alluvions anciennes entre Vidourle et Lez et littoral entre Montpellier et Sète qui n'atteignent pas le bon état chimique, du fait de pollutions agricoles, de pesticides, substances toxiques. De plus, l'état des lieux du SDAGE pointe le risque de non-atteinte du bon état 2027 pour cette masse d'eau (pollutions agricoles).

Tableau 24 : États des masses d'eau souterraines d'Aigues-Mortes (source : état des lieux du SDAGE 2022-2027)

Masse d'eau	Type de masse d'eau	État quantitatif 2013	État quantitatif 2019	État chimique 2013	État chimique 2019
Alluvions anciennes entre Vidourle et Lez et littoral entre Montpellier et Sète	Dominante sédimentaire non alluviale	Bon	Bon	Médiocre	Médiocre
Argiles bleues du Pliocène inférieur de la vallée du Rhône	Imperméable localement	Bon	Bon	Bon	Bon

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Eau - État chimique des masses d'eau souterraines



Périmètre communal

État chimique des masses d'eau affleurantes

Bon

Médiocre

État chimique des masses d'eau profondes

Bon

0 1 2

Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : Agence de l'eau Rhône-Méditerranée
Fond de carte : ESRI

L'adéquation entre ressource et besoins

Le schéma départemental de gestion durable de la ressource en eau de 2009 concluait à un risque de pénurie en eau potable important et généralisé à court et moyen terme dans le Gard. Aussi, face au rendement des réseaux faible (57 %) il visait comme objectif un rendement moyen de 65-67 % en 2020, augmenté de 5 % en zone ZRE (zones de répartition des eaux (la commune n'est pas concernée par une ZRE)), auquel il faudra rajouter 5 % entre 2020 et 2030. Le rendement de 2019 étant de 83% environ, la commune est conforme à ces objectifs (voir paragraphes suivants).

Périmètres règlementaires

SOURCE : SANDRE EAUFRANCE (HTTPS://WWW.SANDRE.EAUFRANCE.FR/), AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

Zones sensibles (ZS)

Les zones sensibles sont des bassins versants, lacs ou zones maritimes qui sont particulièrement sensibles aux pollutions. Elles découlent de l'application de la directive « eaux résiduaires urbaines » de 1991. Il s'agit notamment des zones qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits. Il peut également s'agir de zones dans lesquelles un traitement complémentaire (traitement de l'azote ou de la pollution microbiologique) est nécessaire afin de satisfaire aux directives « eaux brutes », « baignade » ou « conchyliculture ».

Les zones sensibles ont été étendues à l'ensemble des masses d'eau de surface continentales et littorales par arrêté, abrogeant les zonages précédents. Cet arrêté impose aux collectivités locales des prescriptions en matière de rejets de leurs stations d'épuration urbaines dans ces « zones sensibles ». Les échéances sont déterminées en fonction de la taille de l'agglomération et de la sensibilité des milieux aquatiques à la pollution. Les stations d'épuration urbaines concernées sont obligées de mettre en œuvre des dispositifs plus efficaces de traitement des eaux usées pour l'azote ou le phosphore.

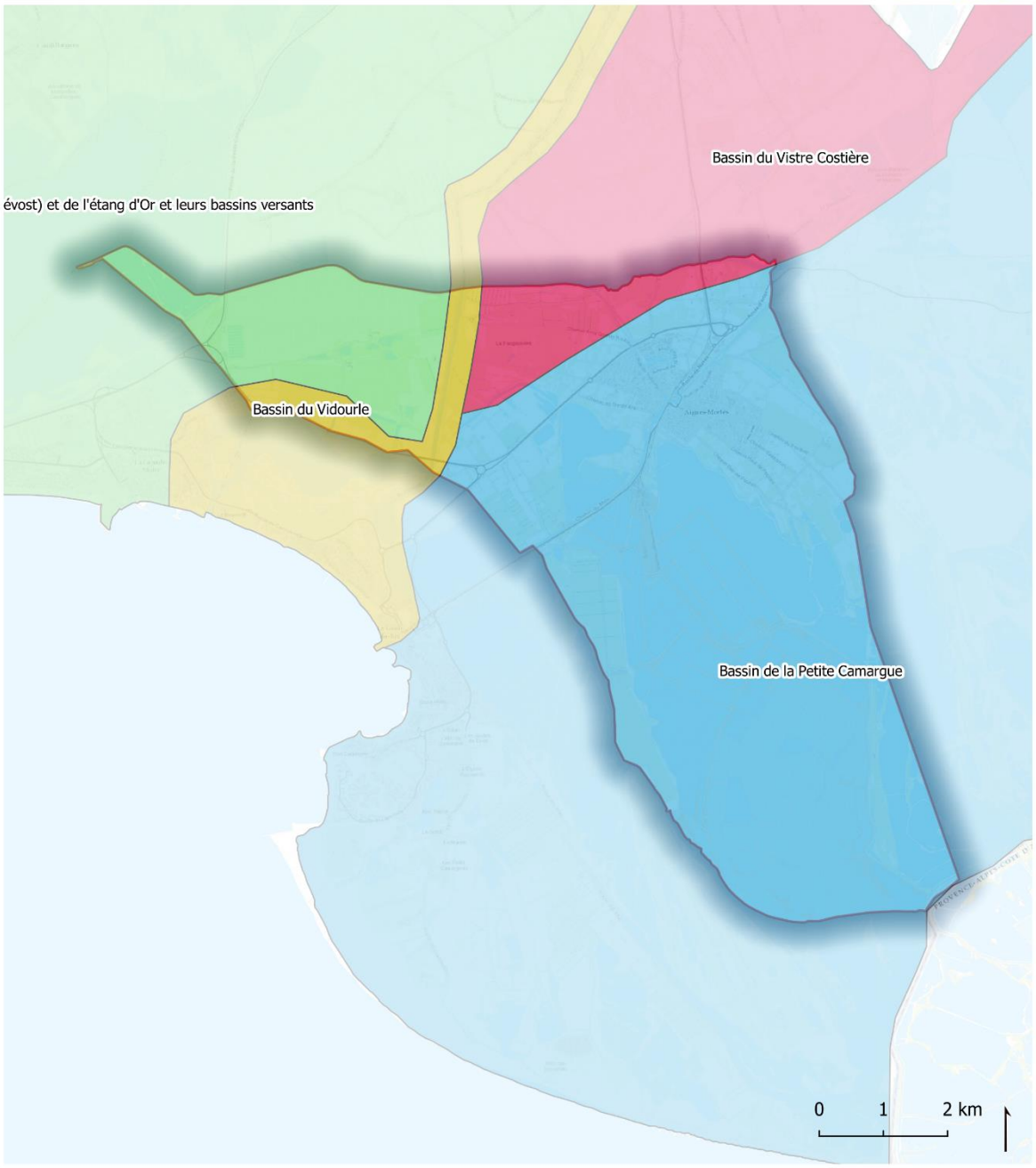
La commune d'Aigues-Mortes est concernée par 4 zones sensibles :

- **Bassin du Vidourle,**
- **Bassin du Vistre Costière,**
- **Bassin de la Petite Camargue,**
- **Les étangs palavasiens (Arnel, Méjean, Grec, Prévost) et de l'étang d'Or et leurs bassins versants.**

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Les zones sensibles



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : Agence de l'eau RMC. Fond : ESRI World Topo

Limites communales

Zones sensibles :

Bassin de la Petite Camargue

Bassin du Vidourle

Bassin du Vistre Costière

Les étangs palavasiens (Arnel, Méjean), Grec, Prévost) et de l'étang d'Or et leurs bassins versants

Zones vulnérables (ZV)

Afin de limiter la pollution des eaux par les nitrates, la directive européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991, dite directive Nitrates, prévoit la mise en œuvre de programmes d'actions encadrant l'utilisation des fertilisants azotés d'origine agricole.

Doivent être désignées comme vulnérables toutes les zones connues qui alimentent les eaux polluées par les nitrates d'origine agricole et celles susceptibles de l'être et celles ayant tendance à l'eutrophisation du fait des apports de nitrates d'origine agricole. Ce zonage doit être revu au moins tous les quatre ans selon la teneur en nitrates observée par le réseau de surveillance des milieux aquatiques.

Le territoire d'Aigues-Mortes est situé en zone vulnérable aux nitrates.

Zones de répartition des eaux (ZRE)

Les zones de répartition des eaux (ZRE) sont définies en application de l'article R211-71 du Code de l'environnement, comme des « zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins ».

Le territoire n'est pas concerné par les zones de répartition des eaux.

Usages et pressions

SOURCES : BNPE (DONNEES 2019)

Un seul ouvrage de prélèvement est recensé sur le territoire, alimentant les salines (usage industriel). L'eau potable provient donc de l'extérieur de la commune.

Alimentation en eau potable

SOURCES : SISPEA (DONNEES 2020), RAPPORT 2019 DE LA CCTC

Gestion de l'eau potable

La production recouvre :

- La protection de la ressource, par l'établissement des périmètres de protection ;
- Le prélèvement de l'eau brute dans le milieu naturel ;
- La potabilisation de l'eau dans des unités de traitement, et l'acheminement par des canalisations de gros diamètres ;
- Le stockage dans des châteaux d'eau, réservoirs en tête des réseaux de distribution et transport.

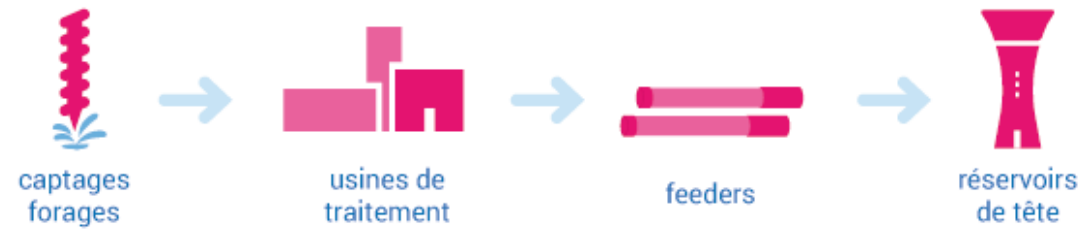


Figure 12 : Production d'eau potable (source : Eau du Morbihan)

Le transport s'effectue par des canalisations de gros diamètres ou des « autoroutes de l'eau » permettant d'acheminer de l'eau potable, après traitement, d'un point de production vers un lieu de consommation.

La distribution recouvre l'acheminement de l'eau produite par les unités locales de production ou acheminée par les réseaux d'interconnexions de transport jusqu'au branchement de chaque abonné, par un « chevelu » de réseau.



Figure 13 : Distribution d'eau potable (source : Eau du Morbihan)

L'eau potable de la commune d'Aigues-Mortes est gérée par la Communauté de communes Terre de Camargue (CCTC), qui concerne 3 communes en 2018. Elle est chargée de la production, du transfert et de la distribution. 29733 abonnés sont dénombrés au 31/12/2019.

Le service est délégué à la société SUEZ (échéance du contrat en 2026).

Le réseau mesure 215 km (dont 73 km à Aigues-Mortes), et deux interconnexions sont présentes (commune de Vauvert et commune de la Grande Motte).

Captages et protections

Les captages d'eau potable sont effectués aux champs captant des Baisses et du Moulin d'Aimargues sur la commune du même nom. Le volume prélevable par les captages de la commune d'Aimargues ne pourra excéder 375 m³/h, soit 3 285 000 m³/an (arrêté du 5/10/1987).

Le champ captant des Baisses est un captage prioritaire Grenelle et a fait l'objet d'un programme d'actions contre les pollutions diffuses par les pesticides (arrêté du 20/01/2014), afin de restaurer la qualité de l'eau utilisée pour la production d'eau potable.

L'usine BRL, concessionnaire du grand réseau hydraulique appartenant à la Région Occitanie, est alimentée quant à elle en eau brute depuis une prise d'eau au niveau du Canal Philippe Lamour, alimenté par le Rhône. La convention qui lie BRL à la CCTC prévoit la production d'un volume annuel de 1 800 000 m3/an, dont une production journalière minimum de 2 000 m3/jour (sa capacité est de 22 500 m³/jour).

La commune est dotée d'un château d'eau de 1000 m³ (Malamousque). En cas d'arrêt du captage des Baisses, il est possible d'alimenter l'ensemble du territoire de la CCTC depuis la seule usine BRL, et inversement, il est possible d'alimenter la totalité du territoire depuis le captage des Baisses, mais uniquement en période creuse de consommation. En effet, les volumes prélevables autorisés au captage ne permettent pas d'assurer ce fonctionnement en période estivale.

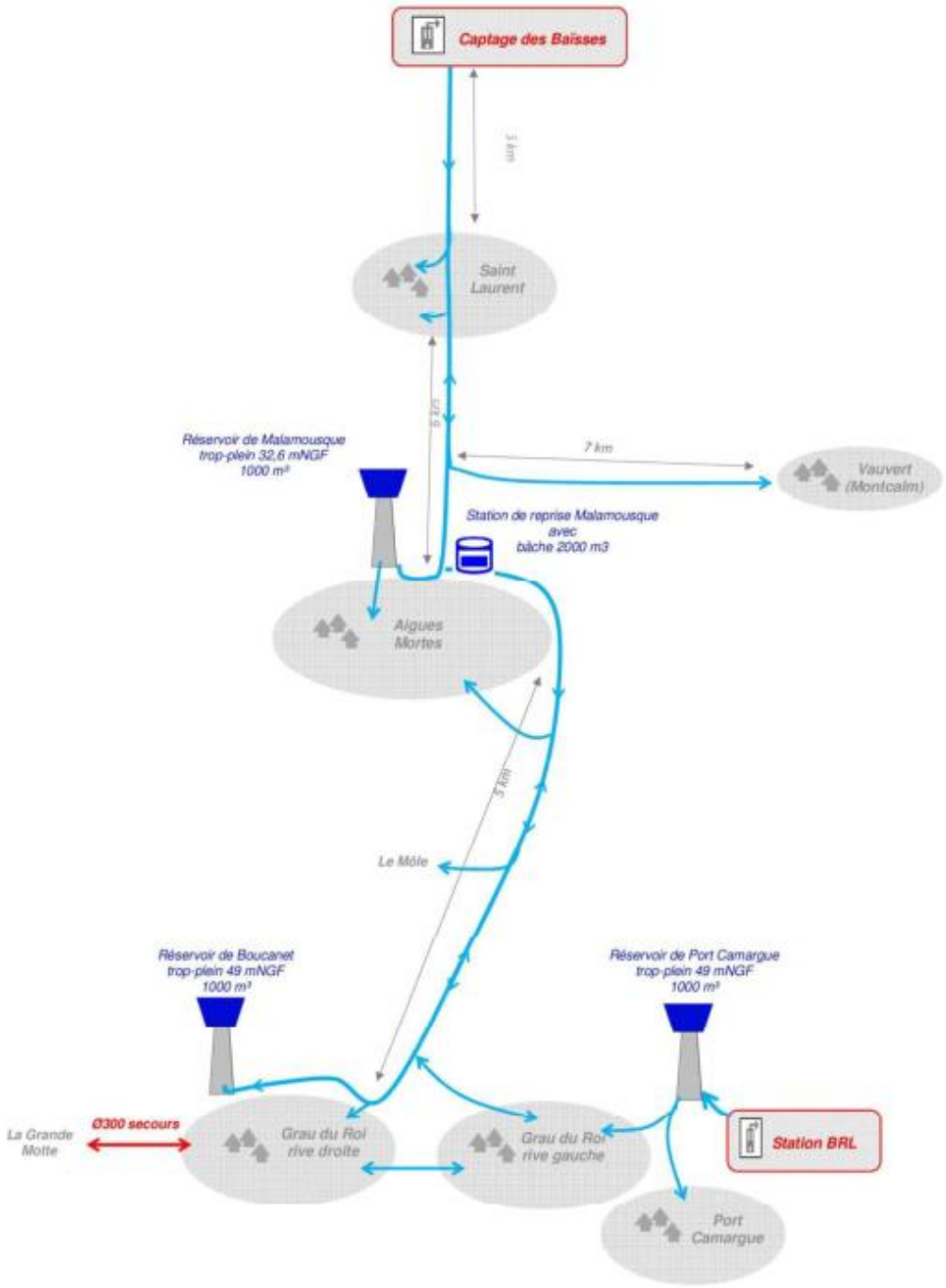


Figure 14 : Synoptique de fonctionnement des réseaux AEP de la CCTC (source : Schéma directeur)

En période creuse, les Baisses fournissent les deux tiers de l'eau distribuée sur la CCTC, la proportion s'inverse en période de pointe estivale où les Baisses ne produisent plus que 40 %.

Seul le puits central des Baisses a été actif en 2019, prélevant 1702338 m³ (-16% par rapport à 2018). Le volume produit est en baisse régulière depuis 2008.

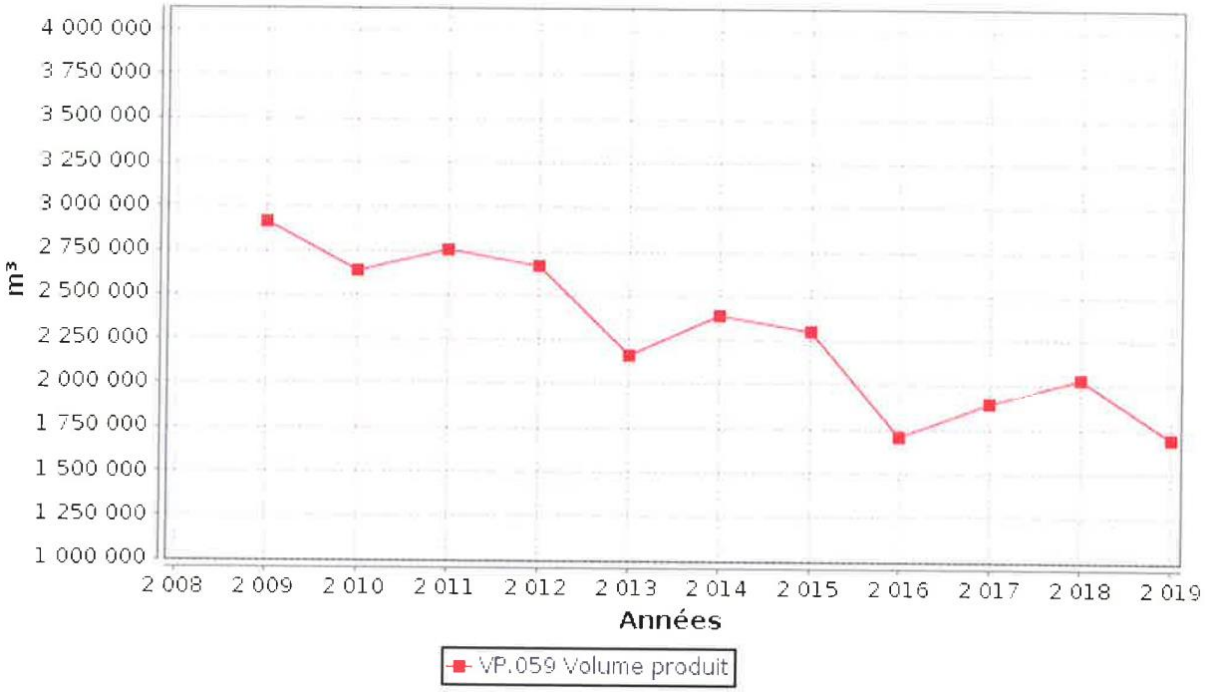


Figure 15 : Évolution du volume produit (source : RPQS)

L'indice moyen d'avancement de la protection de la ressource en eau en 2019 pour la CC est de 70 % (contre 80% en 2018).

Qualité de l'eau distribuée et indicateurs de performance

Le décret du 27 janvier 2012 a défini un rendement[2] minimum objectif que les collectivités doivent atteindre, soit 85 % pour les communes hors ZRE.

L'indice linéaire de perte (ILP) doit être inférieur à 2,5 m³/km/jour en milieu rural, 5 en milieu semi-rural et 10 en milieu urbain. Le type de réseau est déterminé par la densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par kilomètre de réseau).

En 2019, le rendement atteignait 82,7 % (en hausse globale depuis 2009) et les conformités microbiologiques et physico-chimiques étaient conformes à 100 %. L'indice linéaire de perte est de 7,8 m³/km/j (il est en baisse globale depuis 2009).

Prélèvements et consommation d'eau

Environ 1,7 Mm³ ont été produits et 1,8 Mm³ importés en 2019 (+26% par rapport à 2018). Au total 3,4 Mm³ ont été mis en distribution (83 000 m³ exportés) et 2,8 Mm³ consommés. La consommation moyenne par abonné est de 92,43 m³ au 31/12/2019 (30 m³/hab., soit 82 L/hab/j.)

Évolutions

SOURCE : SCHEMA DIRECTEUR (2017)

[2] Le rendement est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution. Plus le rendement est élevé (à consommation constante), moins les pertes par fuites sont importantes (source : SISPEA).

L'hypothèse privilégiée retenue dans le cadre du SDAEP, validée par le comité de pilotage et la commune d'Aigues-Mortes, correspond à la projection tendancielle du SCoT 1,4%/an se traduisant par des estimations démographiques à horizon 2030 de 10 400 habitants permanents environ.

À long terme, la population attendue est de 12 800 habitants permanents et 9650 estivants.

Défense incendie

SOURCE : SCHEMA DIRECTEUR (2017)

Il est rappelé aux mairies que la prévention et la lutte contre les incendies s'inscrivent dans le cadre des pouvoirs de police générale du maire, conformément aux termes de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales. En cas de dommages résultant de l'exercice de ces attributions de police municipale, l'article L. 2216-2 du même code précise que la commune est civilement responsable. La jurisprudence du Conseil d'État retenait la responsabilité de la commune pour faute lourde en cas d'insuffisance du débit de l'eau alimentant les bornes à incendie (CE, 2 décembre 1960, Strohmair et compagnie Le Phénix ; 15 juillet 1960, ville de Millau ; 22 juin 1983, commune de Raches).

Par ailleurs, les services incendie doivent pouvoir disposer sur place et en tout temps de 120 m3 de réserve. L'utilisation du réseau d'eau potable par l'intermédiaire de prises d'incendies (poteaux ou bouches) doit permettre de disposer d'un débit disponible de 60 m³/h (17 l/s) à une pression de 1 bar pendant 2 heures (donc 120 m3 de réserve incendie).

En termes de couverture des poteaux incendies, la règlementation prévoit une zone de couverture de 400 m en zone rurale et 200 m en zone habitée (bourg des villages).

95,9% des hydrants recensés sur le territoire de la CCTC ont été testés en 2015 et/ou 2016 par le SDIS et la CCTC. Sur ce total de 357 hydrants testés, seulement 14 (dont deux à Aigues-Mortes) ont révélé une non-conformité hydraulique, en lien avec le débit et/ou la pression de service obtenue, soit seulement 3,8% des hydrants testés.

Énergie

La question climat-air-énergie constitue un véritable enjeu visé par les lois « Grenelle » et la récente loi relative à la transition énergétique et à la croissance verte (loi TECV).

Le PLU, en tant que document planifiant l'aménagement du territoire, peut favoriser les économies d'énergie et diminuer les émissions de gaz à effet de serre en réduisant les besoins en transport et déplacements. Il peut agir sur l'usage des sols afin de limiter les distances entre les activités. Il peut également réduire les besoins énergétiques des secteurs résidentiel et tertiaire en agissant sur la localisation, la disposition et la forme du bâti. Enfin, il peut favoriser les opportunités de développement des énergies renouvelables et de récupération.

Rappels règlementaires et documents de référence

Au niveau international et communautaire

- Paquet « énergie – climat » de la Commission européenne (10/01/2007) : règle des « 3 x 20 » fixée par l'Union européenne d'ici 2020 : augmentation de 20 % de l'efficacité énergétique, diminution de 20 % des émissions de CO2 et couverture de 20 % des besoins en énergie par des énergies renouvelables (23 % pour la France).
- La Directive européenne 2009/28/CE du Parlement européen et du conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

Au niveau national

- La Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE) a été intégrée au code de l'environnement (L.221-1 à L.223-2 et R.221-1 à R.223-4) ;
- Le Grenelle de l'Environnement :
  - Loi n° 2009-967 du 3 aout 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;
  - Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- Loi n° 2005.781 du 13 juillet 2005 : loi française de Programme d'orientation de la politique énergétique, dite loi POPE, fixant les orientations de la politique énergétique : la France s'est fixé comme objectif national de diviser par 4 ses émissions de gaz à effet de serre (sur la base de 1990) d'ici 2050 : Facteur 4 ;
- Programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité du 15 décembre 2009
- Stratégie nationale du développement durable 2010-2013 ;
- Plan national d'adaptation au changement climatique 2011-2015 ;
- Loi n° 2015-992 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte du 17/08/2015 rend obligatoire la réalisation du PCET uniquement pour les intercommunalités de plus de 50 000 habitants en y intégrant un volet « Qualité de l'air ». Les Plans Climat Air Énergie territoriale (PCAET) viennent donc remplacer les PCET au plus tard avant le 31/12/2016 ;
- Le plan national d'action en matière d'efficacité énergétique (PNAEE 2014) dû au titre de l'article 24 de la directive efficacité énergétique. Il promeut « le développement accéléré des modes de transport non routier et non aérien ». Un ensemble de mesures est mis en place pour encourager les reports de trafic vers les modes de transport les moins émetteurs de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et pour améliorer l'efficacité des modes de transport utilisés ;
- Loi Énergie Climat du 8 novembre 2019. Les principaux objectifs entrants dans le cadre du PLU deviennent (en gras les nouveautés) :
  - Réduire la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012, en visant les objectifs intermédiaires d'environ 7 % en 2023 et 20 % en 2030 ;
  - Réduire la consommation énergétique primaire des énergies fossiles de 40 % en 2030 par rapport à l'année de référence 2012, en modulant cet objectif par énergie fossile en fonction du facteur d'émissions de gaz à effet de serre de chacune. Dans cette perspective, il est mis fin en priorité à l'usage des énergies fossiles les plus émettrices de gaz à effet de serre ;
  - Porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à **33 % au moins de cette consommation en 2030** ; à cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter au moins 40 % de la production d'électricité, 38 % de la consommation finale de chaleur, 15 % de la consommation finale de carburant et 10 % de la consommation de gaz ;
  - Réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à **50 % à l'horizon 2035** ;
  - Disposer d'un parc immobilier dont l'ensemble des bâtiments sont rénovés en fonction des normes « bâtiment basse consommation » ou assimilés, à l'horizon 2050, en menant une politique de rénovation thermique des logements concernant majoritairement les ménages aux revenus modestes ;
  - Multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030 ;
  - Développer l'hydrogène bas-carbone et renouvelable et ses usages industriels, énergétiques et pour la mobilité, avec la perspective d'atteindre environ 20 à 40 % des consommations totales d'hydrogène et d'hydrogène industriel à l'horizon 2030 ;
  - Favoriser le pilotage de la production électrique, avec pour objectif l'atteinte de capacités installées d'effacements d'au moins 6,5 GW en 2028.

Les documents de référence

- Le SRADDET Occitanie, approuvé le 19/12/2019 :
  - Objectif thématique 1,7 « Consommation du bâti » : Baisser de 20 % la consommation énergétique finale des bâtiments d'ici 2040 ;
- Le Plan climat air énergie territorial de Terre de Camargue. La stratégie du Plan Climat en Terre de Camargue s'articule autour de 5 axes d'orientation et de 85 actions.

Définitions

- **L'énergie finale** : énergie livrée aux consommateurs (électricité, gaz naturel, gazole, etc.) ;
- **La tonne d'équivalent pétrole** (tep) : unité de mesure de l'énergie. Une tep correspond à l'énergie produite par la combustion d'une tonne de pétrole ce qui représente environ 11 600 kWh ;

Les consommations d'énergie

SOURCE : OREO

Consommation d'énergie finale par secteur d'activité

En 2019, 153 954 MWh ont été consommés à Aigues-Mortes, soit 18,2 MWh/hab. Le secteur dominant est le transport routier suivi du résidentiel et du tertiaire, témoignant du profil résidentiel de la commune.

Tableau 25 : Consommations d'énergie par secteur en 2017 (source : OREO)

Secteur d'activité	Consommation (GWh)
Agriculture, sylviculture et aquaculture	4 558
Industrie	19 591
Résidentiel	44 533
Tertiaire	23 439
Transport routier	61 834
Total	**153 954**

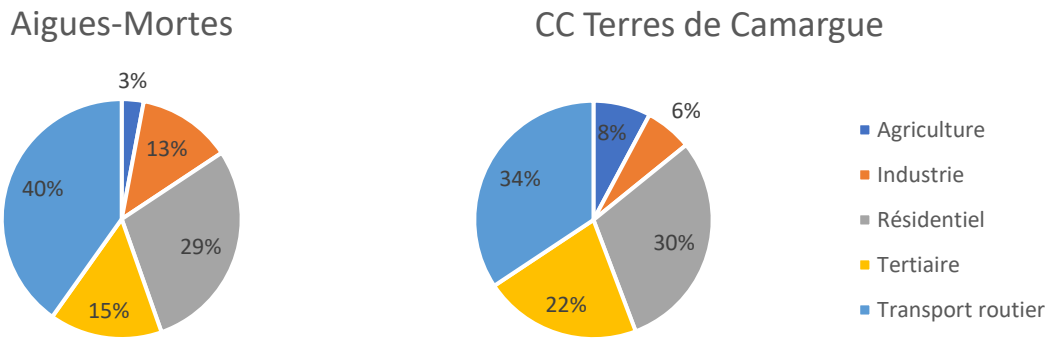


Figure 16 : Répartition des consommations d'énergie par secteur en 2019 (source : OREO)

Consommation d'énergie finale par type d'énergie

Les énergies majoritairement utilisées sont les produits pétroliers et l'électricité.

Tableau 26 : Mix énergétique de la commune en 2019 (source : OREO)

Type d'énergie finale	Consommation (GWh)
Électricité	60 380

ENRt[3]	3 453
Gaz naturel	21 610
Organocarburants[4]	4 593
PP[5]	63 917



Figure 17 : Répartition des consommations d'énergie d'Aigues-Mortes par type en 2019 (source : OREO)

L'énergie utilisée à Aigues-Mortes est surtout destinée au transport routier et à des usages spécifiques (« autres usages résidentiels). Le ratio par habitant est plus faible qu'à l'échelle de la CC (18 contre 21).

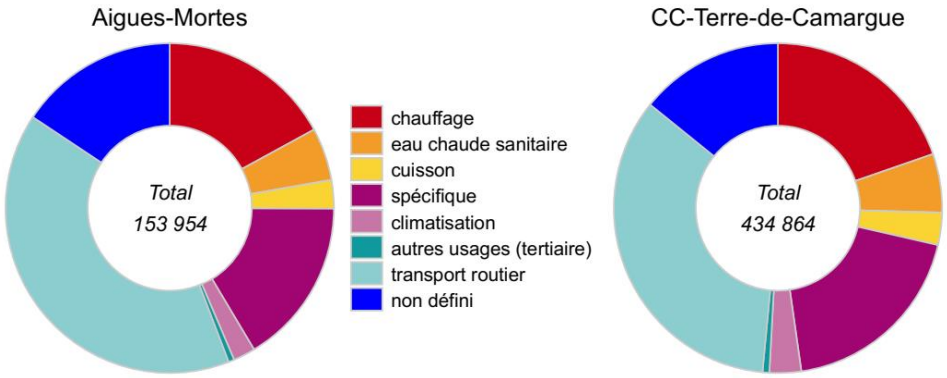
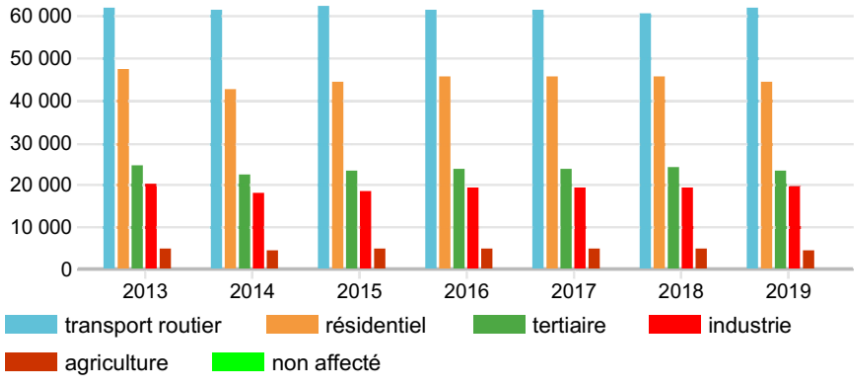


Figure 18 : Répartition des consommations d'énergie par usage (source : OREO)

Évolution des consommations énergétiques

Les consommations stagnent depuis 2013.



[3] EnRt : énergies renouvelables thermiques (essentiellement du bois, mais aussi des déchets de bois, des déchets agricoles, du biogaz et du gaz de décharge)
[4] Organocarburants (souvent appelés biocarburants) : ensemble des carburants alternatifs d'origine organique (biogaz, etc.)
[5] PP : produits pétroliers

Figure 19 : Évolution de la consommation d'énergie par secteur (en MWh) (source : OREO)

Production d'énergies renouvelables

En 2019, environ 3453 MWh d'énergie renouvelable ont été produits à Aigues-Mortes, à partir de bioénergies thermiques. La production baisse depuis 2013.

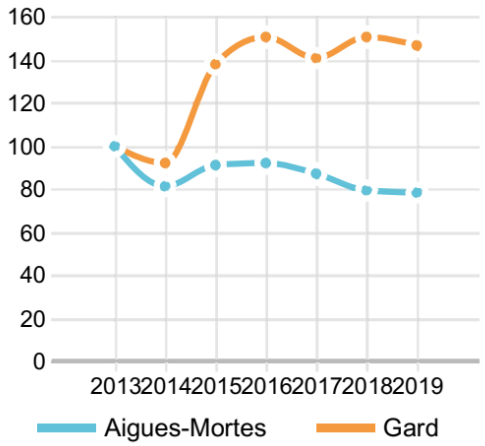


Figure 20 : Évolution de la production d'énergie (source : OREO)

Comparaison de la consommation et la production d'énergie

Le ratio entre la production EnR et la consommation atteignait 2 % en 2019, contre 17 % à l'échelle départementale. Ce rapport est décroissant ces dernières années.

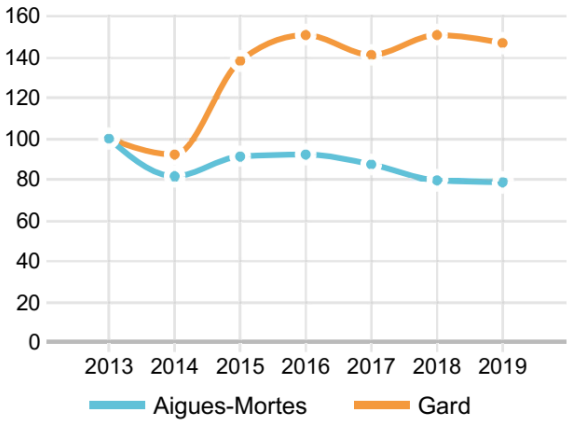


Figure 21 : Évolution de la part des EnR dans la consommation d'énergie (base 100 en 2013) (source : OREO)

Ressources minérales

Les matériaux de carrières sont des composants de base de l'activité du bâtiment et des travaux publics. Les enjeux liés à l'approvisionnement en granulats sont multiples pour un PLU. Il s'agit d'anticiper les besoins en matière d'aménagement du territoire (création, extension, réhabilitation de carrières), de transport et plus généralement au regard des nuisances environnementales que peut engendrer l'extraction de ressources minérales. Le PLU devra répondre et proposer des solutions en matière d'accès à la ressource, de transport, de choix d'implantation, de nuisance, mais aussi de reconversion de sites. Il devra intégrer cette problématique et ses exigences règlementaires dans son projet de développement, mais également dans son zonage et son règlement.

Rappels règlementaires et documents de référence

Au niveau national

- **Loi du 4 janvier 1993**, modifiant le Code minier : les carrières sont soumises à la législation des ICPE et doivent faire l'objet de schémas départementaux. L'objectif affiché est de réduire de 40 % en 10 ans les extractions de matériaux alluviaux.
- **Décret du 11 juillet 1994 relatif aux schémas départementaux des carrières**, visant à assurer une gestion optimale et rationnelle des ressources et une meilleure protection de l'environnement.
- **Arrêté ministériel du 10 février 1998 et circulaire du 16 mars 1998**, relatifs aux garanties financières pour la remise en état des carrières après exploitation.

Documents de référence

- Schéma régional des carrières de la région Occitanie

Définitions

Les granulats sont des petits morceaux de roches d'une taille inférieure à 125 mm, destinés à réaliser des ouvrages de travaux publics, de génie civil et de bâtiment. Ils peuvent être utilisés directement (ballast des voies de chemin de fer, remblais) ou en les solidarisant avec un liant (ciment pour le béton, bitume pour les enrobés).

Les granulats peuvent être obtenus soit en exploitant directement des roches meubles, les alluvions non consolidées comme le sable et les graviers, y compris marins, soit par concassage de roches massives telles que le granite, le basalte ou le calcaire, ou encore par recyclage de matériaux de démolition, de laitiers de hauts fourneaux ou de mâchefers.

L'une des missions de la **Commission départementale de la nature, des paysages et des sites** (Formation « Carrière ») est de réaliser le **Schéma départemental des Carrières**. Ce document recense les ressources disponibles dans le département ainsi que les contraintes environnementales, et définit des orientations concernant la gestion et les modalités d'exploitation des ressources. Une fois approuvé, le Schéma départemental des Carrières est consultable à la préfecture de chaque département ou à la DREAL.

Les prescriptions applicables aux exploitations de carrières sont précisées par l'arrêté du 22 septembre 1994.

La politique nationale interdit les extractions alluvionnaires dans les lits mineurs des cours d'eau et dans les plans d'eau traversés par des cours d'eau.

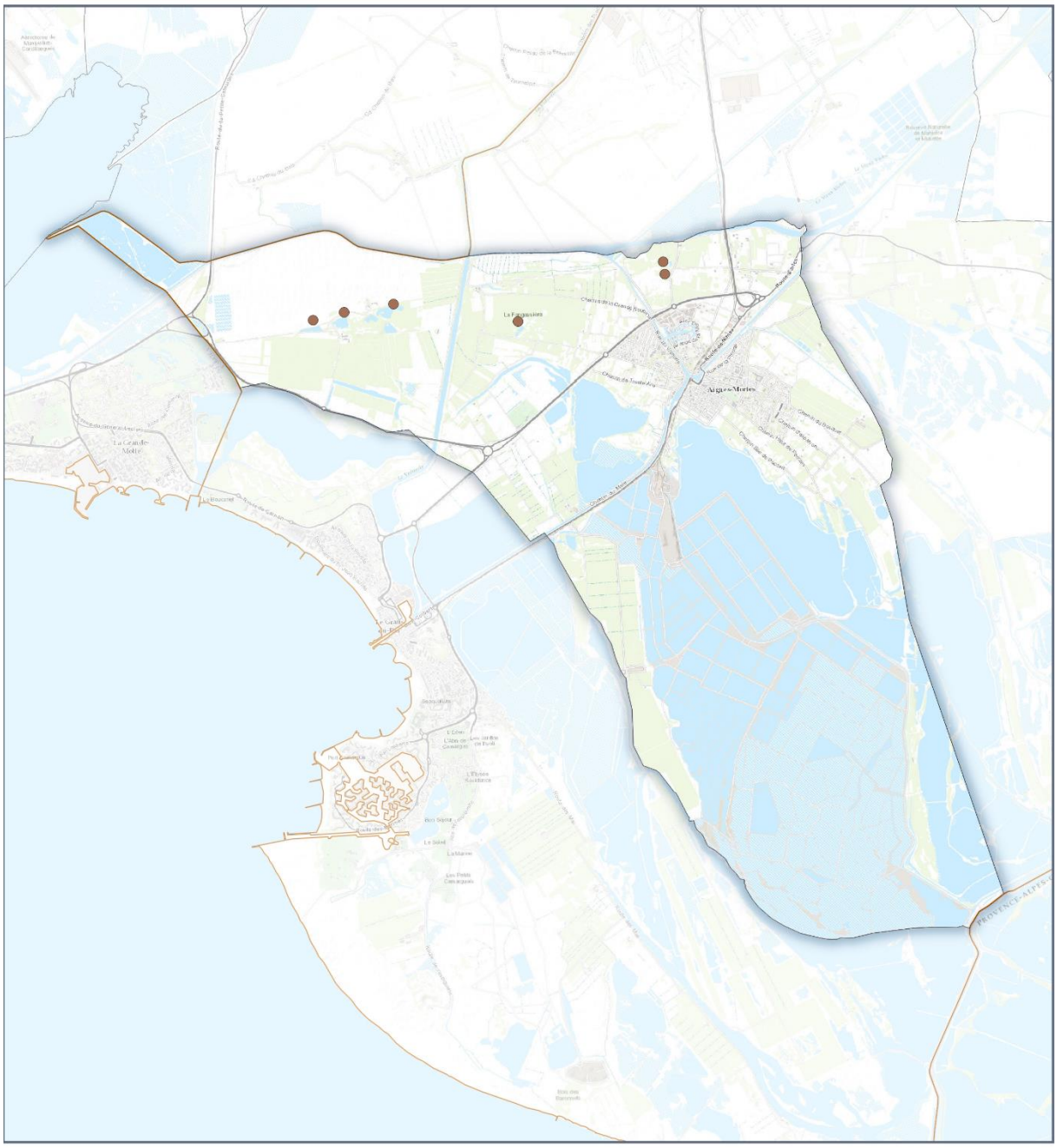
Exploitation du minerai sur le territoire

D'après l'état des lieux du SRC, le bassin de Nîmes a un solde production/consommation estimé à 112 %, il est donc globalement excédentaire.

À Aigues-Mortes, aucune exploitation de matériau n'est recensée par le BRGM, mais il existe six anciennes carrières.

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Anciennes carrières



Périmètre communal

Exploitation de matériaux fermée

0 1 2

Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : BRGM
Fond de carte : ESRI

Synthèse

Atouts/faiblesses et opportunités/menaces et problématiques clés

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
-	Aucune ressource d'eau potable présente à Aigues-Mortes.	⇗	Les actions du syndicat devraient maintenir de bons indicateurs. Le changement climatique pourrait impacter la disponibilité de la ressource et réduire la dilution. La population croît.
+	Un réservoir à Aigues-Mortes et deux interconnexions à l'échelle de la CCTC.	⇗	
+	Une eau potable distribuée de bonne qualité et un bon rendement du réseau.	⇗	
+	Une consommation d'eau potable faible (82 L/hab./j contre 144 pour un Français).	?	
+	Des consommations d'énergie relativement faibles (18 MWh/hab. contre 21 à l'échelle de la CC), dominées par le transport routier et le résidentiel.	⇗	Les consommations stagnent depuis 2013, malgré une croissance de la population. Les actions du SRADDET et du PCAET visent à réduire les consommations.
-	Des énergies renouvelables qui représentent 2 % des consommations.	?	La production baisse depuis 2013. L'énergie solaire est sous-exploitée et pourrait bénéficier des dynamiques (SRADDET, PCAET).
+	Un bassin légèrement excédentaire en granulats.	?	Le SRC vise à organiser la production et limiter les incidences environnementales de la filière. Le développement de la commune pourrait nécessiter des matériaux.

Proposition d'enjeux pour l'élaboration du PLU

- Préserver la ressource en eau :
    - Préserver les cours d'eau et leurs espaces de mobilité ;
    - Sécuriser l'alimentation en eau potable de la commune en limitant les pertes sur réseau grâce à un habitat dense ;
    - Anticiper les besoins d'équipements et d'infrastructures pour la gestion de l'eau potable et de l'assainissement ;
- Maitriser et réduire la demande en énergie en agissant sur les formes urbaines et les modes de déplacement :

- Limiter l'étalement urbain et favoriser la densification du bâti et la mixité d'activités pour augmenter la performance des transports en commun et des modes actifs et pour optimiser les déplacements ;
- Développer la rénovation énergétique du patrimoine bâti en favorisant la sobriété énergétique et l'efficacité énergétique des constructions et en développant la production d'énergies renouvelables et de récupération au niveau du bâti ;
- Favoriser le développement des transports en commun, l'utilisation de la « voiture à plusieurs » (covoiturage, autopartage, etc.) ;
- Favoriser les modes de déplacements actifs (vélo, marche, etc.) entre les espaces (zone habitée, zone naturelle), activité touristique, promenade.

- Encourager le développement des énergies renouvelables en cohérence avec les autres besoins d'occupation du sol :
  - Favoriser le développement des énergies solaires (photovoltaïque sur les bâtiments ou sites déjà artificialisés en priorité et thermique) ;
  - Favoriser la performance et la diversité énergétiques ainsi que les projets novateurs.

Pollution et nuisances

Pollution des eaux

Assainissement collectif

SOURCES : RPQS 2019, PORTAIL DE L'ASSAINISSEMENT

Gestion du service

L'assainissement collectif est régi par la communauté de communes Terre de Camargue, et délégué à l'entreprise Suez jusqu'en 2026. Aucune station d'épuration n'existe sur le territoire communal, la CC gère trois STEP.

La collectivité est chargée de la collecte, du transport et de la dépollution.

En 2019, la collectivité compte 28 924 abonnés et le réseau mesure 158 km (dont 47 à Aigues-Mortes).

Installations de collecte et de traitement

Les stations d'épuration de la CC ont une capacité nominale cumulée de 101800 EH[6]. La station du Grau du Roi (100 000 EH et 24 000 m³/j) utilise la filière boue activée aération prolongée et rejette dans les étangs du Grau-du-Roi, et la station de Saint-Laurent d'Aigouze le lagunage naturel (rejet dans le Vistre).

Volumes collectés et traités

Le débit moyen journalier en période creuse est de 4000 m³/j, et en semaine de pointe de 12 000 m³/j. la capacité nominale n'a ainsi jamais été dépassée.

En 2019, plus de 2 Mm³ ont été facturés, soit 1,8% de plus qu'en 2018. D'après le portail de l'assainissement, les charges entrantes dans la STEP du Grau-du-Roi ont atteint 46 553 AH, soit 47 % de la capacité de la STEP.

En 2018, et à l'échelle de la communauté de communes, la collecte des effluents et les équipements d'épuration étaient conformes à 100 %. 580 t de boues (matières sèches) ont été évacuées.

Évolutions estimées

SOURCE : SCHEMA DIRECTEUR (2018)

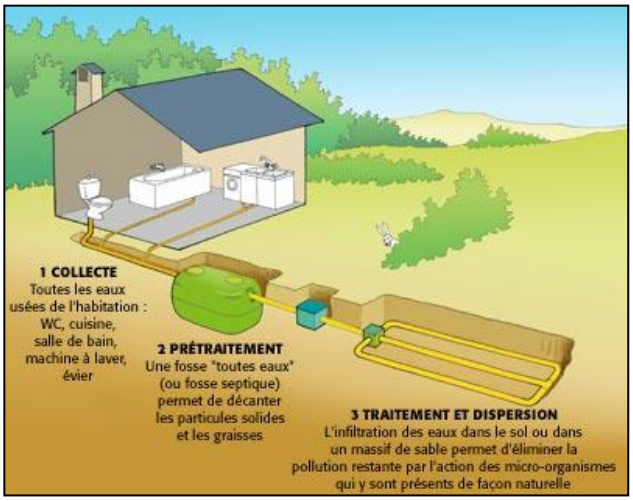
La population raccordée en 2030 est estimée à 26 250 en hiver et 111 550 en été, et 31 500 en hiver et 118 350 en été en 2050, soit des charges supplémentaires respectives de 363 et 771 kgDBO5/j (soit 13000 EH). Les capacités résiduelles disponibles actuelles (33 000 EH) sont donc suffisantes.

[6] EH ou équivalent habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un habitant.

Assainissement non collectif

SOURCE : RPQS 2019

L'assainissement non collectif (quelquefois appelé assainissement autonome ou individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques des logements non raccordés au réseau public d'assainissement.



Un dispositif d'assainissement non collectif se décline en quatre parties :

- La collecte des eaux usées domestiques ;
- Une unité de prétraitement ;
- Le système d'épuration ;
- L'évacuation des eaux usées.

L'assainissement non collectif est adapté à un habitat peu dense. C'est une solution efficace sous réserve :

- D'une installation conforme à la règlementation, aux prescriptions techniques et à l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif ;
- D'un entretien régulier, en particulier la vidange, de 50 % du volume utile de la fosse septique toutes eaux environ tous les 4 ans (ou tous les 6 mois pour la microstation d'épuration) et l'entretien au moins annuel du préfiltre.

Gestion du service

La compétence est échue à la communauté de communes, et exploité en régie avec prestataire de service, la société Suez. 1 764 habitants sont desservis en 2019.

Conformité des installations

588 dispositifs ont été contrôlés depuis la création du service, en 2019, ils sont conformes à 89,8 %.

Les eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales constitue un enjeu important pour les collectivités, afin d'assurer la sécurité publique (prévention des inondations) et la protection de l'environnement (limitation des apports de pollution dans les milieux aquatiques).

Bien que les textes relatifs à la gestion des eaux pluviales ne fixent pas pour la collectivité d'obligation de collecte ou de traitement en tant que telle, ce contexte, couplé aux problématiques d'inondations par ruissellement ou débordement de réseaux, renforce l'attention à porter à la gestion des eaux pluviales, notamment au regard du patrimoine d'ouvrages existants.

En temps de pluie, les systèmes d'assainissement, qu'ils soient unitaires ou séparatifs, rencontrent de manière récurrente des difficultés à collecter, transporter ou stocker les eaux pluviales. Selon l'importance des pluies, cette situation peut provoquer des déversements et des débordements, pouvant conduire à des inondations. L'artificialisation des sols contribue à l'aggravation de ces phénomènes en rendant les sols moins perméables. En effet, l'imperméabilisation des sols limite l'infiltration des eaux pluviales dans le sol et l'alimentation des eaux souterraines, et augmente ainsi les volumes d'eau ruisselés.

Il peut s'agir de réduire les émissions de polluants et le ruissellement à la source :

- Adapter le choix des revêtements de chaussées et autres matériaux urbains (matériaux neutres) ; vérifier l'origine des matériaux et leur absence de contamination ;
- Utiliser des peintures de sols et autres matériaux sans adjuvants toxiques ;
- Modifier les pratiques locales de nettoyage des rues (fréquence accrue du nettoyage) ; sensibiliser sur la nécessité de ne pas rejeter de détritus sur la voie publique ;
- Contrôler et réduire l'utilisation des engrais, herbicides, pesticides et autres produits phytosanitaires ; utiliser de manière plus réfléchie les produits de déneigement et de déverglaçage ;
- Améliorer l'efficacité des systèmes de dépollution des systèmes industriels producteurs de fumée ; améliorer la gestion des aires de stockage industrielles ;
- Promouvoir les transports en commun ; améliorer la conception des véhicules de manière à diminuer les émissions de polluants et à améliorer la combustion des matières organiques.

Un second levier d'action réside dans la gestion des eaux pluviales au plus près de leur point de chute. De grands principes sont à respecter :

- Limiter l'imperméabilisation afin de favoriser l'infiltration des eaux pluviales et de limiter le lessivage des sols et surfaces urbains ;
- Éviter de collecter les eaux pluviales dans des réseaux d'assainissement (unitaires ou séparatifs) ;
- Limiter le parcours des eaux pluviales afin de limiter l'érosion et le lessivage des sols ;
- Éviter la concentration des écoulements ;
- Favoriser l'évaporation de l'eau et l'évapotranspiration par la végétation.

Lorsque la nature du sol le permet, on cherchera à infiltrer les eaux pluviales pour les pluies courantes, sur le principe des niveaux de service. Les ouvrages de gestion des eaux pluviales mis en œuvre prennent différentes formes : noues, tranchées, jardins de pluie, bassins paysagers, espaces inondables intégrés à l'aménagement, etc.

Une gestion des eaux pluviales à la source se veut complémentaire d'une gestion séparative en limitant les apports d'eaux pluviales à prendre en charge par les systèmes d'assainissement existants.

Par ailleurs, les eaux pluviales peuvent constituer une nouvelle ressource en tant que support de nature en ville et de biodiversité, d'animation paysagère, de lutte contre les ilots de chaleur urbains.

Synthèse

Atouts/faiblesses et opportunités/menaces et problématiques clés

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
+	L'assainissement collectif est régi par la communauté de communes Terre de Camargue, et délégué à l'entreprise Suez jusqu'en 2026 permettant une gestion intégrée de la ressource.	⇗	
-	Aucune station d'épuration n'existe sur le territoire communal, la CC gère trois STEP.	?	
+	En 2018, et à l'échelle de la communauté de communes, la collecte des effluents et les équipements d'épuration étaient conformes à 100 %.	⇗	
+	Les capacités résiduelles disponibles actuelles (33 000 EH) sont suffisantes pour l'accueil d'une nouvelle population.	⇗	
+	Au niveau de l'assainissement non collectif, 588 dispositifs ont été contrôlés depuis la création du service, en 2019, ils sont conformes à 89,8 %.	⇗	

Proposition d'enjeux pour l'élaboration du PLU

- Préserver la ressource en eau :
    - Limiter la pollution des cours d'eau en encourageant le raccordement au réseau d'assainissement ou des mesures de protection ;
    - Prioriser le développement de l'urbanisation dans les zones d'ores et déjà équipées en réseaux d'eau et d'assainissement collectif de capacités suffisantes ;
    - Organiser un assainissement collectif et non collectif efficace et bien dimensionné au regard des accueils de populations envisagés, afin de participer à l'atteinte du bon état écologique ;
    - N'urbaniser que dans les zones déjà raccordées au réseau d'assainissement afin de réduire strictement l'installation d'assainissement non collectif.

- Intégrer les eaux pluviales :
    - Limiter l'artificialisation des sols afin d'augmenter leur perméabilité et l'absorption des eaux pluviales, et de limiter leur ruissellement et leur pollution ;
    - Règlementer l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle en fonction des capacités des sols à absorber les eaux.

Pollution de l'air et émissions de gaz à effet de serre

La question climat-air-énergie constitue un véritable enjeu visé par les lois « Grenelle » et la récente loi relative à la transition énergétique et à la croissance verte (loi TECV).

Le PLU, en tant que document planifiant l'aménagement du territoire, peut favoriser les économies d'énergie et diminuer les émissions de gaz à effet de serre en réduisant les besoins en transport et déplacements. Il peut agir sur l'usage des sols afin de limiter les distances entre les activités. Il peut également réduire les besoins énergétiques des secteurs résidentiel et tertiaire en agissant sur la localisation, la disposition et la forme du bâti. Enfin, il peut favoriser les opportunités de développement des énergies renouvelables et de récupération.

Concernant les pollutions atmosphériques, le levier d'action du PLU consiste à identifier les sources de polluants, les réduire en diminuant aussi les besoins en transport et déplacements, et éviter l'exposition de la population à ces pollutions.

Rappels règlementaires

Au niveau international et communautaire

- **Paquet « énergie – climat** » de la Commission européenne de 2030 fixe trois grands objectifs pour 2030 :
    - Réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % (par rapport aux niveaux de 1990) ;
    - Porter la part des énergies renouvelables à au moins 27 % ;
    - Améliorer l'efficacité énergétique d'au moins 27 %.
- **Accord de Paris sur le climat de 2015 (COP 21) :** Cet accord a abouti à la formalisation des objectifs de réduction d'émissions par pays, en explicitant la volonté que la somme des émissions générées n'entraine pas une augmentation de la température moyenne planétaire au-delà de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels.

Au niveau national

- La **Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE**) a été intégrée au Code de l'environnement (L.221-1 à L.223-2 et R.221-1 à R.223-4) ;
- Le Grenelle de l'environnement :
- Loi no 2009-967 du 3 aout 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;
- Loi no 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.
- La **loi no 2005-781 du 13 juillet 2005** : Loi de programme d'orientation de la p**olitique énergétique, dite loi POPE**, fixant les orientations de la politique énergétique ; la France s'est fixé comme objectif national de diviser par 4 ses émissions de gaz à effet de serre (sur la base de 1990) d'ici 2050 **: Facteur 4 ;**
- Le Plan national d'action en matière d'efficacité énergétique (PNAEE 2014) ;

- La **loi no 2015-992 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte (TECV)** du 17/08/2015 et la **Stratégie nationale bas carbone (SNBC)** qui sert de feuille de route à l'échelle nationale en matière de climat-air-énergie. Les objectifs nationaux inscrits dans la LTECV à l'horizon 2030 sont les suivants :
  - Réduction de 40 % des émissions de GES par rapport à 1990 ;
  - Réduction de 20 % de la consommation énergétique finale par rapport à 2012 ;
  - Réduction de 30 % de la consommation énergétique primaire d'énergies fossiles par rapport à 2012 ;
  - 32 % d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie.
- La loi LTECV rend obligatoire la réalisation du PCET uniquement pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants en y intégrant un volet « Qualité de l'air ». Les plans climat air énergie territoriaux (PCAET) viennent donc remplacer les PCET au plus tard avant le 31/12/2018.
- Loi Énergie Climat du 8 novembre 2019. Les principaux objectifs entrants deviennent :
  - Atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 en divisant les émissions de gaz à effet de serre par un facteur supérieur à six. La neutralité carbone est entendue comme un équilibre, sur le territoire national, entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre […]
  - Contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction de la pollution atmosphérique prévus par le Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques.

Documents de référence

- Le SRADDET de la Région Occitanie
- Le PCAET de la CC Terre de Camargue

Définitions

- **Les gaz à effet de serre** (GES) : composants gazeux qui absorbent le rayonnement infrarouge émis par la surface terrestre et contribuant à l'effet de serre. L'augmentation de leur concentration dans l'atmosphère terrestre est l'un des facteurs à l'origine du récent réchauffement climatique.

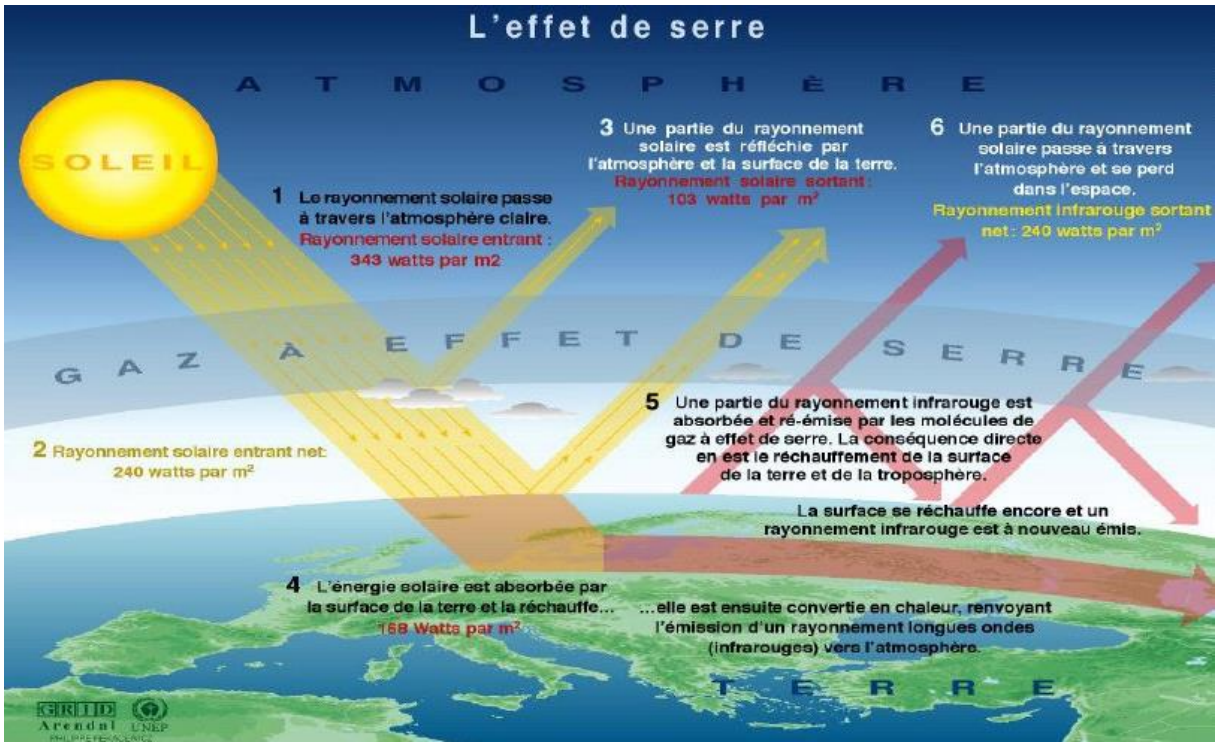


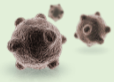
Figure 22 : L'effet de serre

- Les principaux gaz à effet de serre définis par le protocole de Kyoto sont :
  - Le dioxyde de carbone (CO2) ;
  - Le méthane (CH4) ;
  - Le protoxyde d'azote (N2O) ;
  - L'hexafluorure de soufre (SF6) ;
  - Les hydrofluorocarbures (HFC) ;
  - Les hydrochlorofluorocarbures (HCFC) ;
  - Le tri fluorure d'azote (NF3).

- **Les émissions de GES énergétiques :** il s'agit de rejets atmosphériques issus de la combustion ou de l'utilisation de produits énergétiques. On retrouve par exemple la combustion de gaz naturel pour le chauffage des bâtiments, la consommation d'électricité pour l'éclairage, etc. ;
- **Les émissions non énergétiques :** ce sont des émissions de gaz à effet de serre qui ont pour origine des sources non énergétiques. Elles regroupent par exemple, les fuites de gaz frigorigènes dans les installations de climatisation, la mise en décharge des déchets émettant des gaz à effet de serre par la décomposition des matières enfouies, etc. ;
- **CO_2 induit** : émissions de CO_2 d'origine fossile induites par la consommation finale d'énergie ;
- **CO_2 nc** (« non comptabilisable ») : il regroupe les émissions de CO_2 issues de la biomasse (bois et déchets assimilés, part organique des ordures ménagères, part de biocarburants dans l'essence et le gazole) ainsi que le CO_2 produit lors d'opérations de transformation de l'énergie (centrale thermique, cogénération, réseau de chaleur, etc.). Ces émissions sont retirées du total.
- **Valeurs limites, seuils de recommandation et objectifs clés** : des outils en faveur de l'amélioration de la qualité de l'air : pour chaque polluant atmosphérique, le Code de l'environnement fixe plusieurs niveaux de seuils (valeurs limites, seuils de recommandation et objectifs de qualité) qui sont gradués en fonction des impacts de leur dépassement sur la santé humaine et sur l'environnement. Lorsqu'elles sont dépassées, une procédure d'alerte peut être mise en place :
- La **valeur limite** concerne la protection de la santé ou de l'environnement. C'est un seuil qui peut être dépassé pendant une durée limitée ;
- Le **seuil de recommandation** est un niveau à ne pas dépasser, afin d'éviter à long terme des effets nocifs sur la santé humaine et sur l'environnement ;
- L'**objectif de qualité** est le niveau à atteindre afin que la qualité de l'air soit la meilleure et permette de préserver la santé publique.

Tableau 27 : Présentation des polluants suivis

Polluant	Description	Origine	Effets sur la santé	Effets sur l'environnement
Oxydes d'azote (NO_x) 	Gaz brun-rouge, odeur âcre et piquante On les trouve principalement sous forme de monoxyde d'azote (NO) et de dioxyde d'azote (NO_2) : **principal traceur de la pollution urbaine, en**	Émis par les véhicules et les installations de combustion (centrales thermiques, chauffage)	Irritant pour les voies respiratoires et les yeux. Provoque des troubles respiratoires, des affections chroniques et des perturbations du transport de l'oxygène dans le	Pluies acides (formation d'acide nitrique HNO_3) Participe à la formation d'ozone troposphérique (O_3)

	particulier automobile		sang, en se liant à l'hémoglobine	
Oxydes de soufre (SO_x) 	Gaz incolore, dense : principal traceur de la pollution industrielle	Émis lors de la combustion des matières fossiles soufrées telles que le charbon, le fioul lourd ou le gaz naturel (centrales thermiques, installations de combustion industrielles et chauffage)	Fortement irritant pour les muqueuses, la peau et les voies respiratoires supérieures	Pluies acides (formation d'acide sulfurique H_2SO_4)
Particules en suspension 	Fines particules solides portées par l'eau ou solides/liquides portées par l'air Les **PM 10** sont les particules en suspension dont le diamètre est inférieur à 10 µm Les **PM 2,5** ou très fines particules, ont un diamètre inférieur à 2,5 µm	Nombreuses origines tant naturelles (éruptions volcaniques, incendies de forêt, soulèvements de poussières désertiques) qu'humaines (trafic routier, industries, etc.)	Affections respiratoires et troubles cardiovasculaires Elles peuvent altérer la fonction respiratoire des personnes sensibles (enfants, personnes âgées, asthmatiques)	Barrière physique et toxique pour les échanges respiratoires des végétaux Salissures sur les monuments
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	Forme gazeuse composée de carbone, d'hydrogène et d'oxygène entrant dans la composition des carburants, mais aussi de nombreux produits courants : peintures, encres, colles, solvants, les **COVNM** comprennent l'ensemble des COV excepté le méthane (CH_4). On distingue deux types de COV : les COV de sources anthropiques et les COV de sources biogéniques	Émis lors de la combustion de carburants ou par évaporation de solvants organiques, imbrulés (peintures, encres, colles, etc.) Émis également par le milieu naturel (végétaux ou certaines fermentations) et certaines zones cultivées	Effets très variables selon la nature du COV Céphalées, nausées, allergies, irritations des yeux et des voies respiratoires Possibilité d'effets mutagènes et cancérigènes selon le COV	Participent à la formation d'ozone troposphérique (O_3)

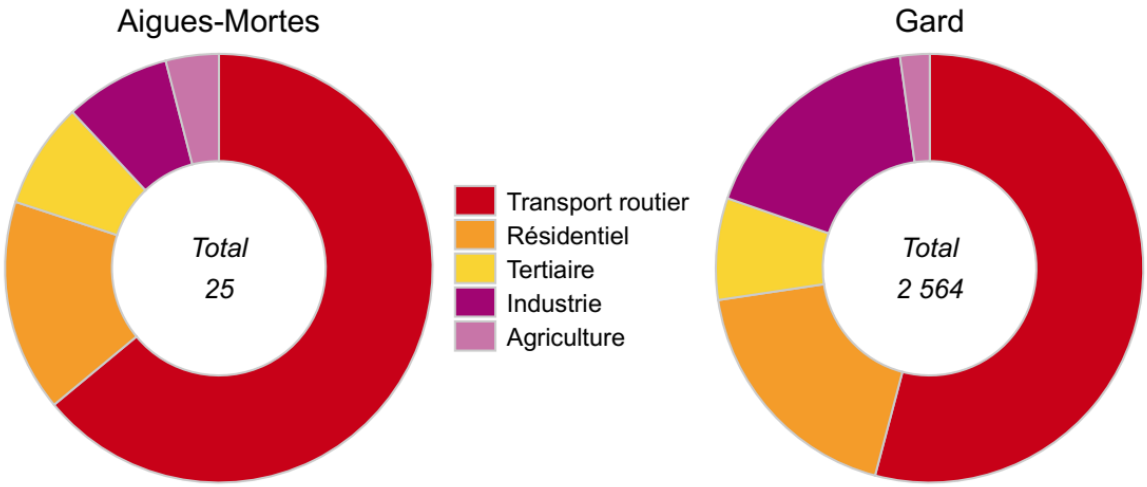
Ammoniac (NH_3)	Ce composé chimique sert en grande majorité à la fabrication d'engrais, mais il se trouve également naturellement dans l'environnement, où il est produit par des bactéries dans le sol.	L'ammoniac provient essentiellement de rejets organiques de l'élevage. Il peut également provenir de la transformation d'engrais azotés épandus sur les cultures. Sous forme gazeuse, il peut être émis dans l'industrie pour la fabrication d'engrais.	Très toxique, il peut provoquer la morte lorsqu'il est inhalé. Il est également corrosif pour la peau et les yeux. En cas d'exposition longue durée, il peut affecter le système respiratoire.	L'ammoniac rejeté dans l'atmosphère est l'une des principales sources de l'acidification de l'eau et des sols et favorise les pluies acides. Il est également responsable de l'eutrophisation[7] des milieux aquatiques.

Les émissions de gaz à effet de serre (GES)

SOURCE : OREO (DONNEES PICTO, 2019)

Émissions de GES énergétiques par secteur d'activité

25 kteqCO_2 ont été émises sur le territoire communal en 2019, soit 3,0 teqCO_2/hab. Le secteur dominant est le transport routier, suivi du résidentiel. La commune se démarque à nouveau par son caractère résidentiel. Par ailleurs près des trois quarts des émissions proviennent des produits pétroliers.



[7] Apport en excès de substances nutritives (nitrates et phosphates) dans un milieu aquatique pouvant entrainer la prolifération des végétaux aquatiques (parfois toxiques). Pour les décomposer, les bactéries aérobies augmentent leur consommation en oxygène qui vient à manquer et les bactéries anaérobies se développent en dégageant des substances toxiques : méthane, ammoniac, hydrogène sulfuré, toxines, etc. (Source : Dictionnaire environnement, actu-environnement.com)

Figure 23 : Répartition des émissions de GES énergétiques de 2019 par secteur (source : OREO)

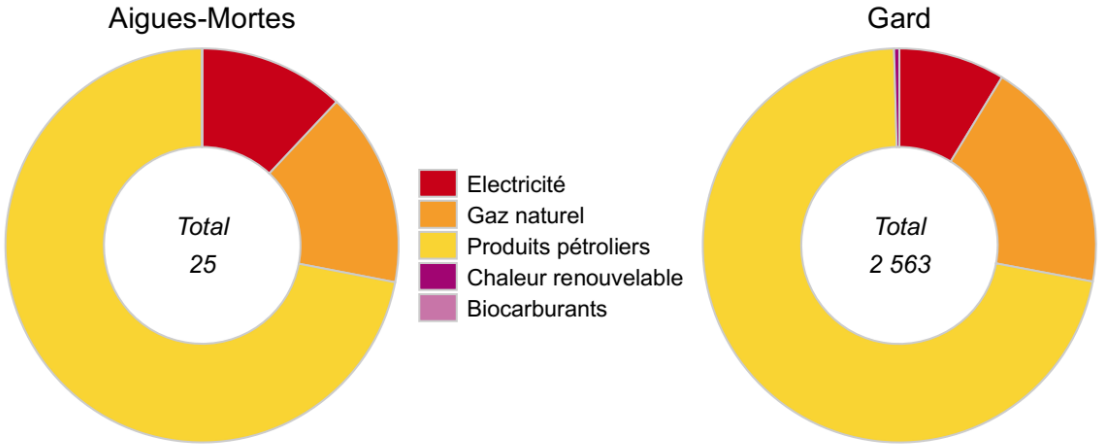


Figure 24 : Répartition des émissions de GES énergétiques par type en 2019 (source : OREO)

Comparaison des émissions de GES énergétiques

Les habitants d'Aigues-Mortes émettent relativement moins (3,0 teqCO_2/hab.) qu'un Gardois moyen (3,4 teqCO_2/hab.). Entre 2013 et 2019, les émissions de GES ont diminué de 7 %, et 6 % par habitant. Cette réduction est légèrement plus prononcée qu'à l'échelle du Gard.

Tableau 28 : Comparaison et évolution des émissions de GES (source : OREO)

Année	Émissions de GES			
	kteqCO_2		teqCO_2/hab.	
	Aigues-Mortes	Gard	Aigues-Mortes	Gard
2013	27	2702	3,2	3,7
2014	25	2523	3,0	3,4
2015	25	2560	3,0	3,5
2016	25	2587	3,0	3,5
2017	25	2606	3,0	3,5
2018	25	2566	2,9	3,4
2019	25	2563	3,0	3,4
Évolution 2013-2019	-7%	-4%	-6%	-5%

Stockage du carbone

Le sol et les écosystèmes agricoles et forestiers sont des puits de carbone. Cette fonction « puits » est principalement le fait des forêts, lesquelles en France, stockent chaque année 10 % des émissions totales brutes de gaz à effet de serre. Les prairies stockent du carbone, mais leur conversion en terres arables, et leur artificialisation se traduisent par une émission nette de CO_2.

Avec près de la moitié de sa surface couverte par des milieux naturels, dont 2700 ha de zones humides, et 1400 ha de vignobles, la commune constitue un puits de carbone local.

Pollutions atmosphériques

SOURCES : ATMO OCCITANIE (DONNEES 2018)

N. B. Les données présentées dans cette partie sont celles du périmètre PPA de Nîmes.

Exposition de la population

La mise en œuvre des actions sur le territoire dans le cadre du PPA, associée aux effets tendanciels, a permis d'améliorer sensiblement l'exposition des populations à la pollution au NO2.

Cependant, en 2019, entre 650 et 1450 habitants sont encore exposés à un dépassement de la valeur limite pour le NO2. Malgré une forte baisse du nombre d'habitants exposés entre 2011 et 2019, l'objectif du PPA n'est pas atteint en 2019. En effet, les zones habitées exposées à des dépassements de la valeur limite restent présentes sur le territoire du PPA. Ce résultat est en lien avec l'objectif de réduction des émissions d'oxyde d'azote (NOx) qui n'est également pas respecté.

Pour les particules PM10 et PM2,5, les objectifs fixés ont été atteints. En 2019, plus aucun habitant n'est exposé à un dépassement de la valeur limite pour la protection de la santé.

Émissions de polluants atmosphériques

Les émissions sont découpées par secteur, suivant la légende ci-après.



En 2018, le secteur du transport est le premier contributeur aux émissions d'oxydes d'azote (NOx) et de particules PM10 sur le territoire du PPA de la zone urbaine de Nîmes, à hauteur respective de 68% et 36%. Le trafic routier est à l'origine de 67% des émissions de NOx, les autres transports étant émetteurs des 1% restants. Il représente également un peu plus d'un tiers des émissions de particules en suspension.

Le secteur résidentiel est le plus fort contributeur de particules PM2,5 et le second contributeur de particules PM10 au travers notamment des installations de chauffage au bois. Il représente 34% des émissions de particules PM10 et 50% des émissions de particules PM2,5 en 2018. Les particules sont émises essentiellement en période hivernale et contribuent ainsi aux épisodes de pollution aux particules observés à cette saison.

La contribution du secteur industriel est également significative sur le territoire du PPA, puisqu'il est le troisième secteur émetteur NOx (22%) et de particules PM10 (21%).

L'agriculture contribue à hauteur de 6% aux émissions de particules PM10 et à moins de 4% aux émissions de NOx et de PM2,5.

Le secteur tertiaire contribue pour une faible part aux émissions de NOx (2%) et de particules en raison de l'utilisation de l'électricité comme énergie principale qui n'émet pas directement de polluants à l'endroit où elle est consommée.

Enfin, le secteur des déchets représente, quant à lui, moins de 4% des émissions de particules et 1% des émissions de NOx.

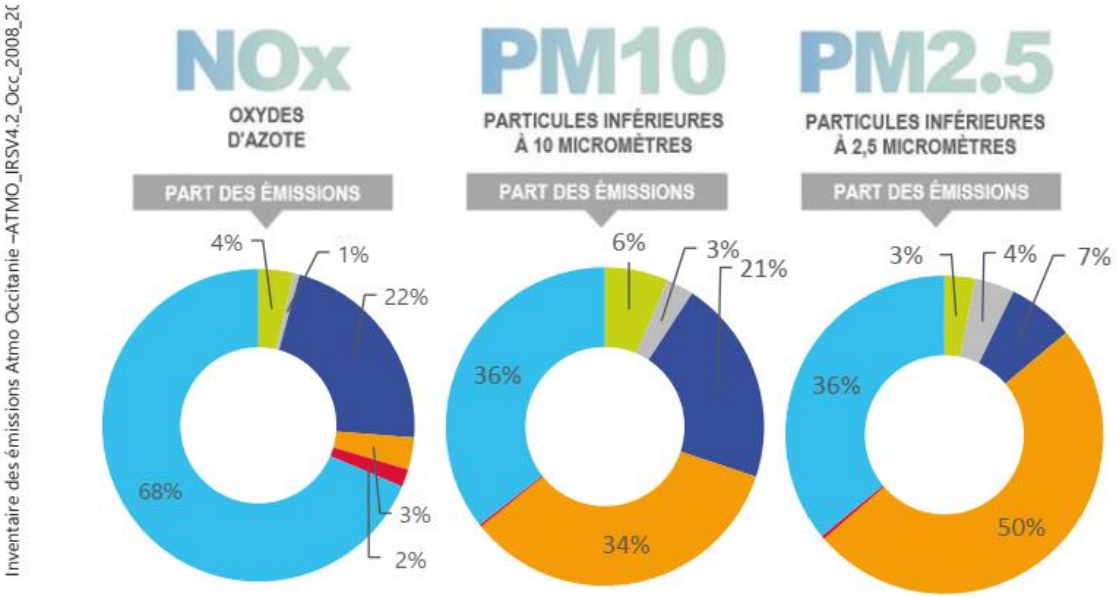


Figure 25 : Répartition par secteurs des différents polluants majeurs émis en 2018 (source : Atmo)

Comparaison des émissions

Les émissions du périmètre du PPA de Nîmes sont légèrement supérieures à celles d'un Gardois moyen en ce qui concerne les NOx, elles sont en revanche plus faibles pour les PM2.5.

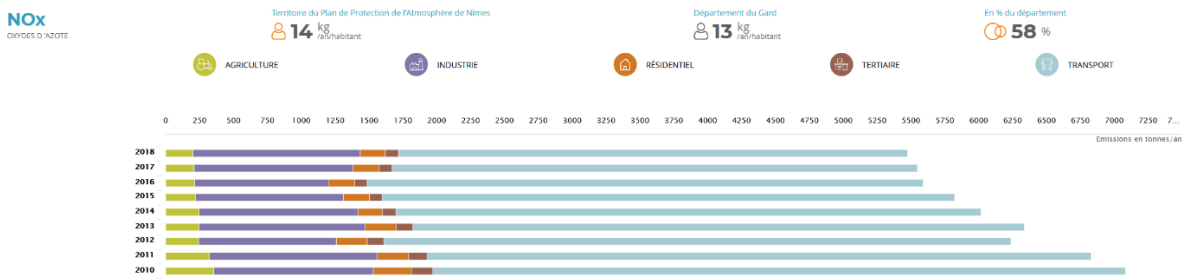
Tableau 29 : Comparaison des émissions sur le périmètre du PPA de Nîmes (source : PPA de Nîmes)

Polluant	Émissions PPA Nîmes (kg/hab.)	Émissions Gard (kg/hab.)
PM10	2	2
PM2.5	1	2
NOx	14	13

Évolution des émissions

La tendance des émissions est à la baisse depuis 2008.

Sur le territoire du PPA de la zone urbaine de Nîmes, les émissions de NOx ont diminué pour tous les secteurs d'activités, globalement de 28% entre 2008 et 2018. Cette baisse significative est essentiellement attribuable au secteur des transports routiers (-32%) et rendue possible par l'évolution progressive du parc de véhicules et les progrès technologiques qui permettent de réduire les émissions des véhicules (mise en application des normes euro). Ainsi, les émissions de NOx issues du transport routier ont diminué alors que sur la même période le nombre de kilomètres parcourus a augmenté de 6%.



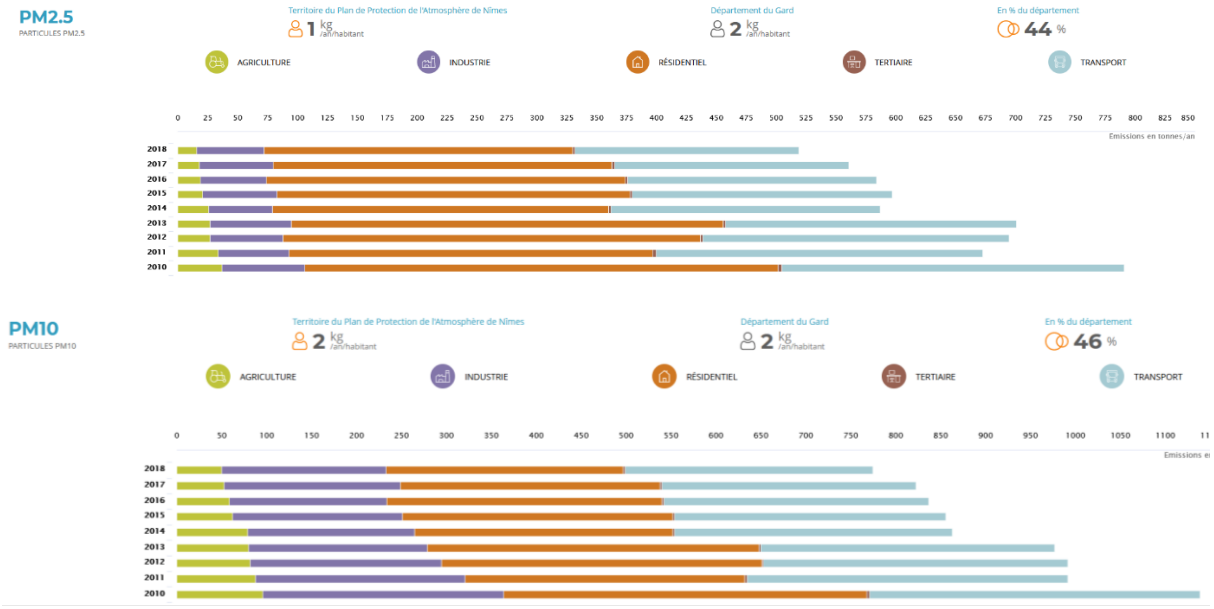


Figure 26 : évolution des émissions de polluants (source : Atmo)

Pour rappel, le PPA a fixé différents objectifs en matière d'émissions atmosphériques.

Concernant les NOx, l'objectif du PPA de -29,6% entre 2007 et 2020 n'est pas atteint en 2018. Les efforts sur le secteur du transport doivent donc être soutenus pour se rapprocher de cet objectif. Les objectifs du PPA sont atteints pour les PM.

Tableau 30 : Évolution des émissions et comparaisons aux objectifs du PPA (source : Atmo)

Secteurs	NOx		PM10		PM2.5	
	Évolution observée 2008 – 2018	Impacts attendus du PPA à l'horizon 2020 (évolution prévue 2007-2020)	2008 – 2018	Impacts attendus du PPA à l'horizon 2020	2008 – 2018	Impacts attendus du PPA à l'horizon 2020
Transport	-32%	-32,9%	-33%	-14,6%	-41%	-23,5%
Résidentiel	-27%	-31,1%	-30%	-24%	-30%	-55%
Tertiaire	-15%	-31,1%	-27%	-24%	-27%	-55%
Industrie	0%	0%	-10%	-1%	-23%	0%
Agriculture	-54%	-52,9%	-55%	0%	-65%	-32,8%
Tous secteurs	**-28%**	**-29,6%**	**-29%**	**-9,7%**	**-35%**	**-31,7%**

Synthèse

Atouts/faiblesses et opportunités/menaces et problématiques clés

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⬀	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⬂	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
-	Le secteur des transports routiers est le secteur d'activité le plus émetteur de GES sur le territoire avec plus de la moitié des émissions totales.	⬀	Cette répartition devrait rester la même en raison de la configuration de la commune (habitat dense, grandes infrastructures de transports).
+	Les habitants d'Aigues-Mortes émettent relativement moins (3,0 teqCO_2/hab.) qu'un Gardois moyen (3,4 teqCO_2/hab.). Entre 2013 et 2019, les émissions de GES ont diminué de 7 %, et 6 % par habitant.	?	
+	Présence du PPA de Nîmes	⬀	La mise en œuvre des actions sur le territoire dans le cadre du PPA, associée aux effets tendanciels, a permis d'améliorer sensiblement l'exposition des populations à la pollution au NO2.
+	Un territoire puits de carbone	?	Le changement climatique, notamment du fait des pics de chaleur et du stress hydrique, pourrait limiter l'absorption de CO_2 par les arbres et les milieux agronaturels. Les zones humides pourraient perdre leur capacité de stockage.
+	Une qualité de l'air majoritairement bonne…	⬀	Le changement climatique est susceptible d'augmenter les périodes de fortes chaleurs et d'impacter la qualité de l'air (ozone, consommations d'énergies émettrices de particules, etc.). Les émissions sont en baisse depuis plusieurs années, et la mise en œuvre du PPA et du PCAET devrait maintenir voire accélérer cette tendance.
-	… Avec néanmoins quelques dépassements (NOx et ozone)	⬂	
+	Une qualité de l'air qui s'améliore : La tendance des émissions est à la baisse depuis 2008.	⬀	La diminution globale des émissions de polluants va se poursuivre

Proposition d'enjeux pour l'élaboration du PLU

- Maitriser et réduire les émissions de gaz à effet de serre et les pollutions atmosphériques en agissant sur les formes urbaines et les modes de déplacement afin de réduire le besoin en transports routiers, secteur le plus gros contributeur aux émissions de GES :
    - Limiter l'étalement urbain et favoriser la densification du bâti et la mixité d'activités pour augmenter la performance des transports en commun et des modes actifs et pour optimiser les déplacements ;
    - Favoriser le développement des transports en commun, l'utilisation de la « voiture à plusieurs » (covoiturage, autopartage, etc.) ;
    - Favoriser les modes de déplacements actifs (vélo, marche, etc.) entre les espaces (zone habitée, zone naturelle), activité touristique, promenade.
- Préserver les milieux naturels, lieux de stockage du carbone, et développer les couverts végétaux.

Nuisances sonores

Le bruit est perçu comme la principale nuisance de l'environnement pour près de 40 % des Français. La sensibilité à cette pollution sonore, qui apparait comme très subjective, peut entraîner des conséquences importantes sur la santé humaine (trouble du sommeil, stress, etc.).

Le PLU, en tant qu'outil de planification des zones d'activité et des zones d'habitation, doit permettre de limiter l'exposition des populations à des nuisances sonores trop importantes pour contribuer à préserver la santé humaine.

Rappels règlementaires et documents de référence

Rappels règlementaires

Au niveau international et communautaire

- La Directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement.

Au niveau national

- Arrêté du 20 aout 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
- Circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Cette circulaire est rendue applicable par de nombreux arrêtés ministériels.
- Loi Bruit du 31 décembre 1992 et ses décrets d'application relatifs au classement sonore des voies.
- Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, Norme AFNOR NF S31-010.
- Circulaires de 2001 et 2004 relatives aux observatoires du bruit.
- Articles L.571-10 et L.572-1 à 11 du Code de l'environnement qui précisent les obligations en matière de recensement et de gestion du bruit dans l'environnement.
- Le Grenelle de l'environnement 1 du 3 aout 2009, mis en application par le Grenelle 2 du 12 juillet 2010 prévoit également la lutte contre les points noirs de bruit et la mise en place d'observatoires de bruit dans les grandes agglomérations.
- Loi du 11 février 2014, envisage de mettre en place en « dernier recours » la procédure de substitution — prévue à l'article L.572-10 du Code de l'environnement — permettant à l'autorité préfectorale de se substituer aux organes des collectivités défaillantes. L'entrée en vigueur de ce nouvel arrêté est fixée au 1er juillet 2017. Une mise à jour « au moins tous les cinq ans » est prévue.
- Arrêté du 13 avril 2017 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments existants lors de travaux de rénovation importants. Il précise les caractéristiques acoustiques des nouveaux équipements, ouvrages ou installations mis en place dans les bâtiments existants qui font l'objet de travaux de rénovation énergétique importants.

Documents de référence

- Le PPBE de l'état dans le département du Gard ;
- Le PPBE du Département du Gard.

Définitions

Définitions des nuisances sonores

Un bruit est considéré comme une gêne lorsqu'il perturbe les activités habituelles comme la conversation, l'écoute de la radio, le sommeil.

Les **effets d'un environnement sonore sur la santé humaine** entrainent essentiellement des déficits auditifs et des troubles du sommeil pouvant engendrer des complications cardiovasculaires et psychophysiologiques. Cependant, selon un rapport de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale et au travail (AFSSET), dans son dossier « Impacts sanitaires du bruit » diffusé en mai 2004, « il est aujourd'hui difficile de connaitre la part des pertes auditives strictement liées au bruit ».

Les projets de création de nouvelles infrastructures et toutes modifications du schéma de circulation doivent prévoir les hausses et baisses de trafic de façon à mettre en œuvre des **dispositifs de protection acoustique pour préserver la santé des populations voisines**. Il s'agit de dispositifs de protection à la source (choix des matériaux, limitation de vitesse, écran acoustique, butte de terre, etc.) ou des habitations (double vitrage, amélioration des joints, isolation, etc.).



Indice Lden

Le Lden représente le niveau d'exposition totale au bruit. Il tient compte :

- Du niveau sonore moyen pendant chacune des trois périodes de la journée, c'est-à-dire le jour (6 h – 18 h), la soirée (18 h – 22 h) et la nuit (22 h – 6 h) ;
- D'une pénalisation du niveau sonore selon cette période d'émission : le niveau sonore moyen de la soirée est pénalisé de 5 dB(A), ce qui signifie qu'un déplacement motorisé opéré en soirée est considéré comme équivalent à environ trois à cinq déplacements motorisés opérés de jour selon le mode de déplacement considéré ;
- Le niveau sonore moyen de la nuit est quant à lui pénalisé de 10 dB(A), ce qui signifie qu'un mouvement opéré de nuit est considéré comme équivalent à dix mouvements opérés de jour.

Indice Ln

Le Ln représente le niveau sonore moyen déterminé sur l'ensemble des périodes de nuit (de 22 h à 6 h) d'une année.

L'indice Ln étant par définition un indice de bruit exclusif pour la période de nuit, aucune pondération fonction de la période de la journée n'est appliquée pour son calcul.

Échelle de bruit

L'échelle de bruit considère le bruit comme gênant à partir de 60 dBA. Néanmoins, la règlementation retient le seuil de 68 dB(A) pour l'indicateur Lden et 62 dB(A) pour l'indicateur Ln.

Définitions des ondes électromagnétiques

Il existe principalement deux types d'ondes électromagnétiques (OEM) auxquelles nous pouvons être exposés. Chaque catégorie possède des propriétés, des usages et un mode d'interaction avec la matière qui lui sont spécifiques :

- Les radiofréquences (9 kHz à 3 000 GHz), c'est-à-dire les champs émis par les moyens de télécommunications (téléphonie mobile, télévision mobile personnelle, internet mobile, puces RFID, wifi, WiMax) ;
- Les champs électromagnétiques dits extrêmement basses fréquences (50 Hz à 9 kHz) : ce sont les champs émis par les appareils électriques domestiques (sèche-cheveux, rasoir électrique) et les lignes à haute tension.

Les effets sanitaires observés à court terme dans le cas des radiofréquences sont des effets thermiques, c'est-à-dire une augmentation de la température des tissus. Dans le cas des champs électromagnétiques dits extrêmement basse fréquence, les effets observés à court terme sont des courants induits dans le corps humain, c'est-à-dire une stimulation électrique du système nerveux. C'est pour prévenir ces effets avérés à court terme que des valeurs limites d'exposition ont été élaborées.

Concernant les effets sanitaires à long terme, aucun mécanisme biologique n'a été identifié prouvant leur existence. Néanmoins, certaines études épidémiologiques mettent en évidence des corrélations entre augmentation du nombre de cas de leucémie infantile et exposition à des champs basses fréquences et des interrogations subsistent sur les effets à long terme pour des utilisateurs intensifs de téléphones mobiles. C'est pour ces raisons que le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a classé les champs électromagnétiques en catégorie 2B : cancérigènes possibles.

Des recherches continuent d'être menées sur les effets à long terme des champs électromagnétiques. Depuis 2011, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) coordonne la recherche sur les effets sanitaires des radiofréquences.

Par ailleurs, les rayonnements électromagnétiques du réseau de transport d'électricité peuvent également être source de nuisances. L'AFSSET, en 2010, estime « qu'il est justifié, par précaution, de ne plus augmenter le nombre de personnes sensibles exposées autour des lignes de transport d'électricité à très haute tension et de limiter les expositions ». Elle ajoute que « cette recommandation peut prendre la forme de la création d'une zone d'exclusion de nouvelles constructions d'établissements recevant du public qui accueillent des personnes sensibles d'au minimum 100 m de part et d'autre des lignes de transport d'électricité à très haute tension ».

Considérant que les personnes sensibles (femmes enceintes, enfants, malades, etc.) ne sont pas seulement présentes dans les établissements recevant du public, il apparait nécessaire d'étendre cette recommandation aux zones destinées à être habitées, en déclarant inconstructibles pour cet usage une bande de 100 m de part et d'autre des lignes. Cet éloignement contribuera également à limiter les risques de nuisances sonores susceptibles d'être ressenties par les riverains de cet équipement.

Outils mis en œuvre pour la lutte contre les nuisances sonores

Carte de bruit stratégique

La **carte de bruit stratégique** est un document informatif. Elle est constituée de documents graphiques, de tableaux et d'un résumé non technique destiné « […] à permettre l'évaluation globale de l'exposition au bruit dans l'environnement et à établir des prévisions générales de son évolution » (article L.572-3 du Code de l'environnement).

Les cartes de bruit permettent, pour partie, de repérer les « points noirs bruit » (PNB) et sont révisées tous les cinq ans. Les PNB concernent les bâtiments d'habitation ainsi que les établissements d'enseignement, de soin, de santé et d'action sociale dont les façades sont exposées à plus de 68 dB(A)

en Lden ou 62 dB(A) en Ln. L'objectif de protection pour ces PNB est de ramener les niveaux sonores en façade des habitations à des niveaux acceptables grâce à des protections :

- Sur le bâti (insonorisation de façade) ;
- À la source (écran, butte de terre, etc.).

La carte de bruit stratégique sert d'outil d'aide à la décision pour l'établissement des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE).

Les plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE)

Les plans de prévention du bruit dans l'environnement « tendent à prévenir les effets du bruit, à réduire, si nécessaire, les niveaux de bruit, ainsi qu'à protéger les zones calmes » (article L.572-6 du Code de l'environnement).

Première échéance : 2008

Établissement des cartes de bruit stratégiques et des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) pour :

- Les routes supportant un trafic annuel supérieur à 6 millions de véhicules soit 16 400 véhicules/jour ;
- Les voies ferrées supportant un trafic annuel supérieur à 60 000 passages de trains soit 164 trains/jour ;
- Les agglomérations de plus de 250 000 habitants.

Deuxième échéance : 2013

Les cartes de bruit doivent être révisées et l'analyse élargie pour :

- Les routes supportant un trafic annuel supérieur à 3 millions de véhicules soit 8 200 véhicules/jour ;
- Les voies ferrées supportant un trafic annuel supérieur à 30 000 passages de trains soit 82 trains/jour ;
- Les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Troisième échéance :

Il s'agit d'une échéance de réexamen, et le cas échéant de révision des CBS et PPBE publiés au titre des première et deuxième échéances. Au titre de la troisième échéance, les CBS doivent être publiées pour le 30 juin 2017 au plus tard. Les PPBE correspondants doivent être publiés pour le 18 juillet 2018 au plus tard.

Classement sonore

Le classement sonore est un document opposable aux tiers et prospectif.

Le Code de l'environnement prévoit le classement en cinq catégories des infrastructures de transports terrestres selon des niveaux sonores de référence ainsi que la définition de la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit. Ces secteurs sont destinés à couvrir l'ensemble du territoire où une isolation acoustique renforcée est nécessaire. Les bâtiments à construire dans un secteur affecté par le bruit doivent donc être isolés en fonction du niveau sonore de leur environnement.

Tableau 31 : Niveaux sonores de référence et largeurs maximales des secteurs affectés par le bruit

Catégories de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre	Niveau sonore de référence en période diurne (6 h-22 h) en dB(A)	Niveau sonore de référence en période nocturne (22 h-6 h) en dB(A)
1	300 m	L > 81	L > 76
2	250 m	76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76
3	100 m	70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71

4	30 m	65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65
5	10 m	60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60

Le bruit dans la commune

Les cartes de bruit et le PPBE

Les cartes de bruit recensent la D46, la D58, la D61, la D62, la D62a et la D979 à Aigues-Mortes.

Les services de l'État dans le Gard ont réalisé un PPBE première (2012) seconde échéance en 2015 puis troisième échéance 2018-2023.

Le classement sonore

Dans chaque département, le préfet est chargé de recenser les voiries supportant un trafic supérieur à 5000 véhicules/jour et de les classer en 5 catégories en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic. De part et d'autre des infrastructures classées sont déterminés des secteurs dont la distance à la voie de circulation varie entre 10 et 300 mètres selon leur catégorie (catégorie 1 : 300 m – catégorie 5 : 10 m).

Le classement sonore a pour effet d'imposer :

- D'une part en matière d'urbanisme, le report des secteurs affectés par le bruit dans les documents graphiques des POS/PLU,
- Et d'autre part en matière de construction, le respect d'un isolement acoustique minimum en fonction de la distance du bâtiment par rapport à l'infrastructure et ce pour tous les nouveaux bâtiments d'habitation, les établissements d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale, projetés à l'intérieur de ces secteurs de nuisances sonores.

À Aigues-Mortes, sept routes départementales sont concernées par le classement sonore du Gard.

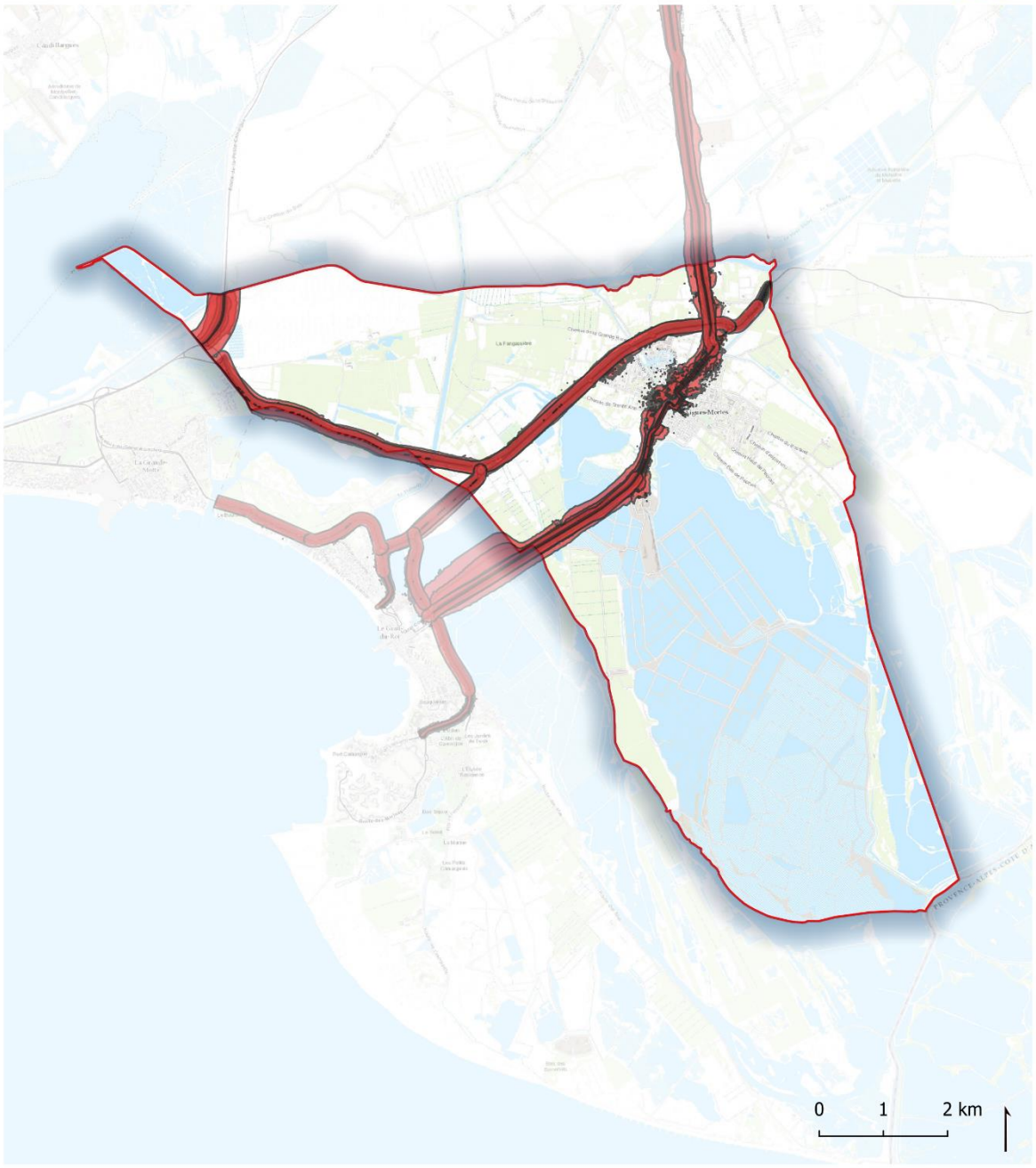
Tableau 32 : routes classées sur la commune

Numéro	Catégorie	Largeur secteur
RD46	3	100
RD58	3	100
RD61	2	250
RD6110	3	100
RD62	3	100
RD62A	2	250
RD979	3-4	100-30

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Nuisances sonores



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : DDTM. Fond : ESRI World Topo

Limites communales

Zones de bruit des infrastructures terrestres

Synthèse

Atouts/faiblesses et opportunités/menaces et problématiques clés

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
-	La commune est concernée par plusieurs infrastructures de transport terrestre sources de nuisances sonores : RD46, RD58, RD61, RD6110, RD62, RD62A, RD979.	⇗	Augmentation du trafic routier lié au développement touristique. L'augmentation de la population est susceptible d'augmenter le nombre de déplacements et les nuisances sonores associées. L'essor des mobilités électriques, moins bruyantes, associé aux normes de bâti (meilleure isolation acoustique) devrait permettre de réduire les bruits émis et l'exposition des populations.
-	La commune est traversée par une voie ferrée	?	
+	Les services de l'État dans le Gard ont réalisé un PPBE première (2012) seconde échéance en 2015 puis troisième échéance 2018-2023.	⇗	Les PPBE sont révisés régulièrement au titre de la Directive 2002/49/CE
+	Pas de nuisances sonores autres que routières ou ferroviaires	⇗	

Proposition d'enjeux pour l'élaboration du PLU

- Prendre en compte les zones de bruit dans le développement urbain, en évitant d'exposer davantage d'habitants aux nuisances ;
- Favoriser le rapprochement entre sites d'habitation, d'approvisionnement et d'emploi pour limiter les déplacements et le bruit qui en découle ;
- Développer des espaces publics favorisant les modes de déplacements doux ;
- Préserver les zones épargnées par les nuisances sonores (zones calmes) et les intégrer aux projets de développement urbain ;
- Créer éventuellement des zones tampons (espaces verts par exemple) entre secteurs bruyants et secteurs résidentiels ;

Gestion des déchets

Les plans locaux d'urbanisme doivent s'assurer que le développement de population prévu sera accompagné par les services de collecte et de traitement des déchets (extension des zones de collecte) et s'assurer d'une capacité de traitement suffisante. Auquel cas, le PLU devra anticiper les besoins d'infrastructures de collecte et traitement des déchets.

Rappels règlementaires

- Les **lois Grenelle 1 et 2 du 03/08/2009 et du 12/07/2010** ont défini cinq engagements en matière de réduction des déchets afin d'en réduire les nuisances vis-à-vis de la santé et de l'environnement. Ces cinq engagements sont présentés ci-dessous et accompagnés d'un premier bilan d'étape effectué à fin 2011, sur les plans national et régional :
    - Réduire la production des déchets : l'objectif est de 7 % par an à l'horizon de 2013 ;
    - Augmenter et faciliter le recyclage des déchets valorisables : les objectifs de recyclage ont été fixés à 35 % pour 2012 et 45 % pour 2015, et pour la catégorie des déchets industriels banals (DIB) à 75 % ;
    - Mieux valoriser les déchets organiques : il s'agit de capter les gros gisements, dans le cadre d'une action portant sur les « biodéchets » de 2012 à 2016. Sont concernés les déchets de l'agroalimentaire, de la restauration et de la distribution ;
    - Réformer les dispositifs de planification : la prise en charge et les modalités de cette planification seront détaillées plus loin. L'élaboration des nouveaux plans, pour les déchets non dangereux, devra prendre en compte un objectif de baisse des tonnages incinérés et stockés (mis en décharge) de 15 % à fin 2012, avec une limitation globale de ces deux modes de traitement à 60 % sur le gisement produit ;
    - Mieux gérer les déchets « inertes » et ceux du BTP : un objectif ambitieux de valorisation a été fixé à 70 % d'ici 2020.
- La loi no 2015-992 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) du 17/08/2015 ainsi que les plans d'action qui l'accompagnent visent à permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et à la préservation de l'environnement, ainsi que de renforcer son indépendance énergétique tout en offrant à ses entreprises et ses citoyens l'accès à l'énergie à un cout compétitif. Cette loi fixe plusieurs objectifs :
    - Réduire de 10 % les déchets ménagers (2020) ;
    - Réduire de 50 % les déchets admis en installations de stockage (2025) ;
    - Porter à 65 % les tonnages orientés vers le recyclage ou la valorisation organique (2025) ;
    - Recycler 70 % des déchets du BTP (2020) ;
    - Découpler progressivement la croissance économique et de la consommation matières premières.
    - Paquet économie circulaire, approuvé le 22/05/18 :
    - Réemploi et du recyclage des déchets municipaux de 55 % en 2025, 60 % en 2030 et de 65 % en 2035.
- Les États membres devront mettre en place deux nouvelles collectes séparées concernant les textiles et les déchets dangereux d'ici le 1er janvier 2025.
- Les déchets organiques devront soit être collectés séparément soit être recyclés à la source (ex. : compostage domestique) d'ici le 3 décembre 2023.
- Les États membres doivent mettre en place une filière à responsabilité élargie des producteurs pour tous les emballages d'ici la fin de l'année 2024. Cette dernière est définie en France comme l'obligation faite aux producteurs, importateurs et distributeurs de ces produits ou des éléments et matériaux entrant dans leur fabrication de pourvoir ou de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets qui en proviennent. Si la directive 94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux

emballages et déchets d'emballages fixait seulement des objectifs de recyclage et de valorisation, elle ne fixait pas d'obligation de création d'une responsabilité élargie du producteur. La France a fait le choix d'instaurer une telle responsabilité dès la transposition de cette directive, mais celle-ci porte uniquement sur les emballages ménagers, consommés à domicile ou hors domicile. La règlementation devra donc être étendue aux emballages non ménagers, qu'ils proviennent d'activités industrielles, commerçantes, artisanales, ou de services publics ou privés.

- Les États membres devront s'efforcer de faire en sorte que tous les déchets susceptibles d'être recyclés ou valorisés, en particulier les déchets municipaux, ne soient plus admis en décharge à compter de 2030.
- Par ailleurs, la quantité de déchets municipaux mis en décharge devra être ramenée à 10 % ou moins de leur quantité totale d'ici à 2035.
- Il est prévu que les États membres veillent à ce que, au plus tard le 31 décembre 2023, les biodéchets soient triés et recyclés à la source, ou collectés séparément et non mélangés à d'autres types de déchets.

Documents de référence

- SRADDET de la Région Occitanie : Objectif 2.9 « du déchet à la ressource à horizon 2040 : réduire la production de déchets et optimiser la gestion des recyclables »

Classification des déchets

Les déchets se répartissent selon différentes origines :

- **Les déchets ménagers et assimilés** (**DMA)** sont les déchets produits par les ménages, y compris les déchets dits « occasionnels » tels que les encombrants, les déchets verts et les déchets de bricolage. Ce sont également les déchets industriels banals produits par les artisans, les commerçants et les activités diverses de service, collectés en mélange avec les déchets des ménages. Ils sont collectés par la collecte traditionnelle, la collecte sélective et l'apport volontaire en déchèterie.
- **Les ordures ménagères et assimilées (OMA)** sont les ordures ménagères résiduelles collectées en mélange (OMR) et les ordures ménagères recyclables (emballages, journaux et magazines, biodéchets collectés sélectivement, y compris déchets verts collectés seuls).
- **Les ordures ménagères résiduelles (OMR)** sont les ordures ménagères collectées en mélange restant après les collectes sélectives.

Tableau 33 : Types de déchets ménagers et assimilés

<table>
<tr><th colspan="7">Déchets ménagers et assimilés : DMA</th></tr>
<tr><td colspan="3">Déchets occasionnels</td><td colspan="4">Ordures ménagères et assimilées : OMA</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Déchets mis en déchèteries</td><td rowspan="2">Encombrants</td><td rowspan="2">Déchets dangereux des ménages</td><td colspan="2">Biodéchets</td><td rowspan="2">Ordures ménagères résiduelles : OMR</td><td colspan="2">Déchets collectés</td></tr>
<tr><td>Déchets verts</td><td>Déchets de produits alimentaires récoltés en poubelle dédiée</td><td>Collecte sélective des recyclables secs</td><td>Verre</td></tr>
</table>

- **Les déchets dangereux** sont les déchets qui présentent une ou plusieurs des propriétés suivantes : explosif, comburant, inflammable, irritant, nocif, toxique, cancérigène, corrosif, infectieux, toxique pour la reproduction, mutagène, écotoxique, etc. Ils sont signalés par un

astérisque dans la nomenclature des déchets. Près de 495 types de déchets dangereux sont ainsi recensés dans la règlementation.

Points clés analytiques

SOURCES : BASE SINOE (ADEME, DONNEES 2005 A 2019)

Gestion du service

La collecte des déchets est assurée par la Communauté de Communes ; les déchèteries étant situées sur les communes du Grau-du-Roi et de Saint-Laurent-d'Aigouze, le tri étant effectué au Grau-du-Roi. En 2015, 20 277 habitants de la CC étaient desservis.

La collecte et le traitement des déchets

En 2019, plus de 25 000 t ont été produites sur le territoire, soit 1200 kg/hab. Ce gisement élevé est dû au caractère touristique du territoire.

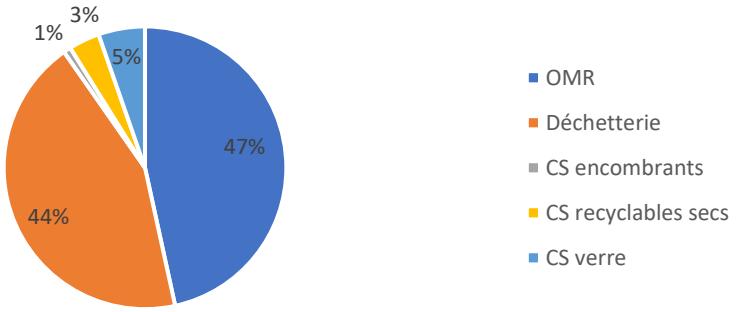


Figure 27 : Répartition de la production de déchets ménagers selon la catégorie (source : ADEME, 2019)

La production stagne, voire augmente légèrement depuis 2009. Le ratio d'OMA par habitant a diminué de 12 % entre 2009 et 2019, tandis que la collecte sélective augmentait (+13 % pour les emballages recyclables secs et +34 % pour le verre).

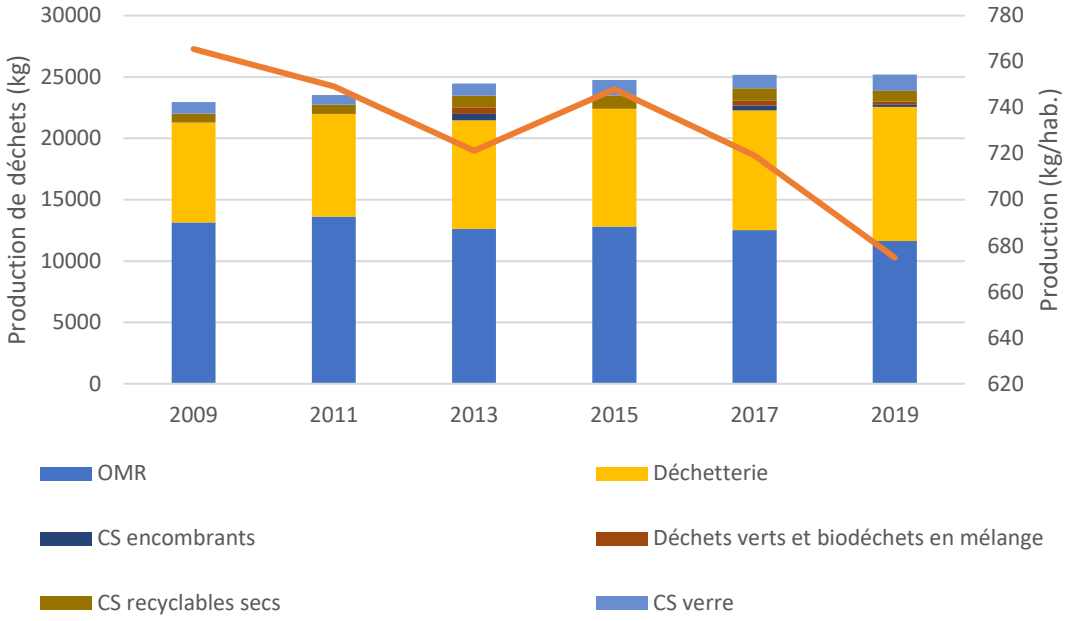


Figure 28 : Évolution de la production de déchets ménagers (source : ADEME, 2019)

Le territoire a plus produit en 2019 que les territoires de comparaison.

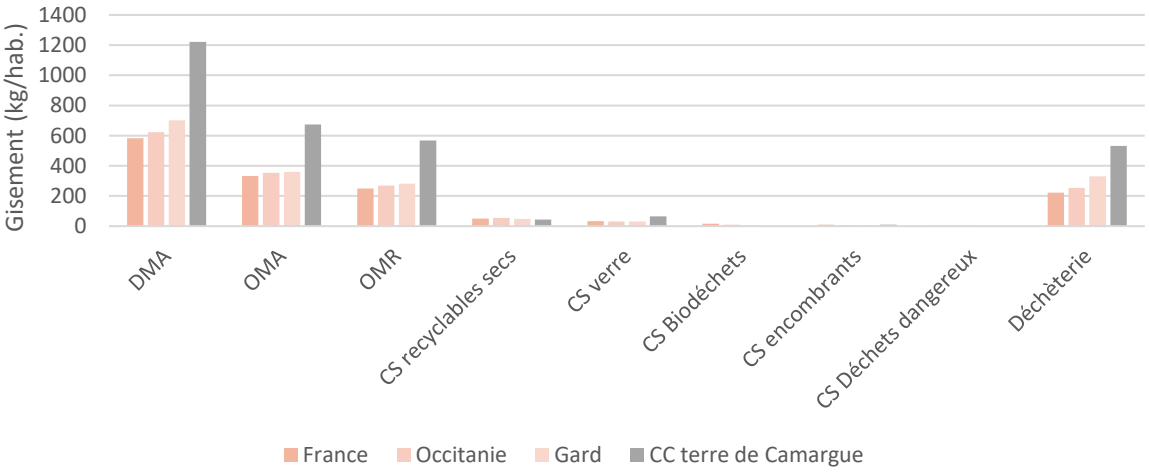


Figure 29 : Comparaison des gisements de déchets ménagers en 2019 (source : ADEME, 2019)

En 2019, la base Sinoe indique que la valorisation matière et organique atteint 100 %.

La production de déchets dangereux

SOURCE : GEORISQUES (DONNEES 2020)

L'IREP recense une installation produisant des déchets dangereux à Aigues-Mortes en 2020 : la Compagnie des salins du midi et des salines de l'est.

Tableau 34 : Type de déchets dangereux produits en 2020 (source : Géorisques, 2021)

Code déchet	Libellé	Quantité produite en 2020 (t)
06 04 04*	Déchets contenant du mercure	0.004
07 07 04*	Autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques	0.061
08 03 17*	Déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses	1.321
11 01 11*	Liquides aqueux de rinçage contenant des substances dangereuses	1
13 05 02*	Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	14
13 05 07*	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	5
15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	0.321
15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	1
15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	0.005
16 02 13*	Équipements mis au rebut contenant des composants dangereux (2) autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12	0.771
16 03 05*	Déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses	0.042
16 05 04*	Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses	0.095
16 05 06*	Produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire	0.126
16 10 01*	Déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses	13
16 10 01*	Déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses	5
17 06 05*	Matériaux de construction contenant de l'amiante.	761

Synthèse

Atouts/faiblesses et opportunités/menaces et problématiques clés

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres
Situation actuelle		**Perspectives d'évolution**		
-	Une forte production de déchets à l'échelle de la CC	⇘	La production par habitant diminue légèrement depuis 2009. La mise en œuvre du PRPGD (SRADDET) devrait encourager cette tendance.	
-	Aucune déchèterie n'est présente sur le territoire communal.	?		
-	L'IREP recense une installation produisant des déchets dangereux à Aigues-Mortes en 2020 : la Compagnie des salins du midi et des salines de l'est.	?		

Proposition d'enjeux pour l'élaboration du PLU

- Concentrer l'urbanisation, notamment pour développer et centraliser la collecte des déchets ;
- Anticiper les besoins futurs en foncier concernant les aménagements de collecte et de traitement des déchets (notamment pour les colonnes semi-enterrées ou enterrées pour les ordures ménagères et la collecte sélective).

Sites et sols pollués

La thématique « sites et sols pollués » est importante dans la réalisation d'un document de planification tel que le PLU. Ce dernier n'aura aucun effet levier sur le traitement des pollutions présentes. Toutefois, il pourra, en identifiant et caractérisant ces sites, les intégrer à la prospective foncière et aux projets de développement.

Rappels règlementaires

- Loi no 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **Circulaire du 3 décembre 1993,** portant sur la recherche des sites et sols pollués, la connaissance des risques, et le traitement des sites (travaux) ;
- **Circulaire du 9 février 1994,** relative au recensement des informations disponibles sur les sites et sols pollués actuellement connus ;
- **Circulaire du 1er septembre 1997** portant sur la recherche des responsables de pollutions des sols ;
- **Décret 97-1133 du 8 décembre 1997 et arrêté interministériel du 8 janvier 1998**, fixant les règles applicables en matière d'épandage d'effluents ou de boues pour la protection de l'hygiène ;
- **Circulaire du 31 mars 1998,** sur la surveillance des sites et sols pollués, leur mise en sécurité et l'adoption de mesures d'urgence ;
- **Circulaire du 10 décembre 1999,** fixant les objectifs de réhabilitation des sites et sols pollués, définissant la notion d'acceptabilité du risque et des restrictions d'usage si les sites et sols pollués ne peuvent pas être banalisés ;
- **Décret no 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols** prévus par l'article L. 125-6 du Code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers.

Définitions

Les sites et sols pollués, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltrations de substances polluantes, présentent une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'éliminations des déchets ou encore à des fuites ou épandages de produits toxiques de manière régulière ou accidentelle dans le cadre de pratiques légales ou non. La pollution concernée présente généralement des concentrations assez élevées sur des surfaces réduites.

BASOL *:* base de données qui recense les sites et sols pollués nécessitant une analyse ou encore les sites anciennement pollués et traités. Cette base précise également les actions menées ou à mener dans le cadre de la réhabilitation des sols : Sites de pollution avérée (aucun n'est recensé à Aigues-Mortes).

CASIAS : La carte des anciens sites industriels et activités de services (CASIAS) recense les anciennes activités susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il peut s'agir d'anciennes activités industrielles ou de services potentiellement polluants. En novembre 2021, le système d'information géographique constitué par la CASIAS a intégré les sites répertoriés dans BASIAS.

ICPE *:* Les installations classées pour la protection de l'environnement regroupent les installations industrielles ou agricoles susceptibles de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains.

19 sites CASIAS

SOURCE : GEORISQUES (2022)

Il existe 19 sites CASIAS à Aigues-Mortes, dont 14 en activité. Tous ne sont pas géolocalisés et ils n'apparaissent donc pas tous sur la carte.

Tableau 35 : Sites CASIAS localisés à Aigues-Mortes (source : Géorisques, 2022)

Raison sociale	État occupation	Libellé activité	Commentaire activité
CARROSSERIE NENCIONI EX-USINE DAVID	En activité	Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...), Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien, Garages, ateliers, mécanique et soudure	Fabrication d'eau de javel, entrepôt et garage, atelier de carrosserie et maçonnerie. Garage du service des Eaux.
SARL LITTORAL 2000 EX-VERRERIE PERRIER EX-USINE D'EMBALLAGE LIRRORAL 20 EX-DISTILLERIE DE LA RADELLE EX-USINES D"AGGLOMERES SUD	En activité	Fabrication de verre et d'articles en verre et atelier d'argenture (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche), Fabrication d'emballages en bois, Production de boissons alcooliques distillées et liqueurs	Verrerie de 1911 à 1919, usine d'aggloméré de ciment jusqu'en 1943, distillerie jusqu'en 1960, usine d'emballage, toujours en activité en 1992.
STÉ ELF	Activité terminée	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)	Réservoir souterrain de 15 m3
SARL GARAGE PEUGEOT	Activité terminée	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure	DLI > 20 M3, carrosserie et peinture
COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI	En activité	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	DLI et réfrigérant
STÉ PUCHOL MICHEL	En activité	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...), Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Casse automobile avec cuve d'acétylène
SARL GUYON ET SARL SHALINA	En activité	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure	Garage et DLI :10, 15, 8
SARL LAURI	En activité	Garages, ateliers, mécanique et soudure, Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	Garage et peinture
STATION SERVICE BP SAINT LOUIS	En activité	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)	
ENGRAIS BASCHIOU	Activité terminée	Fabrication de produits azotés et d'engrais, Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Fabrique et dépôts d'engrais avec DLI
CHANTIER SIRVENT	En activité	Construction navale	Atelier de charpente maritime
MANSE	Activité terminée	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Transfert de dépôt de F.O.D. aérien
STÉ BORG JOSEPH	Activité terminée	Construction navale	Atelier de réparation et de constructions navales

SIVOM AIGUES-MORTES	En activité	Collecte et stockage des déchets non dangereux, dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchèterie)	Décharge autorisée
EOR AIGUES MORTES CASTAGNE	En activité	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)	Station-service
INTERMARCHE SA BENKAR	En activité	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)	Station-service
GARAGE DE LA PINEDE	En activité	Garages, ateliers, mécanique et soudure	
GARAGE DU LION	En activité	Garages, ateliers, mécanique et soudure	Vente et réparation automobiles ex "SARL LAURI"
SA BENKAR INTERMARCHE	En activité	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)	

7 ICPE

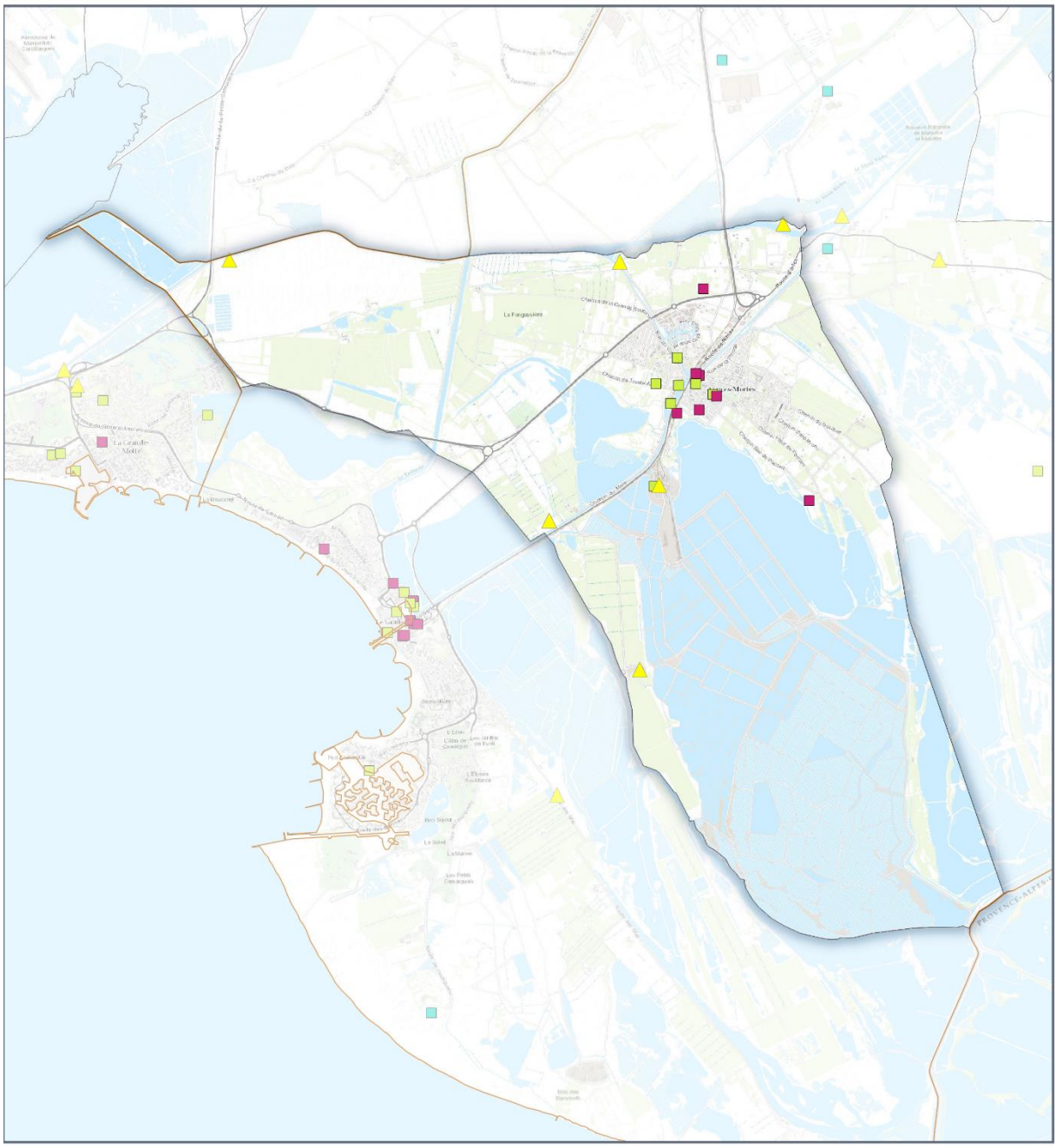
Sept ICPE sont localisées à Aigues-Mortes, dont deux en cessation d'activité. Trois sont soumises à enregistrement.

Tableau 36 : ICPE localisées à Aigues-Mortes (source : Géorisques, 2022)

Nom Établissement	Régime	Statut Seveso	État d'activité
COMMUNAUTÉ de COMMUNES TERRES CAMARGUE	Inconnu	Non Seveso	À l'arrêt
COMPAGNIE des SALINS DU MIDI	Enregistrement	Non Seveso	En fonctionnement
DMK	Inconnu	Non renseigné	Non renseigné
GDL DOMAINE ROYAL DE JARRAS	Enregistrement	Non Seveso	En fonctionnement
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE (dépôt 3)	Enregistrement	Non Seveso	En fonctionnement
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE (Dépôt 4)	Enregistrement	Non Seveso	En fonctionnement
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE (Pont de Lunel)	Enregistrement	Non Seveso	En fonctionnement

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Sites et sols pollués ou potentiellement pollués



Synthèse

Atouts/faiblesses et opportunités/menaces et problématiques clés

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres
Situation actuelle		**Perspectives d'évolution**		
+	Aucun site pollué (BASOL) à Aigues-Mortes	⇗		
-	19 sites CASIAS, pouvant représenter une source de pollution	?	Les normes en vigueur limitent le risque de pollution. Aucune nouvelle installation n'est prévue.	
-	7 ICPE sont présentes sur la commune.	?		

Proposition d'enjeux pour l'élaboration du PLU

- Assurer la réhabilitation des sites CASIAS pour éviter leur évolution en friche. Leur prévoir une destination foncière en les intégrant notamment dans la réflexion des zones de projet et de densification, ou pour la production d'énergie renouvelable ;
- Contrôler et maitriser l'implantation de nouvelles activités potentiellement polluantes.

Risques majeurs

La prise en compte des risques est un enjeu fort au niveau du PLU, car il peut apporter des réponses relatives à la limitation de l'exposition des populations et des biens notamment par la maitrise de l'urbanisation en zones à risques et par des actions de prévention. Le PLU doit également proposer des solutions urbaines qui n'aggravent pas les risques actuels, voire qui les réduisent.

Rappels règlementaires

Au niveau international et communautaire

- La Directive européenne Inondation du 23 octobre 2007 : la directive européenne relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondations impose notamment la production de plans de gestion des risques d'inondations sur tous les grands bassins versants (ex. : Rhône-Méditerranée). Les territoires à risques importants d'inondation (TRI) déclinent les PGRI à l'échelle locale ;
- La Directive européenne 82/501/CEE, dite directive Seveso 1, remplacée par la directive 96/82/CE dite directive Seveso 2, elle-même remplacée récemment par la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite directive Seveso 3. Cette dernière est entrée en vigueur le 1er juin 2015. Les directives Seveso imposent aux États membres de l'Union européenne d'identifier les sites industriels présentant des risques d'accident majeurs (sites Seveso) et d'y maintenir un haut niveau de prévention. Deux types d'établissements sont distingués selon la quantité de matières dangereuses : les établissements Seveso seuil haut et les établissements Seveso seuil bas.

Au niveau national

- La loi no 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles a pour but l'indemnisation des biens assurés à la suite d'une catastrophe naturelle par un mécanisme faisant appel à une solidarité nationale ;
- La loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs a donné une base légale à la planification des secours en France ;
- La Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 rappelle le principe du libre écoulement des eaux et de la préservation du champ d'expansion des crues ;
- La loi Barnier du 2 février 1995 instaure le « plan de prévention des risques » (PPR) ;
- La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages renforce les dispositions de concertation et d'information du public, de maitrise de l'urbanisation, de prévention des risques à la source et d'indemnisation des victimes ;
- La loi du 13 aout 2004 relative à la sécurité civile rend obligatoires les plans de secours communaux dans les communes dotées d'un PPR ;
- La loi du 12 juillet 2010 d'engagement national pour l'environnement ayant donné lieu :
- Au décret du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondations ;
- À la circulaire du 12 mai 2011 relative à la labellisation et au suivi des projets PAPI 2011 et opérations de restauration des endiguements PSR ;
- À la circulaire du 16 juillet 2012 relative à la mise en œuvre de la phase « cartographie » de la directive européenne relative à l'évaluation et à la gestion du risque inondation.

Documents de référence

- Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2016-2021 Rhône-Méditerranée ;
- Le Plan de gestion du risque d'inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée ;
- Le SRADDET Occitanie ;
- Le PPRI.

Définitions

Risque majeur

Un risque majeur est la possibilité qu'un évènement d'origine naturelle ou lié à une activité humaine se produise, générant des effets pouvant mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionnant des dommages importants et dépassant les capacités de réaction de la société. Il est caractérisé par sa faible fréquence et sa forte gravité.

Un risque majeur est la corrélation :

- D'un aléa : il s'agit de l'évènement dangereux caractérisé par sa probabilité (occurrence) et son intensité ;
- Et d'enjeux : il s'agit des biens et des personnes susceptibles d'être touchés ou perdus. Les enjeux sont caractérisés par leur valeur et leur vulnérabilité.



Figure 30 : Schéma explicatif définissant un risque majeur

Il existe deux grandes catégories de risques majeurs :

- Les risques naturels : inondations, mouvements de terrain, séismes, éruptions de volcans, avalanches, feux de forêt, cyclones et tempêtes ;
- Les risques technologiques : risque nucléaire, risque industriel, risque de transport de matières dangereuses et risque de rupture de barrage.

Les plans de prévention des risques (PPR)

Les plans de prévention des risques (PPR) sont des instruments essentiels de l'État français en matière de prévention des risques. Ils règlementent l'occupation du sol des zones exposées à un risque particulier à l'échelle communale. Ils peuvent également faire l'objet de mesures de prescriptions ou de recommandations. Les plans de prévention des risques sont décidés par le préfet et réalisés par les services déconcentrés de l'État. Lorsqu'ils sont approuvés, ils valent servitude d'utilité publique et sont annexés au plan local d'urbanisme (PLU) qui doit s'y conformer. L'aménagement des communes est ainsi directement influencé par ces plans. Par exemple, aucun permis de construire ne sera délivré sur une zone présentant des risques très forts, ou seulement sous certaines contraintes.

Les PPR traitant des risques naturels sont appelés plans de prévention des risques naturels (PPRN) : PPR inondation, mouvement de terrain, littoraux, feu de forêt, etc.

Ceux traitant des risques technologiques sont appelés plans de prévention des risques technologiques (PPRT) : PPR rupture de barrage, PPR transport de matières dangereuses, etc. Pour les risques miniers, on distingue les plans de prévention des risques miniers, régis par le Code minier et donc ne dépendant ni de la catégorie des risques naturels ni des risques technologiques.

Information préventive sur les risques majeurs

Le Dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM)

Le DDRM du Gard a été approuvé en 2013 et mis à jour en 2021.

Informations communales sur les risques majeurs

Des porter à connaissance sur les risques majeurs sont établis par l'État à l'échelle communale. Ils permettent aux maires de développer l'information préventive sur leur territoire.

Le préfet a transmis deux TIM concernant les risques de retrait gonflement des argiles et le risque sismique à la commune.

Le dossier d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

Sur la base des éléments transmis par le préfet à chaque commune, les maires ont la responsabilité de réaliser un dossier d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM). Le DICRIM caractérise le risque communal et sa localisation, renseigne sur les mesures de prévention et de protection, les dispositions des plans de prévention des risques et les modalités d'alerte et d'organisation des secours. Le DICRIM est obligatoire dès que la commune est soumise à un risque majeur.

La commune est dotée d'un DICRIM.

Les plans communaux de sauvegarde (PCS)

Le plan communal de sauvegarde (PCS) est un outil élaboré à l'échelle communale, sous la responsabilité du maire. Son objectif est de planifier les actions des acteurs communaux en cas de risque majeur naturel, technologique ou sanitaire (organisation de la gestion de crise). La réalisation de ce document est obligatoire pour les communes concernées par un plan de prévention des risques (PPR) approuvé ou un plan particulier d'intervention (PPI), et fortement recommandée pour les autres communes soumises à un ou plusieurs risques majeurs. Il doit être révisé au moins tous les 5 ans.

Le PCS d'Aigues-Mortes a été notifié en 2014.

Les arrêtés portant reconnaissance de l'État de catastrophe naturelle

À Aigues-Mortes, 7 catastrophes naturelles ont fait l'objet d'arrêtés entre 1982 et 2021, majoritairement pour des inondations et coulées de boue.

Tableau 37 : Catastrophes naturelles ayant fait l'objet d'un arrêté à Aigues-Mortes (source : Géorisques, 2021)

Libellé du risque	Date début	Date fin
Tempête	06/11/1982	10/11/1982
Inondations et coulées de boue	19/10/1994	21/10/1994
Inondations et coulées de boue	16/12/1997	19/12/1997
Inondations et coulées de boue	08/09/2002	10/09/2002
Inondations et coulées de boue	22/09/2003	22/09/2003
Inondations et coulées de boue	01/12/2003	04/12/2003
Inondations et coulées de boue	23/08/2015	23/08/2015

Synthèse des risques à Aigues-Mortes

SOURCES : GEORISQUES, DDRM

La commune est concernée par différents risques :

- Crue rapide de cours d'eau ;
- Ruissellement ;
- Submersion marine ;
- Feu de forêt ;
- Retrait-gonflement des argiles ;
- Mouvement de terrain ;
- Séisme ;
- Radon ;
- Rupture de barrage ;
- Transport de matières dangereuses.

Les risques naturels

Risque d'inondation

Les inondations superficielles sont le résultat de crues (augmentation, généralement rapide, du débit des rivières). Les inondations se produisent le plus souvent par débordement fluvial dans le département, mais il existe différents autres types d'inondations :

- Les inondations de plaine : la rivière sort de son lit mineur ;
- Les inondations par remontée de nappe : une nappe phréatique affleure lorsque le sol est saturé en eau ;
- Les crues des rivières torrentielles : dans le cas de précipitations intenses sur un bassin versant ;
- Les crues rapides des bassins périurbains : dans le cas de précipitations intenses et d'un sol imperméabilisé.

Certaines inondations peuvent être accompagnées par des écoulements de boues et de débris qui augmentent la gravité du phénomène. Outre les dégâts matériels plus ou moins importants, les inondations peuvent aussi causer des victimes. Des risques de pollution et d'accidents technologiques peuvent également subvenir lorsque les zones industrielles sont situées en zones inondables.

La commune d'Aigues-Mortes voit son territoire entièrement soumis au risque inondation par l'effet de différents aléas (submersion, inondation du Rhône et du Vidourle).

L'inondation par crue

La commune est touchée par l'aléa inondation par crue du Vidourle et du Rhône :

- Le Vidourle est un fleuve côtier à régime méditerranéeen, long d'un peu plus de 90 km et drainant un bassin versant de 798 km². Il est caractérisé par des crues violentes, dont les causes sont liées au climat méditerranéen, en grande partie responsable de pluies exceptionnelles. Aigues-Mortes est localisée dans la partie terminale, le bas Vidourle. À ce niveau-là, le cours est endigué dans son intégralité, il traverse une plaine composée de dépressions latérales drainant les vastes terres agricoles, parfois situé en dessous du niveau marin, ce qui nécessite un système de drainage complexe. Cette typologie entraine dans la plupart des cas des inondations par surverse, rupture de digues.
- Le Rhône est un fleuve de plusieurs centaines de kilomètres qui prend sa source en Suisse. Son débit moyen est le plus puissant de France. Son embouchure est caractérisée par un régime saisonnier régulier marqué par de hautes eaux automnales et de basses eaux estivales et

hivernales. La variété des climats et régions drainées confère au Rhône un régime complexe qui regroupe trois composantes : glaciaire, nivale et pluviale. Par cette triple alimentation, les apports du Rhône sont diversifiés et abondants toute l'année, ce qui lui donne un régime saisonnier assez régulier qui présente des nuances tout au long de son cours. Ainsi, le Rhône aval a un régime hydrologique inverse de celui de son cours supérieur avec de hautes eaux de printemps et d'automne et de basses eaux en été et en hiver.

Trois atlas des zones inondables (AZI) concernant le périmètre communal ont été élaborés.

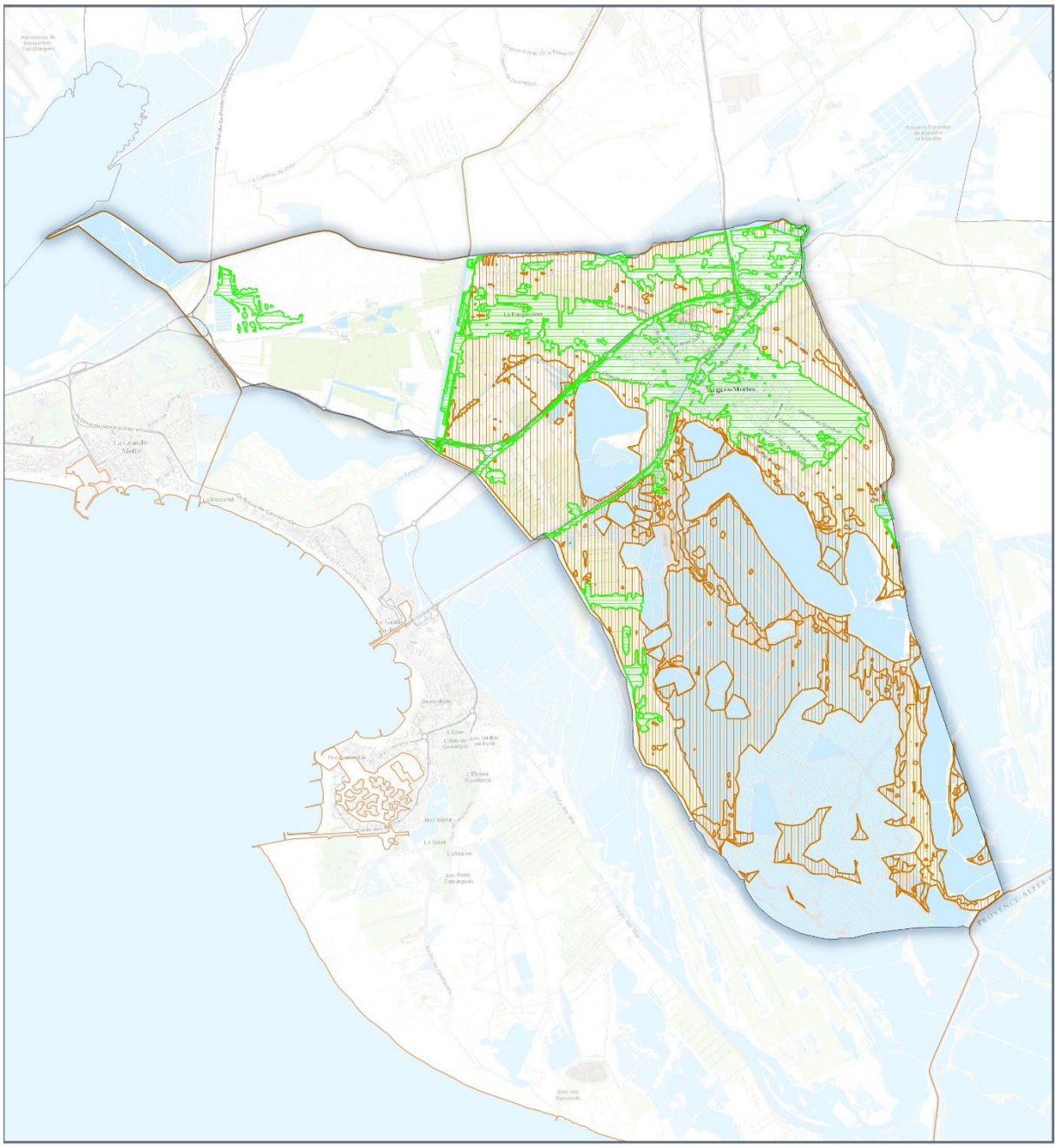
Tableau 38 : Atlas des Zones Inondables

Libellé	Risque	Mise à jour
BV Vidourle, Vistre et Rhôny	Inondation —Par une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau	29/07/2014
Vidourle (30)	Inondation	22/01/2009
AZI du Vidourle	Inondation	14/01/2010

Dans le cadre de l'élaboration du PPRI, la DDTM a cartographié l'aléa inondation à Aigues-Mortes : l'aléa modéré couvre 14 % du territoire, et l'aléa fort 42 %.

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Risques - Aléa inondation



Périmètre communal
Aléa fort
Aléa modéré

0 1 2
Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : DDTM
Fond de carte : ESRI

Les risques littoraux

Les submersions marines sont des inondations temporaires de la zone côtière par la mer lors de conditions météorologiques et océaniques défavorables (basses pressions atmosphériques et fort vent d'afflux agissant, pour les mers à marée, lors d'une pleine mer) ; elles peuvent durer de quelques heures à quelques jours.

On distingue trois modes de submersion marine :

- Submersion par débordement, lorsque le niveau marin est supérieur à la cote de crête des ouvrages ou du terrain naturel ;
- Submersion par franchissements de paquets de mer liés aux vagues, lorsqu'après déferlement de la houle, les paquets de mer dépassent la cote de crête des ouvrages ou du terrain naturel ;
- Submersion par rupture du système de protection, lorsque les terrains situés en arrière sont en dessous du niveau marin : défaillance d'un ouvrage de protection ou formation de brèche dans un cordon naturel, à la suite de l'attaque de la houle (énergie libérée lors du déferlement), au mauvais entretien d'un ouvrage, à une érosion chronique intensive, au phénomène de surverse, à un déséquilibre sédimentaire du cordon naturel, etc.

L'aléa submersion marine concerne la quasi-totalité du périmètre communal.

Les remontées de nappes

SOURCES : BRGM

Lorsque le sol est saturé d'eau (à la suite d'un fort épisode pluvieux par exemple), il arrive que la nappe affleure et qu'une inondation spontanée se produise. Ce phénomène concerne particulièrement les terrains bas ou mal drainés et peut perdurer. Les dommages recensés sont liés soit à l'inondation elle-même, soit à la décrue de la nappe qui la suit. Les dégâts le plus souvent causés par ces inondations peuvent être conséquents : inondations des sous-sols, fissuration de bâtiments, remontées d'éléments enterrés (cuves, canalisations), déstabilisation de chaussées, etc.

La commune d'Aigues-Mortes est concernée sur la totalité de son territoire.

La gestion des risques inondation

Les outils de connaissance

L'enveloppe approchée des inondations potentielles (EAIP)

Pour dresser un diagnostic de l'exposition au risque d'inondation sur l'ensemble du territoire français, les services de l'État ont cartographié l'enveloppe approchée des inondations potentielles (EAIP) par débordements de cours d'eau et ruissellements ainsi que par submersions marines. Ces cartes ont été élaborées à partir des connaissances existantes sur l'emprise des inondations, complétées par une analyse de la topographie des territoires.

L'EAIP concerne toute la surface communale.

Les atlas des zones inondables (AZI)

L'atlas des zones inondables est un outil de connaissance des aléas inondation, et rassemble l'information existante et disponible à un moment donné. Il a pour objet de cartographier l'enveloppe des zones submergées lors d'inondations historiques. Les espaces ainsi identifiés sont potentiellement inondables, en l'état naturel du cours d'eau, avec des intensités plus ou moins importantes suivant le type de zone décrite.

Aigues-Mortes est concernée par l'AZI du Vidourle.

Les outils de gestion

Les territoires à risques importants d'inondation (TRI)

Au niveau de chaque grand bassin versant, une évaluation préliminaire des risques a été réalisée, permettant de faire un état des lieux de l'exposition des enjeux aux risques d'inondation et d'identifier les territoires à risque important d'inondation. À l'échelle locale, ces TRI se traduisent par l'élaboration d'une stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI).

Ainsi, le TRI de Montpellier-Lunel-Mauguio concerne 49 communes, dont Aigues-Mortes.

Les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI)

SOURCES : OBSERVATOIRE NATIONAL DES RISQUES NATURELS (MISE A JOUR 12/2015)

Les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) sont portés par les collectivités territoriales ou leurs groupements, à l'échelle de bassins de risque. Ils mobilisent l'ensemble des axes de la gestion des risques d'inondation. En tant que mode de déclinaison opérationnelle des stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI), ils participent pleinement à la mise en œuvre de la directive inondation.

Aigues-Mortes est concerné par le PAPI de deuxième génération du Vidourle.

La gestion des milieux aquatiques et prévention contre les inondations (GEMAPI)

SOURCES : COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRE DE CAMARGUE (CCTC)

La compétence Gestion des Milieux aquatiques et Prévention contre les Inondations (GEMAPI) a été confié aux EPCI au 1er janvier 2018. La Communauté de communes a fait le choix de transférer ou déléguer cette compétence à trois structures déjà dotées d'une vision globale à l'échelle des bassins versants et des compétences techniques nécessaires :

- Le SYMADREM (Rhône et façade littorale) qui regroupe 6 intercommunalités,
- L'EPTB du Vidourle qui rassemble 10 intercommunalités,
- L'EPTB du Vistre-Vistrenque qui compte 5 intercommunalités.

Les plans de prévention des risques (PPR)

SOURCES : BASE GASPAR (VERSION 2021), PPR

Les plans de prévention du risque (PPR) règlementent l'urbanisation dans les zones soumises aux risques d'inondation. Ils définissent plusieurs zones règlementaires : zones inconstructibles, ainsi que les zones constructibles avec prescription. Toute nouvelle construction au sein des communes doit s'appuyer sur les prescriptions de ces PPR. Le PPR vaut servitude d'utilité publique en vertu de l'article L.562-4 du Code de l'environnement. Il doit être annexé au PLU, dans les trois mois qui suivent son approbation, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'urbanisme.

Le Plan de prévention des risques d'inondation de la commune d'Aigues-Mortes a été prescrit le 17 juillet 2018 par arrêté préfectoral et son délai d'élaboration a été prolongé jusqu'en début 2023.

La carte d'aléa ci-après montre que l'aléa est majoritairement très fort sur le territoire.

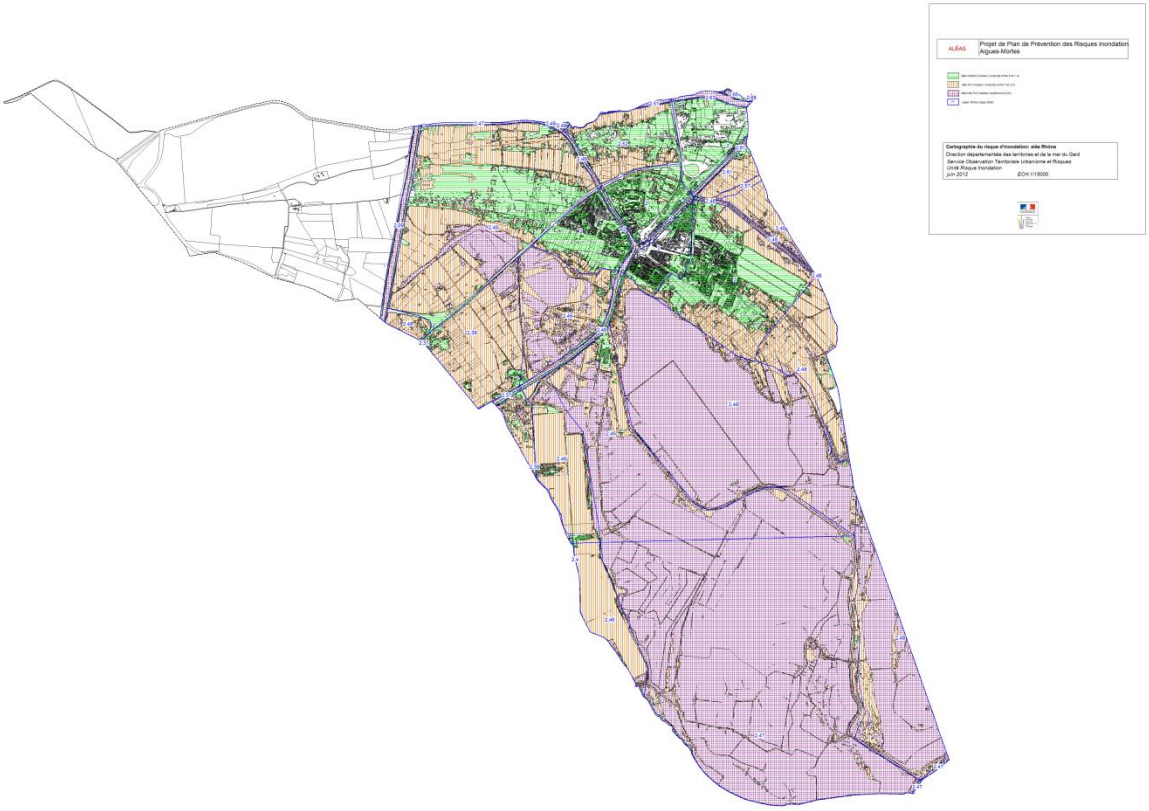


Figure 31 : Carte d'aléa du Rhône (source : DDTM)

Dans la carte de zonage, les couleurs sont associées au principe général régissant la zone :

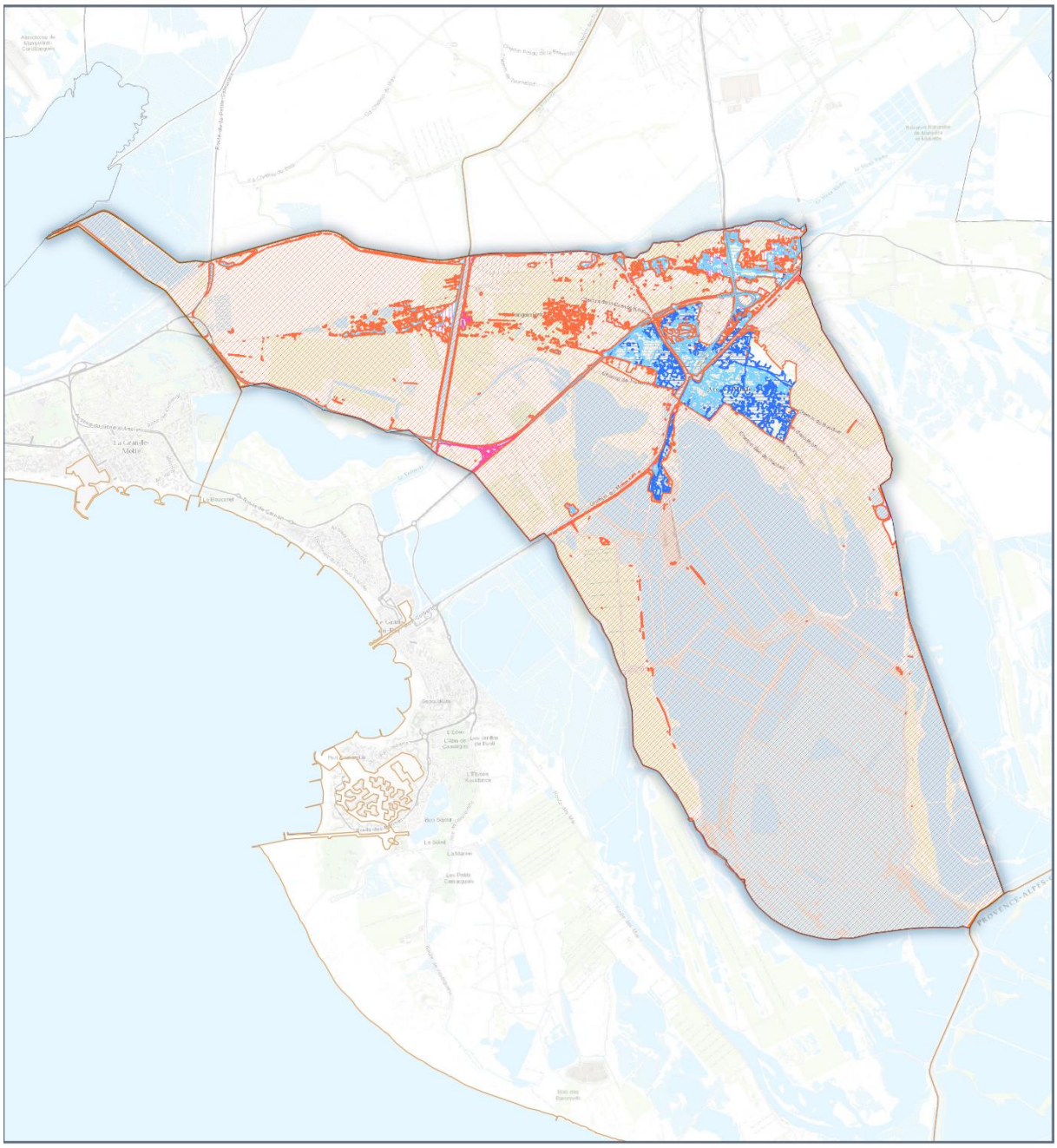
- En rouge les zones soumises à interdiction, avec un principe général d'inconstructibilité ;
- En bleu les zones soumises à prescription.

Tableau 39 : Classification des zones à risques du PPR (source : DDTM)

Aléa	Enjeu fort (zones urbaines : U)		Enjeu faible (zones non urbaines : NU)
	Centre urbain (Ucu)	Autres zones urbaines U	
Fort (F)	Zone de danger F-Ucu/Fsub-Ucu	Zone de danger F-U/Fsub-U, Fsub-Uesm	Zone de danger F-NU – Zam-NU
Modéré (M)	Zone de précaution M-Ucu	Zone de précaution M-U, M-Uesm	Zone de précaution M-NU
Résiduel (R)	Zone de précaution R-Ucu	Zone de précaution R-U, R-Uesm	Zone de précaution R-NU

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Risques - Zonage du PPRI



Le risque feu de forêt

On définit le feu de forêt comme un incendie qui a atteint une formation forestière ou subforestière (garrigues, friches et maquis) dont la surface, d'un seul tenant, est supérieure à un hectare.

L'origine des départs de feux est presque exclusivement humaine. C'est en cela que le risque feu de forêt se différencie des autres risques « naturels ». L'imprudence ou l'accident sont à la base d'environ 90 % des départs d'incendie, la plupart dus à l'emploi du feu (brulage, barbecue), aux mégots, aux dépôts d'ordures, etc. Autre cause importante, la malveillance (mise à feu volontaire) qui génère souvent les feux les plus grands.

Évènements passés

SOURCE : PROMETHEE (2021)

9 feux sont recensés, ayant parcouru une surface d'environ 39 ha au total, soit une moyenne de 44 000 m² par feu.



Figure 32 : Localisation des feux ayant eu lieu entre 1981 et 2021 (source : Base Prométhée)

Aléa feu de forêt

La DDTM a établi des cartes d'aléa. À Aigues-Mortes, l'aléa est très fort, et concerne tous les boisements.

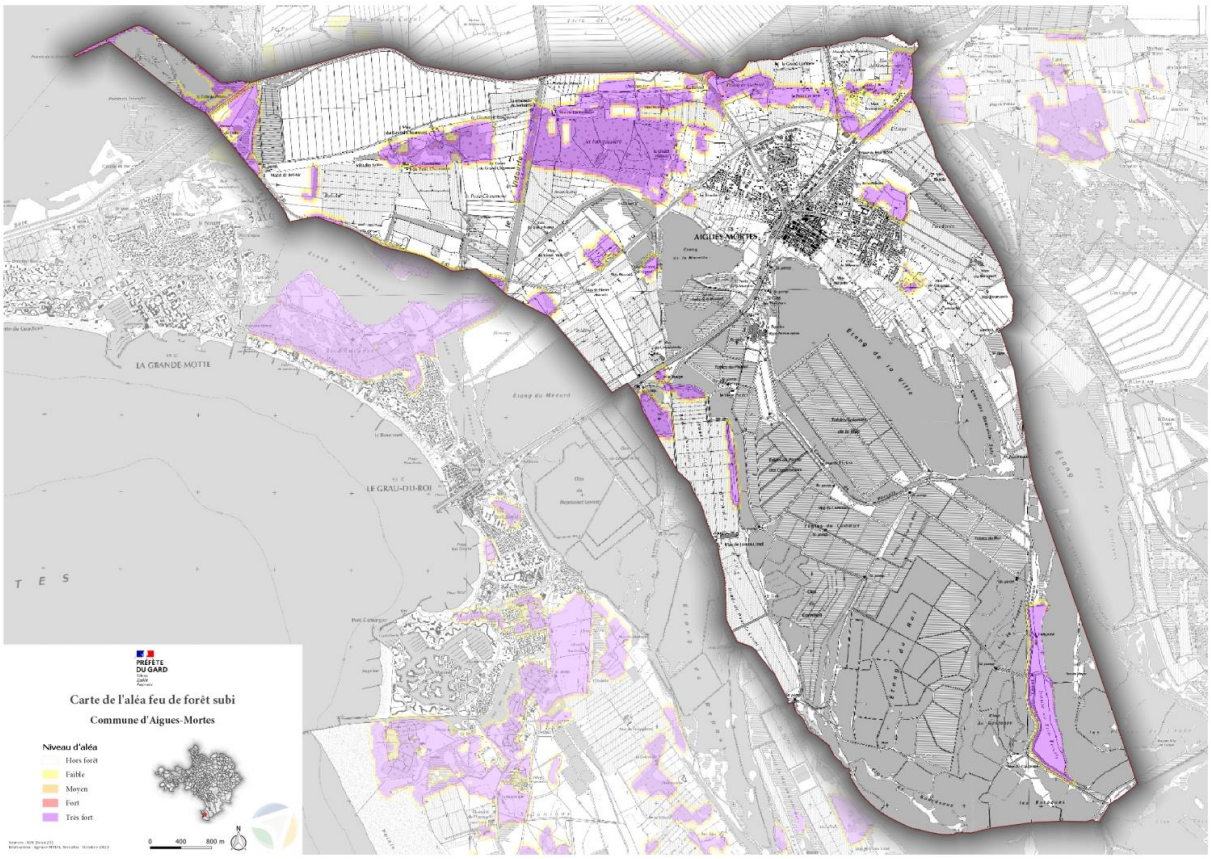


Figure 33 : Aléa feu de forêt subi (source : DDTM 30)

Gestion du risque

L'obligation légale de débroussaillement

Dans le Gard, cette pratique s'impose à tous les propriétaires de terrains et d'installations situés à moins de 200 mètres de bois ou de forêt (arrêté du 08/01/13) : il faut débroussailler dans un rayon de 50 mètres autour des constructions et cinq mètres de part et d'autre des voies d'accès.

Le risque mouvement de terrain

Les mouvements de terrain sont des phénomènes naturels d'origines diverses, résultant de la déformation, de la rupture et du déplacement du sol. Leur apparition est conditionnée par les contextes géologiques, hydrogéologiques et topographiques, aggravés par les conditions météorologiques et l'action de l'homme.

Les mouvements de terrain comprennent : les chutes de blocs, les effondrements et affaissements de cavités souterraines, les glissements de terrain et les phénomènes de tassements différentiels appelés aussi retraits-gonflements, ces derniers ne représentant pas de danger direct pour l'homme, mais endommageant les constructions.

L'aléa retrait et/ou gonflement des argiles

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles est lié aux variations de teneur en eau des terrains argileux : ils gonflent avec l'humidité et se rétractent avec la sécheresse. Ces variations de volume induisent des tassements plus ou moins uniformes et dont l'amplitude varie suivant la configuration et l'ampleur du phénomène. Le phénomène se manifeste par des tassements différentiels provoquant des

dommages dans les constructions si les fondations et la structure ne sont pas assez rigides (fissures, décollements entre éléments jointifs, distorsions, dislocations, rupture de canalisations).

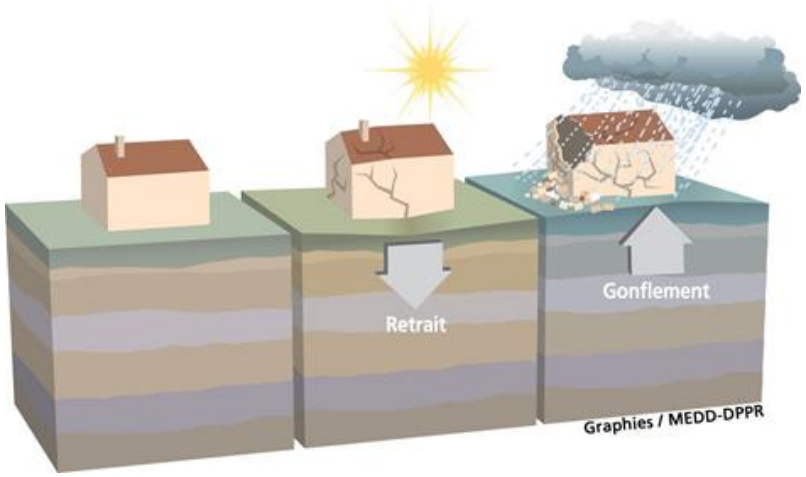


Figure 34 : Le phénomène de gonflement et retrait des terrains argileux (source : MEDD-DPPR)

La commune est concernée par un aléa moyen.

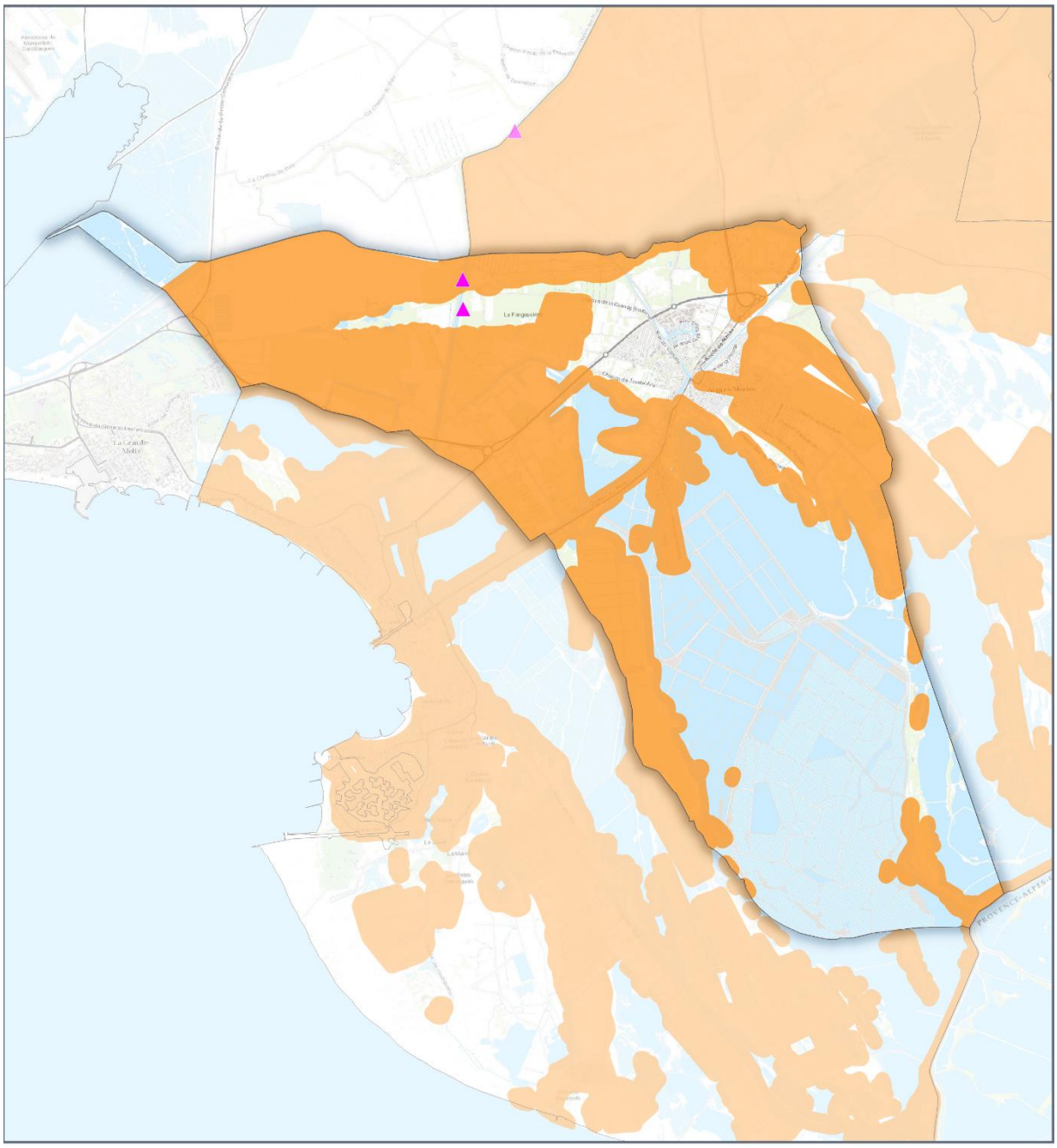
Le risque d'érosion de berges

Une érosion de berges est un phénomène régressif d'ablation de matériaux, dû à l'action d'un écoulement d'eau turbulent (fluviatile ou marin).

La base Géorisques recense deux points d'érosion de berge au niveau du Vidourle.

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Risques - Aléas mouvements de terrain



Périmètre communal

Mouvements de terrain

Erosion des berges

Aléa retrait-gonflement des argiles

Moyen

0 1 2

Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : Géorisques
Fond de carte : ESRI

Le risque sismique

Un séisme provient d'une rupture brutale des roches. Il se traduit en surface par une vibration du sol. La faille active est la zone où se génère la rupture. Cette rupture peut se propager jusqu'à la surface du sol, on parle alors de « rupture en surface ». Les séismes sont, avec le volcanisme, l'une des manifestations de la tectonique des plaques. L'activité sismique est concentrée le long de failles, en général à proximité des frontières entre ces plaques. Lorsque les frottements au niveau d'une de ces failles sont importants, le mouvement entre les deux plaques est bloqué. De l'énergie est alors stockée le long de la faille. La libération brutale de cette énergie permet de rattraper le retard du mouvement des plaques. En surface, un tremblement de terre peut dégrader ou détruire des bâtiments et produire des décalages de la surface du sol de part et d'autre des failles. Il peut aussi provoquer des glissements de terrain et des chutes de blocs.

Depuis le 22 octobre 2010 (articles R.563-1 à R.563-8 du Code de l'environnement, modifiés par le décret no 2010-1254 du 22 octobre 2010, et article D.563-8-1 du Code de l'environnement, créé par le décret no 2010-1255 du 22 octobre 2010), les différentes zones de sismicité correspondent à la codification suivante :

- Zone 1 : Sismicité très faible ;
- Zone 2 : Sismicité faible ;
- Zone 3 : Sismicité modérée ;
- Zone 4 : Sismicité moyenne ;
- Zone 5 : Sismicité forte.

La commune est localisée en zone 1.

Le risque lié au Radon

SOURCES : IRSN, DDRM

Le radon est un gaz radioactif naturel généré dans le sous-sol par désintégration du radium, lui-même produit par désintégration de l'uranium. Ce gaz provient donc des minéraux contenant de l'uranium présent dans les roches granitiques, mais aussi dans d'autres formations géologiques comme celles contenant des phosphates ou des grès. Ce gaz invisible et sans odeur peut s'accumuler dans l'atmosphère confinée de certains bâtiments et atteindre des concentrations dangereuses pour la santé.

Seul un seuil règlementaire existe dans les bâtiments accueillant du public : en dessous de 400 Bq[8]/m^3, il n'y a aucune obligation d'action, au-dessus de 1 000 Bq/m^{3,} des actions correctives doivent être mises en place dans un délai bref. Aucun seuil n'existe pour les habitations particulières. Les concentrations de radon sont plus élevées dans les bâtiments en hiver du fait d'un air plus confiné.

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories :

- **Catégorie 1** : Les communes à potentiel radon de catégorie 1 sont celles localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. Ces formations correspondent notamment aux formations calcaires, sableuses et argileuses constitutives des grands bassins sédimentaires (Bassin parisien, Bassin aquitain) et à des formations volcaniques basaltiques (Massif central, Polynésie française, Antilles, etc.). Sur ces formations, une grande majorité de bâtiments présente des concentrations en radon faibles. Les résultats de la campagne

[8] Le becquerel (Bq) est l'unité dérivée du Système international d'unités (SI) pour l'activité d'une certaine quantité de matière radioactive, c'est-à-dire le nombre de désintégrations qui s'y produisent par seconde. Il s'agit d'une mesure de la radioactivité.

nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que seulement 20 % des bâtiments dépassent 100 Bq.m-3 et moins de 2 % dépassent 300 Bq.m-3.

- **Catégorie 2** : Les communes à potentiel radon de catégorie 2 sont celles localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles, mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.
- **Catégorie 3** : Les communes à potentiel radon de catégorie 3 sont celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations.

La commune est classée en catégorie 1.

Risques liés aux phénomènes météorologiques

Les tempêtes sont des évènements météorologiques au cours desquels la vitesse du vent s'accroit de façon brusque et marquée avec un net changement de direction (45° à 90°), et qui ne dure que quelques minutes pour les grains, mais peut durer plus longtemps pour les tempêtes.

Bien que le DDRM ne compte pas ce risque, et que la base Gaspar ne le recense pas à Aigues-Mortes, un arrêté témoigne de l'exposition passée de la commune, en 1982.

Les risques technologiques

Le risque rupture de barrage

La commune est concernée par le risque de rupture du barrage de Conqueyrac.

Le risque transport de matière dangereuse

Le risque TMD est consécutif à un accident se produisant lors du transport soit par unité mobile (voie routière, ferroviaire, fluviale ou maritime) ou soit par lien fixe (gazoduc, oléoduc, etc.) De matières dangereuses. Une matière dangereuse peut entrainer des conséquences graves, voire irrémédiables pour la population, les biens et l'environnement en raison de ses propriétés intrinsèques physiques ou chimiques (inflammable, toxique, explosive, corrosive ou radioactive) ou des réactions qu'elle peut provoquer.

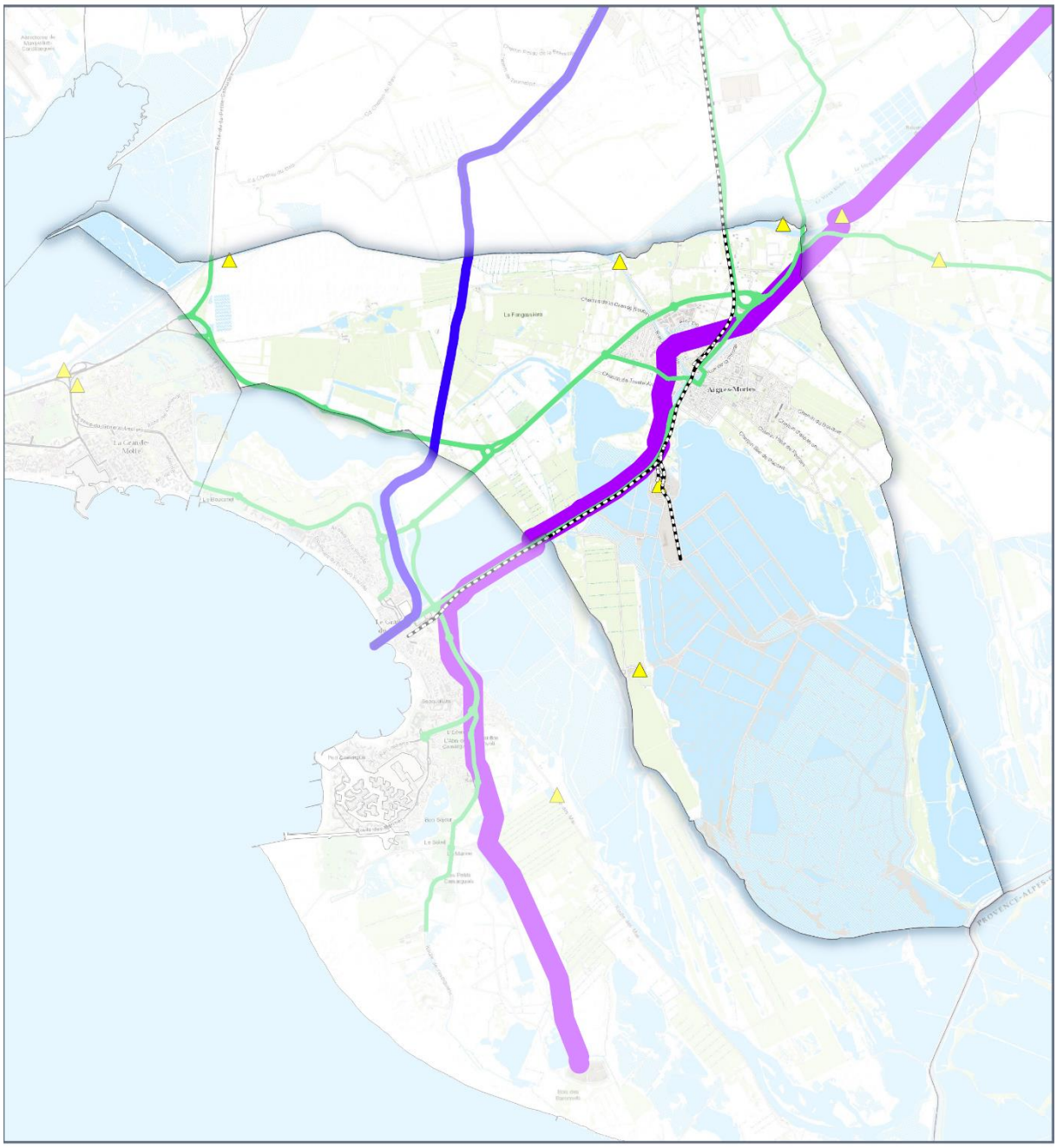
Une canalisation d'hydrocarbures traverse la commune, ainsi que plusieurs voies départementales susceptibles d'être utilisées par des transports de matières dangereuses.

Le risque industriel

Il existe à Aigues-Mortes sept installations classées pour la protection de l'environnement, mais aucune n'est soumise à autorisation.

État initial de l'environnement du PLU d'Aigues-Mortes

Risques technologiques



Périmètre communal
Voie ferrée
Départementale
ICPE en fonctionnement
Cours d'eau concerné par le risque rupture de barrage
Transport de matières dangereuses (canalisations)

0 1 2
Kilomètres

Réalisation : ÉcoVia, Janvier 2022.
Source : Géorisques
Fond de carte : ESRI

Effets du changement climatique sur les risques

Les risques naturels sont un des compartiments vulnérables, au moins à moyen terme. Bien que les incertitudes soient nombreuses, il est possible d'anticiper certains effets extrêmes potentiels du changement climatique sur les risques.

Tableau 40 : Effets potentiels du changement climatique en fonction du type de risque

Risque	Effets potentiels du changement climatique
Inondation	Il existe beaucoup d'incertitudes. Mais dans le pire des cas, le changement climatique est susceptible d'augmenter l'occurrence d'évènements extrêmes et de modifier le régime des pluies. Cela pourrait engendrer une augmentation du risque inondation, avec des épisodes pluvieux plus forts, et des volumes d'eau plus importants, et donc des ruissellements plus importants, d'autant plus élevés si l'imperméabilisation des sols n'est pas réduite d'ici là.
Feu de forêt	Le changement climatique est fortement susceptible d'augmenter l'occurrence d'évènements extrêmes tels que les sécheresses, et pourrait engendrer une augmentation du risque. Les forêts seront en effet potentiellement davantage exposées à des périodes de sécheresse, et les canicules potentiellement plus nombreuses pourraient encore augmenter la vulnérabilité des boisements, notamment résineux.
Phénomènes météorologiques	Dans le pire des cas, le changement climatique pourrait augmenter l'occurrence d'évènements extrêmes telles les pluies diluviennes et tempêtes, ce qui pourrait engendrer une augmentation du risque.
Mouvement de terrain	Les sécheresses sont amenées à être plus fréquentes, et parfois associées à des canicules. Cela pourrait avoir un impact sur la stabilité des sols, et, associé à des phénomènes éventuels de pluies diluviennes, directement accentuer certains aléas, comme les glissements de terrain ou le retrait gonflement des argiles.
Radon	Pas d'effet connu documenté.
Sismique	Pas d'effet connu documenté.

Synthèse

Atouts/faiblesses et opportunités/menaces et problématiques clés

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
-	Fort risque inondation (crues de cours d'eau et submersion marine).	?	La mise en œuvre du PPRI actuel va permettre de prévenir les risques d'inondation. Le PPRI permettra de mieux prendre en compte les ruissellements. Le changement climatique va augmenter la fréquence et la gravité des inondations.
+	La commune est dotée d'un Plan de prévention des risques d'inondation (PPRI)	⇗	
-	Autres risques naturels (mouvements de terrain, feu de forêt, etc.).	⇗	Le changement climatique est susceptible d'augmenter la fréquence des éléments extrêmes tels que les pluies diluviennes, les tempêtes, les sécheresses. L'obligation légale de débroussaillement permet de maitriser le risque d'incendie.
-	Risques technologiques (4 ICPE soumises à autorisation, risque de transport de matières dangereuses par canalisation et voies terrestres, rupture de barrage)	⇗	
-	Une canalisation d'hydrocarbures traverse la commune, ainsi que plusieurs voies départementales susceptibles d'être utilisées par des transports de matières dangereuses.	⇗	Le trafic autoroutier et donc de matières dangereuses va se poursuivre ou s'amplifier.

Proposition d'enjeux pour l'élaboration du PLU

- Réduire les aléas :
    - Limiter l'anthropisation et l'imperméabilisation des sols afin de permettre aux écosystèmes d'absorber l'eau et limiter les inondations : préserver notamment les espaces naturels et agricoles en zone d'expansion des crues, aux abords des cours d'eau du territoire ;
    - Préserver les boisements et haies, garants de la stabilité des sols ;
    - Préserver les zones humides, et leur rôle de stockage de l'eau ;
    - Articuler cet enjeu avec les enjeux liés aux paysages et à la trame verte et bleue ;
- Limiter l'exposition de la population :

- Réduire la vulnérabilité dans les zones d'aléas en créant des aménagements de protection et en maintenant les espaces naturels et agricoles en zone d'aléa (zones d'expansion des crues, zones de mouvement de terrain, etc.) ;
- Réduire l'urbanisation en zones d'aléas et dans les secteurs exposés aux risques technologiques ;
- Règlementer spécifiquement l'implantation et l'évolution du bâti afin de tenir compte des risques (notamment inondation et mouvement de terrain) et de réduire la vulnérabilité des constructions existantes.

COMMUNE D'AIGUES-MORTES

REVISION DU

PLAN LOCAL D'URBANISME

TOME 1

1.3 Justification des choix

Arrêté le 26/05/2025

Approuvé le .../.../...

Mairie d'Aigues-Mortes

Place Saint-Louis

30220 AIGUES-MORTES

Tél : 04 66 73 90 90

https://ville-aigues-mortes.fr/



JUSTIFICATIONS DES CHOIX

Révision du Plan Local d'Urbanisme d'Aigues-Mortes

Document pour arrêt – 26/05/2025

Table des matières

PARTIE 1 : LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE 7
Cadre législatif 8
Articulation entre les pièces opposables 9
PARTIE 2 : ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS SUPERIEURS 10
PARTIE 3 : JUSTIFICATION DES CHOIX EFFECTUES POUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE 78
Justifications des orientations du PADD 79
Les objectifs du SCoT en matière d'accroissement de la population et de besoins en logement 91
Prospective démographique et besoin en logements 93
Justification des choix – croissance démographique, besoins en logements 94
Les enjeux des tendances démographiques passées 95
La présentation du scénario prospectif du PLU 96
La compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale Sud Gard 98
Les objectifs de production de logements dans le PLU d'Aigues-Mortes 99
Les objectifs de mixité sociale et les outils du PLU mobilisés 100
PARTIE 4 : JUSTIFICATION DE LA DELIMITATION DES ZONES DU REGLEMENT GRAPHIQUE ... 101
Construction du zonage 102
Superficie des zones et secteurs du PLU 102
Règlement applicable aux zones urbaines « U » 106
Règlement applicable aux zones à urbaniser « AU » 120
Règlement applicable aux zones agricoles « A » 125
Règlement applicable aux zones naturelles « N » 130
PARTIE 5 : JUSTIFICATION DU REGLEMENT ECRIT 136
Justification par thématique des règles pour chacune des zones 138
Justification des règles portant sur les destinations des constructions et affectations des sols 139
Justification des règles portant sur la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère 144
Justification des règles portant sur les équipements et réseaux 150
PARTIE 6 : JUSTIFICATION DES AUTRES DISPOSITIONS ECRITES ET GRAPHIQUES PARTICIPANT A LA MISE EN ŒUVRE DU PADD 151
Synthèse des outils 152
Les Emplacements Réservés 155
Les quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale 156

Les bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination 157
Les Espaces Boisés Classés (EBC) 159
La Préservation du patrimoine bâti et paysager à protéger 160
Les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique 161
La Mixité sociale 162
PARTIE 7 : JUSTIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION. 164
PARTIE 8 : JUSTIFICATION AU REGARD DE LA MODERATION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES 185
Contexte règlementaire et besoins d'analyse de la consommation d'espaces associés 186
Capacités de densification et de mutation des espaces bâtis 186
Capacités de densification (espaces non bâtis, « dents creuses ») et de mutation des espaces bâtis 186
Capacité en division parcellaire et mutation des espaces bâtis 187
Calcul de l'objectif de modération de la consommation d'espaces agricoles et naturels et forestiers contre l'étalement urbain 190
Détail du calcul de la consommation d'espace/ZAN retenu pour le PLU 190
PARTIE 9 : COMPARAISON AVEC LE PLU EN VIGUEUR 195
PARTIE 10 : JUSTIFICATION AU REGARD DE LA MODERATION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES 198

PARTIE 1 : LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

CADRE LEGISLATIF

LE CONTENU DU RAPPORT DE PRESENTATION EST ENCADRE PAR LE CODE DE L'URBANISME EN SES ARTICLES L. 151-4 ET R. 152-2.

- L'ARTICLE L. 151-4 MENTIONNE LES ATTENDUS THEMATIQUES DU RAPPORT ET APPUIE SUR LA NECESSITE D'EXPLIQUER LES CHOIX RETENUS DANS LE PROJET, AU REGARD DES ELEMENTS DE DIAGNOSTIC.

« LE RAPPORT DE PRESENTATION EXPLIQUE LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES, LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION ET LE REGLEMENT.

IL S'APPUIE SUR UN DIAGNOSTIC ETABLI AU REGARD DES PREVISIONS ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES ET DES BESOINS REPERTORIES EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE SURFACES ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLES, DE DEVELOPPEMENT FORESTIER, D'AMENAGEMENT DE L'ESPACE, D'ENVIRONNEMENT, NOTAMMENT EN MATIERE DE BIODIVERSITE, D'EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT, DE TRANSPORTS, DE COMMERCE, D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES.

IL ANALYSE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS AU COURS DES DIX ANNEES PRECEDANT L'APPROBATION DU PLAN OU DEPUIS LA DERNIERE REVISION DU DOCUMENT D'URBANISME ET LA CAPACITE DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DE L'ENSEMBLE DES ESPACES BATIS, EN TENANT COMPTE DES FORMES URBAINES ET ARCHITECTURALES. IL EXPOSE LES DISPOSITIONS QUI FAVORISENT LA DENSIFICATION DE CES ESPACES AINSI QUE LA LIMITATION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES OU FORESTIERS. IL JUSTIFIE LES OBJECTIFS CHIFFRES DE MODERATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN COMPRIS DANS LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES AU REGARD DES OBJECTIFS DE CONSOMMATION DE L'ESPACE FIXES, LE CAS ECHEANT, PAR LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE ET AU REGARD DES DYNAMIQUES ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES.

IL ETABLIT UN INVENTAIRE DES CAPACITES DE STATIONNEMENT DE VEHICULES MOTORISES, DE VEHICULES HYBRIDES ET ELECTRIQUES ET DE VELOS DES PARCS OUVERTS AU PUBLIC ET DES POSSIBILITES DE MUTUALISATION DE CES CAPACITES. »

- L'ARTICLE R. 152-2 PRECISE QUANT A LUI LES ATTENDUS SPECIFIQUES AUX JUSTIFICATIONS DU PROJET, METTANT L'ACCENT SUR LA COHERENCE ENTRE LES PARTIES ET LA NECESSITE DU REGLEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PADD.

« LE RAPPORT DE PRESENTATION COMPORTE LES JUSTIFICATIONS DE :

1° LA COHERENCE DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION AVEC LES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES ;

2° LA NECESSITE DES DISPOSITIONS EDICTEES PAR LE REGLEMENT POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES ET DES DIFFERENCES QU'ELLES COMPORTENT, NOTAMMENT SELON QU'ELLES S'APPLIQUENT A DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES OU NOUVELLES OU SELON LA DIMENSION DES CONSTRUCTIONS OU SELON LES DESTINATIONS ET LES SOUS-DESTINATIONS DE CONSTRUCTIONS DANS UNE MEME ZONE ;

3° LA COMPLEMENTARITE DE CES DISPOSITIONS AVEC LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION MENTIONNEES A L'ARTICLE L. 151-6 ;

4° LA DELIMITATION DES ZONES PREVUES PAR L'ARTICLE L. 151-9 ;

5° L'INSTITUTION DES ZONES URBAINES PREVUES PAR L'ARTICLE R. 151-19, DES ZONES URBAINES OU ZONES A URBANISER PREVUES PAR LE DEUXIEME ALINEA DE L'ARTICLE R. 151-20 LORSQUE LEURS CONDITIONS D'AMENAGEMENT NE FONT PAS L'OBJET DE DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES AINSI QUE CELLE DES SERVITUDES PREVUES PAR LE 5° DE L'ARTICLE L. 151-41 ;

6° TOUTE AUTRE DISPOSITION DU PLAN LOCAL D'URBANISME POUR LAQUELLE UNE OBLIGATION DE JUSTIFICATION PARTICULIERE EST PREVUE PAR LE PRESENT TITRE.

CES JUSTIFICATIONS SONT REGROUPEES DANS LE RAPPORT. »

LE DECRET N°2015-1783 DU 28 DECEMBRE 2015 RELATIF A LA MODERNISATION DU CONTENU DU PLAN LOCAL D'URBANISME MET L'ACCENT SUR LES DIFFERENTS NIVEAUX DE COHERENCES ENTRE LES PARTIES. AINSI, LA PRESENTE PARTIE DITE DE « JUSTIFICATION DES CHOIX » RAPPELLE LES CORRESPONDANCES ENTRE LES DIFFERENTES PARTIES DU PLU.

ARTICULATION ENTRE LES PIECES OPPOSABLES

Plusieurs pièces composent un dossier de PLU, dont trois présentent un caractère opposable aux demandes d'autorisation d'occupation du sol. Il s'agit :

- Des dispositions réglementaires écrites,
- Des dispositions réglementaires graphiques,
- Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Les volets réglementaires et les OAP n'ont pas de rapport hiérarchique l'un par rapport à l'autre, mais ils doivent être cohérents l'un avec l'autre. Les OAP peuvent s'inscrire en complément de la partie réglementaire en apportant des précisions ou en formulant des prescriptions non gérées par le règlement.

La distinction entre la partie réglementaire et les OAP se fait surtout au regard de leur degré d'implication et de précision :

- La partie réglementaire (écrite et graphique) implique la conformité des autorisations d'occupation du sol.
- Les OAP impliquent la compatibilité des autorisations d'occupation du sol, apportant des prescriptions aux contours plus souples.

PARTIE 2 : ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS SUPERIEURS

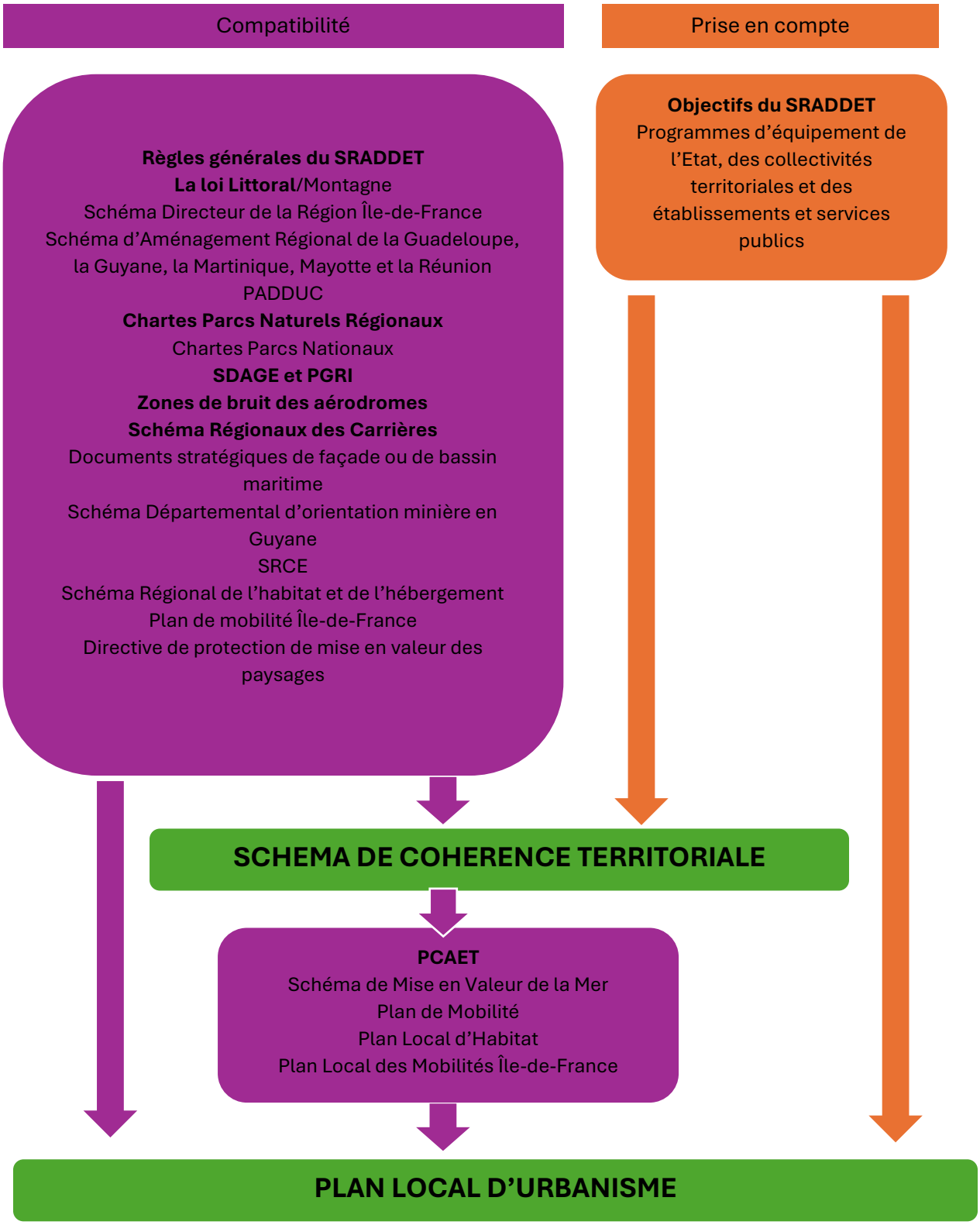


Schéma général de la hiérarchie des normes et des documents stratégiques intégrateurs *– ce schéma est indicatif et ne représente pas l'ensemble des documents avec lesquels le PLU doit être compatible*

OBLIGATION DE COMPATIBILITE

La compatibilité d'un document avec d'autres documents ou normes supérieures requiert seulement du document qu'il ne fasse pas obstacle à l'application du document supérieur ou qu'il ne lui soit pas manifestement contraire.

Conformément à l'article L131-4 du code de l'urbanisme, le PLU d'Aigues-Mortes doit être compatible avec le SCoT du Sud Gard :

« Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

- *Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;*
- *Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;*
- *Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;*
- *Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;*
- *Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L. 112-4. »*

Cet article est complété par l'article L.131-5 du Code de l'urbanisme : « *Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu sont compatibles avec le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement, les plans locaux de mobilité prévus à l'article L.1214-13-2 du code des transports et les plans locaux de mobilité prévus pour la région d'Ile-de-France à l'article L.1214-30 du code des transports.* »

Conformément à l'article L131-4 du Code de l'urbanisme, le PLU de Leucate doit être compatible avec :

- le SCoT Sud Gard approuvé le 10 décembre 2019.

Le SCoT étant un document intégrateur, l'ensemble des documents de norme supérieure au PLU n'ont pas à être le sujet d'une analyse de compatibilité avec le PLU.

La démonstration de la conformité, de la compatibilité du document avec les normes supérieures sera toutefois présentée concernant :

- le SRADDET Occitanie 2040 approuvé le 30 juin 2022
- la loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral dite « loi Littoral » promulguée le 3 janvier 1986
- Le SDAGE Bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027
- Le PGRI Bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027
- Le PCAET de la communauté de commune Terre de Camargue 2024-2029

COMPATIBILITE AVEC LE SCOT SUD-GARD 2019-2030

La commune d'Aigues-Mortes est dans le périmètre de la Communauté de communes Terre de Camargue. Le Syndicat mixte pour le Schéma de Cohérence Territoriale a approuvé son SCoT le 10 décembre 2019. Une procédure de modification simplifiée n°1 a été prescrite le 5 octobre 2020 dont le principal objectif a été de compléter le volet Littoral.

Le PLU d'Aigues-Mortes se doit d'être compatible avec le SCoT. Afin de démontrer la compatibilité du PLU, la structure du DOO est présentée ci-après avec pour chaque orientation une explication du lien de compatibilité entre le PLU et le DOO du SCoT. L'évaluation environnementale du PLU complète la compatibilité du document au regard des enjeux environnementaux et paysagers.

Le DOO du SCoT Sud-Gard	Le PLU d'Aigues-Mortes

Axe 1 Un Territoire de Ressources à préserver et valoriser

Orientation n°1 Préserver et valoriser l'armature verte et bleue, socle environnemental et paysager du territoire	
Prescriptions générales le SCOT Sud Gard déterminant des règles générales assurant la fonctionnalité écologique du territoire, la préservation et la valorisation des espaces inscrits au sein de la trame verte et bleue.	Le PLU inscrit dans son PADD la volonté de protéger la trame verte et bleue sur la commune d'Aigues-Mortes à travers le regroupement des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, dans et en-dehors des espaces urbanisés, tout en permettant leurs mises en valeur ainsi que la préservation et remise en bon état de certains corridors écologiques. Pour cela le PLU prévoit dans son règlement : - Une préservation des arbres, des haies et bosquets isolés - Une prise en compte des enjeux de perméabilité écologique en préservant le linéaire de haies existant, les bandes enherbées et les zones humides - Un revêtement perméable adapté aux déplacements des espèces - Les ouvrages d'assainissement des eaux pluviales doivent être assurés en surface (noues, fossés…) sauf impossibilité technique. - Privilégier les clôtures végétalisées - Interdiction des constructions nouvelles - Seules 10% des surfaces pourront être imperméabilisées pour les aménagements de surfaces. - Continuité du boisement assurée par le maintien des arbres de haute tige dans les ripisylves. Sur les berges il est autorisé l'aménagement de cheminements sous conditions

	qu'il soit perméable, avec une emprise restreinte afin de limiter le piétinement.	
Prescriptions spécifiques le SCOT Sud Gard identifie 6 grands espaces constitutifs de la trame verte et bleue du territoire.	Les cœurs de biodiversité	Le PLU assure la stricte préservation des espaces et des milieux naturels restants sur la commune ainsi que la protection de la trame verte et bleue, regroupant les réservoirs de biodiversité et les corridors écologique, dans et en dehors des espaces urbanisés, tout en permettant leurs mises en valeur, ainsi que la préservation et remise e bon état de certains corridors écologiques.
	Les secteurs de garrigue ouverte et les secteurs boisés de plaine	
	Les ensembles naturels patrimoniaux	
	Les corridors écologiques	Le PLU assure à l'échelle de la commune d'Aigues-Mortes les fonctionnalités écologiques des corridors écologique : Pinède de Malamousque, Bois de Quincandon ou de la Fangassière, Bois des Mas du Petit et du Grand Chaumont, étang de la Marette, étang de Caitives, …
	Les espaces de fonctionnalité des cours d'eau, des ripisylves et des zones humides	Le PLU prévoit à l'échelle de la commune d'Aigues-Mortes, un maintien de ses cours d'eau et ses milieux humides associés en maintenant leurs fonctionnalités écologiques et hydrauliques. Pour cela il sera intégré dans les projets une marge de recul suffisante lors d'aménagement à proximité (Vidourle, Canal de Bougidou, étang de la Marette, étang de la Ville par exemple).
Orientation n°2 Favoriser l'appropriation des espaces de la Trame Verte et Bleue par les usagers		
Prescriptions générales	Valoriser les espaces soumis aux risques naturels dans le cadre de l'armature verte et bleue	Le PLU prévoit à l'échelle de la commune d'Aigues-Mortes de protéger la trame verte et bleue en regroupant les réservoirs de biodiversité et les

	Préserver les lignes de force remarquables du paysage : éléments de reliefs, interface entre les milieux	corridors écologiques, dans et en-dehors des espaces urbanisés, tout en permettant leurs mises en valeur, ainsi que la préservation et remise en bon état de certains corridors écologiques.
	Décliner l'armature verte et bleue dans les projets d'aménagement	
	Valoriser et réintroduire de la nature en ville en s'appuyant sur la multifonctionnalité des espaces concernés	
Orientation n°3 Préserver et valoriser les vecteurs paysagers du territoire		
Prescriptions générales pour préserver les grands paysages et les panoramas caractéristiques	Le PLU encourage la préservation et la caractérisation des entrées de villes avec l'image d'Aigues-Mortes : paysages de la Camargue Gardoise ; vues sur le patrimoine et la silhouette urbaine, etc. Il permet également la protection des grands ensembles paysagers naturels et agricoles et leurs structures paysagères : prés-salés ; étangs ; marais ; boisement Les Espaces Remarquables et Caractéristiques du Littoral sont protégés et permettent de fait de protéger les grands panoramas avec une constructibilité extrêmement limitée.	
Orientation n°4 Maintenir et adapter les espaces agricoles aux enjeux du territoire		
Prescriptions générales pour l'ensemble des espaces agricoles	Le PLU d'Aigues-Mortes encourage la pérennisation de la filière agricole et la promotion de la production agricole locale (activité salicole, viticulture, élevage…), les circuits courts et la diversité des activités, favoriser la reconquête agricole. Tout comme la mise en valeur du patrimoine local et vernaculaire en lien avec l'activité agricole participant à l'identité et à la qualité du territoire ; l'accentuation des efforts de modération de consommation d'espaces naturels agricoles, la lutte contre les phénomènes de cabanisation et de mitage dans les zones agricoles ou encore la protection des grands ensembles paysagers naturels et agricoles.	
Prescriptions spécifiques sur les espaces de la mosaïque agricole		
Prescriptions spécifiques sur les espaces de production renforcée		

<table>
<tr><td colspan="2">Orientation n°5 valoriser et gérer de manière durable la présence de l'eau sur le territoire</td></tr>
<tr><td>Prescriptions générales pour les cours d'eau du territoire et les nappes souterraines</td><td>Le PLU prévoit la préservation des cours d'eau et des milieux humides associés, en maintenant leurs fonctionnalités écologique et hydraulique et en intégrant dans les projets une marge de recul suffisante en cas d'aménagement à proximité (Vidourle, Canal de Bougidou, étang de la Marette, étang de la ville par exemple).</td></tr>
<tr><td>Prescriptions spécifiques pour les cours d'eau du territoire et les nappes souterraines</td><td>Le maintien et la restitution des continuités hydrauliques et conserver un espace non aedificandi pour garantir l'entretien en bordure des cours d'eau/canaux/surfaces en eau et limiter l'imperméabilisation des sols (favoriser les dispositifs d'infiltration dans la gestion des eaux pluviales), de mettre en place les ouvrages en faveur des continuités hydrauliques.

La valorisation et la gestion durable sont encouragées par le document d'urbanisme, qui impose le maintien en espaces libres de toute construction sur les rives naturelles des cours d'eau, canaux et roubines, en respectant des distances de recul à adapter en fonction des situations topographiques :
• 10 mètres de part et d'autre des berges du canal et cours d'eau ;
• 5 mètres de part et d'autre des fossés et roubines.
Sur la commune toute construction ou aménagement devra respecter une marge de recul à compter de la berge de tout cours d'eau selon la réglementation du PPRI.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Orientation n°6 Economiser et préserver la ressource en eau</td></tr>
<tr><td>Prescriptions générales sur la ressource en eau</td><td rowspan="2">Le PLU d'Aigues – Mortes encourage à assurer la pérennité de la ressource en eau en protégeant les sources d'approvisionnement et en maîtrisant l'urbanisation : optimiser les réseaux (atteindre de bons niveaux de rendement, éviter les pertes,) protéger les secteurs stratégiques de la ressource en eau, intégrer la présence de l'eau dans les projets.

Le règlement prévoit le respect d'une marge de recul à compter de la berge de tout cours d'eau. Le développement technique d'installations liées aux économies des ressources est à développer quand ils sont intégrés et adaptés ou compatibles. Notamment l'installation de citernes et réservoirs d'eau (récupérateur d'eau)</td></tr>
<tr><td>Prescriptions spécifiques sur la ressource en eau</td></tr>
</table>

Orientation n°7 Intégrer le cycle de l'eau dans l'aménagement du territoire	
Prescriptions générales sur le cycle de l'eau et son bon fonctionnement	Le règlement prévoit que sauf disposition contraire, les affouillements et les exhaussements du sol nécessaires à la réalisation des occupations et utilisations du sol admises dans chaque zone sont autorisés, à condition qu'ils ne compromettent pas la stabilité des sols ou l'écoulement des eaux. les espaces libres de toutes nouvelles constructions doivent être aménagés en espaces non imperméabilisés permettant l'infiltration des eaux pluviales. Ils peuvent être aménagés en jardins secs composés de plantes locales choisies pour leurs aptitudes à se maintenir malgré le fort ensoleillement, les vents parfois violents et le manque d'eau. Un schéma directeur des eaux pluviales est en cours de finalisation par la Communauté de communes. Il s'appliquera en substitution des règles le cas échéant. En matière de gestion des écoulements pluviaux, la politique de maîtrise des ruissellements est basée sur le principe de compensation des effets négatifs liés à l'imperméabilisation des sols, plutôt qu'à la limitation des imperméabilisations.
Orientation n°8 Amorcer la transition énergétique et promouvoir la sobriété énergétique	
Prescriptions générales sur la transition énergétique et la sobriété	Le PLU d'Aigues-Mortes encourage la réduction de la consommation d'espace prévue dans le PLU en fixant une consommation d'espace d'au moins 50% à horizon 15 ans d'application du PLU. Environ une dizaine d'hectares seront mobilisés à vocation d'habitat et d'équipements publics. Aucune consommation d'espace à vocation économique en extension de l'urbanisation n'est prévue au projet.
Orientation n°9 Anticiper la vulnérabilité du territoire face au changement climatique	
Prescriptions générales sur la résilience du territoire	Le règlement du PLU prévoit dans les dispositions applicables à la trame Bleue, que les aménagements de surfaces, seules 10% des surfaces pourront être imperméabilisées. Concernant les espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, plantations : Les espaces libres de toutes nouvelles constructions doivent être aménagés en espaces non imperméabilisés permettant l'infiltration des eaux pluviales. La protection de la trame verte et bleue joue un rôle écologique majeur, avec la préservation stricte des espaces et des milieux

	naturels restants sur la commune, ce qui permet notamment une meilleure résilience du territoire face au changement climatique.
Orientation n°10 Rationaliser l'usage des matériaux du sous-sol	
Prescriptions générales sur l'usage des matériaux du sous-sol	Non concerné
Orientation n°11 Limiter au maximum et recycler mieux les déchets du territoire	
Prescriptions générales sur la gestion des déchets du territoire	Le règlement du PLU prévoit que tout projet d'ensemble doit inclure un ou plusieurs espaces spécifiquement réservés à la pratique du compostage. Ces espaces devant être intégrés dans l'espace de pleine terre et respecter les prescriptions techniques relatives à l'installation d'un site de compostage. Avec lesdits espaces de compostage qui peuvent être collectifs ou intégrés à chaque lot issu de ladite opération. L'accès doit répondre aux exigences de la sécurité publique, de la défense incendie et de la protection civile, et permettra la bonne desserte des terrains par le service public de collecte des déchets.
Orientation n°12 Rendre le territorie et ses habitants moins vulnérables aux risques et aux nuisances	
Prescriptions générales sur les risques	Le PLU respecte les dispositions du PPRI afin d'assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement). Les zones N et A prévoient notamment de par leur localisation la limitation des divers risques et aléas sur le territoire.
Prescriptions spécifiques sur le risque inondation	Le PLU met en œuvre un encadrement de l'urbanisation fondé sur les principes du développement durable et de la résilience face aux risques naturels, en particulier le risque de submersion marine. Conformément aux dispositions de la loi Littoral, il vise à préserver les espaces littoraux sensibles en limitant l'extension de l'urbanisation dans ces secteurs qui se traduit par la protection de la bande littorale des 100 mètres dans les espaces non urbanisés, ainsi que par la préservation des espaces proches du rivage Les dispositions réglementaires du PPR s'imposent sur toute la commune et s'ajoutent à celles du PLU, étant précisé que toute construction ou aménagement d'un terrain devra intégrer un dispositif d'assainissement hydraulique, conforme aux règles de l'art, de nature à prévenir tout risque d'inondation.

Prescriptions spécifiques sur le risque incendie	Sur la commune d'Aigues-Mortes, des terrains sont soumis à une obligation de débroussaillement ou de maintien en état débroussaillé à caractère permanent, résultant des dispositions de l'article L 134-6.
Prescriptions spécifiques sur le risque technologique et de transport de matières dangereuses	Non concerné.
Prescriptions générales sur les nuisances liées a la chaleur	Le Plu prévoit une lutte contre les îlots de chaleur notamment en dédensifiant certains cœurs d'îlot en particulier au sein de la cité en intégrant des espaces végétalisés dans les opérations ; , en préservant certains îlots végétalisés existants (parc privé, jardins privés ...) en zone urbanisée qui y participent. Cela passera également par la promotion et le renforcement de la nature en ville en confortant et ajustant l'équilibre entre végétal et urbain, la valorisation des abords du canal maritime comme espace paysager participant à la nature en ville en restituant les chemins de halage, en dégageant les abords (chemin pédestre, viaRhôna, renaturation...).
Prescriptions générales sur les nuisances sonores	Les zones de bruit font l'objet d'un classement sonore approuvé par arrêté préfectoral sur le réseau routier départemental du Gard.
Prescriptions générales sur l'exposition des milieux humains aux phénomènes pouvant impacter leur sante	La contribution au développement des transports en commune sur le territoire d'Aigues-Mortes comme alternative à la voiture individuelle passera par : - ll est prévu la création d'un pôle d'échange multimodal sur le site de la gare d'Aigues-Mortes pour les déplacements du quotidien et touristique à proximité du centre-ville et favoriser l'accès au centre-ville avec des modes actifs. - -Le développement des alternatives en transport en commun de type navette routière ou liaisons fluviales par un bateau-bus (entre le nouveau parking nord et le centre-ville en saison estivale pour permettre le report des stationnements des véhicules touristiques et offrir une alternative à la voiture pour accéder au centre-ville). Le développement d'une hiérarchie viaire visant la réduction et la limitation du passage de véhicules au sein d'Aigues-Mortes passera par :

	- La poursuite de la mise en réseau des cheminements doux (piétons ; vélos) à l'échelle de la ville, la connexion avec la viaRhôna, la requalification des quais et des berges des canaux afin de faciliter les circulations douces et développer le réseau cyclable en s'appuyant sur les canaux. La réduction des consommations d'énergie des bâtiments d'Aigues-Mortes passera par - La promotion de l'amélioration des performances énergétiques et environnementales des bâtiments dans les opérations nouvelles ou dans l'existant ; dans les équipements publics - Privilégier la production d'énergie renouvelable sur les secteurs déjà anthropisés (parking, bâtiment ;..) en tenant compte de l'intégration paysagère et de la protection du patrimoine au regard des caractéristiques de la commune ; et favoriser le développement des énergies renouvelables dans les nouvelles opérations (par exemple le Mas d'Avon) – afin de répondre à l'objectif d'autorégulation des bâtiments. Le PADD précise qu'il faut préserver les milieux naturels captant du CO^2 (boisement, zones humides, zones agricoles...).

Axe 2 Un territoire organisé et solidaire

Orientation n°1 s'appuyer sur les bassins de proximité et les EPCI pour organiser et moduler les dynamiques socio-démographiques et la production de logements	
Prescriptions générales sur les objectifs de logements et notamment de logements sociaux	Le PLU prévoit la création de 800 logements dont 30% de logements sociaux ce qui représente 13% de l'objectif du SCoT à l'échelle de la Petite Camargue.
Orientation n°2 Faire évoluer l'armature territoriale du SCOT 1 pour l'adapter aux dynamiques observées	
Prescriptions générales sur la répartition des logements, des équipements etc.	L'enveloppe urbaine du territoire accueille l'ensemble des opérations de densification et de renouvellement urbain notamment à travers les OAP prévoyant un minimum de 20% de logements sociaux. Seuls 12 hectares sont mobilisés en continuité de l'agglomération pour de l'habitat et des équipements publics.
Orientation n°3 Favoriser une politique d'implantation d'équipements au plus près des habitants	

Prescriptions générales sur les équipements	Les équipements publics sont prévus en extension de l'agglomération en zone 2AU et 1AU.
Prescriptions spécifiques sur les équipements d'intérêt territorial	Des équipements d'intérêt communal (terrain de tennis) seront mobilisés pour accueillir une opération de logements. Toutefois, cette opération est nécessaire pour remplir les objectifs de production de logements en renouvellement urbain.
Prescriptions spécifiques sur les équipements d'intérêt de bassin de proximité	Le PLU prévoit la création d'un pôle d'échange multimodal sur le site de la gare. Les espaces de stationnement devront prévoir des emplacements vélos obligatoirement selon les règles de zones.
Prescriptions spécifiques sur les équipements d'intérêt communal ou de quartier	Des emplacements réservés sont prévus pour des équipements publics pour des services communaux notamment.
Orientation n°4 changer les modes de construction sur le territoire pour favoriser des projets d'excellence urbaine	
Prescriptions générales sur l'aménagement en particulier en extensions	Les OAP du PLU permettent d'encadrer la qualité des aménagements urbains. Il s'agit principalement de plusieurs opérations de densification du tissu existant ou de renouvellement urbain.. Chaque OAP prévoit une diversité de logements et des espaces publics (verts, de loisirs, paysagers, etc.).
Orientation n°5 des cœurs de ville à protéger, revaloriser, repeupler, réactiver	
Prescriptions générales sur la réduction des situations d'indignité, d'insalubrité et de précarité énergétique	Le PLU ne s'oppose pas la réhabilitation du bâti.
Prescriptions spécifiques sur les secteurs prioritaires	Il n'y a pas de secteur prioritaire à Aigues-Mortes.
Prescriptions générales sur le renouvellement urbain	Le renouvellement urbain est réalisé essentiellement par des opérations de d'OAP. La densification porte l'essentiel de la surface ayant vocation à créer des logements.

Orientation n°6 Une limitation de la consommation foncière par mobilisation des ressources des tissus urbains existants et des projets d'extensions économes en espace	
Prescriptions générales sur la réduction de la consommation foncière	Les justifications des choix au regard du développement démographique et au regard de la modération de la consommation d'espaces sont présentées dans le présent document aux parties 3 et 7 respectivement.
Prescriptions spécifiques sur les enveloppes urbaines principales	Les enveloppes urbaines de la commune correspondent aux territoires urbanisés de façon continue. Elles sont formées par le tissu urbain composé du bâti, des rues, des espaces publics, des équipements (dont les équipements sportifs du type stades), les dents creuses inscrites dans le tissu urbain…l'ensemble de ces espaces urbanisés de façon correspond à une application stricte de la continuité avec une nécessité d'avoir une proximité quasi-immédiate. Elles n'intègrent pas les zones affichées en extension de l'urbanisation des PLU existants dont l'urbanisation n'a pas été engagée. Sur Aigues-Mortes il y a une enveloppe urbaine principale correspondant à une agglomération au sens de la loi Littoral et une enveloppe principale correspondant à un village au sens de la loi Littoral.
Prescriptions spécifiques sur les enveloppes urbaines secondaires	Il n'y a pas d'enveloppe urbaine secondaire sur la commune.
Prescriptions générales sur la valorisation du tissu urbain existant	Au moins 50% des logements programmés par la commune sont localisés dans l'enveloppe urbaine.
Prescriptions spécifiques sur les répartitions des objectifs de renouvellement urbain	Au moins 55% des logements programmés par la commune sont localisés dans l'enveloppe urbaine en cohérence avec l'objectif à l'échelle de Terre de Camargue
Prescriptions générales sur les niveaux de densités urbaines	Les opérations d'aménagements prévoient entre 30 et 100 logements à l'hectare en fonction des opérations avec une moyenne de 52 logements à l'hectare pour l'ensemble des opérations. Ces densités sont supérieures aux objectifs fixés par le SCoT.

Prescriptions générales sur les extensions urbaines	Le foncier mobilisable en extension est d'une dizaine d'hectares. Ces extensions ne seront ouvertes à l'urbanisation qu'en respectant les conditions énoncées dans le règlement.
Prescriptions générales sur les continuités urbaines	La réalisation d'une opération d'aménagement concourant à étendre l'urbanisation en continuité d'une « lisière urbaine à formaliser en site sensible » comme identifié au sein de la carte « Accompagner le développement urbain du territoire du SCoT »est autorisée dans le respect des prescriptions en matière de densité et de qualité des projets urbains : les aménagements proposés devront apporter une réponse concrète favorisant la prise en compte de la sensibilité du site dans lequel ils s'inscrivent. La zone 2AU et 1AU est régie par l'OAP Mas d'Avon prescrivant un certain nombre d'orientation au regard des lisières urbaine/naturelle et des continuités écologiques.
Prescriptions spécifiques sur les lisières urbaines fixes	
Prescriptions spécifiques sur les lisières à formaliser	
Prescriptions spécifiques sur les lisières urbaines à formaliser en site sensible	

<table>
<tr><td colspan="2">Orientation n°7 Diversifier l'offre en logements sur le territoire</td></tr>
<tr><td>Prescriptions générales sur la production de logements locatifs</td><td rowspan="2">La production de logements sociaux est assurée à travers des OAP qui prévoient entre 20% et 100% de leur production de logements en logements sociaux. En tout, ce sont 260 logements sociaux qui seront produits. Des servitudes de Mixité Sociales viennent compléter ces dispositions.</td></tr>
<tr><td>Prescriptions spécifiques sur la production de logements locatifs</td></tr>
<tr><td>Prescriptions générales sur la diversification de l'offre de logement pour favoriser les parcours résidentiels</td><td>Certaines OAP prévoyant des nouveaux logements prescrivent notamment des tailles de logements (T1 à T3) en fonction des secteurs (OAP Pataquière, Esparron). Les porteurs de projet devront présenter un projet compatible avec les OAP.</td></tr>
<tr><td>Prescriptions générales pour répondre aux besoins et attentes de publics spécifiques</td><td>L'OAP des Tennis prévoit la création d'un projet d'habitat inclusif.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Axe 3 Un territoire actif à dynamiser</td></tr>
<tr><td colspan="2">Orientation n°1 Bâtir une stratégie économique à 2030</td></tr>
<tr><td>Prescriptions générales sur la stratégie coordonnées d'offre d'accueil d'activités</td><td rowspan="3">Le développement des zones d'activités est limité à la zone Terre de Camargue existante. Il n'y a pas de zones d'activités considérées comme structurantes selon le SCoT.

Les activités économiques sont locales (à moins de 10 minutes en voitures du centre-bourg) et aucune nouvelle zone d'activités n'est prévue.

Leur renforcement et leur requalification sont toutefois prévus à travers des pourcentage d'emprise au sol et d'une hauteur permettant les extensions des constructions et des installations déjà existantes.</td></tr>
<tr><td>Prescriptions spécifiques aux sites stratégiques</td></tr>
<tr><td>Prescriptions spécifiques aux sites structurants maillant le territoire et impulsant du dynamisme dans les différents bassins de vie</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td>Prescriptions spécifiques aux sites de proximité pour soutenir l'économie présentielle et maintenir de l'activité au plus près des besoins des habitants</td><td></td></tr>
<tr><td>Prescriptions générales sur la valorisation de l'agriculture</td><td>En tant que commune littorale, les activités agricoles en discontinuité sont fortement encadrées. La vente de produits agricoles et les locaux liées à cette activité ne peuvent être autorisée en tant que nouvelle construction que si cette construction, installation est nécessaire aux activités agricoles selon l'article l.121-10 du Code de l'urbanisme.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Orientation n°2 Avoir une stratégie commerciale conforme aux grands principes du PADD et aux enjeux identifiés dans le DAAC</td></tr>
<tr><td>Prescriptions spécifiques à la ville centre</td><td rowspan="5">Aigues-Mortes est l'une des communes qui doit bénéficier soit d'une offre commerciale de proximité, soit d'un niveau d'offre inférieur ;

- elles sont fortement dépendantes d'autres communes en matière d'accès à l'offre de commerces et services, malgré la présence d'un petit niveau d'offre sur certaines d'entre elles ;

- l'enjeu principal est la préservation des cœurs de villages. C'est la raison pour laquelle le DAAC opère des prescriptions spécifiques pour les commerces supérieurs à 300 m^2.

Le PADD prévoit de conforter le centre-ville comme centralité du quotidien et touristique, lieu de vie animé : maintien des commerces dans les polarités du centre-ville, diversification des commerces et services et conforter le parc de logements de résidences principales.

Pour les secteurs de centre-ville UA et UAc : les changements de destinations des rez-de-chaussée commerciaux sont interdits sur une durée de 5 ans à date d'approbation du PLU.</td></tr>
<tr><td>Prescriptions spécifiques à la couronne et les villes situées dans cette couronne</td></tr>
<tr><td>Prescriptions spécifiques aux pôles d'équilibre</td></tr>
<tr><td>Prescriptions spécifiques aux pôles structurant de bassin</td></tr>
<tr><td>Prescriptions spécifiques aux autres niveaux de polarités</td></tr>
<tr><td>Prescriptions générales sur la localisation</td><td>Le PLU crée une zone UN route de Nîmes qui encadre les activités commerciales, le règlement permettra uniquement l'extension de</td></tr>
</table>

préférentielle de l'offre commerciale	l'existant. Aucune nouvelle construction commerciale n'est prévue sur cette zone. Le PLU vise la création de commerces de proximité en zone UC avec un encadrement de la taille du local à 150 m^2 de surface de plancher maximum.
Orientation n°3 Mettre en place une véritable stratégie de développement touristique	
Prescriptions générales sur la consolidation et le développement des piliers des destinations touristiques	La commune fait partie de la destination « Camargue » : Grau du Roi, d'Aigues-Mortes et Saintes-Maries de la Mer. Le PLU peut agir sur la préservation de la ressource touristique littorale et monter en qualité le parc d'hébergements touristiques pour une diversification des clientèles et un étalement de la saison ; Les hébergements touristiques et hôtellerie sont autorisés au sein de l'enveloppe bâtie sur les zones de mixité fonctionnelle. Une OAP tourisme est créée pour accompagner la diversification touristique des Salins et un zonage UT également créé.
Prescriptions générales sur les destinations relais et les pôles d'équilibre touristiques	Le PLU n'a pas d'outils directement impactant et ne va pas à l'encontre de cet objectif
Prescriptions générales sur la liaison des sites dans un projet global de territoire	Le PLU n'a pas d'outils directement impactant et ne va pas à l'encontre de cet objectif
Prescriptions générales sur les actions engagées autour du tourisme durable	Le PLU prévoit l'obligation pour les hôtels de proposer des emplacements de stationnement vélo. Les espaces de stationnement de manière plus général devront prévoir un minimum d'emplacement vélo selon les zones.

Prescriptions spécifiques aux villages de marque	Il n'y a pas de village de marque à Aigues-Mortes.
Orientation n°4 Avoir une armature économique adossées à l'armature urbaine	
Prescriptions générales sur les fonctions économiques	Il n'y a pas de projets économiques en extension de l'urbanisation.
Orientation n°5 Fixer les condition d'aménagement des zones d'activités économiques	
Prescriptions générales sur la définition des ZAE	Seront considérées comme Zones d'Activités Economiques les aménagements ou projets d'aménagements qui : - ont une vocation économique mentionnée dans le document d'urbanisme ; - ont une superficie suffisante permettant l'accueil d'au moins 2 entreprises ; - bénéficient d'un aménagement d'ensemble cohérent qui cherche en priorité à répondre aux besoins des acteurs économiques ; - sont issus d'une volonté publique d'un développement économique coordonné ; - résultent le plus souvent (pas systématique) d'opérations d'aménagement. La zone d'activités existante est identifiée par un zonage UE.
Prescriptions générales sur la consommation de foncier économique	Le PLU ne consomme pas d'ENAF à destination d'activités économiques.
Prescriptions spécifiques sur la répartition des hectares	Le PLU ne consomme pas d'ENAF à destination d'activités économiques.
Prescriptions spécifiques sur les principes de réinvestissement urbain	Le SCoT fixe un objectif minimum de réinvestissement urbain de 15 ha de surface totale à échelle 2030 pour des activités économiques avec un objectif minimum de 1 ha pour la CC Terre de Camargue. Le zonage de la ZAE Terre de Camargue est contraint par l'application du PPRI, aucune extension n'est possible. Deux parcelles libres sont

	présentes dans le zonage mais comportent des emplacements réservés pour des équipements publics.
Prescriptions générales sur la qualité durable d'aménagement des zones d'activités	Les OAP s'appliquant aux zones d'activités permettent une meilleure qualité urbaine et paysagère avec notamment la prise en compte des mobilités alternatives à la voiture. La production d'énergie renouvelable sur les parkings est réglementée par la loi du 10 mars 2023.
Prescriptions spécifiques sur l'aménagement des grands projets d'envergures	Le PLU n'est pas concerné.
Prescriptions spécifiques sur les projets économiques impactant	
Orientation n°6 Développer le numérique et les usages du digital	
Prescriptions générales sur le développement du numérique	Le PLU prévoit le développement et le raccordement aux réseaux numériques à travers son règlement par zone.
Axe 4 Un territoire en réseaux à relier	
Orientation n°1 vers le développement d'une offre en transports en commun performante	
Prescriptions générales sur les infrastructures de transports nationales et internationales	La commune dispose d'une gare d'importance locale mais qui permet de relier la commune au Grau du Roi et à Nîmes. Le zonage classe ce secteur en UAc pour le chemin de fer en milieu urbain et pour les logements à proximité, en UV pour le chemin de fer hors de l'agglomération et en UAc1 pour la gare en elle-même. Le développement urbain à proximité de la gare est permis par le PLU.
Prescriptions générales sur la colonne vertébrale de la mobilité du Gard	
Prescriptions générales sur l'offres complémentaires sur	Le PLU n'a pas de mesures planificatrices permettant d'agir directement sur le réseau de transport en commun. Le PLU prévoit

les territoires non desservis par le chemin de fer	toutefois l'encadrement du développement de la gare avec des opérations de logements déjà en cours à proximité.
Prescriptions générales sur la structuration de la desserte locale	
Prescriptions générales sur le développement des interfaces multimodales	La gare d'Aigues-Mortes correspond à une gare de niveau 4 : il s'agit des autres gares de l'étoile ferroviaire dont le potentiel de restructuration, de requalification et de transformation en Pôle d'Echanges Multimodaux doit être évalué. Ces gares ont un rôle de desserte locale des villes et villages accrochées à l'étoile ferroviaire et qui devront être renforcées. Certaines gares sont déjà programmées pour devenir de véritables PEM, notamment en raison d'un renforcement planifié de leur poids démographique et économique (Aigues-Mortes notamment). Le PLU perpétue le développement de la gare avec le développement de logements à proximité, d'emplacements de stationnement, etc.
Prescriptions spécifiques pour le développement du covoiturage	1 emplacement réservé pour le covoiturage au bénéfice de la communauté de commune est prévu.
Orientation n°2 Compléter le réseau viaire pour faciliter les déplacements et limiter les saturations	
Prescriptions générales pour hiérarchiser et compléter l'offre viaire sur le territoire et fluidifier le trafic	Le PLU prévoit des emplacements réservés aux voiries pour répondre aux besoins d'amélioration du maillage viaire et modes doux, mais aussi d'amélioration du fonctionnement urbain.
Prescriptions générales sur l'offre de stationnement	Les OAP permettent la création de stationnements évitant des pressions supplémentaires sur les parkings existants.
Orientation n°3 Accompagner et valoriser l'offre portuaire maritime et fluviale du territoire	
Prescriptions générales sur l'offre portuaire	A Aigues-Mortes, le transport fluvial est développé à travers le canal du Rhône à Sète. Ces espaces de haltes et de flux fluviaux sont

	encadrés par la zone UAe, NC. Des itinéraires de modes doux le long du canal sont également présents.
Orientation n°4 Promouvoir et faciliter les modes de déplacements alternatifs au sein des bassins	
Prescriptions générales sur les modes de déplacements alternatifs	Des itinéraires de modes doux le long du canal sont présents.
Orientation n°5 Mettre en place les conditions nécessaires à une nouvelle pratique du territoire	
Prescriptions générales	Le PLU prévoit une prélocalisation d'emplacement réservé pour la création d'une nouvelle voirie et d'un franchissement du canal du Bourgidou pour créer une nouvelle entrée de ville nécessaire au fonctionnement urbain.
Les orientations par bassin	
Prescriptions générales sur la traduction locale des actions et des orientations déclinées par le SAGE « Petite Camargue Gardoise et « Vistre-Nappes »	Le secteur Aa du règlement prévoit la protection en raison de la valeur agricole des terres en respectant les prescriptions du PPRI et des ERCL.
Prescriptions générales sur la préservation de la sensibilité agricole locale du bassin	
Prescriptions générales sur le paysage emblématique du bassin	Le PLU préserve les espaces agricoles emblématiques du territoire en mettant en place les modalités d'application de la loi Littoral avec l'identification et le classement en EBC des linéaires et bois les plus significatifs. L'ensemble des règles cohérentes avec la loi Littoral permet de préserver les cônes de vues et la mosaïque paysagère.
Prescriptions générales sur la préparation du bassin au regard des	Le règlement permet dans différents espaces les installations et les travaux permettant de réduire les risques dans le respect des dérogations permises par la loi Littoral.

enjeux climatiques et environnementaux	
Prescriptions générales sur la préparation du bassin à l'accueil de nouveaux résidents	Le projet de PLU permet uniquement le renforcement l'enveloppe urbaine existantes avec une extension d'un seul tenant localisée en dehors des espaces proches du rivage.
Prescriptions générales sur l'application de la loi Littoral	Cf. chapitre sur la cohérence du PLU au regard de la loi Littoral

PRISE EN COMPTE ET COMPATIBILITE DU SRADDET

Le rapport de compatibilité est déjà établi entre le PLU d'Aigues-Mortes et le SCoT dans le chapitre précédent. Le SCoT étant un document intégrateur qui prend déjà en compte les objectifs du SRADDET et est compatible avec les règles générales du SRADDET, l'exercice de la démonstration de la compatibilité entre le PLU et le SRADDET approuvé le 30 juin 2022 par délibération de l'Assemblée régionale n'est pas obligatoire.

Toutefois, ce chapitre rappellera les objectifs et les règles du SRADDET en prenant soin de présenter brièvement le reste de ces derniers dans le PLU d'Aigues-Mortes. L'évaluation environnementale complète ce chapitre.

Règles du SRADDET	Le PLU d'Aigues-Mortes
Axe 1 Viser le rééquilibrage régional pour l'égalité des territoires	
Des solutions de mobilité pour tous	
Règle 1 Pôles d'échanges multimodaux (PEM) stratégiques	Aigues-Mortes dispose d'haltes fluviales et d'une gare ferroviaire à proximité les unes des autres. Le PLU renforce le pôle central de l'agglomération avec une priorité sur la densification de l'agglomération.
Règle 2 réseaux de transport collectif	Le PLU renforce les itinéraires vélos grâce à orientations dans les OAP. Le développement du vélo est concentré le long du canal.
Règle 3 Services de mobilité	Le PLU à son échelle ne va pas à l'encontre du renforcement du fonctionnement des services de transport collectif.
Des services disponibles sur tous les territoires	
Règle 4 Centralités	Le PLU permet le renforcement de ses équipements, de son parc de logements et de ses commerces au sein de l'enveloppe urbaine et en continuité de l'agglomération.
Règle 5 Logistique des derniers kilomètres	Le PLU n'a pas de mesures logistiques.
Règle 6 Commerces	Le règlement a des mesures sur la protection du dynamisme commercial dans le centre-ville.
Des logements adaptés aux besoins des territoires	
Règle 7 Logements	Le PLU impose à travers ses OAP des proportions de production minimale de logements sociaux.
Règle 8 Rééquilibrage régional	

Règle 9 Equilibre Population-Emploi	Les objectifs de population et d'emplois sont encadrés par le SCoT lui-même compatible avec le SRADDET. Le PLU respecte les objectifs démographiques répartis à travers les communes du territoire du SCoT.
Des coopérations territoriales renforcées	
Règle 10 Coopération territoriale	Le PLU est compatible avec le SCoT Sud Gard qui aborde l'ensemble des thématiques de la solidarité territoriale, du dynamisme économique et la protection de l'environnement et de la gestion du risque.

Axe 2 Un nouveau modèle de développement pour répondre à l'urgence climatique

Réussir le zéro artificialisation nette à l'échelle régional	
Règle 11 Sobriété foncière	Le PLU priorise la densification de ses enveloppes urbaines et réduit sa consommation d'espace de 50%. La seule extension urbaine prévue par la zone 2AU/1AU est localisée en continuité de l'agglomération existante.
Règle 12 Qualité urbaine	Le PLU prévoit diverses mesures permettant de limiter l'imperméabilisation des sols avec des coefficients imposés d'espaces libres dans le règlement et des revêtements perméables ou du moins permettant la gestion des risques imposés dans le règlement et les OAP pour les emplacements de stationnement. Les OAP permettent l'insertion paysagère des nouveaux aménagements avec des principes de parcelles bâties sous pinède qui préservent les cœurs d'ilots végétaux, les arbres en bord de voirie et les arbres en limite latérale. La qualité végétale et environnementale est également assurée grâce à des orientations sur les types de végétaux à favoriser et les plantations d'essences locales et non allergènes. La nature en ville est favorisée à travers la création/valorisation d'espaces publics et d'espaces verts lors des aménagements des secteurs d'OAP.
Règle 13 Agriculture	L'agriculture sur le territoire est protégée à travers une zone Aa, As et une zone Ap. Les zones Aa permettent

	des installations liées aux exploitations agricoles tout en autorisant des évolutions modérées des constructions existantes en cohérence avec les risques présents. La zone Ap protège strictement les espaces agricoles et le dynamisme des espaces salicoles. La zone As correspond aux salins qui permet la valorisation paysagère tout en permettant le bon fonctionnement économique des espaces salicoles (installations nécessaires, etc.).
Règle 14 Zone d'activités économiques	Le développement économique du PLU est uniquement localisé en densifiant les ZAE existantes.
Règle 15 Zones logistiques	Le PLU n'est pas concerné par des zones logistiques.
Atteindre la non perte nette de biodiversité	
Règle 16 Continuités écologiques	La Trame Vert sur le territoire se caractérise principalement par les espaces boisés en bord de mer et d'étang et par les espaces agricoles et pastoraux de plateau. Le PADD du PLU identifie ces espaces de réservoirs et de continuités écologiques en cohérence avec la carte de la TVB du SCoT. Les extensions du PLU sont localisées en dehors des réservoirs identifiés par le SCoT. Le reste des espaces de la Trame Verte sont classés en zone N et en espaces boisés classés. Le principe d'inconstructibilité s'applique à l'exception de quelques secteurs limités dédiés aux équipements publics, aux activités agricoles, forestières, salicoles locales et aux activités touristiques mais qui sont localisés au plus près des tâches urbaines. Les espaces de coupures d'urbanisation (As) ne permettent que les installations liées à la saliculture. La réglementation des Espaces Remarquables et Caractéristiques du littoral s'applique sur les zones concernées (cf. la partie sur la cohérence du PLU au regard de la loi Littoral).
Règle 17 Séquence « Eviter Réduire Compenser »	La justification de la séquence éviter réduire compenser au regard des extensions de l'urbanisation et des

	projets est présentée dans le chapitre de l'évaluation environnementale. Toutefois, il peut déjà être justifié de l'intégrité des espaces de biodiversité prioritaires du fait que les extensions de l'urbanisation sont uniquement localisées en dehors des zone Natura 2000. La majorité des espaces ouverts a été préservée. Les OAP précisent notamment les éléments de la TVB à préserver et à valoriser au sein des secteurs de projets comme les réservoirs boisés, les alignements d'arbres, etc.
Règle 18 Milieux Aquatiques et espaces littoraux	Concernant la Trame Bleue, le PADD la définie comme un maillage hydrographique et des zones humides. Ces espaces jouent un rôle majeur pour la qualité écologique et paysagère du territoire mais également pour la gestion des risques naturels. Ainsi le PADD identifie de nombreux éléments à protéger comme les éléments des corridors écologiques (les étangs notamment), les grands ensembles paysagers (prés-salés, étangs, marais, les continuités hydrauliques avec des espaces non construits en bordures des canaux, cours d'eau, etc. ces espaces sont tous protégés par un zonage à priorité tenant compte des particularités de chaque espace : - les canaux sont protégés par une zone UAe en milieu urbaine et Nc en milieu naturel - Les éléments du grands paysage (les salins, les marais, les terres agricoles) sont protégés en zone Ap, As, Aa - Les boisements significatifs et les zones humides boisées en Nn Ces règles dans le respect du PPRi et de la loi Littoral autorisent uniquement les installations nécessaires aux activités agricoles et forestières et les installations liées à des équipements publics sous certaines conditions. L'évolution de l'existant est permise dans certains espaces.
Première région à énergie positive	

Règle 19 Consommation énergétique Règle 20 Développement des ENR	La question de l'énergie verte à l'échelle du bassin de vie et du ruban méditerranéen est principalement représentée par les éoliennes maritimes. Le territoire élabore son PCAET en orientant le développement des énergies renouvelables vers le photovoltaïque. La production d'énergies renouvelables est permise dans les nouvelles opérations mais également sur les zones U existantes avec par exemple la possibilité de créer une ombrière.
Aménagement adapté aux risques et respectueux de la ressource en eau	
Règle 21 Gestion de l'eau	La gestion de la ressource en eau en adéquation avec l'urbanisation du territoire est justifiée dans l'évaluation environnementale du PLU.
Règle 22 Santé environnementale	Les règles relatives à lutte contre les nuisances sonores sont rédigées en cohérence avec la législation. Le renforcement du quartier de la gare contribuera à réduire la pollution atmosphérique du territoire en réduisant la part modale de la voiture.
Règle 23 Risques	Les espaces soumis au risque incendie sur la commune sont bien souvent agricoles hétérogènes au cœur d'une mosaïques de bosquets et de terres cultivées. Le maintien de ces espaces répond à la fois à des enjeux environnementaux et à des enjeux de lutte contre le risque incendie. Le risque inondation est pris en charge par le PPRi d'Aigues-Mortes approuvé le 5 septembre 2022 dont les dispositions se superposent au règlement du PLU.
Un littoral vitrine de la résilience	

Règle 24 Stratégie littorale et maritime	Le PLU instaure des zones spécifiques aux activités touristiques afin de pérenniser l'économie touristique. La création d'espaces publics permettra également d'améliorer l'agréabilité du territoire. Les activités salicoles sont également protégées grâce au zonage A.
Règle 25 Recomposition spatiale littorale	Le PPRi s'applique sur la commune et prévoit des mesures d'élévation sur les zones les plus vulnérables en cas de reconstruction et d'évolution de l'existant
Règle 26 Economie bleue durable	Les activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau ont des règles précises concernant leur nature, leurs conditions d'implantation et de respect de l'environnement des paysages et des sites. L'ensemble des installations permises sont démontables et permettent un retour à l'état naturel du site.
Réduire la production des déchets avant d'optimiser leur gestion	
Règle 27 Economie circulaire	La valorisation et la collecte des déchets est prévue par le PLU à travers la zone Neq correspondant à la déchetterie intercommunale existante. Des conditions d'insertion paysagère sont également inscrites. De plus, le règlement exige l'inclusion dans les projets d'ensembles d'espaces spécifiquement réservés au compostage. Concernant les autres thématiques relatives aux déchets, aux matières dangereuses, etc. le PLU n'est pas concerné.
Règle 28 Capacités d'incinération et de stockage des déchets non dangereux	
Règle 29 Installations de stockage des déchets non dangereux	
Règle 30 Zones de chalandise des installations	
Règle 31 Stockage des déchets dangereux	
Règle 32 Déchets produits en situation excetionelle	

COMPATIBILITE AVEC LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA LOI LITTORAL

Rappels règlementaires

La commune d'Aigues-Mortes est concernée par la Loi n°86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral dite loi Littoral. La loi est codifiée aux articles L et R.121-1 et suivants du code de l'urbanisme.

La loi Littoral vise à concilier l'équilibre entre préservation des espaces naturels particuliers au littoral et le développement des activités liées. Elle définit les principes généraux : espace naturel remarquable, espace boisé significatif, coupure d'urbanisation, urbanisation en continuité, urbanisation limitée des espaces proches du rivage, capacité d'accueil, dont la déclinaison est opérée dans les documents d'urbanisme. La loi Littoral s'impose au document d'urbanisme dans un rapport de compatibilité et dans un rapport de conformité pour les autorisations d'urbanisme. Le SCoT précise les modalités d'application de la loi et propose une liste des espaces à préserver au titre de la loi Littoral et transcription cartographique.

Les dispositions de la Loi Littoral sont prises en compte dans le PLU à deux niveaux :

- Les règles du PLU respectent les dispositions particulières définies par la loi ;
- Le PLU est compatible avec les orientations du SCoT, intégration de la loi Littoral.

Les principales prescriptions de la Loi Littoral sont les suivantes, sur la base des articles L.121-16 à L.121-27 du code de l'urbanisme :

- Extension de l'urbanisation en continuité des zones urbanisées sur l'ensemble du territoire communal ;
- Extension de l'urbanisation limitée, justifiée et motivée dans les espaces proches du rivage ;
- Urbanisation interdite dans la bande littorale ;
- Détermination des capacités d'accueil ;
- Préservation des coupures d'urbanisation ;
- Préservation des espaces remarquables ou caractéristiques et des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques ;
- Classement des parcs et ensembles boisés.

LE CADRE FIXE PAR LE SCOT EN VIGUEUR

Les espaces définis par la loi Littoral

Le SCoT en vigueur intègre une partie sur la loi Littoral conformément à l'article L.121-3 du Code de l'urbanisme. Le SCoT identifie et localise notamment, sur une cartographie de traduction de la loi Littoral à son échelle et en tenant compte des paysages, de l'environnement, des particularités locales et de la capacité d'accueil du territoire, les espaces remarquables (d'un point de vue paysager et/ou écologique), les critères d'identification des villages, des agglomérations et des secteurs déjà urbanisés prévus à l'article L.121-8 du Code de l'urbanisme, et les grandes coupures d'urbanisation à respecter.

Le SCoT identifie sur une cartographie la traduction de la loi Littoral à son échelle :

- Les espaces remarquables localisent les grandes coupures d'urbanisation à respecter. L'objectif est de préserver les espaces remarquables du littoral et les coupures d'urbanisation qu'il s'agit de délimiter. Ainsi, les entités naturelles situées au sein de ces espaces ont vocation à être valorisées et conservées, et les espaces boisés plus particulièrement sont de fait significatifs au titre de la loi Littoral.

- Les espaces proches du rivage sont représentés dans le SCoT au travers d'une limite cohérente à l'échelle du SCoT. Cette limite a été déterminée à travers les critères cumulatifs de la distance qui les sépare du rivage et des rives de plans d'eau ; le caractère des espaces qui les séparent (en particulier la présence de zone urbanisée faisant obstacle ou d'une influence maritime) ; les covisibilités entre les terrains, le rivage et les rives des plans d'eau intérieurs.

La présence de certains espaces remarquables peut également être déterminante pour la définition des espaces proches du rivage.

- Les agglomérations et les villages du littoral sont définis par le SCoT grâce aux critères retenus par la jurisprudence du Conseil d'Etat : *« qu'il résulte de ces dispositions que les constructions peuvent être autorisées dans les communes littorales en continuité avec les agglomérations et villages existants, c'est-à-dire avec les zones déjà urbanisées caractérisées par un nombre et une densité significatifs de constructions, mais que, en revanche, aucune construction ne peut être autorisée, même en continuité avec d'autres, dans les zones d'urbanisation diffuse éloignées de ces agglomérations et villages.* ». Les notions du nombre de constructions significatif et la densité sont définies en continu en fonction des décisions de justice administratives.

La stratégie du SCoT au regard des enjeux littoraux

Dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durables, le SCoT a pour objectif notamment :

- **Une armature économique adossée à l'armature urbaine :**
    - Le développement d'activités en lien avec la valorisation économique de la ressource littorale, tout en la préservant et en respectant des critères de développement durable
    - Au-delà du rôle touristique et touristico-commercial qui peut être attribué au littoral, les communes situées au bord de la mer ou le long du Canal du Rhône à Sète peuvent aussi être des lieux favorables pour des activités productives en lien avec l'exploitation de la ressource maritime et fluviale, comme c'est déjà le cas avec les Salins du Midi. Le SCoT souhaite asseoir différentes pistes de valorisation productive autour de l'eau et de ressources maritime comme par exemple : valorisation des produits de la mer, irrigation, utilisation de la ressource « eau » en soutien à l'activité productive, « clean tech » autour de l'eau et du littoral....

- **Un territoire de ressources :**
    - Le SCoT propose de limiter strictement les constructions en zone agricole, les besoins devront être répondus au sein des tissus urbains ou en continuité des agglomérations existantes (sauf exceptions liées aux conflits d'usage) et de valoriser l'usage touristique du secteur, en complément de la vocation agricole principale du secteur. Les Salins devront faire l'objet d'une réflexion quant à leur valorisation de manière à assurer la pérennité de cet espace structurant dans le paysage et l'économie locale.

- **Un territoire organisé et solidaire :**
    - Préserver les bassins de la Vaunage et du Littoral-Camargue en cohérence avec leur sensibilité paysagère et leur exposition aux risques.

Les prescriptions du SCoT au regard des enjeux littoraux

Le Document d'Orientations du SCoT détaille les objectifs suivants pour la Loi Littoral :

- **Concernant la détermination de la capacité d'accueil des communes** : La capacité d'accueil est la notion de référence qui permet de vérifier et justifier, en accord avec le contexte territorial des communes littorales, la capacité qu'ont ces territoires à accepter les projets d'aménagements envisagés de manière à permettre le maintien et l'équilibre entre développement urbain et la préservation des populations et milieux, notamment littoraux. Le SCoT en donne la définition.

Au regard des communes littorales, elle est définie par :

- la capacité prospective définie dans le D20 en termes d'accueil en population, d'équipements, d'activités que peut accueillir le territoire ;
- à tout autre projet pouvant impacter de manière significative l'environnement ;
- les efforts de renouvellement urbain réalisés au sein des communes littorales ;
- à la capacité des communes littorales à ventiler la production de logements de manière à : limiter l'urbanisation au sein des espaces inclus dans les espaces proches du rivage ; à préserver au maximum les espaces sensibles identifiés du littoral, au travers des outils que sont les coupures d'urbanisation, les espaces remarquables et les espaces boisés les plus significatifs, la bande des 100m.
- la mise en place de dispositifs de gestion qui permettent de préserver voire restaurer les espaces sensibles des milieux littoraux ;
- la mise en place d'actions qui permettent le développement des activités traditionnelles agricoles, pastorales et forestières, et notamment, dans le cas du littoral camarguais, des salins et des roseraies ;
- l'accompagnement de mesures permettant de limiter les impacts des projets notamment au regard : des impacts sur le paysage ; des impacts sur les ressources, notamment en eau (capacité d'eau potable et d'assainissement).
- à la capacité des communes littorales de limiter l'exposition des populations au risque, existant comme potentiels, notamment du fait du réchauffement climatique.

- **Concernant les espaces remarquables du territoire** : Le SCoT détermine les espaces remarquables du littoral. Ces espaces font l'objet d'une préservation renforcée. Ces espaces et milieux dits espaces remarquables et caractéristiques du littoral, correspondent en premier lieu à différents types d'espaces spécifiques, en particulier : les plages et les lidos ; les étangs salés, les zones humides et milieux temporairement immergés, les salines ; les milieux abritant des concentrations naturelles d'espèces animales ou végétales ; les parties naturelles de site classé ; les zones et berges boisées.

Aucune urbanisation ou construction n'est autorisée dans les Espaces Remarquables. Par exception à ce principe, sont autorisés les dérogations permises par la loi, à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux

Pourront être autorisés également :

les travaux d'aménagement hydraulique nécessaires à la gestion globale et concertée de l'eau. Ces travaux d'irrigation et/ou d'assainissement peuvent nécessiter la réalisation d'ouvrages, voire de petites constructions techniquement indispensables ;

les travaux qui ont pour objet la conservation et la gestion des salines. Il s'agit d'assurer au mieux le maintien durable de ces activités qui, au-delà de leur intérêt économique, sont garantes de la conservation d'un vaste espace de haut intérêt paysager et écologique ;

les travaux d'entretien, de réfection et de modifications nécessaires des digues et épis qui préservent la Camargue des inondations ;

les travaux qui permettent de maintenir les échanges libres entre la mer et les lagunes. Il s'agit de conserver à ces milieux lagunaires la variabilité des apports en eau de mer ;

les travaux d'irrigation et d'assainissement qui permettent d'assurer la gestion de l'eau des grands étangs saumâtres. Il s'agit notamment de limiter les apports d'eau douce des bassins versants et des activités agricoles au bénéfice d'une meilleure qualité de l'eau et d'une plus grande variabilité des conditions naturelles et d'échanges avec la mer ;

les travaux qui ont pour objet de maintenir ou de restaurer la qualité du cordon dunaire. Il s'agit de maintenir la biodiversité de ces milieux et de les protéger de la sur-fréquentation touristique ;

les travaux qui permettent le développement des surfaces boisées pour assurer la continuité des ripisylves. Il s'agit tout autant de restituer ces couloirs écologiques que d'assurer une meilleure stabilisation des berges du Petit Rhône

- **Concernant les coupures d'urbanisation** : Le SCoT définit les coupures d'urbanisation au sein des espaces naturels et agricoles encore préservés de toute urbanisation. Au-delà de ces coupures d'urbanisation, les Plans Locaux d'Urbanisme peuvent en définir de nouvelles.

Il s'agit d'interdire toute urbanisation, cabanisation, ou construction en dehors : des équipements légers de loisirs et de sport et autres équipements d'intérêt collectif ou service public compatibles avec leur vocation et leur protection, à condition d'exclure toute imperméabilisation des sols ; de l'adaptation, la réfection et l'extension limitée des constructions nécessaires à l'activité agricoles existante ; du changement de destination des constructions d'intérêt patrimonial ou architectural identifiées sur le document graphique ; o les infrastructures dont l'intérêt public est démontré

- **Concernant les parcs et ensembles boisés les plus significatifs** : Le SCoT identifie les boisements qui peuvent être classés comme « parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs » du littoral camarguais. Au-delà de ces boisements, les communes peuvent déterminer au sein de leur document d'urbanisme local les boisements complémentaires comme significatifs sur leur territoire.

Pour les déterminer, il s'agira :

- d'établir l'inventaire des boisements de la commune ;
- de les comparer les uns aux autres de manières à faire ressortir les plus significatifs au regard des critères suivants : l'importance quantitative (nombre d'arbres, boisement total ou partiel) et qualitative du boisement (espèces, hauteur des sujets, forme du boisement), qu'il soit public ou privé ;
- l'intérêt écologique : importance du boisement pour le maintien d'un écosystème ou d'un habitat spécifique ;

- la configuration des lieux ;
- la superficie du terrain ;
- la présence de constructions, ou d'un espace à caractère urbanisé.

- **Concernant l'inconstructibilité dans la bande des 100m** : La bande littorale des 100 mètres est un espace spécifique à préserver, excluant en principe les constructions et installations en dehors des espaces urbanisés, le long du rivage mais aussi des plans d'eau intérieurs les plus importants (superficie supérieure à 1.000 hectares). Cette bande littorale est au demeurant soumise à des risques de submersion marine qui limite plus largement leurs possibilités d'évolution. Sa délimitation n'est pas fixe, elle se modifie dans le temps notamment sous l'effet de l'érosion de la cote. Elle peut être agrandie au-delà de la bande des 100m lorsque des motifs liés à la sensibilité des milieux ou à l'érosion des côtes le justifient. La bande des 100m concerne les communes du Le Grau du Roi, d'Aigues-Mortes et de Vauvert.

Il s'agit :

- d'interdire toute urbanisation, toute construction, installation, aménagement et ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravane, extension ou changement de destination de construction existante ;
- par exception à ce principe, seuls pourront être admis, conformément à l'article L 121-17 du code de l'urbanisme :
  - les constructions et installations nécessaires à des services publics ou activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau, y compris les aménagements et installations liés à un impératif de sécurité et de santé publique liés à une fréquentation des plages : postes de secours, cheminements piétons, sanitaires publics et objets mobiliers liés à l'accueil du public ;
  - l'atterrage des canalisations et à leurs jonctions, lorsque ces canalisations et jonctions sont nécessaires à l'exercice des missions de service public ;
  - dans les conditions de l'article L. 121-6 du code de l'urbanisme, l'aménagement de routes dans les espaces urbanisés ou lorsqu'ils sont nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau ;
  - dans les conditions de l'article L. 121-17 du code de l'urbanisme, l'atterrage des canalisations et leurs jonctions, en souterrain, nécessaires au développement et à l'exploitation des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

- **Concernant les espaces proches du rivage** : Les espaces proches du rivage ne peuvent accueillir qu'une extension limitée de l'urbanisation, que ce soit en extension ou en renouvellement urbain. La limite des espaces proches du rivage est définie au document

graphique, par rapport aux critères imposés par la Loi Littoral. Ils sont déterminés au regard de critères cumulatifs : la distance qui les sépare du rivage et des rives de plans d'eau ; le caractère des espaces qui les séparent (en particulier la présence de zone urbanisée faisant obstacle ou d'une influence maritime) ; les covisibilités entre les terrains, le rivage et les rives des plans d'eau intérieurs.

Il s'agit :

- de préciser et justifier localement la limite des espaces, notamment en fonction des zones d'échanges, entre les réseaux hydrauliques et la mer, le petit Rhône, le canal du Rhône à Sète et la mer… ;
- d'évaluer l'extension limitée qui sera réalisée à l'échelle de l'ensemble des espaces proches du rivage du territoire et non commune par commune ;
- de déterminer l'extension limitée de l'urbanisation en fonction du contexte d'insertion des opérations incluses dans les espaces proches du rivages, au égard de l'implantation, l'importance, la densité et la destination des constructions envisagées ;
- d'intégrer un volet paysager qui applique sur le territoire le principe d'urbanisation limitée en tenant compte des éléments suivants:
  - de la visibilité depuis le rivage ou des rives des étangs de l'urbanisation envisagée ;
  - qu'elle ne doit pas augmenter sensiblement les densités ;
  - qu'elle ne doit pas modifier la morphologie les proportions des espaces urbains environnant ;
  - s'intégrer avec les espaces naturels et agricoles environnants, notamment au niveau des lisières.

- **Concernant la définition du principe de continuité de l'urbanisation** : Les enveloppes urbaines définies au sein du document graphique représentent les entités urbaines classées comme agglomérations ou villages au titre du L121-8 à L121-12 du code de l'urbanisme. Elles ont été déterminées au regard du nombre de constructions, souvent dominées par de l'habitat et pouvant inclure la présence d'activités, services, équipements et de lieux publics ou privés récréatifs.

Pour les agglomérations et villages, il s'agit de délimiter précisément les limites des enveloppes urbaines et de réaliser les extensions de l'urbanisation des communes littorales en continuité de l'urbanisation existante.

- **Concernant le recul du trait de côte** : Le SCoT ne mentionne pas de dispositions particulières concernant l'exposition au recul du trait de côte prévue par les articles

L.121-22-1 à L.121-22-12. Toutefois, la gestion des risques inondation et de submersion marine sont mentionnés ce qui permet également de détailler que la lutte contre l'érosion doit être poursuivie en privilégiant les aménagements doux et la préservation des cordons dunaires.

Pour l'heure, le PLU sera cohérant avec le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi) et la loi Littoral en particulier concernant l'extension limitée de l'urbanisation dans les Espaces Proches du Rivage afin de limiter les impacts négatifs du PLU sur la gestion du trait de côte en attendant une modification ultérieure.

LA COHERENCE DU PLU AU REGARD DE LA LOI LITTORAL

Afin garantir une transparence et une application de la loi compréhensible pour les usagers du territoire, le PLU doit justifier du respect de la loi Littoral. Le PLU est cohérent avec les dispositions particulières de la loi Littoral établies par articles L.121-1 et suivants du CU dont les modalités d'application sont précisées par le SCoT. L'ensemble des justifications du respect de la loi Littoral rappellera le cadre d'application de la loi Littoral fixé par le SCoT et précise le détail de la traduction de la loi à l'échelle des communes littorales du territoire. La justification s'articulera autour de 3 fils rouges :

- Les mesures stratégiques répondant aux enjeux de préservation des côtes encadrés par la loi Littoral dans le PADD et les OAP.
- Le respect des principes de la loi Littoral dont le PLU explicite et en détaille ci-après les espaces et les périmètres définis par la loi Littoral et dont le cadre est fixé par le SCoT. Chaque espace sera déterminé spatialement au vu des données locales du territoire et sera associé à sa traduction réglementaire dans le PLUi.
- La planification des projets de renforcement et d'extensions des agglomérations et des villages à travers le cadre des OAP et les règles associées qui respectent le cadre de la loi Littoral fixé par le SCoT et l'étude locale, réalisée ci-après par le PLUi, des espaces définis par la loi Littoral.

Enjeux littoraux dans les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU

La commune d'Aigues-Mortes a débattu son PADD en conseil municipal le 29/01/2025. Le PADD fixe les orientations d'aménagement du projet de développement de la commune à horizon 15 ans (2025-2040). Il met ainsi en perspective l'avenir du territoire de Leucate.

Parmi les orientations définies par celui-ci, certaines sont directement liées à la protection du littoral et des espaces boisés :

AXE 2 - Assurer un développement réfléchi qui répond aux défis de la transition climatique

2C /Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique

- Préserver strictement les espaces et les milieux naturels restants sur la commune
- Protéger les grands ensembles paysagers naturels et agricoles et leurs structures paysagères : prés-salés, étangs, marais, boisement par exemple.
- Préserver les milieux naturels captant du CO^2 (boisement, zones humides, zones agricoles…).
- Préserver les espaces littoraux (loi Littoral) : protéger la bande littorale de l'urbanisation (bande des 100m dans les espaces non urbanisés, et Espaces Proches du Rivage), maintenir des coupures naturelles et paysagères entre espaces bâtis, protéger les Espaces Remarquables du littoral, les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs.

Traduction générale de la loi par le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation

AMENAGEMENT ET PROTECTION DU LITTORAL (ARTICLES L.121-1 A L.123-35 DU CU)	
Les prescriptions de la loi Littoral	**La cohérence dans le PLU**
Extension de l'urbanisation en continuité des zones urbanisées sur l'ensemble du territoire communal (Articles L121-8 à L121-12-1)	**Définition des formes déjà urbanisées et continuité de l'urbanisation :** Agglomérations et les villages :L'extension de l'urbanisation se réalise en continuité avec les agglomérations et villages existants, il y a en effet un secteur d'extension de l'urbanisation à vocation d'habitat sur un total de 5,56 hectares environ entre 2021 et 2030 et 3,67 hectares sur la période 2031 et 2041. Les espaces déjà urbanisés identifiés par le PLU qui ne correspondent ni à un village ni à une agglomération sont classés en zone U au regard de leurs caractéristiques denses et habités mais ne peuvent opérer que des évolutions de l'existant C'est le cas sur la zone UH au nord du territoire dit de Malamousque. Le zonage UH reprend le périmètre définie par le SCOT dans la modification n°1. Le quartier des pêcheurs au sud de l'agglomération est lui en continuité de l'agglomération mais au regard de son lien tenu (canal, voie ferrée) et de sa densité moins élevées, le PLU choisit de ne permettre que les évolutions de l'existant et de ne pas étendre l'enveloppe bâtie. **Discontinuité de l'urbanisation, principe général sur Aigues-Mortes** Concernant les espaces en dehors des agglomérations/villages. Ils sont classés en zone naturel ou agricole ne permettant aucune extension de l'urbanisation et ne permettent en principe que les dérogations permises par la loi Littoral en discontinuité, dans les Espaces Proches du Rivage (EPR) et dans les Espaces Remarquables et Caractéristiques du Littoral (ERCL). Le PLU a fait le choix d'appliquer un règlement cohérent avec les ERCL sur la quasi-totalité de son territoire agricole et naturel et notamment au sein des Espaces Proches du Rivage. La

	réglementation la plus stricte des ERCL s'applique donc à travers le zonage du PLU. **Cas des terrains de campings** L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes en dehors des espaces urbanisés sont en outre subordonnés à la délimitation de secteurs prévus à cet effet par le plan local d'urbanisme. Les terrains de campings et les villages vacances doivent être classés en U lorsque les caractéristiques des lieux sont jugés suffisamment urbaines et qu'ils sont contiguë à l'enveloppe urbaine. Le camping présent sur Aigues-Mortes est localisé en zone N car en discontinuité de l'urbanisation. **Cas des exploitations agricoles et forestières** En discontinuité de l'urbanisation, par dérogation à l'article L. 121-8, en principe les constructions ou installations nécessaires aux activités agricoles ou forestières ou aux cultures marines peuvent être autorisées avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites et de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers. Ces opérations ne peuvent être autorisées qu'en dehors des EPR et des ERCL, à l'exception des constructions ou installations nécessaires aux cultures marines. L'accord de l'autorité administrative est refusé si les constructions ou installations sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages. Le changement de destination de ces constructions ou installations est interdit. Les ERCL couvrent la quasi-intégralité des espaces non urbanisés. A l'exception des espaces déjà bâtis (notamment le quartier UH au nord du territoire) et des espaces ne correspondant pas à la définition d'un ERCL, la règlementation des ERCL s'appliquent sur les zones Aa, Ap, As, Nn, Nc et Nsc, notamment concernant les aménagements agricoles, forestiers et les cultures marines. La collectivité a ensuite fait le choix de limiter davantage les aménagements possibles en fonction des zones. Cette

	répartition sera expliquée dans l'analyse des ERCL et dans la synthèse des règles applicables dans chaque zone.
Extension de l'urbanisation limitée, justifiée et motivée dans les espaces proches du rivage (Articles L121-13 à L121-15)	L'extension limitée de l'urbanisation des espaces proches du rivage ou des rives des plans d'eau intérieurs désignés au 1° de l'article L.321-2 du code de l'environnement doit être justifiée et motivée dans le plan local d'urbanisme, selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau. Les Espaces Proche du Rivage sont définis selon des critères liés à la configuration des lieux, de la covisibilité entre les terrains et le rivage et la distance du rivage. Le SCoT Sud Gard définit les Espaces Proches du Rivage (EPR) et détaille des critères applicables au PLU pour justifier d'extensions limitées de l'urbanisation. Il s'agit notamment de de déterminer l'extension limitée de l'urbanisation en fonction du contexte d'insertion des opérations incluses dans les espaces proches du rivages, à l'égard de l'implantation, l'importance, la densité et la destination des constructions envisagées ; Toutefois des dérogations existent notamment, l'interdiction prévue à l'article L.121-16 ne s'applique pas aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau. L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes respectent les dispositions de l'article L.121-13 relatives à l'extension limitée de l'urbanisation. Le PLU ne définit aucune extension de l'urbanisation dans les Espaces Proches du Rivage. Seules les évolutions de l'existant et la densification modérée est autorisée.
Urbanisation interdite dans la bande littorale (Articles L121-16 à L121-20)	En dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites sur une bande littorale de cent mètres à compter de la limite haute du rivage ou des plus

	hautes eaux pour les plans d'eau intérieurs désignés au 1° de l'article L.321-2 du code de l'environnement. L'interdiction prévue à l'article L.121-16 ne s'applique pas aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau. L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes sont interdits dans la bande littorale. Le PLU d'Aigues-Mortes n'est pas concerné par la bande des 100 mètres.
Détermination des capacités d'accueil (article L.121-21)	Pour déterminer la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, les documents d'urbanisme doivent tenir compte : 1° De la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L.121-23 ; 2° De la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales forestières et maritimes ; 3° Des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés. Dans les espaces urbanisés, ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation des opérations de rénovation des quartiers ou de réhabilitation de l'habitat existant, ainsi qu'à l'amélioration, l'extension ou la reconstruction des constructions existantes. Se reporter notamment à la justification du scénario de développement, de la consommation foncière et des capacités de densification ainsi qu'à l'évaluation environnementale.

Préservation des coupures d'urbanisation (Article L.121-22)	Les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme doivent prévoir des espaces naturels présentant le caractère d'une coupure d'urbanisation. Le SCoT a identifié plusieurs grandes coupures d'urbanisation sur les communes littorales. Ces coupures ont été traduites en zone A ou N appliquant le principe d'inconstructibilité en discontinuité à l'exception des dérogations permises par le Code de l'urbanisme et à l'exception des activités déjà existantes.
Préservation des espaces remarquables ou caractéristiques et des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques (articles L. 121-23 à L.121-30)	Le SCoT a identifié des espaces remarquables et caractéristiques « terrestres » littoraux (ERCL). Le présent document a justifié de la délimitation locale de ces espaces afin d'assurer la préservation des espaces remarquables et caractéristiques. Ces espaces sont classés en A ou en N et sont identifiés sur le plan de zonage afin d'appliquer les dispositions des articles R.121-4 à R121-6 du Code de l'urbanisme spécifiques aux espaces remarquables et caractéristiques du littoral notamment les dérogations au principe d'inconstructibilité et l'autorisation des aménagements légers.
Classement des parcs et ensembles boisés (article L.121-27)	Les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune peuvent être délimités sur l'intégralité du territoire de la commune littorale nonobstant tout critère de proximité du rivage. Les périmètres de ces espaces boisés significatifs sont à étudier finement au regard de la réalité de terrain et de la qualité des boisements : une attention particulière est apportée à l'analyse de la qualité et aux caractéristiques de chaque espace. Le SCoT identifie un seul Espace Boisé significatif au regard de la loi Littoral. Au-delà de ces boisements, les communes peuvent déterminer au sein de leur document d'urbanisme local les boisements complémentaires comme significatifs sur leur territoire. Le PLU choisi de considérer les boisements suivants comme significatifs : - La Fangassière - Le Grand Chaumont - Marais du Bourgidou

Extension de l'urbanisation en continuité des zones urbanisées sur l'ensemble du territoire communal

Rappel réglementaire et analyse du SCoT

La loi Littoral distingue les espaces déjà urbanisés caractérisés par un nombre et une densité significative de constructions des espaces dit en « discontinuité », soit des espaces à caractère naturel, agricole ou de l'habitat diffus. Ces espaces déjà urbanisés correspondent à des agglomérations, des villages ou des « secteurs déjà urbanisés » (SdU). Seuls ces espaces peuvent construire de nouvelles constructions et installations en densification ou, dans le cas des agglomérations et des villages uniquement, en extension de l'urbanisation sans contredire le principe d'inconstructibilité en dehors des espaces déjà urbanisés de la loi Littoral. Ces espaces déjà urbanisés correspondent à un espace continu d'urbanisation sans coupure ni discontinuité (hors dents creuses et espaces publics participant au fonctionnement urbain) qu'ils s'agissent des agglomérations ou des villages existants.

Le SCoT a identifié des espaces de continuité de l'urbanisation comme des enveloppes urbaines représentant les entités urbaines classées comme agglomérations ou villages au titre du L121-8 à L121-12 du code de l'urbanisme. Elles ont été déterminées au regard du nombre de constructions, souvent dominées par de l'habitat et pouvant inclure la présence d'activités, services, équipements et de lieux publics ou privés récréatifs.

Analyse locale des enveloppes urbaines (continuité de l'urbanisation) et des formes urbaines (agglomération, village ou secteur déjà urbanisé)

Au titre de l'article L 121-13, l'extension de l'urbanisation doit se faire en continuité des agglomérations ou villages existants. Le SCoT identifie par une cartographie les secteurs urbanisés qui peuvent être considérés comme des agglomérations et des villages. Le DOO comporte une carte identifiant les « villages », les « agglomérations » et les « SdU » du territoire au sens de la loi Littoral. Le SCoT considère toutefois que les autres entités bâties sont des hameaux existant et non pas des SdU.

Le PLU doit toutefois, à partir des données locales, justifier le périmètre et la définition de ses espaces urbanisés. Seront alors mobilisés les critères du SCoT concernant la définition des agglomérations et des villages. Ces critères permettront d'une part de justifier le pourtour des formes urbaines instituées par la loi Littoral et d'autre part de justifier de la bonne insertion des projets d'extensions ou de densification :

Agglomération	
nombre de constructions	L'agglomération d'Aigues-Mortes correspond à une seule entité bâtie continue ayant environ 6000 et 6500 constructions en dur. Il s'agit de la plus grande enveloppe bâtie de la commune.
dominées par de l'habitat et pouvant inclure la présence d'activités, services, équipements et de lieux publics ou privés récréatifs.	L'agglomération est composée majoritairement d'habitations mais est également le poumon économique, touristique et de vie collective du territoire. L'ensemble des services y sont regroupés.

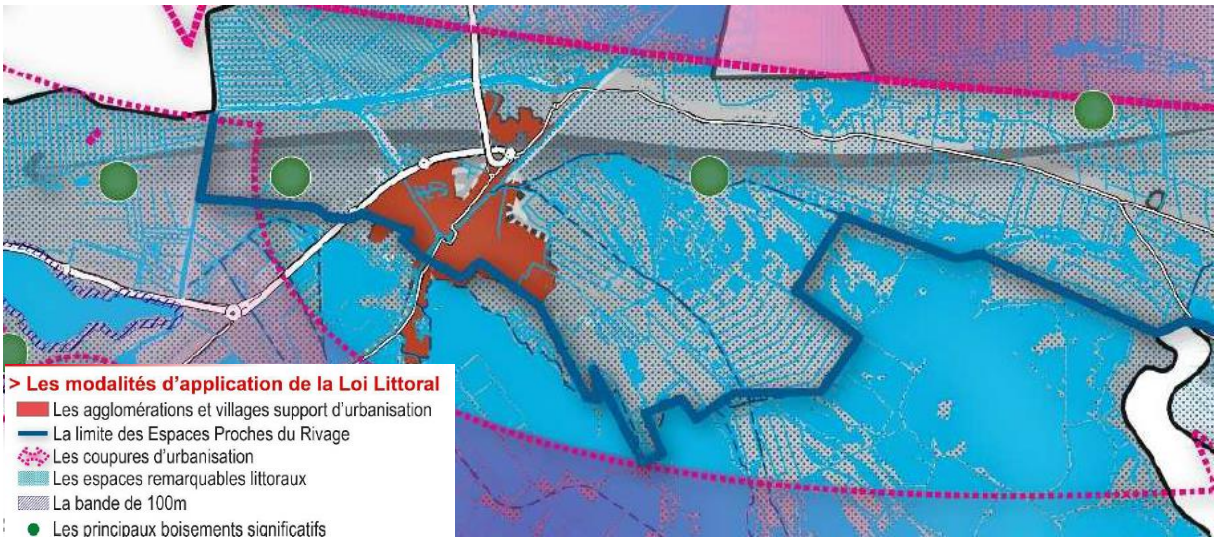
continuité bâtie	L'agglomération s'étend de la zone économique au nord, route de Nîmes jusqu'au musée du sel au sud. Elle s'étend des constructions bordant la D62 à l'ouest jusqu'aux lotissements et constructions bordant les espaces agricole à l'est. L'axe nord-sud est continu à travers la D979 et les canaux.
Hameaux existants	
les espaces urbanisés non considérés comme agglomérations et villages mais comme hameaux existants ne peuvent faire l'objet d'extension d'urbanisation ;	Les hameaux ne prévoient pas d'extensions.
les hameaux se définissent au regard d'un critère de taille, de densité, de niveau d'équipements clairement insuffisants pour être considérés comme des agglomérations et villages, mais possédant à minima une organisation et un caractère urbain compacts pour qu'ils ne soient pas associés à des constructions isolées ;	Le hameau de Malamousque comporte plus d'une cinquantaine de constructions et a une densité d'une dizaine de constructions à l'hectare, largement plus dense que le reste du territoire.
la construction au sein des hameaux sera réduite aux capacités de densification et de comblement de dents creuses, dans le respect : - de ne pas dénaturer la volumétrie et la morphologie du hameau existant ; - et d'une urbanisation limitée pour les hameaux compris au sein des espaces proches du rivage.	Le règlement n'autorise pas de nouvelle constructions principales au sein du hameau de Malamousque. Ce hameau est en dehors des EPR.

Extension de l'urbanisation limitée, justifiée et motivée dans les Espaces Proches du Rivage

Rappel réglementaire et analyse du SCoT

Le SCoT identifie les espaces proches du rivage conformément aux dispositions de l'article L.121-13 : « L'extension limitée de l'urbanisation des espaces proches du rivage ou des rives des plans d'eau intérieurs désignés au 1° de l'article L. 321-2 du code de l'environnement est justifiée et motivée dans le plan local d'urbanisme, selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau. »

La commune d'Aigues-Mortes est concernée par les EPR au sud de l'agglomération, le périmètre borde les salins.



Extrait du SCoT Sud-Gard

Traduction des Espaces Proches du Rivage dans le PLU

La branche sud de l'agglomération d'Aigues-Mortes est concernée par les EPR. Le PLU ne prévoit pas d'extension limitée dans le périmètre des EPR. L'enveloppe urbaine et les zones U détourent le bâti existant.

Les règles applicables aux différentes zones concernées se résument par :

- zone UAn : aucune nouvelle construction principale, seule des évolutions de l'existant. Les seules nouvelles constructions autorisées correspondent aux besoins du Grand Site.
- zone UAe : seuls les aménagements en lien avec les canaux et le DPM sont autorisés
- zone UH : aucune nouvelle construction principale, seule des évolutions de l'existant
- zone UT : nouvelles constructions en lien avec les activités touristiques autorisées au sein du périmètre de l'enveloppe urbaine.

Les efforts de densification du territoire ne sont pas regroupés au sein des EPR.

En discontinuité de l'urbanisation, les espaces naturels et agricoles sont presque en intégralité en ERCL, les règles correspondantes s'appliquent.

Urbanisation interdite dans la bande littorale

La commune n'est pas concernée.

Détermination des capacités d'accueil

Rappel réglementaire et analyse du SCoT

La capacité d'accueil est la notion de référence qui permet de vérifier et justifier, en accord avec le contexte territorial des communes littorales, la capacité qu'ont ces territoires à accepter les projets d'aménagements envisagés de manière à permettre le maintien et l'équilibre entre développement urbain et la préservation des populations et milieux, notamment littoraux. Le SCoT en donne la définition.

Détermination de la capacité d'accueil par le PLU

Les impacts environnementaux du PLU sont étudiés plus finement dans les justifications au regard de l'environnement et dans l'évaluation environnementale notamment concernant les SSEI et les ressources.

Le PLU respecte les principes de limiter l'urbanisation au sein des EPR et de préservation des espaces sensibles comme les coupures, les ERCL et la bande des 100 mètres. Les activités traditionnelles sont préservées et confortées à travers les dérogations permises par la loi Littoral concernant les Salins.

Le PLU tient compte des risques présents sur le territoire notamment inondation et submersion marine à travers une urbanisation plus que limitée dans les espaces sensibles.

Préservation des coupures d'urbanisation

Rappel réglementaire et analyse du SCoT

Les coupures d'urbanisation s'appuient en principe sur des espaces naturels. Elles peuvent toutefois permettre de préserver le caractère naturel et/ou paysager et/ou agricole des franges urbaines et des parties non urbanisées d'une commune. Par ailleurs, ces coupures sont des zones non urbanisables, permettant d'éviter tout effet de conurbation urbaine ou de front urbain.

Une grande partie des coupures d'urbanisation repérées portent sur des espaces déjà identifiés en tant qu'espaces remarquables et/ou espaces proches du rivage à l'échelle des intercommunalités. Enfin, une partie de ces coupures d'urbanisation soulignent et renforcent les continuités écologiques identifiées par la trame verte et bleue.

Traduction de la coupure d'urbanisation dans le PLU

A l'échelle de la commune, une coupure d'urbanisation est localisée sur les Salins entre l'agglomération d'Aigues-Mortes et du Grau-du-Roi. Par principe aucune nouvelle construction à l'exception des dérogations permises par les ERCL n'est autorisée par le règlement du PLU.

Préservation des Espaces Remarquables ou Caractéristiques et des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques

Rappel réglementaire

La protection des espaces remarquables est réglementée par les articles L 121-28, R 121-7 et R 121-5 du code de l'urbanisme.

Ces espaces correspondent à des espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques. Les types d'espaces concernés sont définis réglementairement. Ainsi, conformément à l'article R121-4 du CU, sont préservés « les espaces et milieux à préserver, comportant notamment, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, les dunes et les landes côtières, les plages et lidos, les forêts et zones boisées côtières, les îlots inhabités, les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps, les marais, les vasières, les zones humides et milieux temporairement immergés ainsi que les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive 79/409 CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages. »

Traduction des Espaces Remarquables et Caractéristiques du Littoral dans le PLU

Les espaces naturels et agricoles doivent respecter plusieurs dispositions à faire coexister :

- La réglementation liée aux ERCL, soit des aménagements légers fortement limités,
- Le Plan de Prévention du Risque Inondation,
- Les enjeux du Grand Site concernant le confortement touristique traditionnel cohabitent avec la démarche d'intégration paysagère.

Pour cela il est nécessaire de bien délimiter les ERCL sur le territoire communal pour caractériser au mieux les espaces soumis aux plus fortes réglementations.

Le PLU reprend globalement la délimitation des ERCL défini par le SCoT. Le PLU prévoit deux évolutions par rapport à la délimitation des ERCL du SCOT, il s'agit d'enlever deux secteurs spécifiques du périmètre des ERCL : le Mas Corbière et la zone de la déchetterie.

Le règlement du PLU applique strictement le code de l'urbanisme en matière de ERCL :

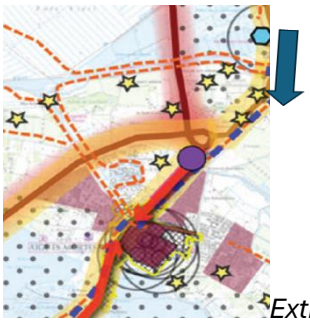
- **Zone Aa** : espaces agricoles en ERCL à l'exception du Mas du Bosquet et du Mas Corbière (domaine Terres de Sables). Les justifications liées à ces exceptions sont présentées à la page suivante. La zone ne permet pas de nouvelles constructions/aménagements à l'exception des dérogations permises par l'article R.121-5 du CU. La zone Aa est plus restrictive que les règles du DOO du SCOT car, les activités agricoles, salicoles, et forestières ne peuvent accueillir de nouvelles constructions ou aménagements. Seule l'évolution de l'existant sans modification de volume est permise. Les changements de destination des Mas sont autorisés et sont justifiés à la page suivante.
- **Zone Ap :** espaces agricoles en ERCL. Les nouveaux aménagements agricoles sont permis en cohérence avec l'article R.121-5 du CU.
- **Zone As :** espaces salicoles en ERCL. Les seules exploitations agricoles permises sont salicoles. Les nouveaux aménagements sont autorisés sous condition en cohérence avec l'article R.121-5 du CU.
- **Zone Nn :** espaces naturels en ERCL. Les mêmes règles que la zone Aa s'appliquent.
- **Zone Nc :** les canaux. Des dispositions particulières s'appliquent pour permettre leur gestion et leur entretien.
- **Zone Nsc :** espaces naturels des Grand Sites. Les mêmes règles que la zone Aa s'appliquent. En complément, pour tenir compte des activités économiques présentes (camping), leur extension modérée est permise.

<u>Les lieux anthropisés ne correspondant pas à la définition des ERCL</u>

Trois secteurs ne correspondent pas à la définition d'un ERCL :

Mas Corbière et Mas du Bosquet : D'un point de vue paysager, le site est inscrit dans l'unité Cordon de Montcalm. Cette unité n'a pas les caractéristiques des paysages littoraux du Territoire de la Camargue Gardoise. L'unité Cordon et Montcalm se caractérise par les grands espaces agricoles et viticoles avec de l'habitat dispersé. En termes de perception du paysage, la présence du Mas est caractéristique d'un paysage agricole et non littoral que ce soit en vue proche ou lointaine (présence de vignes, habitations regroupées, roubine notamment). La végétation attenante, les boisements du secteur correspondent à de la garrigue ordinaire classique du Gard sans intérêt écologique, environnemental, paysager ou culturel particulier et non caractéristiques des espaces littoraux remarquables. Le mas a été identifié par le CAUE et l'étude du Grand Site de France comme un lieu à préserver et mettre en valeur, notamment en valorisation les habitations traditionnelles. Ce Mas d'habitation date de fin XVIII e siècle d'après l'étude CAUE. Ce Mas constitue donc un patrimoine local caractéristique de l'intérieur des terres et non du littoral. Cette construction s'insère donc dans un paysage à dominante agricole.





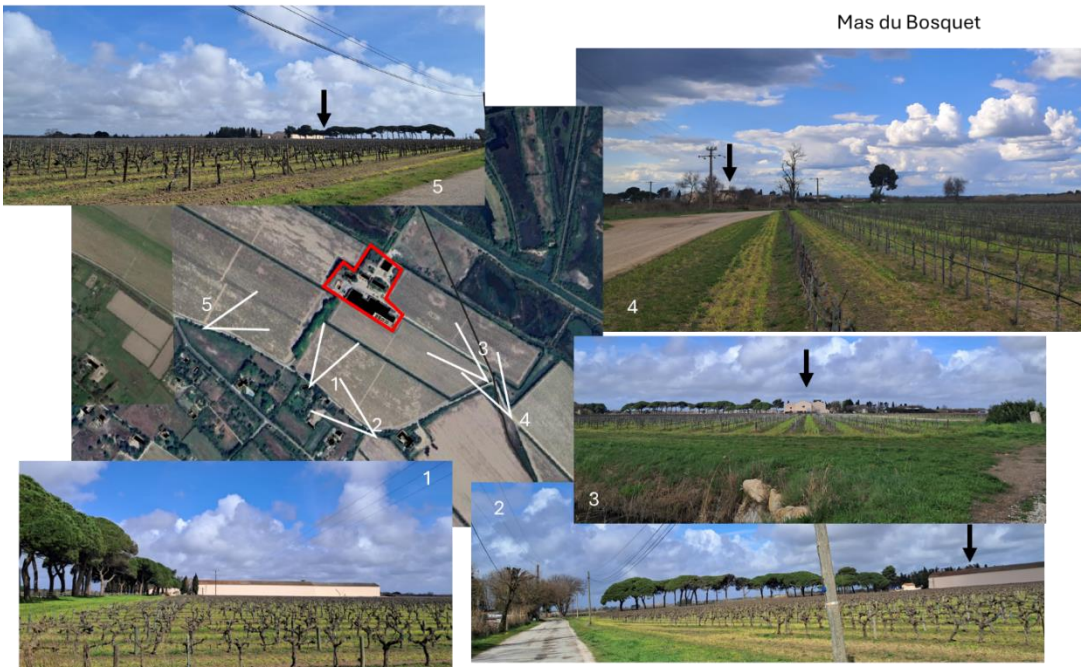
Extrait de l'étude Grand Site de France

Aussi, ces secteurs ne sont pas considérés comme ERCL au titre du PLU.

Le PLU prévoit le changement de destination du mas d'habitation sans modification du volume existant du fait qu'il ne s'agit pas d'un ERCL en cohérence avec le PPRI qui autorise le changement destination sur ce mas.

De plus, le Mas Corbière est marqué par les caractéristiques similaires avec le Mas du Bosquet, qui n'est pas inscrit en ERCL au titre du SCOT à avoir l'unité paysagère, les caractéristiques de garrigue des éléments du paysages (haies, arbres), l'absence de d'intérêt écologique et environnemental du secteur, la date de construction du mas (début XIXe siècle) et l'intérêt patrimonial local typique d'un paysage agricole. Ce Mas a également été ciblé par le PPRI sur le changement de destination, dans le cadre du PLU, le changement de destination est autorisé dans le mas à vocation d'habitat sans modification du volume existant.

Du fait de ses caractéristiques similaires avec le Mas du Bosquet, le Mas de Corbière n'est pas considéré comme un ERCL au PLU.



- **La zone de la déchetterie** : Cet espace correspond à un équipement public de gestion des déchets y compris des déchets verts. Le secteur est localisé dans l'unité Cordon de Montcalm, cette unité est caractéristique de paysage agricoles et non littoraux. D'un point de vue paysager, les vues proches ou lointaines montrent des paysages caractéristiques de la zone agricole (maraîchage, habitations dispersées, roubines notamment). La végétation est éparse constituée de haies et de quelques arbres de haute tige, de prairies et de culture. Le site comporte des infrastructures et installations nécessaires à la gestion des déchets intercommunaux, l'occupation des sols du site n'est pas en adéquation avec la définition des ERCL. L'activité actuelle ne peut être considérée comme compatible avec la localisation d'un ERCL au sein de l'article R.121-4 du CU. Au PLU, le secteur sera couverte par le zonage Neq qui permet l'extension limitée des équipements existants pour permettre la continuité du fonctionnement de cet équipement d'intérêt général.



Classement des parcs et ensembles boisés

Rappel réglementaire et analyse du SCoT

En matière d'espaces boisés significatifs, le SCoT demande aux documents d'urbanisme de repérer les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs et de les classer en espaces boisés classés au titre de l'article L 113-1 du Code de l'urbanisme. Le SCoT repère déjà des espaces boisés significatifs et ces derniers sont délimités dans le zonage du PLU.

Le seul espace boisé significatif à l'échelle du SCoT correspond aux boisements de la Fangassière.

Justification du caractère significatif de ces boisements

Les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune ou du groupement de communes peuvent être délimités sur l'intégralité du territoire de la commune littorale nonobstant tout critère de proximité du rivage.

Les périmètres de ces espaces boisés significatifs sont à étudier finement au regard de la réalité de terrain et de la qualité des boisements : une attention particulière est apportée à l'analyse de la qualité et aux caractéristiques de chaque espace. En effet, afin de permettre une intervention de remise en état ou de gestion, les espaces boisés fortement enfrichés, les boisements ou alignements d'arbres fortement touchés par des maladies, ou les espaces boisés comportant des espèces invasives ne seront pas nécessairement protégés par l'outil Espace Boisé Classé.

Afin d'apprécier si un parc ou ensemble boisé existant est l'un des plus significatifs, il convient d'analyser :

- La configuration des lieux (superficie du terrain, présence de constructions, caractère urbanisé ou non des espaces situés à proximité) ;
- Le caractère du boisement : l'importance quantitative (nombre d'arbres, boisement total ou partiel) et qualitative du boisement (espèces) ;
- Et comparer ces différents éléments aux autres espaces boisés de la commune ou du groupement de communes.

Les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune ou du groupement de communes ne sont pas obligatoirement des espaces remarquables et caractéristiques au titre de l'article L. 121-23 du code de l'urbanisme. De même, des zones boisées répondant aux critères des espaces remarquables et caractéristiques ne seront pas toujours incluses dans les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune ou du groupement de communes. Lorsque les deux protections se superposent, le zonage règlementaire devra clairement les identifier via une prescription surfacique « Espace Boisé Classé » au titre de l'article L. 121-27 du code de l'urbanisme sur laquelle uniquement le régime EBC s'applique.

Le PLU choisi de considérer les boisements suivants comme significatifs :

- **La Fangassière** : sur environ 121 hectares, ce bois marque un lien paysager et écologique entre les salins, les canaux et les plaines de Saint-Laurent-d'Aigouze. Le bois est entièrement couvert par une pinède haute. Une zone humide est également présente au cœur du bois. L'entièreté du boisement est significatif du fait de sa masse boisée et de son potentiel favorable à la biodiversité. Le bois est localisé dans la ZNIEFF de type 1 Bois du Grand Chaumont et de Quincandon et est localisé au sein de la ZNIEFF de type II

Camargue Gardoise. Malgré la relative proximité de pôles touristiques, cet espace est peu fréquenté (propriété privée) et aucune activité humaine régulière n'est à noter.

Une partie du bois est toutefois en lisière d'une parcelle agricole et n'est pas considéré comme significatif au regard des activités agricoles présentes.

- **Le Grand Chaumont** : Sur environ 22 hectares, le bois de Chaumont est associé à une zone humide. Le bois est localisé dans la ZNIEFF de type 1 Bois du Grand Chaumont et de Quincandon et est localisé au sein de la ZNIEFF de type II Camargue Gardoise. Malgré la relative proximité de pôles touristiques, cet espace est peu fréquenté (propriété privée) et aucune activité humaine régulière n'est à noter.

Une partie du bois est toutefois en lisière d'espaces touristiques caractérisés par une fréquentation plus accrue en parallèle des activités viticoles et n'est pas considéré comme significatif au regard des activités présentes.

- **Marais du Bourgidou** : A l'est d'Aigues-Mortes, le Marais du Bourgidou est localisé sur la ZNIEFF de type 1 homonyme. Les boisements et la zone humide sont considérés comme significatif sur environ 56 hectares. L'intérêt écologique de la Petite Camargue au sein de laquelle se trouve la ZNIEFF, est reconnu à travers divers classements dont les retombées portent notamment sur la protection et la gestion. L'isolement du lieu et sa relative tranquillité favorisent la nidification des espèces d'oiseaux de la ZNIEFF. Le périmètre significatif du marais et des boisements a été retenu au regard de la faible activité et la faible proximité du secteur avec l'urbanisation et les activités agricoles à l'ouest, au nord et au sud.

Synthèse des espaces et des périmètres appliquant les principes de la loi Littoral

Le tableau ci-dessous schématise la traduction règlementaire de la loi Littoral en fonction des types d'espaces :

- Bande des 100 mètres,
- Espaces Proches du Rivage (EPR) urbanisés ou en discontinuité
- Espaces Remarquables et Caractéristiques du Littoral (ERCL),
- Les grandes coupures d'urbanisation,
- Les espaces boisés significatifs,
- Le reste du territoire communal et les types de milieux urbanisés (agglomérations, villages, SDU, urbanisation diffuse ou secteur non urbanisé) :

	Traduction réglementaire et graphique	**Agglomérations et villages**	**Urbanisation diffuse ou secteur non urbanisé**
Bande littorale des 100 m	- les zones comprises entre le linéaire et la limite haute du rivage doivent appliquer le principe d'inconstructibilité en dehors des espaces urbanisés dans la bande des 100 mètres de la loi Littoral qu'elles soient classées en N ou A. - Il n'y a pas de bande des mètres sur la commune	Aucune zone urbaine n'est comprise dans la bande des 100 mètres	Aucune bande des 100 mètres
Espaces Remarquables et Caractéristiques du littoral	- aire hachurée dans le DOO du SCoT sur un site ou un paysage remarquable ou caractéristique du patrimoine naturel et culturel du littoral et sont nécessaires au maintien des équilibres biologiques ou présentent un intérêt écologique à préserver.	- les agglomérations et les villages sont en dehors des espaces remarquables et caractéristiques du littoral.	- le règlement des espaces remarquables et caractéristiques du littoral applique strictement les dispositions de la loi Littoral. Les règles applicables aux zones **Nn, Nc, Nsc et Ap, As, Aa** ne peuvent déroger à l'autorisation uniquement des aménagements légers

	Cette aire est identifiée à partir des données du SCoT et répondant aux critères énoncés par l'article R.121-4 du CU. - les zones Nn, Aa, Ap, As, Nc et Nsc appliquent le principe que seuls sont autorisés les aménagements légers prévus par l'article R.121-5 du CU et les exceptions prévues par la loi.		énumérés à l'article R.121-4 du CU. - La re délimitation des Espaces Remarquables a permis d'identifier des secteurs en zone Aa où sont permis les changements de destination. En effet, ces secteurs correspondent à des Mas édifiés avant l'instauration du régime du permis de construire. En tant qu'espace déjà bâti, ils ne peuvent être considérés comme des espaces remarquables et caractéristiques.
Espaces proches du rivage	- linéaire dans le DOO du SCoT selon les critères de la distance par rapport du rivage, son caractère urbanisé ou non et la covisibilité entre la zone et la mer - zone naturelle et agricole Nn, Nc, Aa, Ap, Nsc et As. La prescription des ERCL étant plus restrictive, c'est elle qui est appliquée.	- zones UT pour la délimitation de l'existant, UH étant une zone comprise dans l'agglomération et correspondant au quartier de la gare des pêcheurs.	- Par principes dans les zones N et A tous secteurs confondus compris dans les espaces proches du rivage : sont autorisés par la loi Littoral uniquement réfection, extensions mesurées et annexes des habitations existantes et extension mesurée des bâtiments agricoles existants ainsi que leur mise aux normes. Les installations ou les constructions liées à des services publics et à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau, notamment les installations et constructions salicoles sont autorisées. Le PLU a choisi de classer la quasi-totalité de son territoire agricole et naturel comme ERCL et donc de se référer à la réglementation la plus stricte entre les ERCL et

			les EPR uniquement. Autrement dit l'extension des bâtiments existants est interdite à l'exception des aménagements légers permis par l'article R.121-5. - zones U l'évolution de l'existant est permis, aucune extension de l'urbanisation déjà présente n'est admise dans les EPR.
Coupures d'urbanisation	- Zone Nn ou As dans le PLU.	- les agglomérations et les villages sont en dehors des coupures d'urbanisation.	- les coupures sont traduites en zone N et A pour les espaces les plus proches de l'eau, essentiellement naturelles qui préservent la coupure entre des entités bâtis. Les dispositions des ERCL s'appliquent et limitent les évolutions de l'urbanisation uniquement aux extensions mesurées et à la réfection de l'existant. Les exploitations agricoles salicoles disposent d'une dérogation pour installer les aménagements nécessaires aux cultures marines.
Espaces boisés significatif	- classement en Espaces Boisés Classés (EBC) représentés par une aire hachurée	- les agglomérations et les villages sont en dehors des EBC.	- les dispositions des articles L. 113-1 et L. 113-2 du code de l'urbanisme sont applicables sur les secteurs situés en espaces boisés classés. Si ces articles n'interdisent pas toute construction, ils prohibent tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. - dans les espaces boisés classés, les coupes et

			abattages d'arbres sont soumis à la déclaration préalable prévue par l'article L. 421-4 du code de l'urbanisme, sauf dans les cas prévus par le code forestier.
Reste du territoire communal	- les règles de zones s'appliquent.	- zones U classiques avec toutes ses déclinaisons dont les équipements existants en continuité des agglomérations. - zones 1AU et 2AU lorsqu'une extension de l'enveloppe urbaine existante est prévue. Ces zones sont en continuité des agglomérations, des zones déjà urbanisés caractérisées par un nombre et une densité significative de constructions. - La notion de continuité est analyser selon les critères de la distance par rapport à l'agglomération, le caractère urbanisé ou non des parcelles contiguës au projet et la configuration des lieux.	Les zones A et N sont communes pour les espaces soumis à des dispositions de la loi Littoral et les espaces en dehors des périmètres précis (espaces proches, espaces remarquables, EBC, coupure d'urbanisation, etc.).

COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE BASSIN RHONE-MEDITERRANEE 2022-2027

Le SDAGE Rhône-Méditerranée a pour vocation d'orienter et de planifier la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ; il concerne donc toutes les communes du SCoT. Il bénéficie d'une légitimité politique et d'une portée juridique. Révisé tous les 6 ans, il fixe les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la Directive Cadre sur l'Eau ainsi que les orientations de la conférence environnementale. Suite à son adoption à l'unanimité par le comité de bassin Rhône-Méditerranée lors de sa séance du 18 mars 2022, le SDAGE 2022-2027 et son programme de mesure ont été arrêtés par le préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022. Il fixe la stratégie 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques ainsi que les actions à mener pour atteindre cet objectif.

Les orientations fondamentales ciblées sont les suivantes :

- S'adapter aux effets du changement climatique ;
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau ;
- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux ;
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;
- Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides ;
- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le tableau ci-après justifie la manière dont la procédure prend en compte les objectifs du SDAGE.

ORIENTATIONS FONDAMENTALES ET OBJECTIFS DU SDAGE	COMPTABILITE DU PLU
S'adapter aux effets du changement climatique	Le PADD comporte un axe "Préverser la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique ». Il s'agit notamment d'encadrer l'urbanisation, par des principes de végétalisation (lutter contre les îlots de chaleur), préserver les milieux naturels captant du CO2, tendre vers l'exemplarité environnementale dans les opérations d'aménagement d'ensemble et limiter l'imperméabilisation en dehors des espaces déjà urbanisés.
Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	La préservation des milieux naturels actée par le PLU permet d'en préserver les services écosystémiques, dont l'infiltration des eaux pluviales, l'épuration de l'eau, la stabilisation des sols, la captation et le stockage carbone.
Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	Le PADD inscrit la préservation de la trame verte et bleue (orientation 2C). les éléments identifiés au titre du L.151-23 doivent être protégés, notamment les zones humides. Dans la trame bleue, « les constructions nouvelles sont interdites, seules les extensions peuvent être autorisées à la condition de ne pas altérer les fonctions écologiques et à la condition d'augmenter leur emprise au sol de façon limitée. Pour les aménagements de surfaces, seules 10% des surfaces pourront être imperméabilisées. Le PADD prévoit de préserver les cours d'eau et les milieux humides associés, en tant qu'espaces clefs du clefs du bio climatisme, en maintenant leurs fonctionnalités écologique et hydraulique et en intégrant dans les projets une marge de recul suffisante en cas d'aménagement à proximité (Vidourle, Canal de Bougidou, étang de la

	Marette, étang de la Ville par exemple). Il prévoit aussi de maintenir et restituer les continuités hydrauliques et conserver un espace non aedificandi pour garantir l'entretien en bordure des cours d'eau/canaux/surfaces en eau et limiter l'imperméabilisation des sols de mettre en place les ouvrages en faveur des continuités hydrauliques.
Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau	Le PLU n'est pas concerné.
Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	Le PLU n'est pas concerné.
Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	Le PLU n'a pas de levier direct sur ces sujets. Il peut en revanche participer à la limitation des pollutions en préservant les milieux naturels (à travers la trame verte et bleue) et en limitant l'imperméabilisation des sols. Le Règlement enjoint toute construction ou installation à évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement de caractéristiques suffisantes.
Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides	Le PADD inscrit la préservation de la trame verte et bleue (orientation 2C). les éléments identifiés au titre du L.151-23 doivent être protégés, notamment les zones humides. Dans la trame bleue, « les constructions nouvelles sont interdites, seules les extensions peuvent être autorisées à la condition de ne pas altérer les fonctions écologiques et à la condition d'augmenter leur emprise au sol de façon limitée. Pour les aménagements de surfaces, seules 10% des surfaces pourront être imperméabilisées. Le PADD prévoit de préserver les cours d'eau et les milieux humides associés, en tant qu'espaces clefs du clefs du bio climatisme, en maintenant leurs fonctionnalités écologique et hydraulique et en intégrant

	dans les projets une marge de recul suffisante en cas d'aménagement à proximité (Vidourle, Canal de Bougidou, étang de la Marette, étang de la Ville par exemple). Il prévoit aussi de maintenir et restituer les continuités hydrauliques et conserver un espace non aedificandi pour garantir l'entretien en bordure des cours d'eau/canaux/surfaces en eau et limiter l'imperméabilisation des sols de mettre en place les ouvrages en faveur des continuités hydrauliques.
Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	Dans l'orientation 2C/, le PADD inscrit la pérennisation de la ressource en eau : il s'agit de protéger les sources d'approvisionnement et maîtriser l'urbanisation (optimiser les réseaux, protéger les secteurs stratégiques de la ressource en eau, intégrer la présence de l'eau dans les projets) Le Règlement précise que « les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement et l'infiltration des eaux pluviales directement et exclusivement sur la parcelle. »
Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.	Le PADD prévoit d'assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement). Le PPR en vigueur s'impose au PLU et est reporté sur le zonage.

COMPATIBILITE AVEC LE PGRI BASSIN RHONE-MEDITERRANEE 2022-2027

La révision du PGRI a été menée en parallèle de la révision du SDAGE, avec un enjeu fort d'articulation des dispositifs de concertation et du contenu en particulier sur les volets gestion de l'aléa, gouvernance et accompagnement de la GEMAPI.

Le tableau ci-après justifie la manière dont la procédure prend en compte les objectifs du PGRI :

ORIENTATIONS FONDAMENTALES ET OBJECTIFS DU PGRI	COMPTABILITE DU PLU
GO n°1 Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation	
Améliorer la connaissance et réduir ela vulnérabilité du territoire	Le PLU n'a pas vocation à améliorer la connaissance. Le PPR en vigueur s'impose au PLU et est reporté sur le zonage, la réduction de la vulnérabilité du territoire est donc traitée par ce document. Comme le règlement impose pour les zones urbaines que « les aménagements réalisés sur tout terrain devront garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau public les collectant», et qu'il prévoit pour toute les zones qu'en « matière de gestion des écoulements pluviaux, la politique de maîtrise des ruissellements est basée sur le principe de compensation des effets négatifs à l'imperméabilisation des sols » on estime que l'aléa inondation est maitrisé localement.
Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondations	
GO n°2 Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	
Agir sur les capacités d'écoulement	Comme le règlement impose pour les zones urbaines que « les aménagements réalisés sur tout terrain devront garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau public les collectant», et qu'il prévoit pour toute les zones qu'en « matière de gestion des écoulements pluviaux, la politique de maîtrise des ruissellements est basée sur le principe de compensation des effets négatifs à l'imperméabilisation des

	sols » on estime que l'aléa inondation est maitrisé localement.
Prendre en compte les risques torrentiels	La commune d'Aigues-Mortes voit son territoire entièrement soumis au risque inondation par l'effet de différents aléas (submersion, inondation du Rhône et du Vidourle). Les dispositions réglementaires du PPR s'imposent sur toute la commune et s'ajoutent à celles du PLU.
Prendre en compte l'érosion côtière du littoral	L'inconstructibilité dans la bande des 100 mètres est respectée ce qui limite également l'exposition des populations aux risques littoraux.
Assurer la performance des systèmes de protection	Le PLU n'est pas concerné.
GO N°3 Améliorer la résilience des territoires exposés	
Agir sur la surveillance et la prévision	Le PLU n'est pas concerné.
Se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations	
Développer la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information	
GO n°4 Organiser les acteurs et les compétences	
favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques	Le PLU n'est pas concerné.
Garantir un cadre de performance pour la gestion des ouvrages de protection	
GO N°5 Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation	

Développer la connaissance sur les risques d'inondation	Le PLU n'est pas concerné.
Améliorer le partage de la connaissance	

COMPATIBILITE AVEC LE PCAET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNE DE CAMARGUE

Le PCAET de la CC Terre de Camargue approuvé le 8 février 2024. L'évaluation environnementale rend compte de la compatibilité du PLU avec le PCAET.

COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage est un outil de programmation d'équipements publics d'accueil, d'équipements à usage privé d'habitat et d'interventions destinées à l'inscription dans la vie sociale des gens du voyage. Il constitue le document pivot de la politique publique déclinée localement auprès des gens du voyage.

Le schéma département d'accueil des gens du voyage prévoit pour l'intercommunalité Terre de Camargue plusieurs projets d'aménagement :

- **Aigues-mortes :** création d'une aire permanente de 20 places
- **Le Grau-du-Roi :** création de 80 places (60 places à vocation d'aire de passage et 20 places pour une aire permanente) ;
- **Saint-Laurent-d'Aigouze :** création d'habitat adapté ou de terrains familiaux.

La commune d'Aigues-Mortes ne peut prévoir dans le PLU la réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage pour plusieurs raisons :

- **Au titre de la loi Littoral :** En dehors de la zone considérée comme déjà urbanisée de la commune, incluant le secteur d'extension du Mas d'Avon, le territoire communal est considéré comme un espace remarquable caractéristique du littoral (ERC). D'autre part, le principe d'urbanisation en continuité de l'existant s'applique.
- **Au titre du PPRi :** Le PPRI, approuvé en 2022, interdit dans l'ensemble des zonages la création d'une aire d'accueil des gens du voyage.

Les contraintes légales et règlementaires, ou liées à des considérations tenant à l'environnement, au patrimoine ou la sécurité publique, à la commune rendent non réalisables l'aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage sur le territoire.

OBLIGATION DE PRISE EN COMPTE

Malgré l'application du SCoT du Grand Narbonne sur le territoire, il est réalisée la démonstration de la prise en compte de ces documents suivants :

- Schéma régional de développement de l'aquaculture marine Languedoc Roussillon
- Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Languedoc Roussillon
- Schéma départemental de carrières

Ces documents sont compatibles ou sont déjà pris en compte avec/dans le SCoT, la prise en compte dans le PLU est explicitée à titre indicatif.

Schéma régional de développement de l'aquaculture marine Languedoc Roussillon

La commission européenne « invite tous les États membres à développer des systèmes de planification de l'espace tenant pleinement compte de l'importance stratégique de l'aquaculture » (Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil du 8 avril 2009). C'est dans cette même logique que s'inscrit l'engagement 61 du « Grenelle de la mer » de juillet 2009, qui conclut à la nécessité de confier aux aquaculteurs les espaces nécessaires et de prévenir les conflits d'usages en développant une approche de planification stratégique.

Ainsi, dans le but d'assurer le développement des activités aquacoles marines en harmonie avec les autres activités littorales, l'article L 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime issu de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010, prévoit l'élaboration par les préfets de régions littorales de schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine.

La mise en place des schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine (SRDAM) s'effectue en application de l'article L 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime issu de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010. Cet article prévoit que doivent être recensés, dans chaque région du littoral métropolitain, les sites existants et les sites propices au développement de l'aquaculture marine (conchyliculture, pisciculture marine et autres cultures marines).

Leur étendue territoriale est précisée par le décret n°2011-888 du 26 juillet 2011 : le périmètre concerné par ces schémas est le domaine public maritime et le territoire des communes littorales. Une fois adoptés par arrêté du préfet de région, ces schémas devront être pris en compte lors de l'instruction des autorisations d'utilisation du domaine public maritime. L'ensemble des procédures (étude d'impact et évaluation d'incidence Natura 2000 en particulier) prévues dans le cadre de l'autorisation d'exploitation de cultures marines ou dans le cadre du régime des installations classées pour la protection de l'environnement (pisciculture), restent cependant nécessaires avant la mise en place de toute nouvelle installation. Ces schémas ont vocation à être pris en compte lors de l'élaboration du Document Stratégique de Façade, outil de mise en œuvre de la politique maritime intégrée.

Le schéma régional de développement de l'aquaculture marine en Languedoc Roussillon a été validé le 1er août 2014 par arrêté préfectoral du Préfet de Région.

Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Languedoc Roussillon

Le SRCE a été adopté le 20 novembre 2015 par arrêté du préfet de région, après approbation par le Conseil régional le 23 octobre 2015.

Le Schéma a pour objectifs :

- D'une logique de conservation de la nature emblématique à un réseau écologique intégré aux territoires
- Préserver et restaurer un réseau écologique : ménager notre territoire
- Faire émerger un modèle plus harmonieux d'aménagement du territoire
- Donner de la cohérence aux actions de conservation et de restauration de la biodiversité

Les espaces identifiés dans le schéma sont reportés au SRADDET. Le chapitre sur la compatibilité du PLU avec le SRADDET détaille l'application des trames vertes et bleues et des réservoirs de biodiversité dans le PLU.

Schéma départemental des carrières

Le schéma doit constituer un instrument d'aide à la décision du Préfet lorsque celui-ci autorise les exploitations de carrières en application de la législation des installations classées. Ces autorisations doivent être compatibles avec les orientations et objectifs définis par le schéma, celui-ci devant être cohérent avec les autres instruments planificateurs élaborés par les pouvoirs publics, notamment les Schémas Directeurs d'Aménagement des Eaux (SDAGE) et les Schémas d'Aménagement des Eaux (SAGE).

Le schéma définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites.

Le schéma départemental des carrières est avant tout l'occasion d'une réflexion approfondie et prospective, non seulement sur l'impact de l'activité des carrières sur l'environnement mais, à un degré plus large, sur la politique des matériaux dans le département. Il se place dans le cadre d'une stratégie environnementale durable. Il doit conduire à assurer une gestion rationnelle et optimale des ressources et à une meilleure protection de l'environnement.

Le PLU prend compte du Schéma départemental du Gard en garantissant le maintien de la qualité environnementale du territoire (les eaux, les espaces naturels, la gestion des risques, l'interdiction de carrières et de dépôts aux endroits non appropriés, etc.).

Le territoire ne comportant pas une filière développée dans l'industrie de l'extraction des matériaux, il appartient aux entreprises locales de BTP et de transports de matériaux de respecter la réglementation en vigueur et les documents supérieurs.

PARTIE 3 : JUSTIFICATION DES CHOIX EFFECTUES POUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

JUSTIFICATIONS DES ORIENTATIONS DU PADD

Par délibération du Conseil Municipal en date du 22 septembre 2020, la commune a prescrit la révision générale du Plan Local d'Urbanisme. Il s'agit de traduire une politique volontariste de planification du développement communal, s'appuyant sur le contexte local et les orientations souhaitées par la commune. La révision du Plan Local d'Urbanisme permet également de prendre en compte les nouvelles exigences réglementaires (loi Climat et Résilience, loi ALUR notamment).

La révision du PLU, dans le respect de l'article L151-1 du Code de l'Urbanisme, traduit une politique volontariste de planification du développement communal qui s'appuie sur l'analyse du contexte local, sur les orientations souhaitées par la commune, et en compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Narbonne.

Le PADD met ainsi en perspective l'avenir du territoire de Leucate puis définit avec ses orientations générales et objectifs, sa politique d'aménagement et de développement territorial pour les 15 prochaines années.

Le PADD du PLU a été débattu le 29 janvier 2025 en conseil municipal.

Axe 1 : assurer l'avenir : se loger, bien vivre-ensemble et travailler	
1A : Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer un équilibre générationnel	
Orientations générales du PADD	***Traduction dans le règlement et les OAP***
Soutenir un rythme de production de logements tout type confondu en produisant 53 logements/an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans et ainsi stabiliser la croissance démographique à environ 0.3% sur les 15 prochaines années pour assurer la réponse aux besoins des ménages, le dynamisme et les équilibres de la commune, et le maintien des équipements publics, en particulier les équipements scolaires. **Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles** à la fois pour de l'accession à la propriété et pour le locatif en poursuivant la production de logements abordables dans des opérations d'ensemble et intégrés (accessibilité ...) en visant un objectif de 30% de logements locatifs sociaux et abordables à produire sur les 15 ans du PLU. **Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins** : accentuer la part des petits logements pour les jeunes, ménages sans enfants, personnes âgées tout en continuant à développer le parc des plus grands logements pour les familles, logements spécifiques adaptés... **Accompagner l'accueil des personnes âgées** avec des structures d'accueil adaptées innovantes. **Promouvoir dans les opérations d'aménagement d'ensemble de la mixité intergénérationnelle** et des logements aidés. **Conforter l'attractivité du centre-ville** notamment à travers la rénovation du parc de logements existants.	Le PLU identifie des secteurs au sein de la zone UD, situé à proximité du centre-ville comme comportant un potentiel d'intensification urbaine en dents creuses. La zone UB dispose également de quelques espaces libres pouvant être densifié au regard des règles d'emprise au sol. Les OAP prévoient la majorité de la production de logement souhaité sur ces 15 prochaines années avec 700 logements programmés, dont la moitié le seront en densification et en renouvellement urbain à proximité du centre-ville. Les OAP permettront une diversification de l'offre en logements avec environ 35% en logements sociaux et la création de logements de petites tailles. L'OAP N°5 du Tennis otamment prévoit un ensemble résidentiel à densité élevée d'environ 20 logement en habitat partagé, inclusif et avec la totalité des logements à vocation sociale au titre de l'article L. 302-5 du Code de la Construction et de l'Habitat.

1B : Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous	
Créer un nouveau franchissement du canal comme nouvelle entrée de ville, via le Chemin du Mas d'Avon afin de diffuser les flux et désengorger le centre-ville en période touristique. **Hiérarchiser et renforcer le maillage viaire structurant** pour améliorer l'accès au centre, désengorger les quartiers Est/ Nord et Centre et ainsi capter les flux en amont du centre-ville par des parkings de délestage. **Développer une offre en stationnement complémentaire** à celle du centre-ville pour soulager les aires de stationnement en centre-ville (par exemple, création d'un parking aux abords du pôle Constance ou en entrée de ville nord pour accueillir les bus et véhicules de tourisme). **Créer un pôle d'échange multimodal** sur le site de la gare pour les déplacements du quotidien et touristique à proximité du centre-ville et favoriser l'accès au centre-ville avec des modes actifs. **Requalifier ou réorganiser les stationnements existants** (qualification paysagère) tout en maintenant les capacités de stationnement dans le secteur. **Réorganiser l'offre en aire de camping-car sur le parking Mézy** pour une meilleure organisation fonctionnelle des flux. **Améliorer le maillage viaire inter-quartier** en créant des liaisons par le biais notamment d'opérations d'ensemble facilitant les circulations quotidiennes. **Développer les alternatives en transport en commun de type navette routière ou liaisons fluviales par un bateau-bus** (entre le nouveau parking nord et le centre-ville en saison estivale pour permettre le report des stationnements des véhicules touristiques et offrir une alternative à la voiture pour accéder au centre-ville).	L'OAP du Bosquet prévoit la requalification du chemin du Mas d'Avon pour y intégrer un cheminement modes actifs dissocié de l'opération d'habitat. L'ensemble des OAP contiennent, des liaisons piétonnes à créer, des principes de continuité piétonne ou encore des cheminements doux à conforter ou créer. L'OAP sur le secteur Route de Nîmes prévoit : - La création d'un pôle d'échange multimodale à la gare, - La requalification de la route de Nîmes (D979) en vue d'améliorer les déplacements doux - L'aménagement d'un nouveau franchissement pour créer une 3ème entrée de ville pour désengorger les flux de la route de Nîmes, en lien avec le Conseil Départemental. - La création des perméabilités douces entre la D979 et le cana pour permettre un meilleur maillage avec la viaRhona. - La création d'une voie partagée avenue du pont de Provence pour un meilleur partage de la voirie entre les modes de déplacement - L'aménagement des stationnements publics pour compléter 'offre pour les visiteurs en particulier les bus touristiques au giratoire du sel - La désimperméabilisations de grandes nappes de parkings de la zone commerciale pour améliorer la perméabilité des sols et le paysagement Le règlement prévoit pour les opérations présentant une taille importante sont recherchés, par leur conception, leurs caractéristiques, leur profil, la nature et la qualité de leur aménagement minéral et végétal, l'agrément et la sécurité des déplacements de tous les utilisateurs, ainsi que la continuité du maillage des modes doux lorsque cela s'avère possible.

Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos) à l'échelle de la ville, la connexion avec la viaRhona, **requalifier les quais, les berges des canaux** pour faciliter les circulations douces et développer le réseau cyclable en s'appuyant sur les cours d'eau. Permettre l'**aménagement sur le Pont Rouge** pour mettre en sécurité les cyclistes et les piétons en coordination avec le Conseil Départemental.	En lien avec le développement et la sécurisation des mobilités douces un emplacement réservé se situe sur le Pont Rouge.
1C : Renforcer la dynamique économique et touristique	
Conforter le centre-ville comme centralité du quotidien et touristique, lieu de vie animé : maintien des commerces dans les polarités du centre-ville, diversification des commerces et services et conforter le parc de logements de résidences principales. **Requalifier et encadrer le développement de l'activité commerciale** en entrée de ville Route de Nîmes. **Orienter les grandes et moyennes surfaces commerciales sur les zones commerciales périphériques.** **Conforter la zone d'activités Terres de Camargue** dans son rôle de polarité économique dans l'intercommunalité : mobiliser le foncier libre, mutation et densification. **Accompagner le développement touristique** en lien avec les activités traditionnelles du territoire. **Favoriser le développement d'une offre en hébergement touristique privilégiant la qualité.** Répondre au besoin de **logements pour les travailleurs saisonniers.** **Accompagner la diversification des activités des Salins,** site emblématique d'Aigues-Mortes, vers de l'hébergement touristique et avec la requalification de la zone d'accueil touristique**.**	L'OAP N°6 – route de Nîmes prévoit : - La création des secteurs avec des fonctions dominantes : commerces, habitat, mixte (commerce, habitat, hébergement touristique) - Le maintient et la favorisation des rdc actifs sur les secteurs en accroche avec le futur PEM de la gare Les enjeux et objectifs portés par l'OAP 7 des Salins, sont d'accompagner la requalification paysagère de la zone touristique, la diversification et la montée en gamme des hébergements touristique sur la commune. Pour cela, la zone est définie comme la nouvelle zone touristique des Salins du Midi qui accueillera : - Une nouvelle boutique, produits et souvenirs et un musée consacré aux productions locales (sel et vin) dans les deux bâtiments existants situées à la pointe Sud-Est de la zone qui seront conservés et réhabilités - Un hôtel haut de gamme / hôtel de charme d'une cinquantaine de chambres doté d'un centre de soins et d'un spa centré sur l'utilisation du sel, un restaurant et un snack, Les grandes et moyennes surfaces commerciales sont fléchées en périphérie d'Aigues-Mortes sur le secteur UE correspondant à la zone d'activités Terre de Camargue. Il s'agit du seul zonage qui n'a pas de réelle restriction (interdiction, de taille…) concernant le commerce.

Pérenniser la filière agricole et promouvoir la production agricole locale (activité salicole, viticulture, élevage,...), les circuits courts et la diversité des activités, favoriser la reconquête agricole.	Les OAP prévues viennent, à la fois renforcer la création de mixité sociale tout en répondant aux besoins des habitants avec la production de logements de tailles variée pouvant alors répondre au besoin de logements pour les travailleurs saisonniers. Le PLU vient autoriser dans son secteur UE correspondant à la zone d'activités Terre de Camargue , afin de la conforter dans son rôle de polarité économique dans : - Le commerce et les activités de service à l'instar de l'artisanat et commerce de détail, la restauration, le commerce de gros, les activités de services avec accueil d'une clientèle, les hôtels et les autres hébergements touristique à l'exception des campings et caravaning. - Les équipements d'intérêt collectif et services publics comme les locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilées - Les autres activités des secteurs primaires, secondaire ou tertiaires à l'instar des constructions à usage industriel, entrepôt, bureau, centre des congrès et d'exposition et cuisine dédiée à la vente en ligne Le PLU identifie plusieurs zones agricoles correspondant aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. : - Le secteur Aa comme correspondant aux zones de richesses naturelles à protéger en raison de la valeur agricole des terres. - Le secteur AP comme correspondant aux zones de richesse naturelles à protéger en raison de la valeur agricole des terres - As correspondant au secteur d'exploitation salinière. Zone de richesses naturelles à protéger e raison de la valeur agricole des terres avec es qualités paysagères à préserver.

	Les secteurs UA et UAc, interdisent les changements de destinations des rez-de-chaussée commerciaux sur une durée de 5 ans à date d'approbation du PLU. La zone UT en termes d'artisanat et de commerce de détail autorise uniquement le commerce de détail et l'artisanat en lien avec l'activité des Salins.

Axe 2 : assurer un développement réfléchi qui répond aux défis de la transition climatique	
2A : Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer un équilibre générationnel	
Orientations générales du PADD	***Traduction dans le règlement et les OAP***
Veiller au respect de la qualité et cohérence de l'urbanisation, réaliser des opérations de densification et/ou de renouvellement urbain ciblées dans les secteurs stratégiques présentant un potentiel important à ce titre (superficie, localisation, accessibilité, sensibilités, ...) pour le développement du territoire en privilégiant des projets d'ensemble avec une densité maîtrisée, une mixité des typologies de bâtie, et le respect d'un minimum de 20% de logements sociaux ou abordables : secteur de la Pataquière, Chemin d'Esparron, l'ancien EID, secteur des Tennis par exemple. **Développer le quartier du Mas d'Avon** dans un objectif de quartier à vivre : accueillir des équipements sportifs et de loisirs à vocation communale, répondre par la production de logements à une grande part des besoins de desserrement des ménages et d'accueil de population, favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle (dont les jeunes ménages) dans une ambition de qualité urbaine, architecturale, paysagère et de haute valeur environnementale. Créer un quartier intégré harmonieusement dans le site et fixant la lisière urbaine. **Développer la mixité fonctionnelle sur l'entrée de ville route de Nîmes en s'appuyant sur les secteurs mutables** pour créer un quartier à vivre.	Le PLU prévoit, que les constructions doivent présenter une unité d'aspect et de matériaux en harmonie avec les constructions avoisinantes. Les constructions devront présenter un aspect général soigné. Les OAP situées en densification et renouvellement urbain, sont situées sur les différents secteurs identifiés comme stratégiques (Pataquière, Rue du Viste, Chemin d'Esparron, Route de Nîmes, Tennis et Bosquet). L'OAP 8 concernant le Mas d'Avon, est vouée à renforcer la mixité fonctionnelle et sociale tout en tenant compte des enjeux environnementaux et patrimoniaux spécifiques au contexte local. La planification d'un quartier mixte permettra de répondre aux besoins en logements (mixité sociale, mixité intergénérationnelle, taille des logements adaptée pour les jeunes ménages) et apporter des fonctions complémentaires permettant de créer un quartier à vivre (en particulier des équipements publics) tout en valorisant les continuités paysagères et les mobilités douces. Pour cela il sera recherché des modes d'habiter innovant proposant par exemple des entrées individualisées, duplex, des espaces de vie communs etc. L'aménagement d'un plateau sportif pour tous est également prévu (gymnase, terrain de football, tennis, *pump track* ; parcours santé par exemple)

Réduire la consommation d'espace prévue dans le PLU en fixant une consommation d'espace d'au moins 50% à horizon 15 ans d'application du PLU. Environ une dizaine d'hectares seront mobilisés à vocation d'habitat et d'équipements publics. Aucune consommation d'espace à vocation économique en extension de l'urbanisation n'est prévue au projet. **Mettre le territoire sur une trajectoire de Zéro Artificialisation Nette (ZAN)** : ➢ Flécher les espaces de renaturation et de désartificialisation en lien avec les enjeux écologiques et d'adaptation climatique du territoire ➢ Limiter l'artificialisation des sols ➢ Accentuer les efforts de modération de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers en faisant porter l'effort autant sur les espaces résidentiels existants et futurs (densité) que sur les autres espaces fonctionnels (économie, équipements…) **Travailler sur des formes urbaines mixtes qui permettent de tenir les objectifs de modération de la consommation de l'espace tout en répondant aux objectifs de cohérence et de qualité urbaine et d'accueil de population**. La densité moyenne minimum visée est de 30 logements/ha en moyenne en densification et en extension en tenant compte des caractéristiques des sites (site déjà partiellement urbanisé, contraintes de topographies, intégration paysagère, problématique des circulations et du stationnement …), Anticiper les besoins pour des projets d'intérêt général pour porter et accompagner l'aménagement et le développement du territoire.	L'objectif est de créer un quartier exemplaire, en accord avec son contexte urbain et environnemental. Le projet vise à rechercher une limitation de l'artificialisation des sols dans le projet. Il s'agit aussi d'organiser une future entrée de ville à long terme pour la commune. L'OAP 6 – Route de Nîmes prévoir d'organiser et séquencer la structure urbaine du secteur avec du renouvellement urbain, de la densification. Il sera question de développer de la mixité fonctionnelle à proximité de la gare. Le PLU prévoit une consommation d'environ 12 ha d'ENAF sur 15 ans à destination d'habitat et d'équipements publics, avec une majorité d'OAP situé en densification. Aucune OAP est à vocation économique. <u>En complément, la justification des choix du PLU concernant la trajectoire ZAN est présente dans la partie 8 du présent document.</u> Dans l'OAP 6 – Route de Nîmes, il est prévu la désimperméabilisation des grandes nappes de parkings de la zone commerciale pour améliorer la perméabilité des sols et le paysagement. Dans l'OAP 7 – Salins, les emplacements de stationnement des véhicules légers seront traités en revêtements non imperméables, contribuant à la desimperméabilisation de la zone. De façon général afin d'atténuer les effets du changement climatique, il sera d'abord question de miser sur la végétalisation et la désimperméabilisation. A travers les différentes OAP il est prévu : - La création de noue paysagère - La création d'espace végétalisé en pleine terre - La création de transition végétale / frange végétale - La création d'espace vert de quartier - La création de cœur d'îlot végétalisé - Le maintien de poches arborées - La préservation de bosquets d'arbres - La réalisation de plantation ainsi que la conservation d'arbre - Le ménagement des abords de la VioRhôna

	- La création, et conforter la végétalisation des abords de la ViaRhôna Le PLU prévoit que les espaces libres de toutes nouvelles constructions doivent être aménagés en espaces non imperméabilisés permettant l'infiltration des eaux pluviales. Les emplacements réservés, ainsi que les différentes OAP qui prévoient des équipements publics à l'instar de celle Route de Nîmes (PEM ; parking public, ...) ou de Mas-d'Avon,(création de stationnements publics) ; sont le reflet d'une anticipation des besoins pour différents projets d'intérêt général. Le PLU à travers son règlement et ses OAP diversifie les formes urbaines. En complément, les justifications concernant la création de logements, leur nombre et leur densité sont présentes à la suite du présent document.
2B : assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous	
Valoriser le centre historique en lien avec le Site Patrimonial Remarquable et le Grand Site de France : requalifier les espaces publics autour des remparts en améliorant la qualité des aménagements et la lecture urbaine, mettre en valeur l'entrée historique de la ville et les remparts. **Valorisation des monuments emblématiques, protéger le patrimoine bâti remarquable** intra-muros et extra-muros en particulier l'habitat isolé traditionnel en permettant des possibilités d'évolution raisonnées (logement, activité, hébergement touristique). **Garantir une qualité paysagère globale qualitative, représentative de la Camargue Gardoise** afin de ne pas créer une protection différenciée entre les sites protégés (SPR, site inscrit et classé) et le reste de la commune (entrées de ville, zone d'activité, espaces publics en dehors du périmètre de protection des abords ...).	Le PLU prévoit que les constructions ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux aux perspectives monumentales. Ces constructions et installations doivent, par leurs dimensions, volumes, aspects extérieurs et aménagements de leurs abords, contribuer à une qualité architecturale et environnementale visant leur insertion harmonieuse dans le quartier dans lequel elle s'inscrit. Les propositions architecturales doivent contribuer à une mise en valeur pertinente des quartiers dans lesquels les projets s'inscrivent. Cette mise en valeur peut se justifier par la prise en compte soit d'une part, de références architecturales traditionnelles présentes sur le territoire aigues-mortais, sans verser vers le façadisme ou le mimétisme, soit d'autre part, par une recherche visant à favoriser l'introduction d'une plus grande diversité architecturale cohérente avec son environnement. L'OAP 3- Esparron, prévoit la conservation ou la démolition/reconstruction de la forme

Préserver le patrimoine traditionnel avec l'aménagement d'un espace réservé aux traditions camarguaises. **Valoriser et caractériser les entrées de ville** (giratoire des Flamands, route de Nîmes, D979 route du Grau du Roi) avec l'image d'Aigues-Mortes : paysages de la Camargue Gardoise, vues sur le patrimoine et la silhouette urbaine, etc. **Améliorer la qualité paysagère de la zone d'activité Terres de Camargue** pour une meilleure intégration dans la structure paysagère communale. **Promouvoir et renforcer la nature en ville** en confortant et ajustant l'équilibre entre végétal et urbain, **valoriser les abords du canal maritime** comme espace paysager participant à la nature en ville en restituant les chemins de halage, en dégageant les abords (chemin pédestre, viaRhona, renaturation…). **Renforcer le végétal dans les quartiers par la création d'espace végétalisé récréatif**, zone de rencontres et d'échanges, aire de pique-nique, etc. en zone urbaine.	urbaine type mas provençal au centre du secteur pour préserver un ilot peu dense et représentatif de l'habitat de type mas. Le PLU prévoit que les monuments Historiques identifiées sur la commune font l'objet d'une classification à part. Le sous-secteur UAn prévoit que les constructions et les installations nécessaires à la valorisation du grand site de la Camargue Gardoise sont autorisées. Le PLU prévoit la zone UT située dans l'emprise des Salins du Midi en autorisant uniquement le commerce de détail et l'artisanat en lien avec l'activité des Salins. L'objectif des OAP 6 et 7 se concentre sur deux des entrées de ville d'Aigues Mortes. La première à travers le développement d'un quartier mixte à proximité de la gare, en favorisant le renouvellement urbain à travers une qualité architecturale en cohérence avec le site patrimonial remarquable à proximité. Et Tandis que, la seconde OAP, à proximité des salins se caractérisera comme la nouvelle zone touristique des Salins du Midi. L'OAP 6 – Route de Nîmes prévoir la création de perméabilités douces entre la D979 et le canal pour permettre un meilleur maillage avec la viaRhona. Elle prévoit également de ménager les abords de la ViaRhôna. Le règlement prévoit le classement d'éléments de patrimoine paysager à protéger au titre du L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Les OAP prévoient, d'assurer la transition végétale, la création de frange végétale, assurer la transition végétale… L'OAP 5 des Tennis, prévoit la conservation d'arbre ainsi que la réalisation de plantation. L'OAP 8 du Mas prévoit elle aussi la préservation de bosquets d'arbres ainsi que la restauration d'espace naturelle pour servir de support de gestion hydraulique. L'OAP 3 – Esparron prévoit la création d'espace vert de quartier. L'OAP 5 – Tennis ; prévoit la création d'un espace vert de convivialité.

2C : renforcer la dynamique économique et touristique	
Préserver strictement les espaces et les milieux naturels restants sur la commune Assurer les fonctionnalités écologiques des corridors écologique : Pinède de Malamousque, Bois de Quincandon ou de la Fangassière, Bois des Mas du Petit et du Grand Chaumont, étang de la Marette, étang de Caitives, … **Préserver les cours d'eau et les milieux humides associés**, espaces clefs du bio climatisme, en maintenant leurs fonctionnalités écologique et hydraulique et en intégrant dans les projets une marge de recul suffisante en cas d'aménagement à proximité (Vidourle, Canal de Bougidou, étang de la Marette, étang de la Ville par exemple). **Protéger la trame verte et bleue**, regroupant les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques, dans et en-dehors des espaces urbanisés, tout en permettant leurs mises en valeur, ainsi que la préservation et remise en bon état de certains corridors écologiques. **Lutter contre les phénomènes de cabanisation et de mitage** dans les zones agricoles et naturelles. **Protéger les grands ensembles paysagers naturels et agricoles** et leurs structures paysagères : prés-salés, étangs, marais, boisement par exemple. **Maintenir voire renforcer le maillage bocager** support de biodiversité pour une faune/flore spécifique comme support de fonctionnement écologique. **Assurer la protection des biens et des personnes** au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement). **Lutter contre les îlots de chaleur** notamment en dédensifiant certains cœurs d'îlot en particulier au sein de la Cité, en intégrant des espaces végétalisés dans les opérations, en préservant certains îlots	Le PLU prévoit pour la trame verte que les arbres, haies et bosquets isolés doivent être préservés, sauf si les contraintes d'exploitation le justifient et que leur suppression est compensée à valeur équivalente à proximité immédiate. L'implantation des aménagements, installations et constructions doit prendre en compte les enjeux de perméabilité écologique en préservant le linéaire de haies existant, les bandes enherbées et les zones humides présentes sur les secteurs identifiés. Pour la trame bleue il est prévu une interdiction des constructions nouvelles pour les aménagements de surfaces, seules 10% pourront être imperméabilisées. Dans les ripisylves, la continuité du boisement doit être assurée par le maintien des arbres de haute tige. L'aménagement de cheminements sur les berges est autorisé sous condition qu'il soit perméable, d'une emprise restreinte pour limiter le piétinement. L'ensemble des espaces, des milieux et des trames naturels, agricoles et aquatiques nécessaires à la préservation de la biodiversité et à la valorisation des paysages sont protégés à travers un règlement respectant la loi Littoral en imposant : - L'interdiction d'étendre l'urbanisation en discontinuité, seule les exploitations agricoles et forestières peuvent s'y développer en dehors des règles applicables aux Espaces Remarquables et Caractéristiques du Littoral. L'évolution de l'existant et diverses dérogations prévues par le Code de l'urbanisme sont également prévus. - L'encadrement des aménagements légers autorisés par décret dans les Espaces Remarquables et Caractéristiques du Littoral. Les cultures marines et les activités économiques exigeant la proximité immédiates de l'eau sont autorisées sous-condition. - En classant les Espaces Boisés Significatifs de la loi Littoral en EBC.

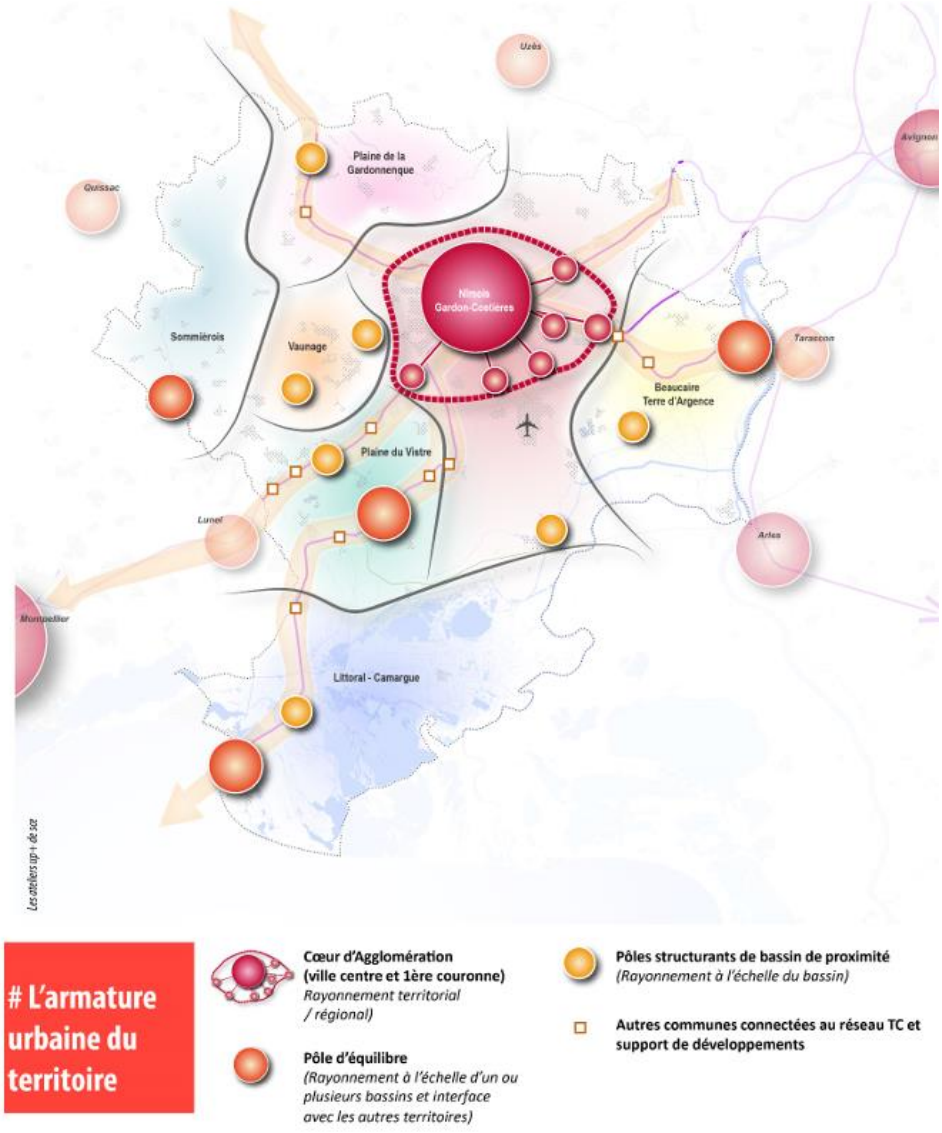
végétalisés existants (parc privé, jardins privés ...) en zone urbanisée qui y participent. **Préserver les milieux naturels captant du CO^2** (boisement, zones humides, zones agricoles...). **Promouvoir l'amélioration des performances énergétiques et environnementales** des bâtiments dans les opérations nouvelles ou dans l'existant, dans les équipements publics. **Tendre vers l'exemplarité environnementale** dans les opérations d'aménagement d'ensemble et limiter l'imperméabilisation en dehors des espaces déjà urbanisés. **Privilégier la production d'énergie renouvelable sur des secteurs déjà anthropisés** (parking, bâtiment, ...) en tenant compte de l'intégration paysagère et de la protection du patrimoine au regard des caractéristiques de la commune, et favoriser le développement des énergies renouvelables dans les nouvelles opérations (par exemple le Mas d'Avon). **Maintenir et restituer les continuités hydrauliques** et conserver un espace non aedificandi pour garantir l'entretien en bordure des cours d'eau/canaux/surfaces en eau et limiter l'imperméabilisation des sols (favoriser les dispositifs d'infiltration dans la gestion des eaux pluviales), de mettre en place les ouvrages en faveur des continuités hydrauliques. **Assurer la pérennité de la ressource en eau** en protégeant les sources d'approvisionnement et en maîtrisant l'urbanisation : optimiser les réseaux (atteindre de bons niveaux de rendement, éviter les pertes,) protéger les secteurs stratégiques de la ressource en eau, intégrer la présence de l'eau dans les projets. **Préserver les espaces littoraux** (loi Littoral) : protéger la bande littorale de l'urbanisation (bande des 100m dans les espaces non urbanisés, et Espaces Proches du Rivage),	Les haies sont encouragées par le règlement des zones A et N notamment. Le règlement graphique localise également plusieurs linéaires d'arbres, des plantations à réaliser et des éléments de paysages à protéger pour des motifs d'ordre écologique mais également des éléments du patrimoine paysager. La commune bénéficie de plusieurs plans de préventions des risques qui sont pris en compte lors de l'élaboration du PLU ou encore des cartes d'exposition (PPRI ; carte de l'exposition du retrait gonflement des argiles ; classement en zone 1 de la commune concernant l'exposition au radon.) Le règlement du PLU prévoit, qu'afin de lutter contre l'effet d'îlot de chaleur urbain, les matériaux absorbant peu le rayonnement solaire doivent être privilégiés. Pour l'ensemble des OAP, hormis la N°7, concernant les salins, il est prévu la limitation au strict nécessaire des surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques, des ressources et de lutte contre les ilots de chaleur urbains ; Le PLU prévoit que les interventions sur les constructions existantes doivent concourir à l'amélioration de leurs performances énergétiques et leurs qualités bioclimatiques, sans en dégrader le confort acoustique. L'OAP N°8 – Mas d'Avon ; prévoit d'atténuer les effets du changement climatique en misant d'abord sur la végétalisation et la désimperméabilisation pour rafraichir l'atmosphère par l'ombrage et l'évapotranspiration et en privilégiant des matériaux permettant de réduire les effets de surchauffe ; de favoriser le cycle naturel de l'eau et valoriser sa présence dans les aménagements. Il y aura également un maintien du système hydraulique existant et donc la préservation des fossés et de la végétation endémique ainsi que des ouvrages de compensation et de stockage des eaux pluviales intégrés au système hydraulique en favorisant de faibles profondeurs pour

maintenir des coupures naturelles et paysagères entre espaces bâtis, protéger les Espaces Remarquables du littoral, les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs.	favoriser les espaces multi-usages par temps secs et éviter de perturber les nappes souterraines peu profondes par endroit. Sur les 8 OAP du PLU, 7 sont en densification et renouvellement urbain, une seule est en extension. Le PLU autorise les équipements liés aux énergies renouvelables intégrés et adaptés à la logique architecturale des constructions et à leur environnement patrimonial et paysager.

LES OBJECTIFS DU SCOT EN MATIERE D'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION ET DE BESOINS EN LOGEMENT

Le SCoT du SUD GARD a été approuvé en 2019.

Celui-ci identifie Aigues-Mortes comme faisant partie du bassin « Littoral-Camargue », dans lequel le Grau-du-Roi est désigné comme Pôle d'équilibre. Aigues-Mortes est identifié comme un **pôle structurant de bassin de proximité**, cela signifie qu'elle anime son bassin de vie avec des équipements et des services, qui répondent aux besoins quotidiens ou hebdomadaires des habitants. De plus, elle est vouée à assurer un rôle de relai au développement du bassin de vie en appui du Grau-du-Roi.



Extrait du PADD du SCoT Sud Gard – Armature urbaine

EPCI	Nombre habitants à accueillir sur la période 2018-2030 (13 ans)	Production de logements entre 2018-2030 (13 ans)
Nimes Métropole	28190	20600
Petite Camargue	8350	6250
Rhony Vistre Virdoule	3915	3000
Pays de Sommières	4435	3500
Terre de Camargue	2090	1800
Beaucaire Terre d'Argence	5220	3650
TOTAL	52200	38800

Le SCoT prévoit pour l'EPCI « Terre de Camargue », dont fait partie Aigues-Mortes un accueil de 2090 habitants sur la période 2018-2030 (13ans) ; et une production de 1800 logements sur cette même période.

EPCI	Nombre logements	Renouvellement urbain (%)	Polarités (Nb de communes concernées)	Renouvellement urbain (%)	Foncier à mobiliser en extension (ha)	
Nimes Métropole	20600	45%	Ville Centre (1)	70%	46,0	324
			Cœur d'agglomération (7)	35%	71,0	
			Pôle structurant de bassin (3)	35%	45,0	
			villes/villages desservis (4)	38%	47,0	
			Autres villes/villages (24)	38%	115,0	
Petite Camargue	6250	45%	Pôle d'équilibre (1)	45%	56,0	112
			villes/villages desservis (3)	35%	50,0	
			Autres villes / villages (1)	70%	6,0	
Rhony Vistre Virdoule	3000	50%	Pôle structurant de bassin (1)	80%	4,0	55
			villes/villages desservis (4)	40%	25,0	
			Autres villes/villages (5)	45%	26,0	
Pays de Sommières	3500	50%	Pôle d'équilibre (1)	50%	8,0	67
			Pôle structurant de bassin (1)	35%	14,0	
			Autres villes/villages (1C)	50%	45,0	
Terre de Camargue	1800	55%	Pôle d'équilibre (1)	80%	5,0	30
			Pôle structurant de bassin (1)	40%	12,0	
			villes/villages desservis (1)	33%	13,0	
Beaucaire Terre d'Argence	3650	50%	Pôle d'équilibre (1)	80%	6,0	60
			Pôle structurant de bassin (1)	40%	35,0	
			Autres villes/villages (3)	45%	19,0	
Total	38800	50%				648

Le SCoT indique également que pour l'EPCI « Terre de Camargue », 55% des logements devront être produits en renouvellement urbain. La commune d'Aigues-Mortes correspondant au pôle structurant de l'EPCI, la production en renouvellement urbain de logement s'élèvera à 40%.

Une partie de la production de logements s'effectuera en extension, à l'échelle de Terre de Camargue cela concernera 30 ha ; quant à la commune d'Aigues-Mortes il s'agira de 12 ha.

PROSPECTIVE DEMOGRAPHIQUE ET BESOIN EN LOGEMENTS

Le projet politique de la commune vise en premier lieu à répondre aux besoins d'assurer le maintien de la population compte tenu de son rôle de son pôle structurant du bassin de proximité « Littoral-Camargue ». La question de la production de logement dans le PLU d'Aigues-Mortes est avant tout guidée par l'enjeu de répondre au parcours résidentiel des ménages, mais également de favoriser le développement d'une offre en hébergement touristique privilégiant en la qualité en vue de limiter la hausse de la production de résidences secondaires au détriment des résidences principales.

Les élus se sont engagés à affirmer une stratégie de développement en fonction des capacités du territoire au regard du contexte et ses contraintes physiques et naturelles (risques, environnement, topographie littoral…).

Cependant, la commune doit également répondre aux obligations de production de logements locatifs sociaux au titre de la Loi SRU. Afin de trouver un juste équilibre entre ces enjeux, et s'appuyant sur les documents supra-communaux déjà approuvés par les élus et les partenaires, le PADD du PLU d'Aigues Mortes s'appuie sur ses capacités de développement et la dynamique démographique désirée par les élus.

Ainsi, le PADD affirme sur 15 ans la production de 800 logements, soit 53 logements par an. Le détail de cet objectif est explicité aux pages suivantes.

JUSTIFICATION DES CHOIX – CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE, BESOINS EN LOGEMENTS

Les objectifs de production des logements dans le projet de révision du PLU d'Aigues-mortes permettent de répondre aux enjeux suivants :

- Maintenir une dynamique de construction neuve pour accueillir des habitants permanents, produire du logement social pour répondre aux besoins des habitants.
- Assurer le renouvellement de la population : l'accueil des jeunes et accompagner le vieillissement de la population avec des programmes de logements adaptés.
- Maintenir une attractivité pour attirer de nouveaux habitants.

Le parc de logements est aujourd'hui bloqué par une diversité de l'offre en logements et une pression foncière et immobilière rendant inaccessible une grande partie du parc pour les ménages. Les élus se sont engagés à affirmer une stratégie de développement en fonction des capacités du territoire en tenant compte des contraintes physiques et naturelles (risques, environnement, topographie…).

Afin de trouver un juste équilibre entre ces enjeux, et en s'appuyant sur les documents supra-communaux, déjà approuvés par les élus et les partenaires, les orientations du PADD d'Aigues-Mortes s'appuie a été débattu le 29 janvier 2025 et les hypothèses de travail se basent sur les données disponibles au moment du débat. Les données ci-dessous ont été réactualisées à l'arrêt.

Ainsi, comme indiqué dans le PADD, pour répondre aux besoins, il est nécessaire d'assurer au moins la production sur 15 ans de 800 logements soit 53 logements par an en moyenne dont environ 30% de logements locatifs sociaux et abordables.

Plusieurs hypothèses ont permis d'établir le scénario choisi, en compatibilité avec le SCoT en vigueur. Le point mort fixe un objectif de production de 45 logements par an (en appliquant les paramètres passés sur la période 2013-2019) uniquement pour maintenir la population sans croissance et en poursuivant les tendances passées, selon les détails ci-dessous :

	Données du scénario	Aigues-Mortes
Renouvellement du parc	Nombre de logements 2018	5228
	Nombre de logements 2013	5010
	Variation du parc de logements entre 2013 et 2018	218
	Nombre de logements commencés 2013 - 2018	305
	Renouvellement annuel moyen	**-17**
Fluidité du parc	RS + LV 2018	1384
	RS + LV 2013	1264
	Nombre de logements nécessaires à la fluidité du parc en moyenne par an	**24**
Desserrement	Population des ménages 2013	8372
	Nombre de ménages 2013	3747
	Taille moyenne des ménages 2018	2,15
	Desserrement annuel moyen	**30**
Point mort annuel		**36**

Les enjeux des tendances démographiques passées

Le scénario prospectif retenu tient compte des tendances INSEE sur la période 2013-2019. Avec une croissance démographique de +0.22% en moyenne par an sur cette période, cela correspond à une chute depuis la période précédente qui comptait une croissance de +1.38% par an.

Concernant la mixité sociale, la commune compte 11% de logements sociaux en 2020. L'enjeu est de poursuivre l'effort de production des logements sociaux, abordables, inclusifs, etc.. Dans un principe de solidarité territoriale.

La volonté publique est donc de soutenir un élargissement de l'offre de logements (logements accessibles à tous, diversité dans la taille des logement, ...), garantir un parc de logements attractifs et adaptés à tous pour maintenir la population et amorcer son renouvellement. Cette production de logements permettra également de maintenir un parc de logement permanent pour contenir la hausse des résidences secondaires (maitrise par la politique publique, logements sociaux et abordables, etc.). Produire des logements adaptés aux ménages vivants et souhaitant vivre sur la commune en anticipant le desserrement des ménages est un enjeu majeur : produire davantage de petits logements pour diversifier l'offre par un rééquilibrage face à la prépondérance de grands logements sur la commune et adapter en fonction des besoins le parc existant.

Ainsi le scénario retenu vise à :

- **Soutenir un rythme de production de logements tout type confondu** pour assurer la réponse aux besoins des ménages, le dynamisme et les équilibres de la commune, et le maintien des équipements publics, en particulier les équipements scolaires.
- **Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles** à la fois pour de l'accession à la propriété et pour le locatif en poursuivant la production de logements abordables dans des opérations d'ensemble et intégrés (accessibilité ...) en visant un objectif de 30% de logements locatifs sociaux et abordables à produire sur les 15 ans du PLU.
- **Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins** : accentuer la part des petits logements pour les jeunes, ménages sans enfants, personnes âgées tout en continuant à développer le parc des plus grands logements pour les familles, logements spécifiques adaptés...
- **Accompagner l'accueil des personnes âgées** avec des structures d'accueil adaptées innovantes.
- **Promouvoir dans les opérations d'aménagement d'ensemble de la mixité intergénérationnelle** et des logements aidés.
- **Conforter l'attractivité du centre-ville** notamment à travers la rénovation du parc de logements existants.

La présentation du scénario prospectif du PLU

Le scénario prospectif retenu tient compte à la fois des objectifs du SCoT, qui fixe pour le temps d'application du SCoT une production annuelle de logements qui tende à renforcer le poids démographique et la capacité d'accueil du pôle structurant de bassin de proximité.

Ainsi, le scénario retenu correspond à :

- **Un taux de croissance annuel moyen de la population d'environ 0,3% / an** soit environ 33 résidences principales par an en incluant la croissance démographiques et un desserrement des ménages légèrement moins fort (de -0.65%/an à -0.50%/an du fait du vieillissement engagé de la population mais aussi de la politique de production de logements abordables souhaitée par la commune, de typologie adaptée).
- Le taux de logements vacants d'Aigues-Mortes est de 5,9%. Une vacance de logements qui est en baisse au regard du caractère tendu du marché immobilier de la commune.
- Un taux de résidences secondaires de 60,6%. L'évolution des résidences secondaires étant peu maîtrisable, le taux de croissance annuel des résidences secondaires a été vu légèrement à la baisse par rapport à la volonté de la commune de permettre la mixité sociale à travers le logement abordables.

Le scénario de croissance démographique projeté pour Aigues-Mortes (+0,3% par an d'ici 2040) traduit une volonté d'assurer le renouvellement de la population et répondre aux besoins du bassin de population et venir en complément des pôles d'équilibre.

Le diagnostic territorial et la prospective s'appuie sur les données INSEE des tendances 2013-2019. Les dernières en date de 2021 démontrent un taux croissance annuel moyen de la population de +0,6% entre 2015 et 2021. La prospective démographique sur les mêmes tendances, c'est-à-dire une croissance maîtrisée de la population.

	Rappel : taux de croissance annuel moyen entre 2013-2019	**Scénario projet retenu**	***Commentaires***
Croissance démographique (TCAM)	**-0,26%**	**0,3%**	Le choix politique et stratégique porté à la fois dans le SCoT Sud Gard et dans le PLU d'Aigues-Mortes est de renforcer le rôle de pôle structurant tout en étant un appui des pôles d'équilibre. L'enjeu est donc de retrouver une croissance démographique durable et maîtrisée pour les 15 ans du PLU.
Desserrement des ménages (TCAM)	**-0,65%**	**-0,50%**	En 2021, selon l'INSEE la taille moyenne des ménages est fixée à 2.17 (pour 2.23 en 2015). Cette tendance à la baisse s'explique par le vieillissement engagé de la population mais aussi par la nécessité pour le territoire de diversifier l'offre en logements pour des ménages plus jeunes et plus petits. L'enjeu à travers la politique de diversification du parc de logements du territoire est de réguler la diminution de la taille moyenne des ménages qu'il est nécessaire de rééquilibrer pour la vitalité de la commune, le maintien des services, des activités

			en privilégiant l'accueil de ménages familiaux et actifs sur le territoire.
Besoin en résidences principales (croissance et desserrement) en moyenne		33	Les variables de croissance du seuil fait de la croissance démographique et du desserrement des ménages entrainent un besoin en production de 33 résidences principales.
Taux de logements vacants	5,9%		Un taux de logements vacants qui indique une forte demande et une offre limitée au sien d'un marché tendu.
Évolution du taux de logements vacants (TCAM)	-2.55%	-1%	Un taux de logements vacants en baisse dans un parc de logements déjà difficilement accessible (prix au m^2, typologie de logements…).
Estimation de besoins annuels en logements supplémentaires en lien avec la vacance		-3	La vacance du logement n'étant pas un sujet sur la commune d'Aigues-Mortes, il n'y a pas d'objectif de résorption de la vacance.
Taux de résidences secondaires	20,6%		Le taux de résidences secondaires en 2021 est de 20,2 % contre 19,5 % en 2015. Un taux en légère hausse sur la durée longue mais qui semble s'amoindrir sur la tendance courte (2019-2021.
Évolution du taux de résidences secondaires (TCAM)	2,9%	1,8%	Étant peu maitrisable, le taux de croissance annuel des résidences secondaires est vu légèrement à la baisse au regard de la volonté communale de favoriser les logements abordables dans les opérations de logements.
Estimation de besoins annuels en logements supplémentaires en lien avec les résidences secondaires		22	
Besoin annuel en logements pour le PLU		52	Le scénario choisi propose la production de 52 logements supplémentaires par an et cela en régulant le desserrement des ménages, en favorisant les logements abordables et avec une faible augmentation des résidences secondaires.

En appliquant ces hypothèses, le besoin annuel en logement est estimé à environ 52 logements par an soit environ 780 logements sur les 15 ans d'application du PLU.

La compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale Sud Gard

Les objectifs du SCoT en matière d'accroissement de la population et de besoins en logements

Le Document d'Orientations et d'Objectifs du SCoT Sud Gard affiche la volonté d'accueillir 73 000 habitants et de construire 54 000 logements à horizon 2030. Le SCoT répartit la production de logements et de logements locatifs sociaux par EPCI. Pour la CC Terre de Camargue, **le SCoT vise une production de 1 800 logements à horizon 2030. Cette production de logements est à se répartir entre les communes et dans le respect de l'armature urbaine définie par le PADD du SCoT.**

En faisant le poids de population, Aigues-Mortes représente 41,8% de la population de la CC Terre de Camargue. Ce qui représente un objectif de 756 logements à produire dans les 1 800 logements inscrits dans le SCoT.

La commune d'Aigues a pour objectif de produire entre 730 et 800 logements. Le scénario de production de logements prévu dans le PADD d'Aigues-Mortes est donc compatible avec l'objectif du SCoT.

De plus, la production effective prévue par le PLU en renouvellement urbain, en densification et en division parcellaire représente plus de 50% de la production future de logements projetée par le PLU, soit un PLU exemplaire en matière de renouvellement urbain par rapport au SCoT qui en exigeait 40%.

Les objectifs du SCoT en matière de densité

La densité communale minimales préconisée par le SCoT est de 30 logements/ha (hébergements saisonniers compris) dans une optique de sobriété foncière et de densification. A la vue de la réduction démographique importante et du choix de la commune il a été décidé de fixer une densité moyenne minimum visée de 30 logements/ha en moyenne en densification et en extension en tenant compte des caractéristiques des sites (site déjà partiellement urbanisé, contraintes de topographies, intégration paysagère, problématique des circulations et du stationnement ...). Cela se traduit dans les OAP :

- OAP Pataquière en densification d'une densité brute de 38 log/ha pour environ 50 logements sur 1,3 ha.
- OAP Chemin d'Esparron en densification d'une densité brute de 45 log/ha pour une production de 100 logements environ sur 2,2 ha.
- OAP Secteur des Tennis en renouvellement urbain d'une densité brute de 20 log/ha pour une production de 20 logements environ sur 0,7 ha.
- OAP Rue du Vistre en densification d'une densité brute de 4 log/ha pour une production de 10 logements environ sur 0,4 ha.
- OAP Le Bosquet en densification d'une densité brute de 4 log/ha pour une production sur 0,2 ha de 20 logements environ
- OAP route de Nîmes en densification d'une densité brute de 37 log/ha pour une production sur 0,8 ha de 40 logements environ

Au sein de l'enveloppe urbaine, la densité moyenne de logements totaux à l'hectare est de 43 log/ha. **Le détail de la production de logements projetés par le PLU sont explicités aux pages suivantes.**

Les objectifs de production de logements dans le PLU d'Aigues-Mortes

La remobilisation des logements vacants est un faible enjeu à Aigues-Mortes en particulier car d'une part la vacance sur une courte durée permet une fluidité du parc de logements et d'autre part, son parc de logements vacants tend à diminuer, limitant les possibilités de remobilisation importantes. Toutefois, la tendance longue indique un accroissement de la tension immobilière rapprochant le taux de vacances à 5%, seuil indicateur d'un marché immobilier extrêmement tendu. La commune compte 5.8% de logements vacants en 2019 et 5,7% en 2021, ce taux atteste de la pression immobilière locale.

La collectivité prévoit donc un certain nombre de résidences principales, en particulier du locatif social dans ses Orientations d'Aménagement et de Programmation afin d'assurer ses objectifs de croissance démographique en faveur de nouveaux habitants permanents. Les logements vacants structurels (vacants sur une longue durée) pourront être remobilisés au cas par cas à la marge au fur et à mesure des opportunités.

Concernant les friches, le territoire ne dispose pas de friches, que ce soit selon les données du CEREMA (cartofriches) ou selon les observations locales.

L'essentiel de l'effort de renouvellement urbain en amont des extensions de l'urbanisation sera donc porté sur la densification de l'enveloppe urbaine et par les divisions foncières. Toutefois la mutation des tissus et le renouvellement urbain représentent un potentiel de production de logements restant insuffisant pour répondre à l'enjeu de maintien de la population et de croissance démographique. L'analyse des risques (inondation et submersion essentiellement) et des sensibilités environnementales permet de compléter les objectifs de logements de la commune. De fait de nombreux risques et enjeux environnementaux, l'urbanisation en extension sur la commune est très limitée. La commune compte un unique secteur. En continuité du quartier Mas du Bosquet, à proximité du centre-ville et des équipements, ce secteur est stratégique pour assurer le maintien de la population avec notamment la production de logements nécessaires, améliorer le cadre de vie des habitants

En conclusion, une production d'environ 52 logements par an est rendu possible par la traduction réglementaire du PLU (zonage et OAP) : 388 logements en renouvellement urbain, densification et division parcellaire, soit plus de 50% de la production, et 350 logements en extension. Les dents creuses significatives sont encadrées par des OAP, elles concernent les secteurs de Pataquière et d'Esparron.

	Logements	dont social	% social
OAP densification et renouvellement urbain			
Pataquière	50	10	20%
Rue du Vistre	10	0	0%
Chemin d'Esparron	100	20	20%
Route de Nîmes	40	0	100%
Tennis	20	20	100%
Bosquet	20	20	43%
Autres projets non encadrés par des OAP	148	Des SMS ciblés sur des secteurs non encadrés par OAP.	
Sous-total	388	155	
Extension			
Mas d'avon habitat	350	105	30%
Total de logements à créer	738	260	35%

Les objectifs de mixité sociale et les outils du PLU mobilisés

La commune d'Aigues-Mortes n'est pas soumise à l'article 55 de la loi SRU. D'après les données issues du Répertoire du Logement Social, au 1er janvier 2024, Aigues-Mortes compte 426 logements locatifs sociaux. Le PLH de la Communauté de Communes Terre de Camargue 2025-2030 a été arrêté le 26 novembre 2024.

Cependant, la commune inscrit dans son PADD sa volonté de favoriser la mixité sociale afin notamment d'attirer les jeunes avec une offre de logements accessibles. Elle souhaite également diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel et répondre aux différents besoins.

Le Code de l'Urbanisme prévoit des outils dans le PLU permettant la mixité sociale au sein du parc de logements. La définition de secteurs de mixité sociale est une réponse à la nécessité de la croissance de l'offre en logements abordables dans le parc des résidences principales. La commune a fait le choix d'utiliser l'outil de la servitude de mixité sociale pour mettre en œuvre les objectifs du PADD. Cet outil permet de délimiter des secteurs pour lesquels un objectif minimal de production de logements sociaux s'applique.

La commune a souhaité mettre en place des servitudes de mixité sociale sur 4 secteurs en OAP et en zone UD sur du bâti communal. Dans ces secteurs, des taux allant de 20% à 100% de logements locatifs sociaux sont imposés sans seuil minimum de déclenchement de la servitude.

Au total, ce sont 260 logements locatifs sociaux prévus soit environ 35% de la production de logements, notamment par la mobilisation des OAP, prévue dans le PLU.

PARTIE 4 : JUSTIFICATION DE LA DELIMITATION DES ZONES DU REGLEMENT GRAPHIQUE

En application du Code de l'urbanisme, la présente partie établit les justifications du règlement graphique du PLU. Il prévoit de manière générale :

- Une mixité fonctionnelle en zone urbaine ou ouverte à l'urbanisation. C'est-à-dire que la plupart des destinations de construction sont admises dans la mesure où celles-ci ne sont pas nuisibles ou incompatibles avec la vocation résidentielle des bourgs et villages existants ;
- Une protection accrue des terres et l'activité agricole et de la vocation des différents secteurs naturels du territoire avec une limitation des constructions et des objectifs de préservation importants ;
- Un principe de continuité de l'urbanisation et de limitation de la consommation foncière et de l'étalement urbain.

CONSTRUCTION DU ZONAGE

L'article L.151-9 du Code de l'Urbanisme précise :

« *Le règlement délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger. Il peut préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits ou la nature des activités qui peuvent y être exercées et également prévoir l'interdiction de construire. Il peut définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées.* »

Le règlement a été construit en cohérence avec le PADD, en intégrant notamment :

- Les orientations du SCoT Sud-Gard ;
- Le PPRI communal ;
- Les objectifs nationaux en matière de modération de la consommation des espaces agricoles et naturels (SCoT, SRADDET) ;
- La prise en compte des spécificités de la commune, avec une déclinaison du zonage adaptée aux tissus urbains, aux contextes, aux paysages et à l'environnement local.

SUPERFICIE DES ZONES ET SECTEURS DU PLU

Le PLU divise le territoire en zones Urbaines, zones à Urbaniser, zones Agricoles et zones Naturelles. La surface des zones et des sous-secteurs du PLU permet de traduire réglementairement le PADD.

Le règlement graphique est divisé en 19 zones correspondantes chacune à des espaces spécifiques, dont :

- 10 zones Urbaines (U) dont 11 sous-secteurs ;
- 2 zone à Urbaniser (AU) dont 2 sous-secteurs;
- 3 zones Agricoles (A) ;
- 4 zones Naturelles (N)

Zone	Description du secteur	Indice	Superficie (en ha)
ZONE URBAINE DITE « U »	Zone correspondant au périmètre du site patrimonial remarquable et au futur périmètre d'application du projet de PSMV. Le secteur recouvre les constructions implantées en ordre urbain continu dense.	UA (secteurs UAa,UAc, UAe et UAn)	66.63 ha
	Quartiers en accroche avec les équipements publics et la Cité, comportant un potentiel d'intensification urbaine.	UB	26.29 ha
	Secteur l comportant un tissu commercial de quartier.	UC	2.68 ha
	Zone résidentielle à dominance pavillonnaire.	UD (secteurs Uda ; UDb ; UDc ; UDm ; UDsc)	124.14 ha
	Correspond à la zone d'activités Terre de Camargue.	UE	12.05 ha
	Zone urbanisée correspondant à l'accueil d'équipements publics existants ou futurs.	Ueq	5.86 ha
	Correspond au quartier de Malamousque, secteur déjà urbanisé (SDU) défini par le SCoT au titre de la Loi Littoral.	UH	9.67 ha
	Correspond au secteur de mixité fonctionnelle avec un potentiel de renouvellement urbain, route de Nîmes	UN	14.11 ha
	Correspond à la zone à vocation d'accueil, d'activités et	UT	2.80 ha

	hébergement touristique situé dans l'emprise des Salins du Midi.		
	Correspond à l'emprise de la voie ferrée.	UV	9.08 ha
ZONE A URBANISER DITE « AU »	Correspond à la zone à urbaniser du secteur du Mas d'Avon, secteur à vocation d'habitat et d'équipements publics.	1AU	5.62 ha
	Correspond à la zone à urbaniser du secteur du Mas d'Avon, secteur à vocation d'habitat et d'équipements publics.	2AU	6.75 ha
ZONE AGRICOLE DITE « A »	Correspond aux zones de richesses naturelles à protéger en raison de la valeur agricole des terres.	Aa	1559.64 ha
	Correspond aux zones de richesses naturelles à protéger en raison de la valeur agricole des terres.	Ap	32.31 ha
	Correspond au secteur d'exploitation salinière. Zone de richesses naturelles à protéger en raison de la valeur agricole des terres avec des qualités paysagères à préserver.	As	1602.68 ha
ZONE NATURELLE DITE « N »	La zone Nn correspond aux secteurs équipés ou non, à protéger en raison soit : 1.de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysagers et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique	Nn	872,4

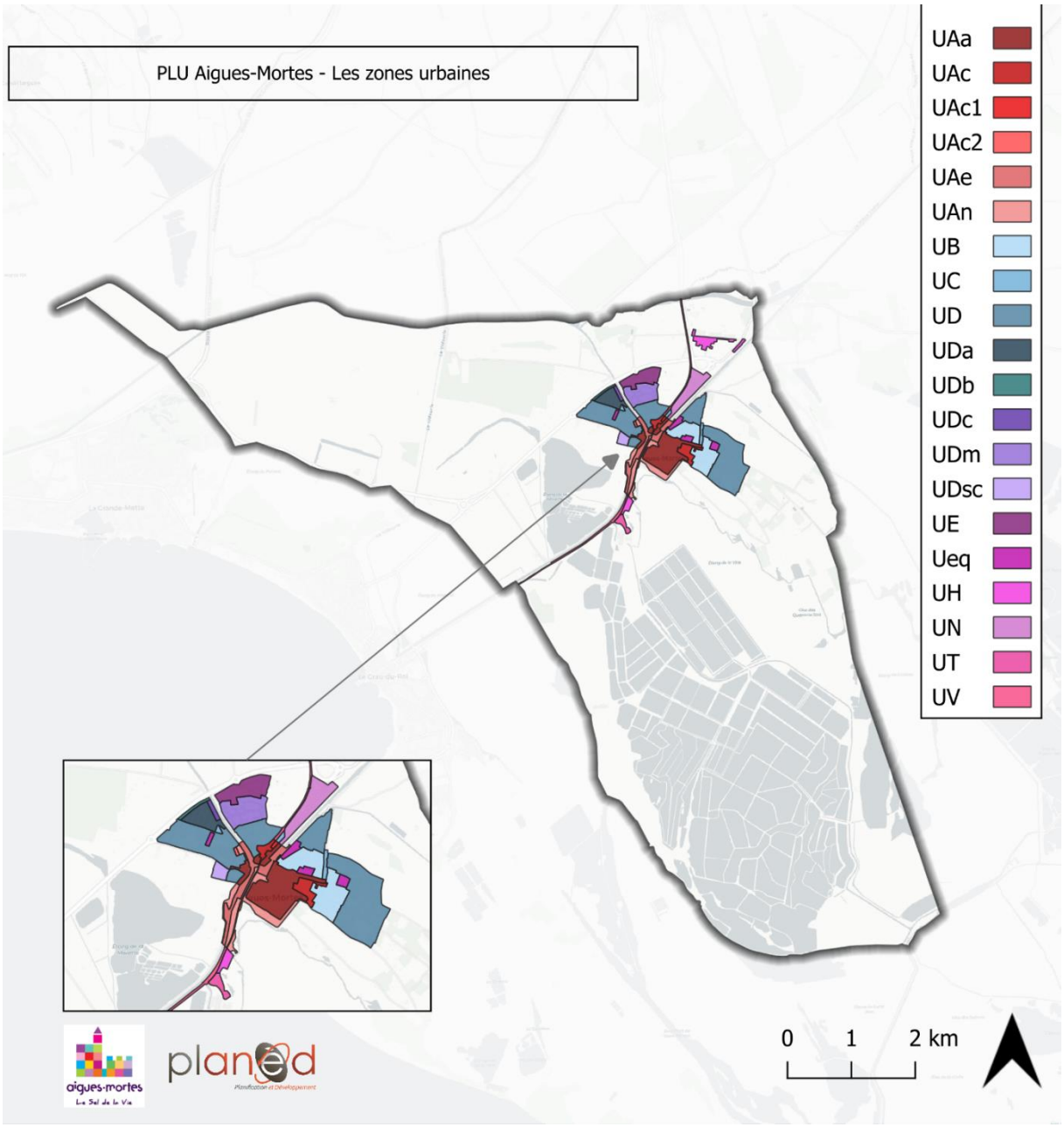
	2. de leur caractère d'espaces naturels		
	Correspond aux espaces naturels ou aménagés correspondant aux berges des canaux et chenal maritime en milieu urbain.	Nc	131.39
	La zone Neq correspond aux secteurs équipés ou non, à protéger en raison soit : 1.de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysagers et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique 2. de leur caractère d'espaces naturels La zone Neq comporte l'équipement publique de la déchetterie.	Neq	1,96
	Correspond aux espaces naturels localisés dans le site Classé. Zone à protéger en raison de la qualité du paysage ou de la présence de risques naturels.	Nsc	1278.29

REGLEMENT APPLICABLE AUX ZONES URBAINES « U »

La zone Urbaine (zone « U ») correspond aux secteurs déjà urbanisés, où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. Les principaux objectifs sont de :

- Favoriser la constructibilité au sein des tissus existants, l'intensification des espaces bâtis et le renouvellement urbain grâce à des règles souples permettant une diversité des projets ;
- Développer l'offre résidentielle et de services, commerces de proximité dans une logique de mixité fonctionnelle ;
- Adapter les règles en fonction des contextes urbains existants afin de prendre en compte les spécificités du territoire.

La zone urbaine du PLU de Aigues-Mortes représente 4.8 % du territoire, soit 273.31 hectares.


PLU Aigues-Mortes - Les zones urbaines
UAa
UAc
UAc1
UAc2
UAe
UAn
UB
UC
UD
UDa
UDb
UDc
UDm
UDsc
UE
Ueq
UH
UN
UT
UV
0
1
2 km

Présentation générale		Objectifs et orientations du PADD	Justification de la délimitation de la zone
Indice	Affectation		
UA	La zone UA correspond aux secteurs inscrits dans le périmètre du site patrimonial remarquable et par le Plan de sauvegarde et de mise en valeur le cas échéant. Les périmètres localisés en zone UA présentent donc des intérêts architecturaux, historiques ou culturels particuliers. L'harmonisation entre la protection, la conservation, la mise en valeur et les fonctions urbaines est la préoccupation principale sur la zone. La création de divers sous-secteurs permet de tenir compte des spécificités de chacun : - Le sous-secteur UAa correspondant à la zone de bâti dense (intramuros et faubourgs) ; - Le sous-secteur UAc correspondant à une zone de moyenne densité et comprenant deux secteurs : UAc1 correspondant au secteur de la gare dédié au projet de pôle médical et UAc2 au mas Rolland ; Le secteur UAc simple correspond également à la	**Renforcer la dynamique économique et touristique** Par ses richesses patrimoniales et naturelles, la commune d'Aigues-Mortes, labellisée Grand Site, bénéficie d'une attractivité touristique reconnue. • Accompagner le développement touristique en lien avec les activités traditionnelles du territoire. **Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée** Riche d'un patrimoine naturel et bâti exceptionnel, la commune d'Aigues-Mortes possède tous les atouts pour garantir un cadre de vie de qualité à ses habitants. • Valoriser le centre historique en lien avec le Site Patrimonial Remarquable et le Grand Site de France : requalifier les espaces publics autour des remparts en améliorant la qualité des aménagements et la lecture urbaine, mettre en valeur l'entrée historique de la ville et les remparts. • Valorisation des monuments emblématiques, protéger le patrimoine bâti remarquable intra-muros et extra-muros en particulier l'habitat isolé	La zone UA concerne le centre-ville et le coeur historique d'Aigues-Mortes mais plus spécifiquement les espaces concernés par le site patrimonial remarquable. La zone UA correspond au noyau historique denses de la commune, là où les autres sous-secteurs cibles des périmètres bien précis au regard de leurs enjeux spécifiques. Constitué de formes urbaines denses. Il convient ainsi de préserver et mettre en valeur les caractéristiques architecturales, urbaines et paysagères du site. Le secteur UAe correspond au DPM du canal en plein centre-historique. Le périmètre est donc déterminé par le parcellaire du canal et les occupations, les petits pontons et le mouillage de bateaux étant présent à proximité du centre urbain. Le canal se poursuit en zone Nc lorsque les caractéristiques naturels priment. Le tissu urbain est resserré et les constructions sont implantées en ordre continu. Elles sont de type maison de ville essentiellement accolées les unes aux autres formant un ensemble assez étroit. Leur hauteur varie de R+3 au coeur du centre à R+1 sur les pourtours. Une logique de dégressivité des densités est présente avec un secteur UAa dense et des secteurs UAc de densité moyennes, les autres zones U poursuivant cette logique.

	voie ferrée sur laquelle le DPF s'applique. - Le sous-secteur UAe correspondant au domaine maritime, notamment le canal en lien avec le bourg et l'urbanisation historique ; - - Le sous-secteur UAn correspondant aux espaces habités avec une forte composante naturelle en transition entre la ville et les zones humides. L'urbanisation y est fortement limitée.	traditionnel en permettant des possibilités d'évolution raisonnées (logement, activité, hébergement touristique). • Garantir une qualité paysagère globale qualitative, représentative de la Camargue Gardoise afin de ne pas créer une protection différenciée entre les sites protégés (SPR, site inscrit et classé) et le reste de la commune (entrées de ville, zone d'activité, espaces publics en dehors du périmètre de protection des abords ...). • Promouvoir et renforcer la nature en ville en confortant et ajustant l'équilibre entre végétal et urbain. **Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique** • Privilégier la production d'énergie renouvelable sur des secteurs déjà anthropisés (parking, bâtiment, ...) en tenant compte de l'intégration paysagère et de la protection du patrimoine au regard des caractéristiques de la commune.	Le règlement de la zone UA vise à respecter la forme urbaine privilégiant une implantation dense et continue le long des voies et la typologie traditionnelle des bâtiments avec des spécificités comme les secteurs UAc dédiés à des projets spécifiques et un secteur UAn secteur de transition entre l'urbain, le canal et les espaces agricoles et naturels. Le règlement s'assure de la restriction de la constructibilité sur le secteur, de même que sur le DPM. La zone englobe les commerces situés aux alentours de la place Saint-Louis. L'objectif est de développer la mixité des fonctions urbaines, de mettre en valeur le patrimoine architectural avec de fortes restrictions sur les caractéristiques architecturaux, au développement d'installations produisant des énergies renouvelables, etc. ainsi que de valoriser les espaces publics.
UB	La zone UB correspond aux quartiers en accroche avec les équipements publics et	**Stimuler l'offre de logements pour l'habitat permanent et**	La zone UB correspond à des secteurs situés uniquement en première couronne à l'est du canal et du centre-

	la Cité, comportant un potentiel d'intensification urbaine.	**assurer un équilibre générationnel** ● Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles à la fois pour de l'accession à la propriété et pour le locatif en poursuivant la production de logements abordables dans des opérations d'ensemble et intégrés (accessibilité ...) en visant un objectif de 30% de logements locatifs sociaux et abordables à produire sur les 15 ans du PLU. ● Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins : accentuer la part des petits logements pour les jeunes, ménages sans enfants, personnes âgées tout en continuant à développer le parc des plus grands logements pour les familles, logements spécifiques adaptés... **Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière** ● Veiller au respect de la qualité et cohérence de l'urbanisation, réaliser des opérations de densification et/ou de renouvellement urbain ciblées	ville. Elle représente la délimitation des premières extensions du centre-ville. Le site est à proximité des équipements publics principaux. Ces secteurs sont à dominante résidentielle et de densité relativement importante avec de l'habitat individuel en R+1 et de l'habitat groupé. L'objectif est de densifier ce secteur clé très proche du centre-ville et équipés en assainissement collectif. La densité a ainsi vocation à être élevée. L'OAP Tennis prévoit une opération de renouvellement urbain sur une partie du périmètre des terrains de tennis contribuant aux objectifs du PADD.

		• Réduire la consommation d'espace prévue dans le PLU en fixant une consommation d'espace d'au moins 50% à horizon 15 ans d'application du PLU. Environ une dizaine d'hectares seront mobilisés à vocation d'habitat et d'équipements publics.	
UC	La zone UC correspond à un secteur à dominante résidentiel comportant un tissu commercial de quartier. Deux zones sont présentes sur le territoire, l'une le long de la rue du vieux Bourgidou et l'une le long de la D979	**Renforcer la dynamique économique et touristique** • Conforter le centre-ville comme centralité du quotidien et touristique, lieu de vie animé : maintien des commerces dans les polarités du centre-ville, diversification des commerces et services et conforter le parc de logements de résidences principales.	Cette zone correspondant à plisueurs secteurs avec une vocation de centralité de quartier : chemin du Mas d'Avon, les Boudres, route de Nîmes a vocation mixité autorise les habitations mais également les petits locaux commerciaux. La surface de plancher est limitée à 150 m^2 pour les locaux commerciaux et les services accueillant de la clientèle ce qui permet une évolution des locaux dans la limite du seuil maximal imposé.
UD	La zone UD correspond aux restes du tissu urbain mixte du territoire. Moins denses que les trois autres zones, elle se caractérise aussi par une diversité de morphologies justifiant des sous-secteurs différents notamment au quartier des Boudres. La marine en continuité du quartier est classé en UDm au regard de sa spécificité touristique et morphologique. Le secteur urbain habité au sein du site classé correspond au secteur UDsc.	**Stimuler l'offre de logements pour l'habitat permanent et assurer un équilibre générationnel** • Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles à la fois pour de l'accession à la propriété et pour le locatif en poursuivant la production de logements abordables dans des opérations d'ensemble et intégrés (accessibilité ...) en visant un objectif de 30% de logements locatifs sociaux et abordables à produire sur les 15 ans du PLU. • Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux	Les quartiers sont très diversifiés. Les secteurs UDa, UDb et UDc forment un ensemble urbain de bâti individuel et individuel groupé principalement en R+1. L'orientation du bâti, leur organisation et leur distance par rapport aux axes routiers rendent nécessaire des variation de règles. Les quartiers UD correspond de manière général à la dernière couronne de l'enveloppe urbaine et dispose d'un potentiel de densification important. Ils regroupent les ZAC des Boudres, des Marinas. La zone UDsc correspond à la zone urbaine inscrite dans le site classé.

		besoins : accentuer la part des petits logements pour les jeunes, ménages sans enfants, personnes âgées tout en continuant à développer le parc des plus grands logements pour les familles, logements spécifiques adaptés • Promouvoir dans les opérations d'aménagement d'ensemble de la mixité intergénérationnelle et des logements aidés. **Renforcer la dynamique économique et touristique** ● Accompagner le développement touristique en lien avec les activités traditionnelles du territoire. ● Favoriser le développement d'une offre en hébergement touristique privilégiant la qualité.	Le quartier de la marina relié directement au canal demande un encadrement spécifique, notamment concernant l'implantation des constructions par rapport aux emprises publiques et par rapport aux limites séparatives. Les activités touristiques du bourg y sont confortées dans le cadre préservé de la marina. L'objectif au travers du PLU est de permettre la densification des dents creuses sans compromettre la qualité architecturale et sans négliger les espaces d'aération dans le tissu urbain nécessaires. Quatre OAP en densification couvrent la zone UD.
UE	La zone UE correspond à la zone d'activités Terre de Camargue localisée au nord-est du bourg, le long de la D62. L'encadrement de son développement est stratégique sur trois niveaux : - La limitation de la consommation foncière - La dynamisation de l'économie d'un territoire vieillissant - L'amélioration de la qualité des entrées	**Renforcer la dynamique économique et touristique** ● **Conforter la zone d'activités Terres de Camargue** dans son rôle de polarité économique dans l'intercommunalité : mobiliser le foncier libre, mutation et densification. **Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière**	La zone UE correspond à la zone d'activités de la commune. Ce secteur demande un encadrement spécifique du fait de sa vocation économique propre. C'est la seule zone de ce type sur le territoire. Elle est délimitée par la D62, les quartiers pavillonnaires au sud et à l'Est de la zone naturelle. Afin de permettre le développement économique de la zone, plusieurs règles valorisent la création et l'évolution des locaux. Les destinations à usages commerciales, d'activités, de services et

	de ville notamment concernant la préservation d'une frange végétalisée avec les axes routiers et la sécurisation des mobilités.	• **Réduire la consommation d'espace prévue dans le PLU** en fixant une consommation d'espace d'au moins 50% à horizon 15 ans d'application du PLU. Environ une dizaine d'hectares seront mobilisés à vocation d'habitat et d'équipements publics. Aucune consommation d'espace à vocation économique en extension de l'urbanisation n'est prévue au projet. **Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée** • Améliorer la qualité paysagère de la zone d'activité Terres de Camargue pour une meilleure intégration dans la structure paysagère communale	d'équipements publics sont autorisées. Les règles d'emprise au sol sont également généreuses pour favoriser la densification des activités dans le périmètre existant. Le règlement favorise aussi la densification par le haut.
Ueq	Le secteur Ueq correspond à une destination spécifique dédiée à l'accueil d'équipements publics, qu'ils soient existants ou futurs. Trois secteurs Ueq sont localisés au sein du bourg. L'un correspond au cimetière et les deux autres aux équipements scolaires et culturels.	**Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer un équilibre générationnel** • **Soutenir un rythme de production de logements tout type confondu** en produisant 53 logements/an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans et ainsi stabiliser la croissance démographique à environ 0.3% sur les 15 prochaines années pour	La zone Ueq limite fortement les destinations autorisées pour ne correspondre qu'aux équipements d'intérêt collectif et de services publics. Les dispositions communes à toutes les zones s'appliquent à quelques exceptions comme les espaces libres de pleine terre d'un minimum de 5%. La grande liberté offerte par le règlement a vocation à permettre aux équipements présents d'évoluer au grès des besoins. Ces équipements permettent notamment à la fois de soutenir la

		assurer la réponse aux besoins des ménages, le dynamisme et les équilibres de la commune, et le maintien des équipements publics, en particulier les équipements scolaires.	dynamique démographique mais également à s'adapter à elle.
UH	La zone UH correspond au quartier de Malamousque et de la Pêcherie, secteur déjà urbanisé (SDU) défini par le SCoT au titre de la Loi Littoral.	**Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière** • Réduire la consommation d'espace prévue dans le PLU en. • Mettre le territoire sur une trajectoire de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) :	De par son caractère historique de l'urbanisation des années 50-60, le quartier de la Pêcherie est délimité différemment du secteur UAn qui ne peuvent accueillir de nouvelles constructions à destination de logements et d'hébergement notamment. Le changement de destination y est également interdit. Le quartier de Malamousque est lui caractérisé par une urbanisation plus récente mais qui s'est regroupé en bâtis autour d'exploitations agricoles. Au contraire, en zone UH, il est spécifié que les extensions et la construction d'annexe sont autorisées, il en est de même pour les piscines. Quelques locaux techniques et d'intérêt collectifs y sont autorisés sous condition.
UN	La zone UN correspond au secteur concerné par de la mixité fonctionnelle et avec un potentiel de renouvellement urbain le long de la route de Nîmes.	**Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer un équilibre générationnel** • **Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles** à la fois pour de l'accession à la propriété et pour le locatif en poursuivant la production de logements abordables dans des opérations d'ensemble et intégrés (accessibilité ...) en visant un objectif	Le secteur a vocation à se diversifier et notamment pour permettre une requalification du secteur en y développer de l'habitat et d'encadrer les activités et les services notamment, en améliorant les mobilités du territoire (mobilité douce, PEM, stationnement en entrée de ville limitant la circulation au centre, etc.). Le cadre paysager sera également conforté à travers l'OAP route de Nîmes. Le règlement graphique définit plusieurs hauteurs pour correspondre aux fonctions variées sur le secteur.

		de 30% de logements locatifs sociaux et abordables à produire sur les 15 ans du PLU. • **Promouvoir dans les opérations d'aménagement d'ensemble de la mixité intergénérationnelle** et des logements aidés. **Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous** • **Créer un nouveau franchissement du canal** comme nouvelle entrée de ville, via le Chemin du Mas d'Avon afin de diffuser les flux et désengorger le centre-ville en période touristique. • **Hiérarchiser et renforcer le maillage viaire structurant** pour améliorer l'accès au centre, désengorger les quartiers Est/ Nord et Centre et ainsi capter les flux en amont du centre-ville par des parkings de délestage. • **Développer une offre en stationnement complémentaire** à celle du centre-ville pour soulager les aires de stationnement en centre-ville (par exemple, création d'un parking aux abords du pôle Constance ou en entrée de ville nord pour	Les nouveaux logements sont autorisés ainsi que les hôtels. Les activités existantes d'artisanat, de commerce, de restauration etc. n'ont vocation qu'à évoluer.

		accueillir les bus et véhicules de tourisme). • **Développer les alternatives en transport en commun de type navette routière ou liaisons fluviales par un bateau-bus** (entre le nouveau parking nord et le centre-ville en saison estivale pour permettre le report des stationnements des véhicules touristiques et offrir une alternative à la voiture pour accéder au centre-ville). • **Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos)** à l'échelle de la ville, la connexion avec la viaRhona, **requalifier les quais, les berges des canaux** pour faciliter les circulations douces et développer le réseau cyclable en s'appuyant sur les cours d'eau. **Renforcer la dynamique économique et touristique** • **Requalifier et encadrer le développement de l'activité commerciale** en entrée de ville Route de Nîmes. **Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière**	

		• **Développer la mixité fonctionnelle sur l'entrée de ville route de Nîmes en s'appuyant sur les secteurs mutables** pour créer un quartier à vivre. • **Travailler sur des formes urbaines mixtes qui permettent de tenir les objectifs de modération de la consommation de l'espace tout en répondant aux objectifs de cohérence et de qualité urbaine et d'accueil de population.** **Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée** • **Valoriser et caractériser les entrées de ville** (giratoire des Flamands, route de Nîmes, D979 route du Grau du Roi) avec l'image d'Aigues-Mortes : paysages de la Camargue Gardoise, vues sur le patrimoine et la silhouette urbaine, etc.	
UT	La zone UT concerne la zone à vocation d'accueil, d'activités et hébergement touristique située dans l'emprise des Salins du Midi.	**Renforcer le dynamisme économique et touristique** • **Accompagner le développement touristique** en lien avec les activités traditionnelles du territoire. • **Favoriser le développement d'une offre en hébergement**	Localisé au sud de l'enveloppe urbaine d'Aigues-Mortes, ce site accueille des espaces touristiques à proximité des salins. Il s'agit d'encadrer l'évolution du site vers de l'hôtellerie, de la restauration La hauteur est réglementée à 8,5 mètres au faîtage afin de rester cohérent avec la morphologie du lieu. Le fort coefficient d'emprise au sol (4000 m^2) et limité par une obligation

		touristique privilégiant la qualité. • **Accompagner la diversification des activités des Salins,** site emblématique d'Aigues-Mortes, vers de l'hébergement touristique et avec la requalification de la zone d'accueil touristique**.** • **Pérenniser la filière agricole et promouvoir la production agricole locale** (activité salicole, viticulture, élevage,...), les circuits courts et la diversité des activités, favoriser la reconquête agricole. **Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée** • **Valorisation des monuments emblématiques, protéger le patrimoine bâti remarquable** intra-muros et extra-muros en particulier l'habitat isolé traditionnel en permettant des possibilités d'évolution raisonnées (logement, activité, hébergement touristique). • **Valoriser et caractériser les entrées de ville** (giratoire des Flamands, route de Nîmes, D979 route du Grau du Roi) avec l'image d'Aigues-Mortes : paysages de la Camargue	de maintenir 20% de la superficie totale de la zone en espace vert.

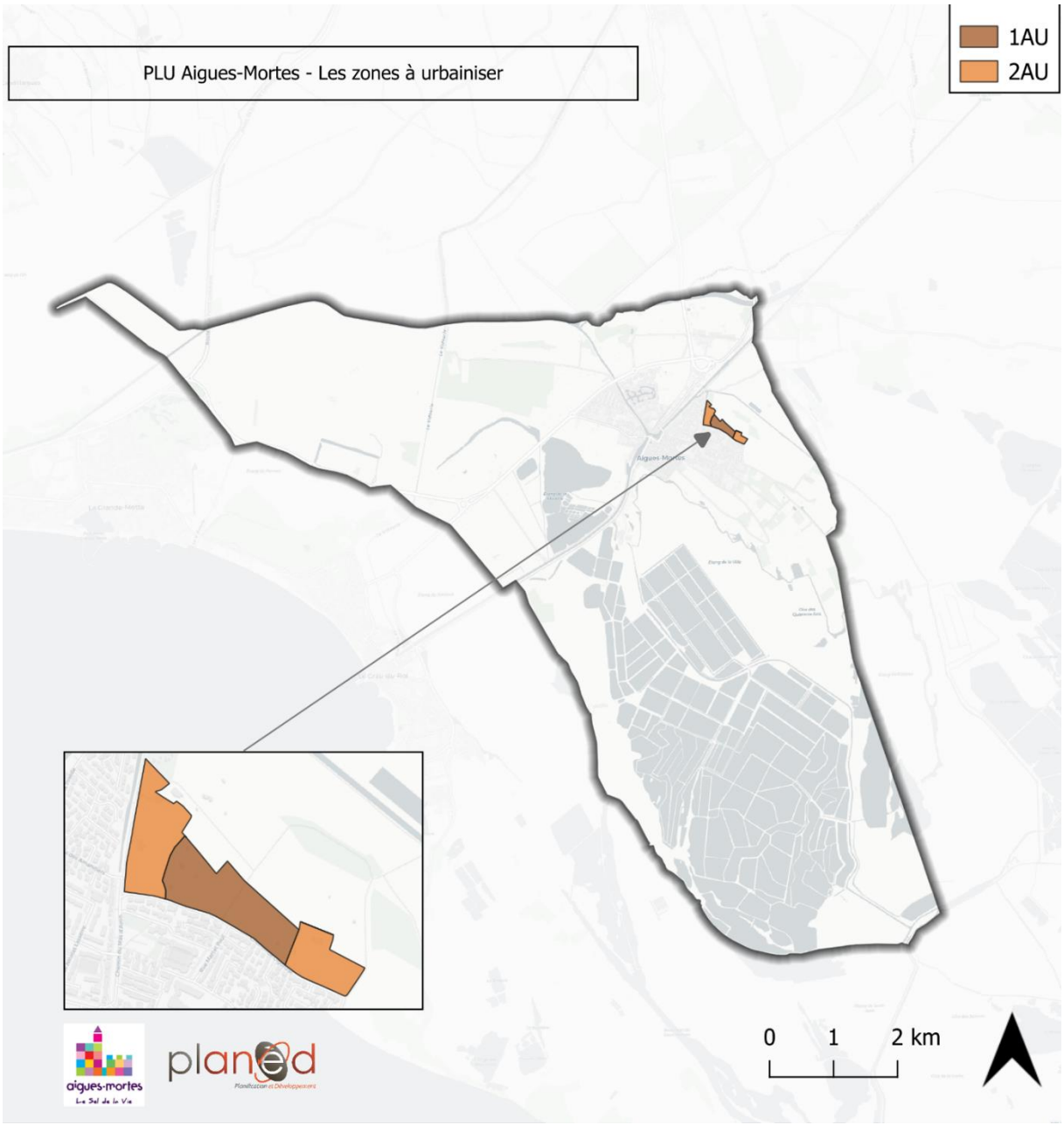
		Gardoise, vues sur le patrimoine et la silhouette urbaine, etc.	
UV	La zone UV correspond à l'emprise de la voie ferrée, notamment le DPF en dehors et à la limite du bourg d'Aigues-Mortes.	La création de cette zone est nécessaire pour tenir compte du Domaine Public Ferroviaire. Son entretien contribue au renforcement des mobilités alternatives à la voiture.	Seules les occupations du sol et les évolutions nécessaires au fonctionnement du service public ferroviaire sont autorisées.

REGLEMENT APPLICABLE AUX ZONES A URBANISER « AU »

La zone AU correspond à des secteurs non bâtis destinés à être ouverts à l'urbanisation. Il s'agit de secteurs d'urbanisation future à vocation d'équipement public, appelés à être aménagés à court ou moyen terme.

Ces secteurs se situent en continuité de l'urbanisation existante et ont été délimités en fonction du contexte en prenant en compte les différents paramètres suivants : les espaces les moins impactant pour le paysage, l'environnement ou la qualité des terres agricoles, avec en plus la proximité des réseaux. Ces secteurs sont soumis aux prescriptions d'OAP. L'objectif des OAP sur les zones à urbaniser est de répondre aux besoins de développement urbain, en complément des démarches de densification, renouvellement urbain et mutations promues dans le cadre de la révision du PLU.

Au total la zone AU couvre 12,37 hectares soit 0.2% du territoire.


PLU Aigues-Mortes - Les zones à urbainiser
1AU
2AU
0
1
2 km

Présentation générale		Objectifs et orientations du PADD	Justification de la délimitation de la zone
Indice	Affectation		
1AU	Correspond à une partie de la zone à urbaniser différée du secteur du Mas d'Avon, secteur à vocation d'habitat et d'équipements publics.	**Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer un équilibre générationnel** • **Soutenir un rythme de production de logements tout type confondu** en produisant 53 logements/an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans et ainsi stabiliser la croissance démographique à environ 0.3% sur les 15 prochaines années pour assurer la réponse aux besoins des ménages, le dynamisme et les équilibres de la commune, et le maintien des équipements publics, en particulier les équipements scolaires. • **Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles** à la fois pour de l'accession à la propriété et pour le locatif en poursuivant la production de logements abordables dans des opérations d'ensemble et intégrés (accessibilité ...) en visant un objectif de 30% de logements locatifs sociaux et abordables à produire sur les 15 ans du PLU.	La zone a vocation à compléter l'opération prévue dans l'OAP du Mas d'Avon. Son ouverture est conditionnée dans le règlement. Il s'agit d'une partie du dernier secteur d'extension sur la commune autorisé par le PPRI.
2AU	Correspond à une partie de la zone à urbaniser du secteur du Mas d'Avon, secteur à vocation d'habitat et d'équipements publics.		La zone concerne un futur quartier à aménager au nord d'Aigues-Mortes. Elle se divise en deux périmètres distincts qui ont vocation à être ouvert à l'urbanisation en premier par rapport à la zone 1AU. L'OAP le Mas d'Avon calibre le calendrier, la vocation et la qualité de l'aménagement du secteur avec notamment la localisation du stationnement, des secteurs d'habitats, de l'implantation des commerces en bord de voirie, les principes de mobilité à respecter et les espaces verts et paysagers à conforter ou à créer. Le projet prévoit notamment une forte proportion de logements sociaux. Le projet prévoit notamment un agencement limitant les

		Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous • **Développer une offre en stationnement complémentaire** à celle du centre-ville pour soulager les aires de stationnement en centre-ville (par exemple, création d'un parking aux abords du pôle Constance ou en entrée de ville nord pour accueillir les bus et véhicules de tourisme). • **Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos)** à l'échelle de la ville, la connexion avec la viaRhona, **requalifier les quais, les berges des canaux** pour faciliter les circulations douces et développer le réseau cyclable en s'appuyant sur les cours d'eau. **Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière** • **Développer le quartier du Mas d'Avon** dans un objectif de quartier à vivre : accueillir des équipements sportifs et de loisirs à vocation communale, répondre par la production de logements à une grande part des besoins de desserrement des ménages et d'accueil de population, favoriser la	impacts environnementaux et assurant les continuité TVB. Le projet prévoit également de renforcer l'armature du petit commerce du bourg avec une implantation en bord de route et une surface de plancher limitée à 150 m^2 pour les petits commerces.

		mixité sociale et intergénérationnelle (dont les jeunes ménages) dans une ambition de qualité urbaine, architecturale, paysagère et de haute valeur environnementale. Créer un quartier intégré harmonieusement dans le site et fixant la lisière urbaine. **Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique** • Assurer les fonctionnalités écologiques des corridors écologique : Pinède de Malamousque, Bois de Quincandon ou de la Fangassière, Bois des Mas du Petit et du Grand Chaumont, étang de la Marette, étang de Caitives, …	

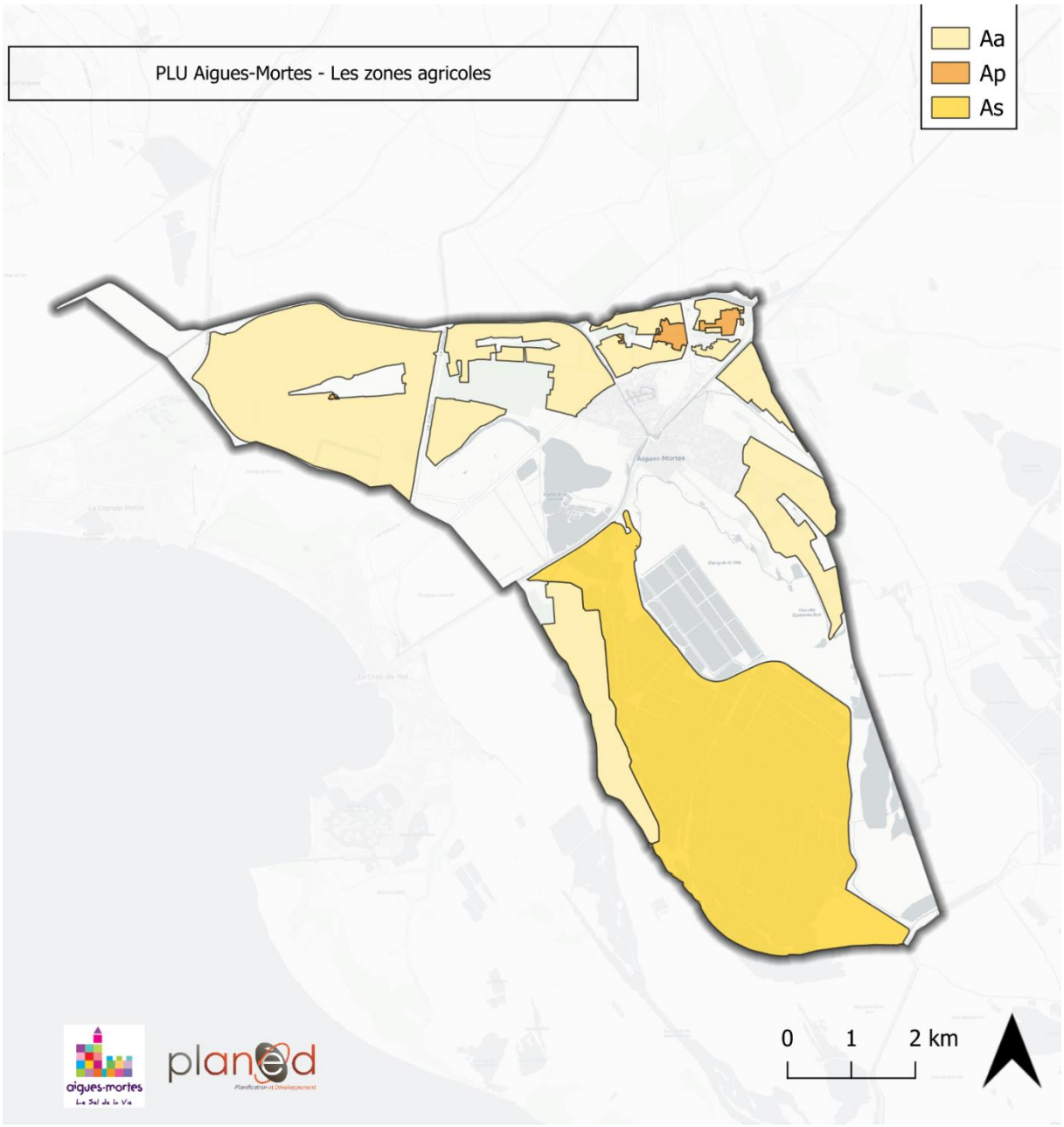
REGLEMENT APPLICABLE AUX ZONES AGRICOLES « A »

La zone A est une zone agricole, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique de ses terres.

Cela intègre notamment :

- Les espaces ouverts constitués de parcelles agricoles cultivées ou pâturées, parfois en friche ;
- Les espaces agricoles pouvant comporter des constructions telles que les bâtiments agricoles, mais aussi des bâtiments à usage d'habitation soit isolés, soit regroupés en hameaux où la vocation agricole est dominante ;
- Les secteurs agricoles d'intérêt paysager.

La zone A représente une superficie de 3194.63 hectares soit 56% du territoire. La qualité de ces espaces, au-delà de leur valeur patrimoniale, emblématique et économique, est un des fondements essentiels de l'image et de la qualité de vie du territoire.


PLU Aigues-Mortes - Les zones agricoles
Aa
Ap
As
0
1
2 km

Présentation générale		Objectifs et orientations du PADD	Justification de la délimitation de la zone
Indice	Affectation		
Aa	Correspond aux zones de richesses naturelles à protéger en raison de la valeur agricole des terres. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées.	**Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée** • **Garantir une qualité paysagère globale qualitative, représentative de la Camargue Gardoise** afin de ne pas créer une protection différenciée entre les sites protégés (SPR, site inscrit et classé) et le reste de la commune (entrées de ville, zone d'activité, espaces publics en dehors du périmètre de protection des abords ...). **Renforcer la dynamique économique et touristique** • **Pérenniser la filière agricole et promouvoir la production agricole locale** (activité salicole, viticulture, élevage,...), les circuits courts et la diversité des activités, favoriser	La zone Aa délimite les espaces à vocation agricole du territoire. Leur localisation des les Espaces Remarquables et Caractéristiques du Littoral et pour une partie dans les Espaces Proches du Rivage explique un règlement strict en application du PPRI, interdisant tout aménagement qui ne correspond pas à la liste du décret du 21/05/2019 et de l'article R.121-5 du Code de l'urbanisme. Les Espaces Remarquables et Caractéristiques du Littoral (ERCL) recouvrant la quasi-totalité des espaces naturels et agricoles du territoire, la collectivité n'a pas créé de sous-zonage destiné aux espaces agricoles situés au sein des Espaces Proche du Rivage. Ainsi sur l'ensemble des espaces agricoles en zone Aa, soit la majorité des espaces agricoles du territoire, la disposition la plus stricte, soit les ERCL s'appliqu. Cela concerne notamment les habitations qui ne peuvent pas étendre les constructions existantes, seulement effectuer des réfection à condition de permettre un retour du site à l'état naturel. Les aménagements agricoles sont également strictement encadrés.

		la reconquête agricole. • **Accompagner le développement touristique** en lien avec les activités traditionnelles du territoire. *(uniquement sur les MAS)* • **Favoriser le développement d'une offre en hébergement touristique privilégiant la qualité.** *(uniquement sur les MAS)* **Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique** • **Lutter contre les phénomènes de cabanisation et de mitage** dans les zones agricoles et naturelles. • **Préserver les espaces littoraux** (loi Littoral) : protéger la bande littorale de l'urbanisation (bande des 100m dans les espaces	Concernant le Mas deu Corbière et le Mas du Bosquet la localisation en zone Aa ne vaut pas ERCL. L'analyse des ERCL dans le chapitre justifiant du respect du PLU sur la loi Littoral complétera l'explication des règles applicables à ces secteurs. Le règlement applique les restrictions de constructibilité liées aux ERCL mais autorise le changement de destination sur ces deux secteurs en particulier en cohérence avec le PPRI. Ces changements de destination sont justifiés car n'étant pas localisé sur des ERCL spécifiquement sur les deux Mas qui correspondent à des bâtiments anciens à la fois des habitations et/ou de la valorisation du terroir local et non pas à des bâtiments agricoles édifiés avant l'institution du régime du permis de construire par la loi du 15 juin 1943.
Ap	Correspond aux zones de richesses naturelles à protéger en raison de la valeur agricole des terres.		Cette zone délimite à titre indicatif des grands espaces cultivés à proximité de la D979 et sur le Mas du petit Chaumon et de Corbière. Les règles spécifiques aux ERCL s'appliquent. Ces secteurs sont localisés en zone bleu du PPRI, la constructibilité est augmentée par rapport à la zone Aa en conformité avec l'application des règles des ERCL.

		non urbanisés, et Espaces Proches du Rivage), maintenir des coupures naturelles et paysagères entre espaces bâtis, protéger les Espaces Remarquables du littoral, les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs.	
As	Correspond au secteur d'exploitation salinière. Zone de richesses naturelles à protéger en raison de la valeur agricole des terres avec des qualités paysagères à préserver.		Cette zone délimite les espaces des salins sur lesquels la réglementation lié aux ERCL s'appliquent. Seules les cultures de saliculture autorisant les constructions et aménagements exigeant la proximité immédiate de l'eau liés aux activités traditionnellement implantées dans ces zones, à la condition que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques. Cet aménagement doit permettre un retour du site à l'état naturel.

REGLEMENT APPLICABLE AUX ZONES NATURELLES « N »

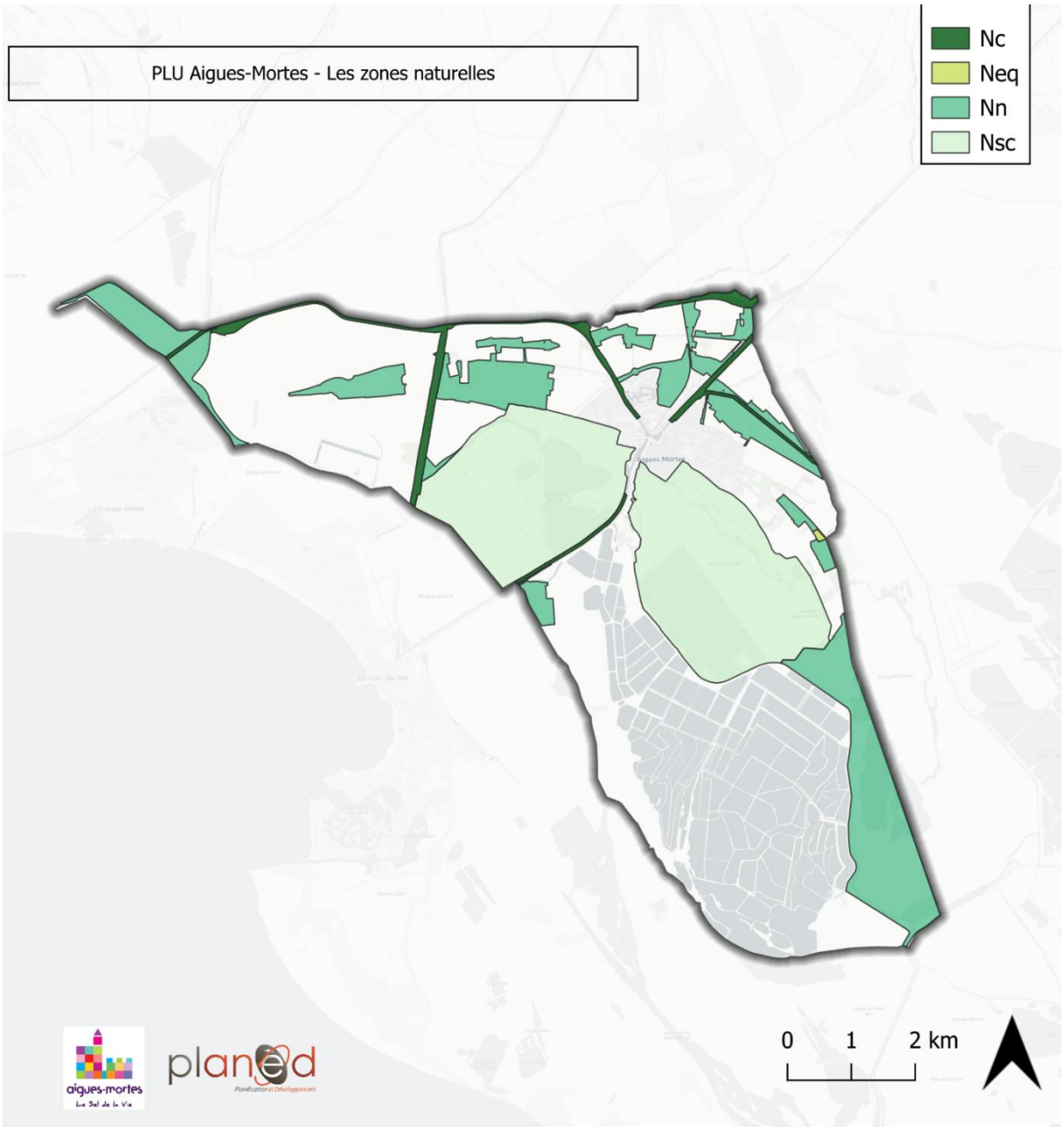
Les zones N sont les zones naturelles et forestières correspondant aux réservoirs de biodiversité en milieu ouvert et agro bocager. Les secteurs classés en zone naturelle et forestière sont des secteurs, desservis ou non, à protéger en raison :

- De la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- De leur caractère d'espaces naturels ;
- De la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
- De la nécessité de prévenir les risques, notamment d'expansion des crues.

Elles intègrent notamment :

- La valorisation du patrimoine naturel et paysager du territoire ;
- La préservation des réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques nécessaires à la faune du territoire ;
- La mise en valeur des paysages emblématiques, notamment les marais et les salins ;
- Le développement de secteurs naturels de loisirs, permettant des aménagements légers, installations techniques.

La zone N couvre une surface de 2 284 ha, soit environ 40% du territoire.


PLU Aigues-Mortes - Les zones naturelles
Nc
Neq
Nn
Nsc
0
1
2 km

Présentation générale		Objectifs et orientations du PADD	Justification de la délimitation de la zone
Indice	Affectation		
Nn	La zone Nn correspond aux secteurs équipés ou non, à protéger en raison soit : de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysagers et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique de leur caractère d'espaces naturels	**Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes** • **Garantir une qualité paysagère globale qualitative, représentative de la Camargue Gardoise** afin de ne pas créer une protection différenciée entre les sites protégés (SPR, site inscrit et classé) et le reste de la commune (entrées de ville, zone d'activité, espaces publics en dehors du périmètre de protection des abords ...). **Préserver la naturalité du territoire** • **Préserver strictement les espaces et les milieux naturels** restants sur la commune • Assurer les fonctionnalités écologiques des corridors écologique : Pinède de Malamousque, Bois de Quincandon ou de la Fangassière, Bois des Mas du Petit et du Grand Chaumont, étang de la Marette, étang de Caitives, ... • **Préserver les cours d'eau et les milieux humides associés**, espaces clefs du bio climatisme, en	Ces zones correspondent à des zones boisées et/ou humides se distinguant des espaces cultivés voisins par une dominance de leurs caractéristiques naturelles. Ces espaces sont localisés en ERCL réglementant fortement les aménagements possibles. Ces zones ont une protection supplémentaire sous la forme d'Espaces Boisés Classés ou protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Les prescriptions relatives à ces deux notions s'appliquent et priment sur les règles de zones.
Nc	Correspond aux espaces naturels ou aménagés correspondant aux berges des canaux et chenal maritime en milieu urbain.		Cette zone délimite les canaux en dehors ou en lisière du centre-ville et du périmètre du site patrimonial remarquable afin de permettre l'entretien et la gestion nécessaire des aménagements et ouvrages techniques.

		maintenant leurs fonctionnalités écologique et hydraulique et en intégrant dans les projets une marge de recul suffisante en cas d'aménagement à proximité (Vidourle, Canal de Bougidou, étang de la Marette, étang de la Ville par exemple). • **Protéger la trame verte et bleue**, regroupant les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques, dans et en-dehors des espaces urbanisés, tout en permettant leurs mises en valeur, ainsi que la préservation et remise en bon état de certains corridors écologiques. • **Lutter contre les phénomènes de cabanisation et de mitage** dans les zones agricoles et naturelles. • **Maintenir et restituer les continuités hydrauliques** et conserver un espace non aedificandi pour garantir l'entretien en bordure des cours d'eau/canaux/surfaces en eau et limiter l'imperméabilisation des sols (favoriser les dispositifs d'infiltration dans la gestion des eaux pluviales), de mettre en place les ouvrages en faveur des continuités hydrauliques.	

		• **Préserver les espaces littoraux** (loi Littoral) : protéger la bande littorale de l'urbanisation (bande des 100m dans les espaces non urbanisés, et Espaces Proches du Rivage), maintenir des coupures naturelles et paysagères entre espaces bâtis, protéger les Espaces Remarquables du littoral, les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs.	
Neq	Correspond à un espace utilisé par une déchetterie dont des bâtiments en dur et des espaces ayant un usage existant au moment de l'approbation du document de dépôt.	**Stimuler l'offre de logements pour l'habitat permanent et assurer un équilibre générationnel** • **Soutenir un rythme de production de logements tout type confondu** en produisant 53 logements/an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans et ainsi stabiliser la croissance démographique à environ 0.3% sur les 15 prochaines années pour assurer la réponse aux besoins des ménages, le dynamisme et les équilibres de la commune, et le maintien des équipements publics, en particulier les équipements scolaires. *La déchetterie contribue à la gestion des déchets à l'échelle*	Cette zone répertorie l'équipement public de la déchetterie. Seules installations et constructions nécessaires au fonctionnement de la déchetterie sont autorisés sous condition. Sa délimitation est motivée par l'absence de caractère remarquable, paysager et écologique caractéristique du littoral du fait de la présence effective de l'activité (constructions, dépôts, etc.). La justification de l'application de la loi Littoral est présentée dans le chapitre correspondant.

		intercommunale et doit pouvoir évoluer pour accompagner la croissance démographique.	
Nsc	Correspond aux deux sites classés dit du panorama découvert depuis la voie littoral RD662 sur les remparts d'Aigues-Mortes et étang de la ville et ses abords Zone à protéger en raison de la qualité du paysage ou de la présence de risques naturels.	**Les axes mentionnées dans les zones Nn et Nc**	Cette zone correspond à la fois aux sites classés mais également aux ERCL. La règlementation de la loi Littoral s'applique avec notamment l'extension des activités économique dans la limite de 50m^2 d'ES et 20% de l'ES de la construction existante

PARTIE 5 : JUSTIFICATION DU REGLEMENT ECRIT

Le règlement écrit d'Aigues-Mortes se veut simple d'utilisation. La modernisation du règlement a été appliquée à ce document. L'objectif de ce règlement synthétique est d'exprimer la règle de manière simple et de la rendre lisible et compréhensible de tous.
Le décret de modernisation du contenu du PLU permet de répondre notamment aux nouveaux enjeux de transition énergétique et écologique des territoires tout en simplifiant et en clarifiant le contenu du PLU. Les objectifs poursuivis sont notamment les suivants :

- Clarifier, simplifier et permettre une meilleure adaptation du règlement à tous les territoires ;
- Améliorer la qualité du cadre de vie et préserver l'environnement ;
- Construire la ville sur elle-même et limiter l'étalement urbain ;
- Favoriser la mixité fonctionnelle et sociale.

Ce nouveau règlement a ainsi l'avantage de proposer de nouvelles possibilités réglementaires plus adaptées aux enjeux des territoires. Parmi les nouveaux outils, on découvre notamment une nouvelle structure du règlement (articles R. 151-27 à R. 151-50 du CU) avec une réorganisation thématique en cohérence avec la trame introduite dans la partie législative du Code de l'urbanisme (articles L. 151-8 à L. 151-42 du CU).

Afin de mieux traduire le PADD, le nouveau règlement est désormais structuré en 3 chapitres qui répondent chacun à une question :

1. L'affectation des zones et la destination des constructions : où puis-je construire ?
2. Les caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères : comment construire et comment prendre en compte l'environnement ?
3. Les équipements et les réseaux : comment je m'y raccorde ?

Ce parti pris part du constat que les règlements écrits des Plans Locaux d'Urbanisme sont les descendants des Plan d'Occupation des Sols. Ces règlements, à cause d'un nombre de règles toujours plus nombreux et de règles toujours plus techniques et mathématiques, pouvaient être un frein à certains projets pour novateur. De plus, cette abondance de règles n'a pas apporté plus de qualité à l'urbanisme de manière générale.
En droite ligne avec la philosophie générale de modernisation et de compréhension accrue des citoyens promue par le législateur, le présent règlement s'attache à faciliter les opportunités de développement de ce territoire sans pour autant réduire les possibilités de mise en oeuvre de projets qualitatifs.
Il a été décidé d'opter pour un règlement modernisé, plus qualitatif, avec des règles à la juste mesure des orientations générales du PADD, en complément des approches d'aménagement d'ensemble sur secteurs à travers les OAP.

Dans ce cadre, le règlement écrit se découpe en trois parties :

1. Des dispositions générales applicables à l'ensemble des zones du Plan local d'urbanisme ;
2. Des règles relevant de la qualité, des équipements et réseaux communs à toutes les zones applicables à l'ensemble des zones du Plan local d'urbanisme ;
3. Les dispositions du règlement spécifique pour chaque zone, simplifié.

Le règlement graphique comprend :

- La planche des zonages et prescriptions.

JUSTIFICATION PAR THEMATIQUE DES REGLES POUR CHACUNE DES ZONES

Le règlement assure la mise en œuvre du PADD. La présente partie exprime la justification des règles utilisées de manière commune, mais aussi les spécificités de chacune des zones. Cette justification est organisée par thématique en reprenant la forme du règlement, organisé autour de trois chapitres.

Ainsi, les thématiques abordées sont :

- La destination des constructions et affectations des sols ;
- La qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère ;
- Les équipements et réseaux.

Chapitre 1 : Puis-je construire ?	DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, AFFECTATIONS DES SOLS	
	INTERDICTIONS	AUTORISES SOUS CONDITIONS
	Constructions interdites	Constructions autorisées sous certaines conditions

Chapitre 2 : Comment s'insérer au mieux dans mon environnement ?	QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE			
	VOLUMETRIE ET IMPLANTATION	QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE ET PAYSAGERE	TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BÂTIS	STATIONNEMENT
	Hauteurs des constructions Implantation des constructions Coefficient d'Emprise au Sol (CES) Surface de Plancher (SDP)	Identité architecturale Eléments architecturaux Couleurs, matériaux autorisés Clôtures - Toitures	Eléments paysagers Espaces verts/espaces libres	Nombre de places de stationnement minimum Dimension des places de stationnement

Chapitre 3 : Comment je m'y raccorde ?	EQUIPEMENTS ET RESEAUX	
	DESSERTE ET VOIRIE	RESEAUX
	Caractéristiques des voies (largeur, normes de sécurité etc.)	Réseaux d'eau potable, assainissement, électrique et numérique

JUSTIFICATION DES REGLES PORTANT SUR LES DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS ET AFFECTATIONS DES SOLS

Le règlement écrit exprime cette règle sous forme d'un code couleur :

Autorisé | Autorisé sous condition | Interdit

Pour chaque zone sont interdites les occupations par les destinations et sous-destinations non compatibles avec l'occupation dominante. Il s'agit de favoriser le maintien du caractère spécifique de la zone. Le règlement s'appuie pour son application sur un lexique annexé au règlement. L'écriture dans chaque zone pour les constructions se réfère notamment aux destinations voire sous destinations visées par les articles R.151-27 et R.151-28 du Code de l'Urbanisme, précisé par l'arrêté du 10 novembre 2016 et modifié par le décret du 22 mars 2023. La structure générale de cette partie est que tout ce qui n'est pas interdit ou admis sous condition est autorisé.

Zone		Destination	Mixité sociale et fonctionnelle
ZONE URBAINE	**UA**	Permettre une mixité fonctionnelle du tissu urbain en interdisant seulement les destinations susceptibles d'engendrer une incompatibilité avec l'occupation résidentielle dominante. Protection des rez-de-chaussée et des linéaires commerciaux	La mixité fonctionnelle est garantie par les destinations autorisées (habitation, commerce, services, équipements, bureau, etc.).
	UB	Préserver le caractère et la dominante résidentielle de la zone tout en permettant les équipements d'intérêt collectif et services publics. Interdiction des destinations susceptibles d'engendrer une incompatibilité avec l'occupation résidentielle dominante.	La mixité sociale est garantie par l'instauration d'une servitude de mixité sur l'OAP Tennis avec 100 % des logements à produire qui seront des logements sociaux ou en accession sociale; Une servitude de mixité sociale est prévue hors OAP sur un foncier public.
	UC	Permettre une mixité fonctionnelle du tissu urbain en interdisant seulement les destinations susceptibles d'engendrer une incompatibilité avec l'occupation résidentielle dominante.	Non réglementée

		Installation privilégiée des petites surfaces commerciales. Interdiction des destinations susceptibles d'engendrer une incompatibilité avec l'occupation résidentielle dominante.	
	UD	Préserver le caractère et la dominante résidentielle de la zone tout en permettant certains équipements d'intérêt collectif et services publics. Interdiction des destinations susceptibles d'engendrer une incompatibilité avec l'occupation résidentielle dominante.	La mixité sociale est garantie par l'instauration de cinq servitudes de mixité sociale dont trois OAP : OAP de la Pataquière, au moins 20% des logements seront des logements sociaux ou en accession sociale OAP Esparron, au moins 20% des logements à produire seront des logements sociaux ou en accession sociale OAP Bosquet, 100 % des logements à produire seront des logements sociaux ou en accession sociale Des servitudes de mixité sociale sont aussi prévus en dehors des OAP sur du foncier public ou parapublic.
	UE	Permettre le maintien d'activités économiques.	Non réglementée, car ces zones ont une vocation spécifique qui n'est pas compatible avec une mixité fonctionnelle et sociale.
	Ueq	Réserver des secteurs bien identifiés pour certaines destinations liées aux équipements, compatibles avec la vocation de la zone.	
	UH	Réserver cette zone aux seules vocations existantes (habitation et certains équipements d'intérêt collectif) sans possibilité d'édifier de nouvelles constructions principales.	Non réglementée.
	UN	Permettre une mixité fonctionnelle du tissu urbain en interdisant seulement les destinations susceptibles d'engendrer une incompatibilité avec l'occupation résidentielle dominante.	L'OAP Route de Nîmes organise le renouvellement urbain de ce secteur.

		Restructuration et requalification de la zone afin d'améliorer sa mixité fonctionnelle.	
	UT	Réserver cette zone aux seules vocations existantes (les activités en lien avec les Salins du Midi)	Non réglementée, car cette zone a une vocation spécifique qui n'est pas compatible avec une mixité fonctionnelle et sociale.

Zone		Destination	Mixité sociale et fonctionnelle
ZONE À URBANISER	**1AU**	Correspond à une partie de la zone à urbaniser du secteur du Mas d'Avon, secteur à vocation d'habitat et d'équipements publics. Ce secteur sera ouvert à l'urbanisation sous conditions et après la réalisation des VRD en périphérie immédiate de la zone.	L'OAP Mas d'Avon prévoit la production globale de 30% de logements sociaux et 10% de logements abordables sur l'ensemble des zones 1AU et 2AU. Le règlement prévoit la réalisation de 30% de logements sociaux destinés à être urbaniser à court et moyen termes.
	2AU	Correspond à une partie de la zone à urbaniser du secteur du Mas d'Avon, secteur à vocation d'habitat et d'équipements publics.	

Zone		Destination	Mixité sociale et fonctionnelle
ZONE AGRICOLE	**Aa**	Correspond à une zone agricole presque intégralement dans les Espaces Remarques et Caractéristiques du Littoral. Ses règles sont motivées par l'application directe de la loi Littoral et par un souci de cohérence sur les parcelles à vocation agricole. Les nouvelles constructions sont de manière général interdites.	La mixité est exclue, car les zones sont destinées à des occupations spécialisées (activités spécifiques, agriculture) ou sont inconstructibles par nature (zone A et N).
	Ap	Correspond à une zone agricole presque intégralement dans les Espaces Remarques et Caractéristiques du Littoral. Ses règles sont motivées par l'application directe de la loi Littoral et par un souci de cohérence sur les parcelles à vocation agricole. Les nouveaux aménagements agricoles sont autorisées sous condition.	
	As	Correspond à une zone salicole presque intégralement dans les Espaces Remarques et Caractéristiques du Littoral. Ses	

		règles sont motivées par l'application directe de la loi Littoral et par un souci de cohérence sur les parcelles à vocation salicole.	

Zone		Destination	Mixité sociale et fonctionnelle
ZONE NATURELLE	**Nn**	Correspond à une zone naturelle presque intégralement dans les Espaces Remarques et Caractéristiques du Littoral. Ses règles sont motivées par l'application directe de la loi Littoral et par un souci de cohérence sur les parcelles à vocation agricole. Les nouvelles constructions sont de manière générale interdites.	La mixité est exclue, car les zones sont destinées à des occupations spécialisées (activités spécifiques, agriculture) ou sont inconstructibles par nature (zone A et N).
	Nc	Correspond à une zone naturelle au dans laquelle le canal est localisé.	
	Neq	Correspond à la déchetterie	
	Nsc	Correspond à une zone naturelle au sein des sites classés. Intégralement dans les Espaces Remarquables et Caractéristiques du Littoral. Ses règles sont motivées par l'application directe de la loi Littoral. Une spécificité concerne les évolutions limitées possibles pour les activités économiques déjà présentes.	

JUSTIFICATION DES REGLES PORTANT SUR LA QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

De manière générale, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement intègre une composante environnementale avec notamment un coefficient de végétalisation de pleine terre, la possibilité d'installations en faveur des énergies renouvelables, le respect d'essences végétales variées, et locales dans le traitement des espaces libres et des clôtures.

L'outil du coefficient de pleine terre a été choisi pour répondre à l'enjeu global de faire face aux défis du changement climatique. Il permet d'assurer de la qualité environnementale dans les projets, quelle que soit l'échelle du projet en réponse à plusieurs objectifs :

- Améliorer le microclimat ;
- Développer les fonctions naturelles des sols ;
- Infiltrer les eaux pluviales ;
- Créer et revaloriser l'espace vital pour la faune et la flore.

En corrélation avec cet objectif global de lutte contre le réchauffement climatique, il a été choisi de privilégier les clôtures végétales sur le territoire. Ce choix permet de répondre aux objectifs suivants :

- Améliorer la qualité des paysages ;
- Créer des perméabilités pour la faune.

Le règlement écrit favorise le développement des énergies renouvelables en n'interdisant pas les dispositifs relatifs. Le règlement donne un cadre pour l'insertion qualitative des dispositifs.

Zone		Volumétrie et implantation	Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère, stationnements véhicules motorisés ou non
ZONE URBAINE	**UA**	Respecter les gabarits volumétriques du tissu urbain du centre ancien en limitant la hauteur à l'environnement immédiat. Favoriser la continuité des fronts de rues et le caractère dense du tissu urbain central en implantant à l'alignement la construction dans une profondeur de 13 mètres maximum sur la zone UA, les sous-secteurs disposent de règles spécifiques à leur contexte urbain. L'objectif est de respecter les effets d'alignement en poursuivant la constitution de façade urbaine.	Respect de l'aspect des constructions existantes dans la composition des façades, l'ordonnancement, les aspects et les matériaux. Imposer un choix d'aspect et une hauteur maximale des clôtures. Interdire les terrasses encaissées en toiture dites « tropéziennes » et la création de toitures en terrasse est interdite en raison d'architecture traditionnelle.

		Permettre une optimisation maximale des parcelles en centre-village en ne limitant pas l'emprise au sol.	
	UB	Respecter les gabarits volumétriques du tissu résidentiel en limitant la hauteur maximale différenciée suivant les secteurs. Permettre une optimisation des parcelles du secteur en ne limitant pas l'emprise au sol. Rester cohérent avec le contexte urbain tout en permettant l'intensification urbaine en imposant un recul de 4 mètres minimum en limite séparative.	Respect de l'aspect des constructions existantes dans la composition des façades, l'ordonnancement, les aspects et les matériaux. Limiter l'imperméabilisation des parcelles avec un taux de perméabilité de 15 %.
	UC	Respecter les gabarits volumétriques du tissu résidentiel en limitant la hauteur maximale à 9 mètres à l'égout du toit. Permettre une optimisation des parcelles du secteur en ne limitant pas l'emprise au sol. Rester cohérent avec le contexte urbain tout en permettant l'intensification urbaine en imposant un recul de 3 mètres minimum en limite séparative.	Respect de l'aspect des constructions existantes dans la composition des façades, l'ordonnancement, les aspects et les matériaux. Limiter l'imperméabilisation des parcelles avec un taux de perméabilité de 10 %.
	UD	Respecter les gabarits volumétriques du tissu résidentiel en limitant la hauteur maximale différenciée suivant les secteurs. Permettre une optimisation des parcelles du secteur tout en valorisant la qualité urbaine avec une emprise au sol de 50%. Rester cohérent avec le contexte urbain tout en permettant l'intensification urbaine en imposant un recul de 4 mètres minimum en limite séparative de manière générale. Les sous-	Respect de l'aspect des constructions existantes dans la composition des façades, l'ordonnancement, les aspects et les matériaux notamment concernant les tuiles et les pentes des toitures. Limiter l'imperméabilisation des parcelles avec un taux de perméabilité de 20 %.

		secteurs disposent de règles spécifiques à leur contexte urbain. Le recul par rapport aux emprises publiques est réglementé pour tenir compte des axes routiers importants.	
	UE	Garantir la faisabilité des projets d'activités liées à la santé en fixant des règles de volumétrie compatibles avec le contexte urbain. Imposer une hauteur maximale de 12 mètres pour les nouvelles constructions. Cette hauteur maximale permet d'accueillir de l'activité tout en étant cohérente avec le tissu urbain environnant. Permettre l'intensification modérée des parcelles du secteur tout en prenant en compte le contexte urbain et la qualité de vie en imposant une emprise au sol maximale de 60 %.	Imposer un choix d'aspect et une hauteur maximum des clôtures. Imposer une végétalisation de 10 % de l'unité foncière afin de garantir une insertion harmonieuse dans le paysage.
	Ueq	Réglementer la hauteur maximale en cohérence avec la réalisation des équipements publics à 15 mètres maximum au faîtage. Ne pas réglementer l'emprise ni l'implantation afin d'apporter une souplesse en fonction de la construction voulue.	Imposer une végétalisation de 5 % de l'unité foncière afin de garantir une insertion harmonieuse dans le paysage.
	UH	Respecter les gabarits volumétriques du tissu résidentiel en limitant la hauteur maximale à 7 mètres au faîtage. Rester cohérent avec le contexte urbain tout en permettant l'intensification urbaine en imposant un recul de 4 mètres minimum en limite séparative.	Imposer une végétalisation de 30 % de l'unité foncière afin de garantir une insertion harmonieuse dans le paysage.
	UN	Respecter les gabarits volumétriques du tissu résidentiel en limitant la hauteur maximale	

		différenciée en fonction des secteurs. Garantir une préservation des espaces libres avec un coefficient d'emprise au sol limité à 60%. Rester cohérent avec le contexte urbain tout en permettant l'intensification urbaine en imposant un recul de 4 mètres minimum en limite séparative.	Imposer une végétalisation de 20 % de l'unité foncière afin de garantir une insertion harmonieuse dans le paysage.
	UT	Respecter les gabarits volumétriques du tissu résidentiel en limitant la hauteur maximale à 8,5 mètres au faîtage. Garantir une préservation des espaces libres avec une emprise au sol limitée à 4000 m².	

Zone		**Volumétrie et implantation**	**Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère, stationnements véhicules motorisés ou non**
ZONE A URBANISER	**1AU**	Respecter les gabarits volumétriques du tissu résidentiel tout en permettant une augmentation des densités avec une hauteur maximale des constructions autorisées dans la zone ne pourra excéder 15 mètres au faîtage dans la limite de 16 m à la côte NGF du tènement.	Limiter l'imperméabilisation des parcelles avec un taux de perméabilité de 20 %.
	2AU	Permettre une optimisation des parcelles du secteur tout en prenant en compte le contexte urbain et la qualité de vie en imposant une emprise au sol maximale de 50 %. Rester cohérent avec le contexte urbain tout en permettant l'intensification urbaine en imposant un recul de 4 mètres minimum en limite séparative.	

Zone		Volumétrie et implantation	Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère, stationnements véhicules motorisés ou non
ZONE AGRICOLE	Aa	Garantir un impact paysager sur les milieux naturels limité en limitant la hauteur maximale des constructions à 12 mètres au faîtage et à 9 mètres pour les constructions à usage d'habitation.	Respect de l'aspect des constructions existantes dans la composition des façades, l'ordonnancement, les couleurs et les matériaux en cohérence avec les dispositions générales. Les toitures peuvent déroger aux règles communes sous condition. Les clôtures sont par principe à proscrire, mais elles sont admises sous conditions
	Ap	Garantir un impact paysager sur les milieux naturels limité en Limitant la hauteur maximale des constructions à 12 mètres au faîtage et à 9 mètres pour les constructions à usage d'habitation	
	As	Garantir un impact paysager sur les milieux naturels limité en la hauteur maximale des constructions est fixée à 9 mètres au faîtage et 17 mètres pour les installations techniques.	

Zone		Volumétrie et implantation	Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère, stationnements véhicules motorisés ou non
ZONE NATURELLE	Nn	Garantir un impact paysager sur les milieux naturels limité en limitant la hauteur maximale des constructions à 9 mètres au faîtage.	Respect de l'aspect des constructions existantes dans la composition des façades, l'ordonnancement, les couleurs et les matériaux en cohérence avec les dispositions générales. Les clôtures sont par principe à proscrire, mais elles sont admises sous conditions.
	Nc	Garantir un impact paysager limité sur les milieux naturels en autorisant uniquement les constructions à usage d'équipements publics et en limitant la hauteur maximale des constructions à 6 mètres au faîtage.	

	Neq	Garantir un impact paysager limité sur les milieux naturels en autorisant uniquement les constructions à usage d'équipements publics et en limitant la hauteur maximale des constructions à 12 mètres au faîtage.	
	Nsc	Garantir un impact paysager limité sur les milieux naturels en autorisant uniquement les constructions à usage d'équipements publics et en limitant la hauteur maximale à celles des constructions déjà existantes.	Respect de l'aspect des constructions existantes dans la composition des façades, l'ordonnancement, les couleurs et les matériaux notamment avec des règles spécifiques sur la toiture en tuile et sur les conditions applicables aux terrasses. Les façades doivent être cohérentes avec les valeurs dominantes du site sans être vives. De manière général le blanc et les teintes claires sont à proscrire.

JUSTIFICATION DES REGLES PORTANT SUR LES EQUIPEMENTS ET RESEAUX

L'essentiel de ces règles portant sur les équipements et réseaux est défini dans les dispositions générales.
Les conditions d'accès et de voirie sont définies dans les dispositions générales car s'appliquent à l'ensemble des zones.

Dans les zones urbaines et les zones à urbaniser, les principes de desserte et de voiries sont de :

- Garantir des dessertes viaires suffisantes à accueillir le trafic existant et futur en imposant le respect des normes de gabarit et les aires de retournement ;
- Assurer une bonne accessibilité des engins de lutte contre l'incendie, les véhicules de secours;
- Garantir la sécurité et le confort des déplacements, quel que soit son mode en imposant les normes d'accessibilité : Desserte par voie publique ou privée d'une largeur minimale.

Du point de vue des réseaux (voiries, eau potable, eaux usées, eaux pluviales et électricité) les principes sont :

- Garantir la desserte en réseaux suffisante aux destinations autorisées dans la zone et le respect des normes en vigueur ;
- Garantir un confort d'usage des constructions ;
- Garantir le raccordement aux réseaux publics.

Dans les zones naturelles et agricoles, les principes sont identiques que pour les zones urbaines tout en prenant en compte la difficulté du raccordement aux réseaux dans les secteurs les plus reculés et les dérogations permises par la loi Littoral.

Par principe, les constructions nouvelles lorsqu'elles sont autorisées doivent donc se raccorder au réseau public.

PARTIE 6 : JUSTIFICATION DES AUTRES DISPOSITIONS ECRITES ET GRAPHIQUES PARTICIPANT A LA MISE EN ŒUVRE DU PADD

La commune utilise certains des outils prévus par le Code de l'Urbanisme afin de conserver la maîtrise des aménagements et de se donner les moyens de réaliser des équipements publics.

SYNTHESE DES OUTILS

MIXITÉ SOCIALE ET FONCTIONNELLE	
Article L.151-15 : Délimiter des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale	Plusieurs servitudes de mixités sociales sont localisées dans le bourg et sont inscrites sur le règlement graphique dont 5 en UD et 1 en UC. Les OAP complètent ce dispositif avec un pourcentage de logements sociaux à produire.
Article L.151-16 : Identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers le commerce de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif	Les dispositions suivantes s'imposent pour l'intégralité des locaux en rez-de-chaussée sur rue, à l'exception des accès propres à l'immeuble. La transformation des surfaces de commerce, d'artisanat, de restauration et de bureaux en une affectation autre est interdite afin de préserver l'attractivité et le dynamisme économique de ces secteurs. Toute nouvelle construction impactée par un linéaire commercial devra accueillir un rez-de-chaussée proposant une activité commerciale, artisanale ou de bureau afin d'entretenir la vitalité de ces rues.
QUALITÉ DU CADRE DE VIE	
Article L.151-19 : Identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural	Le PLU identifie plusieurs éléments paysagers, sur son règlement graphique à protéger à conserver ou à mettre en valeur, c'est notamment le cas des surfaces inscrite sur le règlement graphique et les alignements d'arbres. Règlement écrit rappelle les dispositions applicables.
Article L.151-21 : Définir des secteurs dans lesquels il impose aux constructions, travaux, installations et aménagements de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit.	Le PLU a choisi de ne pas mobiliser cet outil. La performance énergétique et le développement des énergies renouvelables sont toutefois réglementées de manière générale. le règlement écrit permet la mise en œuvre de modes constructifs novateurs favorisant les projets énergétiquement performants en

	n'interdisant pas les dispositifs d'énergie renouvelable ou les matériaux écologiques.
Article L.151-22 : Imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville.	Le PLU inscrit dans ses règles de zones un pourcentage de surfaces de pleine terre minimale. Le coefficient de pleine terre est différencié par zone, il est inscrit dans chaque règlement de zone.
Article L.151-23 : Identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques	Ces éléments sont des cours d'eau, des haies et l'ensemble des éléments stratégiques pour les milieux et représentant des réservoirs de biodiversité. Le PLU identifie des éléments (arbres, surfaces) à protéger au titre du maintien et de la protection des continuités écologiques. Les alignements d'arbres et les zones végétalisées surfaciques identifiées sur le règlement graphique doivent respecter les dispositions correspondantes dans les dispositions générales du règlement écrit.
Article L.151-23 : Localiser les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles, quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.	Non concerné.
DENSITÉ	
Article L.151-26 : Imposer, dans des secteurs qu'il délimite au sein des secteurs situés à proximité des transports collectifs, existants ou programmés, une densité minimale de constructions.	En zone UB et UC, le règlement favorise la réalisation d'opérations denses en densification ou renouvellement urbain par la mise en place d'un coefficient d'espaces libres de pleine terre faible.

ÉQUIPEMENTS, RÉSEAUX, EMPLACEMENTS RÉSERVÉS	
Article L.151-41 : Délimiter des terrains sur lesquels sont institués : 1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;	Le PLU prévoit des emplacements réservés aux voiries (création des aires de stationnement, création d'aire de retournement, aménagement du gabarit des voies existantes, création de cheminements piétons, etc.) pour répondre aux besoins d'amélioration du maillage viaire et modes doux, mais aussi d'amélioration du fonctionnement urbain.
Article L.151-41 : Délimiter des terrains sur lesquels sont institués : 5° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée de plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes.	Non concerné.

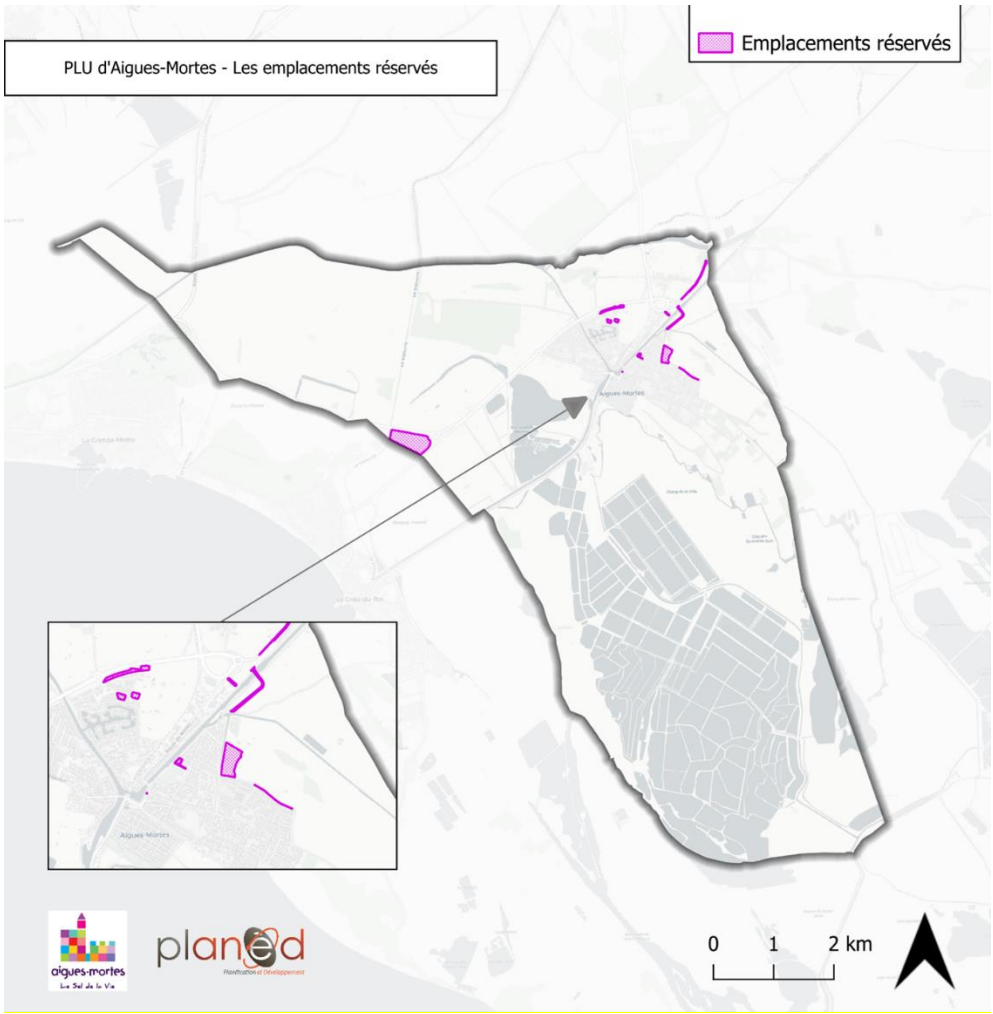
LES EMPLACEMENTS RESERVES

En application de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme, le règlement graphique délimite des secteurs sur lesquels sont institués des emplacements réservés à la réalisation d'équipements d'intérêt général. L'emplacement réservé est un outil au service des collectivités facilitant l'acquisition foncière pour des projets. La liste des emplacements réservés est annexée au Tome 1 du PLU. Plusieurs types d'emplacements réservés ont été inscrits : voirie, cheminement doux, équipements publics, etc.

La commune a fait le choix d'utiliser cet outil réglementaire afin de maîtriser l'évolution des terrains concernés et permettre la réalisation de l'équipement défini par l'emplacement réservé. L'inscription d'un emplacement réservé a pour objectif de mettre en œuvre les orientations du PADD indépendamment du zonage.

Les Emplacements Réservés relèvent d'une des vocations suivantes :

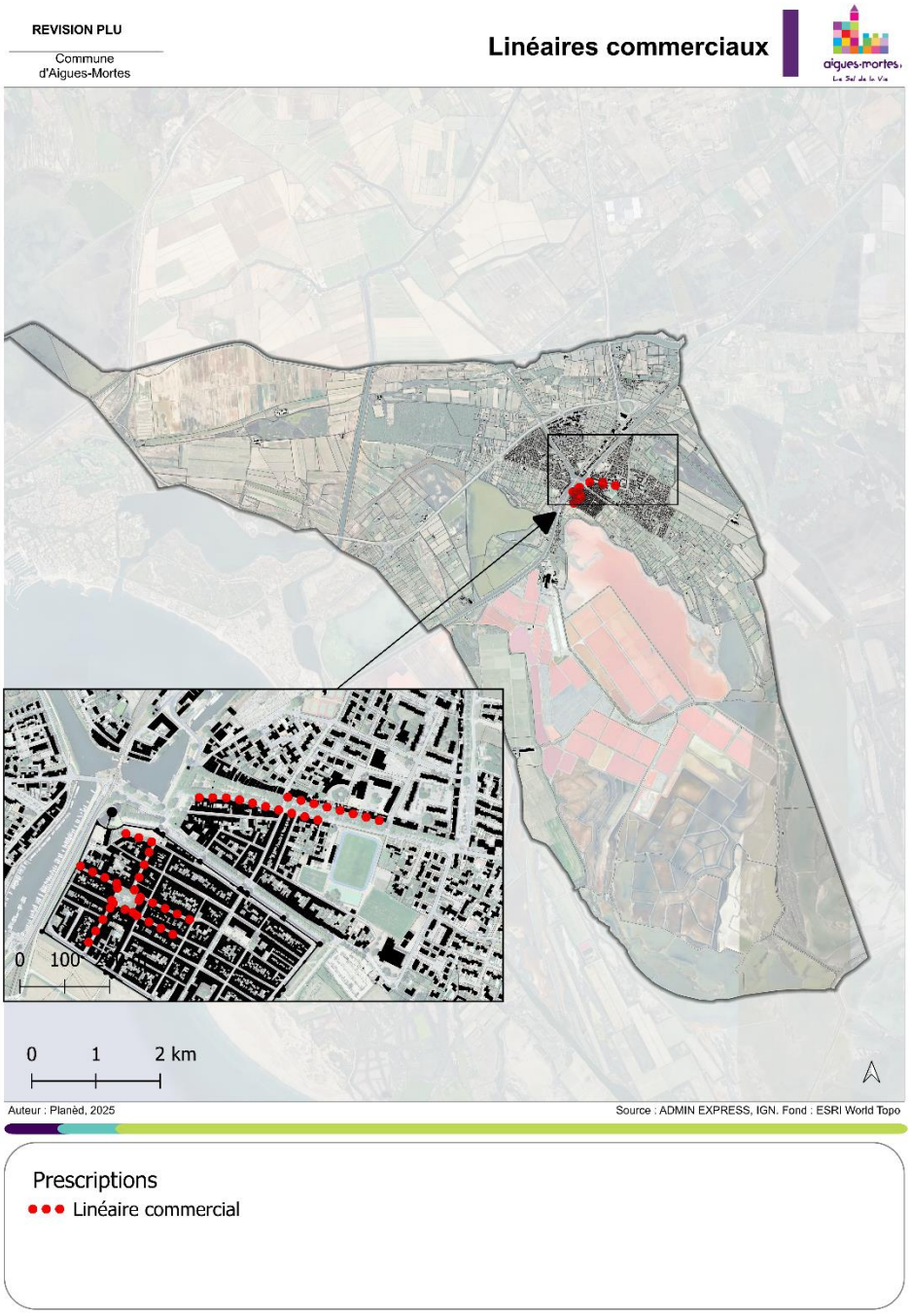
- Espace public planté – Aménagements paysagers
- Equipement public pour les services communaux
- Prélocalisation d'un ER de franchissement et de reconstruction d'un pont
- Cheminements piétons
- Espaces de stationnement (création, extension, requalification)
- Groupe scolaire
- Elargissement, création ou réfection de voirie



LES QUARTIERS, ILOTS ET VOIES DANS LESQUELS EST PRESERVEE OU DEVELOPPEE LA DIVERSITE COMMERCIALE

Le code de l'urbanisme prévoit que le règlement peut identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers le commerce de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif.

Le PLU a mis en place cette disposition sur le règlement graphique au niveau des rues commerçantes du bourg. Sur ces linéaires, le règlement écrit impose la protection, le maintien et la création des linéaires commerciaux.



LES BATIMENTS POUVANT FAIRE L'OBJET D'UN CHANGEMENT DE DESTINATION

Pour répondre au PADD, le règlement graphique désigne en zone agricole un bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination dans la mesure où ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Lors du dépôt de l'autorisation d'urbanisme, le changement de destination sera soumis à l'avis conforme de la Commission Départementale pour la Préservation des Espaces Agricoles, Naturels et Forestiers (CDPENAF) en zone agricole, et à l'avis conforme de la Commission Départementale.

Sur la commune d'Aigues-Mortes, un recensement des bâtiments remarquables en zone agricole et naturelle a été effectué. Ils font partie intégrante de l'identité du territoire et il est important de les protéger.

Ainsi, les élus ont recensé 2 bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination.

Il est permis leur restauration et leur changement de destination en logement ou en établissement hôtelier dans les volumes existants.

Ce changement de destination permet de modifier la vocation de la construction existante, mais ne permet pas de donner des droits à construire supplémentaires en cohérence avec la réglementation du PPRI. La justification de la loi Littoral complète cette disposition.



Domaine Terres de Sable



Mas du Bosquet

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Changements de destination



Auteur : Planèd, 2025

Source : ADMIN EXPRESS, IGN. Fond : ESRI World Topo

Prescriptions

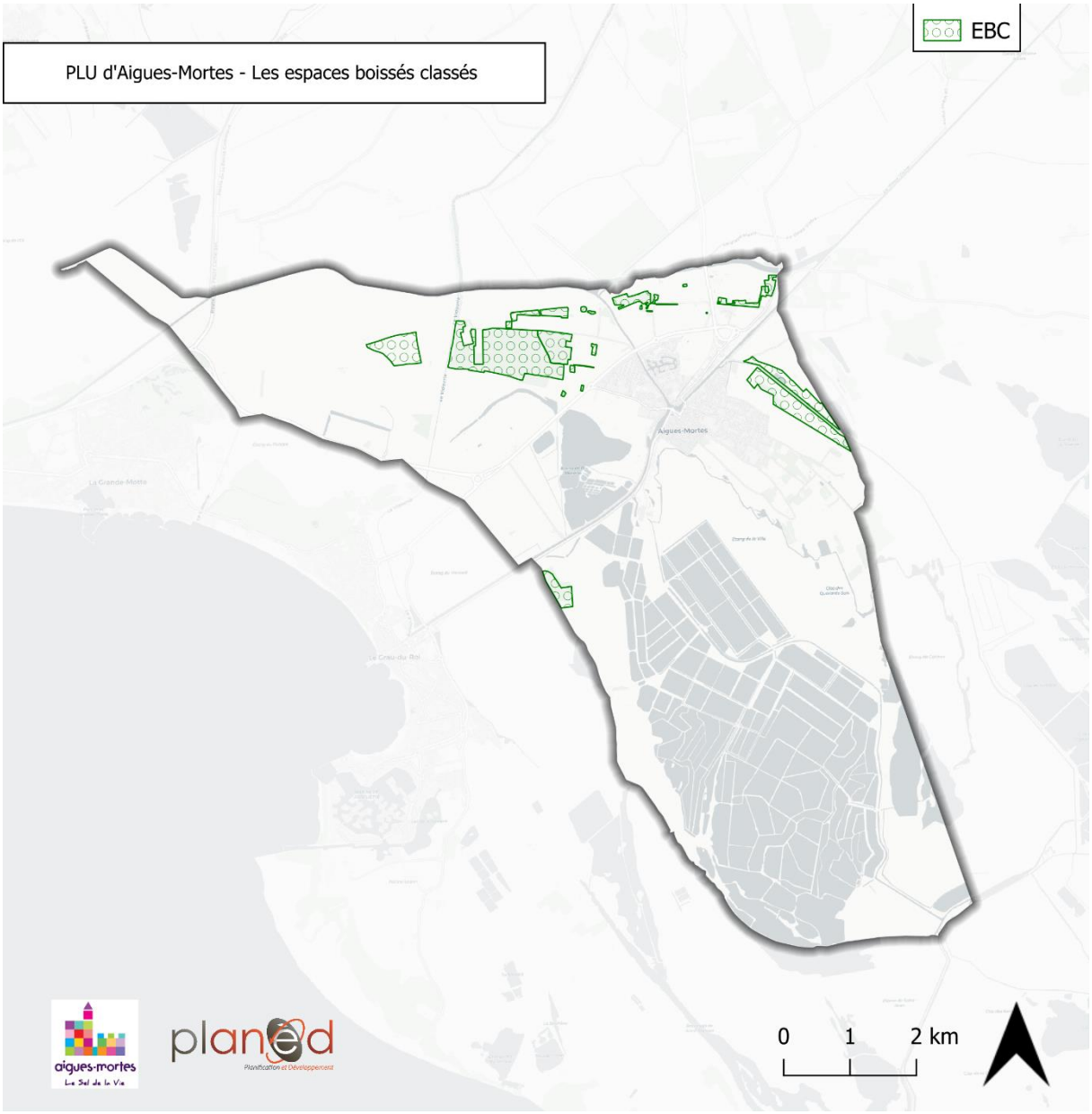
Changement de destination

LES ESPACES BOISES CLASSES (EBC)

L'article L.113-1 du Code de l'urbanisme permet au PLU de « *classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements*. »

Le classement au titre des espaces boisés classés interdit les changements d'affectation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au Code Forestier.

Au total, le PLU compte 256,6 ha classés en EBC.

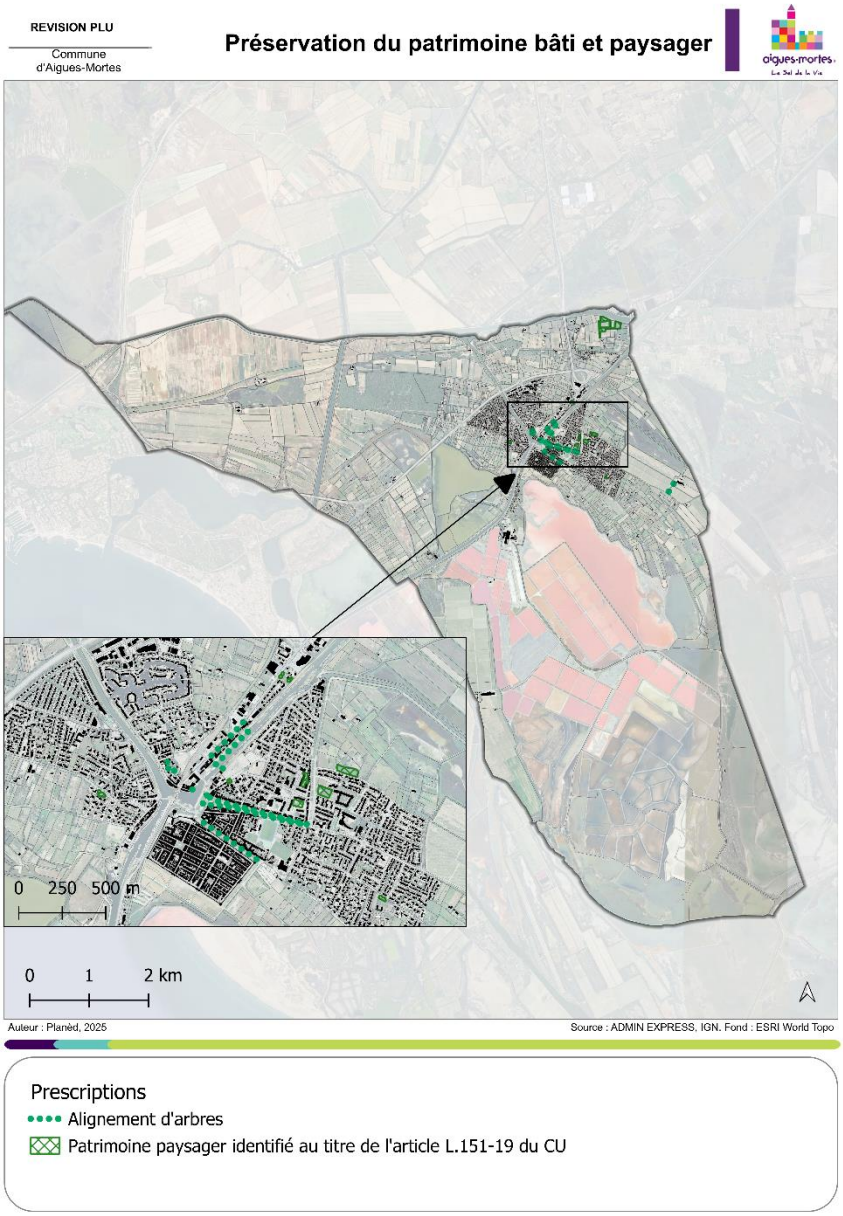


LA PRESERVATION DU PATRIMOINE BATI ET PAYSAGER A PROTEGER

En réponse au PADD et par l'application de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme, le règlement identifie et délimite les immeubles bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural. Les objectifs du repérage de ces éléments ont été :

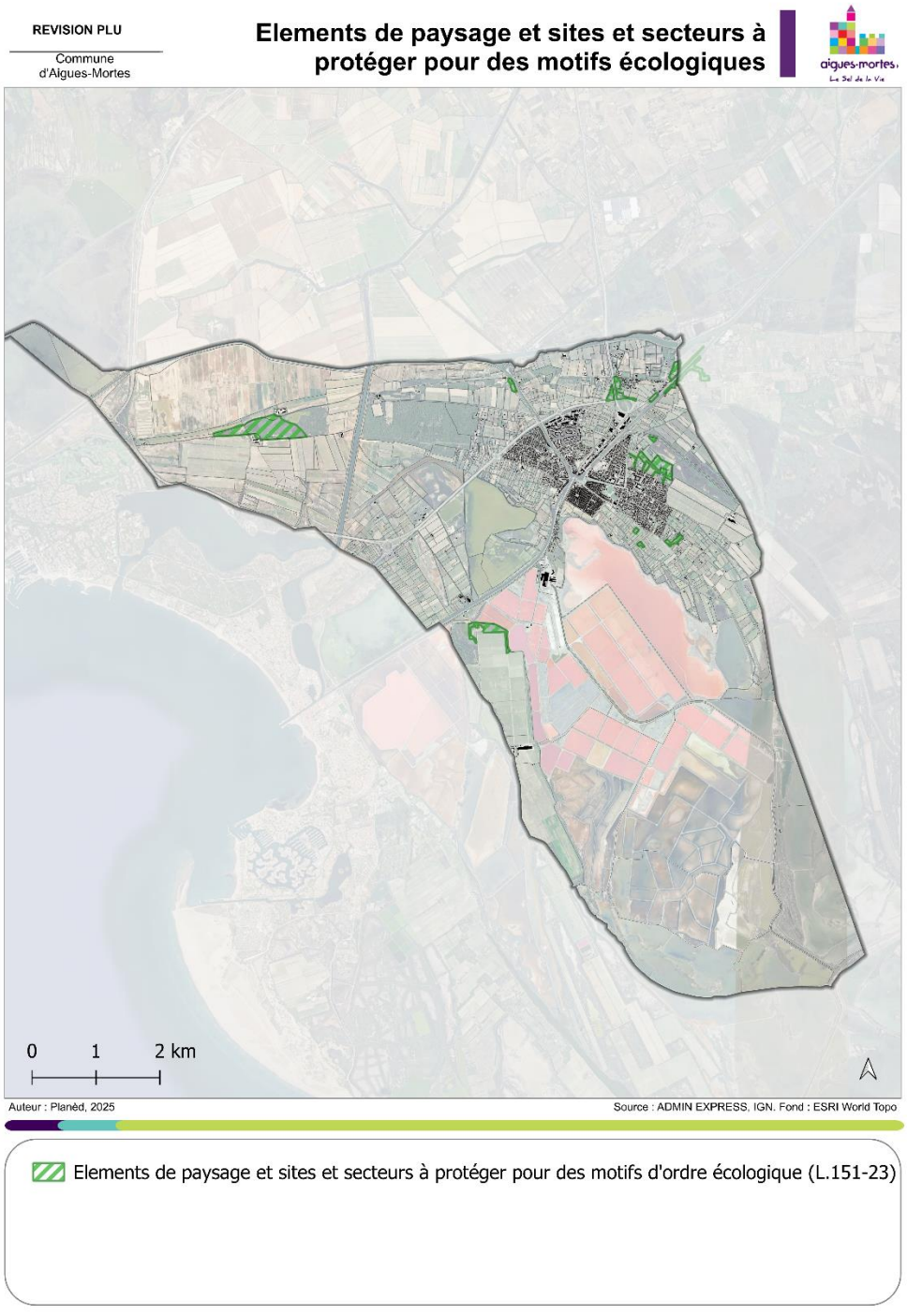
- D'établir un inventaire du patrimoine vernaculaire et représentatif ;
- D'empêcher de porter atteinte à ses caractéristiques, notamment à sa dégradation et sa disparition.

Un travail d'identification des éléments à protéger a été effectué sur la commune. Plus d'une dizaine d'éléments patrimoniaux des alignements, d'arbres, des arbres remarquables et des espaces boisés identifiés.



LES ELEMENTS DE PAYSAGE ET DELIMITER LES SITES ET SECTEURS A PROTEGER POUR DES MOTIFS D'ORDRE ECOLOGIQUE

L'article L.151-23 du Code de l'urbanisme permet au PLU d'identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.



LA MIXITE SOCIALE

Aigues-Mortes n'est pas concernée par la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU).

La commune compte 426 logements sociaux au 1er janvier 2020, soit environ 8% du parc.

Le Code de l'urbanisme prévoit des outils dans le PLU permettant la production de logements locatifs sociaux. Sur le territoire, la production de logements sociaux est en déficit. L'utilisation d'un outil réglementaire par projet permet de mettre en œuvre une offre souvent plus adaptée au contexte foncier et urbain. La définition de secteurs de mixité sociale est une réponse à la nécessité de la croissance de l'offre en logements sociaux dans le parc des résidences principales. La commune a fait le choix d'utiliser l'outil de la servitude de mixité sociale pour mettre en œuvre les objectifs du PADD. Cet outil permet de délimiter zonages pour lesquels un objectif minimal de production de logements sociaux s'applique.

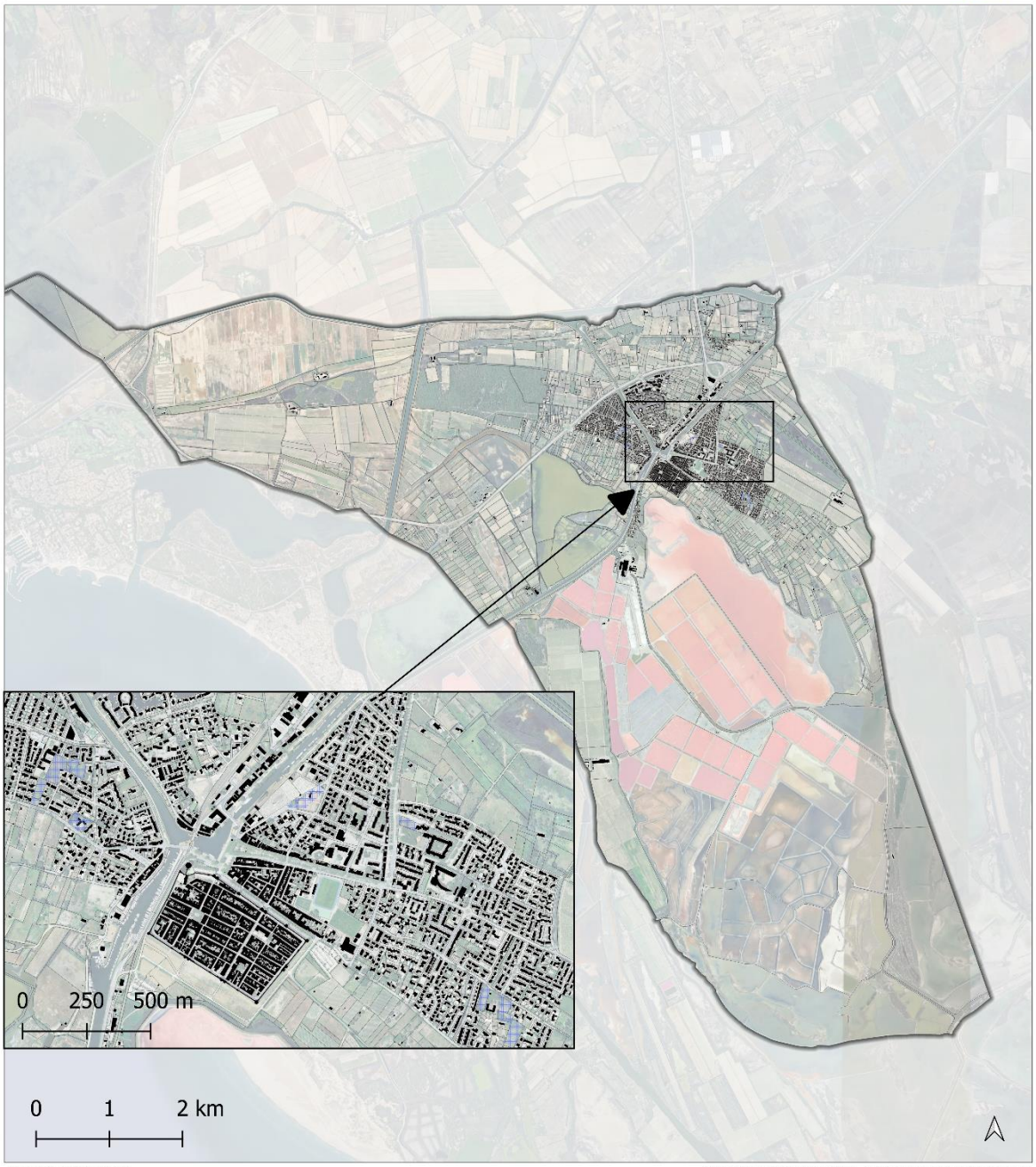
En plus des Servitudes de Mixité Sociale régie par l'article L.151-15, le PLU impose une part de logements sociaux dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Secteurs	Part des logements sociaux imposés	Sur un total de
OAP 1 – Pataquières	20% de LLS	50 log.
OAP 2 – Bosquet	100% de LLS	20 log.
OAP 3 – Esparron	20% de LLS	100 log.
OAP 5 – Tennis	100% de LLS	20 log.
OAP 8 – Mas d'Avon	30% de LLS	350-400 log.

REVISION PLU

Commune
d'Aigues-Mortes

Servitude de Mixité Sociale



Auteur : Planèd, 2025

Source : ADMIN EXPRESS, IGN. Fond : ESRI World Topo

Prescriptions

Servitude de Mixité Sociale au titre du L.151-15 du CU

PARTIE 7 : JUSTIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le règlement couvre l'ensemble du territoire à la parcelle de manière précise et stricte. Dans les secteurs à enjeux, le PLU complète le dispositif avec des Orientations d'Aménagement et de Programmation qui couvrent l'ensemble d'un secteur pour y déterminer des principes d'aménagement cohérents, un programme, des modalités d'urbanisation en fonction du contexte avec des modalités d'application plus souple sur l'ensemble, étant opposables dans un rapport de simple compatibilité. Et ce, à la différence des dispositions du règlement qui s'imposent au terrain d'assiette dans un rapport de plus stricte conformité, sauf adaptations mineures ou dérogations dans les conditions prévues par le Code de l'urbanisme. Les OAP permettent d'enrichir la norme sur une partie du territoire.

Le PLU décline son projet de développement dans **8 OAP sectorielles**.

Lorsqu'elles visent des zones AU, les OAP définissent bien les conditions d'aménagement et d'équipement d'ensemble de la zone en application de l'article R. 151-20 du Code de l'urbanisme.

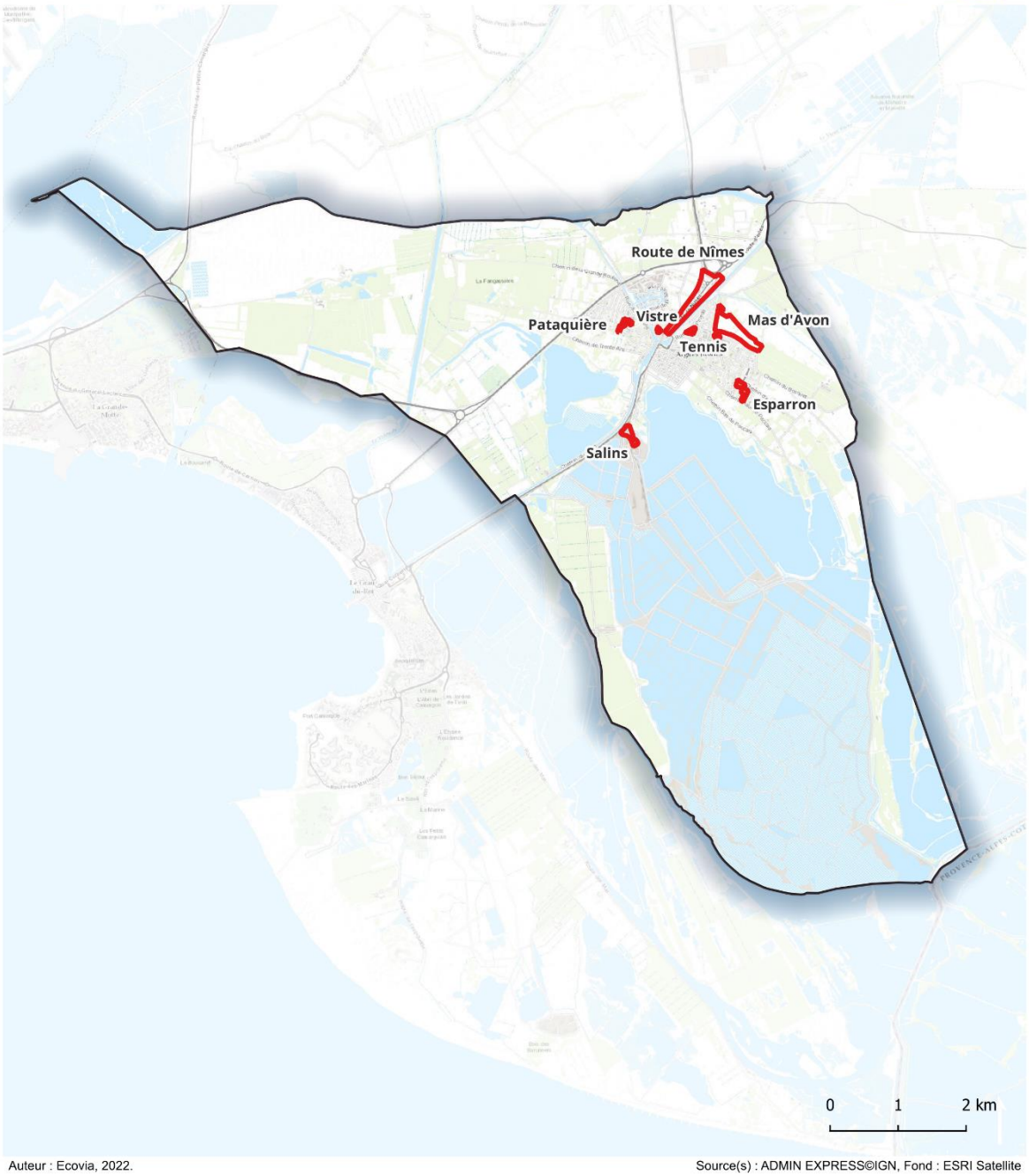
Dans le cadre de l'aléa feux de forêt, un porté à connaissance (PAC) a été transmis par le Préfet du Gard aux maires des communes concernées, donc Aigues-Mortes, le 11 octobre 2021. Il est disponible sur le site de la préfecture ainsi qu'une carte de feu de forêt.

L'aléa feu de forêt fera l'objet d'une analyse et sera pris en compte dans l'élaboration du PLU entre son arrêt et son approbation.

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Localisation des OAP sur la commune d'Aigues-Mortes



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : ADMIN EXPRESS©IGN, Fond : ESRI Satellite

Périmètre de la commune d'Aigues-Mortes

Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Nom du secteur	N° OAP	Caractère du site et objectifs de l'OAP	PADD mise en œuvre dans l'OAP
Pataquière	1	Le secteur de l'OAP Pataquière est localisé sur une dent creuse dans un tissu urbain résidentiel dense, au sud-ouest de la commune. Le site se trouve à proximité du centre-ville d'Aigues-Mortes. Il est accessible par le chemin de la Pataquière au sud et le chemin de Tourche au nord. Situé sur un espace en friche, le secteur est idéal pour l'accueil de logements à proximité des aménités du quotidien et des centralités. Il est entièrement concerné par l'aléa modéré en zone urbaine (M-U) du risque inondation du PPRi d'Aigues-Mortes. Les constructions nouvelles sont autorisées sous condition que la surface de plancher aménagé soit calée à la cote 2,70m NGF. La création d'un principe de noue paysagère et d'un principe de gestion du pluvial par bassin de rétention permettra l'évacuation des eaux de pluie et de ruissellement. Le site constitue un espace de développement stratégique en densification, constituant l'une des deux dernières grandes dents creuses du territoire. Il permettra la production de logements de densité moyenne à forte (habitat groupé et collectif) sur une des dernières dents creuses de grande de la commune. Les hauteurs iront du R+1 au R+2 pour correspondre aux formes urbaines environnantes. L'OAP permettra de favoriser la mixité sociale et l'accessibilité à tous au parc de logements. L'objectif est la production de 50 logements dont 20% de logements sociaux à minima. Les	**1A/ Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer une équilibre générationnel** Soutenir le rythme de production de logements tout type confondu en produisant 53 logements par an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans. Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles. Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins. **1/B Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous** ▪ Hiérarchiser et renforcer le maillage viaire structurant. ▪ Améliorer le maillage viaire inter-quartier. ▪ Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos). **2A / Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière**

		logements seront de type T3 ou T4 à minima afin de favoriser l'accueil de ménages de type famille avec enfants. Une typologie adéquate avec l'école primaire Henri Séverin qui est à proximité immédiate du secteur sur la partie Est.	▪ Veiller au respect de la qualité et cohérence de l'urbanisation, réaliser des opérations de densification ciblées. ▪ Travailler sur des formes urbaines mixtes qui permettent de tenir les objectifs de modération de la consommation d'espaces tout en répondant aux objectifs de cohérence et de qualité urbaine et d'accueil de la population. **2B / Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée** ▪ Promouvoir et renforcer la nature en ville. **2C / Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique** ▪ Assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement). ▪ Promouvoir l'amélioration des performances énergétiques et environnementales. ▪ Tendre vers l'exemplarité environnementale. ▪ Assurer la pérennité de la ressource en eau.
Bosquet	2	Le secteur du Bosquet, situé à l'Est de la commune en limite d'urbanisation, s'insère dans un tissu pavillonnaire mixte, à proximité d'équipements publics et d'une résidence collective récemment rénovée. Il s'agit d'un espace libre	**1A/ Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer une équilibre générationnel**

		jouxtant un parc communal comprenant aire de jeux, équipements sportifs et des espaces boisés. L'OAP vise à densifier ce secteur en accroche à la résidence du Bosquet voisine, en valorisant une opportunité foncière pour produire environ 20 logements sociaux sous forme de petits collectifs. L'objectif est de contribuer à la diversification de l'offre résidentielle, dans une logique de continuité urbaine. Mais également de favoriser la mixité sociale au sein du parc de logement pour garantir l'accès au logement pour tous, notamment les jeunes. Le projet prévoit une forte densité bâtie avec un gradient de hauteur du Rdc au R+2, un recul des constructions depuis le chemin du Mas d'Avon, et un alignement avec les constructions existantes au nord. La requalification du chemin du Mas d'Avon permettra d'intégrer une desserte adaptée aux mobilités douces, tandis que le stationnement sera contenu dans l'enveloppe du projet. L'ensemble s'inscrit dans une composition paysagère respectueuse du contexte : intégration végétale, gestion raisonnée des eaux pluviales, limitation de l'imperméabilisation et application de principes bioclimatiques (orientation du bâti, végétation filtrante, préservation de la pleine terre). Ce projet vise ainsi à concilier densification urbaine, qualité de vie résidentielle et durabilité environnementale.	Soutenir le rythme de production de logements tout type confondu en produisant 53 logements par an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans. Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles. Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins. **1/B Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous** ▪ Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos). **2A / Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière** ▪ Veiller au respect de la qualité et cohérence de l'urbanisation, réaliser des opérations de densification ciblées. ▪ Travailler sur des formes urbaines mixtes qui permettent de tenir les objectifs de modération de la consommation d'espaces tout en répondant aux objectifs de cohérence et de qualité urbaine et d'accueil de la population. **2B / Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée**

			▪ Promouvoir et renforcer la nature en ville.
Esparron	3	Le secteur d'Esparron, situé au sud-est de la commune en limite d'urbanisation, constitue une interface entre tissu pavillonnaire et espaces agricoles. Actuellement occupé par des maisons individuelles et des terrains agricoles, ce site présente un potentiel important en densification et en renouvellement urbain.C'est l'un des deux derniers grands secteurs de densification et de renouvellement urbain de la commune. L'OAP vise à y développer environ 100 logements répartis entre zones à densité moyenne (au sud) et forte (au nord), avec une part de 20 % de logements sociaux à minima et une diversité typologique (au moins 30 % de T3/T4). L'aménagement prévoit une intégration harmonieuse dans le paysage existant, avec la conservation ou la revalorisation d'un îlot à l'architecture de type mas provençal. La composition urbaine privilégie une variété formelle, une hauteur maximale en R+1, et une attention au vis-à-vis via des pignons et des balcons intégrés. Le secteur est concerné par de l'aléa fort submersion marine en zone urbanisée du PPRi d'Aigues-Mortes (Fsub-U). Les constructions nouvelles sont autorisées sous condition que la surface de plancher aménagé soit calée à la cote 2,70m NGF. Une nouvelle voie de liaison est prévue entre les chemins d'Esparron et Haut de Peccais, avec des cheminements doux et un stationnement intégré et non imperméabilisé. Le projet	**1A/ Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer une équilibre générationnel** Soutenir le rythme de production de logements tout type confondu en produisant 53 logements par an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans. Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles. Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins. **1/B Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous** ▪ Hiérarchiser et renforcer le maillage viaire structurant. ▪ Améliorer le maillage viaire inter-quartier. ▪ Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos). **2A / Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière**

		met un accent fort sur la qualité paysagère : préservation des arbres existants, plantation d'arbres de haute tige, création d'espaces verts collectifs, et maintien de sols perméables. Sur le plan environnemental, il s'appuie sur des principes bioclimatiques visant à limiter les surfaces minéralisées, favoriser la gestion naturelle des eaux pluviales, optimiser l'orientation du bâti, promouvoir les énergies renouvelables et lutter contre les îlots de chaleur. L'OAP d'Esparron propose ainsi une densification mesurée et respectueuse de son environnement, en assurant une continuité urbaine maîtrisée et une forte qualité de vie.	▪ Veiller au respect de la qualité et cohérence de l'urbanisation, réaliser des opérations de densification ciblées. ▪ Travailler sur des formes urbaines mixtes qui permettent de tenir les objectifs de modération de la consommation d'espaces tout en répondant aux objectifs de cohérence et de qualité urbaine et d'accueil de la population. **2B / Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée** ▪ Valorisation des monuments emblématiques, protéger le patrimoine bâti remarquable. ▪ Promouvoir et renforcer la nature en ville. ▪ Renforcer le végétal dans les quartiers par la création d'espace végétalisé récréatif. **2C / Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique** ▪ Assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement). ▪ Promouvoir l'amélioration des performances énergétiques et environnementales. ▪ Tendre vers l'exemplarité environnementale.

			▪ Assurer la pérennité de la ressource en eau.
Vistre	4	L'OAP du Vistre, situé à proximité immédiate du centre-ville et du canal du Rhône à Sète, s'insère dans un tissu résidentiel dense, et jouxtant une friche SNCF en reconversion. Occupé principalement par une végétation arborée dense et quelques habitations, ce site constitue une opportunité foncière pour accompagner la dynamique de production et de diversification de l'offre résidentielle, tout en conservant une forte qualité paysagère. L'OAP prévoit la réalisation d'environ 10 logements sous forme d'habitat superposé ou de maisons accolées, avec une densité moyenne et une hauteur limitée à R+1. L'implantation des constructions suivra un axe Nord-Sud, en quinconce, le long d'une voie d'accès en impasse depuis la rue des Lilas, avec continuité piétonne vers la rue du Vistre et stationnement géré à la parcelle. Le secteur est en limite du périmètre du Secteur Patrimonial Remarquable. L'intégration paysagère dans l'OAP est donc centrale afin de préserver le cône de vue depuis la tour d'Aigues-Mortes. Le bosquet en limite ouest du secteur est maintenu. Il s'agira de conserver les arbres existants et les franges végétales pour préserver un espace de respiration au sein de l'urbanisation. L'ensemble du projet s'inscrit dans une démarche de "parc habité", combinant densification modérée, respect du cadre naturel, et application de principes bioclimatiques :	**1A/ Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer une équilibre générationnel** ▪ Soutenir le rythme de production de logements tout type confondu en produisant 53 logements par an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans. ▪ Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles. ▪ Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins. **1/B Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous** ▪ Améliorer le maillage viaire inter-quartier. ▪ Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos). **2A / Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière** ▪ Veiller au respect de la qualité et cohérence de l'urbanisation, réaliser des opérations de densification ciblées.

		orientation optimale du bâti, gestion des eaux pluviales, réduction des surfaces imperméabilisées, végétalisation stratégique et recours à des essences locales adaptées.	▪ Travailler sur des formes urbaines mixtes qui permettent de tenir les objectifs de modération de la consommation d'espaces tout en répondant aux objectifs de cohérence et de qualité urbaine et d'accueil de la population. **2B / Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée** ▪ Promouvoir et renforcer la nature en ville. ▪ Garantir une qualité paysagère globale qualitative, représentative de la Camargue Gardoise afin de ne pas créer une protection différenciée entre les sites protégés (SPR, site inscrit et classé) et le reste de la commune (entrées de ville, zone d'activité, espaces publics en dehors du périmètre de protection des abords ...). **2C / Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique** ▪ Protéger la trame verte et bleue ▪ Assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement). ▪ Lutter contre les îlots de chaleur

			▪ Promouvoir l'amélioration des performances énergétiques et environnementales. ▪ Tendre vers l'exemplarité environnementale. ▪ Assurer la pérennité de la ressource en eau.
Tennis	5	Le site des Tennis, situé à proximité immédiate du centre-ville et en face du cimetière communal, constitue un ancien espace dédié aux équipements sportifs, faiblement bâti et bordé d'arbres de haute tige. Bénéficiant d'un positionnement stratégique, entre tissu pavillonnaire, équipements publics et axes de desserte, ce foncier communal offre une opportunité pour accompagner la diversification du parc de logements en passant par le renouvellement urbain. L'OAP a pour objectif la réalisation d'environ 20 logements en habitat partagé et à vocation sociale, intégrés sous forme de petit collectif, maisons de ville ou habitat superposé, avec une densité relativement élevée mais en cohérence avec le tissu existant. L'implantation sera concentrée en front de la rue de la Pinède, dans un souci de rythme et de discontinuité des façades, avec une hauteur maximale en R+2 pour répondre aux contraintes du PPRI car le site est concerné par l'aléa modéré en zone urbanisée (M-U). L'opération prévoit également la création d'un espace public de quartier végétalisé, ouvert à l'ensemble des habitants. La desserte principale se fera par la rue Jeanne Demessieux,	**1A/ Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer une équilibre générationnel** ▪ Soutenir le rythme de production de logements tout type confondu en produisant 53 logements par an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans. ▪ Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles. ▪ Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins. ▪ Promouvoir dans les opérations d'aménagement d'ensemble de la mixité intergénérationnelle et des logements aidés. **1/B Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous** ▪ Améliorer le maillage viaire inter-quartier. ▪ Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos).

		complétée par la requalification de la rue de la Pinède (intégration d'une voie modes actifs) et la préservation du stationnement existant pour les riverains. L'ensemble du projet s'inscrit dans une logique de densification mesurée en renouvellement urbain, fondée sur la continuité végétale, la préservation des arbres existants et une forte qualité environnementale : gestion des eaux pluviales, préservation de la pleine terre, orientation bioclimatique des constructions, optimisation de l'éclairage naturel et recours à des essences locales peu consommatrices en eau. L'OAP Tennis a pour ambition de proposer un habitat inclusif et durable, tout en renforçant le cadre de vie et les liens sociaux à l'échelle du quartier.	**2A / Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière** ▪ Veiller au respect de la qualité et cohérence de l'urbanisation, réaliser des opérations de renouvellement urbain ciblées. ▪ Travailler sur des formes urbaines mixtes qui permettent de tenir les objectifs de modération de la consommation d'espaces tout en répondant aux objectifs de cohérence et de qualité urbaine et d'accueil de la population. **2B / Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée** ▪ Promouvoir et renforcer la nature en ville. ▪ Valoriser et caractériser les entrées de ville avec l'image d'Aigues-Mortes : paysages de la Camargue Gardoise, vues sur le patrimoine et la silhouette urbaine, etc. **2C / Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique** ▪ Protéger la trame verte et bleue ▪ Assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement). ▪ Lutter contre les îlots de chaleur

			▪ Promouvoir l'amélioration des performances énergétiques et environnementales. ▪ Tendre vers l'exemplarité environnementale. ▪ Assurer la pérennité de la ressource en eau.
Route de Nîmes	6	Le site de la Routes de Nîmes est la véritable porte d'entrée nord de la commune. Il est composé d'un tissu urbain hétérogène structuré autour de la route départementale D979. C'est une artère urbaine très fréquentée, l'aménagement de son entrée est donc primordial pour assurer la qualité urbaine et l'image de la commune. Son positionnement stratégique entre la voie ferrée, le canal du Rhône à Sète et à proximité immédiate de la gare d'Aigues-Mortes en fait un secteur clé pour le renouvellement urbain, la densification et le développement de la ville. Actuellement marqué par une urbanisation disparate – mêlant commerces, habitat, hôtels et tissu faubourien en bordure du canal – le secteur souffre d'un manque de cohérence urbaine et paysagère. L'OAP vise une restructuration profonde pour valoriser l'entrée de ville d'Aigues-Mortes, renforcer la mixité fonctionnelle et améliorer la lisibilité des espaces. Elle a pour objectif d'organiser des secteurs à vocations différentes (habitat, commerces, mixte), densifier les espaces non mobilisés, tout en conservant les rez-de-chaussée commerciaux et actifs notamment à proximité du futur Pôle d'Échanges Multimodal.	**1A / Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer une équilibre générationnel** ▪ Soutenir le rythme de production de logements tout type confondu en produisant 53 logements par an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans. **1B / Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous** ▪ Hiérarchiser et renforcer le maillage viaire. ▪ Développer une offre en stationnement complémentaire à celle du centre-ville pour soulager les aires de stationnement en centre-ville. ▪ Créer un pôle d'échange multimodal sur le site de la gare pour les déplacements du quotidien et touristique à proximité du centre-ville et favoriser l'accès au centre-ville avec des modes actifs. ▪ Améliorer le maillage viaire inter-quartier.

		Les constructions devront respecter un ordonnancement le long de la D979 et de l'avenue du Pont de Provence, avec une hauteur modulée entre R+1 et R+2 selon les secteurs, et un retrait des habitations vis-à-vis de la voie ferrée. L'enjeu est également de préserver les éléments patrimoniaux, notamment autour du Pont de Provence, et d'assurer une cohérence architecturale sur les franges du canal, inscrit au Site Patrimonial Remarquable. La mobilité est une vocation structurante de l'OAP : création d'un nouveau franchissement pour désengorger la D979, amélioration des liaisons douces (viaRhona, avenue du Pont de Provence), stationnements publics requalifiés (notamment pour les bus touristiques) et désimperméabilisation des parkings commerciaux. Les nouvelles opérations intégreront les stationnements dans l'enveloppe bâtie. Le volet paysager et environnemental a pour objectif une entrée de ville plus verte, via des franges végétales, la création d'écrans avec la voie ferrée, la mise en valeur des arbres de haute tige existants et le traitement qualitatif des bords de canal et de la ViaRhôna. L'urbanisation s'organisera sur une densité modérée, respectueuse des sols perméables et de la trame végétale. Enfin, l'OAP recommande l'intégration de principe de bioclimatisme notamment par l'orientation des bâtiments, gestion des eaux pluviales (noues, évapotranspiration), ombrage naturel, favorisation des énergies renouvelables, optimisation de la lumière naturelle, lutte contre les îlots de chaleur et végétalisation extensive.	▪ Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos). **1C / Renforcer la dynamique économique et touristique** ▪ Requalifier et encadrer le développement de l'activité commerciale en entrée de ville Route de Nîmes. **2A / Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière** ▪ Veiller au respect de la qualité et cohérence de l'urbanisation, réaliser des opérations de renouvellement urbain ciblées. ▪ Travailler sur des formes urbaines mixtes qui permettent de tenir les objectifs de modération de la consommation d'espaces tout en répondant aux objectifs de cohérence et de qualité urbaine et d'accueil de la population. ▪ Développer la mixité fonctionnelle sur l'entrée de ville route de Nîmes en s'appuyant sur les secteurs mutables pour créer un quartier à vivre. **2B / Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée** ▪ Promouvoir et renforcer la nature en ville.

		En somme, cette OAP a pour objectif de concilier qualité urbaine, attractivité économique, mobilité et qualité environnementale pour transformer ce secteur clé en véritable porte d'entrée structurée d'Aigues-Mortes.	**2C / Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique** ▪ Protéger la trame verte et bleue ▪ Assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement). ▪ Lutter contre les îlots de chaleur ▪ Promouvoir l'amélioration des performances énergétiques et environnementales. ▪ Tendre vers l'exemplarité environnementale. ▪ Assurer la pérennité de la ressource en eau.
Salins	7	Le secteur des Salins concerne la requalification de la zone touristique des Salins du Midi, située à l'entrée sud de la commune, en bordure immédiate d'un site industriel actif et d'un environnement naturel remarquable. Sur une superficie d'environ 2,6 ha, ce secteur artificialisé (parkings, bâtiments logistiques et administratifs, départ du petit train touristique) fait face à des enjeux paysagers, environnementaux et touristiques. L'objectif est de valoriser le site à travers une montée en gamme de l'offre touristique, mais également d'assurer une insertion harmonieuse dans un paysage de grande qualité, au contact de milieux humides à haute valeur écologique (sansouïres, lagunes, habitat du Statice de Provence et de la Cistude d'Europe).	**1C / Renforcer la dynamique économique et touristique** ▪ Accompagner la diversification des activités des Salins, site emblématique d'Aigues-Mortes, vers de l'hébergement touristique et avec la requalification de la zone d'accueil touristique. ▪ Pérenniser la filière agricole et promouvoir la production agricole locale (activité salicole). ▪ Mettre en valeur le patrimoine local et vernaculaire en lien avec l'activité agricole participant à l'identité et à la qualité du territoire.

		Le projet prévoit la création d'un pôle touristique structuré autour d'un hôtel avec spa, d'un restaurant/snack, d'une nouvelle boutique et d'un musée, le tout articulé par des passerelles et implanté uniquement sur des sols déjà anthropisés. Les constructions seront sur pilotis (respect des prescriptions PPRI) et limitées à 8,50 m de hauteur. L'organisation fonctionnelle de la zone permettra de séparer les flux touristiques et industriels, avec un stationnement paysagé d'environ un hectare à l'ouest, traité en revêtements perméables et ombragé par des arbres de haute tige. Un cheminement piéton reliera les parkings aux équipements d'accueil, longeant une roubine servant à canaliser les flux et protéger les zones sensibles et prévenir les risques d'inondation. L'OAP prévoit également la mise en place de mesures environnementales : respect du calendrier écologique des travaux, balisage des zones sensibles (Statice de Provence, sansouïres), gestion des espèces invasives, suivi écologique sur 5 ans, et aménagement d'un parc en interface naturelle à l'est du site. L'ensemble du projet s'inscrit dans une logique de limitation des impacts, de préservation des milieux naturels, tout en renforçant l'attractivité touristique de la commune par une offre qualitative et durable.	**2C / Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique** ▪ Assurer les fonctionnalités écologiques des corridors écologiques. ▪ Assurer la protection des biens et des personnes. ▪ Maintenir et restituer les continuités hydrauliques. ▪ Assurer la pérennité de la ressource en eau.
Mas d'Avon	8	Situé au nord d'Aigues-Mortes, le secteur du Mas d'Avon représente la dernière grande réserve foncière de la commune. Situé au nord de la ville, entre le chemin du Mas d'Avon et l'avenue du Général Leclerc, à seulement 15 minutes à pied des remparts, ce site bénéficie d'une	**1A/ Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer une équilibre générationnel** ▪ Soutenir le rythme de production de logements tout type confondu en produisant 53 logements

		localisation stratégique. Actuellement composé de prairies, de friches et de zones humides traversées par des fossés (roubines). Il est notamment identifié comme un espace stratégique de mutation par le PPRi d'Aigues-Mortes. Le projet vise la création d'un quartier mixte exemplaire, intégrant habitat, équipements sportifs et locaux d'activités, dans une logique de sobriété foncière et de respect du contexte paysager et hydraulique. Le site est structuré autour des roubines existantes conservées et valorisées, formant des "doigts humides" qui accueillent parcs, jeux et parcours sportifs, et définissent des "doigts secs" urbanisables en continuité avec les quartiers limitrophes. Elles sont notamment préservées par des prescriptions surfaciques au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme dans le règlement graphique. Le quartier sera découpé en six unités d'habitation et prévoit la production de 350 à 400 logements avec une densité minimale de 30 logements/ha, intégrant une offre diversifiée et innovante (logements traversants, duplex, espaces partagés), dont 30 % de logements sociaux et 10 % de logements abordables. Des locaux d'activités et services seront implantés le long du chemin du Mas d'Avon pour dynamiser le quartier. Un pôle sportif (gymnase, terrains de sport, pump track, parcours santé) est également prévu pour favoriser la vie collective. Le bâti sera implanté sur pilotis, orienté majoritairement nord/sud pour favoriser le confort thermique et la ventilation naturelle, avec des hauteurs limitées à 16 m NGF pour préserver les vues depuis les remparts. Concerné par l'aléa	par an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans. ▪ Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles. ▪ Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins. **1/B Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous** ▪ Créer un nouveau franchissement du canal comme nouvelle entrée de ville, via le Chemin du Mas d'Avon afin de diffuser les flux et désengorger le centre-ville en période touristique. ▪ Hiérarchiser et renforcer le maillage viaire structurant. ▪ Améliorer le maillage viaire inter-quartier. ▪ Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos). **2A / Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière** ▪ Développer le quartier du Mas d'Avon dans un objectif de quartier à vivre : accueillir des équipements sportifs et de loisirs à vocation communale, répondre par la production de

		fort submersion marine en zone urbanisée (Fsub-U), la gestion du risque inondation est centrale, avec des aménagements hydrauliques intégrés, des stationnements perméables et une trame viaire pensée pour les mobilités douces. Une attention particulière est portée à la préservation du paysage, des zones humides et de la biodiversité locale. Le projet du Mas d'Avon s'inscrit dans une volonté de créer un quartier vivant, exemplaire ancré dans son territoire, en réponse aux enjeux environnementaux et urbains.	logements à une grande part des besoins de desserrement des ménages et d'accueil de population, favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle (dont les jeunes ménages) dans une ambition de qualité urbaine, architecturale, paysagère et de haute valeur environnementale. Créer un quartier intégré harmonieusement dans le site et fixant la lisière urbaine. ▪ Développer le quartier du Mas d'Avon dans un objectif de quartier à vivre : accueillir des équipements sportifs et de loisirs à vocation communale, répondre par la production de logements à une grande part des besoins de desserrement des ménages et d'accueil de population, favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle (dont les jeunes ménages) dans une ambition de qualité urbaine, architecturale, paysagère et de haute valeur environnementale. Créer un quartier intégré harmonieusement dans le site et fixant la lisière urbaine. ▪ Travailler sur des formes urbaines mixtes qui permettent de tenir les objectifs de modération de la consommation d'espaces tout en répondant aux objectifs de cohérence et de qualité urbaine et d'accueil de la population.

			2B / Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée ▪ Garantir une qualité paysagère globale qualitative, représentative de la Camargue Gardoise. ▪ Promouvoir et renforcer la nature en ville. ▪ Renforcer le végétal dans les quartiers par la création d'espace végétalisé récréatif. **2C / Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique** ▪ Assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement). ▪ Préserver les cours d'eau et les milieux humides associés. ▪ Protéger la trame verte et bleue. ▪ Lutter contre les îlots de chaleur. ▪ Préserver les milieux naturels captant du CO_2. ▪ Promouvoir l'amélioration des performances énergétiques et environnementales. ▪ Tendre vers l'exemplarité environnementale. ▪ Assurer la pérennité de la ressource en eau.

PARTIE 8 : JUSTIFICATION AU REGARD DE LA MODERATION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET BESOINS D'ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES ASSOCIES

La loi Climat Résilience adoptée le 22 août 2021 fixe comme principe général une trajectoire en vue d'aboutir au Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050 après diminution par tranche du rythme de consommation de foncier et d'artificialisation des sols.

La trajectoire Zéro Artificialisation Nette (ZAN) se base sur 2 périodes :

- 2021-2031 pour un objectif de réduction d'au moins 50% de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) des 10 années antérieures ;
- 2031-2050 pour atteindre le Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

Dans les documents de planification, l'intégration progressive de la mise en œuvre du ZAN est déclinée à différentes échelles. Le SRADDET définit les critères et les objectifs de réduction et ceux-ci sont ensuite déclinés dans le SCOT puis dans les PLUi/PLU.

Depuis le Grenelle I et 2, la thématique de la consommation des espaces est devenue l'un des sujets importants de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux, ce qu'a précisé la loi ALUR qui donne l'obligation de procéder à l'analyse de la consommation d'espace sur les 10 dernières années précédant l'arrêt du PLU.

Par ailleurs, la loi climat et résilience de 2021, impose des objectifs en lien avec une consommation d'espaces passée selon une période qui couvre les 10 années qui ont suivi la date de promulgation de la loi. Cette analyse rétrospective permet notamment une réflexion sur les tendances à l'œuvre sur le territoire et sur les évolutions à apporter pour réduire la consommation des espaces naturels agricoles et forestier.

Ainsi l'élaboration de la stratégie de développement et d'aménagement du territoire s'est basée sur le rythme de la consommation foncière selon des dix années de référence de la loi Climat et Résilience.

CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BATIS

Cette analyse rétrospective permet notamment une réflexion sur les tendances à l'œuvre sur le territoire et sur les évolutions à apporter :

Capacités de densification (espaces non bâtis, « dents creuses ») et de mutation des espaces bâtis.

Une analyse des potentialités de densification et de mutation a été réalisée sur le territoire au sein des enveloppes urbaines. Le détail de la méthode utilisée et de ses résultats précis est inclus dans le diagnostic.

Il faut différencier dans l'application du PLU 2 types d'espaces de densification : les espaces de densification uniquement couverts par le zonage/règlement et les espaces de densification couverts en plus par des OAP (Pataquière, Bosquet, Esparron, Vistre, Tennis, Route de Nîmes) De ce fait le bilan des surfaces en densification diffère de la partie diagnostic dans la présentation des chiffres.

4,5 hectares sont identifiés en potentiel de densification (Ces surfaces ne comprennent pas les OAP au sein de l'enveloppe urbaine). Ce potentiel est à vocation habitat dans une enveloppe urbaine compacte. De plus, les grands tènements sont cadrés par des une OAP soit 60% du potentiel en densification.

Une analyse par taille des parcelles a été réalisée afin d'expertiser plus finement les capacités productives en logements de ces espaces notamment avec l'application des règles du PLU.

Taille des parcelles	Superficie en densification (ha)	Taux de mobilisation
Inférieure à 500 m^2	0,28	10%
Entre 500 et 800 m^2	0,43	15%
Entre 800 et 1 000 m^2	0,09	20%
Entre 1 000 et 2 000 m^2	0,94	25%
Entre 2 000 et 5 000 m^2	0,73	25%
Supérieure à 5 000 m^2	2,03	30%
Total	4,5	

Un taux de mobilisation a été appliqué étant peu important pour les petites parcelles (mobilisation souvent plus faible et outils de mobilisation plus limités), il atteint 30% pour les parcelles de plus de 5 000 m^2. Les parcelles inférieures à 300 m^2 ont été supprimées de l'analyse de la densification, notamment les parcelles contenant des piscines, des équipements publics et des stationnements publics.

Ce potentiel au regard des règles du PLU proposées permettrait la production d'environ 20 logements avec des densités modulées en fonction des tailles de parcelles.

Taille des parcelles	Densité cible log/ha
Inférieure à 500 m^2	10
Entre 500 et 800 m^2	10
Entre 800 et 1 000 m^2	10
Entre 1 000 et 2 000 m^2	15
Entre 2 000 et 5 000 m^2	15
Supérieure à 5 000 m^2	20

Capacité en division parcellaire et mutation des espaces bâtis

3 hectares sont identifiés en potentiel en division parcellaire. La moitié de ces parcelles sont inférieures à 1 000 m^2 et 23% de ce potentiel est cadré par des OAP. Les parcelles inférieures à 500 m^2 ont été retirées du potentiel. Une suppression des tènement occupés par une piscine, un espace vert de lotissement, ou encore de l'équipement a été effectuée.

Un taux de mobilisation a été appliqué en fonction des tailles de parcelles et ce taux est plus faible que pour la densification du fait de la faible mobilisation sur les parcelles déjà bâties. Les densités cibles sont les mêmes que pour les parcelles en densification.

Taille des parcelles	Superficie en division parcellaire (ha)	Taux de mobilisation
Entre 500 et 800 m^2	0,83	10%
Entre 800 et 1 000 m^2	0,63	15%
Entre 1 000 et 2 000 m^2	0,97	20%
Entre 2 000 et 5 000 m^2	0,53	25%
Total	3	

Ce potentiel au regard des règles du PLU proposées permettrait la production d'environ une dizaine de logements avec des densités modulées en fonction des tailles de parcelles.

Taille des parcelles	Densité cible log/ha
Entre 500 et 800 m^2	10
Entre 800 et 1 000 m^2	15
Entre 1 000 et 2 000 m^2	15
Entre 2 000 et 5 000 m^2	10

1. L'application d'un taux de mobilisation différencié repose sur deux principes fondamentaux :
   L'impact de la dureté foncière : il existe des **freins à la mobilisation** liés à la propriété foncière et aux stratégies individuelles des détenteurs de terrains. Certains propriétaires peuvent choisir de ne pas vendre ou construire pour des raisons patrimoniales ou financières. Des stratégies de mobilisation publiques peuvent être mises en place mais elles prennent aussi du temps à être mises en œuvre.
2. **L'échéance du PLU (15 ans) :** Tous les fonciers identifiées ne seront pas nécessairement activés sur la durée du document. Les délais de portage des projets et les cycles économiques influencent la concrétisation des opérations d'aménagement.

Ce potentiel au regard des règles du PLU proposées permettrait la production d'environ 140 logements avec des densités modulées en fonctions des tailles de parcelles (en densification, division parcellaire et renouvellement urbain sur du foncier public hors OAP).

Pour anticiper des modes d'application notamment à la suite des derniers décrets de la loi Climat et Résilience sur l'artificialisation des sols (étant donné que le PLU s'appliquera également jusqu'à horizon 2040), la valeur de 2 500 m^2 a été définie pour identifier le seuil au-delà duquel la consommation d'espace en densification constitue un espace urbanisé au titre de la loi Climat et Résilience. Dans ce cadre, une surface en densification de 2,4 hectares cadré par des OAP (Pataquière, Esparron) est comptabilisée dans la consommation d'espace au titre de Climat et Résilience sur des espaces densifiables de plus de 2 500 m^2.

PROJET PLU	***Logements***	***Surfaces brutes***	***Surfaces Consommation ENAF***	***Densité***
Densification et renouvellement urbain				
OAP Le Bosquet	20	0.2	0	100
OAP Rue du Vistre	10	0.4	0	25
OAP Tennis (renouvellement urbain)	20	0.7	0	28
OAP Route de Nîmes	40	0,8	0	37
OAP Pataquière	50	1.3	1.35	38
OAP Chemin d'Esparron	100	1.3	0.85	90

Des secteurs en renouvellement urbain sont ciblés par la commune sur du foncier public notamment à travers l'application de Servitude de Mixité Sociale en dehors des secteurs en OAP pour favoriser la production de logements sociaux et abordables en renouvellement urbain. Ce potentiel identifié par la commune et cadré par des outils règlementaires permettrait la production d'environ 115 logements locatifs sociaux.

CALCUL DE L'OBJECTIF DE MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACES AGRICOLES ET NATURELS ET FORESTIERS CONTRE L'ETALEMENT URBAIN

Le PADD du PLU a été débattu le 29 janvier 2025 en conseil municipal.

Rappel du PADD :

- **Réduire la consommation d'espace prévue dans le PLU** en fixant une consommation d'espace de -50% à horizon 15 ans d'application du PLU. Environ une dizaine d'hectares seront mobilisés à vocation d'habitat et d'équipements publics.
  Aucune consommation d'espace à vocation économique en extension de l'urbanisation n'est prévue au projet.
- **Mettre le territoire sur une trajectoire de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) :**
  - Flécher les espaces de renaturation et de désartificialisation en lien avec les enjeux écologiques et d'adaptation climatique du territoire ;
  - Limiter l'artificialisation des sols ;
  - Accentuer les efforts de modération de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers en faisant porter l'effort autant sur les espaces résidentiels existants et futurs (densité) que sur les autres espaces fonctionnels (économie, équipements…).

Détail du calcul de la consommation d'espace/ZAN retenu pour le PLU

Comme indiqué précédemment, la commune n'est pas encore ici dans l'application stricte du diviser par 2 sur 2021-2031 par rapport à 2011-2021, et plus au-delà de 2031, laquelle s'opère à travers le SRADDET en cours de modification pour intégrer les dispositions de la Loi Climat et Résilience, puis le SCoT d'abord (Cf. article 194 V de la loi Climat et Résilience).

Les données utilisées pour la mesure de la consommation d'espace et la production foncière sont les fichiers fonciers communément appelés « MAJIC », millésime 2021. Ces fichiers sont produits par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP). Dans le cadre du PLU, ces données ont été fournies par le CEREMA.

Le calcul de la surface consommée se base sur la surface totale des parcelles urbanisées, mais ne prend pas en compte les superficies non cadastrées (voiries publiques, certains bâtiments publics…). La détermination de l'occupation principale de la parcelle est issue de la méthode développée par le CEREMA.

Deux filtres de taille de parcelles ont été appliqués comme suit :

- Suppression de toutes les parcelles urbanisées de moins de 50 m^2 soit 0,3 ha ;
- Suppression de toutes les parcelles urbanisées de plus de 20 000 m^2 soit 1 296 ha.

Le PLU étant arrêté en 2025, la consommation d'espaces sur les 10 années précédant l'arrêt du PLU (2015-2025) doit être mesurée. En s'appuyant sur les données du Cerema, accessibles sur le site mon diagartif.beta.gouv.fr, la commune a consommé 8 hectares entre 2015 et 2021. En s'appuyant sur les autorisations d'urbanisme et les projets à venir, il n'y a pas de consommation d'espaces entre 2021 et 2025 car toutes les autorisations d'urbanismes et les projets en cours sont au sein de l'enveloppe urbaine et sur des parcelles inférieures à 2 500 m^2. En synthèse, la consommation sur les 10 années précédant l'arrêt du PLU (2015-2025) s'élève à 9,46 hectares.

La mise en œuvre projetée du PLU à travers les OAP, le zonage et le règlement implique la consommation de 12,16 hectares d'espaces naturels, agricoles et forestiers pour les 15 ans d'application du PLU ce qui correspond à 0.81 ha par an, en répondant aux besoins tout en réduisant la consommation foncière.

PROJET PLU	***Surfaces Consommation ENAF en ha***
Logements vacants	0
Densification et renouvellement urbain	
OAP Pataquière	1.35
OAP Chemin d'Esparron	1.35
Sous total dans l'Enveloppe urbaine	*2.7*
Extension Équipements publics	
Emplacement réservé	0.6
Extension habitat Mas d'Avon (avant 2031)	
2AU partie Équipements (Ouest)	2.93
2AU partie Habitat (Est)	2.86
1AU partie Habitat	3.37
TOTAL ha SUR 15 ANS	**12,46**
PAR AN (ha)	**0.81**

Phasage du projet du Mas d'Avon

Concernant le projet du Mas d'Avon cadré par une OAP sectorielle, celui-ci a été phase en deux phases et zonages distinct permettant d'échelonner la consommation d'espaces du projet dans le temps : à horizon 15 ans du PLU qui entre dans la temporalité de la loi Climat et Résilience. Il s'agit du dernier secteur d'extension urbaine pour la commune d'Aigues-Mortes du fait de l'application du PPRi approuvé le 5 septembre 2022. Ce dernier identifie le secteur du Mas d'Avon comme étant un « Espace Stratégique en Mutation ». Ce secteur est continuité de l'urbanisation existante, à proximité d'un axe structurant, support d'une future entrée de ville de la commune. Une partie de ce secteur est notamment déjà urbanisée, occupée par des habitations.

Le développement du secteur du Mas d'Avon constitue une réponse stratégique aux enjeux de croissance urbaine de la commune d'Aigues. Sa localisation en interface avec les quartiers existants en fait un secteur de liaison, apte à répondre efficacement aux besoins identifiés à court terme en matière de logements, tout en intégrant des équipements publics structurants, notamment des équipements sportifs et de loisirs. Cette double vocation résidentielle et récréative permet une urbanisation qualitative, favorisant une transition maîtrisée entre les tissus urbains constitués et les espaces en devenir, tout en offrant une finalisation de l'urbanisation cohérente et intégrée au paysage.

La zone 2AU, en façade du chemin du Mas d'Avon, joue un rôle essentiel dans la continuité morphologique du tissu bâti. Elle permet de prolonger de manière harmonieuse l'urbanisation déjà amorcée le long de l'avenue du Général Leclerc et du Chemin de Gigonzac, en s'appuyant sur un calibrage de voirie adapté, capable de supporter les charges induites par de nouvelles constructions. Ce dimensionnement, conjugué à une programmation équilibrée, assure une insertion fonctionnelle et paysagère de l'opération dans son environnement.

La totalité des zones à urbaniser pour le projet du Mas d'Avon représente une surface de 11,94 hectares. Dans ce secteur, des espaces déjà urbanisés comprenant des constructions sont présents et représentent une surface de 2,78 hectares. La surface qui sera consommée sur la temporalité du PLU correspond donc à 9,16 hectares.

Un premier phasage a été défini permettant de répondre aux besoins du territoire en mesurant la consommation d'espaces à horizon 2031. Cette phase 1 se caractérise par la création de deux zones à urbaniser 2AU :

- La première à l'ouest du secteur en entrée de ville, au niveau du chemin du Mas d'Avon et de l'avenue du Général Leclerc) avec une partie à vocation d'équipements publics (équipements sportifs, de loisirs, gymnase…) avec au nord une partie à vocation habitat (cf. Schéma d'OAP du Mas d'Avon, tome 1 – pièce n°3). Cette partie représente 3,43 hectares dont 2,93 ha à vocation d'équipements publics et 0,5 ha à vocation d'habitat.
- La seconde à l'est, au niveau du chemin de Gigonzac, à vocation habitat et ayant une surface de 2,36 hectares.
- Ce premier phasage de la consommation d'espaces à horizon 2031 représente 5,79 hectares.

Cette consommation d'espaces projetée permettra la production d'environ 170 logements sur les 6 premières années d'application du PLU d'Aigues-Mortes.

En ce qui concerne l'accessibilité et les déplacements sur les voiries existantes, une desserte est possible par la rue de la Carrièttе qui est bien calibrée. Cette voirie permet de rediriger les flux vers le chemin du Bosquet, voie structurante de la commune. Elle permet également d'éviter une requalification de l'avenue du Général Leclerc sur la première phase.

Un second phasage a été défini permettant de mesurer la consommation d'espaces entre 2031 et 2041. Cette phase 2 se caractérise par la création d'une zone à urbaniser 1AU à vocation habitat. Il s'agit d'une zone AU différée permettant d'acter un phasage plus éloigné dans le temps. Ce phasage d'ouverture est transcrit dans les OAP (cf. article L.151-6-1 du CU). Ses modalités d'ouverture à l'urbanisation sont notamment précisées dans le règlement écrit dans la zone. Une partie de la zone comporte des constructions existantes, comptabilité au sens de Climat Résilience comme de l'espace déjà consommé, artificialisé.

Par ailleurs, le zonage prévoit une zone 1AU sur la totalité du secteur concerné du fait du manque de capacité des réseaux existants pour supporter l'opération d'habitat.

- D'une surface initiale de 5,62 hectares, elle compte actuellement 2,25 hectares de parcelles déjà urbanisées dans des espaces à très faible densité. Elle représente donc une surface de 3.37 ha sont prévus en consommation ENAF à vocation habitat.

Scénario d'application de la loi Climat et Résilience

- **L'objectif général de lutte contre l'artificialisation des sols tendant vers le ZAN visé dans le PLU est de modérer la consommation d'espace de 50% par rapport aux 10 ans précédant l'arrêt du projet de PLU.**

La commune d'Aigues-Mortes a consommé 13,6 hectares entre 2011 et 2021 :

Sur le volet habitat :

- Entre 2011 et 2021, le projet a consommé **11,9 hectares sur le volet habitat soit 1,19 ha par an**. Entre 2021 et 2031, **le projet de PLU prévoit la consommation de 5,56 hectares sur le volet habitat soit 0,55 par an**. Au regard de la consommation d'espaces à vocation habitat sur la période de référence (2011-2021), **la consommation d'espaces projetée à vocation habitat à horizon 2031 permet une réduction de -53% de la consommation d'espaces à vocation habitat.**
- Sur la période 2031-2041, le projet de PLU, à travers **la phase 2 du Mas d'Avon, prévoit la consommation d'espaces de 3,67 hectares**. Ce qui représente **une réduction de la consommation d'espaces de -70%** par rapport à la période de référence sur le volet habitat (2011-2021). La commune ne disposera plus de foncier disponible à l'issu de l'application de ce PLU compte tenu du PPRi. La commune sera donc en ZAN dès réalisation du Mas d'Avon.
- En parallèle, depuis 2019 (date du caractère exécutoire du SCoT Sud Gard**), la commune a consommé 1,47 hectares à vocation habitat**. Dans le DOO du SCoT Sud Gard, les besoins en habitat à horizon 2030 sont estimés **à un maximum de 12 ha pour le pôle structurant (Aigues-Mortes) de bassin de la CC Terre de Camargue**. Ce qui laisse une enveloppe de 10,53 hectares. **Au total, le volet habitat en consommation d'espaces du PLU représente 8,93 ha.**

Sur le volet économique :

- Entre 2011 et 2021, **le projet a consommé 1,7 hectares sur le volet économique** localisés au niveau de la zone d'activités Terre de Camargue. Entre 2021 et 2031, aucune consommation d'espaces n'est prévue pour le volet économique. **Ce qui signifie que la commune a déjà atteint l'objectif ZAN sur le volet économique.** Le PLU d'Aigues-Mortes prévoit de la densification par le haut pour le développement économique du territoire, de l'extension des constructions existantes et du renouvellement urbain dans la zone d'activités.
- Entre 2011 et 2021**, la commune n'a consommé aucun espace pour le développement et le maintien de ses équipements**. Le projet de PLU à horizon prévoit **une consommation d'espaces de 3.94 ha pour le développement d'équipements publics** (espaces sportifs et récréatifs au Mas d'Avon et services publics dans la zone d'activités Terre de Camargue). À date d'approbation du SCoT Sud Gard, la commune n'a pas consommé d'espaces à vocation d'accueil d'équipements publics. Dans le DOO du SCoT

Sud Gard, les besoins foncier pour les équipements (équipement d'intérêt communal ou de quartier : terrains de sport etc…) **à horizon 2030 sont estimés à un maximum de 50 ha**. Dans cette enveloppe, la commune d'Aigues-Mortes se saisit de **3,94 hectares afin de permettre le développement et le maintien de ses équipements publics.**

PARTIE 9 : COMPARAISON AVEC LE PLU EN VIGUEUR

		ZONAGE DU PLU MODIFIÉ (2025)			
		A	N	AU	U
ZONAGE EN VIGUEUR	A		275	-	2,15
	N	8		-	18,06
	AU	1,21	44,77		127,36
	U	3,06	57,94	-	

Les modifications de zonage sont intervenues entres les zones U, AU, N et A, sont essentiellement dues :

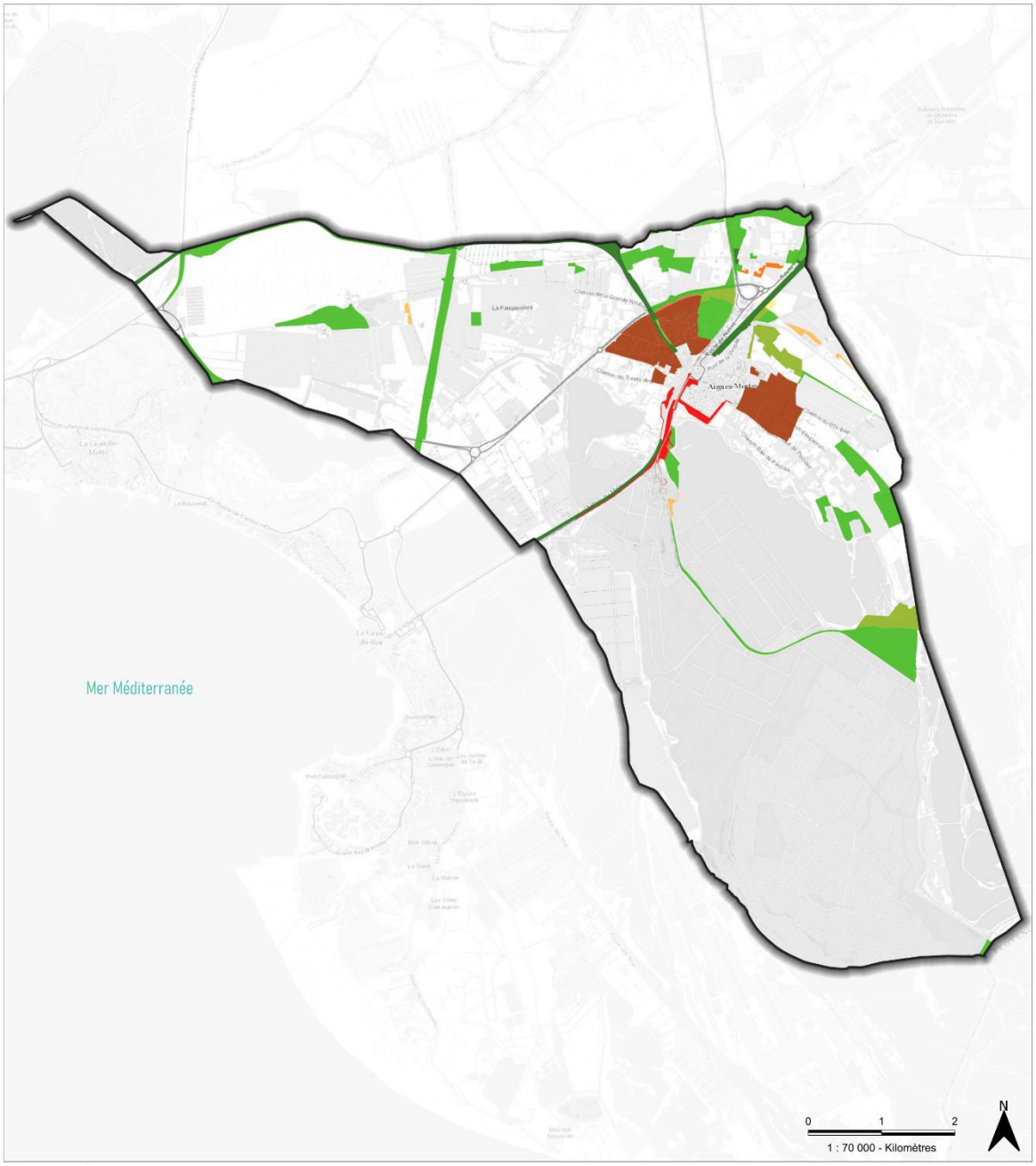
- Passage de AU en A ou en N : des grandes superficies étaient ouvertes à l'urbanisation future dans l'ancien PLU. Dans le nouveau PLU, la commune a fait le choix de classer certaines zones AU en zone agricole ou naturelle afin de répondre aux objectifs de modération de la consommation d'espace, de valorisation des zones agricoles, de préservation des espaces naturels et de stopper la constructibilité dans des zones non propices car éloignées de la zone urbanisée. Au total, ce sont 45.98 ha de zone AU remises en zone A (1.21 ha) et en zone N (44.77 ha).
- Passage de 127.36 de AU en U : Ces espaces correspondent principalement aux anciennes zones AU dans le secteur des Boudes et de la marina.
- Passage de 8 de N en A.
- Passage de 275 ha de A en N.
- Passage de U en A ou N : ces secteurs étaient des zones d'extensions en zone U, qui n'ont pas été bâties dans la durée du PLU. Il s'agit de remettre ces secteurs en zone A ou N dans un enjeu de modération de la consommation d'espace et de limiter l'étalement urbain. Au total, ce sont 61 hectares qui sont réattribués dont la quasi-totalité en zone N (57.94 ha).

ÉVALUTATION ENVIRONNEMENTALE

Commune d'Aigues-Mortes

ÉVOLUTION DU ZONAGE

Zonage en vigueur vers zonage modifié



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : Géoportail de l'urbanisme | Fond : ESRI World Topo

Éléments de repère :

- Limite communale

Évolution des zones simplifiées :

- A -> N
- A -> U
- AU -> A
- AU -> N
- AU -> U
- N -> A
- N -> U
- U -> A
- U -> N
- U -> AU

PARTIE 10 : JUSTIFICATION AU REGARD DE LA MODERATION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

Préservation de la biodiversité

Les espaces naturels sont très présents et très riches à Aigues-Mortes, du fait de sa localisation dans la petite Camargue et de ses nombreuses zones humides :

- Près de 100 % de la commune est identifiée en zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF de type 1 et 2) ;
- Toute la commune est déclarée comme site d'intérêt communautaire au titre de Natura 2000 ;
- Toute la commune est en espace naturel sensible ;
- Elle est également couverte par une réserve de biosphère et un site Ramsar, deux périmètres de reconnaissance internationale ;
- 26 % de la commune fait l'objet de périmètres de protection au titre du paysage ou du patrimoine (sites inscrits ou classés, conservatoire du littoral).

La trame verte et bleue, composée d'axes de déplacement et de cœurs de nature, a également pu être identifiée dans le cadre des travaux du PLU, elle est composée de 4 sous-trames :

- Sous-trame des milieux forestiers ;
- Sous-trame des milieux ouverts et semi-ouverts ;
- Sous-trame des milieux agricoles ;
- Sous-trame des milieux aquatiques et humides.

Ainsi, l'enjeu de préservation et de protection de ces espaces est apparu dès la phase d'état initial de l'environnement comme l'un des enjeux majeurs pour le PLU.

De fait, le PADD comporte une orientation dédiée, la 2C « Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique » :

- Préserver strictement les espaces et les milieux naturels restants sur la commune
- Assurer les fonctionnalités écologiques des corridors écologiques : Pinède de Malamousque, Bois de Quincandon ou de la Fangassière, Bois des Mas du Petit et du Grand Chaumont, étang de la Marette, étang de Caitives, …
- Préserver les cours d'eau et les milieux humides associés, espaces clefs du bio climatisme, en maintenant leurs fonctionnalités écologique et hydraulique et en intégrant dans les projets une marge de recul suffisante en cas d'aménagement à proximité (Vidourle, Canal de Bougidou, étang de la Marette, étang de la Ville par exemple).
- Protéger la trame verte et bleue, regroupant les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques, dans et endehors des espaces urbanisés, tout en permettant leurs mises en valeur, ainsi que la préservation et remise en bon état de certains corridors écologiques.
- Maintenir voire renforcer le maillage bocager support de biodiversité pour une faune/flore spécifique comme support de fonctionnement écologique.

Le PLU prévoit pour la trame verte que les arbres, haies et bosquets isolés doivent être préservés, sauf si les contraintes d'exploitation le justifient et que leur suppression est compensée à valeur

équivalente à proximité immédiate. L'implantation des aménagements, installations et constructions doit prendre en compte les enjeux de perméabilité écologique en préservant le linéaire de haies existant, les bandes enherbées et les zones humides présentes sur les secteurs identifiés.

Pour la trame bleue il est prévu une interdiction des constructions nouvelles pour les aménagements de surfaces, seules 10% pourront être imperméabilisées. Dans les ripisylves, la continuité du boisement doit être assurée par le maintien des arbres de haute tige. L'aménagement de cheminements sur les berges est autorisé sous condition qu'il soit perméable, d'une emprise restreinte pour limiter le piétinement.

Les haies sont encouragées par le règlement des zones A et N notamment. Le règlement graphique localise également plusieurs linéaires d'arbres, des plantations à réaliser et des éléments de paysages à protéger pour des motifs d'ordre écologique mais également des éléments du patrimoine paysager.

L'ensemble des espaces, des milieux et des trames naturels, agricoles et aquatiques nécessaires à la préservation de la biodiversité et à la valorisation des paysages sont protégés à travers un règlement respectant la loi Littoral en imposant :

- L'interdiction d'étendre l'urbanisation en discontinuité, seules les exploitations agricoles et forestières peuvent s'y développer en dehors des règles applicables aux Espaces Remarquables et Caractéristiques du Littoral. L'évolution de l'existant et diverses dérogations prévues par le Code de l'urbanisme sont également prévues.
- L'encadrement des aménagements légers autorisés par décret dans les Espaces Remarquables et Caractéristiques du Littoral. Les cultures marines et les activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau sont autorisées souscondition.
- En classant les Espaces Boisés Significatifs de la loi Littoral en EBC.

Intégration des risques

La commune est concernée par plusieurs risques, notamment les inondations et les risques littoraux. On note également un aléa retrait-gonflement des argiles moyen, des aléas feu de forêt épars, et quelques risques technologiques (transport de matière dangereuse, rupture de barrage et industriel). Dans un contexte de changement climatique, les aléas sont susceptibles d'évoluer, en fréquence et en intensité. C'est pourquoi la prise en compte de ces risques constitue un enjeu environnemental majeur pour la commune, qui est par ailleurs couverte par un PPRi traitant des crues et des submersions marines.

Le PADD vise à « Assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement) ». Le PPRI est d'ailleurs une servitude qui s'oppose au PLU.

Le Règlement contient notamment plusieurs règles permettant d'assurer une limitation de l'imperméabilisation des sols, ce qui participe à maîtriser les ruissellements et les inondations. Les OAP comportent également des principes visant à désimperméabiliser (grandes nappes de parking de l'OAP 6, stationnements de l'OAP 7, etc.). L'OAP 8 maintiendra le système hydraulique existant (fossés et végétation) et comprendra des ouvrages de compensation et de stockage des eaux pluviales intégrés au système hydraulique.

Intégration des enjeux climat, énergie et air

Les consommations d'énergie sont relativement faibles sur le territoire (18 MWh/hab. contre 21 à l'échelle de la CC en 2019), et sont surtout issues des secteurs routiers et résidentiels. La production renouvelable est en revanche faible, ne s'élevant qu'à 2% des consommations.

Le secteur des transports routiers est par ailleurs le secteur d'activité le plus émetteur de GES sur le territoire avec plus de la moitié des émissions totales de 2019, mais les habitants d'Aigues-Mortes émettent en moyenne moins (3,0 teqCO_2/hab.) qu'un Gardois moyen (3,4 teqCO_2/hab.). Le territoire communal constitue par ailleurs un puits de carbone grâce à ses zones humides et ses vignobles. L'enjeu identifié est ainsi la préservation de ces puits de carbone et la poursuite de la baisse des émissions engagée.

Et enfin, en matière de qualité de l'air, celle-ci est plutôt bonne sur le territoire, bien que quelques dépassements soient observés (oxydes d'azote et ozone). Une baisse est engagée depuis de nombreuses années.

Ainsi le projet de PLU va viser à répondre à ces différents enjeux, par des dispositions du PADD :

- Par la poursuite du développement des transports en commun et des déplacements doux ;
- La limitation de l'artificialisation des sols et le fléchage d'espaces de renaturation, la préservation des milieux naturels captant du CO_2 ;
- La production d'énergies renouvelables en priorité sur des espaces anthropisés ;
- La lutte contre les îlots de chaleur

Cela se traduit dans le règlement par :

- L'OAP du Bosquet prévoit la requalification du chemin du Mas d'Avon pour y intégrer un cheminement modes actifs dissocié de l'opération d'habitat. L'ensemble des OAP contiennent des liaisons piétonnes à créer, des principes de continuité piétonne ou encore des cheminements doux à conforter ou créer. Et notamment l'OAP Route de Nîmes prévoit l'aménagement d'un pôle multimodal ;
- Le PLU prévoit une consommation d'environ 12 ha d'ENAF sur 15 ans. L'OAP route de Nîmes prévoit la désimperméabilisations de grandes nappes de parkings de la zone commerciale pour améliorer la perméabilité des sols ;
- Le PLU autorise les équipements liés aux énergies renouvelables intégrés et adaptés à la logique architecturale des constructions et à leur environnement patrimonial et paysager ;
- Les matériaux absorbant peu le rayonnement solaire doivent être privilégiés, et, pour l'ensemble des OAP, hormis la n° 7 concernant les salins, il est prévu la limitation au strict nécessaire des surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques, des ressources et de lutte contre les îlots de chaleur urbains. Dans l'OAP 7 – Salins, les emplacements de stationnement des véhicules légers seront traités en revêtements non imperméables, contribuant à la desimperméabilisation de la zone. De façon générale, afin d'atténuer les effets du changement climatique, il sera d'abord question de miser sur la végétalisation et la désimperméabilisation.

Intégration des enjeux eau

Parmi les masses d'eau suivies par l'Agence de l'eau et présentes à Aigues-Mortes, l'étang de l'Or et la petite Camargue Marette n'atteignent pas le bon état écologique en 2019. Elles sont en

revanche en bon état chimique. Deux nappes souterraines sont également suivies, dont une, les alluvions anciennes entre Vidourle et Lez, est en mauvais état chimique.

Le PADD acte ainsi la préservation de la ressource en eau :

- Maintenir et restaurer les continuités hydrauliques et conserver un espace non aedificandi pour garantir l'entretien en bordure des cours d'eau/canaux/surfaces en eau et limiter l'imperméabilisation des sols (favoriser les dispositifs d'infiltration dans la gestion des eaux pluviales), de mettre en place les ouvrages en faveur des continuités hydrauliques.
- Assurer la pérennité de la ressource en eau en protégeant les sources d'approvisionnement et en maîtrisant l'urbanisation : optimiser les réseaux (atteindre de bons niveaux de rendement, éviter les pertes,) protéger les secteurs stratégiques de la ressource en eau, intégrer la présence de l'eau dans les projets.

Par ailleurs, la préservation des écosystèmes naturels de la commune, en particulier les zones humides, permet de conserver les services écosystémiques procurés par ces espaces, dont l'épuration des eaux.

Dans l'OAP 8, la seule en extension d'urbanisation, il y aura également un maintien du système hydraulique existant et donc la préservation des fossés et de la végétation endémique ainsi que des ouvrages de compensation et de stockage des eaux pluviales intégrés au système hydraulique en favorisant de faibles profondeurs pour favoriser les espaces multi-usages par temps secs et éviter de perturber les nappes souterraines peu profondes par endroit. Ainsi les incidences sur le cycle de l'eau devraient être négligeables.

Eau potable

Aucun ouvrage de production d'eau potable n'est présent et l'eau potable de la commune d'Aigues-Mortes est gérée par la Communauté de communes Terre de Camargue, c'est Suez qui gère actuellement la délégation. En période estivale, la ville d'Aigues-Mortes est alimentée soit par le refoulement de l'usine des Baisses, par le château d'eau de Malamousque ou par l'usine BRL via le stabilisateur de pression de Pêcherie lorsque le pompage de la bâche de Malamousque est à l'arrêt. Les indicateurs montrent un réseau et des eaux distribuées de bonne qualité en 2019.

Le PADD inscrit notamment d'« assurer la pérennité de la ressource en eau en protégeant les sources d'approvisionnement et en maîtrisant l'urbanisation : optimiser les réseaux (atteindre de bons niveaux de rendement, éviter les pertes,) protéger les secteurs stratégiques de la ressource en eau, intégrer la présence de l'eau dans les projets ».

Par ailleurs, dans le cadre de l'élaboration du PLU, une analyse de l'impact des 800 futurs logements sur les capacités de production et d'alimentation en eau potable a été réalisée par Suez. D'après les résultats de simulation du modèle, l'ajout de la consommation liée aux futurs logements d'Aigues-Mortes n'a pas d'impact significatif sur la pression de service de la ville, ni sur le marnage des réservoirs en période de pointe estivale. **Ainsi, l'étude conclut à un impact négligeable des futurs logements du PLU.**

Assainissement

L'assainissement collectif est régi par la communauté de communes Terre de Camargue, et délégué à l'entreprise Suez jusqu'en 2026. Aucune station d'épuration n'existe sur le territoire communal, mais la CC gère trois STEP dont celle du Grau du Roi qui accueille les effluents

d'Aigues-Mortes. Le schéma directeur estimait en 2018 que les capacités résiduelles des STEP étaient suffisantes pour absorber l' augmentation de population prévue en 2050.

Par ailleurs, dans le cadre de l'élaboration du PLU, une analyse de l'impact des 800 futurs logements sur les systèmes d'assainissement a été réalisée par Suez. Elle conclut que les nouveaux habitants ne représenteront que 4% de la charge entrante de 2024 et augmentera les débits entrants à 35% de la capacité de la station d'épuration environ. **L'étude conclut ainsi à un impact négligeable du PLU.**

Défense incendie

95,9% des hydrants recensés sur le territoire de la CCTC ont été testés en 2015 et/ou 2016 par le SDIS et la CCTC. Sur ce total de 357 hydrants testés, seulement 14 (dont deux à Aigues-Mortes) ont révélé une non-conformité hydraulique, en lien avec le débit et/ou la pression de service obtenue, soit seulement 3,8% des hydrants testés.

En considérant l'ajout de la consommation des 800 logements du futur PLU, les résultats de simulation incendie réalisée par Suez indiquent un total de 38 poteaux incendie non conformes (en rouge et orange sur la carte ci-après) contre 37 recensés en situation actuelle. **Cet impact est donc estimé comme étant négligeable par rapport à la situation actuelle.**

COMMUNE D'AIGUES-MORTES

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

TOME 1

1.3 Évaluation des incidences sur l'environnement

Arrêté le 26/05/2025

Approuvé le …/…/…

Mairie d'Aigues-Mortes

Place Saint-Louis

30220 AIGUES-MORTES

Tél : 04 66 73 90 90

https://ville-aigues-mortes.fr/

Table des matières

1. ANALYSE DE L'ARTICULATION 4

1.1. Cadre législatif et réglementaire 4

Le cadre législatif 4

Articulation entre les pièces opposables 5

1.2. Articulation avec les documents de rangs supérieurs 6

Obligation de compatibilité 7

Obligation de prise en compte 23

2. ANALYSE DES INCIDENCES 30

2.2. Analyse des incidences du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) 30

Méthodologie de l'analyse des incidences du PADD 30

Résultats de l'analyse des incidences du PADD 32

2.3. Analyse des incidences du règlement écrit et graphique 35

Analyse simplifiée de l'évolution du zonage 35

Secteurs susceptibles d'être impactés par la mise en œuvre du PLU 37

Conclusion sur l'analyse du zonage 58

2.4. Analyse des incidences des OAP 59

Note méthodologique 59

Analyse au cas par cas des incidences des OAP portées par le PLU d'Aigues-Mortes 63

2.5. Évaluation simplifiée des incidences sur les sites Natura 2000 146

Présentation du réseau Natura 2000 146

Les sites Natura 2000 concernés par le PLU d'Aigues-Mortes 146

Localisation des SSEI par rapport aux sites Natura 2000 158

Analyse des incidences sur les sites Natura 2000 160

Conclusion globale de l'évaluation simplifiée des incidences sur les sites Natura 2000 194

2.6. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation 195

Mesures générales 195

Mesures concernant les travaux 195

3. INDICATEURS DE SUIVI 197

3.1. Préambule 197

3.2. La définition des indicateurs 198

3.3. Les indicateurs environnementaux 198

Les différents types d'indicateurs de suivi 198

Proposition d'indicateurs 199

ANNEXES 201

Enjeux environnementaux identifiés par l'État Initial de l'Environnement 201

Matrice d'analyse des incidences du PADD 204

1. Analyse de l'articulation

1.1. Cadre législatif et réglementaire

Le cadre législatif

Le contenu du rapport de présentation est encadré par le code de l'urbanisme en ses articles L. 151-4 et R. 152-2.

- L'article L. 151-4 mentionne les attendus par thématiques du rapport et appuie sur la nécessité d'expliquer les choix retenus dans le projet, au regard des éléments de diagnostic.

« Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

En zone de montagne, ce diagnostic est établi également au regard des besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités. »

- L'article R. 152-2 précise quant à lui les attendus spécifiques aux justifications du projet, mettant l'accent sur la cohérence entre les parties et la nécessité du règlement pour la mise en œuvre du PADD.

« Le rapport de présentation comporte les justifications de :

1° La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;

2° La nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;

3° La complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article L. 151-6 ;

4° La délimitation des zones prévues par l'article L. 151-9 ;

5° L'institution des zones urbaines prévues par l'article R. 151-19, des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article R. 151-20 lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5° de l'article L. 151-41 ;

6° Toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.

Ces justifications sont regroupées dans le rapport. »

Le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme met l'accent sur les différents niveaux de cohérences entre les parties. Ainsi, la présente partie dite de « justification des choix » rappelle les correspondances entre les différentes parties du PLU.

Articulation entre les pièces opposables

Plusieurs pièces composent un dossier de PLU, dont trois présentent un caractère opposable aux demandes d'autorisation d'occupation du sol. Il s'agit :

- Des dispositions règlementaires écrites,
- Des dispositions règlementaires graphiques,
- Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Les volets réglementaires et les OAP n'ont pas de rapport hiérarchique l'un par rapport à l'autre, mais ils doivent être cohérents l'un avec l'autre. Les OAP s'inscrivent en complément de la partie réglementaire en apportant des précisions ou en formulant des prescriptions non gérées par le règlement.

La distinction entre la partie réglementaire et les OAP se fait surtout au regard de leur degré d'implication et de précision :

- La partie réglementaire (écrite et graphique) implique la conformité des autorisations d'occupation du sol
- Les OAP impliquent la compatibilité des autorisations d'occupation du sol, apportant des prescriptions aux contours plus souples.

1.2. Articulation avec les documents de rangs supérieurs

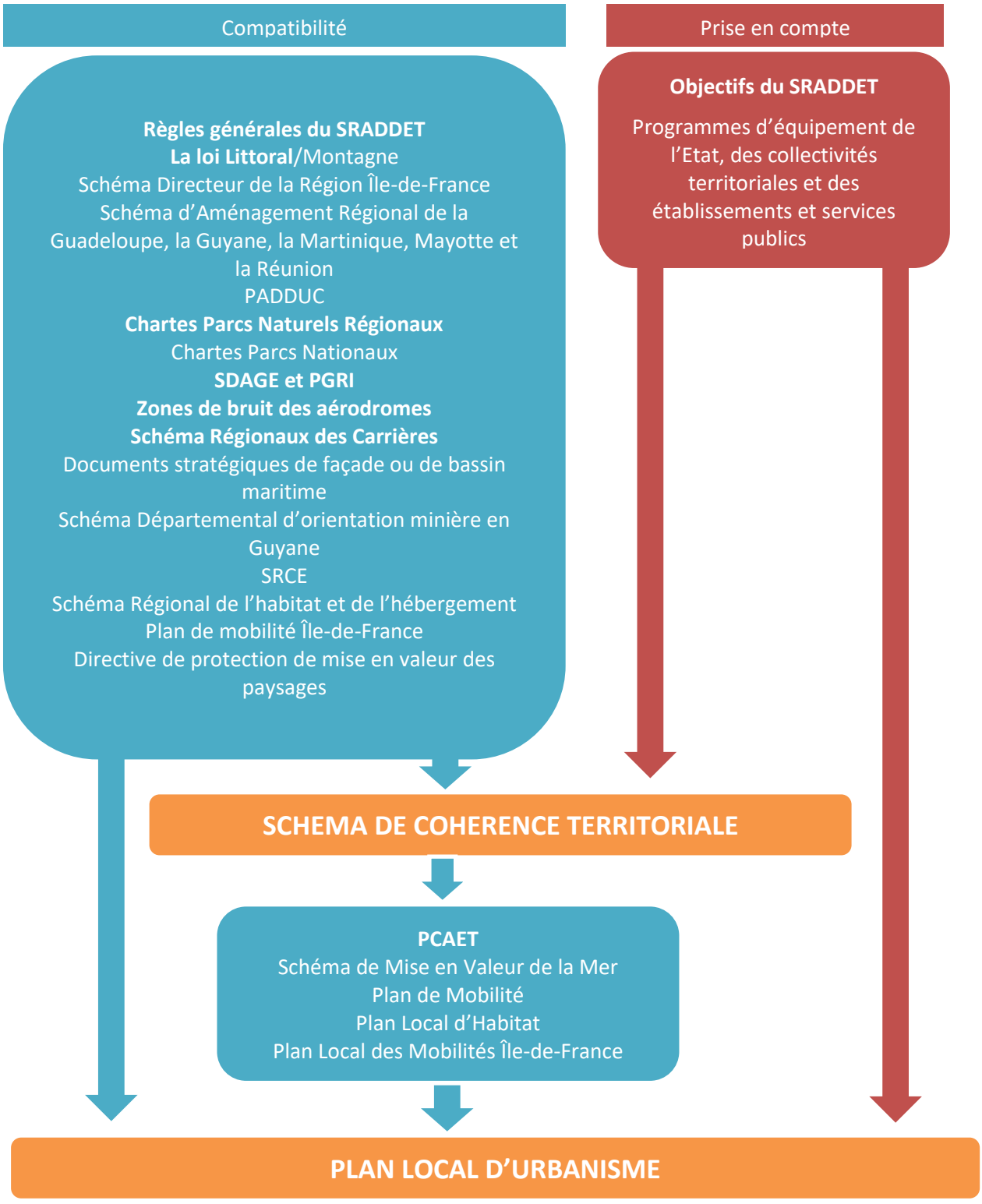


Schéma général de la hiérarchie des normes et des documents stratégiques intégrateurs – ce schéma est indicatif et ne représente pas l'ensemble des documents avec lesquels le PLU doit être compatible

Obligation de compatibilité

La compatibilité d'un document avec d'autres documents ou normes supérieures requiert seulement du document qu'il ne fasse pas obstacle à l'application du document supérieur ou qu'il ne lui soit pas manifestement contraire.

Ainsi, en application de l'article L.131-4 du Code de l'urbanisme :

« Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

- *Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;*
- *Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;*
- *Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;*
- *Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;*
- *Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L. 112-4. »*

Cet article est complété par l'article L.131-5 du Code de l'urbanisme : « *Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu sont compatibles avec le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement, les plans locaux de mobilité prévus à l'article L.1214-13-2 du code des transports et les plans locaux de mobilité prévus pour la région d'Ile-de-France à l'article L.1214-30 du code des transports.* »

Conformément à l'article L131-4 du Code de l'urbanisme, le PLU d'Aigues-Mortes doit être compatible avec :

- Le SCoT Sud Gard approuvé le 10 décembre 2019.

Le SCoT étant un document intégrateur, l'ensemble des documents de norme supérieure au PLU n'ont pas à être le sujet d'une analyse de compatibilité avec le PLU.

La démonstration de la conformité, de la compatibilité du document avec les normes supérieures sera toutefois présentée concernant :

- Le SRADDET Occitanie 2040 approuvé le 30 juin 2022
- La loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral dite « loi Littoral » promulguée le 3 janvier 1986
- Le SDAGE Bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027
- Le PGRI Bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027
- Le PCAET de la CC Terre de Camargue approuvé le 8 février 2024.

Compatibilité avec le SCoT Sud Gard

La commune d'Aigues-Mortes est compris dans le périmètre du SCoT Sud Gard.

Le PLU d'Aigues-Mortes se doit d'être compatible avec le SCoT Sud Gard. Afin de démontrer la compatibilité du PLU, la structure du DOO est présenté ci-après avec pour chaque orientation une explication du lien de compatibilité entre le PLU et le DOO du SCoT.

LE DOO DU SCOT SUD GARD	LE PLU D'AIGUES MORTES
A. UN TERRITOIRE DE RESSOURCES À PRÉSERVER ET À VALORISER	

LE DOO DU SCOT SUD GARD	LE PLU D'AIGUES MORTES
A.1. PRÉSERVER ET VALORISER L'ARMATURE VERTE ET BLEUE, SOCLE ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DU TERRITOIRE	Le PPADD prévoit de préserver strictement les espaces et les milieux naturels restants ainsi que d'assurer les fonctionnalités écologiques des corridors écologiques, protéger la trame verte et bleue, préserver les cours d'eau et les milieux humides associés, maintenir et restituer les continuités hydrauliques, préserver les cours d'eau et les milieux humides associés.
A.2 FAVORISER L'APPROPRIATION DES ESPACES DE LA TRAME VERTE ET BLEUE PAR LES USAGERS	Le PADD prévoit de protéger la trame verte et bleue, de protéger les grands ensemble paysagers naturels et agricoles et leurs structures paysagères, maintenir voire renforcer le maillage bocager, promouvoir et renforcer la nature en ville.
A.3. PRÉSERVER ET VALORISER LES VECTEURS PAYSAGERS DU TERRITOIRE	Le PADD prévoit de mettre en valeur le patrimoine local et vernaculaire en lien avec l'activité agricole participant à l'identité et à la qualité du territoire. Afin d'accompagner la diversité des paysages urbains et souligner les silhouettes villageoises identitaires, le PADD prévoit de veiller au respect de la qualité et cohérence de l'urbanisation, réaliser des opérations de densifications et/ou de renouvellement urbain ciclées. Le PADD prévoit de valoriser et caractériser les entrées de ville avec l'image d'Aigues-Mortes (paysages de la Camargue Gardoise vues sur le patrimoine et la silhouette urbaine, etc.) Les OAP intègrent une qualité de la densification basée sur la continuité par le paysage et la présence végétale, concernant l'OAP n°7 « Les Salins » l'architecteur et l'aspect extérieur des bâtiments devront contribuer à leur bonne insertion dans le paysage environnant.
A.4. MAINTENIR ET ADAPTER LES ESPACES AGRICOLES AUX ENJEUX DU TERRITOIRE	Le PADD prévoit de mettre en valeur le patrimoine local et vernaculaire en lien avec l'activité agricole participant à l'identité et à la qualité du territoire, accentuer les efforts de modération de consommation d'espaces naturels agricoles et forestier, de lutter contre les phénomènes de cabanisation dans les zones agricoles et de protéger les grands ensembles paysagers naturels et agricoles et leur structures paysagères.
A.5. VALORISER ET GÉRER DE MANIÈRE DURABLE LA PRÉSENCE DE L'EAU SUR LE TERRITOIRE **A.6. ÉCONOMISER ET PRÉSERVER LA RESSOURCE EN EAU** **A.7. INTÉGRER LE CYCLE DE L'EAU DANS L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**	Le PADD prévoit de préserver les cours d'eau et les milieux humides associés, maintenir et restituer les continuités hydrauliques et conserver un espace non aedificandi pour garantir l'entretien en bordure des cours d'eau/canaux/surfaces en eau, assurer la pérennité de la ressource en eau en protégeant les sources d'approvisionnement et en maîtrisant l'urbanisation (optimiser les réseaux, protéger les secteurs stratégiques de la ressource en eau, intégrer la présence de l'eau dans les projets).
A.8. AMORCER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET PROMOUVOIR LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE	Le PADD prévoit de promouvoir l'amélioration des performances énergétiques et environnementales des bâtiments dans les opérations nouvelles ou dans l'existant, dans les équipements publics, et de privilégier la production d'énergie renouvelable sur des secteurs déjà anthropisés.
A.9. ANTICIPER LA VULNÉRABILITÉ DU TERRITOIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	Le PADD prévoit de lutter contre le réchauffement climatique à travers plusieurs orientations : - Préserver strictement les espaces naturels et les milieux naturels - Préserver les milieux naturels captant du CO2 - Lutter contre les îlots de chaleur - Promouvoir et renforcer la nature en ville - Renforcer le végétal dans les quartiers par la création d'espace végétalisé récréatif - Tendre vers l'exemplarité environnementale dans les opérations d'aménagement d'ensemble et limiter l'imperméabilisation en dehors des espaces déjà urbanisés.
A.10. RATIONNALISER L'USAGE DES MATÉRIAUX DU SOUS-SOL	Non concerné

LE DOO DU SCOT SUD GARD	LE PLU D'AIGUES MORTES
A.11. LIMITER AU MAXIMUM ET RECYCLER MIEUX LES DÉCHETS DU TERRITOIRE	Non concerné
A.12. RENDRE LE TERRITOIRE ET SES HABITANTS MOINS VULNÉRABLES AUX RISQUES ET AUX NUISANCES	Le PADD prévoit d'assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement). Le PLU prend en compte le PAC de l'aléa feu de forêt dans le Gard.
B. UN TERRITOIRE ORGANISÉ ET SOLIDAIRE	
B.1. S'APPUYER SUR LES BASSINS DE PROXIMITÉ ET LES EPCI POUR ORGANISER ET MODULER LES DYNAMIQUES SOCIO DÉMOGRAPHIQUES ET LA PRODUCTION DE LOGEMENTS	Le PADD prévoit de soutenir un rythme de production de logements tout type confondu en produisant 53 logements/an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans et ainsi stabiliser la croissance démographique à environ 0,3% sur les 15 prochaines années. Le PADD prévoit de diversifié l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins.
B.2 FAIRE ÉVOLUER L'ARMATURE TERRITORIALE DU SCOT 1 POUR L'ADAPTER AUX DYNAMIQUES OBSERVÉES	Non concerné
B.3 FAVORISER UNE POLITIQUE D'IMPLANTATION D'ÉQUIPEMENTS AU PLUS PRÈS DES HABITANTS	Le PADD prévoit de renforcer la dynamique économique et touristique et ainsi de : - Conforter le centre-ville comme centralité du quotidien et touristique, lieu de vie animé. - Requalifier et encadrer le développement de l'activité commerciale en entrée de ville Route de Nîmes - Orienter les grandes et moyennes surfaces commerciales sur les zones commerciales périphériques Le PADD prévoit également de hiérarchiser et renforcer le maillage viaire structurant pour améliorer l'accès au centre, créer un pôle d'échange multimodal sur le site de la gare pour les déplacements du quotidien et touristique à proximité du centre-ville et favoriser l'accès au centre-ville avec des modes actifs.
B.4. CHANGER LES MODES DE CONSTRUCTION SUR LE TERRITOIRE POUR FAVORISER DES RPOJETS D'EXCELLENCE URBAINE	Le PADD prévoit de travailler sur les formes urbaines mixtes qui permettent de tenir les objectifs de modération de la consommation de l'espace tout en répondant aux objectifs de cohérence et de qualité urbaine et d'accueil de population. L'OAP n°5 « Tennis » correspond à du renouvellement urbain. D'autres OAP intègres des secteurs en renouvellement urbain. Le zonage UN prévu dans le règlement correspond au secteur de renouvellement urbain.
B.5 DES CŒURS DE VILLE À PROTÉGER, REVALORISER, REPEUPLER, RÉACTIVER	Le PADD prévoit de conforter l'attractivité du centre-ville notamment à travers la rénovation du parc de logements existants.
B.6. UNE LIMITATION DE LA CONSOMMATION FONCIÈRE PAR MOBILISATION DES RESSOURCES DES TISSUS	Le secteur d'OAP n°3 « Esparron » constitue une opportunité de renouvellement urbain et de densification par les dimensions du site. Tout comme l'OAP n°6 « Routes de Nîmes » qui vise à favoriser le renouvellement urbain et la densification sur les espaces propices.
B.7. DIVERSIFIER L'OFFRE EN LOGEMENTS SUR LE TERRITOIRE	Non concerné
C. UN TERRITOIRE ACTIF À DYNAMISER	
C.1. BÂTIR UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE 2030	Le PADD prévoit de conforter la zone d'activités Terres de Camargue dans son rôle de polarité économique dans l'intercommunalité : mobiliser le foncier livre, mutation et densification.

LE DOO DU SCOT SUD GARD	LE PLU D'AIGUES MORTES
	La zone UE à pour vocation d'accueillir la zone d'activités Terre de Camargue.
C.2. AVOIR UNE STRATÉGIE COMMERCIALE CONFORME AUX GRANDS PRINCIPES DU PADD ET AUX ENJEUX IDENTIFIÉS DANS LE DAAC	Non concerné
C.3. METTRE EN PLACE UNE VÉRITABLE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE	Le PADD prévoit de : - Développer les alternatives en transports en commun de type navette routière ou liaisons fluviales par un bateau-bus - Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos) à l'échelle de la ville, la connexion avec la viaRhona, requalifier les quais, les berges des canaux pour faciliter les circulations douces et développer le réseau cyclable en s'appuyant sur les cours d'eau. - Accompagner le développement touristique en lien avec les activités traditionnelles du territoire
C.4. AVOIR UNE ARMATURE ÉCONOMIQUE ADOSSÉE À L'ARMATURE URBAINE	Le PADD prévoit de : - Renforcer et encadrer le développement de l'activité commerciale en entrée de ville Route de Nîmes - Orienter les grandes et moyennes surfaces commerciales sur les zones commerciales périphériques - Conforter la zone d'activités Terres de Camargue dans son rôle de polarité économique dans l'intercommunalité : mobiliser le foncier libre, mutation et densification
C.5. FIXER LES CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT DES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	Le PADD prévoit de conforter la zone d'activités Terres de Camargue dans son rôle de polarité économique dans l'intercommunalité : mobiliser le foncier livre, mutation et densification. La zone UE à pour vocation d'accueillir la zone d'activités Terre de Camargue.
C.6. DÉVELOPPER LE NUMÉRIQUE ET LES USAGES DU DIGITAL	Non concerné.
D. UN TERRITOIRE EN RÉSEAUX À RELIER	
D1. VERS LE DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE EN TRANSPORT EN COMMUN PERFORMANTE	Non concerné
D.2 COMPLÉTER LE RÉSEAU VIAIRE POUR FACILITER LES DÉPLACEMENTS ET LIMITER LES SATURATIONS	Le PADD prévoit de hiérarchiser et renforcer le maillage viaire structurant pour améliorer l'accès au centre, désengorger les quartiers Est/ Nord et Centre et ainsi capter les flux en amont du centre-ville par des parkings de délestage. Il prévoit aussi de développer une offre en stationnement complémentaire à celle du centre-ville pour soulager les aires de stationnement en centre-ville (par exemple, création d'un parking aux abords du pôle Constance ou en entrée de ville nord pour accueillir les bus et véhicules de tourisme).
D.3 ACCOMPAGNER ET VALORISER L'OFFRE PORTUAIRE MARITIME ET FLUVIALE DU TERRITOIRE	Le PADD prévoit de développer les alternatives en transport en commun de type navette routière ou liaisons fluviales par un bateau-bus (entre le nouveau parking nord et le centre-ville en saison estivale pour permettre le report des stationnements des véhicules touristiques et offrir une alternative à la voiture pour accéder au centre-ville)
D.4 PROMOUVOIR ET FACILITER LES MODES DE DÉPLACEMENTS ALTERNATIFS AU SEIN DES BASSINS	Le PADD prévoit de : - Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos) à l'échelle de la ville, la connexion avec la viaRhona,

LE DOO DU SCOT SUD GARD	LE PLU D'AIGUES MORTES
	requalifier les quais, les berges des canaux pour faciliter les circulations douces et développer le réseau cyclable en s'appuyant sur les cours d'eau. - Développer les alternatives en transport en commun de type navette routière ou liaisons fluviales par un bateau-bus - Créer un pôle d'échange multimodal sur le site de la gare pour les déplacements du quotidien et touristique à proximité du centre-ville et favoriser l'accès au centre-ville avec des modes actifs.
D.5 METTRE EN PLACE LES CONDITIONS NÉCESSAIRES À UNE NOUVELLE PRATIQUE DU TERRITOIRE	Le PADD prévoit de créer un pôle d'échange multimodal sur le site de la gare pour les déplacements du quotidien et touristique à proximité du centre-ville et favoriser l'accès au centre-ville avec des modes actifs.

Prise en compte et compatibilité du SRADDET Occitanie

Le rapport de compatibilité est déjà établi entre le PLU d'Aigues-Mortes et le SCoT Sud Gard dans le chapitre précédent. Le SCoT étant un document intégrateur qui prend déjà en compte les objectifs du SRADDET et est compatible avec les règles générales du SRADDET, l'exercice de la démonstration de la compatibilité entre le PLU et le SRADDET approuvé le 30 juin 2022 par délibération de l'Assemblée régionale n'est pas obligatoire.

Toutefois, ce chapitre rappellera les objectifs et les règles du SRADDET en prenant soin de présenter brièvement le reste de ces derniers dans le PLU d'Aigues-Mortes.

RÈGLES DU SRADDET	LE PLU D'AIGUES-MORTES
AXE 1 VISER LE RÉÉQUILIBRAGE RÉGIONAL POUR L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES	
DES SOLUTIONS DE MOBILITÉ POUR TOUS	
RÈGLE 1 PÔLES D'ÉCHANGES MULTIMODAUX (PEM) STRATÉGIQUES	Le PADD prévoit de créer un pôle d'échange multimodal sur le site de la gare pour les déplacements du quotidien et touristique à proximité du centre-ville et favoriser l'accès au centre-ville avec des modes actifs. L'OAP n°6 intègre la création d'un pôle d'échange multimodal à la gare.
RÈGLE 2 RÉSEAUX DE TRANSPORT COLLECTIF **RÈGLE 3 SERVICES DE MOBILITÉ**	LE PADD prévoit : - Développer une offre en stationnement complémentaire à celle du centre-ville pour soulager les aires de stationnement en centre-ville - Requalifier ou réorganiser les stationnements existants (qualification paysagère) tout en maintenant les capacités de stationnement dans le secteur. - Améliorer le maillage viaire inter-quartier en créant des liaisons par le biais notamment d'opérations d'ensemble facilitant les circulations quotidiennes. - Développer les alternatives en transport en commun de type navette routière ou liaisons fluviales par un bateau-bus (entre le nouveau parking nord et le centre-ville en saison estivale pour permettre le report des stationnements des véhicules touristiques et offrir une alternative à la voiture pour accéder au centre-ville). - Poursuivre la mise en réseau des cheminements doux (piétons, vélos) à l'échelle de la ville, la connexion avec la viaRhona, requalifier les quais, les berges des canaux pour faciliter les circulations douces et développer le réseau cyclable en s'appuyant sur les cours d'eau.

	- Permettre l'aménagement sur le Pont Rouge pour mettre en sécurité les cyclistes et les piétons en coordination avec le Conseil Départemental. Le règlement fixe les modalités de stationnements pour le vélo.
DES SERVICES DISPONIBLES SUR TOUS LES TERRITOIRES	
RÈGLE 4 CENTRALITÉS	Le PADD prévoit de conforter le centre-ville comme centralité du quotidien et touristique et un lieu de vie animer en maintenant les commerces dans les polarités du centre-ville, la diversification des commerces et services et en confortant le parc de logements de résidences principales.
RÈGLE 5 LOGISTIQUE DES DERNIERS KILOMÈTRES	Le PADD prévoit d'orienter les grandes et moyennes surfaces commerciales su les zones commerciales périphériques.
RÈGLE 6 COMMERCES	En matière de développement économique, la présence de la ZA Terres de Camargue permet à la commune d'être pourvoyeuse d'emplois dans d'autres secteurs d'activités (artisanal, industriel, tertiaire). . La zone d'activité compte encore du potentiel de commercialisation mais pas en foncier à proprement parlé car la zone ne dispose pas de dent creuse. La ZA Terres de Camargues est un atout pour renforcer le rôle d'Aigues-Mortes dans le bassin économique et d'emploi de l'intercommunalité. La commune compte une zone d'implantation commerciale regroupant des grandes et moyennes surfaces en entrée de ville route de Nîmes. Le PADD vise à requalifier et encadrer le développement de l'activité commerciale en entrée de ville Route de Nîmes. Le PLU prévoit des règles de protection des occupations et des destinations du sol relatives aux activités touristiques et aux commerces et aux services en rez-de-chaussée. Le zonage UN correspond au secteur de renouvellement urbain, route de Nîmes, pour lequel est autorisé l'extension de la construction existante des commerces et activités de service dans la limite de 10% de surface de plancher.
DES LOGEMENTS ADAPTÉS AUX BESOINS DES TERRITOIRES	
RÈGLE 7 LOGEMENTS	Le PLU d'Aigues-mortes a pris à bras-le-corps le besoin en logement, la commune connaît un déséquilibre dans le maintien de sa population et le parc de logement répondant aux besoins des habitants. Le PADD prévoit : - Soutenir un rythme de production de logements tout type confondu en produisant 53 logements/an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans et ainsi stabiliser la croissance démographique à environ 0.3% sur les 15 prochaines années pour assurer la réponse aux besoins des ménages, le dynamisme et les équilibres de la commune, et le maintien des équipements publics, en particulier les équipements scolaires. - Attirer les jeunes en développant une offre de logements accessibles à la fois pour de l'accession à la propriété et pour le locatif en poursuivant la production de logements abordables dans des opérations d'ensemble et intégrés (accessibilité ...) en visant un objectif de 30% de logements locatifs sociaux et abordables à produire sur les 15 ans du PLU. - Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins : accentuer la part des petits logements pour les jeunes, ménages sans enfants, personnes âgées tout en continuant à développer le parc des plus

	grands logements pour les familles, logements spécifiques adaptés... - Accompagner l'accueil des personnes âgées avec des structures d'accueil adaptées innovantes. - Promouvoir dans les opérations d'aménagement d'ensemble de la mixité intergénérationnelle et des logements aidés. - Conforter l'attractivité du centre-ville notamment à travers la rénovation du parc de logements existants.
RÈGLE 8 RÉÉQUILIBRAGE RÉGIONAL	Le territoire fait partie du ruban méditerranéen. Le PLU prévoit donc une prévision d'évolution démographique en cohérence avec le positionnement d'Aigues-Mortes dans l'armature régionale et intercommunale. En tant que station touristique avec de nombreuses résidences secondaires qui est malgré tout dynamique économiquement, le besoin est de favoriser la constitution d'une offre résidentielle davantage adaptée à la demande et aux besoins des ménages, afin de fluidifier les parcours résidentiels et de favoriser l'accès au logement pour les habitants permanents.
RÈGLE 9 EQUILIBRE POPULATION-EMPLOI	Le PADD prévoit : - Soutenir un rythme de production de logements tout type confondu en produisant 53 logements/an en moyenne soit environ 800 logements supplémentaires en 15 ans et ainsi stabiliser la croissance démographique à environ 0.3% sur les 15 prochaines années pour assurer la réponse aux besoins des ménages, le dynamisme et les équilibres de la commune , et le maintien des équipements publics, en particulier les équipements scolaires. - Diversifier l'offre en logements pour faciliter le parcours résidentiel complet sur la commune et répondre aux besoins : accentuer la part des petits logements pour les jeunes, ménages sans enfants, personnes âgées tout en continuant à développer le parc des plus grands logements pour les familles, logements spécifiques adaptés... - Conforter l'attractivité du centre-ville notamment à travers la rénovation du parc de logements existants. - Répondre au besoin de logements pour les travailleurs saisonniers.
DES COOPÉRATIONS TERRITORIALES RENFORCÉES	
RÈGLE 10 COOPÉRATION TERRITORIALE	Le chapitre sur la compatibilité avec le SCoT Sud Gard précise la bonne coopération entre les territoires dont les objectifs sont précisés et localisés par l'intercommunalité.
AXE 2 UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT POUR RÉPONDRE À L'URGENCE CLIMATIQUE	
RÉUSSIR LE ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE À L'ÉCHELLE RÉGIONAL	
RÈGLE 11 SOBRIÉTÉ FONCIÈRE	Le développement urbain d'Aigues-Mortes s'est réalisé ces 10 dernières années dans le tissu urbain déjà constitué. La superposition des risques et des sensibilités environnementales cadre l'urbanisation sur le territoire. L'analyse du potentiel de mutation et densification a mis en exergue un potentiel mobilisable de 4.4 ha de parcelles libres de taille significative en dent creuse. Il reste peu de parcelles de grande taille en densification. La faible surface de potentiel en densification est dû à la structure urbaine de la commune : le tissu urbain est dense. Ces parcelles constituent les dernières opportunités de foncier libre urbanisables dans le tissu, ce sont des secteurs

	d'importance pour le territoire. L'enjeu est de définir les composantes de ces secteurs stratégiques pour qu'ils répondent aux besoins du territoire ; Le PADD prévoit de veiller au respect de la qualité et cohérence de l'urbanisation, réaliser des opérations de densification et/ou de renouvellement urbain ciblées dans les secteurs stratégiques présentant un potentiel important. Au regard des risques (inondation et submersion essentiellement) et sensibilités environnementales, l'urbanisation en extension sur la commune est très limitée. La commune compte un unique secteur potentiellement urbanisable en extension : le secteur du Mas d'Avon d'une superficie de 14ha environ, localisé au nord-est du territoire Le futur pôle multimodal est également un secteur privilégié de développement. Enfin, le PLU inscrit la trajectoire ZAN dans son document en cohérence avec le SCoT.
RÈGLE 12 QUALITÉ URBAINE	Le PADD prévoit : - Promouvoir et renforcer la nature en ville en confortant et ajustant l'équilibre entre végétal et urbain, valoriser les abords du canal maritime comme espace paysager participant à la nature en ville en restituant les chemins de halage, en dégageant les abords (chemin pédestre, viaRhona, renaturation…). - Renforcer le végétal dans les quartiers par la création d'espace végétalisé récréatif, zone de rencontres et d'échanges, aire de pique-nique, etc. - Valoriser et caractériser les entrées de ville avec l'image d'Aigues-Mortes ne urbaine. - Améliorer la qualité paysagère de la zone d'activité Terres de Camargue pour une meilleure intégration dans la structure paysagère communale. - Lutter contre les îlots de chaleur notamment en dédensifiant certains cœurs d'îlot en particulier au sein de la Cité, en intégrant des espaces végétalisés dans les opérations, en préservant certains îlots végétalisés existants (parc privé, jardins privés …) en zone urbanisée qui y participent. - Tendre vers l'exemplarité environnementale dans les opérations d'aménagement d'ensemble et limiter l'imperméabilisation en dehors des espaces déjà urbanisés. Le zonage Un correspond au secteur de renouvellement urbain, route de Nîmes, pour lequel est autorisé l'extension de la construction existante des commerces et activités de service dans la limite de 10% de surface de plancher. Les OAP intègre les dimensions d'insertion paysagère et de qualité environnementale : un traitement des limites du secteur avec le reste du tissu urbain par des franges végétales, une préservation des arbres de haute tige, la création d'îlots végétalisés … . L'OAP du « Mas d'Avon » intègre l'atténuation des effets du changement climatique en misant d'abord sur la végétalisation et la désimperméabilisation pour rafraichir l'atmosphère par l'ombrage et l'évapotranspiration et en privilégiant des matériaux permettant de réduire les effets de surchauffe.
RÈGLE 13 AGRICULTURE	Territoire agricole emblématique, Aigues-Mortes est dotée d'une activité agricole diversifiée : viticulture, élevage, saliculture notamment. Le parcelles agricoles s'étendent sur 28% environ du territoire.

	Le PADD prévoit de pérenniser la filière agricole et promouvoir la production agricole locale (activité salicole, viticulture, élevage,…), les circuits courts et la diversité des activités, favoriser la reconquête agricole et de mettre en valeur le patrimoine local et vernaculaire en lien avec l'activité agricole participant à l'identité et à la qualité du territoire. Le PADD vise également à lutter contre les phénomènes de cabanisation et de mitage dans les zones agricoles et naturelles et protéger les grands ensembles paysagers naturels et agricoles et leurs structures paysagères : prés-salés, étangs, marais, boisement par exemple. Territoire agricole emblématique, Aigues-Mortes est dotée d'une activité diversifiée : viticulture, élevage, saliculture notamment. Les espaces agricoles sont donc régies par les zones Aa, Ap et As.
RÈGLE 14 ZONE D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	Le PADD prévoit de conforter la zone d'activités Terres de Camargue dans son rôle de polarité économique dans l'intercommunalité : mobiliser le foncier livre, mutation et densification. Le PADD prévoit de créer un pôle d'échange multimodal sur le site de la gare pour les déplacements du quotidien et touristique à proximité du centre-ville et favoriser l'accès au centre-ville avec des modes actifs.
RÈGLE 15 ZONES LOGISTIQUES	Le territoire est peu porteur sur le plan logistique.
ATTEINDRE LA NON PERTE NETTE DE BIODIVERSITÉ	
RÈGLE 16 CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES	La Trame Verte et Bleu sur le territoire se caractérise par un réseau de zones humides de milieux variés et fonctionnels. Des cœurs de nature boisé, des secteurs agricole et des milieu ouvert et semi-ouvert sont identifiés sur la commune. Le PADD du PLU identifie ces espaces de réservoirs et de continuités écologiques en cohérence avec la carte de la TVB du SCoT. Les extensions du PLU sont localisées en dehors des réservoirs identifiés par le SCoT. Le PADD prévoit de protéger la trame verte et bleu, regroupant les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques, dans et en-dehors des espaces urbanisés, tout en permettant leurs mises en valeur, ainsi que la préservation et remise en bon état de certains corridors écologiques.
RÈGLE 17 SÉQUENCE « EVITER RÉDUIRE COMPENSER »	La justification de la séquence éviter réduire compenser au regard des extensions de l'urbanisation et des projets est présentée dans le chapitre de l'évaluation environnementale. Les OAP ne viennent pas impacter la TVB identifié dans le cadre du PADD.
RÈGLE 18 MILIEUX AQUATIQUES ET ESPACES LITTORAUX	Le PADD prévoit : - Préserver les cours d'eau et les milieux humides associés, espaces clefs du bio climatisme, en maintenant leurs fonctionnalités écologique et hydraulique et en intégrant dans les projets une marge de recul suffisante en cas d'aménagement à proximité (Vidourle, Canal de Bougidou, étang de la Marette, étang de la Ville par exemple). - Protéger la trame verte et bleue, regroupant les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques, dans et en-dehors des espaces urbanisés, tout en permettant leurs mises en valeur, ainsi que la préservation et remise en bon état de certains corridors écologiques. - Préserver les espaces littoraux (loi Littoral) : protéger la bande littorale de l'urbanisation (bande des 100m dans les espaces non urbanisés, et Espaces Proches du Rivage), maintenir des coupures naturelles et paysagères entre espaces bâtis, protéger les Espaces

	Remarquables du littoral , les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs. Les corridors bleus sont préservés comme le démontre le chapitre sur la compatibilité du PLU avec le SDAGE et le PGRI.
PREMIÈRE RÉGION À ÉNERGIE POSITIVE	
RÈGLE 19 CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE **RÈGLE 20 DÉVELOPPEMENT DES ENR**	La production d'énergie renouvelable est encouragée par le PLU qui prévoit de privilégier la production d'énergie renouvelables sur des secteurs déjà anthropisés (parking, bâtiment, …) en tenant compte de l'intégration paysagère et de la protection du patrimoine au regard des caractéristiques de la commune, et favoriser le développement des énergies renouvelables dans les nouvelles opérations (par exemple le Mas d'Avon). Les principes bioclimatiques font partis des orientations prescrites dans les OAP pour les nouvelles constructions sur la commune.
AMÉNAGEMENT ADAPTÉ AUX RISQUES ET RESPECTUEUX DE LA RESSOURCE EN EAU	
RÈGLE 21 GESTION DE L'EAU	La gestion de la ressource en eau en adéquation avec l'urbanisation du territoire est justifiée dans la partie justification du PLU.
RÈGLE 22 SANTÉ ENVIRONNEMENTALE	Les règles relatives à lutte contre les nuisances sonores sont rédigées en cohérence avec la législation. Les aménagements favorisant les mobilités douces et désengorger le centre contribueront à réduire la pollution atmosphériques du territoire en réduisant la part modale de la voiture.
RÈGLE 23 RISQUES	La commune d'Aigues-Mortes voit son territoire entièrement soumis au risque inondation par l'effet de différents aléas (submersion, inondation du Rhône et du Vidourle). Le PADD prévoit : - Assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement). De plus le PADD prévoit de tendre vers l'exemplarité environnementale dans les opérations d'aménagement d'ensemble et limiter l'imperméabilisation en dehors des espaces déjà urbanisés ainsi que de favoriser les dispositifs d'infiltration dans la gestion des eaux pluviales. Les espaces soumis au risque incendie sur la commune concerne tous les boisements. Le maintien de ces espaces environnementaux et à des enjeux de lutte contre le risque incendie. Le PLU rappelle la réglementation du PPRi gérant les risques inondation ainsi que l'aléa submersion marine.
UN LITTORAL VITRINE DE LA RÉSILIENCE	
RÈGLE 24 STRATÉGIE LITTORALE ET MARITIME	Le PLU instaure des protections d'activités touristiques et hôtelières au sein de son règlement afin de pérenniser l'économie touristique. Le PADD prévoit : - Préserver les espaces littoraux (loi Littoral) : protéger la bande littorale de l'urbanisation (bande des 100m dans les espaces non urbanisés, et Espaces Proches du Rivage), maintenir des coupures naturelles et paysagères entre espaces bâtis, protéger les Espaces Remarquables du littoral , les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs.

	- Accompagner la diversification des activités des Salins, site emblématique d'Aigues-Mortes, vers de l'hébergement touristique et avec la requalification de la zone d'accueil touristique.
RÈGLE 25 RECOMPOSITION SPATIALE LITTORALE	Le PPRi s'applique sur la commune et règlemente également l'aléa submersion marine. L'inconstructibilité dans la bande des 100 mètres est respectée ce qui limite également l'exposition des populations aux risques littoraux.
RÈGLE 26 ECONOMIE BLEUE DURABLE	Le PADD prévoit de valoriser les abords du canal maritime comme espace paysager participant à la nature en ville en restituant les chemins de halage, en dégageant les abords et de maintenir et restituer les continuités hydrauliques et conserver un espace non aedificandi pour garantir l'entretien en bordure des cours d'eau/canaux/surfaces en eau. Les OAP prévoient d'intégrer une gestion économie de la ressource en eau (optimisation des plantations d'essences locales, non allergènes, résistantes et peu consommatrices d'eau).
RÉDUIRE LA PRODUCTION DES DÉCHETS AVANT D'OPTIMISER LEUR GESTION	
RÈGLE 27 ECONOMIE CIRCULAIRE	Le zonage Neq comporte l'équipement publique de la déchetterie intercommunale. Le zonage UA prévoit les dispositions en terme de collecte des déchets dans l'aménagement. Concernant les autres thématiques relatives aux déchets, aux matières dangereuses, etc. le PLU n'est pas concerné.
RÈGLE 28 CAPACITÉS D'INCINÉRATION ET DE STOCKAGE DES DÉCHETS NON DANGEREUX	
RÈGLE 29 INSTALLATIONS DE STOCKAGE DES DÉCHETS NON DANGEREUX	
RÈGLE 30 ZONES DE CHALANDISE DES INSTALLATIONS	
RÈGLE 31 STOCKAGE DES DÉCHETS DANGEREUX	
RÈGLE 32 DÉCHETS PRODUITS EN SITUATION EXCETIONELLE	

Compatibilité avec le SDAGE Bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027

Le SDAGE Rhône-Méditerranée a pour vocation d'orienter et de planifier la gestion de l'eau à l'échelle du bassin ; il concerne donc toutes les communes du SCoT. Il bénéficie d'une légitimité politique et d'une portée juridique. Révisé tous les 6 ans, il fixe les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la Directive Cadre sur l'Eau ainsi que les orientations de la conférence environnementale. Suite à son adoption à l'unanimité par le comité de bassin Rhône-Méditerranée lors de sa séance du 18 mars 2022, le SDAGE 2022-2027 et son programme de mesure ont été arrêtés par le préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022. Il fixe la stratégie 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques ainsi que les actions à mener pour atteindre cet objectif.

Les orientations fondamentales ciblées sont les suivantes :

- S'adapter aux effets du changement climatique ;
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau ;
- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux ;

- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;
- Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides ;
- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le tableau ci-après justifie la manière dont la procédure prend en compte les objectifs du SDAGE.

Orientations fondamentales et objectifs du SDAGE	Comptabilité du PLU
S'adapter aux effets du changement climatique	Le PADD comporte un axe "Préverser la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique ». Il s'agit notamment d'encadrer l'urbanisation, par des principes de végétalisation (lutter contre les îlots de chaleur), préserver les milieux naturels captant du CO2, tendre vers l'exemplarité environnementale dans les opérations d'aménagement d'ensemble et limiter l'imperméabilisation en dehors des espaces déjà urbanisés.
Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	La préservation des milieux naturels actée par le PLU permet d'en préserver les services écosystémiques, dont l'infiltration des eaux pluviales, l'épuration de l'eau, la stabilisation des sols, la captation et le stockage carbone.
Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	Le PADD inscrit la préservation de la trame verte et bleue (orientation 2C). les éléments identifiés au titre du L.151-23 doivent être protégés, notamment les zones humides. Dans la trame bleue, « les constructions nouvelles sont interdites, seules les extensions peuvent être autorisées à la condition de ne pas altérer les fonctions écologiques et à la condition d'augmenter leur emprise au sol de façon limitée. Pour les aménagements de surfaces, seules 10% des surfaces pourront être imperméabilisées. Le PADD prévoit de préserver les cours d'eau et les milieux humides associés, en tant qu'espaces clefs du clefs du bio climatisme, en maintenant leurs fonctionnalités écologique et hydraulique et en intégrant dans les projets une marge de recul suffisante en cas d'aménagement à proximité (Vidourle, Canal de Bougidou, étang de la Marette, étang de la Ville par exemple). Il prévoit aussi de maintenir et restituer les continuités hydrauliques et conserver un espace non aedificandi pour garantir l'entretien en bordure des cours d'eau/canaux/surfaces en eau et limiter l'imperméabilisation des sols de mettre en place les ouvrages en faveur des continuités hydrauliques.
Prendre en compte les enjeux économiques et	Le PLU n'est pas concerné.

Orientations fondamentales et objectifs du SDAGE	Comptabilité du PLU
sociaux des politiques de l'eau	
Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	Le PLU n'est pas concerné.
Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	Le PLU n'a pas de levier direct sur ces sujets. Il peut en revanche participer à la limitation des pollutions en préservant les milieux naturels (à travers la trame verte et bleue) et en limitant l'imperméabilisation des sols. Le Règlement enjoint toute construction ou installation à évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement de caractéristiques suffisantes.
Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides	Le PADD inscrit la préservation de la trame verte et bleue (orientation 2C). les éléments identifiés au titre du L.151-23 doivent être protégés, notamment les zones humides. Dans la trame bleue, « les constructions nouvelles sont interdites, seules les extensions peuvent être autorisées à la condition de ne pas altérer les fonctions écologiques et à la condition d'augmenter leur emprise au sol de façon limitée. Pour les aménagements de surfaces, seules 10% des surfaces pourront être imperméabilisées. Le PADD prévoit de préserver les cours d'eau et les milieux humides associés, en tant qu'espaces clefs du clefs du bio climatisme, en maintenant leurs fonctionnalités écologique et hydraulique et en intégrant dans les projets une marge de recul suffisante en cas d'aménagement à proximité (Vidourle, Canal de Bougidou, étang de la Marette, étang de la Ville par exemple). Il prévoit aussi de maintenir et restituer les continuités hydrauliques et conserver un espace non aedificandi pour garantir l'entretien en bordure des cours d'eau/canaux/surfaces en eau et limiter l'imperméabilisation des sols de mettre en place les ouvrages en faveur des continuités hydrauliques.
Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	Dans l'orientation 2C/, le PADD inscrit la pérennisation de la ressource en eau : il s'agit de protéger les sources d'approvisionnement et maîtriser l'urbanisation (optimiser les réseaux, protéger les secteurs stratégiques de la ressource en eau, intégrer la présence de l'eau dans les projets) Le Règlement précise que « les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement et l'infiltration des eaux pluviales directement et exclusivement sur la parcelle. »
Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement	Le PADD prévoit d'assurer la protection des biens et des personnes au regard des risques naturels prévisibles (inondation particulièrement).

Orientations fondamentales et objectifs du SDAGE	Comptabilité du PLU
naturel des milieux aquatiques.	Le PPR en vigueur s'impose au PLU et est reporté sur le zonage.

Compatibilité avec le PGRI Bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027

La révision du PGRI a été menée en parallèle de la révision du SDAGE, avec un enjeu fort d'articulation des dispositifs de concertation et du contenu en particulier sur les volets gestion de l'aléa, gouvernance et accompagnement de la GEMAPI.

Le tableau ci-après justifie la manière dont la procédure prend en compte les objectifs du PGRI :

ORIENTATIONS FONDAMENTALES ET OBJECTIFS DU PGRI	COMPTABILITÉ DU PLU
GO N°1 MIEUX PRENDRE EN COMPTE LE RISQUE DANS L'AMÉNAGEMENT ET MAÎTRISER LE COÛT DES DOMMAGES LIÉS À L'INONDATION	
AMÉLIORER LA CONNAISSANCE ET RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ DU TERRITOIRE	Le PLU n'a pas vocation à améliorer la connaissance. Le PPR en vigueur s'impose au PLU et est reporté sur le zonage, la réduction de la vulnérabilité du territoire est donc traitée par ce document. Comme le règlement impose pour les zones urbaines que « les aménagements réalisés sur tout terrain devront garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau public les collectant», et qu'il prévoit pour toute les zones qu'en « matière de gestion des écoulements pluviaux, la politique de maîtrise des ruissellements est basée sur le principe de compensation des effets négatifs à l'imperméabilisation des sols » on estime que l'aléa inondation est maitrisé localement.
RESPECTER LES PRINCIPES D'UN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE INTÉGRANT LES RISQUES D'INONDATIONS	
GO N°2 AUGMENTER LA SÉCURITÉ DES POPULATIONS EXPOSÉES AUX INONDATIONS EN TENANT COMPTE DU FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX AQUATIQUES	
AGIR SUR LES CAPACITÉS D'ÉCOULEMENT	Comme le règlement impose pour les zones urbaines que « les aménagements réalisés sur tout terrain devront garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau public les collectant», et qu'il prévoit pour toute les zones qu'en « matière de gestion des écoulements pluviaux, la politique de maîtrise des ruissellements est basée sur le principe de compensation des effets négatifs à l'imperméabilisation des sols » on estime que l'aléa inondation est maitrisé localement.

PRENDRE EN COMPTE LES RISQUES TORRENTIELS	La commune d'Aigues-Mortes voit son territoire entièrement soumis au risque inondation par l'effet de différents aléas (submersion, inondation du Rhône et du Vidourle). Les dispositions réglementaires du PPR s'imposent sur toute la commune et s'ajoutent à celles du PLU.
PRENDRE EN COMPTE L'ÉROSION CÔTIÈRE DU LITTORAL	L'inconstructibilité dans la bande des 100 mètres est respectée ce qui limite également l'exposition des populations aux risques littoraux.
ASSURER LA PERFORMANCE DES SYSTÈMES DE PROTECTION	Le PLU n'est pas concerné.
GO N°3 AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES EXPOSÉS	
AGIR SUR LA SURVEILLANCE ET LA PRÉVISION	Le PLU n'est pas concerné.
SE PRÉPARER À LA CRISE ET APPRENDRE À MIEUX VIVRE AVEC LES INONDATIONS	
DÉVELOPPER LA CONSCIENCE DU RISQUE DES POPULATIONS PAR LA SENSIBILISATION, LE DÉVELOPPEMENT DE LA MÉMOIRE DU RISQUE ET LA DIFFUSION DE L'INFORMATION	
GO N°4 ORGANISER LES ACTEURS ET LES COMPÉTENCES	
FAVORISER LA SYNERGIE ENTRE LES DIFFÉRENTES POLITIQUES PUBLIQUES	Le PLU n'est pas concerné.
GARANTIR UN CADRE DE PERFORMANCE POUR LA GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION	
GO N°5 DÉVELOPPER LA CONNAISSANCE SUR LES PHÉNOMÈNES ET LES RISQUES D'INONDATION	
DÉVELOPPER LA CONNAISSANCE SUR LES RISQUES D'INONDATION	Le PLU n'est pas concerné.
AMÉLIORER LE PARTAGE DE LA CONNAISSANCE	

Compatibilité avec le PCAET de la Communauté de Commune de Camargue

Le PCAET de la CC Terre de Camargue approuvé le 8 février 2024.

Le tableau ci-après justifie la manière dont la procédure prend en compte les actions du PCAET :

Actions du PCAET	Articulation du PLU

Axe A : Impliquer les populations pour protéger leurs cadres de vie, la biodiversité et les activités à travers la mise en place d'actions publiques et privées résilientes à l'échelle des bassins de vie.	
1- Mise en place d'une démarche de circuits couts pour soutenir les agriculteurs et les pêcheurs locaux	Le PADD prévoit pérenniser la filière agricole et promouvoir la production agricole locale (activité salicole, viticulture, élevage …), les circuits courts et la diversité des activités, favoriser la reconquête agricole.
2- Création et animation d'une charte du tourisme durable	Le PLU n'a pas de levier.
3- Végétalisation et désimperméabilisation des centre villes, en faveur de la biodiversité urbaine et la nature en ville	Le PADD prévoit de promouvoir et renforcer la nature en ville en confortant et ajustant l'équilibre entre végétal et urbain, valoriser les abords du canal maritime comme espace paysager participant à la nature en ville en restituant les chemins de halage, en dégageant les abords (chemin pédestre, viaRhona, renaturation…) et de renforcer le végétal dans les quartiers par la création d'espace végétalisé récréatif, zone de rencontres et d'échanges, aire de pique-nique, etc. en zone urbaine. Le PADD prévoit de tendre vers l'exemplarité environnementale dans les opérations d'aménagement d'ensemble et limiter l'imperméabilisation en dehors des espaces déjà urbanisés.
4- Mobilisation des habitants et des acteurs du territoire dans la transition énergétique	Le PLU n'a pas de levier.
5- Incitations des citoyens à des comportements éco-responsables	Le PLU n'a pas de levier.
6- Mise en place du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés PLPDMA de la CCTC	Le PLU n'a pas de levier.
7- Trouver les solutions d'adaptation face à l'évolution du trait de côte - Gérer les eaux de ruissellement	Le PADD prévoit de préserver les cours d'eau et les milieux humides associés, espaces clefs du bio climatisme, en maintenant leurs fonctionnalités écologique et hydraulique et en intégrant dans les projets une marge de recul suffisante en cas d'aménagement à proximité (Vidourle, Canal de Bougidou, étang de la Marette, étang de la Ville par exemple).
Axe B : Diminuer les consommations fossiles des transports en proposant des mobilités alternatives peu émettrices de GES et de polluants	
8- Transformation de la motorisation des outils de travail chez les pêcheurs et des agriculteurs vers des motorisations moins émettrices de GES. Elaboration des Plans locaux de déplacements volontaires et mise en œuvre des actions	Le PLU n'a pas de levier.
9- Réduction des déplacements en voiture individuelle en ville en faveur des mobilités actives	Le PADD prévoit de poursuivre la mise en réseau des cheminement doux (piétons, vélos) à l'échelle de la ville, la connexion avec la viaRhona, requalifier les quais, les berges des canaux pour faciliter les circulations douces et développer le réseau cyclable en s'appuyant sur les cours d'eau. Le PADD prévoit également de permettre l'aménagement sur le Pont Rouge pour mettre en sécurité les cyclistes et les piétons en coordination avec le Conseil Départemental.

10- Développement des déplacements en modes collectifs inter et intra communes	Le PADD prévoit de développer les alternatives en transport en commun de type navette routière ou liaisons fluviales par un bateau-bus et
Axe C : Accompagner la sobriété et l'efficacité énergétique dans les bâtiments résidentiels (individuel et collectif) et dans les bâtiments tertiaires	
11- Sensibilisation des acteurs / des habitants, communication sur les économies d'énergies. Accompagnement de la politique locale de l'habitat	Le PLU n'a pas de levier.
12- Mise en place des mesures de sobriété - Sensibilisation des salariés, des agents territoriaux et accompagnement dans des pratiques plus économes et plus sobres dans leurs missions	Le PLU n'a pas de levier.
13- Soutien à la conversion des modes de chauffages énergivores vers des technologies plus vertueuses	Le PLU n'a pas de levier.
Axe D : Amplifier le développement des énergies renouvelables locales respectueuses du paysage	
14- Développement des sources d'énergies pour faire face aux pénuries et soutien au projet de méthanisation	Le PLU n'a pas de levier.
15- Massification des installations solaires sur le territoire de la CCTC	Le PLU n'a pas de levier.
Axe E : Maintenir et développer les zones naturelles, agricoles et préserver la biodiversité et les ressources naturelles, réservoirs de séquestration carbone sur le territoire	
16- Préservation des espaces naturels, de la biodiversité et des espaces agricoles du territoire	Le PADD prévoit de préserver strictement les espaces et les milieux naturels restants sur la commune, de préserver les cours d'eau et les milieux humides associés, de protéger la trame verte et bleue. Enfin, le PLU inscrit la trajectoire ZAN dans son document en cohérence avec le SCoT.
17- Sensibilisation de la population (les habitants et les touristes) aux impacts des activités sur le littoral et les écosystèmes marins	Le PLU n'a pas de levier.
18 – Mise en œuvre et suivi des SAGE, lutte contre la salinisation, réutilisation des eaux de STEP (station d'épuration) intercommunale.	Le PLU n'a pas de levier.

Obligation de prise en compte

Malgré l'application du SCoT Sud Gard sur le territoire, il est réalisée la démonstration de la prise en compte de ces documents suivants :

- Schéma Régional de carrières

Ces documents sont compatibles ou sont déjà pris en compte avec/dans le SCoT, la prise en compte dans le PLU est explicitée à titre indicatif.

Obligation de prise en compte du Schéma Régional de Carrières

Le schéma régional des carrières des carrières d'Occitanie a été approuvé par l'arrêté préfectoral du 16 février 2024.

Orientations	Objectifs	Mesures	Articulation du PLU
Orientation 1 : Vers un approvisionnement économe et rationnel en matériaux	Objectif 1.1 : Anticiper les ruptures d'approvisionnement en fonction du besoin et de l'approvisionnement en ressources secondaires	Mesure 1.1.1 : Mettre en place un suivi des ressources primaires produites et une analyse régulière du fichier GEREP	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 1.1.2 : Mettre en place un suivi du besoin selon une méthodologie définie	Le PLU ne traite pas cette question.
		Mesure 1.1.3 :Mettre en place un suivi de la production des ressources secondaires, en lien avec l'objectif 2.4	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 1.1.4 Mettre en place un suivi de la consommation des ressources secondaires, en lien avec l'objectif 2.4	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 1.2 : Promouvoir l'utilisation optimale des surfaces exploitées	Mesure 1.2.1 : Vérification de l'épaisseur du gisement exploitable de manière à éviter les zones où ce gisement aurait une épaisseur nettement inférieure à la moyenne du secteur	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 1.2.2 : L'exploitation doit être optimisée en cherchant à exploiter la totalité de l'épaisseur du gisement sans atteinte à l'environnement ou au projet de remise en état	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 1.3 : Respecter l'équilibre entre la production et le besoin	Mesure 1.3.1 : Argumenter de la nécessité des renouvellements, extensions et des ouvertures de carrières au regard du besoin	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 1.4 : Assurer un accès aux GIN/GIR	Mesure 1.4.1 : Préserver un accès aux gisements d'intérêt national et régional identifiés par le schéma	Aucun gisement d'intérêt national ou régional n'est présent sur le territoire de la commune d'Aigues-Mortes.
		Mesure 1.4.2 : Concerter l'exploitant lors de projets d'aménagement proches d'une carrière existante de GIN ou GIR	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 1.5 : Favoriser les renouvellements et extensions à la création de nouvelles carrières	Mesure 1.5.1 : Concerter l'exploitant lors de projets d'aménagements proches d'une carrière existante	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 1.6 : Respecter l'adéquation de la ressource avec l'usage : en fonction des familles de ressources, préciser les usages privilégiés	Mesure 1.6.1 : Établir, de manière pédagogique, une hiérarchie d'utilisation de la ressource par rapport à l'usage	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 1.6.2 : Demander aux producteurs et aux utilisateurs de matériaux de carrières de veiller à la bonne adéquation ressource-usage	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 1.7 : Gérer durablement la	Mesure 1.7.1 : Identifier les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires et les disponibilités de substitution de ces matériaux	Cette mesure ne concerne pas les PLU.

Orientations	Objectifs	Mesures	Articulation du PLU
	ressource alluvionnaire	Mesure 1.7.2 : S'assurer de l'adéquation des projets de carrières avec l'objectif de gestion durable de la ressource alluvionnaire	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 1.7.3 : Limiter les capacités de production autorisées dans les zones subissant de fortes extractions	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 1.8 : Améliorer la connaissance sur la préservation des ressources primaires (en lien avec l'objectif 2.5)	Mesure 1.8.1: Encourager et soutenir les projets de recherche ayant pour but de préserver la ressource primaire	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 1.9 : Permettre un accès aux gisements de granulats d'intérêt particulier (GGIP)	Mesure 1.9.1 : Définir les gisements de granulats d'intérêt particulier	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 1.9.2 : Préserver leur accès à travers les documents d'urbanisme (SCOT, PLU)	Les GGIP n'ont pas été identifiés à ce jour.
		Mesure 1.9.3 : Concerter l'exploitant lors de projets d'aménagement proches d'une carrière existante ou impactant un GGIP	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
Orientation 2 : Favoriser le recours aux ressources secondaires et matériaux de substitution	Objectif 2.1 : Intégrer dans la commande publique ou privée des exigences en matière de gestion des déchets de chantier ou en matière de recours aux ressources secondaires pour l'approvisionnement dans leurs marchés	Mesure 2.1.1 : Faciliter la formation et l'information des maîtres d'ouvrage sur leurs responsabilités juridiques en matière de gestion des déchets de chantier	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 2.1.2 : Sensibiliser les donneurs d'ordres sur l'expression d'exigences de priorité à l'utilisation des matériaux issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage lors de la rédaction des marchés de maîtrise d'œuvre ou de travaux, et en suivre l'exécution	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 2.1.3 : S'assurer de l'évolution des pratiques sur l'utilisation de ressources secondaires	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 2.2 : Suivre et communiquer sur les évolutions réglementaires liées aux ressources secondaires	Mesure 2.2.1 : Évaluer et décliner les implications de la mise en place de la nouvelle filière REP au niveau régional	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 2.2.2 : Communiquer sur ces évolutions à travers les outils existants, comme des articles de presse ou en développant de nouveaux outils	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 2.3 : Développer des plateformes de recyclage	Mesure 2.3.1 : Prévoir l'espace nécessaire au fonctionnement et à l'accueil des installations permettant ce type d'activité dans les documents d'urbanisme. Il s'agit en priorité de prévoir le foncier sur des espaces déjà occupés comme : • des plateformes logistiques de matériaux, • des installations déjà autorisées pour le recyclage, la valorisation des déchets ou des carrières.	Le PLU ne se positionne pas.
		Mesure 2.3.2 : Recenser et communiquer sur l'emplacement des plateformes de recyclage existantes	Cette mesure ne concerne pas les PLU.

Orientations	Objectifs	Mesures	Articulation du PLU
		Mesure 2.3.3 : Suivre le développement de nouvelles plateformes via une optimisation des accompagnements financiers	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 2.4 : Améliorer la connaissance (qualitative et quantitative) sur le gisement et l'utilisation des ressources secondaires disponibles	Mesure 2.4.1 : Recenser les plateformes de recyclage existantes (permanentes / mobiles), en lien avec la mesure 2.3.2	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 2.4.2 : Estimer la variabilité des ressources secondaires réutilisées in situ ou via les plateformes mobiles	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 2.4.3 : Quantifier les gisements de ressources secondaires en entrée et sortie de plateforme (estimer les taux de refus, performance de recyclage par usage de granulat)	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 2.4.4 : Estimer les taux d'incorporation des fraisats d'enrobés dans les enrobés	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 2.4.5 : Estimer les taux d'incorporation du béton recyclé dans les différents usages de granulats (béton, techniques routières, etc.)	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 2.4.6 : Suivre le taux de valorisation des MIDND en technique routière (objectif PRPGD : 100%)	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 2.4.7 : Suivre le taux de valorisation des sédiments de dragage en fonction des différents usages de granulat (béton, technique routière, matériau d'étanchéité, etc.) (objectif SRC : 11 kt par an)	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 2.4.8 : Suivre la valorisation des terres polluées et dépolluées (objectif SRC : 21,5 kt par an)	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 2.4.9 : Volume global de déchets inertes recyclés, valorisés en carrière, stockés en ISDI, non tracés (suivi indicateur du PRPGD)	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 2.5 : Améliorer la connaissance sur les techniques de réutilisation ou de valorisation de ressources secondaires et sur les techniques de construction avec des matériaux de substitution	Mesure 2.5.1 : Réaliser une veille et communiquer pour promouvoir l'utilisation des ressources secondaires et matériaux de substitution dans le BTP	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 2.6 : Admettre les déchets inertes en carrière seulement s'ils n'ont pas été jugés techniquement et économiquement recyclables à l'issue des	Mesure 2.6.1 : Réserver les déchets inertes aux opérations de réaménagement et valorisation en carrières, c'est à dire les déchets inaptes techniquement et économiquement à un réemploi ou valorisation matière en tant que matériau pour le bâtiment et les travaux publics, ou si les besoins de cette filière ne sont pas suffisants	Cette mesure ne concerne pas les PLU.

Orientations	Objectifs	Mesures	Articulation du PLU
	opérations de tri préalables		
Orientation 3 : Respecter les enjeux environnementaux du territoire pour l'implantation et l'exploitation des carrières	Objectif 3.1 : Respecter les zones à enjeux	Mesure 3.1.1 : Prendre en compte les secteurs à enjeux environnementaux dans le cadre des projets de carrières	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 3.2 : Préserver la ressource en eau	Mesure 3.2.1 : Appréhender les impacts cumulés des extractions de granulats alluvionnaires en eau dans les zones marquées par ces extractions	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 3.2.2 : Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable par la réalisation d'une étude hydrogéologique pour toute nouvelle carrière, ou pour l'extension d'une carrière existante dans les zones de sauvegarde, et mettre en place les mesures adaptées	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 3.2.3 : Préserver les zones d'expansion de crue prioritaires par la réalisation d'une étude hydraulique pour toute nouvelle carrière ou pour l'extension d'une carrière existante dans une zone d'expansion de crue prioritaire	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 3.2.4 : Remise en état des carrières alluvionnaires par remblaiement à l'aide des déchets d'extraction inertes ou de matériaux inertes extérieurs	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 3.3 : Préserver l'agriculture et la sylviculture	Mesure 3.3.1 : Lorsqu'un projet de carrière est envisagé sur un secteur à très fort enjeu agricole ou sylvicole, prendre en compte cet enjeu dans l'étude d'impact	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 3.3.2 : Mettre en place un suivi de la consommation des terres agricoles par les carrières	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 3.3.3 : Maintenir les activités agricoles autant que possible et mettre en place une remise en état coordonnée à l'exploitation pour un retour rapide à l'agriculture	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 3.4 : Intégrer les carrières dans le paysage	Mesure 3.4.1 : S'appuyer sur les guides existants pour assurer une insertion paysagère	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 3.4.2 : Anticiper et mettre en place, lorsque cela est possible, une remise en état ou un réaménagement coordonnés à l'exploitation pour favoriser l'intégration paysagère des carrières	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 3.4.3 : Recommander aux exploitants de carrières, lorsque les enjeux paysagers le justifient, de faire appel à un paysagiste concepteur	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 3.4.4 : Mettre en place un suivi photographique de l'évolution de la carrière	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 3.4.5 : À l'initiative des syndicats mixtes ainsi que des collectivités locales, inciter à l'élaboration d'un plan d'ensemble dans les secteurs concentrant un grand nombre de carrières	Cette mesure ne concerne pas les PLU.

Orientations	Objectifs	Mesures	Articulation du PLU
	Objectif 3.5 : Préserver la biodiversité	Mesure 3.5.1 : Encourager les exploitants à mettre en place un suivi écologique systématique pour toute nouvelle carrière ou pour le renouvellement / l'extension d'une carrière existante, en zone à enjeu de niveau 2 et 3	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 3.5.2 : Prendre en compte les effets cumulés de plusieurs carrières sur les espèces protégées	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 3.6 : Limiter et suivre les impacts des carrières	Mesure 3.6.1 : Communiquer et mettre en œuvre les bonnes pratiques et les mesures à mettre en place lors de l'exploitation des carrières	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 3.6.2 : Mise en place de commissions locales de concertation et de suivi pour les nouvelles carrières et pour les renouvellements/extensions en cas d'enjeux particuliers	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
Orientation 4 : Favoriser une remise en état concertée et adaptée		Mesure 4.1.1 : Mise en place d'une concertation sur le projet de remise en état avant la création de toute nouvelle carrière	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 4.1.2 : Mettre en place lorsque cela est possible une remise en état coordonnée à l'exploitation pour permettre une meilleure intégration dans le paysage et un retour à l'agriculture plus rapide	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 4.1.3 : Privilégier une remise en état agricole et forestière lorsque l'usage était agricole ou forestier avant la création de la carrière, lorsque cela est pertinent au regard des autres enjeux environnementaux	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
Orientation 5 : Avoir recours à une offre de transport compétitive et à moindre impact sur l'environnement	Objectif 5.1 : Renforcer le principe de proximité pour l'approvisionnement en matériaux	Mesure 5.1.1 : Favoriser l'implantation des carrières et/ou plateforme au plus proche des bassins de consommation	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 5.1.2 : Utiliser le réseau routier structurant	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 5.2 : Promouvoir une offre de transport routier moins impactante	Mesure 5.2.1 : Communiquer sur les offres de transport en carburants alternatifs	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 5.2.2 : Communiquer sur les retours d'expériences du double fret routier	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
	Objectif 5.3 : Maintenir et développer le report modal pour les flux importants et longues distances	Mesure 5.3.1 : Pérenniser les infrastructures permettant de transporter les ressources primaires par le fer ou la voie d'eau	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 5.3.2 : Prendre en compte dans les documents d'urbanisme les enjeux de report modal, en identifiant le foncier disponible pour les plateformes de transit et stockage de matériaux	Le PLU ne se positionne pas.
		Mesure 5.3.3 : Communiquer sur les projets exemplaires via l'animation d'un réseau d'acteurs du transport de matériaux	Cette mesure ne concerne pas les PLU.

Orientations	Objectifs	Mesures	Articulation du PLU
Orientation 6 : Mettre en place des outils de suivi et une gouvernance du Schéma Régional des Carrières de la région Occitanie représentative des différents acteurs		Mesure 6.1.1 : Suivre la mise en œuvre du SRC via le comité de pilotage	Cette mesure ne concerne pas les PLU.
		Mesure 6.1.2: Créer un observatoire régional des matériaux	Cette mesure ne concerne pas les PLU.

2. Analyse des incidences

2.2. Analyse des incidences du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Méthodologie de l'analyse des incidences du PADD

L'objectif de l'analyse des dispositions du PADD est d'évaluer deux éléments :

- Les impacts du document sur l'environnement ;
- La performance des dispositions prises au regard des enjeux du territoire de la commune.

Afin d'analyser ces aspects, il est proposé de bâtir une matrice d'analyse pour l'évaluation du PADD. Le système de notation a été élaboré de façon à pouvoir comparer les incidences attendues. Il s'agit d'une analyse essentiellement qualitative du PADD.

L'analyse matricielle croise chaque orientation avec les enjeux du territoire hiérarchisés en fonction des leviers du PLU et issus de l'analyse de l'état initial de l'environnement.

Les enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement constitueront donc les critères d'analyse pour l'évaluation des incidences du PADD. Ils permettent en effet de répondre aux tendances d'évolution identifiées sur le territoire par le scénario au fil de l'eau.

En abscisse de l'analyse matricielle : les enjeux environnementaux du territoire

L'objectif est d'analyser comment les orientations du PADD répondent ou prennent en compte les enjeux du territoire. Les enjeux sont regroupés par thématiques et hiérarchisés en fonction de deux critères : les leviers du PLU sur la thématique, et l'importance de l'enjeu sur le territoire d'Aigues-Mortes, estimée grâce à l'analyse de l'état initial de l'environnement.

Tableau 1 : Enjeux hiérarchisés

Thématiques	Hiérarchisation
Consommation d'espaces	Fort
Continuités écologiques et milieux naturels	Fort
Paysages et patrimoine	Fort
Risques	Fort
Eau	Fort
Climat, air et énergie	Moyen
Nuisances sonores	Moyen
Sites et sols pollués	Moyen
Ressources minérales	Faible
Déchets	Faible

En ordonnée de l'analyse matricielle : les dispositions du PADD à évaluer

La matrice présente en ordonnée les orientations du PADD. L'ensemble est structuré de la manière suivante : 2 axes et 6 orientations.

Tableau 2 : Disposition du PADD du PLU d'Aigues-Mortes

Axes	Orientations
Axe 1 / Assurer l'avenir : se loger, bien vivre-ensemble et travailler	1A/ Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer un équilibre générationnel
	1B/ Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous
	1C/ Renforcer la dynamique économique et touristique
Axe 2/ Assurer un développement réfléchi qui répond aux défis de la transition climatique	2A/ Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière
	2B/ Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée
	2C/ Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique

De manière à évaluer chaque croisement disposition/enjeu, on s'interroge sur :

- Comment la disposition peut-elle infléchir, de façon positive ou négative, la tendance attendue au fil de l'eau ?
- Quel niveau d'incidence positive ou négative aura la disposition ?

L'évaluation se déroule alors en trois étapes. Les dispositions sont évaluées au regard de chacun des enjeux environnementaux. Les deux premiers critères analysés sont :

1. L'impact de la disposition : *aura-t-elle un effet positif, nul ou négatif sur l'enjeu environnemental étudié* ? Système de notation : +, NC ou 0, -
2. La portée opérationnelle de la disposition : aura-t-elle un impact fort (3), moyen (2) ou faible (1) sur l'enjeu environnemental étudié ? Système de notation : 3, 2, 1, en positif ou en négatif. La portée opérationnelle est évaluée en procédant à une analyse plus fine à partir des trois sous-critères suivants (système de notation : de 0 à 3 en positif ou en négatif) :
    - Force d'opposabilité intrinsèque : La rédaction de la disposition se traduit-elle par des prescriptions (caractère « impératif » de mise en œuvre de la mesure), des recommandations (incitation « insistante », mais non obligatoire) ou de simples citations (absence d'influence directe du PLU, incitation pédagogique ou rappel de la loi) ?
    - Échelle de mise en œuvre : L'impact attendu s'exerce-t-il à l'échelle du territoire couvert par le PLU ou seulement sur une portion du territoire (ex. : sur une ville identifiée, un secteur géographique) ? En d'autres termes, l'orientation concerne-t-elle l'intégralité du territoire ou seulement une portion restreinte des territoires impliqués ?
    - Caractère innovant ou novateur : L'objectif propose-t-il une plus-value environnementale au regard des outils déjà existants, notamment au regard des mesures règlementaires en vigueur, ou n'est-il qu'un simple rappel de l'existant ?

Le procédé de notation est schématisé ci-après.

Chaque disposition est ainsi évaluée à dire d'expert par cette notation composite, sur une échelle allant de -3 à +3 pour chaque thématique environnementale.

Les notes sont ensuite sommées de deux manières différentes pour calculer deux scores :

- D'une part**, les incidences cumulées d'une disposition** sur l'ensemble des thématiques environnementales. Ce score transversal permet d'identifier les dispositions présentant des faiblesses, et sur lesquelles le travail de réécriture doit se concentrer pendant la phase itérative.

En phase intermédiaire, ce score permet d'identifier les points de vigilance et les mesures ERC à préconiser.

- D'autre part, la plus-value de l'ensemble des dispositions par thématique environnementale. Ce score thématique met en évidence l'incidence globale par thématique environnementale des choix effectués. Il met en évidence la plus-value environnementale du document analysé et la cohérence entre les enjeux et la stratégie développée. Pendant la phase itérative, il permet de réorienter les choix et de combler les manques. En phase intermédiaire, ce score traduit la plus-value environnementale du PLU par rapport à la tendance au fil de l'eau et permet également d'identifier les mesures ERC par enjeu.

	Impact sur la thématique environnementale	Note globale de l'incidence attendue	
Mesure à évaluer	+	3	Positif, fort, avec de fortes conséquences réglementaires à l'échelle territoriale
		2	Positif, moyen à l'échelle territoriale ou fort, mais localisé
		1	Positif, faible, permet une prise en compte de l'enjeu
	NC ou 0	NC ou 0	Neutre du point de vue de l'environnement, ou non concerné
	-	-1	Négatif, faible, légère détérioration
		-2	Négatif, moyen, détérioration moyenne à l'échelle territoriale ou forte, mais localisée
		-3	Négatif, fort, détérioration importante à l'échelle territoriale

Moyenne des 3

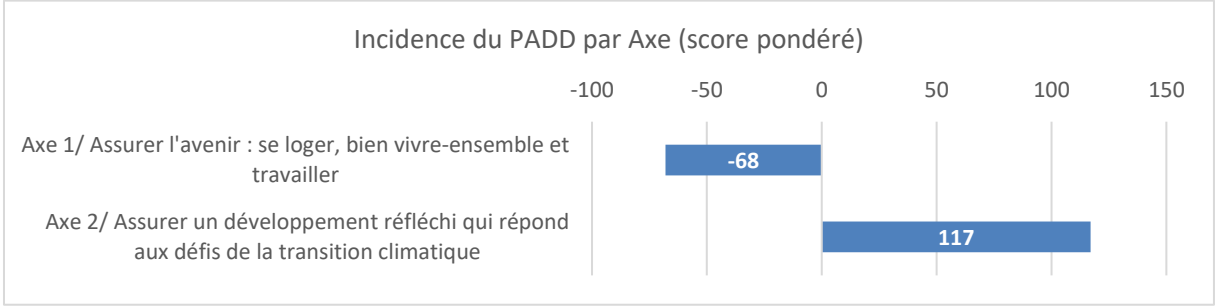
Portée opérationnelle		
Échelle de mise en œuvre	Force d'opposabilité	Caractère novateur
+/- 3	+/- 3	+/- 3
+/- 2	+/- 2	+/- 2
+/- 1	+/- 1	+/- 1

Figure 1 : Méthodologie de la notation

Résultats de l'analyse des incidences du PADD

N.B : La matrice d'analyse du PADD est présentée en annexe.

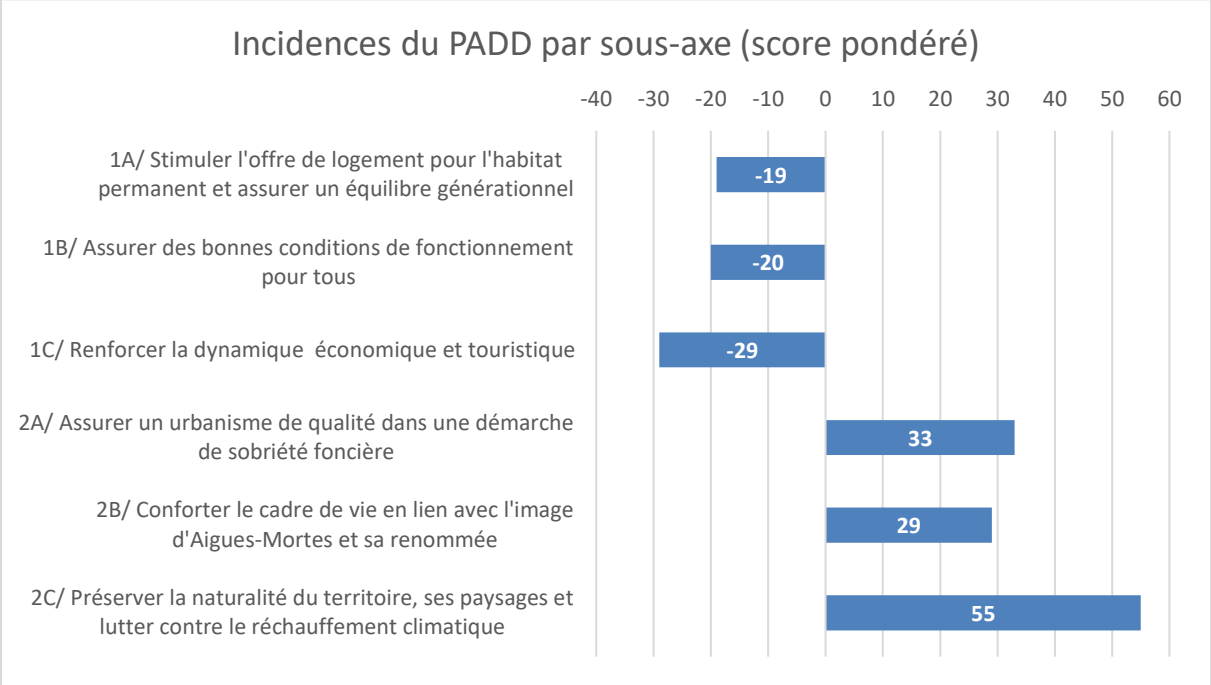
Incidences des axes du PADD



L'axe 2, intitulé « Assurer un développement réfléchi qui répond aux défis de la transition climatique », constitue le principal vecteur de plus-value environnementale du projet de PADD. À l'inverse, l'axe 1, qui définit les orientations en matière de développement économique, urbain, résidentiel et touristique, porte des dynamiques qui génèrent des incidences globalement négatives, malgré l'intégration d'objectifs de sobriété — notamment en matière de consommation foncière — dans les prévisions de développement du territoire. Ainsi, l'axe 1 « Assurer l'avenir : se loger, bien vivre-ensemble et travailler » reste porteur d'effets environnementaux défavorables, que l'axe 2 vient compenser.

Incidences des orientations du PADD

Le graphique ci-dessous présente les résultats des interactions entre les orientations du PADD et les enjeux environnementaux issus de l'EIE selon une échelle ouverte.



L'analyse des incidences du PADD par sous-axe fait apparaître deux tendances marquées : d'une part, l'axe 1 génère des incidences environnementales négatives, tandis que l'axe 2 vient partiellement contrebalancer ces effets par des incidences positives sur plusieurs enjeux environnementaux.

Ainsi, trois sous-axes du PADD présentent un score environnementale particulièrement vertueux : les sous-axes 2A/, 2B et 2C relatif à l'axe 2.

Le sous-axe « 2A – Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière » vise à intégrer les objectifs de sobriété foncière en articulation avec les exigences nationales d'ordre réglementaire. Il s'attache également à promouvoir des formes urbaines adaptées, permettant de répondre aux enjeux de modération de la consommation d'espace.

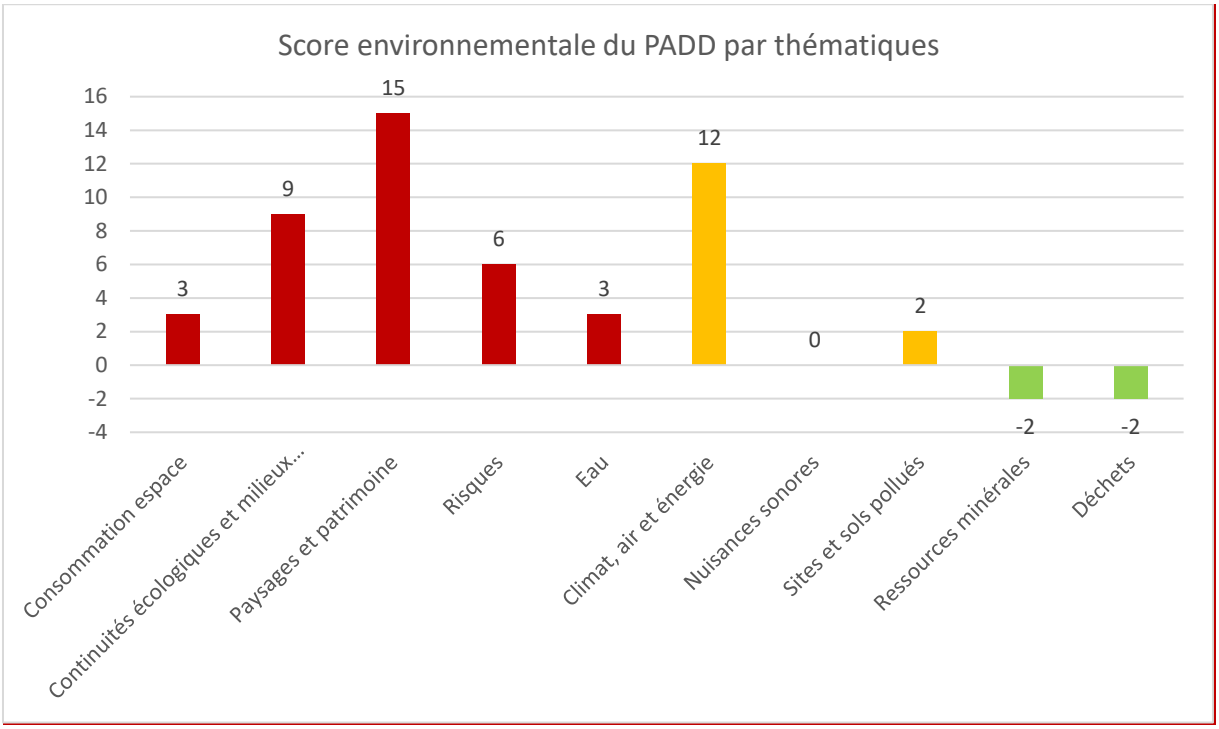
Le sous-axe « 2B – Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée » présente une plus-value environnementale légèrement moins marquée. Cette orientation, centrée sur la valorisation du patrimoine bâti et paysager, permet toutefois d'intégrer la préservation de sites naturels emblématiques du territoire, reconnus pour leur qualité écologique.

Le sous-axe « 3C – Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique » constitue l'orientation à la plus forte plus-value environnementale. Il englobe la protection de la trame verte et bleue, la préservation des milieux naturels, la gestion du risque d'inondation, la lutte contre les îlots de chaleur, la préservation des zones de stockage de carbone ainsi que les enjeux liés au développement énergétique. En lien avec l'application de la loi Littoral sur la

commune d'Aigues-Mortes, il précise également les modalités de prise en compte de ce cadre réglementaire.

En revanche, les sous-axes 1A, 1B et 1C présentent des incidences environnementales négatives. Ils définissent les modalités de développement urbain, économique et touristique du territoire, avec des effets potentiels en termes de consommation d'espace et de pression sur les milieux.

Incidences sur les enjeux environnementaux



Fort	Moyen	Faible

Au regard des thématiques environnementales, le PADD apporte une réponse positive globale, mais hétérogène. Ainsi, les enjeux les mieux traités sont ceux relatifs aux paysages et patrimoine, aux enjeux climat-air-énergie, aux continuités écologiques et milieux naturels, aux risques.

À l'inverse, les enjeux jugés faibles, tels que la gestion des ressources minérales et des déchets, sont peu pris en compte dans le PADD. Cette faiblesse s'explique par des leviers d'action limités à l'échelle du PLU. Les scores attribués à ces thématiques sont même négatifs, en raison des impacts potentiels liés à la consommation de matières premières et à la production de déchets induits par le développement de l'offre d'habitat, économique et touristique sur le territoire.

Les incidences cumulées sur la consommation d'espaces, la ressource en eau et les nuisances sonroes sont neutre ou faible car les incidences positives (renouvellement, densification, protection des milieux agricoles et des espaces de la trame verte et bleue, développement des mobilités douces, préservation de la ressource en eau, …) et incidences négatives (extensions urbaines, développer du quartier du Mas d'Avon et de la zone d'activité Terres de Camargue…) se compensent.

Globalement le PADD répond de manière positive aux enjeux environnementaux identifiés sur le territoire. Le PADD représente une plus-value environnementale importante et apporte des réponses concrètes pour une majorité d'enjeux environnementaux propres à la commune d'Aigues-Mortes.

2.3. Analyse des incidences du règlement écrit et graphique

Analyse simplifiée de l'évolution du zonage

Le zonage arrêté est majoritairement constitué de zones A, puis de zones N. Les zones U couvrent 273 ha.



Figure 2 : répartition surfacique du zonage du PLU d'Aigues-Mortes

Évolution globale du zonage par rapport au PLU en vigueur

Le tableau ci-après présente l'évolution globale du zonage par rapport au PLU en vigueur.

Tableau 3 : évolution du zonage global entre le document en vigueur et le PLU 2025

Zonages	Zonage en vigueur (ha)	Part du territoire	PLU 2025 (ha)	Part du territoire	Évolution 2025 (ha)
U	186,9	3 %	273,5	5 %	86,6
AU	185,7	3 %	12,4	>1 %	-173,3
A	3 461,8	60 %	3 197,0	55 %	-264,8
N	1 934,2	34 %	2 285,7	40 %	351,5
Territoires artificialisés (U+AU)	372,6		285,9		-86,7
Territoire agronaturel (A+N)	5 396,0		5 482,7		86,7

À noter en premier lieu, le zonage réduit de 86,7 ha les terres « artificialisables » par rapport au document d'urbanisme actuel.

Le tableau ci-après présente les surfaces et leurs changements de zonage. Ainsi, 18 ha en zones N du PLU en vigueur sont devenues des zones U dans le PLU en 2025, et 8 ha sont devenus des zones A. 275 ha en zones A sont devenus des zones N et 2 ha des zones U, etc. Au total, près de 537 ha ont changé d'occupation du sol, soit 9 % du territoire.

Tableau 4 : précisions sur l'évolution du zonage par type de zone (surfaces en hectares)

		PLU 2025				*Total*
	Type de zone	A	N	AU	U	
Document en vigueur	A		275	-	2,15	276,8
	N	8		-	18,06	26,0
	Au	1,21	44,77		127,36	173,3
	U	3,06	57,94	-		61,0
Total		12,2	377,4	0,0	147,6	**537,1**

70 % des surfaces ayant changé de type de zone sont devenues des zones N, 28 % des zones U, 2 % des zones A.



Figure 3 : Répartition surfacique des zones ayant changé de type

Reconquête agricole et naturelle

La reconquête agricole et naturelle est considérée par définition par les évolutions suivantes :

- La reconquête agricole correspond au passage de zones U ou AU, en zones A.
- La reconquête naturelle correspond au passage de zones U ou AU, en zones N.

Ces évolutions permettent une protection des milieux naturels et agricoles face à l'urbanisation. Plus précisément :

- 4 ha ont été reconquis par l'agriculture ;
- 103 ha ont été reconquis par des zones naturelles.

Secteurs d'ouverture à l'urbanisation

Le passage des PLU au PLUi régularise certaines zones AU du PLU en zones U, mais aussi rétrograde certaines zones U en zones AU dont l'urbanisation sera soumise à conditions. Ces secteurs demeurent des ouvertures possibles à l'urbanisation dans le projet de PLU.

Au total, 20 ha de zones A et N sont ouverts à l'urbanisation (U ou AU), soit 0,4 % du territoire.

Secteurs susceptibles d'être impactés par la mise en œuvre du PLU

Le PLU, à travers son règlement, permet des aménagements potentiels sur des secteurs non artificialisés ou des espaces naturels ou agricoles « non consommés » par l'urbanisation, et ce, quelle que soit la vocation des sols définie au sein des documents d'urbanisme précédents ou du PLUi. Ces secteurs susceptibles d'être impactés significativement et négativement sont identifiés à partir des choix réalisés dans le cadre du PLUi. Ils sont, par la suite, confrontés aux enjeux environnementaux identifiés à la fin de l'état initial de l'environnement ; enjeux qui ont posé le socle de la démarche d'évaluation environnementale.

Identification des SSEI « bruts »

L'identification des secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) a été réalisée selon la méthodologie suivante :

- Sélection de l'ensemble des zones AU du projet de zonage graphique (en retirant les parcelles d'ores et déjà urbanisées) ;
- Sélection des zones Neq et UT, et des emplacements réservés ;
- Sélection des gisements fonciers ;
- Suppression de quelques gisements construits récemment, du sud de la zone Neq avec la déchèterie actuelle.

Il est à noter que malgré leur classement en zones artificialisables immédiatement (U) ou à terme (AU), en STECAL ou en emplacements réservés (ER), etc. l'ensemble de ces SSEI « bruts » ne sont pas forcément artificialisables lors de la mise en œuvre du PLU. En effet, le règlement présente également de nombreux outils de « protection environnementale » qui rendent « inconstructibles » certaines parties du territoire.

Outils du règlement permettant une protection de la biodiversité

Le Code de l'urbanisme (CU) permet de mobiliser des outils complémentaires matérialisés dans le règlement graphique du PLU et assortis de prescriptions inscrites, principalement, dans les dispositions générales du règlement écrit. Il s'agit notamment du :

- Classement en Espaces boisés et arbres ponctuels à conserver ou à créer (EBC), au titre de l'article L113-1 du CU. Ce classement interdit tout changement d'affectation ou mode d'occupation du sol ;
- Classement en Espaces boisés à conserver (EBC) au titre de l'article L.121-27 du CU. Ce classement interdit tout changement d'affectation ou mode d'occupation du sol ;
- Repérage des éléments de paysage contribuant au maintien de la nature en ville (jardins, cœur d'ilots, parcs, alignement d'arbres/arbres ou groupes d'arbres) à conserver ou à créer pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural, identifiés au titre de l'article L.151-19 du CU. En complément des EBC, cet article permet d'empêcher les atteintes à l'intégrité des éléments identifiés du paysage en fixant des prescriptions de nature à assurer leur préservation ;
- Repérage des espaces à préserver contribuant au maintien des continuités écologiques ;
- Marges de recul mises en place le long des différents cours d'eau pour s'assurer de leur protection et de l'inconstructibilité des berges.

Ainsi, le PLU comporte :

- 257 ha d'espaces boisés classés ;

- 67 ha sont identifiés au titre du L.151-23.

Outils du règlement permettant une protection des enjeux paysagers et patrimoniaux

Le code de l'urbanisme offre la possibilité d'intégrer de nouvelles connaissances (par exemple, données d'inventaire actualisées) et de nouvelles protections du patrimoine (par exemple, inscription aux articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme). À l'appui d'un cadre législatif et règlementaire renouvelé, le PLUi-HM poursuit et approfondit les efforts amorcés par les communes du territoire depuis plusieurs années en mettant à jour les fichiers du patrimoine local recensé et en affinant les dispositions destinées à le protéger. Il ambitionne notamment de renouveler la perception du patrimoine local.

Le patrimoine local est constitué d'ouvrages, d'ensembles bâtis ou d'éléments de paysages remarquables à protéger pour des motifs d'ordre historique, architectural, artistique ou culturel. Le règlement peut également « définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection ». Ainsi, le règlement graphique identifie 10 éléments de patrimoine ponctuels (éléments paysagers), près de 2 600 m d'alignement d'arbres, 500 m² de patrimoine bati et 5 ha d'éléments paysagers qui font l'objet d'une attention particulière.

SSEI résiduels et les enjeux environnementaux

Une fois les périmètres de protection déduits (EBC, L.151-23, L.151-19), les SSEI résiduels couvrent 24,7 ha, soit 0,4 % de la surface communale.

Les croisements des SSEI avec les différentes sensibilités environnementales sont présentés dans le tableau suivant. Les paragraphes suivants présentent l'analyse par thématique.

Nom des périmètres	Surface à Aigues-Mortes (ha)	Part du territoire communal	ER	Potentiel foncier	Zone 1AU	Zone 2AU	Zone Neq	Zone UT	Total SSEI	Part des SSEI	Part du périmètre
Occupation du sol											
Zones bâties	138,15	**2,4 %**	0,15	0,16	0,03	0,05	-	0,25	**0,64**	**2,6 %**	**0,5 %**
Zones non bâties	124,59	**2,2 %**	1,01	0,20	0,03	0,00	0,00	1,81	**3,05**	**12,4 %**	**2,4 %**
Zones à matériaux minéraux	522,88	**9,1 %**	0,39	-	-	-	0,02	0,66	**1,06**	**4,3 %**	**0,2 %**
Zones à autres matériaux composites	-	**0,0 %**	-	-	-	-	-	-	**-**	**0,0 %**	**0,0 %**
Sols nus	41,83	**0,7 %**	-	-	-	-	-	-	**-**	**0,0 %**	**0,0 %**
Surfaces d'eau	2 282,14	**39,6 %**	0,14	-	-	-	-	0,00	**0,14**	**0,6 %**	**0,0 %**
Névés et glaciers	-	**0,0 %**	-	-	-	-	-	-	**-**	**0,0 %**	**0,0 %**
Peuplements de feuillus	43,46	**0,8 %**	0,00	0,03	0,21	-	-	-	**0,24**	**1,0 %**	**0,6 %**
Peuplements de conifères	192,76	**3,3 %**	0,31	0,07	-	-	-	-	**0,38**	**1,5 %**	**0,2 %**
Peuplements mixtes	44,52	**0,8 %**	0,03	-	0,14	0,98	-	-	**1,14**	**4,6 %**	**2,6 %**
Formations arbustives et sous-arbrisseaux	459,06	**8,0 %**	1,38	-	0,20	0,37	1,53	-	**3,48**	**14,1 %**	**0,8 %**
Autres formations ligneuses	812,84	**14,1 %**	0,02	-	-	0,42	-	-	**0,44**	**1,8 %**	**0,1 %**
Formations herbacées	1 103,25	**19,1 %**	4,74	4,21	3,76	1,27	-	0,08	**14,07**	**57,1 %**	**1,3 %**
Autres formations non ligneuses	-	**0,0 %**	-	-	-	-	-	-	**-**	**0,0 %**	**0,0 %**

Nom des périmètres	Surface à Aigues-Mortes (ha)	Part du territoire communal	ER	Potentiel foncier	Zone 1AU	Zone 2AU	Zone Neq	Zone UT	Total SSEI	Part des SSEI	Part du périmètre
Milieux naturels et biodiversité											
1 – Inventaire											
ZNIEFF de type 1	3 095,65	**53,7 %**	-	-	-	1,56	-	-	**1,56**	**6,3 %**	**0,1 %**
ZNIEFF de type 2	5 761,10	**99,9 %**	8,16	4,66	4,37	3,10	1,55	2,80	**24,65**	**100,0 %**	**0,4 %**
2 – Protection au titre d'un texte international ou européen											
Zone humide protégée par la convention de RAMSAR	4 903,92	**85,0 %**	0,36	0,29	-	-	-	2,80	**3,45**	**14,0 %**	**0,1 %**
3 – Protection conventionnelle											
NATURA 2000 – Directive « Oiseaux » : ZPS	3 937,14	**68,3 %**	2,88	1,00	4,37	3,10	1,55	2,80	**15,70**	**63,7 %**	**0,4 %**
NATURA 2000 – Directive « Habitats » : ZSC/SIC	5 750,10	**99,7 %**	8,16	4,66	4,37	3,10	1,55	2,80	**24,65**	**100,0 %**	**0,4 %**
4 – Protection par la maitrise foncière											
Site du conservatoire du littoral (CDL)	139,07	**2,4 %**	-	-	-	-	-	-	**-**	**0,0 %**	**0,0 %**
Espaces naturels sensibles (ENS)	5 768,58	**100,0 %**	8,16	4,66	4,37	3,10	1,55	2,80	**24,65**	**100,0 %**	**0,4 %**
5 – Protection règlementaire											
Réserve biologique intégrale (RB)	5 674,41	**98,4 %**	8,16	4,66	4,37	3,10	1,55	2,80	**24,65**	**100,0 %**	**0,4 %**
Trame verte et bleue											
Corridor écologique (100 m)	371,59	**6,4 %**	0,55	-	-	-	-	-	**0,55**	**2,2 %**	**0,1 %**
Cœur de nature boisé	184,66	**3,2 %**	-	-	-	-	-	-	**-**	**0,0 %**	**0,0 %**
Cœur de nature ouvert/semi-ouvert	490,83	**8,5 %**	0,10	-	-	-	-	-	**0,10**	**0,4 %**	**0,0 %**
Cœur de nature agricole	988,77	**17,1 %**	-	-	-	-	-	-	**-**	**0,0 %**	**0,0 %**
Cœur de nature aquatique/humide	1 414,80	**24,5 %**	0,22	-	-	-	-	-	**0,22**	**0,9 %**	**0,0 %**
Paysages et patrimoine											
Périmètre de protection de 500 m autour du monument historique	200,07	**3,5 %**	0,12	0,99	-	-	-	-	**1,11**	**4,5 %**	**0,6 %**
SPR	69,29	**1,2 %**	-	0,02	-	-	-	-	**0,02**	**0,1 %**	**0,0 %**
Site classé	1 441,78	**25,0 %**	0,26	-	-	-	-	-	**0,26**	**1,1 %**	**0,0 %**
Site inscrit	81,53	**1,4 %**	1,91	-	-	-	-	-	**1,91**	**7,8 %**	**2,3 %**
Nuisances sonores											
Secteur couvert par un classement sonore (route)	871,47	**15,1 %**	2,02	0,39	-	-	-	2,70	**5,11**	**20,7 %**	**0,6 %**
Sites pollués											

Nom des périmètres	Surface à Aigues-Mortes (ha)	Part du territoire communal	ER	Potentiel foncier	Zone 1AU	Zone 2AU	Zone Neq	Zone UT	Total SSEI	Part des SSEI	Part du périmètre
Sites BASIAS (100 m)	38,90	**0,7 %**	-	0,06	-	-	-	-	**0,06**	**0,3 %**	**0,2 %**
Risques naturels et technologiques											
Risques mouvements de terrain											
Aléa RGA moyen	2 863,55	**49,6 %**	4,93	1,34	4,37	3,10	1,55	2,80	**18,09**	**73,4 %**	**0,6 %**
Aléa incendie de forêt											
Faible	166,12	**2,9 %**	0,60	-	0,83	0,06	-	-	**1,49**	**6,0 %**	**0,9 %**
Modéré	58,31	**1,0 %**	0,17	-	0,20	0,03	-	-	**0,40**	**1,6 %**	**0,7 %**
Élevé	30,29	**0,5 %**	0,10	-	0,24	0,02	-	-	**0,36**	**1,5 %**	**1,2 %**
Très élevé	525,46	**9,1 %**	0,76	-	2,68	2,10	-	-	**5,53**	**22,5 %**	**1,1 %**
Plan de prévention des risques naturels											
Constructible sous prescriptions	222,38	**3,9 %**	2,26	3,40	0,75	1,19	-	1,29	**8,91**	**36,2 %**	**4,0 %**
Inconstructible	5 536,12	**96,0 %**	5,88	1,25	3,62	1,90	1,55	1,09	**15,29**	**62,0 %**	**0,3 %**
Risques technologiques											
Site ICPE-A (200 m)	12,56	**0,2 %**	-	-	-	-	-	-	**-**	**0,0 %**	**0,0 %**
SUP des canalisations de TMD	175,00	**3,0 %**	2,55	1,28	-	-	-	0,66	**4,49**	**18,2 %**	**2,6 %**

L'occupation du sol des SSEI

La majorité des SSEI est occupée par des formations herbacées, viennent ensuite des formations arbustives et des zones non bâties.

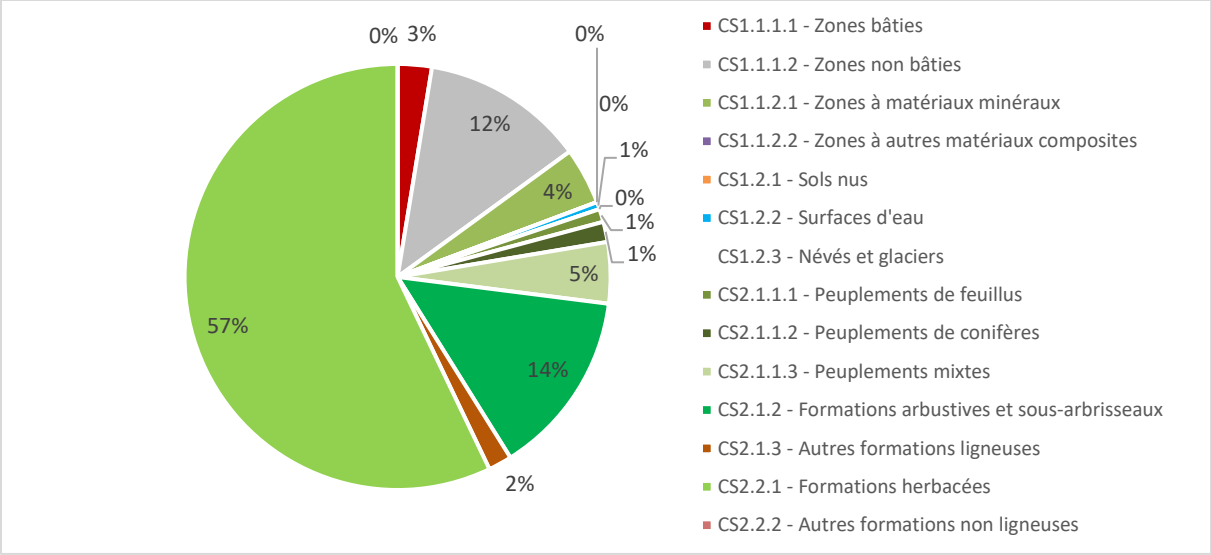
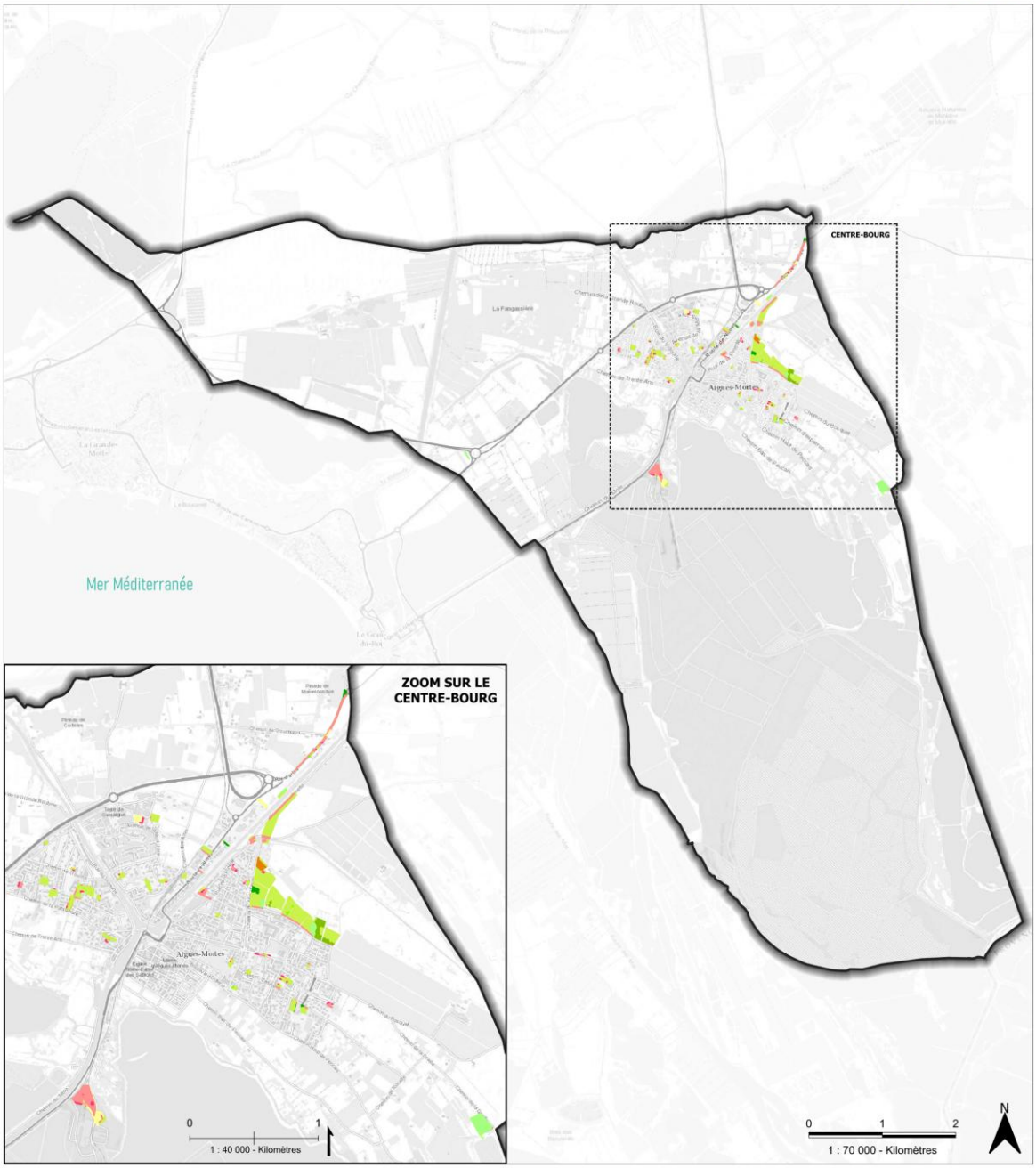


Figure 4 : répartition surfacique de l'occupation des sols des SSEI

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Occupation du sol en 2021



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : OCS GE 2021 (IGN) | Fond : ESRI World Topo

Éléments de repère :
- Limite communale

Types d'occupation du sol :
- Zones bâties
- Zones non bâties
- Zones à matériaux minéraux
- Peuplements de feuillus
- Peuplements de conifères
- Peuplements mixtes
- Formations arbustives et sous-arbrisseaux
- Autres formations ligneuses
- Formations herbacées

Les SSEI et paysages patrimoine

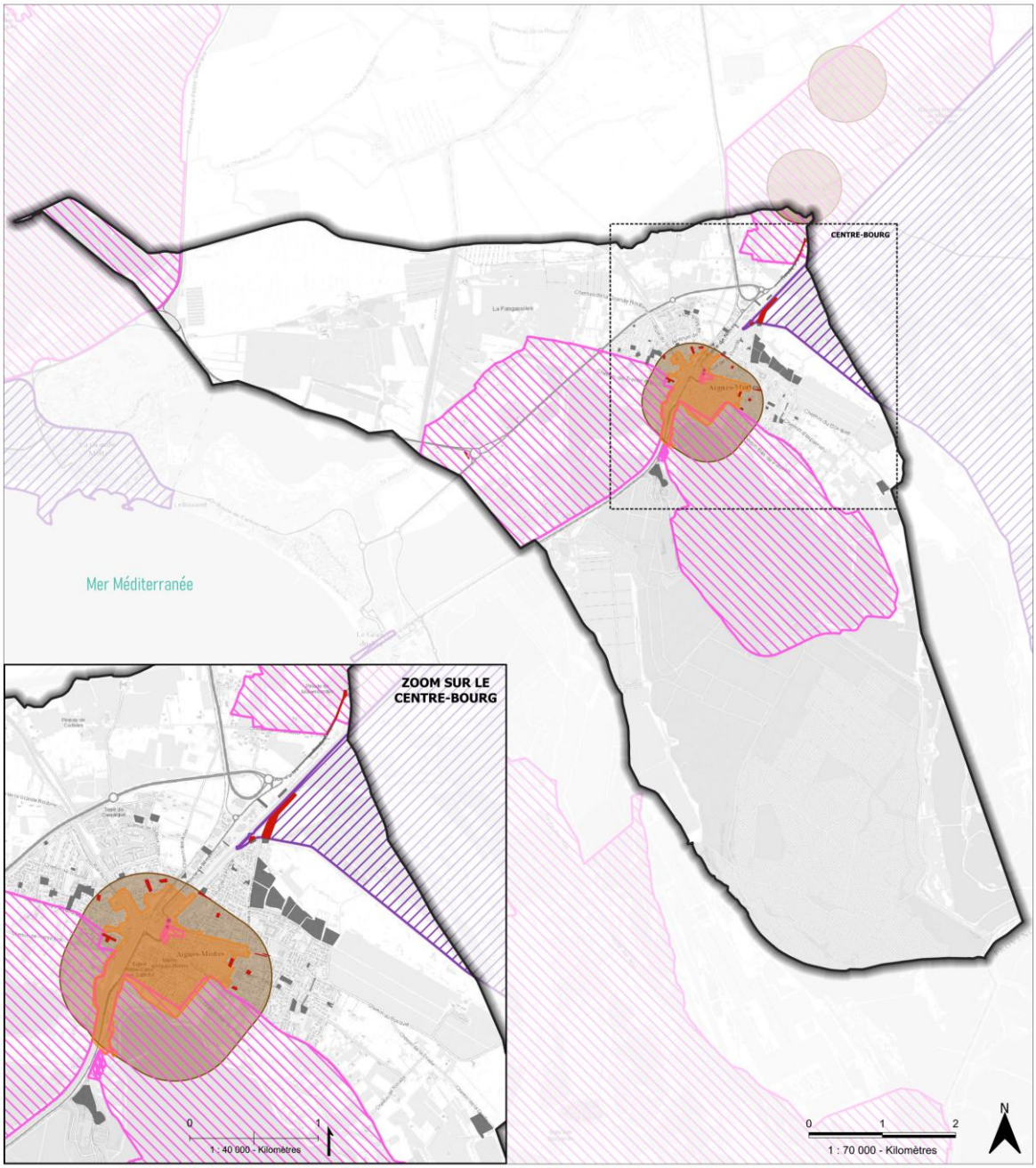
Les périmètres patrimoniaux identifiés sont globalement hors des SSEI :

- 0,6 % des périmètres de protection des monuments historiques sont concernés ;
- Moins de 1 % du SPR et du site classé sont touchés ;
- 2,3 % de la surface du site inscrit est concerné.

De plus, ces périmètres sont assortis de règles s'imposant au PLU, qui visent à préserver ces éléments de paysage et de patrimoine. Notamment, 10 éléments de patrimoine ponctuels (éléments paysagers), près de 2 600 m d'alignement d'arbres, 500 m² de patrimoine bati et 5 ha d'éléments paysagers font l'objet d'une attention particulière (identification au titre du L.151-19). Aussi les incidences du zonage sur le patrimoine et les paysages devraient être faibles à négligeables, aucune mesure ERC n'est proposée.

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Protection du patrimoine



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : Atlas du patrimoine | Fond : ESRI World Topo

Éléments de repère :
- Limite communale

Périmètres de protection :
- Périmètre de protection de 500m autour du monument historique
- Site patrimonial remarquable
- Site classé
- Site inscrit

Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté
- Sans impact

Les SSEI et la biodiversité

Les surfaces des périmètres concernés par des SSEI sont relativement faibles, notamment du fait que la commune est en grande partie couverte par ces périmètres. Ainsi les SSEI concernent :

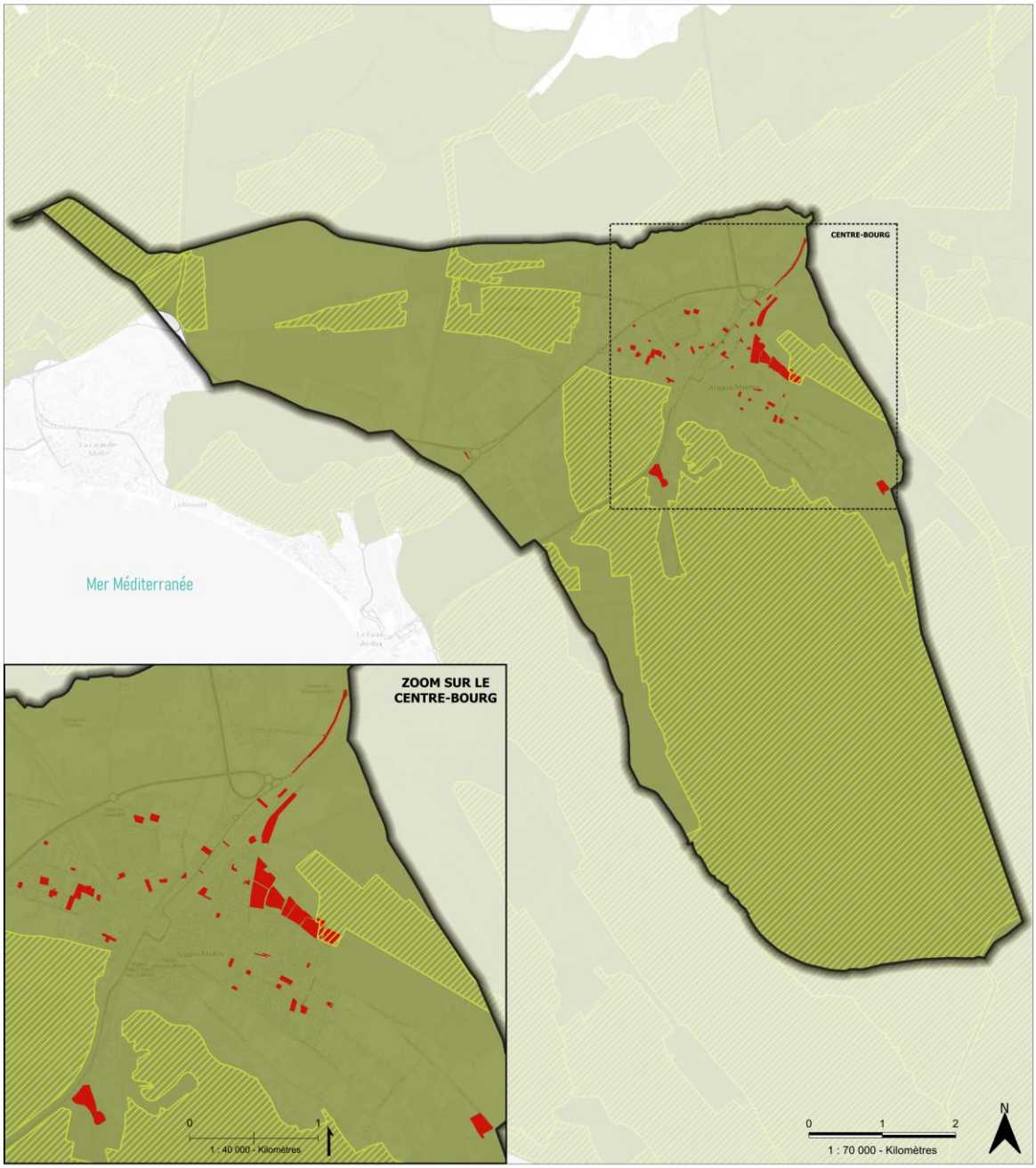
- Moins de 0,5 % des ZNIEFF ;
- 0,1 % du site Ramsar ;
- Moins de 0,5 % des sites Natura 2000 ;
- Aucun ne touche les sites du conservatoire, et moins de 0,5 des ENS ;
- Moins de 0,5 % de la réserve biologique ;
- La trame verte et bleue communale est également évitée : aucun SSEI n'est localisé en cœur de nature boisé ou agricole, 0,1 ha est présent en cœur de nature ouvert et 0,2 ha en cœur de nature humide. 0,6 ha est à moins de 100 m d'un corridor.

Par ailleurs, le PLU comporte 257 ha d'espaces boisés classés et 67 ha sont identifiés au titre du L.151-23, ce qui vise une protection des écosystèmes dans ces secteurs.

Il est néanmoins préconisé de préserver les éléments végétaux présents sur les parcelles des SSEI, notamment ceux identifiés dans la trame verte et bleue (bosquets, haies, etc.) afin de maintenir les continuités écologiques. Les espèces choisies pour les plantations devront être locales et adaptées aux évolutions du climat, ainsi que non allergènes.

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Inventaire patrimonial



Réalisation : Écovia, 2025.

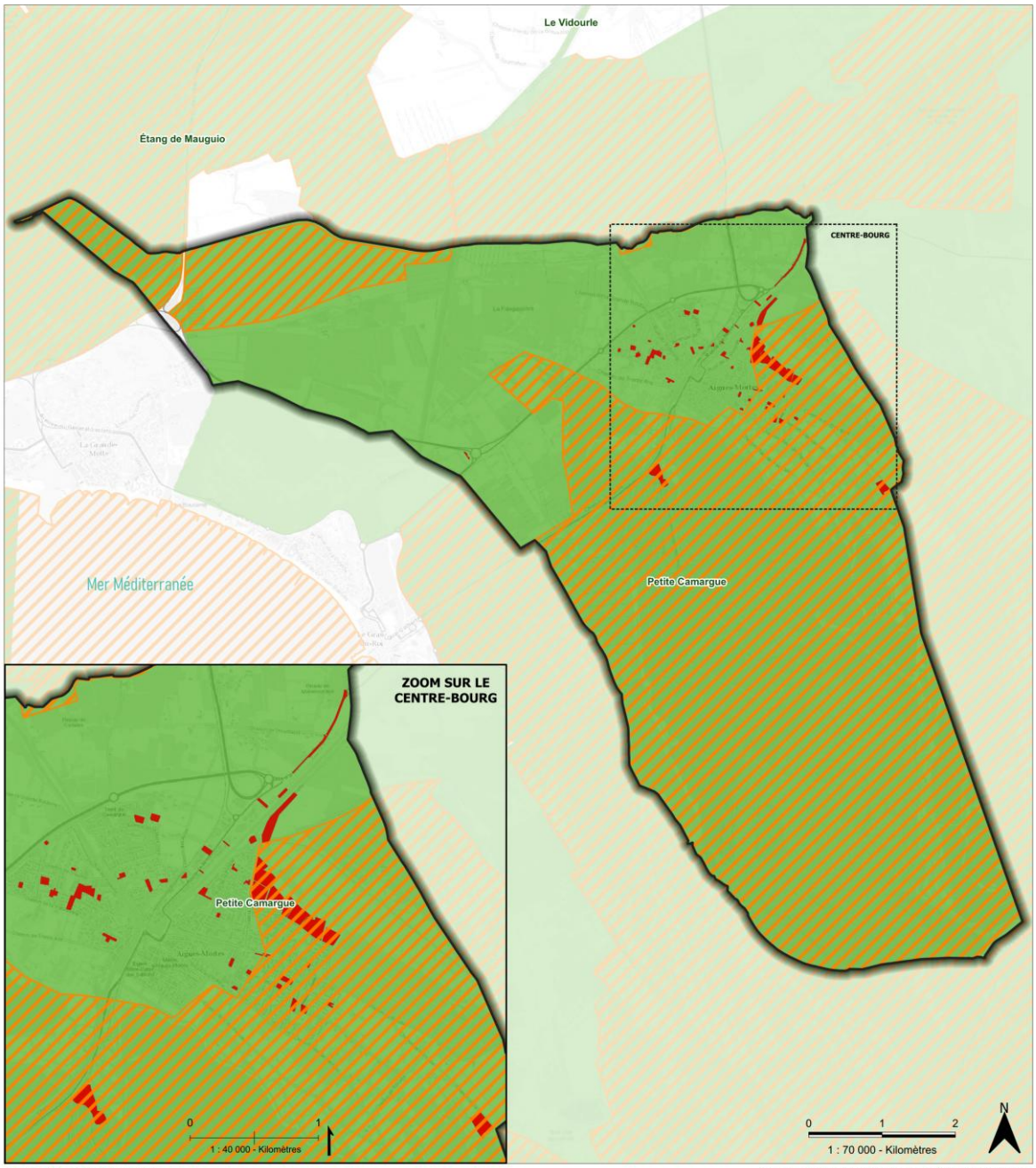
Source : INPN (2025) | Fond : ESRI World Topo

Éléments de repère :
- Limite communale

Périmètres d'inventaire :
- ZNIEFF Terre de Type 1
- ZNIEFF Terre de Type 2

Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté
- Sans impact

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS
Réseau NATURA 2000



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : INPN (2025) | Fond : ESRI World Topo

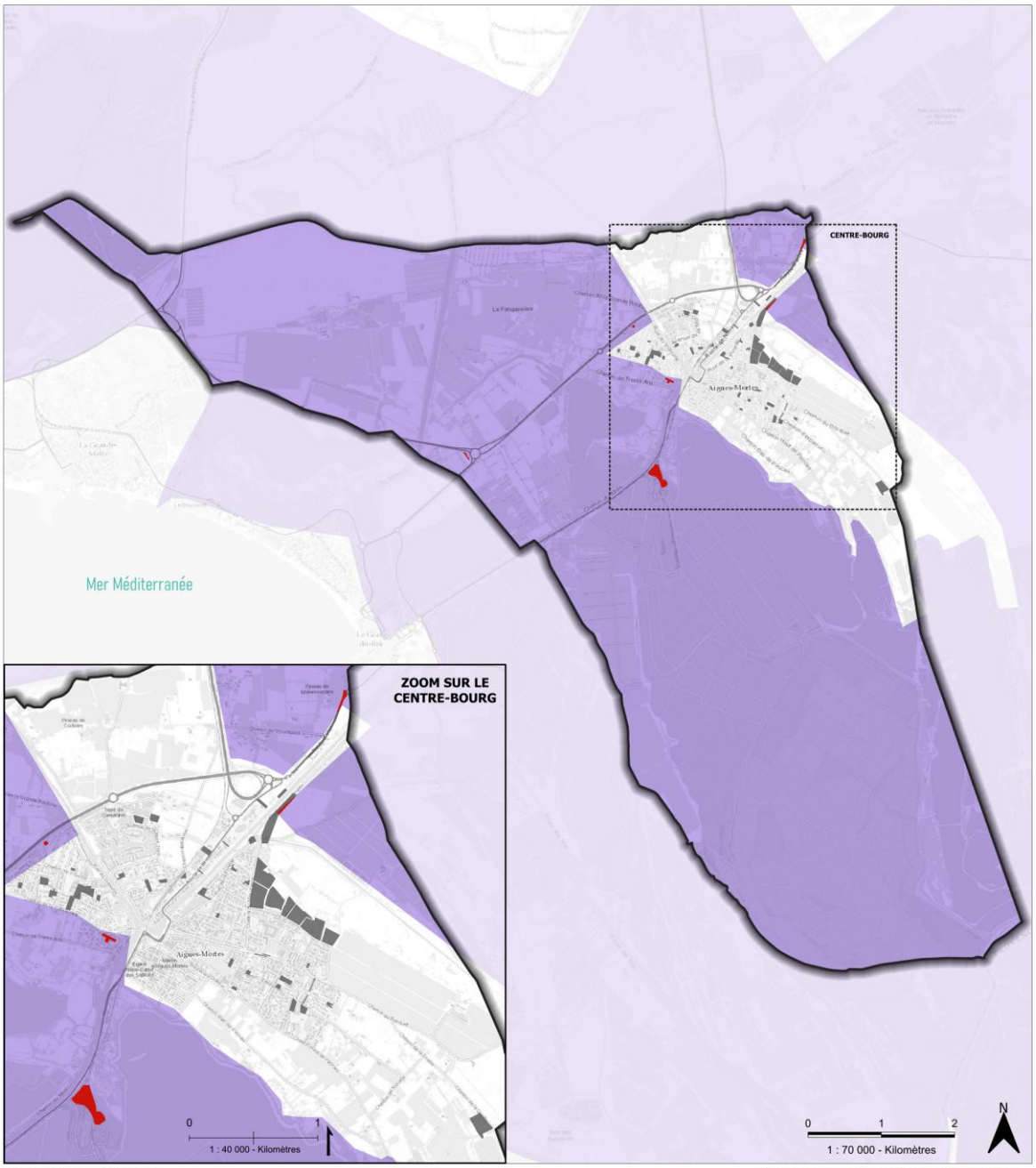
Éléments de repère :
- Limite communale

Périmètres du réseau :
- Directive "Oiseaux" : Zone de Protection Spéciale
- Directive "Habitats" : Zone Spéciale de Concervation

Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté
- Sans impact

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Zone humide protégée par la convention de RAMSAR



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : INPN (2025) | Fond : ESRI World Topo

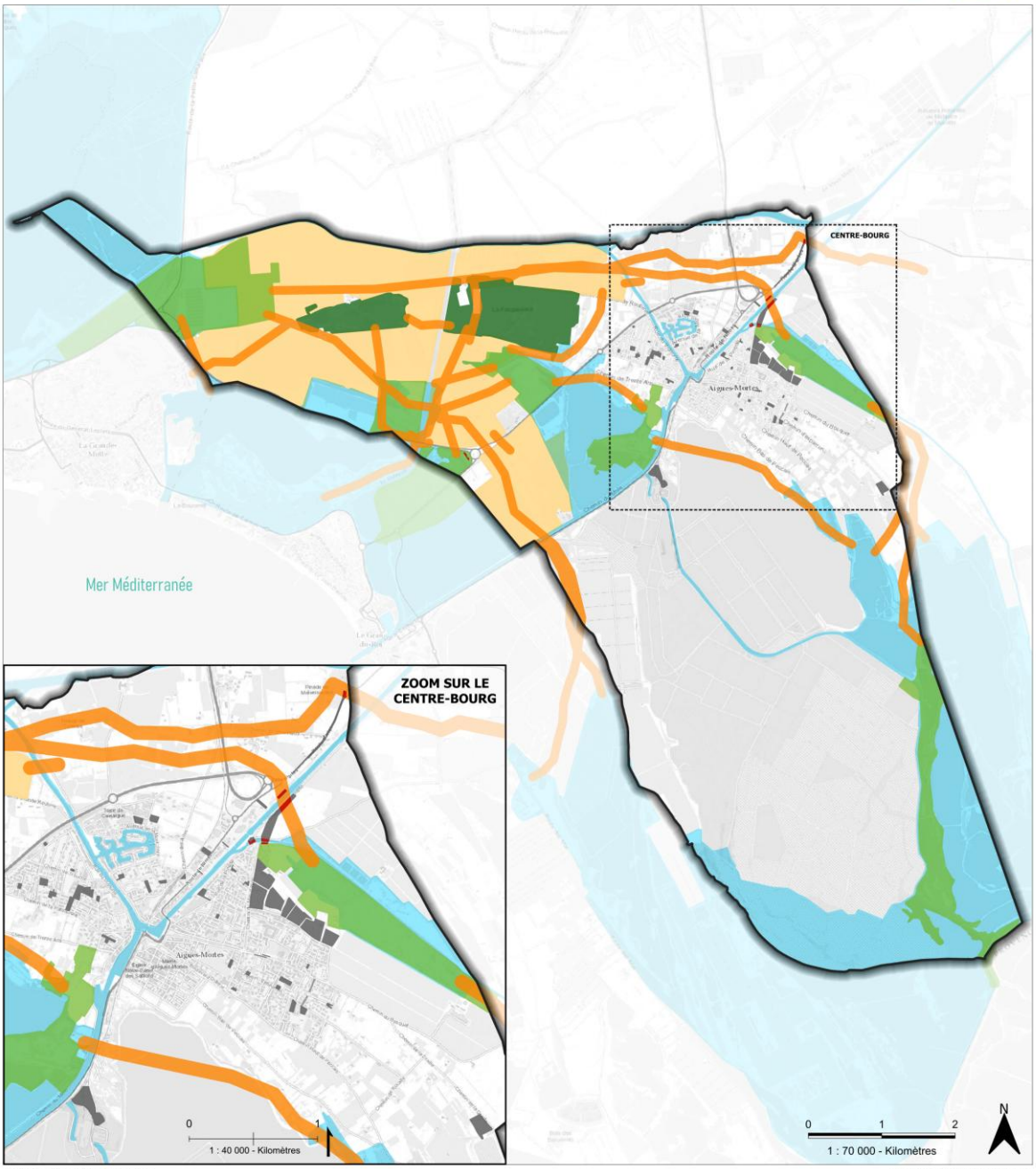
Éléments de repère :
- Limite communale

Périmètre de protection :
- Site RAMSAR

Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté
- Sans impact

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Trame verte et bleue (TVB)



Réalisation : Écovia, 2025.

Fond : ESRI World Topo

Éléments de repère :
- Limite communale

Éléments de la TVB :
- Corridor écologique (100m)
- Coeur de nature boisé
- Coeur de nature ouvert / semi-ouvert
- Coeur de nature agricole
- Coeur de nature aquatique / humide

Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté
- Sans impact

Les SSEI et les nuisances et pollutions

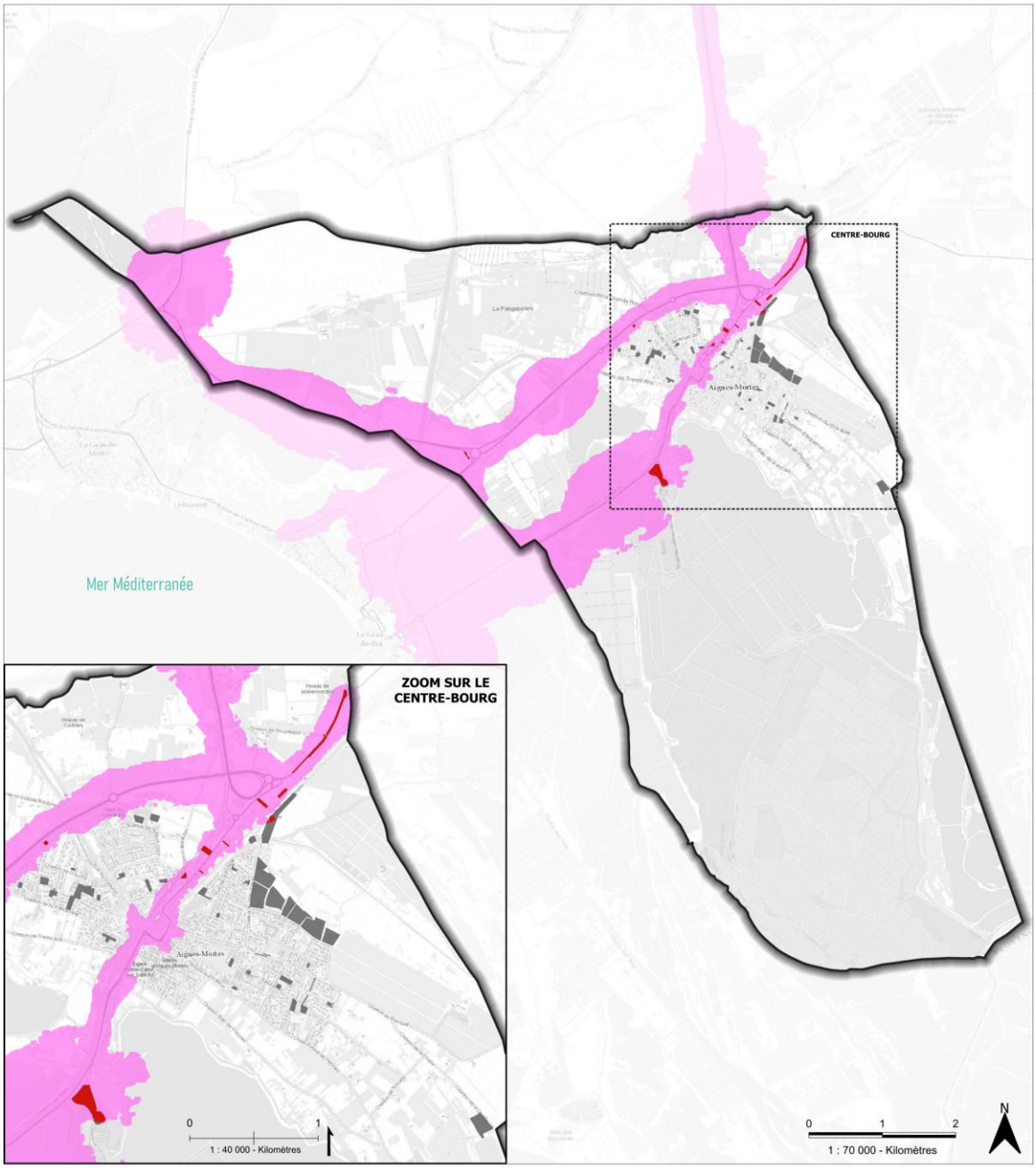
20 % des SSEI sont dans un secteur couvert par un classement sonore, dont les règles s'imposent au PLU et aux constructions. De fait, l'exposition aux nuisances sonores dans ces secteurs devrait être limitée.

0,06 ha est à moins de 100 m d'un site BASIAS.

Ainsi, il est préconisé d'éviter les secteurs exposés aux nuisances sonores pour l'accueil de population, et le cas échéant de prévoir des mesures pour réduire l'exposition au bruit (écrans végétaux, murs antibruits, éloignement des chambres par rapport à la source, etc.). Il est également recommandé d'éviter l'accueil de population, notamment sensible, à proximité des sites BASIAS, ou de s'assurer de l'absence de pollution avant de mobiliser ces sites.

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Secteur couvert par un classement sonore



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : DDTM30 | Fond : ESRI World Topo

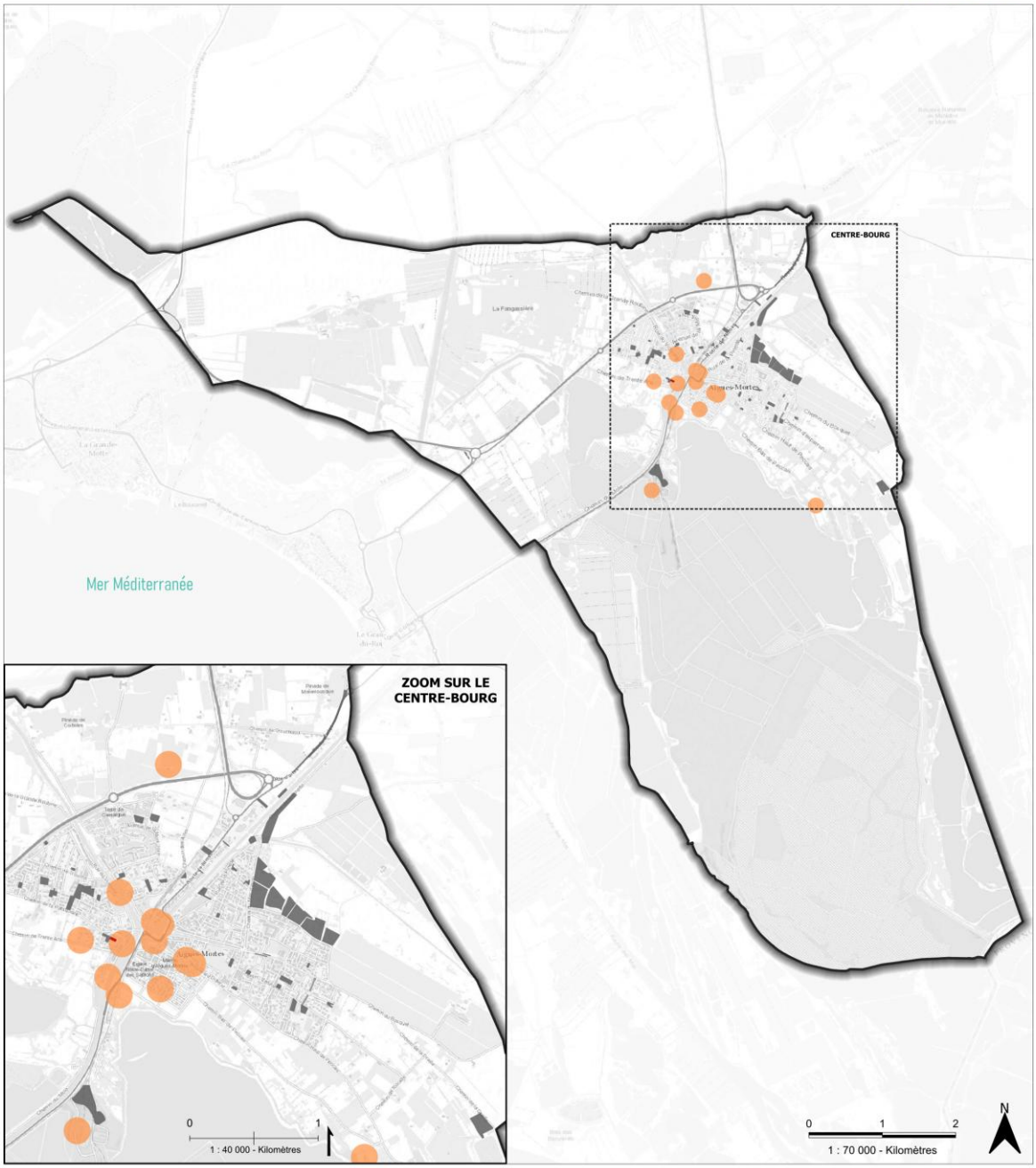
Éléments de repère :
- Limite communale

Classement sonore :
- Nuisance sonore autour des infrastructures routières

Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté
- Sans impact

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Sites et sols pollués



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : Géorisques | Fond : ESRI World Topo

Éléments de repère :
- Limite communale

Sites pollués :
- Périmètre de 100m autour des sites BASIAS

Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté
- Sans impact

Les SSEI et les risques

18 ha de SSEI sont exposés à un aléa retrait-gonflement des argiles moyen, et environ 6 ha sont exposés à des aléas feu de forêt modérés à très élevés.

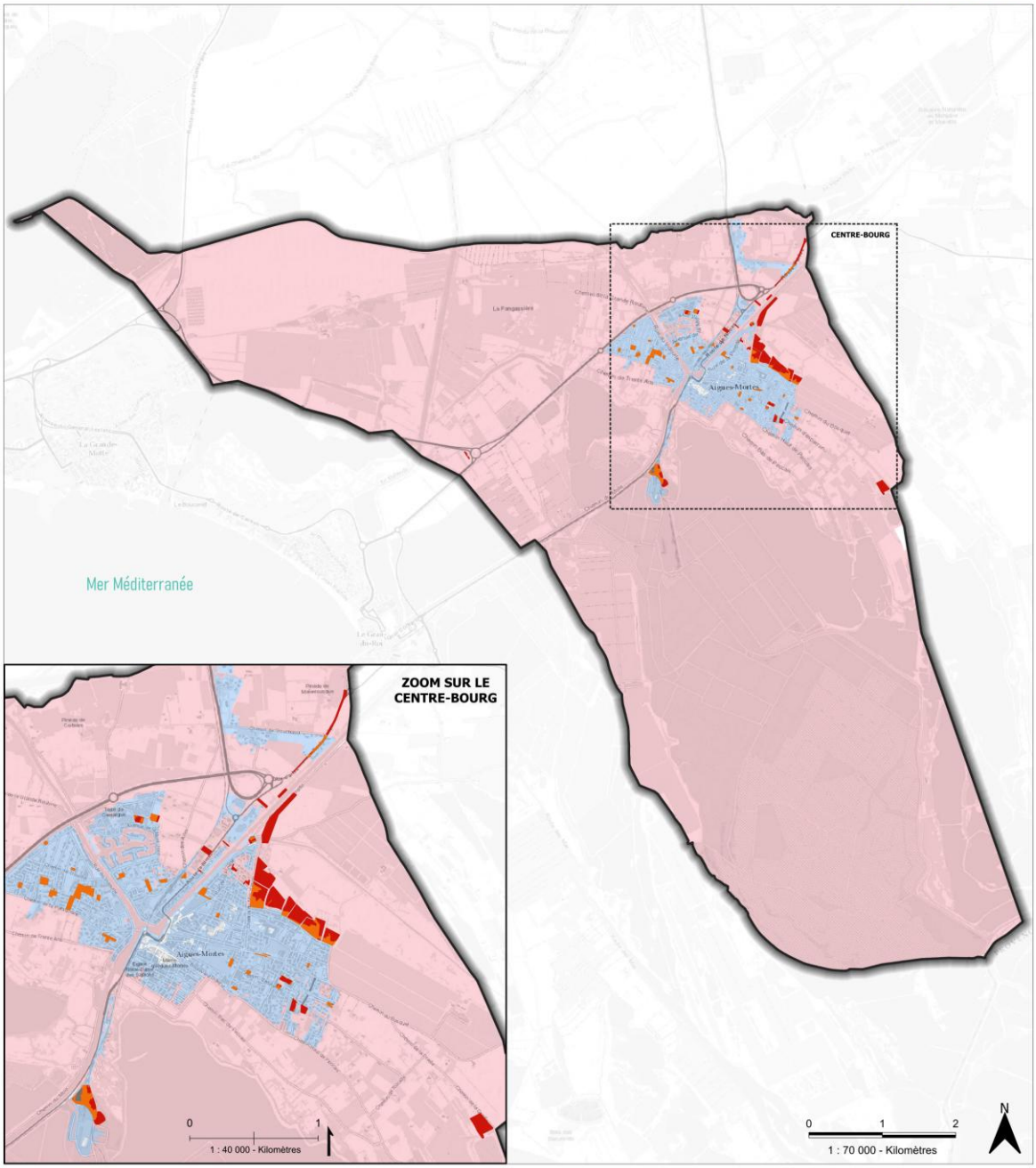
Le PPRI recouvre par ailleurs la majorité des SSEI (36 % en zone bleue, 62 % en zone rouge). Ses règles s'imposant au PLU (les règles du PPRI priment sur celles du PLU), on estime que le risque est bien pris en compte et ne fera pas l'objet de mesures ERC pour le PLU.

S'agissant des risques technologiques, aucun SSEI n'est localisé à moins de 200 m d'une ICPE, aussi le risque industriel est négligeable, tandis que 18 % sont concernés par la servitude des canalisations de TMD. Celle-ci s'assortit de règles garantissant une maitrise du risque.

Il est recommandé de prévoir des mesures visant à limiter le risque RGA (fondations, plantations, etc.). Il est recommandé d'éloigner les bâtiments des boisements soumis au risque feu de forêt, voire d'éviter de construire sur ces parcelles le cas échéant. Il est également préconisé d'éviter d'accueillir des populations dans le périmètre des SUP de TMD.

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Plan de prévention du risque inondation



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : DDTM30 | Fond : ESRI World Topo

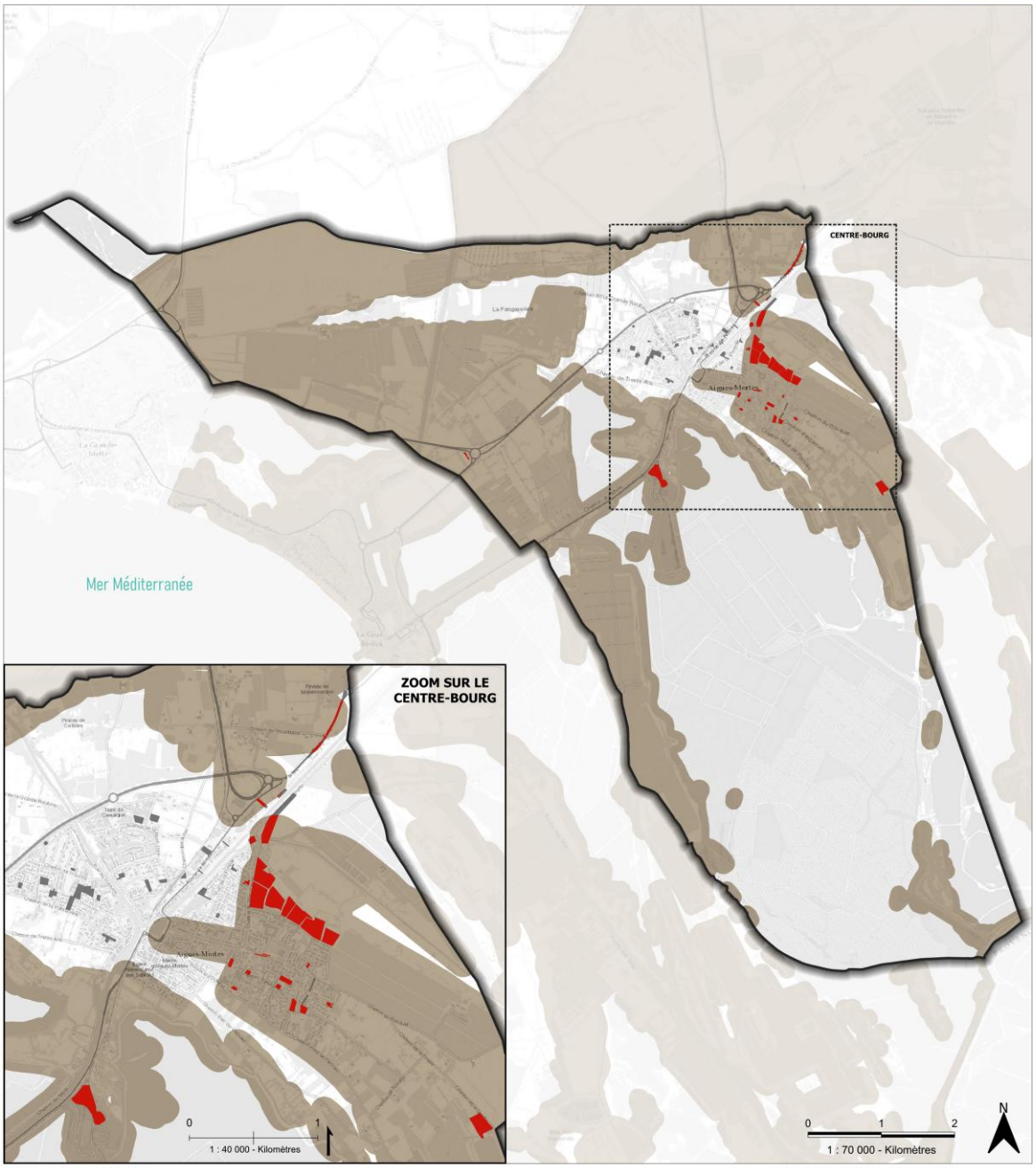
Éléments de repère :
- Limite communale

Zones règlementaires simplifiée :
- Constructible sous prescriptions
- Inconstructible

Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté par une zone constructible sous prescription
- Impacté par une zone inconstructible
- Sans impact

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Aléa retrait-gonflement des argiles



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : Géorisques | Fond : ESRI World Topo

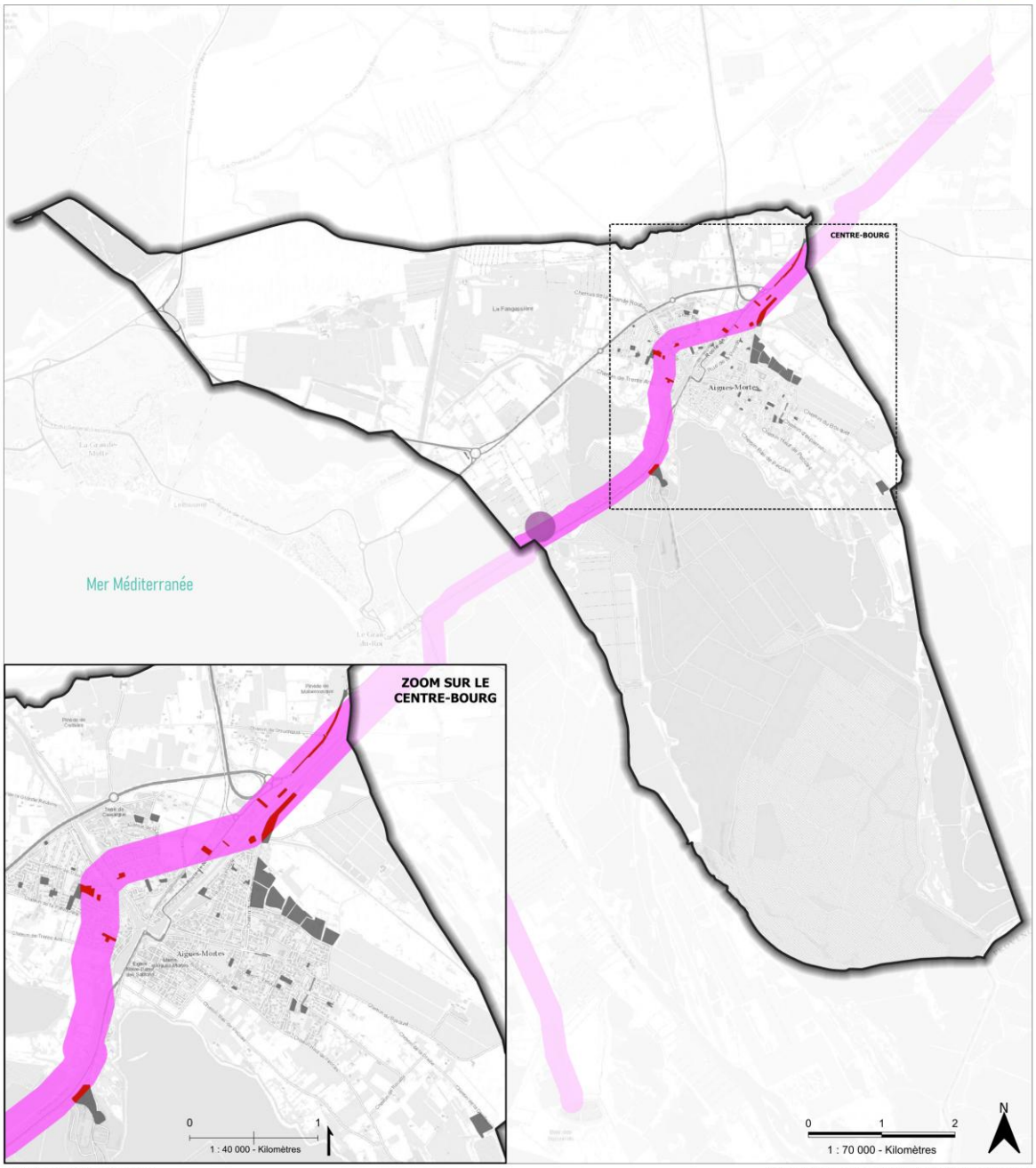
Éléments de repère :
- Limite communale

Sensibilité à l'aléa :
- Moyenne

Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté
- Sans impact

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Risque technologique



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : Géorisques | Fond : ESRI World Topo

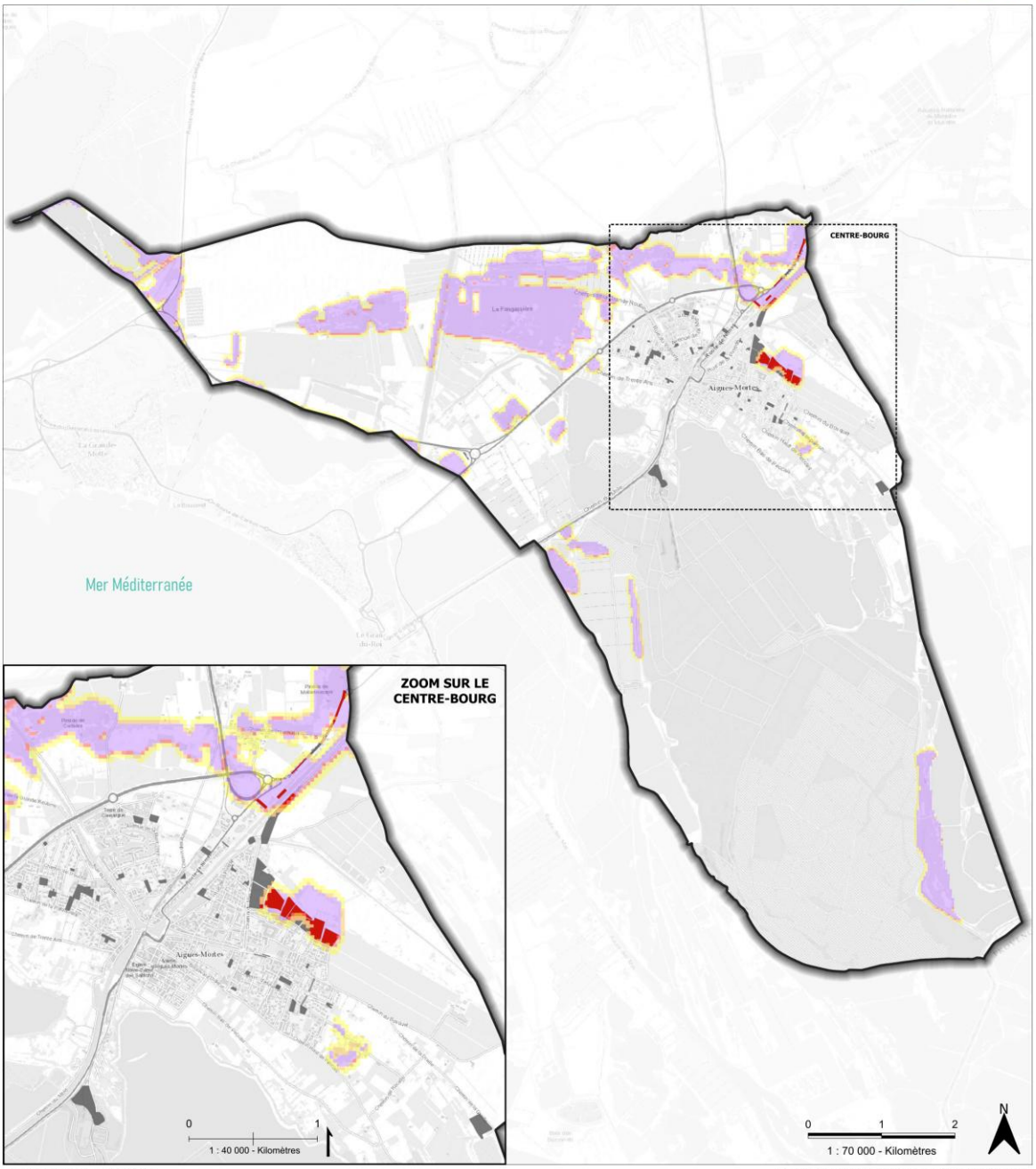
Éléments de repère :
- Limite communale

Types de risque :
- Canalisation pour le transport de matères dangereuses (hydrocarbures)
- Périmètre de 200m autour du site ICPE-A

Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté
- Sans impact

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Aléa incendie de forêt



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : DDTM30 | Fond : ESRI World Topo

Éléments de repère :
- Limite communale

Probabilité qu'un incendie de forêt se produise :
- Faible
- Modérée
- Elevée
- Très élevée

Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté par une probabilité faible
- Impacté par une probabilité modérée
- Impacté par une probabilité élevée
- Impacté par une probabilité très élevée
- Sans impact

Zoom sur les SSEI potentiellement impactants

Certains SSEI nécessitent des analyses plus individuelles, du fait de potentielles incidences négatives importantes.

Analyse de la zone Neq

La parcelle Neq est localisée sur la partie est de la commune, en dehors de l'enveloppe urbaine, sur une surface de 1,55 ha. Elle vise à potentiellement accueillir des installations liées à la déchèterie communale. Notons que le Règlement précise que « Les constructions ou installations nécessaires à des équipements collectifs ne doivent pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ».

Cette parcelle est constituée actuellement de formations arbustives en majorité. Elle est entièrement incluse dans la ZNIEFF 2 et l'ENS Camargue gardoise, la réserve de biosphère et dans le site Natura 2000 de la petite Camargue. Un zoom sur les habitats et espèces rencontrés est réalisé dans l'analyse des incidences sur le réseau Natura 2000 (p160 et suivantes).

Elle est par ailleurs concernée par un aléa retrait-gonflement des argiles moyen et en zone rouge du PPRI.

Il est préconisé de limiter la destruction des habitats présents, et notamment les zones humides, les fourrés et la trame arborée. Concernant les risques, les éventuels bâtiments devront être conçus pour résister au risque de retrait-gonflement des argiles afin de limiter les dégâts.



Figure 5 : Photos de la zone (source : Google Maps)

Analyse de l'emplacement réservé n° 15 et 16

Actuellement, ces secteurs sont constitués de milieux herbacés et de zones non bâties (routes). Une portion de canal est également concernée. Ils sont également concernés par la zone rouge du PPRI, un aléa retrait-gonflement des argiles moyen et un aléa feu de forêt au nord. Ils sont entièrement inclus dans la ZNIEFF 2 et l'ENS Camargue gardoise, la réserve de biosphère et le site Natura 2000 de la petite Camargue.

Dans le cadre de la révision générale du PLU, cet emplacement réservé prélocalise seulement un projet de franchissement de canaux et de reconstruction d'un pont. Le projet n'est pas porté dans le cadre de cette révision générale. Ainsi le niveau de précision de ces éléments ne permet pas d'évaluer les incidences potentielles de ce projet. Nous alertons néanmoins, sur la nécessité de réaliser des études approfondies (étude écologique, étude routière…) afin de cadrer au mieux les enjeux environnementaux de ce projet et de l'adapter dans le but de limiter les incidences sur l'environnement et notamment sur le site Natura 2000 de la Petite Camargue.

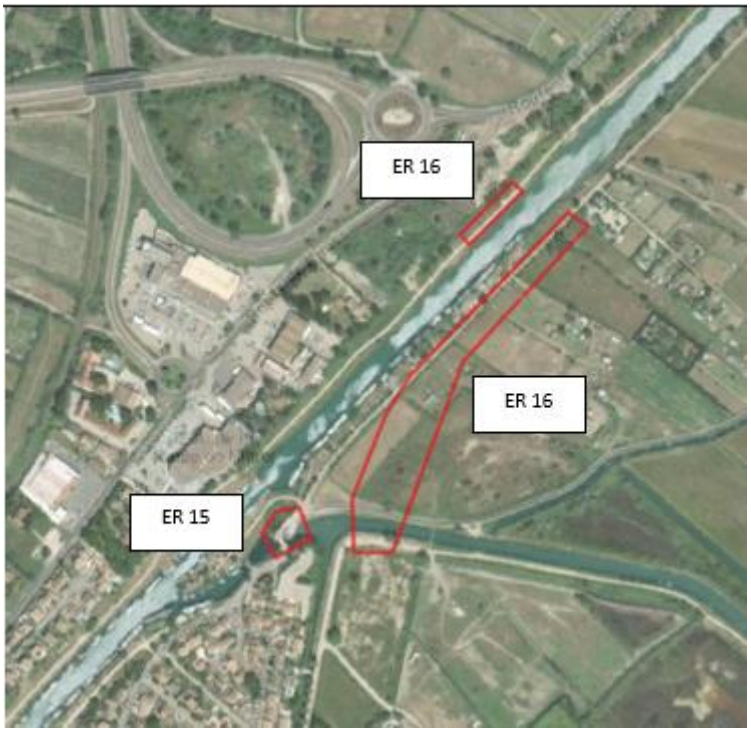


Figure 6 : ER n° 15 — Prélocalisation d'un ER pour la reconstruction du pont et ER n° 16 — Prélocalisation d'un ER de franchissement

Conclusion sur l'analyse du zonage

La révision permet d'augmenter les territoires agricoles et naturels de 87 ha. Certains secteurs qui étaient auparavant A ou N sont néanmoins ouverts à l'urbanisation (c'est-à-dire classés U ou AU) ; il existe de plus certains sites couverts par des zones Neq (déchèterie) ou des emplacements réservés pouvant potentiellement engendrer des incidences sur l'environnement. Ces secteurs susceptibles d'être impactés couvrent environ 25 ha, soit 0,4 % de la commune.

La plupart des SSEI ne couvrent que de très faibles parties des enjeux environnementaux, voire évitent certains périmètres, comme les sites du Conservatoire du littoral, les cœurs de nature boisés et agricoles ou les ICPE. Cependant, certains SSEI pourraient engendrer une exposition à des risques (retrait-gonflement des argiles, feu de forêt) ou des nuisances (bruit), et toucher des espaces naturels. C'est pourquoi des mesures d'évitement ou de réduction sont préconisées afin de limiter ces incidences.

Sous réserve du respect de ces mesures, les incidences du zonage sur l'environnement devraient être faibles.

2.4. Analyse des incidences des OAP

Le PLU d'Aigues-Mortes prévoit 8 OAP sectorielles.

Pour rappel, les OAP sont des outils du PLU qui précisent certains points stratégiques élaborés à large échelle dans le projet d'aménagement et de développement durable. Les OAP définissent des principes d'aménagement qui s'imposent aux occupations et utilisations du sol et sont applicables au même titre que les documents réglementaires du PLU.

Elles sont pour cela opposables aux tiers dans un rapport de compatibilité (Article L123-5 du Code de l'urbanisme) et sont donc susceptibles de générer des incidences sur l'environnement et doivent, à ce titre, être analysées lors de l'évaluation environnementale.

Note méthodologique

N. B. L'analyse environnementale réalisée dans le présent document a été faite de façon itérative dans le but d'obtenir des projets d'aménagement les moins impactant possible vis-à-vis de l'environnement et notamment des milieux naturels.

Cadrage préalable

La première démarche concernant l'analyse environnementale des OAP du PLU d'Aigues-Mortes a consisté à spatialiser ces périmètres (OAP) dans le contexte environnemental et réglementaire global du territoire. Pour ce faire, une analyse multicritères a été réalisée à l'aide d'un logiciel de traitement SIG (ArcGIS/QGIS) en croisant les différents périmètres des OAP avec diverses couches SIG (en fonction des données existantes). Cette analyse multicritères a ainsi permis d'obtenir une première analyse des sensibilités environnementales de chacune de ces OAP et d'élaborer alors un premier cadrage environnemental. Les croisements ont été effectués vis-à-vis des thématiques suivantes :

- Risques naturels et technologiques,
- Nuisances et pollutions,
- Périmètres d'inventaire, de gestion, de protection ou de maitrise foncière vis-à-vis de la biodiversité,
- Équipements et services…

Ce premier cadrage environnemental réalisé dès les premières ébauches des orientations d'aménagement et de programmation a ainsi permis de spatialiser les enjeux environnementaux et de déterminer le niveau de sensibilité des parcelles intégrées au sein des périmètres des projets. Il avait pour but d'informer le bureau d'étude en urbanisme devant proposer des scénarios d'OAP quant aux diverses sensibilités environnementales présentes et donc de les accompagner pour une meilleure prise en compte de l'environnement vis-à-vis des secteurs concernés dans leurs diagnostics et propositions.

Cette première étape s'est assortie de premières propositions de mesures d'évitement et de réduction pour les secteurs présentant les sensibilités environnementales les plus fortes.

État initial

À la suite de cela, une collecte de données et une analyse de la bibliographique générale existante a été réalisée en ce qui concerne les différents inventaires et études locales lorsqu'elles existaient portant sur la biodiversité afin d'établir un premier état des lieux et ressortir des premiers enjeux. Par la suite, les schémas et les différents projets des OAP en matière d'aménagement (secteurs préservés, secteurs voués à l'artificialisation, secteurs de renforcement des éléments végétalisés voire de création – alignements d'arbres, etc.) ont été étudiés afin de déterminer les éléments biologiques à étudier plus précisément et sur lesquels les prospections de terrain seront prioritaires. Cette priorisation du terrain concerne donc les secteurs ayant vocation à être artificialisés. Pour ce faire, une première

identification des différents milieux naturels et agricoles ainsi que des espaces d'ores et déjà artificialisés présents au sein des différents périmètres a été réalisée par photo-interprétation en tenant compte des alentours (pour une question de fonctionnalité écologique notamment).

Prospections de terrain

Les prospections de terrain se sont concentrées sur les secteurs compris dans les périmètres des différentes orientations d'aménagement et de programmation et plus spécifiquement sur les secteurs voués à l'artificialisation. Néanmoins, les alentours ont systématiquement été pris en compte par l'évaluation environnementale pour évaluer notamment la fonctionnalité écologique du site. De plus, les OAP correspondant à des secteurs d'extension ont été prospectées et traitées prioritairement puisqu'il s'agit des secteurs comportant encore un caractère agronaturel marqué. Les périodes de prospection ont permis de caractériser les différents types de milieux naturels ou agricoles, concernés par des projets d'artificialisation en portant une vigilance accrue vis-à-vis des espèces protégées (remarquables) potentiellement présentes ainsi que des milieux naturels d'intérêt écologique important tels que les zones humides.

Les prospections de terrain ont été réalisées lors de conditions météorologiques les plus favorables à la détection d'un maximum d'espèces (absence de brouillard, temps ensoleillé ou légèrement ombragé, absence d'intempéries, températures douces en début de matinée, etc.).

Pour rappel, l'analyse des incidences des OAP n'est pas, au sens réglementaire, une étude d'impacts des projets qui pourront voir le jour au sein de ces OAP. De ce fait, le niveau de précision attendu quant aux inventaires de terrain réalisés pour la présente analyse n'est pas, par définition, le même que ceux menés lors d'une étude d'impact.

Les prospections de terrain conduites dans le cadre des présentes analyses d'incidences ont comme objectif premier de caractériser les différents impacts potentiels sur les milieux naturels et les espèces faunistiques et floristiques qu'ils abritent afin de hiérarchiser les enjeux écologiques et de proposer des mesures d'évitement et de réduction les plus adéquates possible. Ces relevés de terrain n'ont donc pas vocation à établir un diagnostic écologique exhaustif et précis de la zone considérée, mais à en évaluer les potentialités de présence d'espèces faunistiques et floristiques. Bien entendu lorsque des espèces (floristiques ou faunistiques) ont été contactées, ces dernières étaient relevées et venaient compléter l'analyse du site.

La prospection par déambulation aléatoire a été privilégiée afin de pouvoir caractériser le plus de milieux naturels et agricoles possible. Les passages de terrain ont été réalisés dans l'objectif de maximiser les contacts vis-à-vis des espèces faunistiques. Un maximum d'indices a été relevé afin de caractériser au mieux les potentialités en matière d'espèces. Ces inventaires de terrain ont été complétés en mettant à profit différentes bases de données naturalistes (SINP, Atlas cartographique, données communales, etc.) bien que celles-ci n'aient pas vocation à être exhaustives.

Les indices de présence de passage et de fréquentation des secteurs par des mammifères ou micromammifères (sillons de passage dans la végétation, trouées dans les haies arbustives, empreintes, fèces, poils, etc.) ont été recherchés. De la même façon, la recherche de gîtes potentiels (pour les chauves-souris) a été réalisée, dans l'ordre du possible, en recherchant les arbres à cavités ou les bâtiments susceptibles d'abriter des espèces de chiroptères ou de rapaces nocturnes ou de certaines espèces comme les pics. Toutefois, cette méthodologie ne permet pas d'attester de la présence d'espèces sur le site (peu de gîtes aisément localisables, etc.).

En ce qui concerne l'avifaune, les individus contactés lors des périodes de terrain (contacts visuels et auditifs notamment vis-à-vis des chants d'oiseaux) ont été recensés. Il ne s'agit toutefois pas de points d'écoute permettant de statuer sur le statut de ces différentes espèces (de passage, nicheur certain, nicheur probable, etc.).

De la même façon, les reptiles ont été recensés lorsqu'ils étaient contactés. Ces espèces ont été recherchées de façon privilégiée dans les microhabitats naturels qui leur sont favorables (talus ensoleillés, tôles, pierriers, murets de pierres sèches, souches, etc.).

Les individus (tous taxons confondus) écrasés ont été recensés puisqu'ils démontrent la fréquentation des sites.

Au-delà de cette approche d'inventaire, l'analyse fonctionnelle des écosystèmes et des paysages a été réalisée lors des prospections de terrain. Cette analyse a pour vocation d'évaluer la perméabilité des axes de déplacement potentiellement présents au sein des périmètres des OAP en recherchant par exemple des points de conflit (points noirs) et d'obstacles aux déplacements des espèces. Citons par exemple :

- Les indices de passages de la faune : trouées dans les haies arbustives, sillons dans les secteurs herbacés, secteur de passage en dessous d'une infrastructure routière (buses, fossés en eau, etc.) constituant des secteurs de passages potentiellement privilégiés par la faune ;
- Les différents éléments fragmentants du territoire : seuils, clôtures imperméables au passage de la faune, des barrières ou obstacles obstruant des secteurs de passage potentiels (passages sous les voiries notamment), des fossés bétonnés (potentiellement infranchissables pour la petite faune sauvage) ou curés ou fauchés de façon mécanique ;
- Les différentes sources de nuisances et de pollutions : proximité d'une infrastructure routière très fréquentée, d'une entreprise émettrice de polluants atmosphériques (carrières, ICPE) ou de nuisances sonores ;
- Des indices de collision : individus morts le long des infrastructures routières, cime des arbres à hauteur des voitures lorsqu'un pont est présent au sein des OAP (collision potentielle pour certains passereaux et chiroptères) ;
- Des éléments de topographie défavorables au déplacement de certaines espèces (pentes fortes) et la prise en compte de l'urbanisation interne au périmètre de l'OAP et des alentours afin d'évaluer l'enclavement potentiel du site une fois les travaux finis et l'isolement des milieux naturels et des espèces faunistiques et floristiques qui s'y abritent ;
- Continuité d'une haie ou d'un fossé au-delà du périmètre de l'OAP constituant un secteur de passage privilégié vers les massifs boisés alentour par exemple.

Analyses des incidences environnementales des OAP

Rappel réglementaire

L'évaluation environnementale doit être proportionnée à la sensibilité environnementale du territoire (ou de la zone) susceptible d'être affecté(e), à l'importance et à la nature des projets, travaux, ouvrages, orientations ou interventions et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement et la santé humaine, notamment au regard des effets cumulés avec d'autres projets ou document de planification.

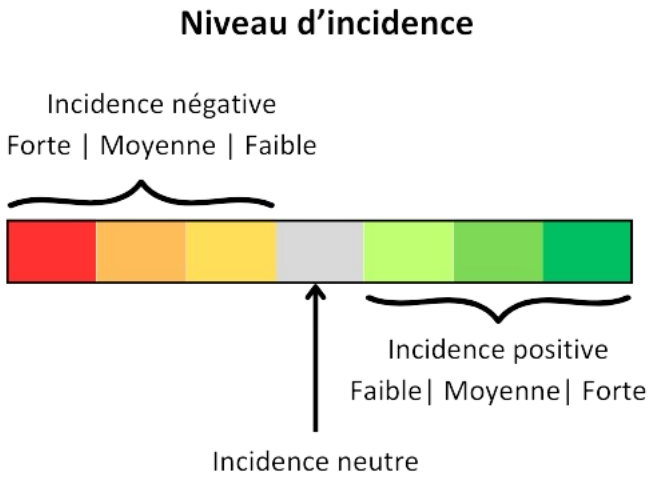
De plus, l'article R122-20 du Code de l'environnement (en vigueur depuis avril 2018) stipule bien que l'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du plan, schéma, programme et autres documents de planification, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

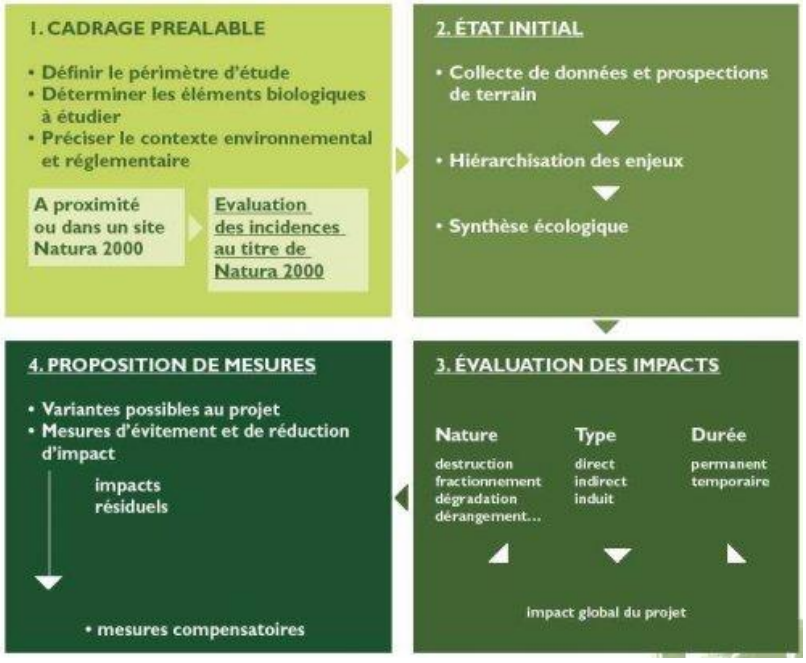
En effet en l'absence d'informations, les effets probables du projet, qu'ils soient positifs ou négatifs pour l'environnement, ne peuvent être correctement évalués.

Dans le cas des orientations d'aménagement et de programmation du PLU d'Aigues-Mortes les thématiques portant sur le paysage et le patrimoine, la richesse écologique, le fonctionnement urbain, les risques naturels et technologiques ont pu être analysées de la façon la plus complète.

À l'inverse, les thématiques portant sur le climat, la consommation d'espace réelle, sur les ressources naturelles ou encore sur la qualité des milieux et santé des habitants ne peuvent être (ou que très peu) traitées d'un point de vue environnemental.

Afin de résumer visuellement les incidences environnementales, un système de curseur est utilisé. Celui-ci est présenté sur le schéma ci-dessous :





Mesures d'évitement et de réduction associées aux OAP

À la suite des prospections de terrain, des mesures d'évitement et de réduction ont été proposées dans l'objectif de préciser le pré-cadrage environnemental et de corriger les secteurs à sensibilité environnementale forte n'ayant pu être identifiés de manière cartographique au préalable.

Ces mesures ont été proposées, lorsqu'il y avait lieu, dans le cadre de la réalisation des orientations d'aménagement et de programmation du PLU d'Aigues-Mortes (cf. schéma récapitulatif de la méthodologie globale des OAP ci-dessus).

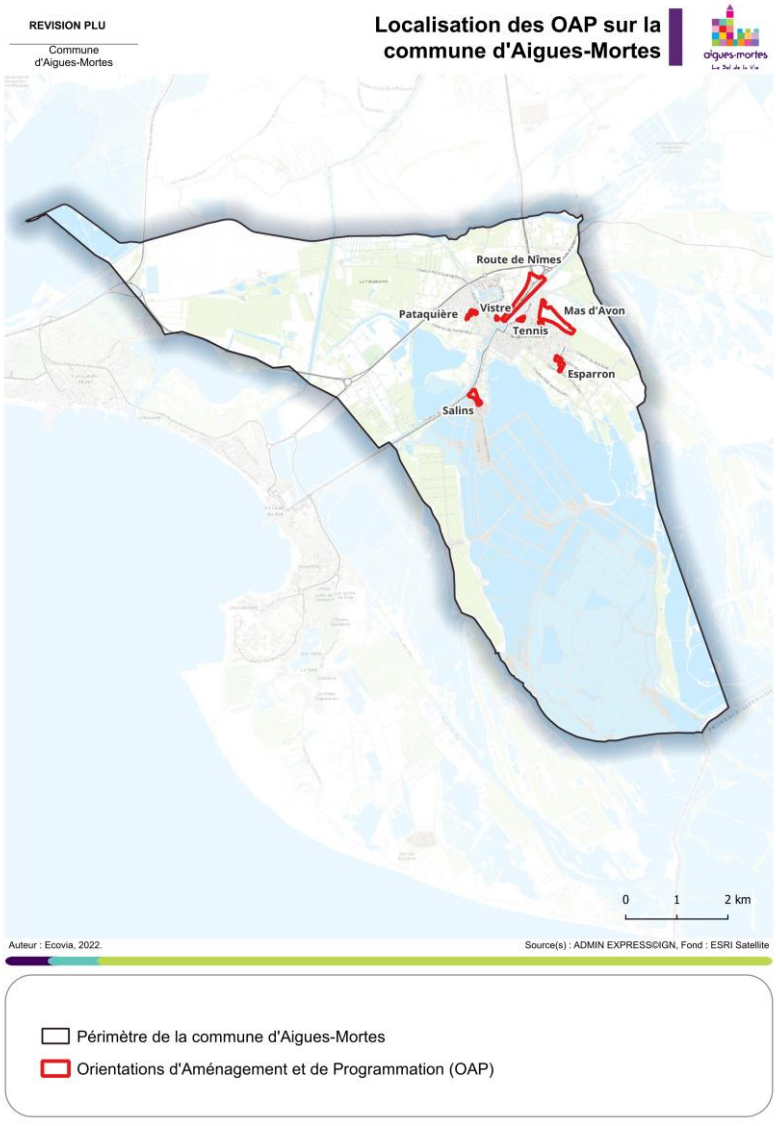
Pour rappel, une mesure d'évitement correspond à une : « mesure qui modifie un projet ou une action d'un document de planification afin de supprimer un impact négatif identifié que ce projet ou cette action engendrerait ».

Au contraire, une mesure de réduction correspond à une : « Mesure définie après l'évitement et visant à réduire les impacts négatifs permanents ou temporaires d'un projet sur l'environnement, en phase chantier ou en phase exploitation. » (Source : Lignes directrices – MEDDE 2013).

Analyse au cas par cas des incidences des OAP portées par le PLU d'Aigues-Mortes

Pour rappel, la révision du PLU d'Aigues-Mortes prévoit la création de 8 OAP, occupant une surface totale de 38,44 ha.

Numéro d'OAP	Nom de l'OAP	Type d'OAP	Surface (ha)
1	Pataquière	Habitat	1,35
2	Bosquet	Habitat	0,41
3	Esparron	Habitat	2,23
4	Vistre	Habitat	0,36
5	Tennis	Habitat	0,78
6	Route de Nîmes	Mixte	16,39
7	Salins	Tourisme	2,80
8	Mas d'Avon	Mixte	14,12



OAP n°1 : Pataquière

Description générale du site

Le secteur se situe dans le tissu urbain dense à proximité du centre-ville de la commune. Il est desservi au sud par le chemin de la Pataquière, à l'Est par la rue des Lavandes et au nord par des accès menant au chemin de Trouche et à la rue de Vidourle.

Il est composé d'un espace en friche sans réelle vocation actuelle. Il est entouré par des lotissements avec qui il entretient peu de dialogue. Il est en contact direct avec l'école primaire Henri Séverin sur sa partie Est.

Ce secteur occupe une surface de 1,35 ha et a vocation à accueillir de l'habitat.

Etat des lieux du site

N.B. Un pré-diagnostic environnemental et une étude zone humide de ce secteur ont été réalisés par Morancy Conseil Environnement en 2020 et 2021. Des phases de terrain ont également été réalisées par Ecovia dans le cadre de la présente révision du PLU d'Aigues-Mortes.

Tableau 5 : Description générale du site de Pataquière

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Périmètres d'inventaire/de protection	Le secteur est localisé au sein des périmètres suivants : - Espace Naturel Sensible : « La Camargue gardoise », - ZNIEFF de type II : « Camargue gardoise », - Le sud du secteur est concerné par le site RAMSAR de « La Petite Camargue ». Le secteur est également localisé à moins de 250 mètres de la ZNIEFF de type I : « Salins et marais de la Marette », localisé au sud du secteur. Toutefois, ce secteur occupe une surface d'environ 1,35 ha au cœur de l'enveloppe urbaine, limitant ainsi le niveau d'enjeu vis-à-vis de ces périmètres.	**Faible à modéré**	Maintenir des zones végétalisées favorables aux espèces visées par ces périmètres à enjeux.
Natura 2000	Le secteur est localisé au cœur de la Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitats) de la « Petite Camargue », à environ 670 mètres au nord de la Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) de la « Petite Camargue laguno-marine » et à plus de 1300 mètres au sud de la Zone de Protection Spéciale « Camargue gardoise fluvio-lacustre ». Toutefois, ce secteur occupe une surface d'environ 1,35 ha au cœur de l'enveloppe urbaine, limitant ainsi le niveau d'enjeu vis-à-vis des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.	**Faible à modéré**	Maintenir des zones végétalisées favorables aux espèces d'intérêt communautaire.
Biodiversité et fonctionnalité écologique	Le pré-diagnostic écologique réalisé sur le site permet d'identifier les habitats et les espèces présents et potentiellement présents. Le secteur est constitué par une friche post-agricole à l'abandon depuis une vingtaine d'années (ancienne parcelle viticole puis culture d'asperges) entourée de constructions récentes. Les espèces végétales recensées dominantes sont l'onagre, le scirpe jonc, la centaurée, l'oyat, le reseda commun, la molène sinuée, la labullaire maritime et ponctuellement la canne de Provence… Le site reste régulièrement entretenu et fauché. Il est peu propice à la présence d'espèces remarquables de la flore. Aucune espèce remarquable de la flore n'a été rencontrée lors des prospections. Concernant les espèces faunistiques, les quelques insectes observés sont des espèces très communes et ne présentent qu'un	**Faible à modéré**	Maintenir des espaces de pleine terre végétalisés et renforcer la trame arborée du site.

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
	très faible enjeu de conservation. Il s'agit de papillons, Myrtil (*Maniolia jurtina hispulla),* Silène *(Brintesia circe)*, piéride de la rave (*Pieris rapae)* et piéride du chou *(Pieris brassicae)* et la Mégère (*Lasiommata megera).* Les autres groupes d'insectes représentés sont des orthoptères (criquets et sauterelles) et des hyménoptères (abeilles, guêpes et bourdons) avec des guêpes *(Vespula sp.),* l'abeille *(Apis mellifera)* et le bourdon violacé *(Xylocopa violacea)*. Aucun insecte à enjeu n'a été observé ou ne reste fortement potentiel sur le site d'étude. La zone de projet n'offre aucune potentialité pour les amphibiens. Les reptiles susceptibles de fréquenter la zone d'étude sont le lézard vert, le lézard catalan ou la couleuvre de Montpellier. Ces espèces peuvent utiliser la zone de projet pour leurs recherches alimentaires ou pour s'installer en insolation. La zone d'étude ne leur offre pas d'habitat de gîtes. L'avifaune recensée sur le site appartient au cortège des oiseaux des jardins. Les espèces recensées sont l'étourneau sansonnet, le moineau domestique, le merle noir, la mésange charbonnière, la mésange bleue, la fauvette à tête noire, le rouge-queue noir, le rouge gorge, le choucas des tours, l'hirondelle des fenêtres, l'hirondelle rustique et le martinet noir. Ces espèces sont communes et habituellement observées sur les zones de parcs et jardins, même situés en zone urbaine. Aucune espèce à enjeu n'a été recensée. Aucune espèce de mammifères n'a été observée sur le site. Le secteur, en milieu péri-urbain, et le site, clôturé, ne sont pas propices à la faune sauvage. Concernant les chiroptères, aucun arbre-gîte, aucun cabanon ou ruine propice n'a été recensé sur la zone de projet. **Les prospections réalisées sur la faune et la flore n'ont pas permis de mette en évidence, sur la zone de projet, la présence d'espèces à enjeu. L'aire d'étude ne présente pas d'habitats, plante hôte ou gîtes susceptibles d'accueillir certaines espèces à enjeu. Aucune espèce n'est jugée potentielle sur la zone de projet. Le caractère post-agricole enfriché du site et sa situation, en milieu péri-urbain, restent très peu propice aux espèces patrimoniales.**		
Zones humides	L'étude zones humides réalisées s'appuie sur le critère floristique et pédologique. Cette étude conclu qu'aucun des 24 relevés floristiques effectués ne montre de marque d'hygrophilie, telles qu'elles sont définies dans l'arrêté du 24 juin 2008. En conclusion, les critères floristiques permettent de conclure à l'absence de zone humide sur le périmètre du projet. Concernant le critère pédologique, aucun des 24 sondages pédologiques effectués ne montre de marque d'hydromorphie, telles qu'elles sont définies dans l'arrêté du 24 juin 2008. Les données bibliographiques indiquent la présence d'une nappe aquifère à faible profondeur (entre -1,6 m et -1,8 m), ce qui est cohérent avec la faible altitude du terrain d'assiette du projet (entre 1,03 m et 1,80 m) et la proximité de la mer. Elles indiquent également que les sols du secteur d'étude sont des arénosols, sols réputés non hydromorphes. En conclusion, les critères pédologiques permettent de conclure à l'absence de zone humide sur le périmètre du projet.	**Modéré**	Maintenir des espaces de pleine terre non artificialisée pouvant servir de zones de stockage des eaux de ruissellement. Prévoir des aménagements permettant de compenser l'artificialisation des sols : noues paysagères, fossés…

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
	L'analyse du site, au travers des critères pédologiques et des critères floristiques permet de conclure à l'absence de zones humides règlementaires sur le périmètre du projet. Néanmoins, le secteur est régulièrement concerné par la présence de l'eau au vu de la présence de traces d'humidité (non règlementaires) dans certains sondages pédologiques et de la présence de nombreux individus d'espèces inféodées aux zones humides comme le Scirpe-jonc, le *Carex divisa,* Le *Carex distans,* le Roseau… Toutefois, ces traces d'hydromorphie ne sont pas suffisantes pour conclure à la présence de zones humides avérées.		
Trame Verte et bleue	Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique n'est recensé sur ce secteur de projet. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, entouré de zone urbanisées, limitant ainsi significativement le déplacement des espèces.	**Faible**	-
Loi littoral	Le secteur appartient aux agglomérations et villages support d'urbanisation identifiés à l'échelle du SCoT au titre de la loi littoral.	**Faible**	-
Paysage et patrimoine	Le secteur est seulement bordé au sud par le site classé « le Panorama découvert depuis la voie littorale CDN 62 ».	**Faible à modéré**	Limiter la hauteur des bâtis pour réduire la visibilité du projet depuis ce site classé. Le front bâti sud doit être homogène avec les quartiers voisins.
Cônes de vue, covisibilité	Ce secteur occupe une surface limitée. Il présente une faible altitude du terrain d'assiette du projet (entre 1,03 m et 1,80 m). De plus, ce secteur est entouré de zones urbaines (zones pavillonnaires et école). Les cônes de vue vers les espaces paysagers voisins et la covisibilité du site avec les quartiers environnants sont relativement limités.	**Faible à modéré**	Limiter la hauteur des bâtis afin d'assurer une intégration du projet avec les quartiers voisins. Végétaliser les bordures du site afin de limiter la visibilité du projet depuis l'extérieur.
Risques naturels	Secteur non concerné par un aléa incendie. Le secteur est concerné par le PPRI et est localisé en zone d'aléa modéré pour le risque inondation et aléa modéré pour l'aléa submersion marine. Il est également important de noter que le secteur est concerné par un risque de ruissellement.	**Modéré**	Maintenir des espaces de pleine terre non artificialisée pouvant servir de zones de stockage des eaux de ruissellement. Prévoir des aménagements permettant de compenser l'artificialisation des sols : noues paysagères, fossés…
Risques technologiques	Le nord-est du secteur est bordé par une canalisation de gaz (hydrocarbures). Cette canalisation est située hors secteur de projet.	**Faible à modéré**	Prévoir une marge de recul vis-à-vis de cette canalisation.
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	Le secteur est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, en bordure de la RD718. Cette dernière n'est pas classée comme source de nuisance sonore. Aucun site et sol pollué n'est présent sur ou à proximité du secteur.	**Faible**	-
Accessibilité /réseaux	Le secteur est desservi au sud par le chemin de la Pataquière (RD718), à l'Est par la rue des Lavandes et au nord par des accès menant au chemin de Trouche et à la rue de Vidourle.	**Faible**	-

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Proximité enveloppe urbaine	Le secteur est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, à proximité du centre-ville et correspond à un projet de densification. Il est entouré par des lotissements avec qui il entretient peu de dialogue. Il est en contact direct avec l'école primaire Henri Séverin sur sa partie Est.	**Faible**	-
Enjeu global du site	**Faible à modéré** Enjeux concernant : - Le maintien d'espaces fonctionnels d'un point de vue écologique du fait de la présence de périmètres règlementaires, notamment les sites Natura 2000. - La gestion de l'eau, du risque inondation, de submersion marine et du ruissellement sur le site, au vu de la présence de traces d'hydromorphie (malgré une absence de zone humide règlementaire). - L'intégration paysagère du site, notamment vis-à-vis du site classé au sud.		

Quelques vues du secteur







Figure 7 : Photos du site Pataquière – Source : Ecovia, 2023

Schéma de l'OAP



Analyse environnementale de l'OAP

Analyse environnementale de l'évolution de l'OAP		
Thématiques environnementales	**Incidences environnementales positives/négatives**	**Préconisations & Mesures d'évitement-réduction**
Consommation d'espace	 L'ouverture à l'urbanisation du secteur entrainera une incidence négative sur le changement d'affectation du sol et entrainera une consommation d'espace d'au maximum 1,3 ha. Néanmoins, cette parcelle consommée est localisée au cœur de l'enveloppe urbaine et correspond à une friche post-agricole à l'abandon. De plus, le projet d'OAP prévoit de maintenir des espaces non artificialisés : espaces de pleine terre, noue paysagère, bassins de rétention.	-
Proximité enveloppe urbaine	 Ce secteur est situé au cœur de l'enveloppe urbaine. Cette OAP porte un projet de densification.	-
Périmètres d'inventaire/de protection	 Ce secteur de projet est dominé par des espaces dont la fonctionnalité écologique est limitée et soumis à l'urbanisation voisine. Ce secteur ne participe pas au maintien de	

	la qualité écologique des périmètres de protection présents sur ou à proximité du secteur. L'aménagement de ce site ne remettra pas en cause la conservation de ces périmètres.	
Natura 2000	 Concernant les ZPS, la distance entre le secteur de projet et ces sites ainsi que l'occupation du sol et la qualité écologique du secteur (petit secteur soumis à l'urbanisation voisine) permet de garantir l'absence d'incidence significative de l'aménagement du site sur les espèces d'oiseaux visées par ces ZPS. Vis-à-vis de la ZSC, le secteur de projet est localisé au sein de ce site Natura 2000 et est donc susceptible d'abriter des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Les inventaires terrain ont permis de confirmer l'absence d'habitats d'intérêt communautaire au sein du secteur de projet. De plus, ce site occupe une surface limitée et est entourée de zones urbanisées impliquant ainsi une qualité et une attractivité écologique réduite, notamment pour les espèces les plus farouches. Ce secteur de projet ne correspond donc pas à un habitat privilégié pour les espèces d'intérêt communautaire ayant justifié le classement du site Natura 2000. Les inventaires terrain n'ont pas mis en évidence la présence avérée ou même potentielle de ces espèces. Ainsi, l'aménagement de ce site ne remettra pas en cause la conservation de ces sites Natura 2000.	-
Biodiversité et fonctionnalité écologique	 L'aménagement de ce secteur impliquera une destruction de l'habitat de friche agricole et une perte de la biodiversité associée. Néanmoins, aucune espèce à enjeux n'est recensée et ne sera donc détruite. De plus, l'OAP prévoit de végétaliser les espaces publics : franges urbaines, espaces de gestion pluviale, noue paysagère, continuité piétonne… Pour finir, l'OAP demande à ce que la végétation existante soit conservée : préserver autant que possible les arbres existants, repérer et protéger avant toute construction les arbres de haute tige.. Ces orientations permettent de maintenir une certaine fonctionnalité écologique du site.	Il est recommandé de planter des espaces végétalisés multi-espèces locales et multi-strates : arborées, arbustives et herbacées afin d'offrir des refuges variés aux espèces présentes.
Zones humides	 Pour rappel, aucune zone humide règlementaire n'est présente sur le site. Toutefois, les relevés ont montré la présence d'hydromorphie et donc la présence de sols stockant ponctuellement les eaux de ruissellement. L'aménagement de ce site entrainera une destruction d'espaces non artificialisés participant au stockage ponctuel de l'eau. Néanmoins, l'OAP intègre en partie cet enjeu en préservant au maximum les sols perméables et en prévoyant la mise en place d'espaces de gestion pluviale au nord et au sud (bassins de rétention) et d'une noue paysagère traversant le secteur du nord au sud, le long de la future voie de desserte.	-
Trame Verte et bleue	 Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine et le déplacement des espèces est d'ores et déjà très contraint au niveau du site.	-

Loi littoral	 Aucun périmètre lié à la loi littoral ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur.	-
Paysage, patrimoine, cônes de vue et covisibilité	 L'aménagement de ce site impliquera une destruction du paysage de friche agricole du site. Néanmoins, ce paysage présente peu d'enjeu de conservation. Par ailleurs, l'OAP propose des orientations permettant d'intégrer le projet dans le paysage et dans le contexte environnant. Il est prévu un ordonnancement en alignement du bâti sur la voie nouvelle afin de créer une rue cadrée à part entière. Il est également prévu de limiter la hauteur des bâtis à du R+1+C et du R+1 au sein de la zone afin de garantir une insertion urbaine qualitative. Un recul franc entre l'école primaire Henri Séverin et les constructions prévues par l'opération permettra de limiter les vis-à-vis et les vues directes sur la cour de l'école. La qualité paysagère du site se base sur la présence du végétal au sein du site. Le projet d'OAP prévoit notamment de végétaliser les franges du site/créer un masque végétal (avec le quartier pavillonnaire et au niveau du recul avec l'école). Les éléments de gestion hydraulique (noue, bassins) seront aussi végétalisés afin d'assurer leur intégration paysagère et leur fonctionnement écologique. Pour finir, il est prévu la création d'une continuité piétonne et de modes actifs paysagère à développer jusqu'à la rue de la Vidourle.	-
Risques naturels et technologiques	 L'aménagement de ce secteur de projet impliquera une artificialisation des sols et donc une exposition supplémentaire de personnes et de biens à un risque inondation et à un risque de submersion marine. Néanmoins, l'OAP prend en compte cet enjeu et prévoit de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques, des ressources et de lutte contre les ilots de chaleur urbains. Les sols perméables seront d'ailleurs préservés au maximum. L'OAP prévoit également de gérer l'évacuation des eaux de pluie et de ruissellement par des aménagements intégrés pouvant participer à l'aménagement paysager du secteur tout en évitant l'anthropisation excessive de sols : une noue paysagère support de gestion du ruissellement et d'infiltration de l'eau en doublage de la voirie de desserte et une gestion hydraulique optimisée par un point d'infiltration au points bas du secteur en limite Nord et Sud. Cette gestion locale de l'infiltration des eaux de pluie permet de rafraîchir l'espace par évapotranspiration et permet d'éviter des ouvrages de grande dimension. L'est du secteur, concerné par la proximité avec la canalisation de gaz à vocation à être aménagé.	Prévoir une marge de recul vis-à-vis de cette canalisation.
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	 Le secteur n'est pas directement concerné par des nuisances sonores et par une qualité de l'air dégradé. La création de logements sur ce secteur n'impliquera donc pas d'exposition significative de la nouvelle population à ces nuisances. Toutefois, la création de logements entrainera l'augmentation de voitures et donc l'augmentation des nuisances associées. Il est cependant prévu de développer les continuités modes actifs afin de limiter l'utilisation de la voiture.	-

Desserte et stationnement	 Le projet d'OAP prévoit d'assurer l'accessibilité au site en s'appuyant sur le réseau existant. Une voirie de desserte structurante en double sens entre le chemin de Pataquière et le chemin de Trouche sera créée. Le long de cette future voie de desserte (en doublage), il est prévu la création d'une continuité modes actifs avec une liaison vers la rue du Vidourle et en direction du Canal du Rhône à Sète. Une sécurisation et une garantie de bonne visibilité du croisement de flux automobiles et modes actifs entre la voie nouvelle et le chemin de Pataquière au Sud sera assurée. De plus, l'OAP cadre également l'offre de stationnement et s'assure qu'elle soit bien dimensionnée au regard du nombre de logements produits et comprise dans l'enveloppe de l'opération.	-
Eau et assainissement	 Ce projet prévoit la création de 50 logements supplémentaires, impliquant ainsi une augmentation en conséquence du besoin d'alimentation en eau potable et du besoin d'assainissement de ces nouveaux logements. La localisation du site au sein de l'enveloppe urbaine permet d'assurer la connexion rapide aux réseaux d'eau et d'assainissement existants.	-
Énergie, climat	 L'OAP précise que l'application des principes de bio climatisme sera recherchée pour optimiser les capacités de captation de la chaleur et de rafraîchissement naturels de la construction : - L'implantation du bâti en tenant compte de son orientation et de leur caractère traversant, - La création d'écrans végétaux devant les surfaces exposées au soleil (en privilégiant les essences à feuilles caduques pour augmenter la lumière en hiver), - Une implantation des constructions permettant de favoriser l'emploi des énergies renouvelables ainsi qu'un éclairage naturel optimal, tout en se protégeant des vents dominants, - La préférence pour des arbres à feuillage caduc de grand développement pour garantir un ombrage en été sur les surfaces minéralisées, - La préservation de la pleine terre et le renforcement de la présence des végétaux, - Une qualité des espaces publics et de gestion de la ressource en eau en optimisant les plantations d'essences locales non allergènes, résistantes et peu consommatrices d'eau, - Etc.	-
Impact global de l'OAP		
Impacts résiduels si application des mesures ERC proposées		

Les études réalisées en amont sur ce secteur (étude zone humide…) ont permis d'identifier les enjeux environnementaux et ainsi retenir un scénario intégrant ces enjeux. L'aménagement de ce site impliquera donc des incidences relativement faibles, essentiellement liés à la consommation d'espaces dont des espaces jouant un rôle dans la gestion du risque inondation et du ruissellement.

OAP n°2 : Bosquet

Description générale du site

Le secteur se situe dans le tissu urbain pavillonnaire de la partie Est de la commune. Il se situe en limite d'urbanisation. Il est desservi au Nord par l'avenue du 8 Mai et à l'Ouest par le chemin du Mas d'Avon.

Il est composé d'un espace de pleine terre en friche bordé à l'Est par une unité d'habitat collectif en R+3 récemment réhabilitée et au Sud par un espace paysager communal composé d'une aire de jeux pour enfants, des équipements sportifs et des pins hauts. Cet ensemble constitue un espace équipé et paysager à destination des espaces résidentiels alentours.

Le quartier est occupé par une mixité des formes urbaines à savoir des collectifs et du résidentiel.

Ce secteur occupe une surface de 0,41 ha et a vocation à accueillir de l'habitat.

Etat des lieux du site

Tableau 6 : Description générale du site du Bosquet

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Périmètres d'inventaire/de protection	Le secteur est localisé au sein des périmètres suivants : - Espace Naturel Sensible : « La Camargue gardoise », - ZNIEFF de type II : « Camargue gardoise ». Le secteur est également localisé à moins de 500 mètres du site RAMSAR de « La petite Camargue » et à moins de 500 mètres à l'ouest de la ZNIEFF de type I : « Marais du Bourgidou ». Toutefois, ce secteur occupe une surface inférieur à 0,5 ha au cœur de l'enveloppe urbaine, limitant ainsi le niveau d'enjeu vis-à-vis de ces périmètres.	**Faible**	-
Natura 2000	Le secteur est localisé au cœur de la Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitats) de la « Petite Camargue ». La moitié est de ce site est également localisé au sein de la Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) de la « Petite Camargue laguno-marine ». Pour finir, le secteur est localisé à environ 60 mètres au nord-ouest de la ZICO « Petite Camargue Laguno-marine ». Toutefois, ce secteur occupe une surface inférieur à 0,5 ha au cœur de l'enveloppe urbaine, limitant ainsi le niveau d'enjeu vis-à-vis des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.	**Faible**	-
Biodiversité et fonctionnalité écologique	Le secteur est concerné par une prairie/pelouse en friche entourée de zones urbanisées et d'un boisement au sud (pinède). Ce secteur abrite une biodiversité limitée du fait de la proximité de l'urbanisation. Les espèces présentes correspondent à des espèces communes, comme l'étourneau sansonnet, le moineau domestique, le merle noir, la mésange charbonnière, la fauvette à tête noire, le rouge-queue noir, etc.	**Faible**	Maintenir des espaces de pleine terre végétalisés et renforcer la trame arborée du site.
Zones humides	Aucune zone humide n'est recensée sur ce site de projet. Néanmoins, au vu de la topographie de ce site, ce dernier peut jouer le rôle de cuvette et ainsi accueillir ponctuellement de l'eau issue notamment du ruissellement.	**Faible**	Maintenir des espaces de pleine terre non artificialisée pouvant servir de zones de stockage des eaux de ruissellement. Prévoir des aménagements permettant de compenser l'artificialisation des sols : noues paysagères, fossés…

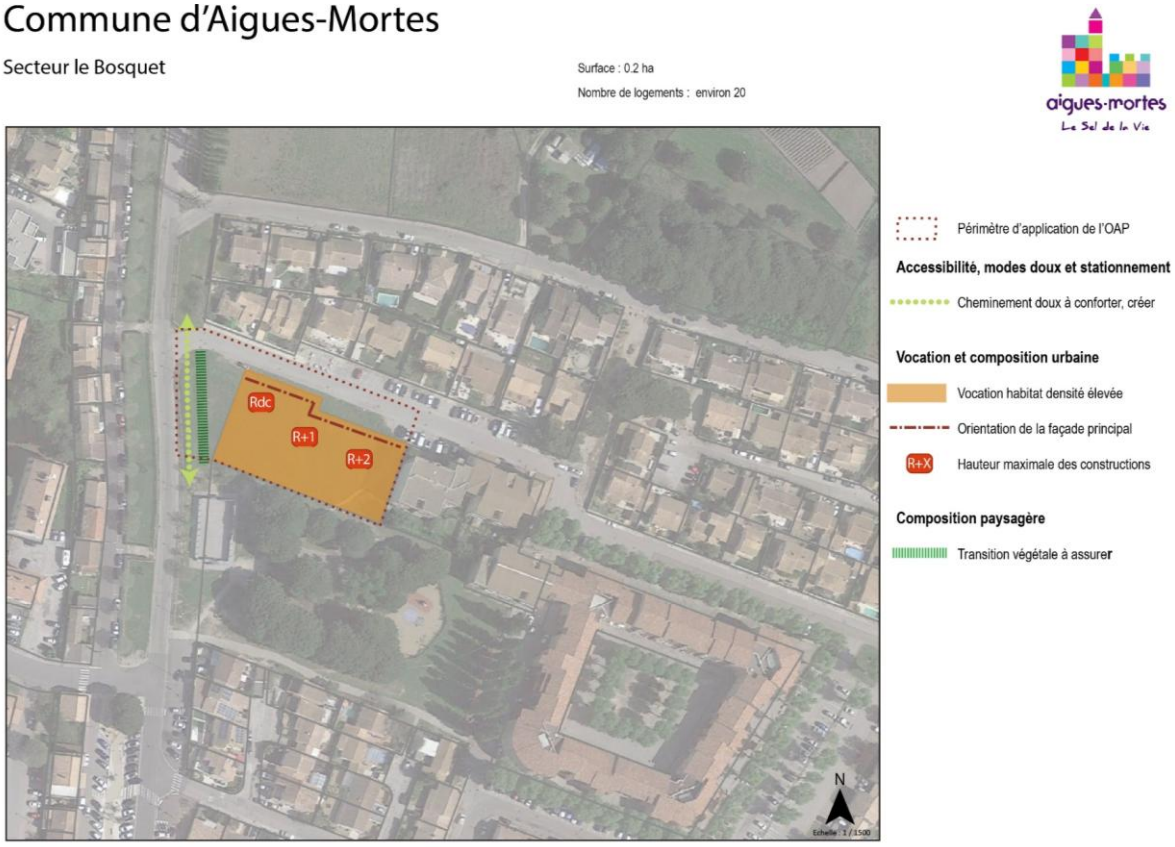
Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Trame Verte et bleue	Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique n'est recensé sur ce secteur de projet. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, entouré de zone urbanisées, limitant ainsi significativement le déplacement des espèces.	**Faible**	-
Loi littoral	Le secteur appartient aux agglomérations et villages support d'urbanisation identifiés à l'échelle du SCoT au titre de la loi littoral.	**Faible**	-
Paysage et patrimoine	Le secteur n'est pas concerné par des périmètres à statut ou par du patrimoine à enjeux. Seul un espace paysager végétalisé (pinède) avec équipements (jeux, équipements sportifs) est présent au sud et est protégé dans le cadre de la révision du PLU au titre de l'article L151-19.	**Faible**	-
Cônes de vue, covisibilité	Ce secteur occupe une surface limitée. Il présente une topographie relativement plate. De plus, ce secteur est entouré de zones urbanisées. Les cônes de vue vers les espaces paysagers voisins et la covisibilité du site avec les quartiers environnants sont relativement limités.	**Faible**	Végétaliser les interfaces du site.
Risques naturels	Secteur non concerné par un aléa incendie. Le secteur est concerné par le PPRI et est localisé en zone d'aléa modéré d'inondation et résiduel pour l'aléa submersion marine. Il est également important de noter que le secteur est concerné par un risque de ruissellement. Pour finir, ce secteur est concerné par un aléa moyen de retrait/gonflement des argiles.	**Modéré**	Maintenir des espaces de pleine terre non artificialisée pouvant servir de zones de stockage des eaux de ruissellement. Prévoir des aménagements permettant de compenser l'artificialisation des sols : noues paysagères, fossés…
Risques technologiques	Non concerné	**Nul**	
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	Le secteur est localisé au sein de l'enveloppe urbaine. Il n'est pas soumis à des nuisances sonores significatives. Aucune route classée n'est localisée à proximité immédiate du site. Aucun site et sol pollué n'est présent sur ou à proximité du secteur.	**Faible**	-
Accessibilité /réseaux	Le secteur est desservi au Nord par l'avenue du 8 Mai et à l'Ouest par le chemin du Mas d'Avon.	**Faible**	-
Proximité enveloppe urbaine	Le secteur est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, à proximité du centre-ville et correspond à un projet de densification.	**Faible**	-
Enjeu global du site	**Faible** Enjeux concernant : - La gestion du risque inondation et du ruissellement sur le site. - L'intégration paysagère du site.		

Quelques vues du secteur



Figure 8 : Photos du site du Bosquet – Source : Google Maps

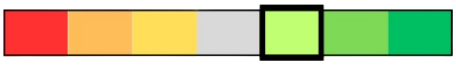
Schéma de l'OAP



Analyse environnementale de l'OAP

Analyse environnementale de l'évolution de l'OAP		
Thématiques environnementales	**Incidences environnementales positives/négatives**	**Préconisations & Mesures d'évitement-réduction**
Consommation d'espace	 L'ouverture à l'urbanisation du secteur entrainera une incidence négative sur le changement d'affectation du sol et entrainera une consommation d'espace d'au maximum 0,2 ha. La consommation d'espace sur ce secteur est donc limitée. Cette parcelle consommée est localisée au cœur de l'enveloppe urbaine et correspond à une prairie en friche. De plus, le projet d'OAP prévoit de maintenir des espaces non artificialisés, notamment sur la partie ouest au niveau de la transition végétalisée.	-
Proximité enveloppe urbaine	 Ce secteur est situé au cœur de l'enveloppe urbaine. Cette OAP porte un projet de densification.	-

Périmètres d'inventaire/de protection	 Ce secteur de projet est soumis à l'urbanisation voisine et est peu fonctionnel d'un point de vue écologique. Il ne participe pas au maintien de la qualité écologique des périmètres de protection présents sur ou à proximité du secteur. L'aménagement de ce site ne remettra pas en cause la conservation de ces périmètres.	-
Natura 2000	 Ce secteur de projet est soumis à l'urbanisation voisine et est peu fonctionnel d'un point de vue écologique. Il n'abrite pas d'habitat d'intérêt communautaire et est peu favorable/attractif pour les espèces d'intérêt communautaire. De plus, l'aménagement est prévu sur une surface maximale de 0,2 ha. Ainsi, la taille du secteur, sa localisation et son occupation du sol permettent de garantir l'absence d'incidence significative de l'aménagement de ce secteur sur les sites Natura 2000.	-
Biodiversité et fonctionnalité écologique	 L'aménagement de ce secteur impliquera une destruction de la prairie en friche et une perte de la biodiversité associée. Néanmoins, la biodiversité liée à ce secteur est fortement limitée et soumise à l'urbanisation voisine. De plus, l'OAP prévoit de réaliser un traitement végétalisé des franges avec le quartier pavillonnaire alentours et de repérer et protéger les arbres de haute tige avant toute construction.	Il est recommandé de planter des espaces végétalisés multi-espèces locales et multi-strates : arborées, arbustives et herbacées afin d'offrir des refuges variés aux espèces présentes.
Zones humides	 Pour rappel, aucune zone humide règlementaire n'est présente sur le site. Toutefois, au vu du contexte communal et de la topographie du site, la présence d'un sol stockant au moins ponctuellement l'eau n'est pas à exclure. L'aménagement de ce site pourrait ainsi entrainer une destruction d'espaces non artificialisés participant au stockage ponctuel de l'eau. Néanmoins, l'OAP prévoit de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques. De plus, il est prévu d'organiser l'évacuation des eaux de pluie et de ruissellement par des aménagements intégrés pouvant participer à l'aménagement paysager du secteur tout en évitant l'anthropisation excessive de sols.	-
Trame Verte et bleue	 Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine et le déplacement des espèces est d'ores et déjà très contraint au niveau du site.	-
Loi littoral		-

	Aucun périmètre lié à la loi littoral ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur.	
Paysage, patrimoine, cônes de vue et covisibilité	 L'aménagement de ce site impliquera une destruction du paysage de friche agricole du site. Néanmoins, ce paysage présente peu d'enjeu de conservation. Par ailleurs, l'OAP propose des orientations permettant d'intégrer le projet dans le paysage et dans le contexte environnant, notamment en créant un gradient de hauteur du RDC au R+2 d'Ouest en Est. De plus, il est prévu de maintenir un recul des constructions vis-à-vis du chemin du Mas d'Avon et d'assurer un alignement des constructions dans la continuité des résidences en limite Nord. Enfin, il est prévu de réaliser un traitement végétalisé des franges avec le quartier pavillonnaire alentours et d'assurer la qualité de l'aménagement du site en se basant sur la continuité par le paysage et la présence végétale.	Il est recommandé de végétaliser également l'interface nord du site.
Risques naturels et technologiques	 L'aménagement de ce secteur de projet impliquera une artificialisation des sols et donc une exposition supplémentaire de personnes et de biens à un risque inondation. Néanmoins, la surface concernée par une artificialisation est limitée (maximum 0,2 ha). De plus, l'OAP prévoit de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques, des ressources et de lutte contre les ilots de chaleur urbains. Les sols perméables seront d'ailleurs préservés au maximum. L'OAP prévoit également de gérer l'évacuation des eaux de pluie et de ruissellement par des aménagements intégrés pouvant participer à l'aménagement paysager du secteur tout en évitant l'anthropisation excessive de sols.	Mettre en place une noue paysagère en bordure du site afin de compenser l'artificialisation des sols et limiter le ruissellement.
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	 Le secteur n'est pas directement concerné par des nuisances sonores et par une qualité de l'air dégradé. La création de logements sur ce secteur n'impliquera donc pas d'exposition significative de la nouvelle population à ces nuisances. Toutefois, la création de logements entrainera l'augmentation de voitures et donc l'augmentation des nuisances associées. Il est cependant prévu de développer les continuités modes actifs afin de limiter l'utilisation de la voiture.	-
Desserte et stationnement	 Le projet d'OAP prévoit d'assurer l'accessibilité au site en s'appuyant sur le réseau existant. Une requalification du chemin du Mas d'Avon est également prévu afin d'y intégrer un cheminement modes actifs dissocié de l'opération d'habitat. Les stationnements seront intégrés au sein de l'enveloppe de l'opération.	-
Eau et assainissement	 Ce projet prévoit la création de 20 logements supplémentaires, impliquant ainsi une augmentation en conséquence du besoin d'alimentation en eau potable et du besoin d'assainissement de ces nouveaux logements. La localisation du site au sein de l'enveloppe urbaine permet d'assurer la connexion rapide aux réseaux d'eau et d'assainissement existants.	-
Énergie, climat		-

	L'OAP précise que l'application des principes de bio climatisme sera recherchée pour optimiser les capacités de captation de la chaleur et de rafraîchissement naturels de la construction : - L'implantation du bâti en tenant compte de son orientation et de leur caractère traversant, - La création d'écrans végétaux devant les surfaces exposées au soleil (en privilégiant les essences à feuilles caduques pour augmenter la lumière en hiver), - Une implantation des constructions permettant de favoriser l'emploi des énergies renouvelables ainsi qu'un éclairage naturel optimal, tout en se protégeant des vents dominants, - La préférence pour des arbres à feuillage caduc de grand développement pour garantir un ombrage en été sur les surfaces minéralisées, - La préservation de la pleine terre et le renforcement de la présence des végétaux, - Une qualité des espaces publics et de gestion de la ressource en eau en optimisant les plantations d'essences locales non allergènes, résistantes et peu consommatrices d'eau, - Etc.	
Impact global de l'OAP		
Impacts résiduels si application des mesures ERC proposées		

Ce secteur de projet, localisé au cœur de l'enveloppe urbaine, sur une petite surface, présente peu d'enjeux environnementaux. L'aménagement de ce site impliquera seulement une consommation d'espaces en partie anthropisés et une exposition de personnes à un risque inondation. L'OAP propose des orientations permettant de cadrer au mieux cet aménagement, notamment vis-à-vis du risque inondation.

OAP n°3 : Esparron

Description générale du site

Le secteur se situe au sud-est de la commune dans un secteur dominé par un tissu pavillonnaire en limite d'urbanisation et en interface avec des espaces agricoles.

Il est desservi au nord par le chemin d'Esparron et au sud par le chemin Haut de Peccais.

Il est actuellement occupé par quelques maisons en son centre, desservies par une voie en impasse, des champs agricoles à l'Est et des espaces boisés sur une grande partie du secteur. À noter la présence d'un terrain au sud sur lequel sont installées des habitations légères et des camping-cars. Ce secteur constitue une opportunité de renouvellement urbain et de densification.

Ce secteur occupe une surface de 2,23 ha et a vocation à accueillir de l'habitat.

Etat des lieux du site

N.B. Un pré-diagnostic environnemental et une étude zone humide de ce secteur ont été réalisés par le cabinet Barbason en 2022. Des phases de terrain ont également été réalisées par Ecovia dans le cadre de la présente révision du PLU d'Aigues-Mortes.
Une étude d'incidence au titre de l'article L214 du Code de l'Environnement a été réalisée en 2024 par le groupe immobilier Confiance.

Tableau 7 : Description générale du site d'Esparron

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Périmètres d'inventaire/de protection	Le secteur est localisé au sein des périmètres suivants : - Espace Naturel Sensible : « La Camargue gardoise », - ZNIEFF de type II : « Camargue gardoise », - ZICO : « Petite Camargue laguno-marine». Le secteur est également localisé à moins de 500 mètres du site RAMSAR de « La petite Camargue ». Plusieurs parcelles du site du Conservatoire du Littoral « Camargue gardoise » sont également présentes à moins de 200 mètres au sud du secteur. Il est également localisé à moins de 500 mètres au nord de la ZNIEFF de type I : « Salins d'Aigues-Mortes » et à environ 500 mètres au sud de la ZNIEFF de type I : « Marais du Bourgidou ». Toutefois, ce secteur occupe une surface d'environ 2,23 ha au sein de l'enveloppe urbaine, limitant ainsi le niveau d'enjeu vis-à-vis de ces périmètres.	**Faible à modéré**	Maintenir des zones végétalisées favorables aux espèces visées par ces périmètres à enjeux.
Natura 2000	Le secteur est localisé au cœur de la Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitats) de la « Petite Camargue » et au cœur de la Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) de la « Petite Camargue laguno-marine ». Toutefois, ce secteur occupe une surface d'environ 2,23 ha au sein de l'enveloppe urbaine, limitant ainsi le niveau d'enjeu vis-à-vis des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.	**Faible à modéré**	Maintenir des zones végétalisées favorables aux espèces d'intérêt communautaire.
Biodiversité et fonctionnalité écologique	Le pré-diagnostic écologique réalisé sur le site permet d'identifier les habitats et les espèces présents et potentiellement présents. La zone d'étude se caractérise par des milieux ouverts, arbustifs à arborés, et artificiels. Ces cortèges de milieux peuvent être déclinés en neuf habitats au sens de la typologie EUNIS : Friche psammophile évoluée, friche psammophile rase, piste à végétation psammophile clairsemée, vignoble, haie dominée par des espèces exogènes plantées et la Canne de Provence, haie dominée par des espèces indigènes et la Canne de Provence, Plantation de Pin	**Faible à modéré**	- Respect d'un calendrier d'intervention pour le démarrage des travaux, et notamment toute modification des milieux actuellement en place (débroussaillage,

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
	parasol, Haie de Cyprès de l'Arizona, Bâtiment résidentiel et zone connexe artificialisée. Les enjeux locaux de conservation de ces habitats sont jugés très faibles à faibles. Concernant les espèces floristiques, les inventaires réalisés ont permis de mettre en évidence notamment la présence d'une vingtaine de pieds de Patience rose *Rumex roseus*, espèce déterminante dans la constitution des ZNIEFF en Occitanie. L'enjeu local de conservation de cette espèce est jugé faible d'après le pré-diagnostic. Aucune autre espèce végétale patrimoniale de flore n'est particulièrement attendue au sein de ce secteur. A la suite de l'état des lieux, la cartographie d'habitats et d'espèces floristiques à enjeux est présenté. Les milieux psammophiles sont favorables à certaines espèces d'insectes sabulicoles, dont plusieurs espèces patrimoniales ont été identifiées sur site. C'est le cas du Criquet des dunes *Calephorus compressicornis,* espèce 'en danger' sur la liste rouge des Orthoptère d'Occitanie, et de la Decticelle des sables *Platycleis sabulosa,* espèce « quasi-menacée » en Occitanie. Un enjeu modéré leur est attribué. Concernant les reptiles, le secteur ne présente pas de grand intérêt étant donné l'enclavement de la zone de projet au sein de l'urbanisation, et de l'entretien régulier du site. La friche plus évoluée et les lisières herbacées peuvent toutefois accueillir certaines espèces à enjeux modérés comme la Couleuvre de Montpellier *Malpolon monspessulanus*, mais également la Couleuvre à échelons *Zamenis scalaris* et la Coronelle girondine *Coronella girondica*. Certains arbres peuvent être utilisés pour la nidification d'espèces patrimoniales comme le Chardonneret élégant *Carduelis carduelis* et le Verdier d'Europe *Chloris chloris*, contactés à plusieurs reprises sur le site, mais aussi du Serin cini *Serinus serinus*, connu sur la commune. La Huppe fasciée *Upupa epops* a également été contactée au sein du projet. Elle peut utiliser les arbres présentant des cavités pour sa reproduction, ou les bâtis situés dans l'urbanisation d'Aigues-Mortes, en bordure de la zone d'étude. Ainsi, au regard de la faible disponibilité d'arbres favorables à ces espèces patrimoniales d'avifaune sur la zone d'étude, elle-même relativement restreinte, les enjeux sont jugés modérés à faibles au niveau de ces boisements. Ces milieux arborés ne sont pas très attractifs pour les chiroptères, qui pourront uniquement être présents en transit voire en chasse localement. A noter toutefois que la Pipistrelle de Nathusius *Pipistrellus nathusii* (enjeu modéré) peut utiliser certains décollements d'écorce, si présents. Pour les autres espèces, ce secteur représente des enjeux faibles. A la suite de l'état des lieux, la cartographie des espèces patrimoniales de la faune est présenté. **Les premiers enjeux écologiques identifiés au niveau du projet d'aménagement du Chemin d'Esparron sont jugés faibles à modérés sur la zone d'étude. En effet, malgré le net caractère**		démolition des bâti, premiers terrassements) : démarrage uniquement à l'automne, et poursuite des travaux sans interruption temporelle. - Campagne de capture du Criquet des dunes : prévoir deux journées de capture au cours de l'été précédent les travaux, afin de limiter le nombre d'individus présents sur site au démarrage du chantier. - Prise en compte des espèces envahissantes en amont du chantier : prévoir un inventaire complémentaire ciblé sur ces espèces au cours de l'été précédent les travaux, et permettant d'établir le cahier des charges à mettre en œuvre en phase chantier pour leur arrachage, et limiter ainsi leur propagation. Un suivi de ces espèces est également à prévoir pour permettre leur prise en compte sur les premières années de chantier/opération, par un expert écologue botaniste. - Accompagnement écologique de chantier : l'ensemble des travaux doit être suivie par un expert écologue afin d'accompagner le maître d'ouvrage pour toutes les problématiques liées à l'écologie, et notamment au démarrage des travaux. - Intégration de la biodiversité au sein du projet d'aménagement

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
	anthropisé du secteur (habitat et jardin d'agrément régulièrement entretenu), certains milieux sont utilisés par la biodiversité locale qui y trouvent des habitats d'intérêt au sein de l'urbanisation. **Ainsi, des enjeux modérés sont identifiés :** **- Au niveau des friches psammophiles et de la vigne, habitats d'espèces patrimoniales de l'entomofaune (Criquet des dunes et Decticelle des sables, notamment) ;** **- Sur certains milieux arborés, qui peuvent accueillir des espèces patrimoniales d'avifaune pour leur reproduction (Chardonneret élégant, Verdier d'Europe, Serin cini, voire Huppe faciée en cas de présence de cavités dans les arbres) ;** **- Dans les milieux plus arbustifs et autres lisières, attractifs pour les reptiles locaux (Couleuvre de Montpellier, Couleuvre à échelon, Coronelle girondine, toutes attendues).**		: intégration de nichoirs et gîtes à chauves-souris (possiblement au sein des murs de construction), de zones refuges pour la biodiversité (milieux arbustifs au sein des espaces paysagers, gîtes à reptiles, passages à faune entre les parcelles, etc.).
Zones humides	L'étude zones humides réalisées s'appuie sur le critère floristique et pédologique. Concernant les critères liés à l'hydromorphie du sol, les quatre sondages pédologiques réalisés s'avèrent négatifs vis-à-vis des zones humides. Pour ce qui est du critère lié à la végétation, aucun habitat n'est mis en avant par l'arrêté de caractérisation des zones humides. Enfin, aucun relevé de végétation ne s'est avéré nécessaire en l'absence d'espèces indicatrices ayant un recouvrement important. **Ainsi, aucune zone humide réglementaire n'est mise en évidence sur la zone d'étude prévue pour le projet d'aménagement « Chemin d'Esparron ».**	**Faible**	Maintenir des espaces de pleine terre non artificialisée pouvant servir de zones de stockage des eaux de ruissellement. Prévoir des aménagements permettant de compenser l'artificialisation des sols : noues paysagères, fossés…
Trame Verte et bleue	Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique n'est recensé sur ce secteur de projet. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, entouré de zone urbanisées, limitant ainsi significativement le déplacement des espèces.	**Faible**	-
Loi littoral	Le secteur appartient aux agglomérations et villages support d'urbanisation identifiés à l'échelle du SCoT au titre de la loi littoral.	**Faible**	-
Paysage et patrimoine	Le secteur est seulement bordé au sud par le site classé « Ensemble formé par l'Etang de la ville et ses abords ».	**Faible à modéré**	Limiter la hauteur des bâtis pour réduire la visibilité du projet depuis ce site classé. Le front bâti sud doit être homogène avec les quartiers voisins.
Cônes de vue, covisibilité	Ce secteur occupe une surface limitée. Il présente une topographie relativement plate. De plus, ce secteur est entouré de zones urbaines (zones pavillonnaires). Les cônes de vue vers les espaces paysagers voisins et la covisibilité du site avec les quartiers environnants sont relativement limités.	**Faible à modéré**	Limiter la hauteur des bâtis afin d'assurer une intégration du projet avec les quartiers voisins. Végétaliser les bordures du site afin de limiter la visibilité du projet depuis l'extérieur.
Risques naturels	Secteur non concerné par un aléa incendie. Le zonage établi du PPRi indique que le site est concerné par les zones inondables en aléa fort de submersion en zones urbanisées et en aléa modéré en zone urbanisée. Il est également important de noter que le secteur est concerné par un risque de ruissellement. Pour finir, ce secteur est concerné par un aléa moyen de retrait/gonflement des argiles.	**Modéré**	Maintenir des espaces de pleine terre non artificialisée pouvant servir de zones de stockage des eaux de ruissellement.

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
			Prévoir des aménagements permettant de compenser l'artificialisation des sols : noues paysagères, fossés…
Risques technologiques	Non concerné	**Nul**	
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	Le secteur est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, entre le chemin d'Esparron au nord et le chemin Haut de Peccais au sud. Ces chemins ne sont pas classés comme source de nuisance sonore. Aucun site et sol pollué n'est présent sur ou à proximité du secteur.	**Faible**	-
Accessibilité /réseaux	Le secteur est desservi au nord par le chemin d'Esparron et au sud par le chemin Haut de Peccais.	**Faible**	-
Proximité enveloppe urbaine	Le secteur est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, à proximité du centre-ville. Il est actuellement occupé par quelques maisons en son centre, desservies par une voie en impasse. À noter la présence d'un terrain au sud sur lequel sont installées des habitations légères et des camping-cars. Ce secteur constitue une opportunité de renouvellement urbain et de densification.	**Faible**	-
Enjeu global du site	**Faible à modéré** Enjeux concernant : - Le maintien d'espaces fonctionnels d'un point de vue écologique du fait de la présence de périmètres règlementaires, notamment les sites Natura 2000. - La gestion du risque inondation, de submersion marine et du ruissellement sur le site. - L'intégration paysagère du site, notamment vis-à-vis du site classé au sud.		

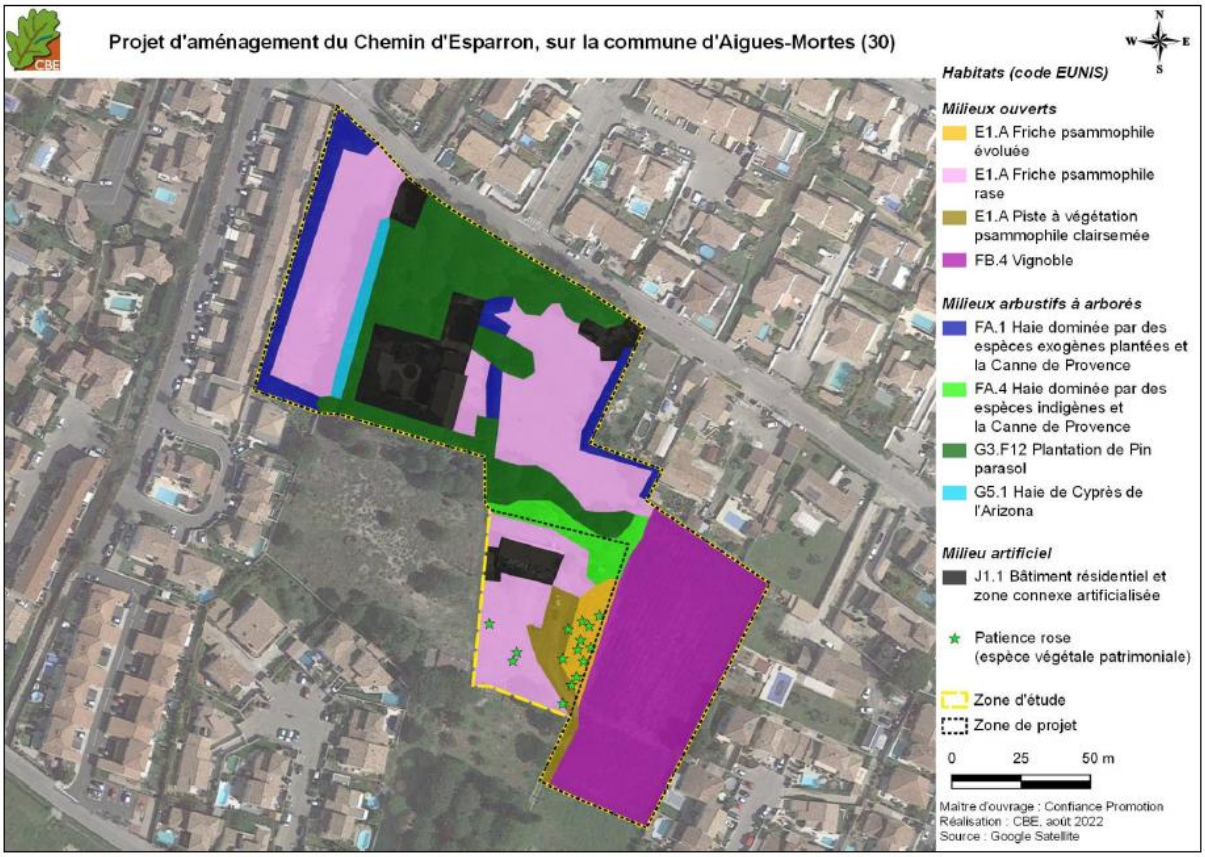


Figure 9 : Cartographie d'habitats du secteur d'Esparron – Source : Cabinet Barbanson Environnement SARL, 2022

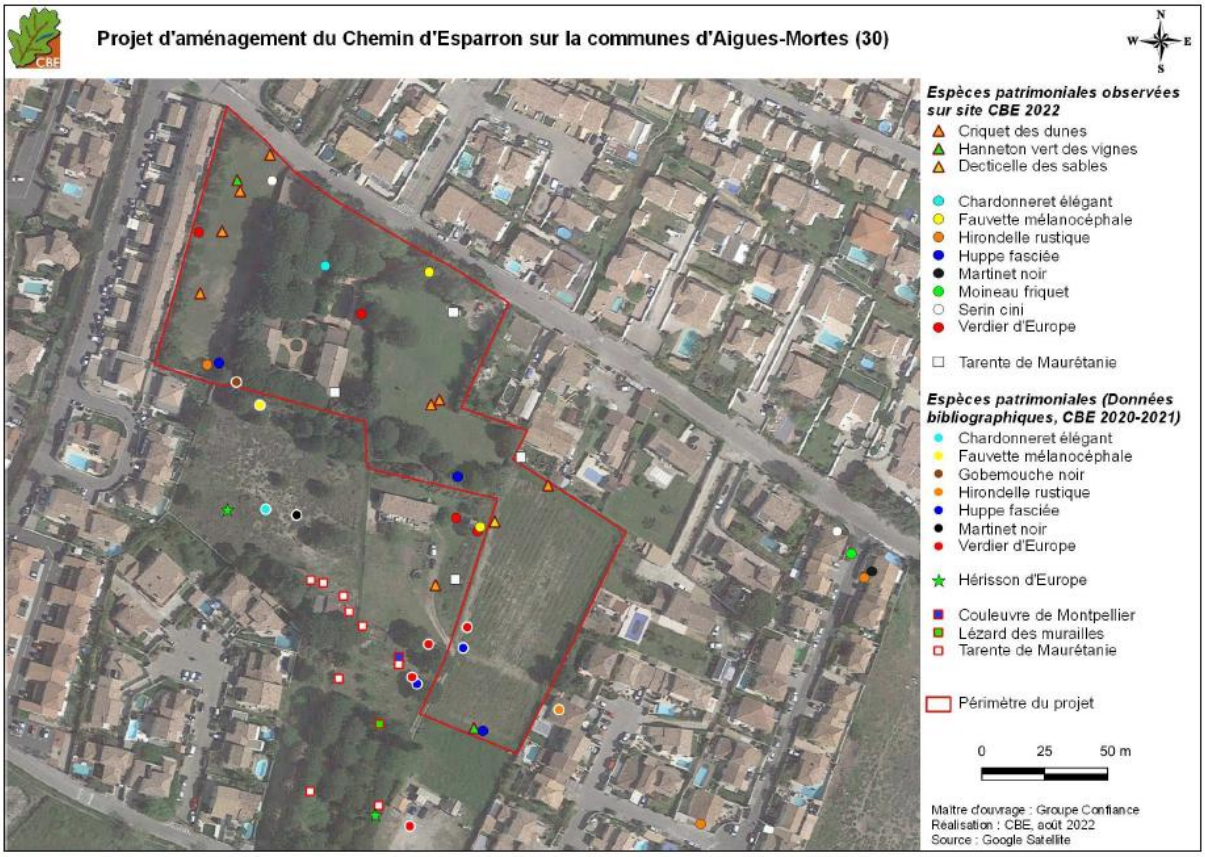


Figure 10 : Cartographie des espèces patrimoniales de la faune sur le secteur d'Esparron – Source : Cabinet Barbanson Environnement SARL, 2022

Quelques vues du secteur

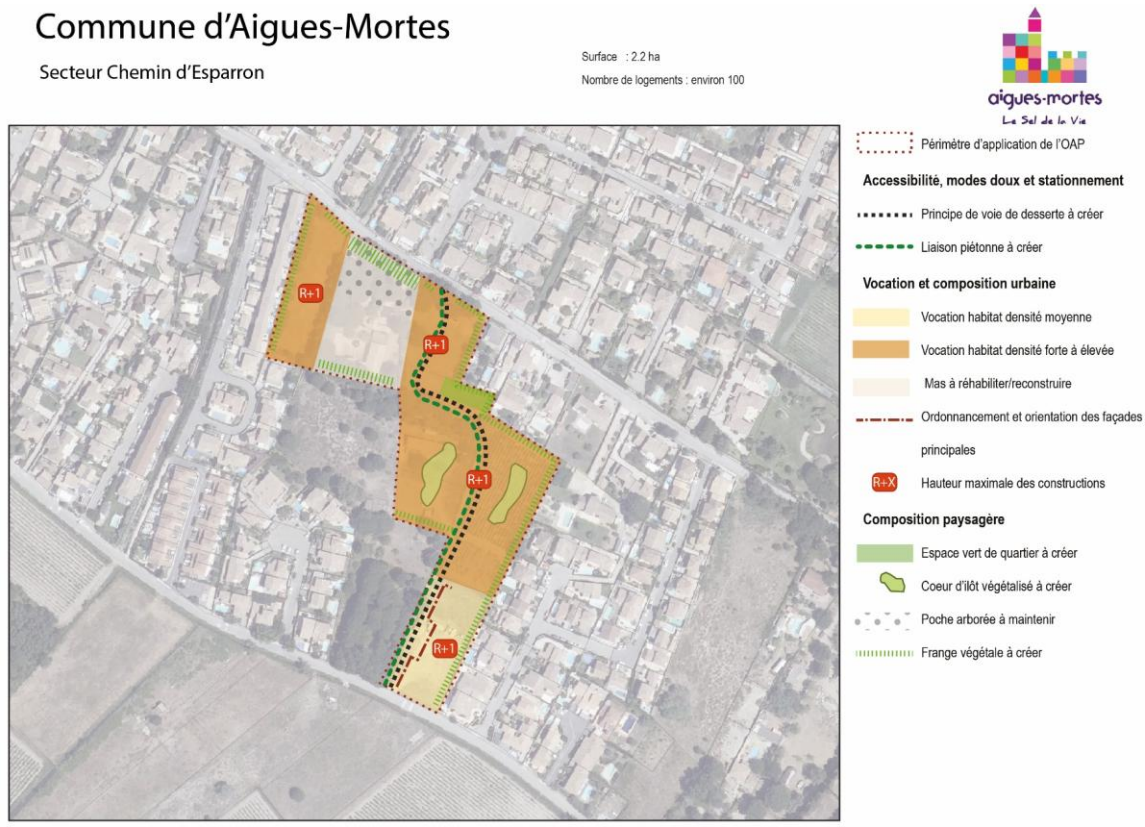


Figure 11 : Photos du site Esparron – Source : Cabinet Barbanson Environnement SARL, 2022



Figure 12 : Photos du site Esparron – Source : Ecovia, 2023

Schéma de l'OAP



Analyse environnementale de l'OAP

N.B. Une analyse des incidences a été réalisée en juin 2024 dans le cadre du dossier d'autorisation au titre de l'article L214 du Code de l'Environnement. Cette analyse des incidences porte notamment sur les eaux souterraines, la qualité des eaux, les écoulements superficiels et les zones inondables. Cette analyse est donc complémentaire à l'analyse suivante.

Analyse environnementale de l'évolution de l'OAP		
Thématiques environnementales	**Incidences environnementales positives/négatives**	**Préconisations & Mesures d'évitement-réduction**
Consommation d'espace	 L'ouverture à l'urbanisation du secteur entrainera une incidence négative sur le changement d'affectation du sol et entrainera une consommation d'espace d'au maximum 2,2 ha. Néanmoins, cette parcelle consommée est localisée au cœur de l'enveloppe urbaine et correspond à des milieux ouverts, arbustifs à arborés et artificiels dont les enjeux locaux de conservation sont jugés très faibles à faibles. De plus, le projet d'OAP prévoit de maintenir des espaces non artificialisés : espaces vert de quartier, cœur d'îlot végétalisé, poche arborée, frange végétale.	-
Proximité enveloppe urbaine	 Ce secteur est situé au cœur de l'enveloppe urbaine. Cette OAP porte un projet de densification et de renouvellement urbain.	-

Périmètres d'inventaire/de protection	 Ce secteur de projet est dominé par des espaces dont la fonctionnalité écologique est limitée et soumis à l'urbanisation voisine. Ce secteur ne participe pas au maintien de la qualité écologique des périmètres de protection présents sur ou à proximité du secteur. L'aménagement de ce site ne remettra pas en cause la conservation de ces périmètres.	
Natura 2000	 Ce secteur de projet est soumis à l'urbanisation voisine et est peu fonctionnel d'un point de vue écologique. Il n'abrite pas d'habitat d'intérêt communautaire et est peu favorable/attractif pour les espèces d'intérêt communautaire. De plus, l'aménagement est prévu sur une surface maximale de 2,2 ha. Ainsi, la taille du secteur, sa localisation et son occupation du sol permettent de garantir l'absence d'incidence significative de l'aménagement de ce secteur sur les sites Natura 2000.	Il est néanmoins recommandé de réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilité des espèces d'intérêt communautaire.
Biodiversité et fonctionnalité écologique	 L'aménagement de ce secteur impliquera potentiellement une destruction des habitats présents à savoir : Friche psammophile évoluée, friche psammophile rase, piste à végétation psammophile clairsemée, vignoble, haie dominée par des espèces exogènes plantées et la Canne de Provence, haie dominée par des espèces indigènes et la Canne de Provence, Plantation de Pin parasol, Haie de Cyprès de l'Arizona, Bâtiment résidentiel et zone connexe artificialisée. La biodiversité associée à ces habitats est également susceptible d'être réduite. Néanmoins, les enjeux locaux de conservation de ces habitats sont jugés très faibles à faibles et aucune espèce floristique protégée n'est recensée et ne sera donc détruite. De plus, l'OAP prévoit de végétaliser les espaces publics : traitement des franges urbaines, création d'îlots végétalisés, création d'un espace collectif paysager. L'OAP demande à ce que la végétation existante soit conservée : préserver autant que possible les arbres existants, notamment au niveau de la parcelle très arborée au nord en adaptant la densité de logements (poche arborée) et également en accroche du chemin d'Esparron, repérer et protéger avant toute construction les arbres de haute tige.. La qualité de la densification du site doit se baser sur la continuité par le paysage et par la présence du végétale. La densité de bâtie devra permettre de conserver la végétation dans les parcelles, notamment en limites de parcelles et en préservant des cœurs d'îlots végétalisés. Ces orientations permettent de maintenir une certaine fonctionnalité écologique du site.	Il est recommandé de planter des espaces végétalisés multi-espèces locales et multi-strates : arborées, arbustives et herbacées afin d'offrir des refuges variés aux espèces présentes. Mesures proposées dans le cadre du pré-diagnostic : - Respect d'un calendrier d'intervention pour le démarrage des travaux, et notamment toute modification des milieux actuellement en place (débroussaillage, démolition des bâti, premiers terrassements) : démarrage uniquement à l'automne, et poursuite des travaux sans interruption temporelle. - Campagne de capture du Criquet des dunes : prévoir deux journées de capture au cours de l'été précédent les travaux, afin de limiter le nombre d'individus présents sur site au démarrage du chantier. - Prise en compte des espèces envahissantes en amont du chantier : prévoir un inventaire complémentaire ciblé sur ces espèces au cours de l'été précédent les travaux, et permettant

		d'établir le cahier des charges à mettre en œuvre en phase chantier pour leur arrachage, et limiter ainsi leur propagation. Un suivi de ces espèces est également à prévoir pour permettre leur prise en compte sur les premières années de chantier/opération, par un expert écologue botaniste. - Accompagnement écologique de chantier : l'ensemble des travaux doit être suivie par un expert écologue afin d'accompagner le maître d'ouvrage pour toutes les problématiques liées à l'écologie, et notamment au démarrage des travaux. - Intégration de la biodiversité au sein du projet d'aménagement : intégration de nichoirs et gîtes à chauves-souris (possiblement au sein des murs de construction), de zones refuges pour la biodiversité (milieux arbustifs au sein des espaces paysagers, gîtes à reptiles, passages à faune entre les parcelles, etc.).
Zones humides	 Pour rappel, aucune zone humide règlementaire n'est présente sur le site. Le projet n'implique donc aucune incidence sur les zones humides du territoire communal.	-
Trame Verte et bleue	 Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine et le déplacement des espèces est d'ores et déjà très contraint au niveau du site.	-
Loi littoral	 Aucun périmètre lié à la loi littoral ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur.	-
Paysage, patrimoine, cônes de vue et covisibilité	 L'aménagement de ce site impliquera une destruction du paysage de friches agricoles et d'espaces anthropisés du site. Néanmoins, ce paysage présente peu d'enjeu de conservation.	-

	Par ailleurs, l'OAP propose des orientations permettant d'intégrer le projet dans le paysage et dans le contexte environnant comme : - La préservation ou démolition/reconstruction de l'ancien mas provençal au centre du secteur, - La création d'un rythme sur les façades avec des ordonnancements en quinconces, - Des formes urbaines différenciées dans une recherche d'harmonie sans avoir un effet monotone de l'organisation urbaine, - Un principe de pignons pour gérer le vis-à-vis entre les constructions, - Une hauteur maximale en R+1 sur l'ensemble du secteur, - Etc. De plus, la qualité paysagère du site se base sur la présence du végétal au sein du site. Le projet d'OAP prévoit notamment de végétaliser les franges du site, de créer des îlots végétalisés et un espace collectif paysager et récréatif. Il est également prévu de préserver autant que possible les arbres existants, notamment au niveau de la poche arborée au nord et le long du chemin d'Esparron.	
Risques naturels et technologiques	 L'aménagement de ce secteur de projet impliquera une artificialisation des sols et donc une exposition supplémentaire de personnes et de biens à un risque inondation et de submersion marine. Néanmoins, l'OAP prend en compte cet enjeu et prévoit de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques, des ressources et de lutte contre les ilots de chaleur urbains. Les sols perméables seront d'ailleurs préservés au maximum. L'OAP prévoit également de gérer l'évacuation des eaux de pluie et de ruissellement par des aménagements intégrés pouvant participer à l'aménagement paysager du secteur tout en évitant l'anthropisation excessive de sols : Cette gestion locale de l'infiltration des eaux de pluie permet de rafraîchir l'espace par évapotranspiration et permet d'éviter des ouvrages de grande dimension. Les poches végétalisées créées pourront faire office de réceptacle pour les eaux pluviales par exemple. Pour finir, l'OAP impose un principe de non-perméabilité du stationnement.	Il est recommandé de mettre en place des ouvrages permettant de compenser l'artificialisation des sols, notamment des noues paysagères en bordures de site.
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	 Le secteur n'est pas directement concerné par des nuisances sonores et par une qualité de l'air dégradé. La création de logements sur ce secteur n'impliquera donc pas d'exposition significative de la nouvelle population à ces nuisances. Toutefois, la création de logements entrainera l'augmentation de voitures et donc l'augmentation des nuisances associées. Il est cependant prévu de développer les continuités modes actifs afin de limiter l'utilisation de la voiture.	-
Desserte et stationnement	 Le projet d'OAP prévoit d'assurer l'accessibilité au site en s'appuyant sur le réseau existant. Une voie de bouclage en double sens entre le chemin d'Esparron et le chemin Haut de Peccais sera créé. Un	-

	cheminement modes actifs en doublage de la voie nouvelle est également prévu dans l'OAP. Une sécurisation du croisement de flux automobiles et modes actifs entre la voie nouvelle et les voies existantes sera assurée. De plus, l'OAP demande à ce que le stationnement soit compris dans l'enveloppe de l'opération.	
Eau et assainissement	 Ce projet prévoit la création de 100 logements supplémentaires, impliquant ainsi une augmentation en conséquence du besoin d'alimentation en eau potable et du besoin d'assainissement de ces nouveaux logements. La localisation du site au sein de l'enveloppe urbaine permet d'assurer la connexion rapide aux réseaux d'eau et d'assainissement existants.	-
Énergie, climat	 L'OAP précise que l'application des principes de bio climatisme sera recherchée pour optimiser les capacités de captation de la chaleur et de rafraîchissement naturels de la construction : - L'implantation du bâti en tenant compte de son orientation et de leur caractère traversant, - La création d'écrans végétaux devant les surfaces exposées au soleil (en privilégiant les essences à feuilles caduques pour augmenter la lumière en hiver), - Une implantation des constructions permettant de favoriser l'emploi des énergies renouvelables ainsi qu'un éclairage naturel optimal, tout en se protégeant des vents dominants, - La préférence pour des arbres à feuillage caduc de grand développement pour garantir un ombrage en été sur les surfaces minéralisées, - La préservation de la pleine terre et le renforcement de la présence des végétaux, - Une qualité des espaces publics et de gestion de la ressource en eau en optimisant les plantations d'essences locales non allergènes, résistantes et peu consommatrices d'eau, - Etc.	-
Impact global de l'OAP		
Impacts résiduels si application des mesures ERC proposées		

Les études réalisées en amont sur ce secteur (pré-diagnostic, étude zone humide…) ont permis d'identifier les enjeux environnementaux et ainsi retenir un scénario intégrant ces enjeux. L'aménagement de ce site impliquera donc des incidences limitées, essentiellement liées à la consommation d'espaces dont des espaces jouant un rôle dans la gestion du risque inondation et de ruissellement et impliquera une exposition supplémentaire de personnes à ces risques.

Des mesures complémentaires sont proposées, notamment vis-à-vis de la biodiversité et des risques, permettant ainsi de limiter davantage les incidences sur l'environnement.

OAP n°4 : Vistre

Description générale du site

Le secteur se situe à proximité immédiate du centre-ville de la commune et du canal de Rhône à Sète.

Il est intégré dans un tissu urbain résidentiel assez dense. Il est desservi par la rue des Lilas au Nord et par une voie d'accès menant à la rue du Vistre au Sud. Le secteur est adjacent à une opération d'envergure sur une friche SNCF. Le secteur est en limite du périmètre du secteur patrimonial remarquable.

Le secteur est principalement occupé par une végétation dense d'arbres de haute tige ainsi que par quelques habitations.

Ce secteur occupe une surface de 0,36 ha et a vocation à accueillir de l'habitat.

Etat des lieux du site

Tableau 8 : Description générale du site du Vistre

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Périmètres d'inventaire/de protection	Le secteur est localisé au sein des périmètres suivants : - Espace Naturel Sensible : « La Camargue gardoise », - ZNIEFF de type II : « Camargue gardoise ». Le secteur est également localisé à environ 300 mètres du site RAMSAR de « La petite Camargue », à moins de 450 mètres au nord de la ZNIEFF de type I « Salins et marais de la Marette », à moins de 900 mètres au nord de la ZNIEFF de type I « Salins d'Aigues-Mortes » et à moins de 700 mètres au sud-ouest de la ZNIEFF de type I « Marais du Bourgidou ». Toutefois, ce petit secteur est entouré de zones urbanisées/anthropisées, limitant ainsi significativement le niveau d'enjeu vis-à-vis de ces périmètres.	**Faible**	-
Natura 2000	Le secteur est localisé au cœur de la Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitats) de la « Petite Camargue » et à moins de 750 mètres au nord de la Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) de la « Petite Camargue laguno-marine ». Toutefois, ce petit secteur est entouré de zones urbanisées/anthropisées, limitant ainsi significativement le niveau d'enjeu vis-à-vis de ces périmètres.	**Faible**	-
Biodiversité et fonctionnalité écologique	Le secteur de projet abrite des habitations avec leur jardins arborés. Le secteur est principalement concerné par une végétation dense d'arbres de haute tige. Ce secteur occupe une surface limitée et est entouré de zones urbanisées/anthropisées limitant significativement sa fonctionnalité et son attractivité écologiques. Seule une biodiversité commune, peu farouche, est susceptible de fréquenter ce site : Moineau domestique, Pie bavarde, Bergeronnette grise, Piéride de la rave, etc.	**Faible à modéré**	Maintenir des espaces de pleine terre végétalisés et renforcer la trame végétale du site. Préserver la trame arborée existante autant que possible.
Zones humides	Aucune zone humide inventoriée n'est connue sur ce secteur. De plus, ce dernier est en partie urbanisé.	**Faible**	Au vue du contexte communal, il est néanmoins recommandé de réaliser un inventaire zone humide afin de confirmer l'absence de zone humide.

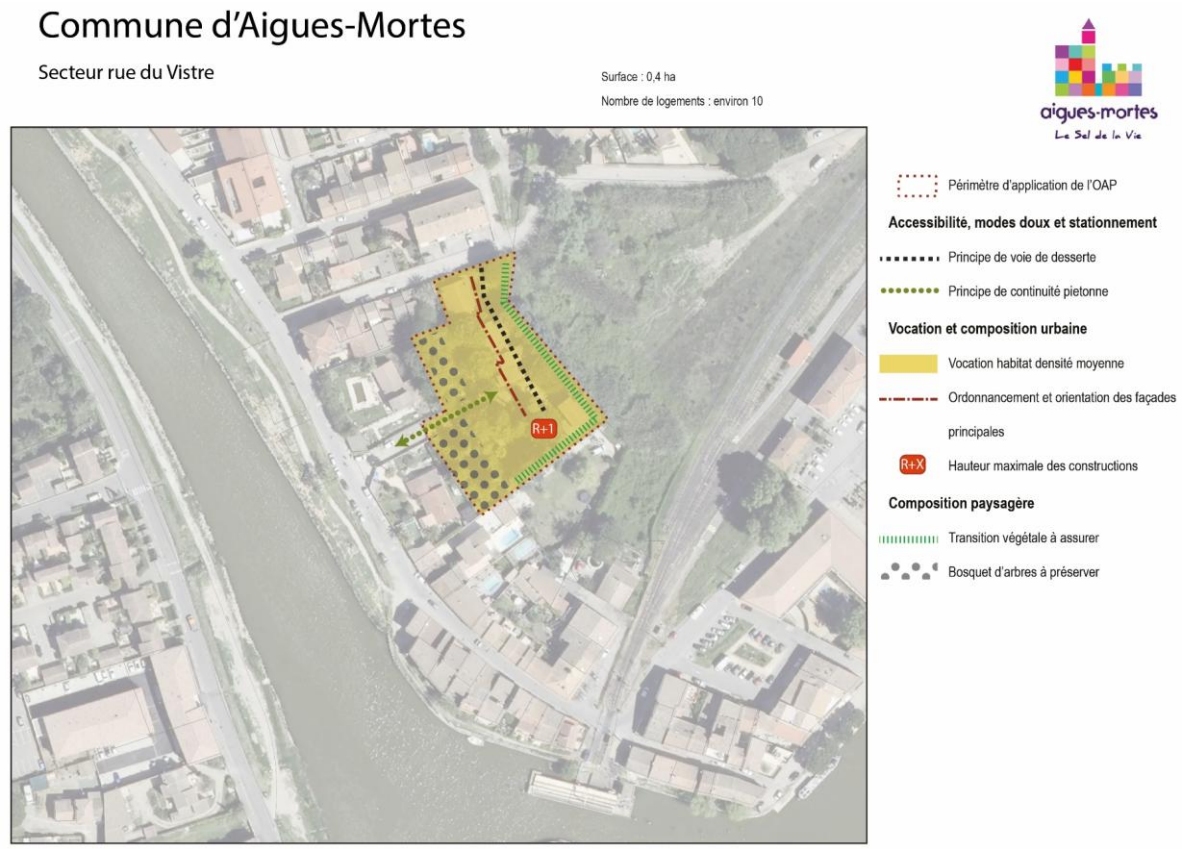
Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Trame Verte et bleue	Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique n'est recensé sur ce secteur de projet. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, limitant ainsi significativement le déplacement des espèces.	**Faible**	-
Loi littoral	Le secteur appartient aux agglomérations et villages support d'urbanisation identifiés à l'échelle du SCoT au titre de la loi littoral.	**Faible**	-
Paysage et patrimoine	Le secteur présente un paysage arboré en zone urbanisée. Le secteur est en limite du périmètre du secteur patrimonial remarquable. Il est également localisé à moins de 300 mètres au nord des sites classés « Le Panorama découvert depuis la voie littorale CDN 62 » et « Les terrains en avant de la porte de la Gardette ». Ces derniers sont associés au site inscrit du « Lieu-dit Fricasse ». Néanmoins, ces sites sont déconnectés du secteur de projet par des zones urbanisées.	**Faible à modéré**	-
Cônes de vue, covisibilité	Ce secteur occupe une surface limitée entourée de zones urbanisées et au cœur de l'enveloppe urbaine. Il est localisé derrière la gare d'Aigues-Mortes. La covisibilité du secteur est donc limitée.	**Faible**	-
Risques naturels	Secteur non concerné par un aléa incendie. Le secteur est concerné par le PPRI et est localisé en zone d'aléa résiduel et modéré d'inondation en zone urbanisée. Il est également concerné par un risque de ruissellement.	**Faible à modéré**	Maintenir des espaces de pleine terre non artificialisée pouvant servir de zones de stockage des eaux de ruissellement. Prévoir des aménagements permettant de compenser l'artificialisation des sols : noues paysagères, fossés…
Risques technologiques	Non concerné	**Nul**	-
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	Le secteur n'est pas directement concerné par des nuisances sonores significatives liés aux axes routiers. Il est cependant localisé derrière la gare SNCF d'Aigues-Mortes. Cette dernière est susceptible d'engendrer des nuisances sonores au niveau du secteur de projet. Aucun site et sol pollué n'est présent au sein ou à proximité immédiate du secteur.	**Faible à modéré**	Prévoir des mesures permettant d'intégrer les nuisances sonores potentielles liées à la gare (orientation des bâtis, végétalisation de la bordure est et sud du secteur…).
Accessibilité /réseaux	Le secteur est desservi par la rue des Lilas au Nord et par une voie d'accès menant à la rue du Vistre au Sud. Le secteur est localisé à proximité de la voie ferrée et de la gare à l'est.	**Faible**	-
Proximité enveloppe urbaine	Le secteur est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, à proximité du centre-ville et correspond à un projet de densification.	**Faible**	-
Enjeu global du site	**Faible à modéré** Enjeux concernant : - La préservation de la trame arborée. - L'intégration paysagère du site vis-à-vis de la proximité de périmètres paysagers à enjeux. - La gestion du risque inondation et du ruissellement sur le site. - La prise en compte des nuisances sonores liées à la proximité de la voie ferrée et de la gare.		

Quelques vues du secteur

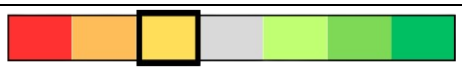


Figure 13 : Photos du site du Vistre – Source : Google Maps

Schéma de l'OAP



Analyse environnementale de l'évolution de l'OAP		
Thématiques environnementales	**Incidences environnementales positives/négatives**	**Préconisations & Mesures d'évitement-réduction**
Consommation d'espace	 L'ouverture à l'urbanisation du secteur entrainera une incidence négative sur le changement d'affectation du sol et entrainera une consommation d'espace d'au maximum 0,4 ha. La consommation d'espace sur ce secteur est donc limitée. Cette parcelle consommée est localisée au cœur de l'enveloppe urbaine. De plus, le projet d'OAP prévoit de maintenir des espaces non artificialisés : bosquets d'arbres à préserver à l'ouest, transition végétale à assurer à l'est.	-
Proximité enveloppe urbaine	 Ce secteur est situé au cœur de l'enveloppe urbaine. Cette OAP porte un projet de densification.	-
Périmètres d'inventaire/de protection	 Ce secteur de projet est soumis à l'urbanisation voisine et est peu fonctionnel d'un point de vue écologique. Il ne participe pas au maintien de la qualité écologique des périmètres de protection présents sur ou à proximité du secteur. L'aménagement de ce site ne remettra pas en cause la conservation de ces périmètres.	-
Natura 2000	 Ce secteur de projet est soumis à l'urbanisation voisine et est peu fonctionnel d'un point de vue écologique. Il n'abrite pas d'habitat d'intérêt communautaire et est peu favorable/attractif pour les espèces d'intérêt communautaire. De plus, l'aménagement est prévu sur une surface maximale de 0,4 ha. Ainsi, la taille du secteur, sa localisation et son occupation du sol permettent de garantir l'absence d'incidence significative de l'aménagement de ce secteur sur les sites Natura 2000.	-
Biodiversité et fonctionnalité écologique	 L'aménagement de ce secteur impliquera une destruction d'espaces de jardins (pelouses entretenues), une réduction de la trame arborée et une perte de la biodiversité associée. Néanmoins, la biodiversité liée à ce secteur est fortement limitée et soumise à l'urbanisation voisine. De plus, le projet s'insérera dans une démarche de parc habité. L'OAP prévoit de réaliser un traitement végétalisé (franges végétales) des limites est et sud du secteur avec le reste du tissu urbain, de préserver un bosquet d'arbres localisé en limite ouest et de préserver autant que possible les arbres de haute tige. La qualité de la densification du site doit se baser sur la continuité par le paysage et par la présence du végétale. La densité de bâtie devra permettre de conserver la végétation dans les parcelles, notamment les arbres en limite de secteur.	Il est recommandé de maintenir des espaces végétalisés multi-espèces locales et multi-strates : arborées, arbustives et herbacées afin d'offrir des refuges variés aux espèces présentes.

	Ces orientations permettent de maintenir une certaine fonctionnalité écologique du site.	
Zones humides	 Pour rappel, aucune zone humide règlementaire n'est présente sur le site. Toutefois, au vu du contexte communal et de la topographie du site, la présence d'un sol stockant au moins ponctuellement l'eau n'est pas à exclure. L'aménagement de ce site pourrait ainsi entrainer une destruction d'espaces non artificialisés participant au stockage ponctuel de l'eau. Néanmoins, l'OAP prévoit de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques. De plus, il est prévu d'organiser l'évacuation des eaux de pluie et de ruissellement par des aménagements intégrés pouvant participer à l'aménagement paysager du secteur tout en évitant l'anthropisation excessive de sols.	-
Trame Verte et bleue	 Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine et le déplacement des espèces est d'ores et déjà très contraint au niveau du site.	-
Loi littoral	 Aucun périmètre lié à la loi littoral ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur.	-
Paysage, patrimoine, cônes de vue et covisibilité	 L'aménagement de ce site impliquera une destruction du paysage arboré du site. Néanmoins, ce paysage présente peu d'enjeu de conservation. Par ailleurs, l'OAP propose des orientations permettant d'intégrer le projet dans le paysage et dans le contexte environnant, en limitant notamment la hauteur des bâtis à du R+1 et en prévoyant une implantation des bâtis privilégiant un principe de façades en quinconces. De plus, l'OAP prévoit de maintenir le caractère végétalisé du site. Le projet devra s'insérer dans une démarche de parc habité. Il est également prévu de réaliser un traitement végétalisé (franges végétales) des limites est et sud du secteur avec le reste du tissu urbain, de préserver un bosquet d'arbres localisé en limite ouest et de préserver autant que possible les arbres de haute tige. La qualité de la densification du site doit se baser sur la continuité par le paysage et par la présence du végétale. La densité de bâtie devra permettre de conserver la végétation dans les parcelles, notamment les arbres en limite de secteur.	-
Risques naturels et technologiques	 L'aménagement de ce secteur de projet impliquera une artificialisation des sols et donc une exposition supplémentaire de personnes et de biens à un risque inondation. Néanmoins, la surface concernée par une artificialisation est limitée (maximum 0,4 ha). De plus, l'OAP prévoit de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques, des ressources et de lutte contre les ilots de chaleur urbains. Les sols perméables seront d'ailleurs préservés au maximum.	Mettre en place une noue paysagère en bordures du site afin de compenser l'artificialisation des sols et limiter le ruissellement.

	L'OAP prévoit également de gérer l'évacuation des eaux de pluie et de ruissellement par des aménagements intégrés pouvant participer à l'aménagement paysager du secteur tout en évitant l'anthropisation excessive de sols. Une gestion locale de l'infiltration des eaux de pluie permettra de rafraîchir l'espace par évapotranspiration notamment avec l'utilisation de noues et d'éviter des ouvrages de grande dimension.	
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	 L'aménagement de ce secteur impliquera une exposition supplémentaires de personnes à des nuisances sonores liées à la voie ferrée et à la gare. Néanmoins, il est prévu de réaliser un traitement végétalisé (franges végétales) des limites est et sud du secteur avec le reste du tissu urbain, de préserver un bosquet d'arbres localisé en limite ouest et de préserver autant que possible les arbres de haute tige. Le maintien de cette trame végétale permettra de limiter les nuisances sur le secteur. La création de logements entrainera l'augmentation de voitures et donc l'augmentation des nuisances associées. Cependant, il est seulement prévu la construction de 10 logements impliquant une présence limitée de la voiture. De plus, il est prévu de développer les cheminements doux.	Prévoir des mesures permettant d'intégrer les nuisances sonores potentielles liées à la gare (orientation des bâtis…).
Desserte et stationnement	 Le projet d'OAP prévoit d'assurer l'accessibilité au site en s'appuyant sur le réseau existant. Il est prévu la création d'une voie d'accès en impasse avec raquette de retournement depuis la rue des Lilas au Nord. Il est également prévu l'aménagement d'une continuité piétonne vers la rue du Vistre. Les stationnements seront gérés à la parcelle.	-
Eau et assainissement	 Ce projet prévoit la création de 10 logements supplémentaires, impliquant ainsi une augmentation en conséquence du besoin d'alimentation en eau potable et du besoin d'assainissement de ces nouveaux logements. La localisation du site au sein de l'enveloppe urbaine permet d'assurer la connexion rapide aux réseaux d'eau et d'assainissement existants.	-
Énergie, climat	 L'OAP précise que l'application des principes de bio climatisme sera recherchée pour optimiser les capacités de captation de la chaleur et de rafraîchissement naturels de la construction : - L'implantation du bâti en tenant compte de son orientation et de leur caractère traversant, - La création d'écrans végétaux devant les surfaces exposées au soleil (en privilégiant les essences à feuilles caduques pour augmenter la lumière en hiver), - Une implantation des constructions permettant de favoriser l'emploi des énergies renouvelables ainsi qu'un éclairage naturel optimal, tout en se protégeant des vents dominants, - La préférence pour des arbres à feuillage caduc de grand développement pour garantir un ombrage en été sur les surfaces minéralisées, - La préservation de la pleine terre et le renforcement de la présence des végétaux, - Une qualité des espaces publics et de gestion de la ressource en eau en optimisant les plantations d'essences locales non allergènes, résistantes et peu consommatrices d'eau,	-

	- Etc.	
Impact global de l'OAP		
Impacts résiduels si application des mesures ERC proposées		

Ce secteur de projet, localisé au cœur de l'enveloppe urbaine, sur une petite surface, présente peu d'enjeux environnementaux. L'aménagement de ce site impliquera seulement une consommation d'espaces/réduction de la trame arborée et une exposition de personnes à un risque inondation et à des nuisances sonores liées à la gare. L'OAP propose des orientations permettant d'intégrer au mieux ces enjeux environnementaux, limitant ainsi les incidences de ce projet sur l'environnement.

OAP n°5 : Tennis

Description générale du site

Le secteur se situe à proximité du centre-ville de la commune et du canal du Rhône à Sète. Il se localise en face du cimetière communal. Il est desservi par la rue de la Pinède à l'ouest, la rue Alphonse Daudet à l'Est et la rue Jeanne Demessieux au Sud. Il s'agit d'un foncier communal.

Il s'agit d'une zone dédiée aux équipements de tennis. Il n'est à ce titre que faiblement construit mais présente plusieurs arbres de haute tige sur son pourtour.

Ce secteur occupe une surface de 0,78 ha et a vocation à accueillir de l'habitat.

Etat des lieux du site

Tableau 9 : Description générale du site des Tennis

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Périmètres d'inventaire/de protection	Le secteur est localisé au sein des périmètres suivants : - Espace Naturel Sensible : « La Camargue gardoise », - ZNIEFF de type II : « Camargue gardoise ». Le secteur est également localisé à environ 750 mètres du site RAMSAR de « La petite Camargue », à moins de 750 mètres au nord-est de la ZNIEFF de type I « Salins et marais de la Marette » et à moins de 800 mètres au nord de la ZNIEFF de type I « Salins d'Aigues-Mortes ». Toutefois, ce secteur est d'ores et déjà aménagé (terrain de tennis) et entouré de zones urbanisées/anthropisées, limitant ainsi significativement le niveau d'enjeu vis-à-vis de ces périmètres.	**Faible**	-
Natura 2000	Le secteur est localisé au cœur de la Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitats) de la « Petite Camargue » et à moins de 300 mètres au nord de la Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) de la « Petite Camargue laguno-marine ». Toutefois, ce secteur est d'ores et déjà aménagé (terrain de tennis) et entouré de zones urbanisées/anthropisées, limitant ainsi significativement le niveau d'enjeu vis-à-vis de ces périmètres.	**Faible**	-
Biodiversité et fonctionnalité écologique	Le secteur de projet est d'ores et déjà aménagé et abrite des terrains de tennis. Il n'est à ce titre que faiblement construit mais présente plusieurs arbres de haute tige sur son pourtour. Ce secteur occupe une surface limitée et est entouré de zones urbanisées/anthropisées limitant significativement sa fonctionnalité et son attractivité écologiques. Seule une biodiversité commune, peu farouche, est susceptible de fréquenter ce site : Moineau domestique, Pie bavarde, etc.	**Faible**	Maintenir des espaces de pleine terre végétalisés et renforcer la trame végétale du site. Préserver la trame arborée existante autant que possible.
Zones humides	Aucune zone humide inventoriée n'est connue sur ce secteur. De plus, ce dernier est d'ores et déjà artificialisé (terrain de tennis).	**Faible**	-
Trame Verte et bleue	Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique n'est recensé sur ce secteur de projet. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, limitant ainsi significativement le déplacement des espèces.	**Faible**	-
Loi littoral	Le secteur appartient aux agglomérations et villages support d'urbanisation identifiés à l'échelle du SCoT au titre de la loi littoral.	**Faible**	-
Paysage et patrimoine	Le secteur présente un paysage urbanisé (terrain de tennis). Le secteur est localisé à environ 200 mètres au nord des sites classés « Les terrains en avant de la porte de la Gardette ». Ces derniers sont associés au site inscrit du « Lieu-dit Fricasse ». On retrouve également à environ 500 mètres au sud, le site classé	**Faible à modéré**	-

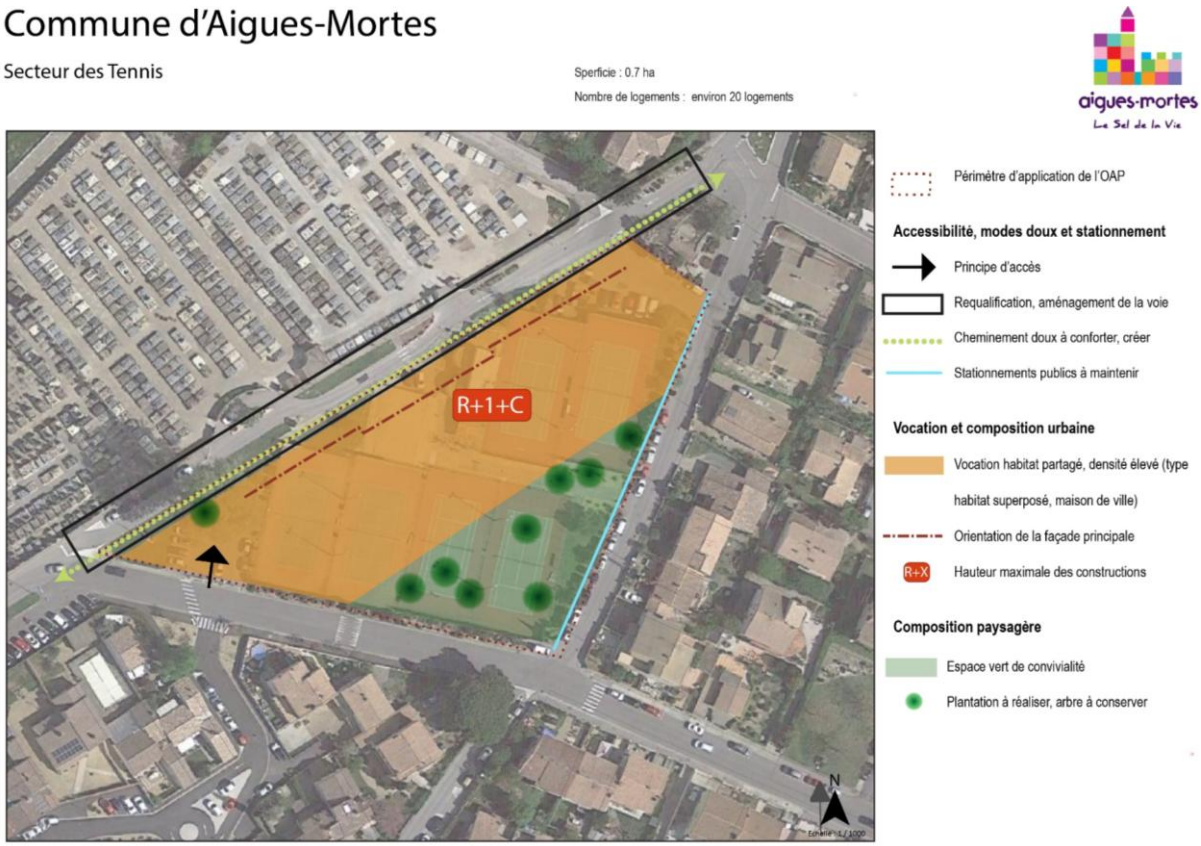
Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
	« Ensemble formé par l'Etang de la ville et ses abords » et à 500 mètres au nord, le site inscrit « Ensemble formé par la Camargue ». Néanmoins, ces sites sont déconnectés du secteur de projet par des zones urbanisées.		
Cônes de vue, covisibilité	Ce secteur occupe une surface limitée entourée de zones urbanisées et au cœur de l'enveloppe urbaine. Il abrite des terrains de tennis et est localisé entre plusieurs axes routiers, pouvant impliquer une covisibilité avec ces axes.	**Faible à modéré**	-
Risques naturels	Secteur non concerné par un aléa incendie. Le secteur est concerné par le PPRI et est localisé en zone d'aléa résiduel et modéré d'inondation en zone urbanisée. Il est également concerné par un risque de ruissellement.	**Faible à modéré**	Maintenir des espaces de pleine terre non artificialisée pouvant servir de zones de stockage des eaux de ruissellement. Prévoir des aménagements permettant de compenser l'artificialisation des sols : noues paysagères, fossés…
Risques technologiques	Non concerné	**Nul**	-
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	Le secteur est localisé au sein de l'enveloppe urbaine. Il n'est pas soumis à des nuisances sonores significatives. Aucune route classée n'est localisée à proximité immédiate du site. Aucun site et sol pollué n'est présent sur ou à proximité immédiate du secteur.	**Faible**	-
Accessibilité /réseaux	Le secteur est desservi par la rue de la Pinède à l'ouest, la rue Alphonse Daudet à l'Est et la rue Jeanne Demessieux au Sud.	**Faible**	-
Proximité enveloppe urbaine	Le secteur est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, à proximité du centre-ville et correspond à un projet de renouvellement urbain. Il s'agit d'un foncier communal, localisé en face du cimetière communal.	**Faible**	-
Enjeu global du site	**Faible** Enjeux concernant : - L'intégration paysagère du site vis-à-vis de la proximité de périmètres paysagers à enjeux. - La gestion du risque inondation et du ruissellement sur le site.		

Quelques vues du secteur



Figure 14 : Photos du site des Tennis– Source : Google Maps

Schéma de l'OAP



Analyse environnementale de l'évolution de l'OAP		
Thématiques environnementales	**Incidences environnementales positives/négatives**	**Préconisations & Mesures d'évitement-réduction**
Consommation d'espace	 Ce projet d'OAP concerne un projet de renouvellement urbain. Les aménagements prévus seront réalisés au niveau des terrain de tennis. De plus, l'OAP prévoit la création d'un espace vert de convivialité sur la partie sud du secteur, impliquant une désartificialisation de cette zone.	S'assurer de la désartificialisation de l'espace public et de la restauration de zones de pleine terre végétalisée.
Proximité enveloppe urbaine	 Ce secteur est situé au cœur de l'enveloppe urbaine. Cette OAP porte un projet de renouvellement urbain.	-
Périmètres d'inventaire/de protection	 Ce secteur de projet est soumis à l'urbanisation voisine et est peu fonctionnel d'un point de vue écologique. Il ne participe pas au maintien de la qualité écologique des périmètres de protection présents sur ou à proximité du secteur. L'aménagement de ce site ne remettra pas en cause la conservation de ces périmètres.	-
Natura 2000	 Ce secteur de projet est soumis à l'urbanisation voisine et est peu fonctionnel d'un point de vue écologique. Il n'abrite pas d'habitat d'intérêt communautaire et est peu favorable/attractif pour les espèces d'intérêt communautaire. Ainsi, l'aménagement de ce site ne remettra pas en cause la conservation des sites Natura 2000.	-
Biodiversité et fonctionnalité écologique	 L'aménagement de ce site prévoit des aménagements sur des zones d'ores et déjà artificialisées. Aucun habitat agro-naturel n'est concerné par ces aménagements. De plus, l'OAP prévoit de créer un espace public densément planté sur la partie sud du site. Il est également prévu de traiter les limites du secteurs avec le reste du tissu urbain par des franges végétales. Il est également prévu de préserver les principaux arbres de haute tige présents sur le secteur. Seuls quelques arbres et arbustes domestiques, dont la fonctionnalité écologique est limitée seront supprimés. La qualité de la densification du site doit se baser sur la continuité par le paysage et par la présence du végétale. La densité de bâtie devra permettre de conserver la végétation dans les parcelles. Ces orientations permettent de renforcer la naturalité et la fonctionnalité écologique du site et impliquent donc des incidences positives sur la biodiversité.	S'assurer de la désartificialisation de l'espace public et de la restauration de zones de pleine terre végétalisée.
Zones humides		-

	Ce projet prévoit du renouvellement urbain et de désartificialiser une partie du secteur. Aucune zone humide n'est concernée par ce projet.	
Trame Verte et bleue	 Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine et le déplacement des espèces est d'ores et déjà très contraint au niveau du site.	-
Loi littoral	 Aucun périmètre lié à la loi littoral ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur.	-
Paysage, patrimoine, cônes de vue et covisibilité	 L'aménagement de ce site impliquera une évolution du paysage urbain existant (terrain de tennis). Néanmoins, ce paysage présente peu d'enjeu de conservation. Par ailleurs, l'OAP propose des orientations permettant d'intégrer le projet dans le paysage et dans le contexte environnant, en proposant un ensemble résidentiel à densité élevée avec une hauteur néanmoins limitée à du R+2. La typologie d'habitat sera en cohérence avec le tissu urbain existant : habitat superposé, maison de ville, petit collectif, etc. Les construction seront localisées en front de la rue de la Pinède avec un principe de discontinuité des façades pour donner du rythme. De plus, l'OAP prévoit la création d'un espace public de quartier comme espace de convivialité. Cet espace public sera densément planté, de convivialité à usage de l'opération mais aussi du quartier. Il est prévu de préserver les principaux arbres de haute tige et de traiter les limites du secteur avec le reste du tissu urbain par des franges végétales. La qualité de la densification du site doit se baser sur la continuité par le paysage et par la présence du végétale. La densité de bâtie devra permettre de conserver la végétation dans les parcelles.	Il est recommandé de végétaliser l'interface nord, le long du cheminement doux.
Risques naturels et technologiques	 L'aménagement de ce secteur de projet impliquera une exposition supplémentaire de personnes et de biens à un risque inondation. Cependant, ce projet consiste à réaliser du renouvellement urbain. Il n'y a donc pas d'artificialisation des sols supplémentaire. De plus, il est prévu de réaliser un espace public de quartier, impliquant une désartificialisation de la zone. De plus, l'OAP prévoit de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques, des ressources et de lutte contre les ilots de chaleur urbains. L'OAP prévoit également de gérer l'évacuation des eaux de pluie et de ruissellement par des aménagements intégrés pouvant participer à l'aménagement paysager du secteur tout en évitant l'anthropisation excessive de sols. Une gestion locale de l'infiltration des eaux de pluie permettra de rafraîchir l'espace par évapotranspiration notamment avec l'utilisation de noues et d'éviter des ouvrages de grande dimension.	Mettre en place une noue paysagère en bordures du site afin de renforcer la gestion de ce risque inondation et de ruissellement.

	Pour finir, l'OAP prévoit des constructions d'une hauteur maximale en R+ 2 permettant éventuellement de positionner les parkings en rdc en fonction des contraintes du PPRI.	
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	 Le secteur n'est pas directement concerné par des nuisances sonores et par une qualité de l'air dégradé. La création de logements sur ce secteur n'impliquera donc pas d'exposition significative de la nouvelle population à ces nuisances. Toutefois, la création de logements entrainera l'augmentation de voitures et donc l'augmentation des nuisances associées. Il est cependant prévu de développer les continuités modes actifs afin de limiter l'utilisation de la voiture.	-
Desserte et stationnement	 Le projet d'OAP prévoit d'assurer l'accessibilité au site en s'appuyant sur le réseau existant. Il est prévu la requalification de la rue de la Pinède comprenant l'intégration d'une voie modes actifs. L'accès privilégié à l'opération se fera par la rue Jeanne Demessieux. Concernant les stationnements, il est prévu de gérer le stationnement de l'ensemble résidentiel dans l'enveloppe de l'opération et de maintenir les stationnements existants rue Alphonse Daudet pour les riverains. Par ailleurs, l'OAP prévoit des constructions d'une hauteur maximale en R+ 2 permettant éventuellement de positionner les parkings en rdc en fonction des contraintes du PPRI.	-
Eau et assainissement	 Ce projet prévoit la création de 20 logements supplémentaires, impliquant ainsi une augmentation en conséquence du besoin d'alimentation en eau potable et du besoin d'assainissement de ces nouveaux logements. La localisation du site au sein de l'enveloppe urbaine permet d'assurer la connexion rapide aux réseaux d'eau et d'assainissement existants.	-
Énergie, climat	 L'OAP précise que l'application des principes de bio climatisme sera recherchée pour optimiser les capacités de captation de la chaleur et de rafraîchissement naturels de la construction : - L'implantation du bâti en tenant compte de son orientation et de leur caractère traversant, - La création d'écrans végétaux devant les surfaces exposées au soleil (en privilégiant les essences à feuilles caduques pour augmenter la lumière en hiver), - Une implantation des constructions permettant de favoriser l'emploi des énergies renouvelables ainsi qu'un éclairage naturel optimal, tout en se protégeant des vents dominants, - La préférence pour des arbres à feuillage caduc de grand développement pour garantir un ombrage en été sur les surfaces minéralisées, - La préservation de la pleine terre et le renforcement de la présence des végétaux, - Une qualité des espaces publics et de gestion de la ressource en eau en optimisant les plantations d'essences locales non allergènes, résistantes et peu consommatrices d'eau, - Etc.	-

Impact global de l'OAP	
Impacts résiduels si application des mesures ERC proposées	

Ce secteur de projet, localisé au cœur de l'enveloppe urbaine, sur une petite surface, présente peu d'enjeux environnementaux. Ce site est d'ores et déjà artificialisé et occupé par des terrains de tennis. Les enjeux concernent ainsi l'intégration paysagère du projet et la gestion du risque inondation. Le projet d'OAP intègre ces enjeux et prévoit une désartificialisation partielle du site (création d'un parc) impliquant ainsi des incidences positives du projet sur l'environnement.

OAP n°6 : Route de Nîmes

Description générale du site

Le secteur constitue l'entrée de ville nord de la commune. Le secteur se compose d'un tissu urbain mixte et la gare d'Aigues-Mortes. Il est traversé par la D 979, artère structurante de la commune et très fréquentée. Le secteur est entouré de la voie ferrée à l'ouest et du canal du Rhône à Sète à l'est.

L'organisation urbaine autour de la D979 a été réalisée au coup par coup. Le tissu urbain se caractérise par un tissu mixte diversifié notamment des grandes surfaces commerciales, de l'habitat, de l'hôtellerie. En façade du canal, à côté de la gare et du pont de Provence, le tissu se compose d'un tissu type faubourg avec de la maison de ville avec des rdc commerciaux. Une partie du secteur est inscrite dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable et du Périmètre Délimité des Abords.

Ce secteur occupe une surface de 16,39 ha et a vocation à accueillir de l'habitat, de l'activité et des équipements.

Etat des lieux du site

Tableau 10 : Description générale du site de la Route de Nîmes

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Périmètres d'inventaire/de protection	Le secteur est localisé au sein des périmètres suivants : - Espace Naturel Sensible : « La Camargue gardoise », - ZNIEFF de type II : « Camargue gardoise ». Le secteur est également localisé à moins de 250 mètres du site RAMSAR de « La petite Camargue », à moins de 500 mètres à l'ouest de la ZNIEFF de type I « Marais du Bourgidou » et à moins de 500 mètres au nord de la ZNIEFF de type I « Salins et marais de la Marette ». Toutefois, ce secteur est en grande partie urbanisé et est bordé par une voie ferrée et un axe routier structurant, limitant ainsi significativement le niveau d'enjeu vis-à-vis de ces périmètres. Les enjeux se concentrent essentiellement en frange sud-est du secteur, en bordure du canal du Rhône à Sète.	**Faible à modéré**	Maintenir des zones végétalisées favorables aux espèces visées par ces périmètres à enjeux, notamment en bordure du canal.
Natura 2000	Le secteur est localisé au cœur de la Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitats) de la « Petite Camargue », à environ 160 mètres au nord de la Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) de la « Petite Camargue laguno-marine » et à plus de 1000 mètres au sud de la Zone de Protection Spéciale « Camargue gardoise fluvio-lacustre ». Toutefois, ce secteur est en grande partie urbanisé et est bordé par une voie ferrée et un axe routier structurant, limitant ainsi significativement le niveau d'enjeu vis-à-vis de ces périmètres. Les enjeux se concentrent essentiellement en frange sud-est du secteur, en bordure du canal du Rhône à Sète.	**Faible à modéré**	Maintenir des zones végétalisées favorables aux espèces d'intérêt communautaire, notamment en bordure du canal.
Biodiversité et fonctionnalité écologique	Le secteur est en grande partie urbanisé. Il abrite la zone d'activités en entrée de ville nord de la commune. Des axes routiers structurants et une voie ferrée traversent ce secteur. Les quelques espaces non construits correspondent à des jardins privés de type pelouses/prairies entretenues et en partie arborés. Le caractère urbain de la zone et les axes routiers et ferrés présents limitent significativement la fonctionnalité écologique de la zone. Cette dernière est peu attractive et seule une biodiversité commune, peu farouche, est susceptible de fréquenter ce site : Moineau domestique, Pie bavarde, Bergeronnette grise, Piéride de la rave, etc.	**Faible à modéré**	Maintenir des espaces de pleine terre végétalisés et renforcer la trame végétale du site. Préserver la trame arborée existante autant que possible.

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
	Les enjeux écologiques se concentrent essentiellement en frange sud-est du secteur, en bordure du canal du Rhône à Sète. Malgré l'entretien régulier de ces berges, ce canal est davantage fonctionnel d'un point de vue écologique que le reste du secteur.		Préserver les berges du canal et végétaliser les bordures du canal.
Zones humides	Aucune zone humide inventoriée n'est connue sur ce secteur. De plus, ce dernier est d'ores et déjà urbanisé en grande partie. Néanmoins, les quelques parcelles non construites sont susceptibles d'abriter des zones humides. Des traces d'humidité ont été relevés sur le secteur : présence d'une mare au sein du jardin au nord, présence de fossés en eau et roselières associées en bordures de routes et de certaines parcelles.	**Modéré**	Il est recommandé de réaliser des inventaires zones humides (critères pédologiques) de manière systématique au niveau des parcelles non construites ayant la vocation à être artificialisées.
Trame Verte et bleue	Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique n'est recensé sur ce secteur de projet. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine et est traversé par des axes routiers structurants et une voie ferrée, limitant ainsi significativement le déplacement des espèces.	**Faible**	-
Loi littoral	Le secteur appartient aux agglomérations et villages support d'urbanisation identifiés à l'échelle du SCoT au titre de la loi littoral.	**Faible**	-
Paysage et patrimoine	Le secteur présente un paysage urbain (zone d'activités) en entrée de ville nord. Une partie du secteur est inscrite dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable et du Périmètre Délimité des Abords. Il est également bordé à l'est par le site inscrit « Ensemble formé par la Camargue » et localisé à environ 50 mètres au nord du site inscrit « Lieu -dit Friscasse » et du site classé « Les terrains en avant de la porte de la Gardette ». A noter également la présence d'une zone boisée (pinède au sein d'un jardin) au cœur du secteur qui est protégée dans le cadre de la révision du PLU au titre de l'article L151-19 ainsi que la présence de bâtiments patrimoniaux identifiés à proximité du Pont de Provence, sur la partie sud du secteur.	**Faible à modéré**	-
Cônes de vue, covisibilité	Ce vaste secteur est localisé en entrée de ville nord. La qualité paysagère de cette entrée de ville est peu qualitative : zones d'activités, gare, voies structurantes… Il présente ainsi une covisibilité importante depuis la route de Nîmes, la RD62, la voie ferrée mais également depuis l'autre bordure du canal, au niveau du site inscrit.	**Fort**	Traiter l'entrée de ville. Végétaliser les interfaces du site et les bordures de routes. Prévoir des espaces végétalisés. Intégrer les aménagements dans le paysage existant. Limiter la hauteur des bâtis.
Risques naturels	Secteur non concerné par un aléa incendie. Le secteur est concerné par le PPRI et est localisé en zone d'aléa fort de submersion en zone urbanisée, en aléa résiduel, modéré et fort d'inondation en zone urbanisée. Il est également important de noter que le secteur est concerné par un risque de ruissellement. Pour finir, le nord du secteur est concerné par un aléa moyen de retrait/gonflement des argiles.	**Modéré**	Préserver les zones humides potentiellement présentes : fossés, mares… Maintenir des espaces de pleine terre non artificialisée pouvant servir de zones de stockage des eaux de ruissellement.

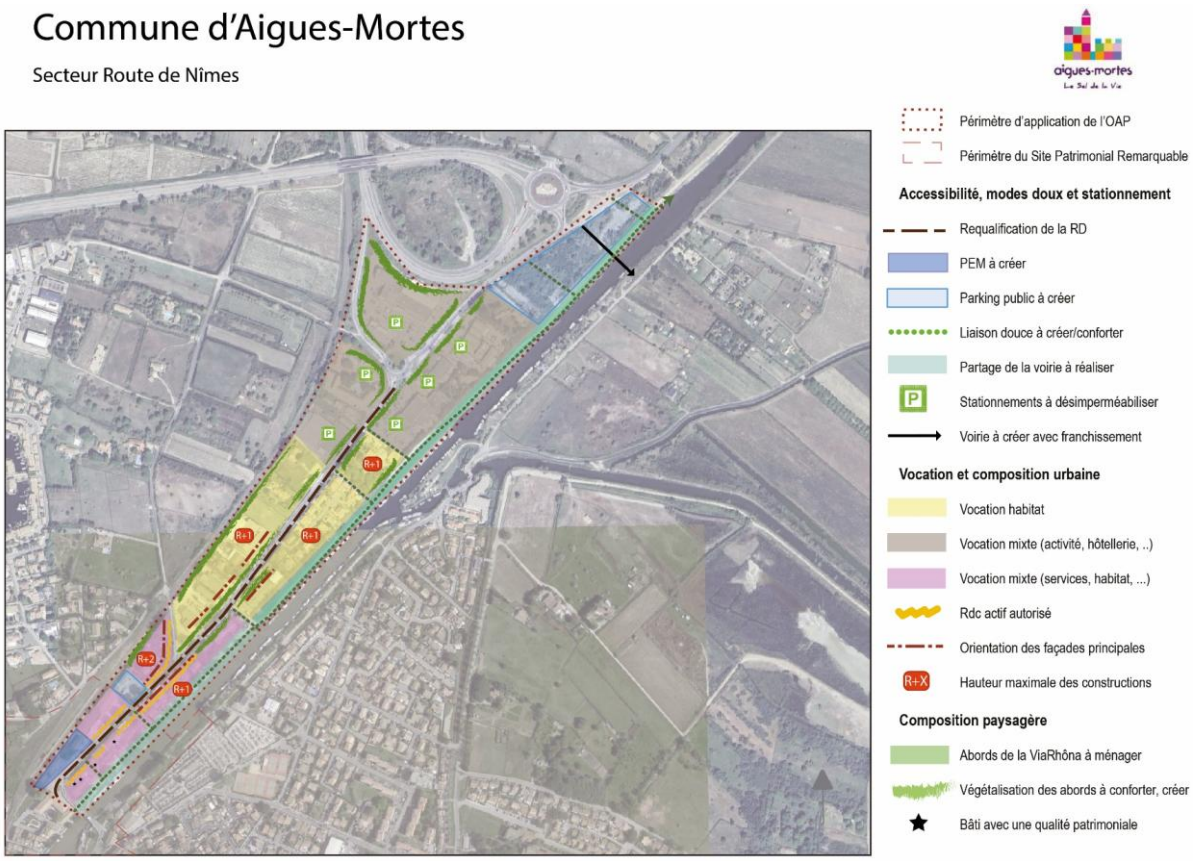
Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
			Prévoir des aménagements permettant de compenser l'artificialisation des sols : noues paysagères, fossés…
Risques technologiques	Le secteur est traversé sur sa partie nord par une canalisation de gaz. Il est également traversé par une voie ferrée et un axe routier majeur, susceptibles de permettre le transport de matière dangereuse.	**Modéré**	Intégrer la présence de cette canalisation dans l'aménagement du site. Eviter les aménagement sensibles (habitats) en bordure directe de la voie ferrée et de la route de Nîmes.
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	Le secteur est traversé par une voie ferrée et par la route de Nîmes. Ces axes de transports sont susceptibles d'engendrer des nuisances sonores significatives au sein du secteur. La route de Nîmes est notamment classée en catégorie 3 et 4 (selon le tronçon), impliquant des nuisances sonores significatives sur 100 mètres et 30 mètres respectivement de part et d'autres de la route. La totalité du secteur est soumise à des nuisances sonores et à une qualité de l'air dégradée liée à cet axe routier. Aucun site et sol pollué n'est présent au sein du secteur.	**Modéré à fort**	Eviter les aménagement sensibles (habitats) en bordure directe de la voie ferrée et de la route de Nîmes. Prévoir des mesures permettant d'intégrer les nuisances sonores et la mauvaise qualité de l'air (orientation des bâtis, localisation des prises d'air, végétalisation des bords de routes…).
Accessibilité /réseaux	Le secteur est traversé par la D 979, artère structurante de la commune et très fréquentée. Le secteur est bordé par la voie ferrée à l'ouest et abrite la gare d'Aigues-Mortes.	**Faible**	-
Proximité enveloppe urbaine	Le secteur est localisé au sein de l'enveloppe urbaine, à proximité du centre-ville et correspond à un projet de densification et de renouvellement urbain.	**Faible**	-
Enjeu global du site	**Modéré** Enjeux concernant : - La présence potentielle de zone humide et donc leur localisation et leur préservation. - L'intégration paysagère du site et le traitement qualitatif de cette entrée de ville. - La gestion de l'eau, du risque inondation, de submersion marine et du ruissellement sur le site. - La prise en compte des risques technologiques : canalisation de gaz, transports de matières dangereuses… - La prise en compte des nuisances sonores et de la qualité de l'air dégradée au sein du site.		

Quelques vues du secteur



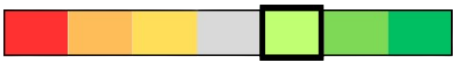
Figure 15 : Photos du site Route de Nîmes – Source : Google Maps

Schéma de l'OAP



Analyse environnementale de l'évolution de l'OAP		
Thématiques environnementales	**Incidences environnementales positives/négatives**	**Préconisations & Mesures d'évitement-réduction**
Consommation d'espace	 L'ouverture à l'urbanisation du secteur pourrait entrainer une incidence négative sur le changement d'affectation du sol et pourrait entrainer une consommation de certaines parcelles non construites. Néanmoins, la majorité du secteur est d'ores et déjà artificialisés. Le projet correspond essentiellement à du renouvellement urbain. Les seules zones potentiellement artificialisables correspondent à des jardins entretenus/prairies sur des surfaces limitées. La consommation d'espace sur ce secteur est donc limitée. De plus, le projet d'OAP prévoit de maintenir des espaces non artificialisés : abords de la ViaRhôna. Il est également prévu de désimperméabiliser les grandes nappes de parkings de la zone commerciale pour améliorer la perméabilité des sols et le paysagement.	Il est recommandé de désartificialiser davantage des espaces au sein de ce secteur : création de parcs, de zones paysagères, de noues, de bassins, etc.
Proximité enveloppe urbaine	 Ce secteur est situé au cœur de l'enveloppe urbaine. Cette OAP porte un projet de renouvellement urbain et de densification. Il est également prévu de développer la mixité fonctionnelle au sein du site.	-
Périmètres d'inventaire/de protection	 Ce secteur de projet est d'ores et déjà urbanisé et soumis à de nombreuses pressions urbaines. Il est donc peu fonctionnel d'un point de vue écologique. Il ne participe pas au maintien de la qualité écologique des périmètres de protection présents sur ou à proximité du secteur. L'aménagement de ce site ne remettra pas en cause la conservation de ces périmètres.	-
Natura 2000	 Ce secteur de projet est d'ores et déjà urbanisé et soumis à de nombreuses pressions urbaines. Il est donc peu fonctionnel d'un point de vue écologique. Il ne participe pas au maintien de la qualité écologique des périmètres de protection présents sur ou à proximité du secteur. Aucun habitat d'intérêt communautaire n'est présent au sein de ce secteur. De plus, la qualité écologique du site très limitée (caractère urbain) limite significativement la présence potentielle des espèces d'intérêt communautaire.	-
Biodiversité et fonctionnalité écologique	 L'aménagement de ce secteur impliquera une destruction potentielle de zones de jardins ou de prairies en dent creuse. Ces habitats sont peu fonctionnels d'un point de vue écologique. Ils concernent de petites surfaces et sont entretenus, grillagés et fortement soumis à l'urbanisation voisine. La biodiversité liée à ce secteur est fortement limitée. De plus, l'OAP prévoit de maintenir, voire conforter des abords végétalisés dont les abords de la ViaRhôna, tout en permettant les circulations douces.	Il est recommandé de préserver autant que possible la trame arborée du secteur. Il est recommandé de planter des espaces végétalisés multi-espèces locales et multi-strates : arborées,

	Des franges végétalisées sont prévues en limites des parcelles et de la route de Nîmes et également en limites avec la RD62 (franges sur les arrières des bâtiments commerciaux). Des écrans végétaux seront également créées le long de la voie ferrée, au niveau des opérations d'habitats. La qualité de la densification du site doit se baser sur la continuité par le paysage et par la présence du végétale. La densité de bâtie devra permettre de conserver la végétation dans les parcelles. Ces orientations permettent de maintenir une certaine fonctionnalité écologique du site.	arbustives et herbacées afin d'offrir des refuges variés aux espèces présentes. Il est notamment recommandé de végétaliser les bords du canal.
Zones humides	 Pour rappel, aucune zone humide règlementaire n'est présente sur le site. Toutefois, au vu du contexte communal et de la présence de fossés humides et d'une mare, la présence de zones humides au niveau des espaces non artificialisés n'est pas à exclure. L'aménagement de ce site pourrait ainsi entrainer une destruction de zones humides, au niveau des espaces non artificialisés. L'OAP prévoit de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques. Il est prévu de désimperméabiliser les grandes nappes de parkings de la zone commerciale pour améliorer la perméabilité des sols. De plus, la densité de bâtie retenue devra permettre de préserver au maximum les sols perméables. Néanmoins, ces mesures ne sont pas suffisantes pour exclure toute incidence sur une zone humide potentielle.	Il est recommandé de réaliser des inventaires zones humides (critères pédologiques) de manière systématique au niveau des parcelles non construites ayant la vocation à être artificialisées.
Trame Verte et bleue	 Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur. Ce dernier est localisé au sein de l'enveloppe urbaine et le déplacement des espèces est d'ores et déjà très contraint au niveau du site.	-
Loi littoral	 Aucun périmètre lié à la loi littoral ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur.	-
Paysage, patrimoine, cônes de vue et covisibilité	 Le projet d'OAP sur ce secteur a pour objectif de réorganiser le secteur pour optimiser le tissu urbain et améliorer la qualité de l'entrée de ville. Il est notamment prévu de ménager une qualité architecturale en cohérence avec le Site Patrimonial Remarquable sur les constructions en frange du canal et d'organiser l'ordonnancement des constructions sur la route de Nîmes et avenue du Pont de Provence. Les bâtiments patrimoniaux identifiés à proximité du Pont de Provence seront préservés et mis en valeur. Une hauteur maximale différenciée est prévue : du R+1 au R+2 suivant les secteurs. L'OAP prévoit également de mettre en recul les constructions à usage d'habitations de la voie ferrée. De plus, la qualité paysagère du site se base sur la présence du végétal au sein du site. Des franges végétalisées sont prévues en limites des parcelles et de la route de Nîmes (pour améliorer la qualité paysagère de l'entrée de ville) et également en limites avec la RD62 (franges sur les arrières des bâtiments	Il est recommandé prévoir des espaces publics de partages végétalisés : places végétalisées, parcs, etc.

	commerciaux pour mieux intégrer les zones de stockage). Des écrans végétaux seront également créées le long de la voie ferrée, au niveau des opérations d'habitats. L'OAP prévoit de maintenir, voire conforter des abords végétalisés dont les abords de la ViaRhôna, tout en permettant les circulations douces. Enfin, la qualité de la densification du site doit se baser sur la continuité par le paysage et par la présence du végétale. La densité de bâtie devra permettre de conserver la végétation dans les parcelles.	
Risques naturels et technologiques	 L'aménagement de ce secteur de projet impliquera une artificialisation des sols et donc une exposition supplémentaire de personnes et de biens à un risque inondation. Néanmoins, ce secteur est en majorité urbanisé. Le potentiel d'artificialisation des sols est donc limité. De plus, l'OAP prévoit de désimperméabiliser les grandes nappes de parkings de la zone commerciale pour améliorer la perméabilité des sols et le paysagement. Il est prévu de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques, des ressources et de lutte contre les ilots de chaleur urbains. Les sols perméables seront d'ailleurs préservés au maximum. L'OAP prévoit également de gérer l'évacuation des eaux de pluie et de ruissellement par des aménagements intégrés pouvant participer à l'aménagement paysager du secteur tout en évitant l'anthropisation excessive de sols. Une gestion locale de l'infiltration des eaux de pluie permettra de rafraîchir l'espace par évapotranspiration notamment l'utilisation des noues, et d'éviter des ouvrages de grande dimension. Enfin, concernant le risque potentiel lié à la voie ferrée (transport matière dangereuse), il est prévu de mettre en recul les constructions à usage d'habitation de la voie ferrée.	Identifier et préserver les zones humides potentiellement présentes sur le secteur dont les fossés. Mettre en place une noue paysagère en bordure du site afin de compenser l'artificialisation des sols et limiter le ruissellement. Intégrer la présence de la canalisation dans l'aménagement du site. Eviter les aménagement sensibles (habitats) en bordure directe de la route de Nîmes.
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	 L'aménagement de ce secteur de projet impliquera une exposition supplémentaire de personnes à des nuisances sonores et une qualité de l'air dégradée. L'OAP prévoit seulement de mettre en recul les constructions à usage d'habitation de la voie ferrée. De plus, la création de logements entrainera l'augmentation de voitures et donc l'augmentation des nuisances associées.	Eviter les aménagement sensibles (habitats) en bordure directe de la route de Nîmes. Prévoir des mesures permettant d'intégrer les nuisances sonores et la mauvaise qualité de l'air (orientation des bâtis, localisation des prises d'air, végétalisation des bords de routes…).
Desserte et stationnement	 Le projet d'OAP prévoit d'assurer l'accessibilité au site en s'appuyant sur le réseau existant. Une requalification de la route de Nîmes est prévu afin d'améliorer les déplacements doux. Il est également prévu de renforcer les transports doux et communs en créant un pôle d'échange multimodal à la gare, une voie partagée avenue du pont de	-

	Provence pour un meilleur partage de la voirie entre les modes de déplacement, et des perméabilités douces entre la D979 et le canal pour permettre un meilleur maillage avec la viaRhona. Il est cependant prévu d'aménager un nouveau franchissement au-dessus du canal du Rhône à Sète pour créer une 3e entrée de ville pour désengorger les flux route de Nîmes, en lien avec le Conseil Départemental. Cet création de franchissement est susceptible d'impliquer des incidences significatives sur l'environnement. Ce projet de création de franchissement n'est pas compris dans l'OAP. Concernant les stationnements, il est prévu de désimperméabiliser les parkings de la zone commerciale et d'aménager des stationnements publics pour compléter l'offre pour les visiteurs en particulier les bus touristiques au giratoire du sel. Les stationnements des opérations d'habitat seront aménagés dans l'enveloppe du projet.	
Eau et assainissement	 Ce projet prévoit la création de logements supplémentaires, impliquant ainsi une augmentation en conséquence du besoin d'alimentation en eau potable et du besoin d'assainissement de ces nouveaux logements. La localisation du site au sein de l'enveloppe urbaine permet d'assurer la connexion rapide aux réseaux d'eau et d'assainissement existants.	-
Énergie, climat	 L'OAP précise que l'application des principes de bio climatisme sera recherchée pour optimiser les capacités de captation de la chaleur et de rafraîchissement naturels de la construction : - L'implantation du bâti en tenant compte de son orientation et de leur caractère traversant, - La création d'écrans végétaux devant les surfaces exposées au soleil (en privilégiant les essences à feuilles caduques pour augmenter la lumière en hiver), - Une implantation des constructions permettant de favoriser l'emploi des énergies renouvelables ainsi qu'un éclairage naturel optimal, tout en se protégeant des vents dominants, - La préférence pour des arbres à feuillage caduc de grand développement pour garantir un ombrage en été sur les surfaces minéralisées, - La préservation de la pleine terre et le renforcement de la présence des végétaux, - Une qualité des espaces publics et de gestion de la ressource en eau en optimisant les plantations d'essences locales non allergènes, résistantes et peu consommatrices d'eau, - Etc.	-
Impact global de l'OAP		
Impacts résiduels si application des mesures ERC proposées		

Ce secteur de projet est d'ores et déjà urbanisé, limitant ainsi le niveau d'incidence potentiel de ce projet sur l'environnement. Il présente essentiellement des enjeux d'intégration paysagère, de prise en compte des risques et des nuisances et de la présence potentielle de zones humides. L'OAP

intègre essentiellement les enjeux d'intégration paysagère. Cependant, concernant les zones humides, les risques et les nuisances, les orientations au sein de l'OAP sont peu nombreuses et ne permettent pas d'intégrer au mieux ces enjeux.

Des mesures complémentaires sont proposées, notamment vis-à-vis de ces thématiques, permettant ainsi de limiter davantage les incidences sur l'environnement.

OAP n°7 : Salins

Description générale du site

Le secteur correspond à la zone touristique des Salins du Midi. Il est situé au Sud de la zone agglomérée, à l'entrée de la zone d'activités des Salins.

La zone occupe une superficie d'environ 2,6 ha, délimitée :

- à l'Ouest par la RD 979 ;
- au Sud par l'ancienne douane et l'ancien bâtiment administratif servant aujourd'hui de bâtiment de stockage, et au-delà par les bâtiments de production et de stockage des Salins du Midi ;
- à l'Est par l'ancienne voie ferrée désaffectée qui la sépare des espaces de sansouïres et des étangs à forts enjeux écologiques.

La zone s'inscrit sur des terrains largement anthropisés puisque occupés par un vaste parking goudronné d'une capacité d'environ 160 places, une boutique en bois regroupant un point de vente de produits locaux, une salle d'exposition et la billetterie du petit train des Salins, une aire de stationnement destinée au personnel et un parking poids lourds, un bâtiment logistique et une aire de pesage et, enfin, deux bâtiments administratifs, à la pointe Sud-Est de la zone.

Cette OAP a vocation d'aménagements touristiques.

Etat des lieux du site

N.B. Une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU (DPMEC) a été réalisée en 2022 concernant ce projet de valorisation touristique du site des Salins du Midi.
Des prospections de terrain réalisées par le Cabinet Barbanson Environnement ont permis de mettre en évidence les enjeux environnementaux d'une zone d'étude élargie, incluant le secteur de projet proprement dit (secteur faisant l'objet du projet de valorisation touristique des Salins) et ses abords, de façon à aboutir à un projet présentant les impacts les plus faibles possibles.

Tableau 11 : Description générale du site des Salins

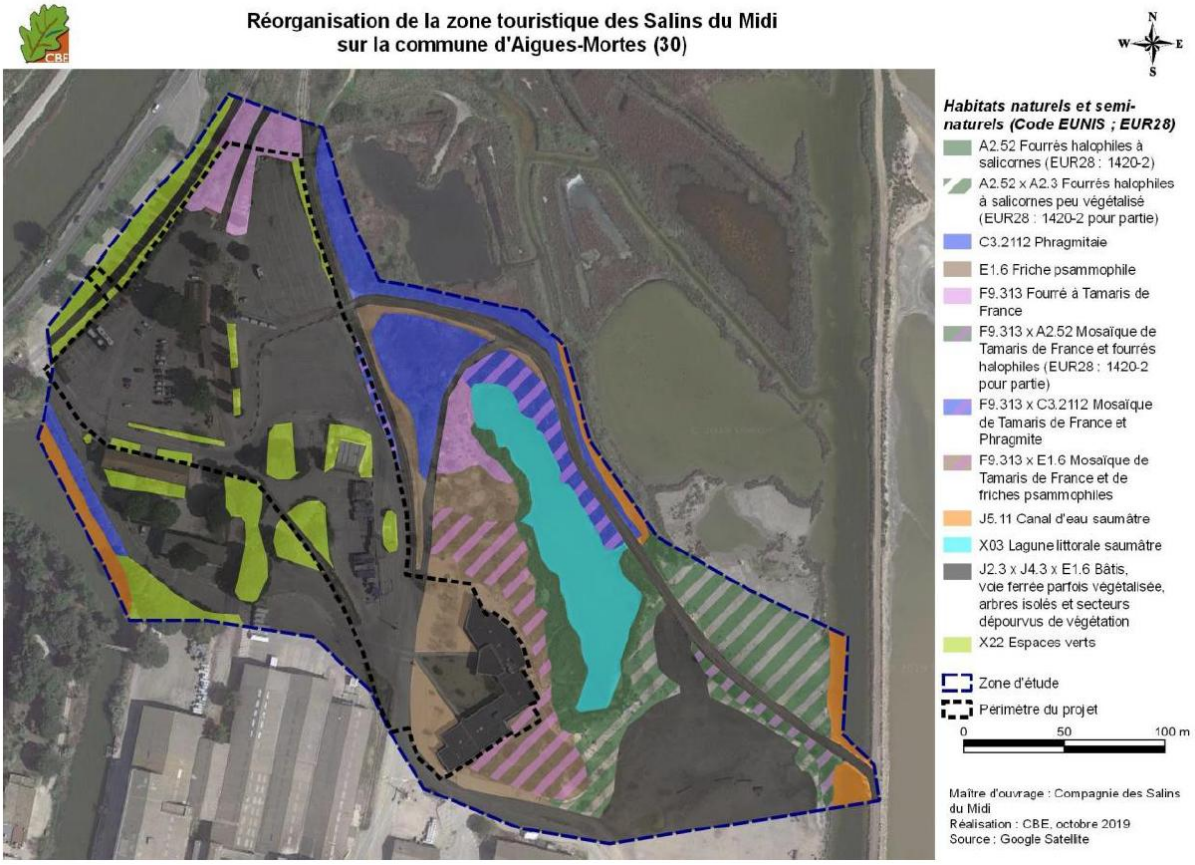
Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Périmètres d'inventaire/de protection	Le secteur est localisé au sein des périmètres suivants : - Espace Naturel Sensible : « La Camargue gardoise », - ZNIEFF de type II : « Camargue gardoise », - Site RAMSAR : « La petite Camargue », - ZICO : « Petite Camargue laguno-marine ». Le secteur est également localisé à environ 80 mètres au nord-ouest de la ZNIEFF de type I des « Salins d'Aigues-Mortes » et à environ 80 mètres au sud-est de la ZNIEFF de type I des « Salins et marais de la Marette ». Le secteur est aussi localisé à moins de 1000 mètres des sites du Conservatoire du Littoral de la « Camargue gardoise ». Toutefois, ce secteur est en grande partie artificialisé, limitant ainsi significativement le niveau d'enjeu vis-à-vis de ces périmètres. Les enjeux se concentrent à proximité immédiate, notamment en bordure est, au niveau des milieux humides de sansouïres et des étangs.	**Modéré**	Restaurer des habitats végétalisés favorables aux espèces visées par ces périmètres à enjeux. Prévoir une zone tampon végétalisée entre les zones artificialisées et les milieux naturels de ces périmètres à enjeux. Réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilité des espèces à enjeux. Eviter tout éclairage nocturne du site.

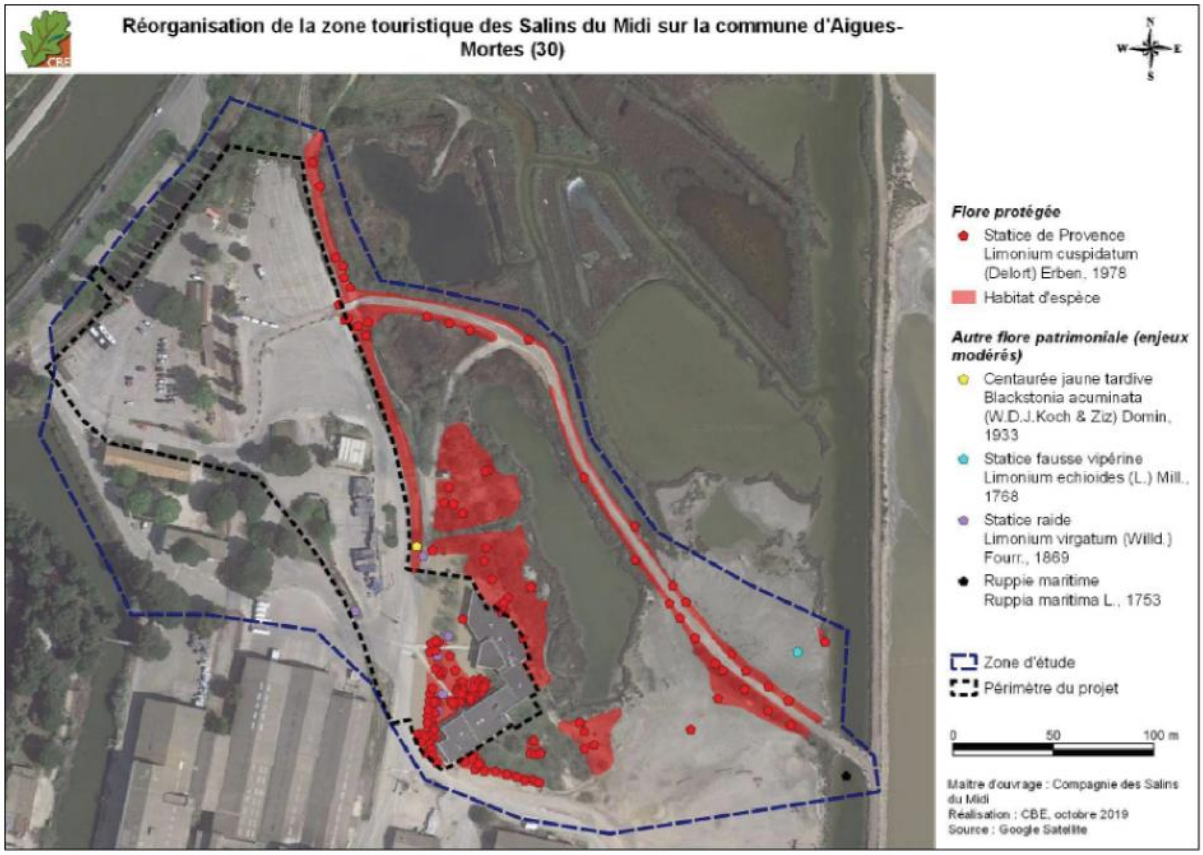
Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Natura 2000	Le secteur est localisé au cœur de la Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitats) de la « Petite Camargue » et au sein de la Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) de la « Petite Camargue laguno-marine ». Toutefois, ce secteur est en grande partie artificialisé, limitant ainsi significativement le niveau d'enjeu vis-à-vis de ces périmètres. Les enjeux se concentrent à proximité immédiate, notamment en bordure est, au niveau des milieux humides de sansouïres et des étangs.	**Modéré**	Restaurer des habitats végétalisés favorables aux espèces d'intérêt communautaire. Prévoir une zone tampon végétalisée entre les zones artificialisées et les milieux naturels de ces périmètres à enjeux. Réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilité des espèces à enjeux. Eviter tout éclairage nocturne du site.
Biodiversité et fonctionnalité écologique	Le secteur est en grande partie artificialisé. Quelques espaces verts et friches psammophiles entretenus (fauchage) devant des bâtiments sont présents. La trame arborée est dominée par des Pins et des Cyprès isolés. Les enjeux écologiques du site sont ainsi fortement limités, impactées par l'artificialisation et la fréquentation du site. Néanmoins, ce site s'inscrit au sein d'une vaste zone humide de grand intérêt écologique, pour la flore comme pour la faune. Il est entouré d'étangs, de marais, de sansouïres/prés salés, de fourrés halophiles à salicornes. Les enjeux écologiques autour de ce site sont forts. Certaines espèces à enjeux sont donc susceptibles d'utiliser ponctuellement le site de projet (pour se déplacer ou pour chasser. Zone de chasse potentielle pour certaines espèces de chiroptères). Les lagunes et canaux à proximité sont jugés attractifs pour la Cistude d'Europe. A noter également, la présence de friches psammophiles sur la partie sud du secteur (devant un bâtiment) qui correspond à un habitat induisant la présence de stations de **Statice de Provence** (*Limonium cupsidatum)*, espèce protégée. Plusieurs individus d'espèce protégée ont donc été observés au sein du secteur. **L'habitat de cette espèce représente, de fait, un enjeu écologique fort et a conduit à faire évoluer le projet pour en assurer la préservation optimale.** D'autres espèces patrimoniales ont été observées à proximité immédiate du secteur : Centaurée jaune tardive *(Blackstonia acuminata),* Statice fausse vipérine *(Limonium echioides),* Statice raide *(Limonium virgatum),* Ruppie maritime *(Ruppia maritima).*	**Modéré à fort**	Respect d'un calendrier d'intervention pour le démarrage du chantier. Balisage de la zone de chantier et mise en défens des secteurs devant faire l'objet d'une attention particulière du fait de la présence du Statice de Provence. Limitation stricte des emprises de travaux et des zones de stockage de matériaux. Limitation de l'éclairage nocturne sur la future zone touristique, de façon à limiter les impacts sur les chiroptères chassant régulièrement sur les lagunes mais aussi pour l'ensemble de la faune fréquentant ces milieux humides. Gestion préventive des espèces invasives. Encadrement du chantier par un écologue. Préconisations pour les espaces verts du projet : maintien d'une

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
			certaine naturalité des espaces verts et des bordures du projet, notamment des espaces situés en limite des lagunes (entretien par simple fauche tardive, diversité des essences …).
Zones humides	Ce secteur est en d'ores et déjà artificialisé et n'abrite donc pas de zones humides. Néanmoins, ce secteur s'inscrit au sein d'une vaste zone humide de grand intérêt écologique, pour la flore comme pour la faune. Il s'insère dans une vaste zone humide rattachée au complexe de l'étang du Roi, représentée par les sansouïres, les fourrés halophiles à salicornes, les étangs, les marais. Les enjeux liés aux zones humides concernent donc les habitats en bordure du site.	**Faible à modéré**	Les zones humides localisées en bordure du secteur doivent être préservées de tout aménagement. L'ensemble des mesures permettant d'éviter toute pollution de ces milieux, même accidentelle, doit être mis en place. Prévoir une zone tampon végétalisée entre les zones artificialisées et les milieux humides.
Trame Verte et bleue	Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique n'est recensé sur ce secteur de projet. Ce dernier est d'ores et déjà artificialisé et bordé par la voie ferrée et par la RD979, limitant ainsi significativement le déplacement des espèces. Les espèces vont privilégier le contournement de cette zone et utiliser les zones de marais pour se déplacer.	**Faible**	-
Loi littoral	Le secteur appartient aux agglomérations et villages support d'urbanisation identifiés à l'échelle du SCoT au titre de la loi littoral. Ce secteur est également localisé au sein de l'Espace Proche du Rivage (EPR).	**Modéré**	-
Paysage et patrimoine	Le secteur présente un paysage anthropisé (parking) au cœur d'un paysage semi-naturel remarquable, identitaire de la commune d'Aigues-Mortes : les salins. Paysage quasiment horizontal dominé par les grandes étendues d'eau (Etang de la Ville) et de milieux humides (sansouïres, lagunes et canaux). L'ensemble du périmètre fait partie du Grand Site de la Camargue Gardoise. Le site est localisé en bordure ouest du site classé « Ensemble formé par l'étang de la ville et ses abords » et localisé en bordure est du site classé « le panorama découvert depuis la voie littorale CDN 62 ». Néanmoins, la zone touristique est largement artificialisée, dominée par les voies et les aires de stationnement goudronnées, mais également, plus au Sud, par les bâtiments de la partie « industrielle » du site. La végétation y est limitée à quelques beaux arbres autour du parking visiteurs et du point de départ du petit train touristique d'une part, à proximité de l'aire de pesage d'autre part.	**Modéré**	-
Cônes de vue, covisibilité	Ce secteur est localisé au Sud de la zone agglomérée, à l'entrée de la zone d'activités des Salins.	**Fort**	Végétaliser les interfaces du site et les bordures de routes.

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
	Il présente une covisibilité importante depuis la RD979, la voie ferrée mais également depuis les milieux naturels voisins. Les remparts distants d'environ 950 m offrent une vue lointaine sur la zone.		Prévoir des espaces végétalisés. Intégrer les aménagements dans le paysage existant. Limiter la hauteur des bâtis.
Risques naturels	Secteur non concerné par un aléa incendie. Le secteur est concerné par le PPRI d'Aigues-Mortes. Le risque inondation résulte à la fois du risque de débordement du Vidourle et du Rhône et du risque de submersion marine. Le PPRI classe : - en zone urbanisée d'aléa nul, résiduel ou modéré la future aire de stationnement visiteurs ; - en zone urbanisée d'aléa fort submersion les bâtiments existants qui seront réaménagés pour accueillir la nouvelle boutique et le nouveau musée ainsi que les nouveaux bâtiments à construire pour abriter l'hôtel et les locaux associés (spa) ainsi que le restaurant / snack. Pour finir, le secteur est concerné par un aléa moyen de retrait/gonflement des argiles.	**Modéré à fort**	Restaurer des espaces de pleine terre pouvant servir de zones de stockage des eaux de ruissellement (désartificialisation).
Risques technologiques	La partie Ouest de la zone est incluse dans la zone de servitude d'effets létaux SUP1 délimitée sur une largeur de 145 mètres de part et d'autre de l'oléoduc Espiguette-Noves qui longe le canal en rive droite. Il est également bordé par une voie ferrée et un axe routier majeur, susceptibles de permettre le transport de matière dangereuse. Ce secteur est rattaché à la compagnie des Salins du Midi qui est une ICPE Non seveso.	**Modéré**	Intégrer la présence de cette canalisation dans l'aménagement du site.
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	Le secteur est bordé par une voie ferrée et par la RD979. Ces axes de transports sont susceptibles d'engendrer des nuisances sonores significatives au sein du secteur. La RD979 est notamment classée en catégorie 3 et 4 (selon le tronçon), impliquant des nuisances sonores significatives sur 100 mètres et 30 mètres respectivement de part et d'autres de la route. La totalité du secteur est soumise à des nuisances sonores et à une qualité de l'air potentiellement dégradée liée à cet axe routier. Néanmoins, ce secteur est entouré de milieux « naturels », limitant ainsi les polluants atmosphériques sur le site. De plus, aucun logement n'existe ou n'est prévu sur ce site. Un site pollué (BASIAS), lié à la compagnie des Salins du midi est localisé en bordure sud du secteur.	**Faible à modéré**	-
Accessibilité /réseaux	Le secteur est bordé par la RD979, artère structurante de la commune et très fréquentée. Le secteur est également bordé à l'ouest par la voie ferrée. La zone est desservie par la RD979 ; un accès unique permet d'accéder à la fois à la partie « touristique » du site (parking visiteurs, boutique et point de départ du petit train des Salins) et à la partie « industrielle » du site (bâtiments de production, quais de chargement, bâtiments administratifs divers).	**Faible**	-
Proximité enveloppe urbaine	Le secteur est localisé en dehors de l'enveloppe urbaine, à distance du centre-ville. Cependant, ce secteur et son projet sont liés au site des Salins d'Aigues-Mortes.	**Faible**	-

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Enjeu global du site	**Modéré à fort** Enjeux concernant : - La préservation des stations de Statice de Provence. - La proximité de périmètres à enjeux et d'habitats naturels et semi-naturels humides et fonctionnels d'un point de vue écologique, - La désartificialisation partielle du site, - L'intégration paysagère du site, - La gestion de l'eau, du risque inondation et de submersion marine sur le site. - La prise en compte des risques technologiques : canalisation de gaz, transports de matières dangereuses…		





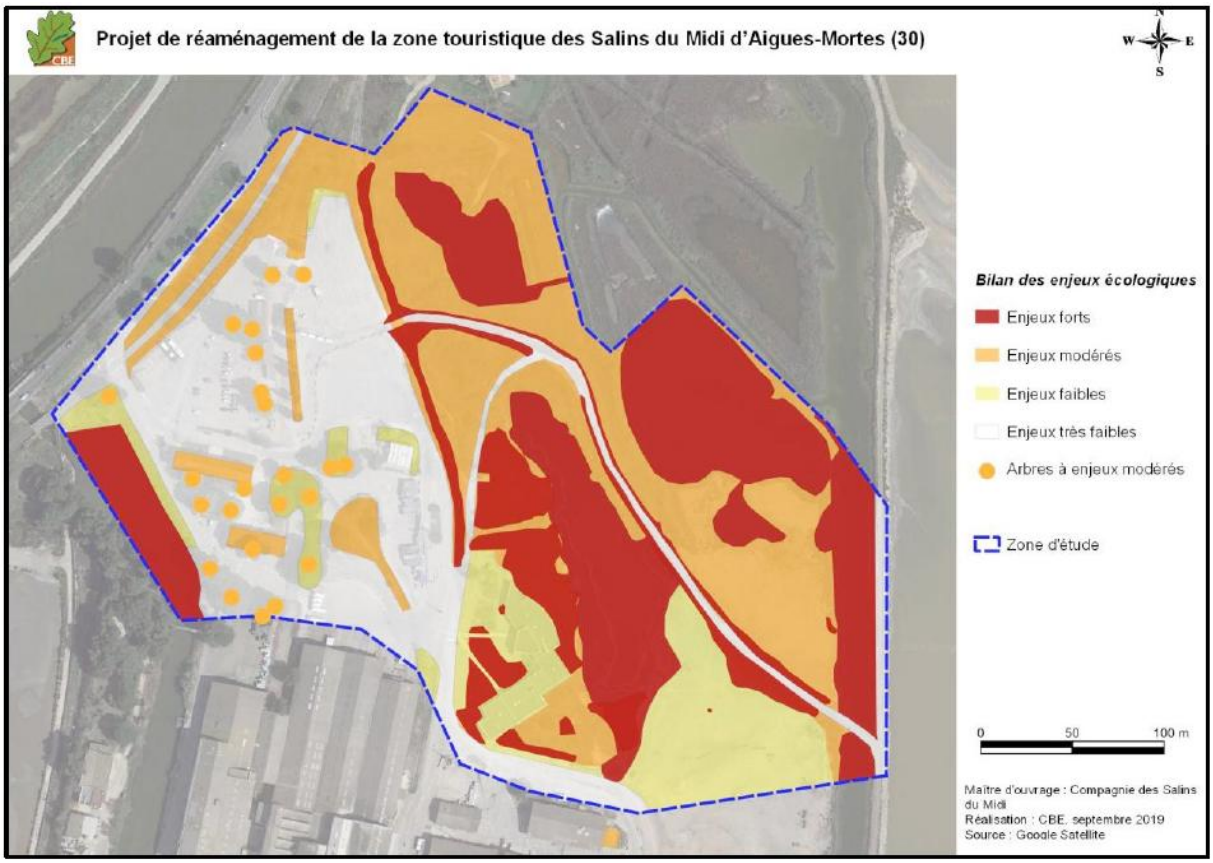


Figure 16 : Cartes des enjeux du site des Salins du Midi – Cabinet Barbanson Environnement

Quelques vues du secteur

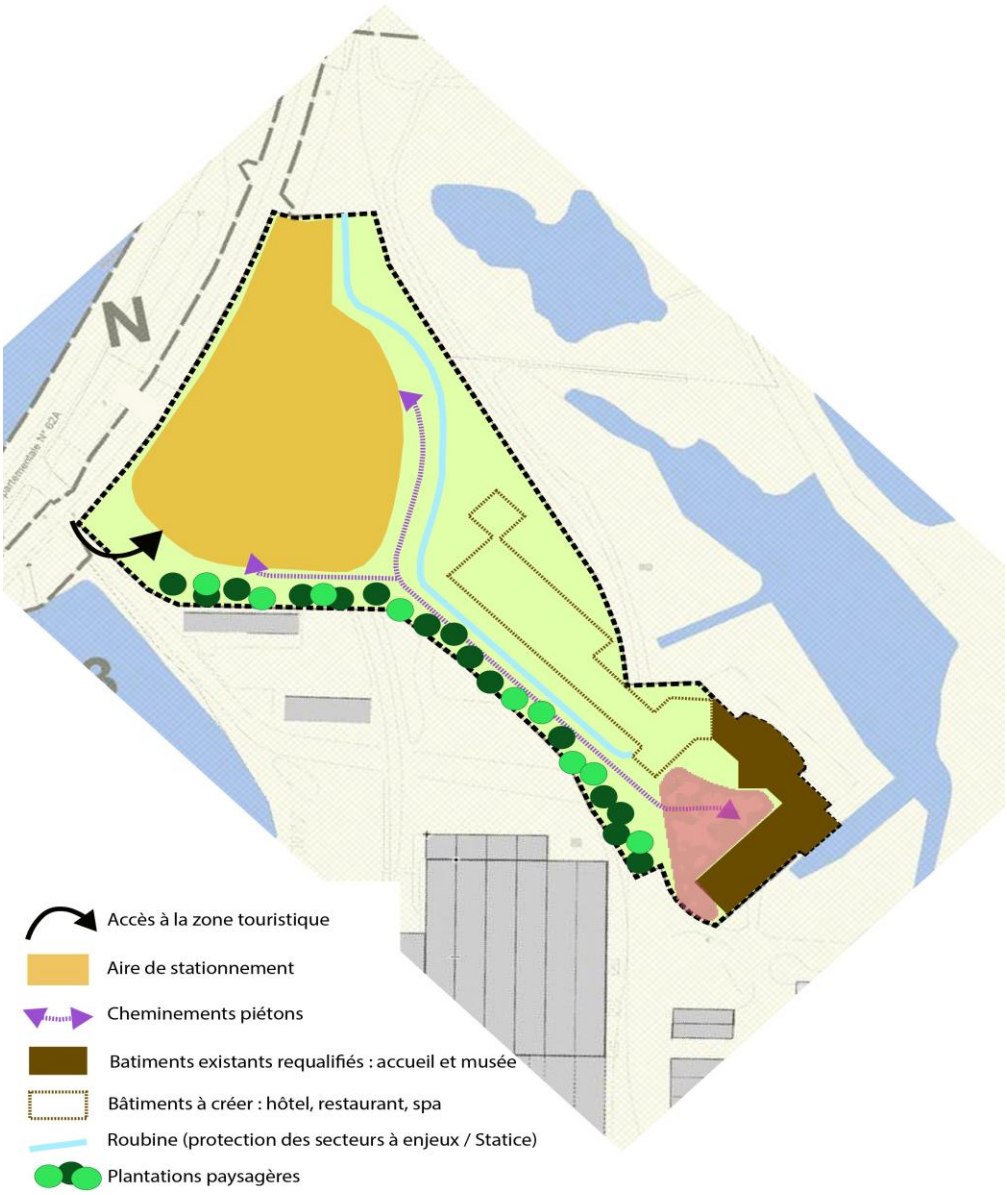


Figure 17 : Photos du site des Salins – Source : Google Maps



Figure 18 : Photos des friches psammophiles – Source : Cabinet Barbanson Environnement

Schéma de l'OAP



Analyse environnementale de l'OAP

Analyse environnementale de l'évolution de l'OAP		
Thématiques environnementales	**Incidences environnementales positives/négatives**	**Préconisations & Mesures d'évitement-réduction**
Consommation d'espace	 Ce secteur de projet est d'ores et déjà artificialisé. 5 bâtiments seront créés et seront exclusivement implantés sur des terrains actuellement anthropisés, évitant ainsi les habitats à enjeux et évitant également une consommation d'espace supplémentaire.	Il est recommandé de désartificialiser davantage des espaces au sein du parking : création d'espaces en herbe/en terre, de noues, etc.

	Ils seront articulés entre eux par des passerelles, ménageant ainsi des espaces non artificialisés. La surface de plancher créée sera de l'ordre de 1800/2000 m². Les emplacements de stationnement des véhicules légers seront traités en revêtements non imperméables, contribuant à la désimperméabilisation de la zone.	
Proximité enveloppe urbaine	 Le secteur est localisé en dehors de l'enveloppe urbaine, à distance du centre-ville. Cependant, ce secteur et son projet sont liés au site des Salins d'Aigues-Mortes.	-
Périmètres d'inventaire/de protection	 Ce secteur de projet est d'ores et déjà artificialisé et soumis à des pressions anthropiques significatives. Sa fonctionnalité et son attractivité écologiques sont donc limitées. Néanmoins, du fait de la proximité d'habitats naturels à enjeux et de périmètres à statut, certaines espèces à enjeux sont susceptibles de fréquenter ponctuellement le secteur de projet. L'aménagement de ce site pourrait ainsi impliquer une réduction d'habitats favorables aux espèces visées par ces périmètres et/ou un dérangement de ces espèces. Cependant, les études préalables au projet ont permis d'identifier précisément les habitats sensibles. Ces derniers seront préservés. De plus, des mesures d'évitement et de réduction sont proposées dans le cadre de ces études et permettent de limiter significativement les incidences de ce projet sur les espèces à enjeux, notamment le respect d'un calendrier d'intervention pour le démarrage des travaux et le balisage des zones de chantier. Seul la limitation de l'éclairage nocturne sur la future zone touristique n'est pas respectée dans le cadre de l'OAP et pourrait ainsi impliquer un impact sur certaines espèces de chiroptères. Les espèces visées par ces périmètres à statut ne sont cependant pas des espèces de chiroptères (à l'exception du site Natura 2000, évalué par la suite).	-
Natura 2000	 Ce secteur de projet est d'ores et déjà artificialisé et soumis à des pressions anthropiques significatives. Sa fonctionnalité et son attractivité écologiques sont donc limitées. Aucun habitat d'intérêt communautaire n'est présent au sein du secteur de projet. Néanmoins, du fait de la proximité d'habitats naturels à enjeux, certaines espèces d'intérêt communautaire sont susceptibles de fréquenter ponctuellement le secteur de projet. L'aménagement de ce site pourrait alors impliquer une réduction d'habitats favorables aux espèces d'intérêt communautaire et/ou un dérangement de ces espèces. Cependant, les études préalables au projet ont permis d'identifier précisément les habitats sensibles. Ces derniers seront préservés. De plus, des mesures d'évitement et de réduction sont proposées dans le cadre de ces études et permettent de limiter significativement les incidences de ce projet sur les espèces à enjeux, notamment le respect d'un calendrier d'intervention pour le démarrage des travaux et le balisage des zones de chantier. Seul la limitation de l'éclairage nocturne sur la future zone touristique n'est pas respectée dans le cadre de l'OAP et pourrait ainsi impliquer un impact sur les espèces de chiroptères présentes.	**Limitation de l'éclairage nocturne sur la future zone touristique,** de façon à limiter les impacts sur les chiroptères chassant régulièrement sur les lagunes mais aussi pour l'ensemble de la faune fréquentant ces milieux humides. A minima, l'éclairage doit être adapté pour réduire l'impact sur ces espèces : orientation des éclairages vers le sol, extinction des éclairages à partir de 23h, éclairage à détection automatique…

	Pour rappel, 5 espèces d'intérêt communautaire sont des espèces de chiroptères : Grand rhinolophe, Petit Murin, Minioptère de Schreibers, Murin à oreilles échancrées, Grand Murin. L'éclairage de ce site pourrait ainsi impliquer des incidences significatives sur ces espèces d'intérêt communautaire et impliquer un changement dans leur territoire et dans leur comportement de chasse, voire engendrer un abandon du site pour les espèces les plus sensibles à la lumière.	
Biodiversité et fonctionnalité écologique	 Les études préalables ont permis de localiser les habitats et les espèces à enjeux à préserver. De plus, plusieurs mesures d'évitement et de réduction ont été proposées et intégrées dans le cadre du projet. Ainsi, l'OAP identifie les stations de Statice de Provence et préserve ces stations ainsi que les habitats identifiés comme propices à l'espèce, y compris les anciennes voies ferrées qu'elle colonise. Les habitats à enjeux feront l'objet de mesures qui permettront d'en assurer leur préservation : canalisation des cheminements piétons (avec la création d'une roubine le long du cheminement entre le parking et le futur musée destinée à limiter les raccourcis « sauvages » et à protéger de tout risque d'incursion les milieux naturels situés plus à l'Est), panneaux d'information à l'intention des visiteurs et des usagers afin de les sensibiliser à la fragilité des milieux naturels environnants …. De plus, il est prévu de réaliser les aménagements au niveau de zones d'ores et déjà artificialisés et de les créer sur pilotis. Ils seront articulés entre eux par des passerelles, ménageant ainsi des espaces de passage pour la faune. Un parc sera également aménagé à l'arrière des bâtiments existants et futurs, en interface avec les espaces de sansouïre situés plus à l'Est afin de maintenir une certaine « naturalité » à cet espace et de favoriser la biodiversité. Par ailleurs, les mesures préconisées en amont du projet sont quasiment toutes respectées par l'OAP : - Respect d'un calendrier d'intervention pour le démarrage des travaux : ○ Les travaux préparatoires (coupe d'arbres et remaniement du sol) seront réalisés en dehors des périodes de reproduction de la faune, entre septembre et fin février. ○ Une vigilance sera portée sur la zone devant accueillir la future aire de stationnement et de retournement du petit train (seul espace plus naturel du projet) afin que les travaux de préparation du sol ne touchent pas de petits gîtes possibles d'amphibiens et de reptiles. ○ Une fois les travaux engagés sur cette période de septembre à fin février, le chantier pourra se poursuivre sans contrainte particulière de calendrier mais dans une absolue continuité temporelle. ○ Les travaux de rénovation des deux bâtiments existants ne devront quant à eux pas démarrer durant les moins de mars à août (période de reproduction de la faune. - Balisage de la zone de chantier : ○ mise en défens des stations de Statice de Provence et des espaces de sansouïres situés à l'Est. ○ Limitation des emprises des zones de stockage de matériaux (préférentiellement localisées sur des zones déjà goudronnes, à distance des zones naturelles). - Gestion préventive des espèces invasives : une attention particulière devra être apportée aux apports extérieurs (apport de terre ou de graines sous les roues des engins de chantier) ; des campagnes d'arrachage devront être mises en place dès apparition d'espèces invasives. - Encadrement écologique du chantier et suivi sur les 5 années suivant la mise en place du chantier des stations de Statice de Provence (un passage annuel d'inventaire par an).	**Limitation de l'éclairage nocturne sur la future zone touristique,** de façon à limiter les impacts sur les chiroptères chassant régulièrement sur les lagunes mais aussi pour l'ensemble de la faune fréquentant ces milieux humides. A minima, l'éclairage doit être adapté pour réduire l'impact sur ces espèces : orientation des éclairages vers le sol, extinction des éclairages à partir de 23h, éclairage à détection automatique… Le cadrage des activités nocturnes et le maintien du calme (absence de musique…) sont également nécessaires.

	Seul la limitation de l'éclairage nocturne sur la future zone touristique n'est pas respectée dans le cadre de l'OAP et pourrait ainsi impliquer un impact sur les espèces de chiroptères fréquentant potentiellement le secteur de projet. L'éclairage de ce site pourrait ainsi impliquer des incidences significatives sur ces espèces et impliquer un changement dans leur territoire et dans leur comportement de chasse, voire engendrer un abandon du site pour les espèces les plus sensibles à la lumière. De plus, ce projet touristique engendrera une augmentation de la fréquentation du site, de jour et de nuit, pouvant ainsi impliquer un dérangement significatif des espèces fréquentant les abords du secteur. Pour limiter les risques de dérangement des espèces présentes sur les lagunes, des clôtures basses seront installées sur toute la partie Est du projet, venant protéger de tout risque d'intrusion les milieux proches de l'étang. Le nouveau circuit du petit train touristique évitera également les abords immédiats de la lagune, limitant le dérangement subi par ces milieux naturels.	
Zones humides	 Ce secteur de projet est d'ores et déjà artificialisé. 5 bâtiments seront créés et seront exclusivement implantés sur des terrains actuellement anthropisés, évitant ainsi les zones humides. Ils seront articulés entre eux par des passerelles, ménageant ainsi des espaces non artificialisés. La surface de plancher créée sera de l'ordre de 1800/2000 m². Les emplacements de stationnement des véhicules légers seront traités en revêtements non imperméables, contribuant à la désimperméabilisation de la zone. Ainsi aucune zone humide ne sera impactée directement par ce projet.	-
Trame Verte et bleue	 Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur. Ce dernier est d'ores et déjà artificialisé et le déplacement des espèces est contraint au niveau du site.	-
Loi littoral	 Ce secteur est localisé en Espace Proche du Rivage mais est d'ores et déjà artificialisé. De plus, c'est un projet de valorisation touristique du site. Aucun logement n'est prévu sur cette zone.	-
Paysage, patrimoine, cônes de vue et covisibilité	 Le paysage de ce secteur a fait l'objet d'une attention particulière dans la conception du projet de réorganisation et valorisation touristique du site des Salins du Midi. Ce projet a été travaillé pour s'inscrire au mieux au sein de ces paysages de zones humides et s'intégrer au mieux à la perspective depuis les remparts d'Aigues-Mortes. Ainsi, l'OAP prévoit de limiter la hauteur des bâtiments et de travailler leur conception. L'architecture et l'aspect extérieur des bâtiments contribueront à leur bonne insertion dans le paysage environnant. Les façades seront ainsi dans des nuances d'ocre ou de brun. Selon leur orientation, elles seront équipées de dispositifs de protection solaire adaptés (volets ou brise-soleils en ventelles) qui limiteront la réflexion du soleil sur les baies vitrées.	-

	Il est également prévu de végétaliser leurs abords ainsi que de traiter d'un point de vue paysager la future aire de stationnement afin qu'elle contribue à la bonne intégration paysagère du projet. Cette aire de stationnement sera largement végétalisée et plantée d'arbres de haute tige, qui viendront à la fois atténuer la perception des véhicules en stationnement depuis la RD979 (en vue proche) et depuis les remparts de la Cité (en vue lointaine) et leur fourniront un ombrage particulièrement agréable en période estivale. Un cordon d'arbres sera également planté en limite Sud de la zone, à l'interface de la partie « industrielle » du site, contribuant ainsi à atténuer la perception des grands hangars de production et de stockage situés à l'arrière. Enfin, un parc sera aménagé à l'arrière des bâtiments existants et futurs, en interface avec les espaces de sansouïre situés plus à l'Est.	
Risques naturels et technologiques	 L'aménagement de ce secteur de projet impliquera une exposition supplémentaire de personnes et de biens à un risque inondation. Néanmoins, ce secteur ne prévoit pas de logements. L'accueil de population se fera donc de manière temporaire (accès au site en journée et à l'hôtel). De plus, le site est d'ores et déjà artificialisé. Les 5 bâtiments prévus seront exclusivement implantés sur des terrains actuellement anthropisés, évitant ainsi une artificialisation des sols. De plus, ils seront articulés entre eux par des passerelles et construits sur pilotis, avec un premier plancher calé à la côté 2,70 m NGF, conformément au règlement du PPRI. Les accès se feront par des rampes et des passerelles en transparence hydraulique, sans remblais ni obstacle à l'écoulement des crues. En partie Est du secteur de projet, classée en zones d'aléa fort et modéré, l'hôtel se développera sur deux niveaux dans la limite d'une hauteur de 8,50 m (intégrant le calage du plancher à la cote 2,70 m NGF). Les autre constructions se feront au niveau de zones construites, au niveau du plancher existants ne feront pas l'objet d'un changement de destination (bureau et commerces relevant de la même catégorie que les locaux d'activités). Ce projet d'OAP respecte ainsi les dispositions du PPRI. Ce dernier n'oppose aucune contrainte au réaménagement de l'aire de stationnement actuelle et à son extension sur une zone classée en zone d'aléa nul ou résiduel R-U. Par ailleurs, les emplacements de stationnement des véhicules légers seront traités en revêtements non imperméables, contribuant à la désimperméabilisation de la zone. L'aménagement de ce secteur de projet impliquera une exposition temporaire de personnes et de biens à un risque technologique lié à la canalisation de gaz à proximité.	Il est recommandé de désartificialiser davantage des espaces au sein du parking : création d'espaces en herbe/en terre, de noues, etc.
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	 L'aménagement de ce secteur de projet impliquera une exposition supplémentaire de personnes à des nuisances sonores et une qualité de l'air dégradée. Toutefois, aucun logement n'est prévu sur ce site. Seule une exposition temporaire de personnes est prévue (visite touristique en journée et hôtel). Cependant, la valorisation touristique de ce site entrainera l'augmentation de la fréquentation et donc de voitures et des nuisances associées, potentiellement impactant pour la faune voisine.	-
Desserte et stationnement		-

	Le projet d'OAP prévoit d'améliorer l'accessibilité au site en s'appuyant sur le réseau existant. L'accès à la zone Ut se fera à partir de la voie longeant la RD 979 par le passage à niveau existant ; une fois ce passage à niveau franchi, une signalétique et des aménagements adaptés permettront de séparer les flux visiteurs et les flux liés à l'activité industrielle du site, de façon à sécuriser les déplacements et à améliorer le confort des visiteurs. Les véhicules seront dirigés vers l'aire de stationnement paysagée d'une emprise d'un hectare environ, aménagée sur la partie Ouest de la zone, correspondant pour partie sur l'ancien parking visiteurs goudronné. A partir de l'aire de stationnement, un cheminement piéton conduira les visiteurs vers les bâtiments du site.	
Eau et assainissement	 Ce projet prévoit la création de bâtiments accueillant du public, impliquant ainsi une augmentation en conséquence du besoin d'alimentation en eau potable et du besoin d'assainissement de ces nouveaux logements. La localisation du site au sein de la zone d'activités des Salins existante permet d'assurer la connexion rapide aux réseaux d'eau et d'assainissement existants.	-
Énergie, climat	 L'OAP ne prévoit pas l'application des principes de bio climatisme évoqué dans le cadre des autres OAP. Le développement touristique de cette zone impliquera une augmentation de la consommation énergétique du site. Il est néanmoins prévu de désartificialiser en partie le parking et de prévoir des espaces végétalisés.	Il est recommandé d'appliquer les principes de bio climatisme sur cette zone, notamment une implantation des constructions permettant de favoriser l'emploi des énergies renouvelables.
Impact global de l'OAP		
Impacts résiduels si application des mesures ERC proposées		

Les études réalisées en amont de ce projet ont permis de cadrer au mieux les enjeux environnementaux, notamment liés à la biodiversité (protection des stations de Statice de Provence), à l'intégration paysagère et à la prise en compte des risques. La principale incidence du projet sur l'environnement concerne l'augmentation de personnes sur site, notamment de nuit (hôtel) et donc l'augmentation des nuisances associées, notamment liée au besoin d'éclairage nocturne. Parmi l'ensemble des mesures préconisées en amont du projet, seul la limitation de l'éclairage nocturne n'est pas prise en compte.

Un travail sur cette problématique permettrait de réduire les incidences de ce projet sur l'environnement : orientation et nature des éclairages, extinction au moins partielle, etc. Le cadrage des activités nocturnes et le maintien du calme (absence de musique…) sont également nécessaires.

OAP n°8 : Mas d'Avon

Description générale du site

Le quartier du Mas d'Avon est localisé au nord de la commune, entre le chemin du Mas d'Avon et l'avenue du Général Leclerc. Ce secteur d'une superficie d'environ 14,7 ha représente la dernière opportunité communale de développement de la commune.

Connecté au chemin du Mas d'Avon, et directement connecté à la potentielle future entrée nord d'Aigues Mortes, le site est bien connecté au reste de la commune tout en offrant un cadre propice à une urbanisation maîtrisée. Il se situe à 15 min à pied des remparts et de la Cité.

Actuellement caractérisé par des espaces de près et des parcelles en friche, le site est bordé de canaux, traversé de roubines et fossés, et s'inscrit dans un environnement plus large avec paysage caractéristique (jonc maritime, phragmites, boisements, pins…). Certaines zones potentiellement humides seront préservées de toutes urbanisations et feront l'objet d'une restauration des fonctionnalités spécifiques de ces milieux.

Ce secteur est inscrit au PPRI en zone urbanisable, l'urbanisation devra répondre aux contraintes règlements du document cadre.

Ce secteur a vocation à accueillir de l'habitat et des équipements.

Etat des lieux du site

N.B. Un diagnostic écologique a été réalisé par Ecomed en 2021 sur une zone élargie du secteur actuel. Un pré-diagnostic environnemental et une étude zone humide de ce secteur ont été réalisés par CEREG en 2024. Des phases de terrain ont également été réalisées par Ecovia dans le cadre de la présente révision du PLU d'Aigues-Mortes.
Différents scénarii ont été étudiés à la suite de ces analyses et ont permis de retenir le projet suivant évalué dans le cadre la présente révision du PLU.

Tableau 12 : Description générale du site du Mas d'Avon

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Périmètres d'inventaire/de protection	Le secteur est localisé au sein des périmètres suivants : - Espace Naturel Sensible : « La Camargue gardoise », - ZNIEFF de type II : « Camargue gardoise », - ZICO : « Petite Camargue laguno-marine ». La majorité est du secteur de projet est localisée au sein de cette ZICO. L'extrémité est du secteur de projet est localisé au sein de la ZNIEFF de type I du « Marais du Bourgidou ». Le secteur est également localisé à environ 270 mètres du site RAMSAR de « La petite Camargue ». Au vu de l'occupation du sol de ce secteur, certaines espèces inféodées à ces périmètres à enjeux sont susceptibles de fréquenter ce secteur.	**Modéré à fort**	Maintenir des habitats naturels favorables aux espèces visées par ces périmètres à enjeux. Réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilité des espèces à enjeux.
Natura 2000	Le secteur est localisé au cœur de la Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitats) de la « Petite Camargue » et au cœur de la Zone de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) de la « Petite Camargue laguno-marine ». Au vu de l'occupation du sol de ce secteur, ce dernier est susceptible d'abriter des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.	**Fort**	Préserver les habitats d'intérêt communautaire existants sur ou aux abords immédiats du secteur de projet. Maintenir des habitats naturels favorables aux espèces d'intérêt communautaire.

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
			Réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilité des espèces d'intérêt communautaire.
Biodiversité et fonctionnalité écologique	Le pré-diagnostic écologique réalisé sur le site permet d'identifier les habitats et les espèces présents et potentiellement présents. ***Habitats :*** Le secteur de projet abrite de nombreux habitats : champs cultivés, des friches post-culturales dont certaines sont partiellement pâturées, des mosaïques de fourrés arbustifs et de bois de Peuplier blanc, une pinède de Pin parasol et des zones de constructions rurales et jardins associés. Les enjeux locaux de conservation de ces habitats sont relativement faibles. ***Flore :*** Concernant les espèces floristiques, une liste de 141 espèces avérées a été dressée par ECOMED (périmètre plus large que le secteur actuel). Parmi ces espèces, beaucoup appartiennent au cortège des espèces rudérales. Elles se développent au sein de milieux dégradés, le plus souvent rencontrés à proximité des secteurs urbanisés ou dans les milieux ruraux. **Aucune espèce à enjeu local de conservation fort n'a été avérée ou n'est jugée fortement potentielle au sein de la zone d'étude.** ***Invertébrés :*** Près de 60 espèces ont été identifiés par ECOMED (périmètre plus large que le secteur actuel). Dans cette zone, 2 principaux cortèges ont été retrouvés : Un cortège d'espèces liées aux biotopes mésophiles chauds méditerranéens saumâtres sur substrat sableux. C'est dans ce cortège qu'il y a le plus d'espèces à enjeux. Notons la présence du Criquet des dunes (enjeu local de conservation modéré), du Leste barbare, de l'Aïolope de Kénitra, de la Truxale méditerranéenne et de la Decticelle des sables (enjeu local de conservation faible pour toutes ces espèces). Un cortège d'espèces ubiquistes des milieux rudéralisés, présentes dans tout type de milieux. Il convient également de citer la présence du Grand Capricorne, espèce protégée à enjeu faible, dans la zone d'étude. **Aucune espèce d'invertébré à enjeu local de conservation très fort n'a été avérée ou n'est considérée comme fortement potentielle sur la zone d'étude. Seul le Criquet des dunes présente un enjeu local de conservation modéré.** ***Amphibiens :*** La zone d'étude comporte quelques habitats aquatiques favorables à la reproduction des amphibiens. Néanmoins, la présence de l'Ecrevisse de Louisiane (*Procambarus clarkii*) en concentration relativement forte au niveau des fossés et canaux limite l'expression d'un cortège diversifié (risque de prédation notamment). Seules 3 espèces ont été observées : Grenouille de Pérez, Rainette méridionale et Grenouille rieuse. **Aucune espèce d'amphibien à enjeu fort n'a été avérée ou n'est jugée fortement potentielle au sein de la zone d'étude. Seule la Grenouille de Pérez présente un enjeu local de conservation modéré. Cette espèce a été observée en dehors du périmètre du secteur de projet actuel.**	**Fort**	Préserver les habitats à enjeux au sein et aux abords immédiats du site, notamment les zones humides (roselières, jonchaies, prés salées…), les corridors de transit pour chiroptères, les habitats favorables aux espèces à enjeux (canaux, arbres à cavités, zones humides…). Réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilité des espèces à enjeux.

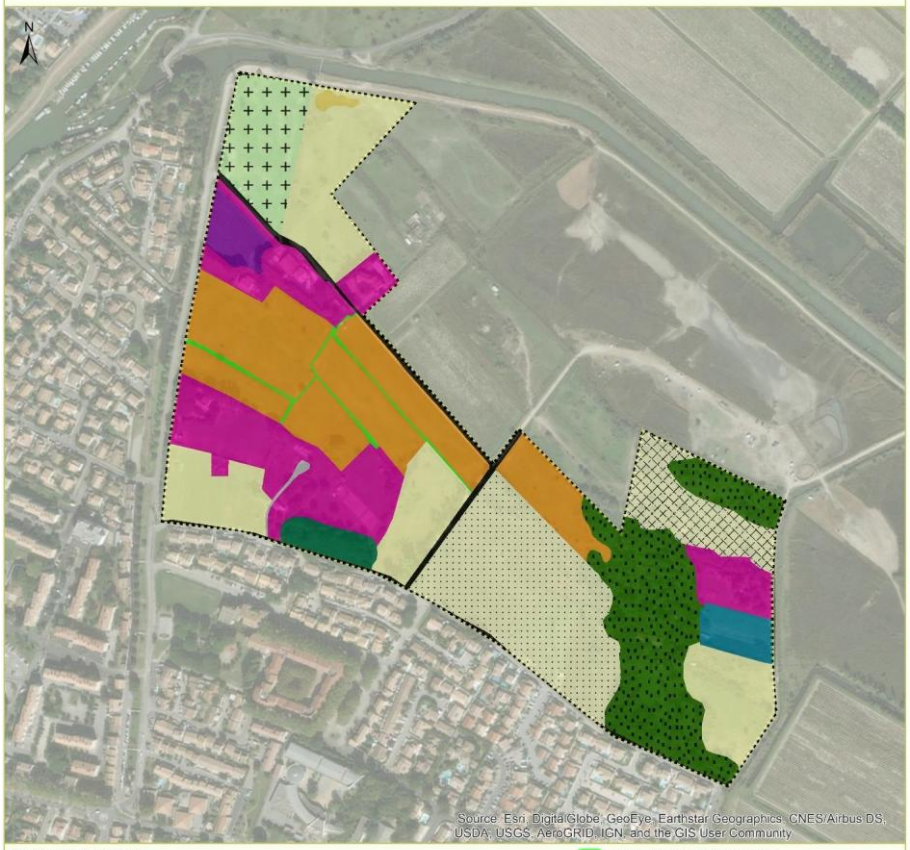
Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
	Reptiles : La zone d'étude comporte quelques habitats favorables au cortège herpétologique, que ce soit les espèces d'affinités aquatiques (Cistude d'Europe, Couleuvre vipérine), de milieux très ouverts (Couleuvre de Montpellier), de milieux plus fermés (Lézard à deux raies) ou très anthropophiles (Lézard des murailles, Tarente de Maurétanie). **Une espèce à enjeu local de conservation fort a été observé sur le site. Il s'agit de la Cistude d'Europe. Cette dernière fréquente essentiellement les canaux des abords du secteur.** Les autres espèces contactées concernent un enjeu local de conservation faible : Lézard des murailles, Lézard à deux raies, Tarente de Maurétanie, Couleuvre vipérine, Couleuvre de Montpellier. ***Oiseaux :*** Près de 80 espèces ont été identifiés par ECOMED (périmètre plus large que le secteur actuel). Les principaux cortèges sont ceux des roselières et zones humides, ainsi que les espèces des milieux semi-ouverts, particulièrement les espèces cavicoles. Cette richesse spécifique élevée s'explique par la diversité des milieux (mosaïque de bosquets, pâtures, friches et zones humides), et la contiguïté de la Camargue gardoise humide, particulièrement riche en espèces à enjeux. **Les espèces présentant un enjeu local de conservation très forts à forts correspondent à des espèces inféodées aux milieux humides localisés au nord du secteur de projet actuel (hors site) :** Butor étoilé (ELC très fort), Héron pourpré, Lusciniole à moustaches, Bruant des roseaux, Échasse blanche (ELC Fort), Râle d'eau, Rousserole turdoïde, Locustelle luscinoïde (ELC Modéré), etc. **L'Œdicnème criard, le Coucou geai, le Petit-duc scops, le Guêpier d'Europe et la huppe fasciée présentent un enjeu local de conservation modéré et sont susceptibles de fréquenter le secteur de projet actuel.** ***Mammifères :*** Parmi les **16 espèces contactées dans la zone d'étude , 10 sont des chiroptères, et parmi les 9 jugées fortement potentielles, 4 sont des chiroptères**. Précisons que les espèces fortement potentielles à enjeu local de conservation très fort, fort ou modéré seront considérées au même titre que les espèces avérées, au vu des données locales attestant de leur présence à proximité et des habitats favorables présents dans la zone d'étude. **Les espèces à enjeu local de conservation très fort sont le Minioptère de Schreibers (présence avérée), le Murin de Capaccini (présence potentielle).** **Les espèces à enjeu local de conservation fort sont le Grand Murin et le Petit Murin (présence avérée), le Grand rhinolophe et le Murin à oreilles échancrées (présence potentielle).** **En conclusion, le secteur de projet présente des enjeux écologiques forts. Pour la majorité des groupes biologiques étudiés, la zone d'étude cumule les fonctions de carrefour de transit, de zone d'alimentation et de zone de reproduction. Elle permet aussi de « tamponner » l'effet de l'urbanisation sur les zones humides voisines.**		

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
	Les cartes de synthèse des habitats et des espèces sont présentées par la suite.		
Zones humides	Au niveau de la zone d'étude, l'étude de 2021 n'a pas mis en évidence la présence d'habitats humides. Des habitats humides sont néanmoins localisés au nord du secteur (hors secteur de projet actuel). Toutefois, les friches post-culturales et la mosaïque de fourrés arbustifs et de bois de Peuplier blanc présents au sein du secteur de projet actuel peuvent abriter des zones humides. Leur végétation n'est pas caractéristique des zones humides, mais une étude pédologique pourrait contredire l'observation. Des sondages pédologiques ont permis de préciser ces habitats humides. Le complément de terrain réalisé par CEREG en 2024 a permis de mettre en évidence la présence de peuplement de Jonc maritime et de Phragmites, en cours de formation ainsi qu'un peuplement de Joncs maritimes, Phragmites, Peupliers blancs et Oliviers de bohême en bordure nord du secteur. Ces habitats évolués depuis le passage d'ECOMED correspondent à des habitats humides. A noter que des sondages pédologiques complémentaires ont été réalisées au niveau de ces habitats. Néanmoins, ces sondages ont mis en évidence la présence de traces d'hydromorphie après 50 cm. Ces sondages ne sont donc pas considérés comme caractéristiques de sondages humides d'un point de vue règlementaire. Toutefois, la présence d'habitats humides suffit à classer une partie de ces habitats en zone humide. Pour finir, il est important de noter la présence de nombreuses roubines (canaux/fossés agricoles) en bordure des parcelles du secteur. Ces roubines jouent un rôle dans la gestion hydraulique du site et sont connectées aux zones humides du secteur et aux zones humides localisées hors secteur. **En conclusion, sur le secteur de projet, on note la présence d'habitats humides en bordure nord du secteur ainsi que plusieurs roubines associées.** Les cartes présentant les zones humides sont présentées par la suite.	**Modéré à fort**	Préserver les zones humides existantes et prévoir une marge de recul d'au moins 10 mètres vis-à-vis de ces habitats. Préserver les roubines existantes. Maintenir des espaces de pleine terre non artificialisée pouvant servir de zones de stockage des eaux de ruissellement. Prévoir des aménagements permettant de compenser l'artificialisation des sols : noues paysagères, fossés…
Trame Verte et bleue	Le secteur de projet est bordé au nord par des réservoirs de biodiversité ouverts/semi-ouverts et humides. La proximité du secteur avec ces espaces à enjeux ainsi que la qualité écologique du secteur permet à ce dernier de participer aux continuités écologiques du territoire.	**Modéré à fort**	Maintenir une zone tampon avec les réservoirs de biodiversité au nord. Maintenir des espaces naturels, supports de continuités écologiques. Préserver, à minima, les corridors de transit pour chiroptères.
Loi littoral	Le secteur appartient aux agglomérations et villages support d'urbanisation identifiés à l'échelle du SCoT au titre de la loi littoral.	**Faible**	
Paysage et patrimoine	Le secteur est localisé à environ 100 mètres au sud du site inscrit « Ensemble formé par la Camargue ». Il correspond à un paysage agro-naturel humide de qualité.	**Modéré**	

Thématiques environnementales	État des lieux	Enjeux	Mesures ERC
Cônes de vue, covisibilité	Ce vaste secteur présente un paysage agro-naturel en continuité de l'urbanisation existante, en extension de l'enveloppe urbaine et offre donc des cônes de vue vers la Camargue au nord. Du fait de la taille du secteur et de sa localisation, la covisibilité avec les quartiers environnants est relativement importante.	**Modéré à fort**	
Risques naturels	La majorité du secteur est concerné par un aléa feu de forêt, dont essentiellement un aléa très élevé. Ce secteur est inscrit au PPRI en zone urbanisable, malgré sa localisation en continuité de l'enveloppe urbaine et en bordure de milieux humides. Il est concerné au sud par un aléa modéré en zone urbanisée et au nord par un aléa fort de submersion marine en zone urbanisée. Il est également important de noter que le secteur est concerné par un risque de ruissellement. Pour finir, ce secteur est concerné par un aléa moyen de retrait/gonflement des argiles.	**Modéré à fort**	
Risques technologiques	Non concerné	**Nul**	
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	Le secteur est localisé en continuité de l'enveloppe urbaine. Il n'est pas soumis à des nuisances sonores significatives. Aucun site et sol pollué n'est présent sur ou à proximité du secteur.	**Faible**	
Accessibilité /réseaux	Connecté au chemin du Mas d'Avon, et directement connecté à la potentielle future entrée nord d'Aigues Mortes, le site est bien connecté au reste de la commune. Il se situe à 15 min à pied des remparts et de la Cité.	**Faible**	
Proximité enveloppe urbaine	Le secteur est localisé au nord de la commune, entre le chemin du Mas d'Avon et l'avenue du Général Leclerc. Ce secteur d'une superficie d'environ 14,7 ha représente la dernière opportunité communale de développement de la commune. Il est localisé en extension de l'enveloppe urbaine.	**Modéré**	
Enjeu global du site	**Fort** Enjeux concernant : - La préservation des habitats et des espèces à enjeux, - La préservation des zones humides, - La préservation des continuités écologiques, - Le maintien d'espaces fonctionnels d'un point de vue écologique du fait de la présence de périmètres règlementaires, notamment les sites Natura 2000, - La gestion du risque incendie, - La gestion de l'eau, du risque inondation, de submersion marine et du ruissellement sur le site, - L'intégration paysagère du site.		

HABITATS NATUREL - CLASSIFICATION EUNIS

Aménagement du secteur du Mas d'Avon - Aigues-Mortes (30)



Code EUNIS - Intitulé

- A2.522 - Jonchaie à Jonc maritime
- D5.111 - Phragmitaie sèche
- E2.8 x A2.552 - Mosaïque de prairies mésophiles et de prés salés annuels pâturés
- G5.61 x F3.1 - Mosaïque de fourrés arbustifs et de bois de Peuplier blanc
- I1.53 x E2.8 - Friche post-culturale partiellement pâturée
- I1.53 x F3.11 - Friche post-culturale en cours d'embroussaillement
- J1.2 x I2.2 - Construction rurale et jardin associé
- E5.1 - Bordures herbacées
- FB.41 - Vignoble
- G3.F1 x G3.73 - Pinède de Pin parasol
- I1.13 - Champ cultivé
- I1.53 - Friche post-culturale
- J4.2 - Piste
- J4.2 - Réseau routier
- Zone d'étude

Sources : Ville d'Aigues Mortes / J. BIGOTTE - ECO-MED 2018
Fond : World Map Imagery©ESRI
Réalisation : ECO-MED 10/12/2018
Réf. ECO-MED : 3035

0 50 100 150 Mètres

ENJEUX RELATIFS AUX INSECTES

Aménagement du secteur du Mas d'Avon - Aigues-Mortes (30)



Espèce à E.L.C. modéré

- Criquet des dunes

Espèces à E.L.C. faible

- Aïolope de Kenitra
- Decticelle des sables
- Grand Capricorne*
- Leste sauvage
- Truxale occitane

Habitats d'espèces à enjeu faible

- Lucane Cerf-volant, Grand Capricorne*
- Lucane Cerf-volant
- Zone d'étude

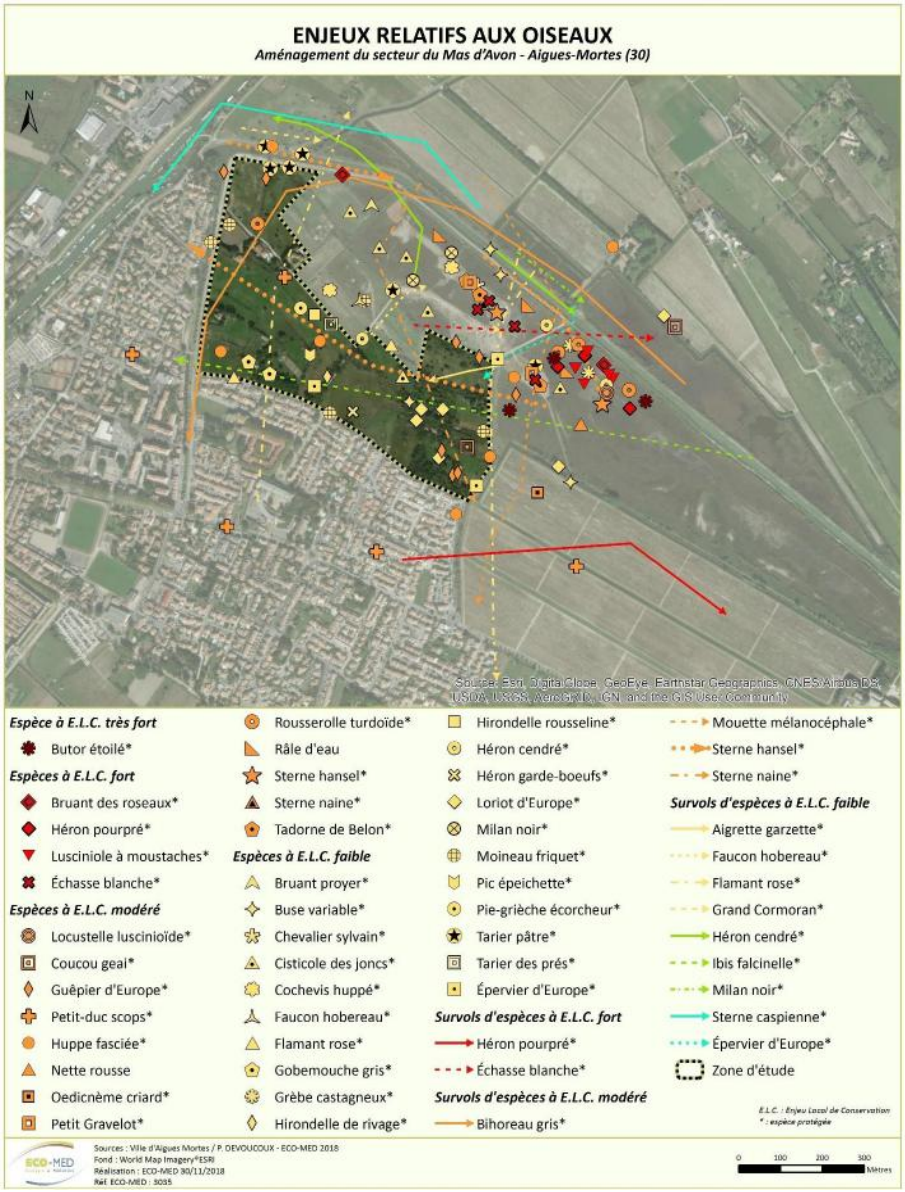
E.L.C. : Enjeu Local de Conservation
** : espèce protégée*

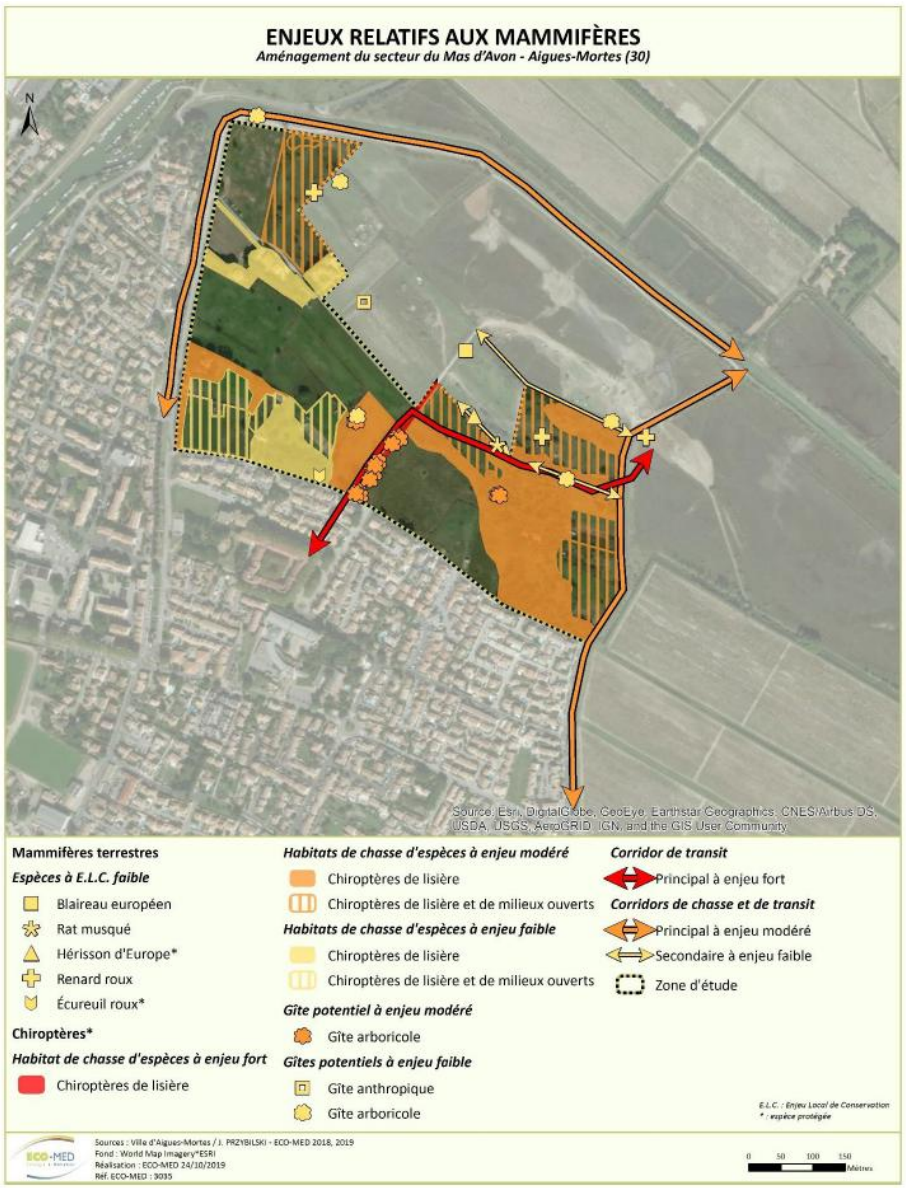
Sources : Ville d'Aigues-Mortes / T. MORRA, M. LE HENANFF, J. PRZYBILSKI - ECO-MED 2018
Fond : World Map Imagery©ESRI
Réalisation : ECO-MED 24/10/2019
Réf. ECO-MED : 3035

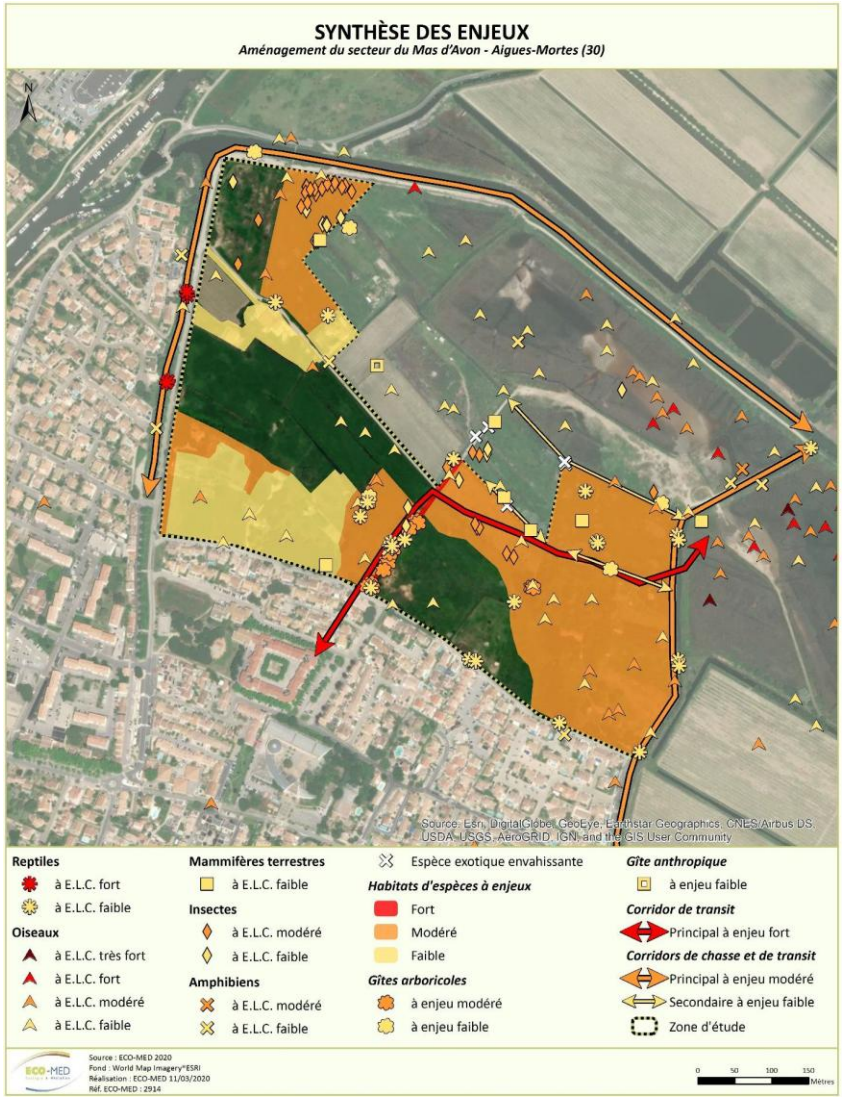
0 50 100 150 Mètres


ENJEUX RELATIFS AUX AMPHIBIENS
Aménagement du secteur du Mas d'Avon - Aigues-Mortes (30)
N
Source: Esri, DigitalGlobe, GeoEye, Earthstar Geographics, CNES/Airbus DS, USDA, USGS, AeroGRID, IGN, and the GIS User Community
Espèce à E.L.C. modéré
Grenouille de Pérez*
Espèce à E.L.C. faible
Rainette méridionale*
Espèce exotique envahissante
Grenouille rieuse*
Zone d'étude
E.L.C. : Enjeu Local de Conservation
* : espèce protégée
Sources : Ville d'Aigues-Mortes / M. LE HENANFF, J. PRZYBILSKI - ECO-MED 2018
Fond : World Map Imagery*ESRI
Réalisation : ECO-MED 24/10/2019
Réf. ECO-MED : 3035
0 50 100 150
Mètres


ENJEUX RELATIFS AUX REPTILES
Aménagement du secteur du Mas d'Avon - Aigues-Mortes (30)
N
Source: Esri, DigitalGlobe, GeoEye, Earthstar Geographics, CNES/Airbus DS, USDA, USGS, AeroGRID, IGN, and the GIS User Community
Espèce à E.L.C. fort
Cistude d'Europe*
Espèces à E.L.C. faible
Couleuvre de Montpellier*
Couleuvre vipérine*
Lézard des murailles*
Lézard à deux raies*
Tarente de Maurétanie*
Zone d'étude
E.L.C. : Enjeu Local de Conservation
* : espèce protégée
Sources : Ville d'Aigues-Mortes / M. LE HENANFF, P. DEVOUCOUX, J. PRZYBILSKI - ECO-MED 2018
Fond : World Map Imagery*ESRI
Réalisation : ECO-MED 24/10/2019
Réf. ECO-MED : 3035
0 50 100 150
Mètres


ENJEUX RELATIFS AUX OISEAUX
Aménagement du secteur du Mas d'Avon - Aigues-Mortes (30)
N
Source: Esri, DigitalGlobe, GeoEye, Earthstar Geographics, CNES/Airbus DS, USDA, USGS, AeroGRID, IGN, and the GIS User Community
Espèce à E.L.C. très fort
Butor étoilé*
Espèces à E.L.C. fort
Bruant des roseaux*
Héron pourpré*
Lusciniole à moustaches*
Échasse blanche*
Espèces à E.L.C. modéré
Locustelle luscinioïde*
Coucou geai*
Guêpier d'Europe*
Petit-duc scops*
Huppe fasciée*
Nette rousse
Oedicnème criard*
Petit Gravelot*
Rousserolle turdoïde*
Râle d'eau
Sterne hansel*
Sterne naine*
Tadorne de Belon*
Espèces à E.L.C. faible
Bruant proyer*
Buse variable*
Chevalier sylvain*
Cisticole des joncs*
Cochevis huppé*
Faucon hobereau*
Flamant rose*
Gobemouche gris*
Grèbe castagneux*
Hirondelle de rivage*
Hirondelle rousseline*
Héron cendré*
Héron garde-boeufs*
Loriot d'Europe*
Milan noir*
Moineau friquet*
Pic épeichette*
Pie-grièche écorcheur*
Tarier pâtre*
Tarier des prés*
Épervier d'Europe*
Survols d'espèces à E.L.C. fort
Héron pourpré*
Échasse blanche*
Survols d'espèces à E.L.C. modéré
Bihoreau gris*
Mouette mélanocéphale*
Sterne hansel*
Sterne naine*
Survols d'espèces à E.L.C. faible
Aigrette garzette*
Faucon hobereau*
Flamant rose*
Grand Cormoran*
Héron cendré*
Ibis falcinelle*
Milan noir*
Sterne caspienne*
Épervier d'Europe*
Zone d'étude
E.L.C. : Enjeu Local de Conservation
* : espèce protégée
Sources : Ville d'Aigues Mortes / P. DEVOUCOUX - ECO-MED 2018
Fond : World Map Imagery©ESRI
Réalisation : ECO-MED 30/11/2018
Réf. ECO-MED : 9035
0 100 200 300 Mètres


ENJEUX RELATIFS AUX MAMMIFÈRES
Aménagement du secteur du Mas d'Avon - Aigues-Mortes (30)
N
Source: Esri, DigitalGlobe, GeoEye, Earthstar Geographics, CNES/Airbus DS, USDA, USGS, AeroGRID, IGN, and the GIS User Community
Mammifères terrestres
Espèces à E.L.C. faible
Blaireau européen
Rat musqué
Hérisson d'Europe*
Renard roux
Écureuil roux*
Chiroptères*
Habitat de chasse d'espèces à enjeu fort
Chiroptères de lisière
Habitats de chasse d'espèces à enjeu modéré
Chiroptères de lisière
Chiroptères de lisière et de milieux ouverts
Habitats de chasse d'espèces à enjeu faible
Chiroptères de lisière
Chiroptères de lisière et de milieux ouverts
Gîte potentiel à enjeu modéré
Gîte arboricole
Gîtes potentiels à enjeu faible
Gîte anthropique
Gîte arboricole
Corridor de transit
Principal à enjeu fort
Corridors de chasse et de transit
Principal à enjeu modéré
Secondaire à enjeu faible
Zone d'étude
E.L.C. : Enjeu Local de Conservation
* : espèce protégée
Sources : Ville d'Aigues-Mortes / J. PRZYBILSKI - ECO-MED 2018, 2019
Fond : World Map Imagery©ESRI
Réalisation : ECO-MED 24/10/2019
Réf. ECO-MED : 9035
0 50 100 150 Mètres


SYNTHÈSE DES ENJEUX
Aménagement du secteur du Mas d'Avon - Aigues-Mortes (30)
N
Source: Esri, DigitalGlobe, GeoEye, Earthstar Geographics, CNES/Airbus DS, USDA, USGS, AeroGRID, IGN, and the GIS User Community
Reptiles
à E.L.C. fort
à E.L.C. faible
Oiseaux
à E.L.C. très fort
à E.L.C. fort
à E.L.C. modéré
à E.L.C. faible
Mammifères terrestres
à E.L.C. faible
Insectes
à E.L.C. modéré
à E.L.C. faible
Amphibiens
à E.L.C. modéré
à E.L.C. faible
Espèce exotique envahissante
Habitats d'espèces à enjeux
Fort
Modéré
Faible
Gîtes arboricoles
à enjeu modéré
à enjeu faible
Gîte anthropique
à enjeu faible
Corridor de transit
Principal à enjeu fort
Corridors de chasse et de transit
Principal à enjeu modéré
Secondaire à enjeu faible
Zone d'étude
Source : ECO-MED 2020
Fond : World Map Imagery©ESRI
Réalisation : ECO-MED 11/03/2020
Réf. ECO-MED : 2914
0 50 100 150
Mètres


Ville d'Aigues-mortes
Pré-diagnostic écologique
Espèces à enjeux fort identifiées sur site
Légende
Zone d'emprise du projet
Cistude d'Europe
cereg
0 100 200 m
Légende
Zone d'emprise du projet
Espèces à enjeux modérés
Aigrette garzette
Cisticole des joncs
Fauvette mélanocéphale
Fauvette passerinette
Hirondelle rustique
Huppe fasciée
Milan noir
Moineau friquet
Grenouille verte (Pelophylax sp.)
Verdier d'Europe
cereg
0 100 200 m





Carte élaborée par Cereg le 06/06/2024 | Source : fond Google satellite

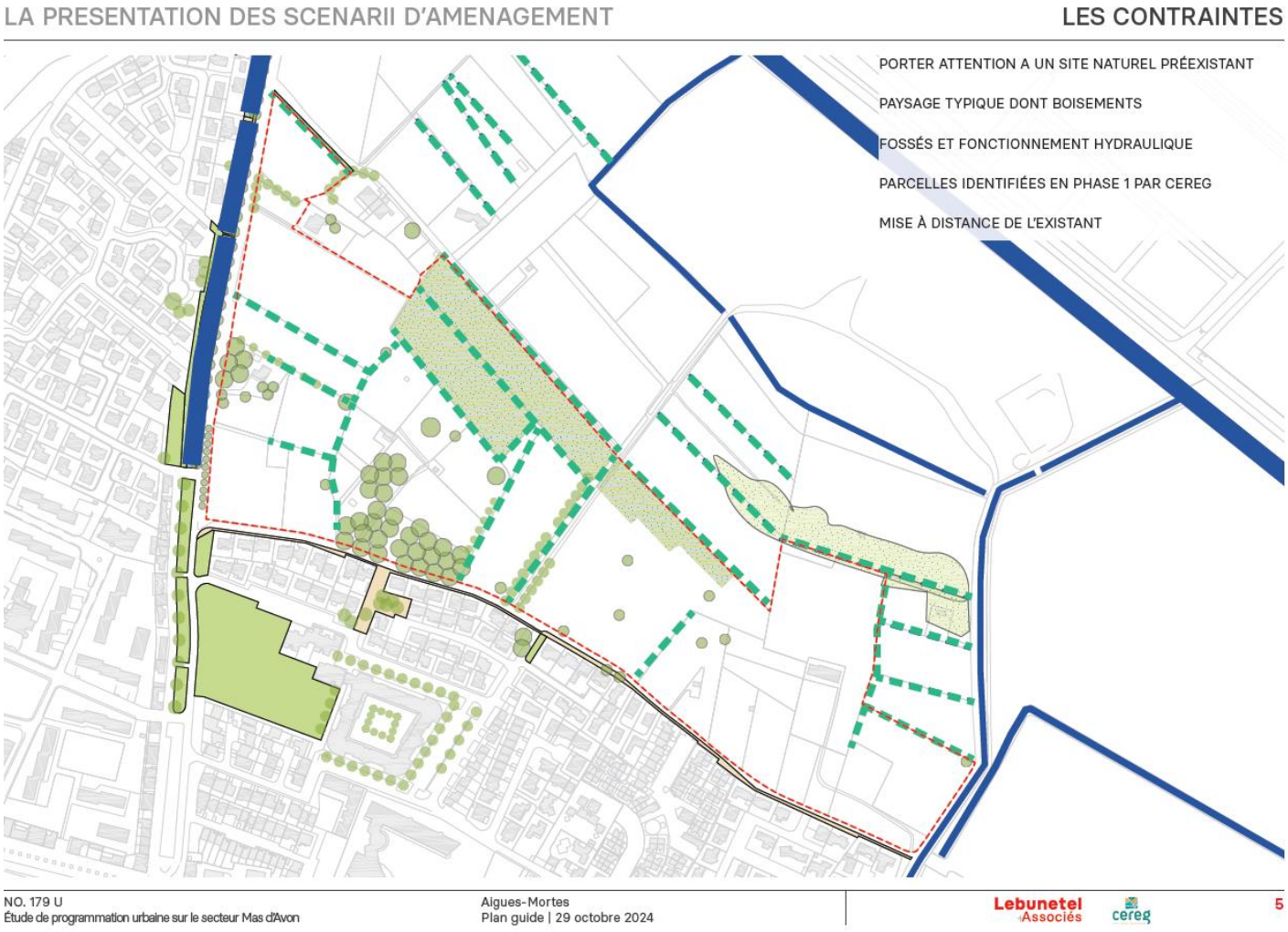
LEGENDE

Zone humide
Oui

Zonage
Zone d'emprise du projet

N
0 100 200 m

cereg



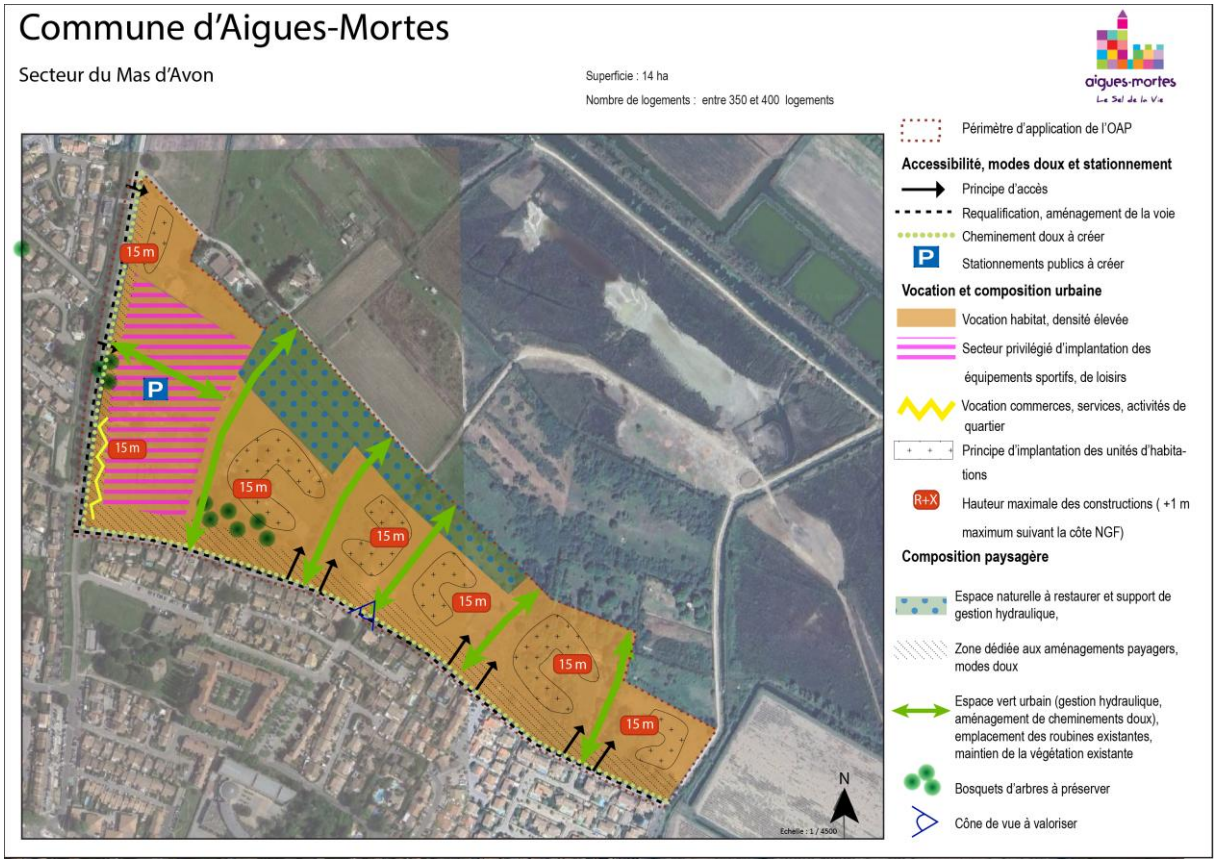
Tiret bleu : roubines et fossés
Hachuré vert : zones humide
Points verts : arbres à préserver

Quelques vues du secteur



Figure 19 : Photos du site du Mas d'Avon – Source : ECOMED, 2021

Schéma de l'OAP

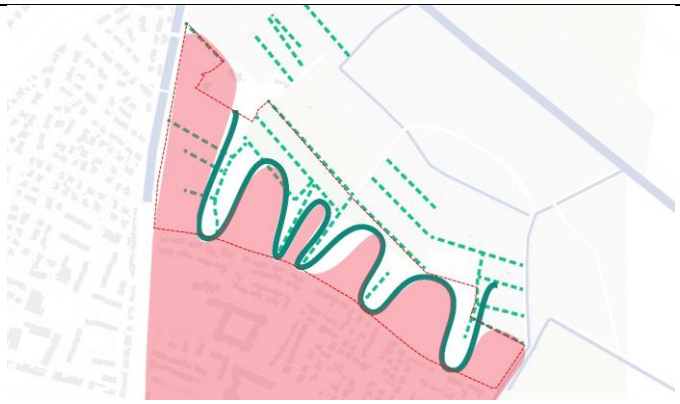


Analyse environnementale de l'OAP

Analyse environnementale de l'évolution de l'OAP		
Thématiques environnementales	**Incidences environnementales positives/négatives**	**Préconisations & Mesures d'évitement-réduction**
Consommation d'espace	 L'ouverture à l'urbanisation du secteur entrainera une incidence négative sur le changement d'affectation du sol et entrainera une consommation d'espace d'au maximum 14 ha. Les parcelles consommées correspondent à des habitats agro-naturels relativement fonctionnels d'un point de vue écologique. Néanmoins, la mise en place d'une OAP sur ce secteur de projet permet de cadrer les aménagements prévus et la consommation d'espace autorisée. Ainsi, l'OAP prévoit de préserver des espaces non artificialisés : zones humides au nord, espaces verts urbains, etc. De plus, les aménagements seront réalisés sur des pilotis, afin de répondre au PPRi, limitant ainsi l'artificialisation des sols.	-
Proximité enveloppe urbaine		-

	Ce secteur est localisé en extension de l'enveloppe urbaine, au nord de la commune. Toutefois, ce secteur est bien connecté au reste de la commune. Il se situe à 15 min à pied des remparts et de la Cité. De plus, il représente la dernière opportunité communale de développement de la commune.	
Périmètres d'inventaire/de protection	 L'aménagement de ce secteur impliquera une destruction d'habitats agro-naturels favorables à certaines espèces à enjeux justifiant du classement de ces périmètres. Une réduction de leurs habitats d'alimentation, de reproduction, etc. induirait une perte de la biodiversité associée à ces périmètres à enjeux, au niveau du secteur d'étude. L'OAP prévoit néanmoins de préserver voire restaurer certains habitats à enjeux comme les zones humides au nord et les roubines. Cependant, la proximité des futurs aménagements impliquerait un dérangement des espèces fréquentant ces habitats et un abandon potentiel de ce site.	Il est recommandé de réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilité de ces espèces. Il est recommandé de végétaliser autant que possible les interfaces des zones urbanisées et d'éviter autant que possible les éclairages nocturnes afin d'éviter tout incidence résiduel sur les habitats naturels voisins.
Natura 2000	 D'après les études écologiques réalisées sur ce secteur, aucun habitat d'intérêt communautaire n'est présent au sein de ce secteur. L'aménagement du site n'impliquera donc pas d'incidence sur les habitats d'intérêt communautaire. Cependant, concernant les espèces d'intérêt communautaire, ce secteur est fonctionnel d'un point de vue écologique et abrite de nombreuses espèces dont des espèces d'intérêt communautaire comme le Grand capricorne, la Cistude d'Europe, le Minioptère de Schreibers, le Grand Murin, le Petit Murin, le Butor étoilé, l'Œdicnème criard, etc. L'aménagement de ce site impliquera donc potentiellement la destruction d'individus et une réduction d'habitats utilisés par ces espèces pour leur alimentation, leur reproduction, etc. L'OAP prévoit néanmoins de préserver voire restaurer certains habitats à enjeux comme les zones humides au nord et les roubines. Cependant, la proximité des futurs aménagements impliquerait un dérangement des espèces d'intérêt communautaire fréquentant ces habitats et un abandon potentiel de ce site.	Il est recommandé de réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilité de ces espèces. Il est recommandé de végétaliser autant que possible les interfaces des zones urbanisées et d'éviter autant que possible les éclairages nocturnes afin d'éviter tout incidence résiduel sur les habitats naturels voisins.
Biodiversité et fonctionnalité écologique	 L'aménagement de ce secteur impliquera une destruction d'habitats agro-naturels fonctionnels d'un point de vue écologique correspondant à des habitats variés comme des champs, des friches, des mosaïques de fourrés arbustifs et de bois de Peuplier blanc, etc. sur une surface maximale de 14 ha. Ces habitats ne correspondent pas à des habitats sensibles. Les habitats à enjeux comme les zones humides seront préservées et restaurées dans le cadre de l'OAP. De plus, les roubines seront également préservées et valorisées. Toutefois, du fait de la proximité de vastes espaces naturels à enjeux (Camargue), ces habitats abritent de nombreuses espèces dont des espèces à enjeux. L'aménagement de ce site impliquerait ainsi la destruction d'individus et une réduction d'habitats utilisés par ces espèces pour leur alimentation, leur reproduction, etc.	Il est recommandé de planter des espaces végétalisés multi-espèces locales et multi-strates : arborées, arbustives et herbacées afin d'offrir des refuges variés aux espèces présentes. Il est recommandé de réaliser les travaux en dehors des périodes de

	Il est cependant important de noter que les études écologiques réalisées en amont du projet ont permis d'identifier et de localiser les enjeux et ainsi adapter le projet d'OAP autant que possible à ces enjeux. Il est notamment prévu de préserver/restaurer les zones humides et de maintenir le système hydraulique existant en préservant les fossés/les roubines et la végétation endémique associée, adaptée aux milieux humides. Le bâti sera implanté de manière à dégager des cœurs largement plantés. La densité retenue permettra de conserver la végétation dans les parcelles. De plus, l'OAP encourage le maintien et le développement de la biodiversité en favorisant les continuités écologiques (parcs continus, conservation des abris existants, souches et pierriers par exemple…) et en réalisant des plantations endémiques. La trame arborée du secteur sera préservée autant que possible et renforcée : les alignements plantés seront prolongés le long des voies, une canopée dense sera développée sur les espaces de stationnement, des franges végétales seront créées, les arbres en limite de parcelles seront maintenus et des cœurs d'îlots de végétation seront également préservés. Un repérage et une protection des arbres de haute tige sera réalisée autant que possible avant toute construction. Des espaces de pleine terre seront également conservés. De plus, les arbres présentant des cavités, souches et cabanons en ruine pourront être préserver dans la mesure du possible afin de maintenir des abris favorables à certaines espèces. Enfin, l'OAP prévoit également de mettre en valeur le paysage existant (arbres isolés, boisement, haies et alignements) et proposer un futur découpage des limites parcellaires basé sur les fossés/talus.	sensibilité des espèces à enjeux. Il est recommandé de végétaliser autant que possible les interfaces des zones urbanisées et d'éviter autant que possible les éclairages nocturnes afin d'éviter tout incidence résiduel sur les habitats naturels voisins et sur les espèces fréquentant ce secteur.
Zones humides	 Le secteur de projet abrite quelques zones humides en bordure nord du site. Ces zones humides sont connectées aux nombreuses roubines/fossés traversant le site et aux zones humides localisées au nord (hors site). L'aménagement de ce secteur pourrait ainsi impliquer une réduction voire une destruction de ces habitats humides. Néanmoins, les études de délimitation des zones humides et le choix de ce scénario de projet permettent de protéger ces habitats humides présents au cœur du secteur de projet. En effet, l'OAP prévoit que les zones du secteur au caractère humide (en bordure nord) mais très dégradées ne fassent pas l'objet d'une urbanisation mais fassent l'objet d'aménagements de restauration des fonctionnalités de ces zones afin de pérenniser leurs caractères humides. De plus, les roubines/fossés existants seront maintenus et créeront des « doigts humides » : de grands espaces à la fonction hydraulique et paysagères, ouverts à tous et aux usages (parc, jeux, parcours sportifs…) avec pour exutoires les zones humides restaurées. La végétation existante liée aux zones humides le long de ces fossés sera préservée et mise en valeur afin de maintenir les caractéristiques du site. Cette végétation sera renforcée avec des plantations adaptées aux milieux humides. Le schéma suivant illustre ces doigts humides qui seront préservés dans le cadre de l'OAP.	Il est recommandé de prévoir une marge de recul d'au moins 10 mètres vis-à-vis des zones humides. Il est également recommandé de prévoir des zones de mises en défens sur lesquelles aucune fréquentation et aucun aménagement n'est prévu. Ces habitats humides dont les roubines ne doivent pas être éclairés la nuit.

	 De plus, l'OAP prévoit de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméabilisées et minéralisées. Les sols perméables seront préservés au maximum. Toutefois, la valorisation de ces habitats humides (cheminements doux…) ainsi que la proximité de ces habitats avec les futurs aménagements pourrait impliquer une réduction de leur fonctionnalité écologique : réduction de l'attractivité écologique, dérangement des espèces, pertes des habitats agro-naturels associés…	
Trame Verte et bleue	 Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique règlementaire ne sera directement impacté par l'aménagement de ce secteur. De plus, l'OAP encourage le maintien et le développement de la biodiversité en favorisant les continuités écologiques (parcs continus, conservation des abris existants, souches et pierriers par exemple…) et la réalisation de plantations d'espèces endémiques. Toutefois, le diagnostic écologique montre la présence au cœur du secteur d'un corridor de transit principal à enjeux forts pour les chiroptères avec gîtes arboricoles. L'aménagement de ce site impliquera potentiellement la destruction des gîtes arboricoles ainsi qu'une dégradation significative de ce corridor, malgré le maintien d'espaces végétalisés au niveau des roubines. La proximité de l'urbanisation et la pollution lumineuse associée pourraient entrainer un abandon de ce corridor pour les espèces de chiroptères.	Il est recommandé d'identifier précisément les gîtes arboricoles et de les préserver. Des habitats naturels non éclairés le long de ce corridor de transit et de ces gîtes arboricoles doivent être préservés. Aucun éclairage nocturne ne doit être prévu le long de ce corridor.
Loi littoral	 Aucun périmètre lié à la loi littoral ne sera impacté par l'aménagement de ce secteur.	-
Paysage, patrimoine, cônes de vue et covisibilité	 L'aménagement de ce site impliquera une destruction du paysage agro-naturel humide. De plus, il est prévu la création d'aménagements d'au maximum 15 mètres de hauteur pouvant impliquer une covisibilité significative avec les quartiers environnants et avec le site inscrit au nord. Néanmoins, le projet d'OAP précise que la limitation des hauteurs est calculée sur l'absence de covisibilité avec les remparts de la Cité. De plus, il est prévu d'implanter les bâtis en recul des voiries existantes (Avenue du Général Leclerc et chemin du Mas d'Avon) pour préserver l'intimité et la tranquillité des quartiers existants et d'implanter les bâtis de manière à dégager des cœurs largement plantés. La densité bâtie retenue permettra également de	Il est recommandé de végétaliser également l'interface nord du site.

	conserver la végétation dans les parcelles (arbres en limite, préservation des cœurs d'îlots végétalisés…). Un cône de vue sera valorisé en limite sud du site. Par ailleurs, ce projet d'OAP a pour objectif d'organiser une future entrée de ville à long terme pour la commune. Plusieurs aménagements paysagers sont prévus dans le cadre du projet : plateau sportif pour tous, larges cheminements piétons publics et ouverts à tous vers le grand paysage afin de conserver un quartier poreux (physique et visuel) basés sur la trame des fossés existants du site. Le paysage existant sera préservé et mis en valeur, notamment en protégeant et en renforçant la trame végétale : protection des arbres isolés, boisement, haies et alignements, prolongement des alignements plantés caractéristiques le long des voies, développement d'une canopée dense sur les espaces de stationnement, traitement des limites du secteur avec le reste du tissu urbain par des franges végétales, protection des habitations existantes le long de l'avenue du Général Leclerc par une frange densément plantée en continuité du bois existant, etc. Les arbres de hautes tiges seront systématiquement repérés et protégés autant que possible avant toute construction. Enfin, l'OAP prévoit un futur découpage des limites parcellaires basé sur les fossés / talus.	
Risques naturels et technologiques	 L'aménagement de ce secteur de projet impliquera une artificialisation des sols et donc une exposition supplémentaire de personnes et de biens à un risque inondation, notamment de submersion marine et de ruissellement. Dans un contexte de changement climatique et de hausse du niveau de la mer, ce secteur de projet est davantage exposé à ce risque de submersion marine. Néanmoins, il est important de rappeler que ce secteur est inscrit au PPRI en zone urbanisable. L'urbanisation répondra ainsi aux contraintes règlements du document cadre. De plus, l'objectif est de créer un quartier exemplaire, en accord avec son contexte urbain et environnemental. Le projet se doit d'être construit avec le risque inondation et de trouver des solutions innovantes en prenant en compte les contraintes hydrauliques. Le projet vise ainsi à rechercher une limitation de l'artificialisation des sols dans le projet. L'OAP prévoit également de créer des habitations sur pilotis, afin de maintenir la transparence du site et respecter les règlementations en vigueur tout en restant au plus proche du TN. Ces éléments sont essentiels dans le cadre du respect du PPRi en assurant un calage des planchers à la cote des plus hautes eaux + 30 cm mais également en évitant au maximum les remblais qui doivent être compensés volumes à volumes. Les stationnements seront intégrés dans chaque plot d'opération, en revêtement perméable pour favoriser l'infiltration et limiter la consommation d'espace avec des bassins de compensation des eaux pluviales. Il est aussi prévu un maintien du système hydraulique existant et donc la préservation des fossés/roubines. Des ouvrages de compensation et de stockage des eaux pluviales intégrés au système hydraulique seront créés en privilégiant de faibles profondeurs pour favoriser les espaces multi-usages par temps secs et éviter de perturber les nappes souterraines peu profondes par endroit. L'OAP prévoit de limiter au strict nécessaire les surfaces imperméabilisées et minéralisées dans une optique de gestion intégrée des risques, des ressources et de lutte contre les ilots de chaleur urbains. Les sols perméables seront d'ailleurs préservés au maximum.	Anticiper la hausse du niveau de la mer et l'évolution du risque de submersion marine dans l'aménagement du projet. Prévoir des orientations permettant d'intégrer le risque incendie : voirie adaptée à l'intervention des pompiers, bande tampon entre les habitations et les espaces végétalisés…

	L'OAP prévoit également de gérer l'évacuation des eaux de pluie et de ruissellement par des aménagements intégrés pouvant participer à l'aménagement paysager du secteur tout en évitant l'anthropisation excessive de sols. Une gestion locale de l'infiltration des eaux de pluie permettra de rafraîchir l'espace par évapotranspiration notamment l'utilisation des noues, et d'éviter des ouvrages de grande dimension. Pour finir, l'aménagement de ce site impliquera également une exposition supplémentaire de biens et de personnes à un aléa feu de forêt. L'OAP ne prévoit aucune orientation vis-à-vis de ce risque.	
Nuisances sonores, qualité de l'air et pollutions	 Le secteur n'est pas directement concerné par des nuisances sonores et par une qualité de l'air dégradé. La création de logements sur ce secteur n'impliquera donc pas d'exposition significative de la nouvelle population à ces nuisances. Toutefois, la création d'au moins 350 logements entrainera une augmentation importante de voitures et donc l'augmentation des nuisances associées. Il est cependant prévu de concevoir un environnement sain apaisant et agréable à vivre (réduction des nuisances, encourager les modes actifs, usages diverses et appropriation des espaces) accessibles aux futurs et des quartiers limitrophes.	-
Desserte et stationnement	 Du fait de la création de nombreux logements sur ce site, la population va augmenter de manière significative. L'accès au site devra être revu afin de contenir ces nouveaux déplacements. Le projet d'OAP prévoit de requalifier les voies existantes pour accueillir la hausse de trafic (chemin du Mas d'Avon et Avenue Général Leclerc) : voies double sens, circulation des piétons et cycles, stationnements supplémentaires. Il est prévu l'optimisation du linéaire de voie (voie sens unique par exemple) pour desservir les unités de voisinage. Ces voies seront cadrées vers le grand paysage et non vers les poches de stationnement. L'OAP prévoit également de conserver et proposer de larges cheminements piétons publics et ouverts à tous vers le grand paysage afin de conserver un quartier poreux (physique et visuel) basés sur la trame des fossés existants du site. Il est néanmoins prévu de réaliser un accès au site par le nord en créant un pont au-dessus du Canal de Bourgidou (hors projet OAP), pouvant ainsi impliquer des incidences significatives sur l'environnement. Concernant les aménagements de stationnements, il est prévu de les intégrer dans chaque plot d'opération, en revêtement perméable pour favoriser l'infiltration et limiter la consommation d'espace avec des bassins de compensation des eaux pluviales.	-
Eau et assainissement	 Ce projet prévoit la création d'au moins 350 logements supplémentaires, impliquant ainsi une augmentation importante du besoin d'alimentation en eau potable et du besoin d'assainissement de ces nouveaux logements. De plus, ce secteur étant localisé en extension de l'enveloppe urbaine, il sera nécessaire de réaliser des travaux permettant d'amener les réseaux au projet.	-
Énergie, climat		Anticiper la hausse du niveau de la mer et l'évolution du risque de

	L'OAP précise que l'application des principes de bio climatisme sera recherchée pour optimiser les capacités de captation de la chaleur et de rafraîchissement naturels de la construction : - L'implantation du bâti en tenant compte de son orientation et de leur caractère traversant (orientation privilégiée du bâti Nord/Sud, logements traversants pour favoriser la ventilation naturelle), - La création d'écrans végétaux devant les surfaces exposées au soleil (en privilégiant les essences à feuilles caduques pour augmenter la lumière en hiver), - Une implantation des constructions permettant de favoriser l'emploi des énergies renouvelables ainsi qu'un éclairage naturel optimal, tout en se protégeant des vents dominants, - La préférence pour des arbres à feuillage caduc de grand développement pour garantir un ombrage en été sur les surfaces minéralisées, - La préservation de la pleine terre et le renforcement de la présence des végétaux, - Une qualité des espaces publics et de gestion de la ressource en eau en optimisant les plantations d'essences locales non allergènes, résistantes et peu consommatrices d'eau, - Le recours aux matériaux biosourcés et/ou locaux (pierre naturelle, roseaux, paille de riz…), - Etc. Il est également prévu de prendre en compte le changement climatique dans la réflexion du projet : - Atténuer les effets du changement climatique en misant d'abord sur la végétalisation et la désimperméabilisation pour rafraichir l'atmosphère par l'ombrage et l'évapotranspiration et en privilégiant des matériaux permettant de réduire les effets de surchauffe, - Être économe dans l'usage des ressources en privilégiant le réemploi et le recyclage des mobiliers, matières, terres végétales, réduire les besoins en énergie et en eau pour le fonctionnement (éclairage sobre, végétation adaptée…), - Limiter le recours aux matériaux et vocabulaire routier (béton, enrobé…) pour préférer le recours aux matériaux faiblement « carbonés » (liants hydrauliques, recyclage…), - Favoriser le cycle naturel de l'eau et valoriser sa présence dans les aménagements, - Encourager le maintien et le développement de la biodiversité en favorisant les continuités écologiques (parcs continus, conservation des abris existants, souches et pierriers par exemple…) et des plantations endémiques, - Concevoir un environnement sain apaisant et agréable à vivre (réduction des nuisances, encourager les modes actifs, usages diverses et appropriation des espaces) accessibles aux futurs et des quartiers limitrophes, - Etc.	submersion marine dans l'aménagement du projet.
Impact global de l'OAP		
Impacts résiduels si application des mesures ERC proposées		

De nombreuses études ont été réalisées en amont du projet du Mas d'Avon et ont permis d'identifier les enjeux environnementaux et ainsi retenir un scénario intégrant en partie ces enjeux. Toutefois,

au vu de la surface et de la localisation de ce secteur, les enjeux environnementaux sont jugés forts et l'aménagement de ce site impliquera malgré tout des incidences significatives sur l'environnement : consommation d'espaces agro-naturels fonctionnels d'un point de vue écologique et en lien avec des zones humides, impact (dérangement et destruction d'habitats) d'espèces à enjeux, artificialisation d'espaces soumis à un risque inondation et de submersion marine, accueille d'une nouvelle population engendrant des besoins et des nuisances associées importantes, etc.

Des mesures supplémentaires sont proposées, notamment permettant de cadrer les phases travaux (réaliser les travaux en dehors des périodes de reproduction, etc.). Ces mesures permettraient de limiter davantage les incidences sur l'environnement, et notamment sur la biodiversité.

2.5. Évaluation simplifiée des incidences sur les sites Natura 2000

Le PLU de la commune d'Aigues-Mortes est soumis à évaluation environnementale puisqu'il comporte sur son territoire des sites appartenant au réseau européen Natura 2000. Cette dernière (évaluation environnementale) doit permettre l'accompagnement du PLU d'un point de vue environnemental, en diagnostiquant les enjeux environnementaux sur la commune et en veillant à leur bonne intégration au sein du projet d'aménagement et développement de la commune.

D'après les articles L.414-4 et R.414-19 du Code de l'Environnement, les plans et programmes d'aménagement susceptibles d'affecter de façon notable un site Natura 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation appropriée de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site.

L'évaluation des incidences exprime la compatibilité ou non du projet de révision du PLU d'Aigues-Mortes avec les objectifs de conservation des sites Natura 2000.

Présentation du réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 renvoie à un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, ou de leurs habitats alors considérés d'intérêt communautaire.

Ce réseau correspond ainsi aux sites identifiés au titre de deux directives européennes : la Directive « Oiseaux » et la Directive « Habitats Faune Flore » ont été mises en place pour atteindre les objectifs de protection et de conservation. Les sites désignés au titre de ces deux directives forment le réseau Natura 2000 transposé en droit français par ordonnance du 11 avril 2001. Le réseau Natura 2000 regroupe plusieurs catégories de sites :

- Les ZPS (zones de protection spéciale) sont pour la plupart issues des ZICO (zones importantes pour la conservation des oiseaux), elles participent à la préservation d'espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire.
- Les SIC (sites d'importance communautaire) participent à la préservation d'habitats d'intérêt communautaire et des espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire.
- Les ZSC (zones spéciales de conservation) présentent un fort intérêt pour le patrimoine naturel exceptionnel qu'elles abritent. Les ZSC ont été créées en application de la directive européenne 92/43/CEE de 1 992, plus communément appelée « Directive Habitats ». Les habitats naturels et les espèces inscrits à cette directive permettent la désignation d'un SIC. Après arrêté ministériel, le SIC devient une zone spéciale de conservation (ZSC) et sera intégré au réseau européen Natura 2000.

Les sites Natura 2000 concernés par le PLU d'Aigues-Mortes

La commune d'Aigues-Mortes est concernée par 2 ZSC (Directive Habitats) et 3 ZPS (Directive Oiseaux).

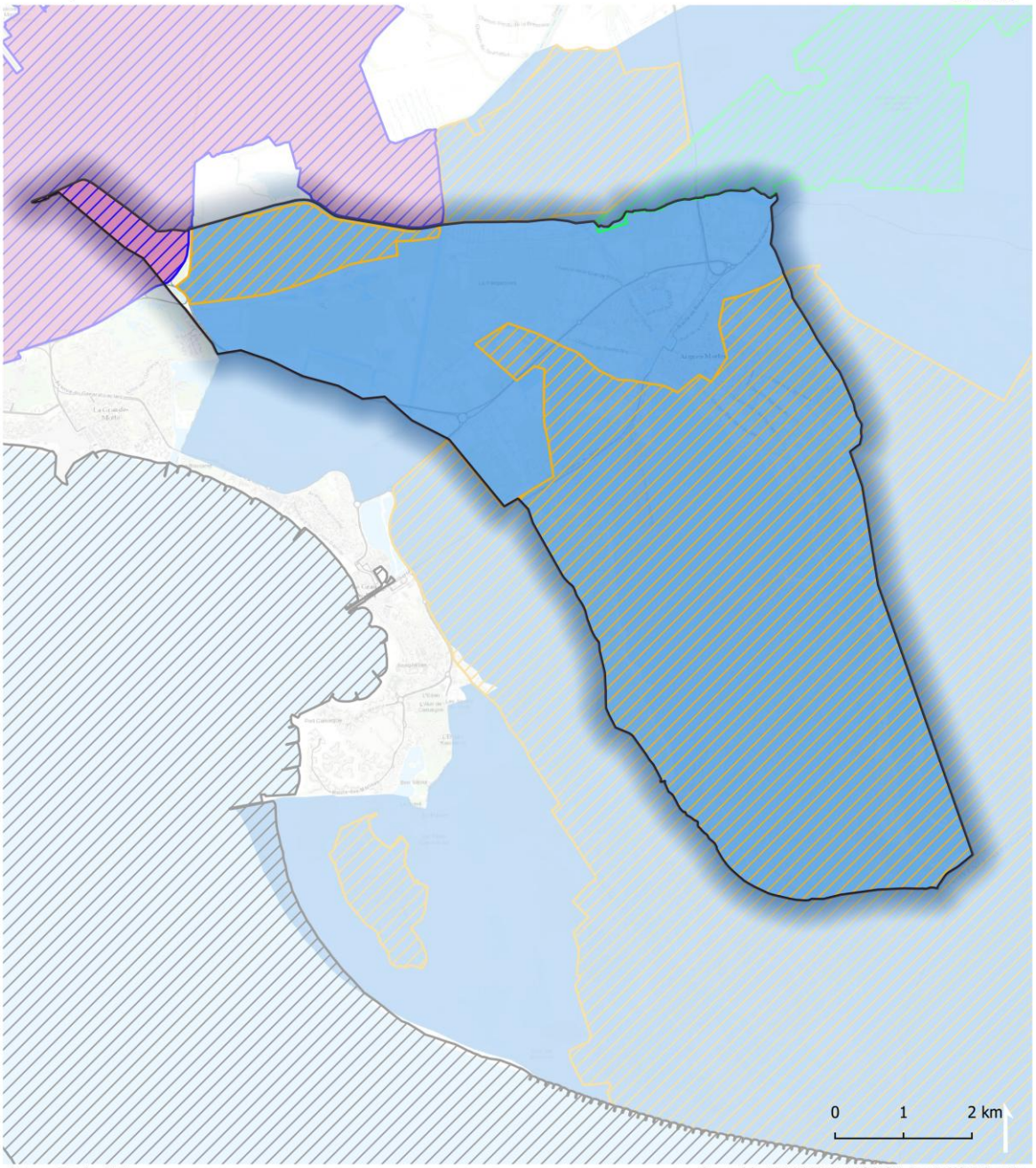
Tableau 13 : Sites Natura 2000 à Aigues-Mortes (source : INPN)

Type de périmètre	Code	Nom	Surface totale	Surface à Aigues-Mortes (ha)	Part de la surface communale
ZSC	FR9101406	Petite Camargue	34 413	5 644	98%
ZSC	FR9101408	Étang de Mauguio	7 024	102	2%
ZPS	FR9112017	Étang de Mauguio	7 024	102	2%
ZPS	FR9112013	Petite Camargue laguno-marine	15 554	3 828	66%
ZPS	FR9112001	Camargue gardoise fluvio-lacustre	5 716	5	0%

REVISION PLU

Commune d'Aigues-Mortes

Localisation des sites Natura 2000 sur la commune d'Aigues-Mortes



Auteur : Ecovia, 2022.

Source(s) : ADMIN EXPRESS©IGN, Fond : ESRI Satellite

Périmètre de la commune d'Aigues-Mortes

Autres ZPS

Zones de Protection Spéciale (Directive Oiseaux) :

- Etang de Mauguio
- Camargue gardoise fluvio-lacustre
- Petite Camargue laguno-marine

Zones Spéciales de Conservation (Directive Habitats) :

- Etang de Mauguio
- Petite Camargue

Description de la ZSC Petite Camargue

Description

Ce site, indissociable de la Camargue provençale, est une grande zone humide littorale sur la côte méditerranéenne qui est soumise aux influences de la mer (lagunes et dunes côtières actives) et des eaux douces (cours d'eau, marais, étangs). Il comprend deux ensembles très intéressants :

- D'une part une zone laguno-marine où s'étend un vaste système dunaire très actif (zone d'engraissement du littoral) et très complet (nombreuses variantes d'habitats dunaires). On trouve un important massif dunaire actif avec de nombreuses dunes vives et fixées dont certaines boisées (Genévriers et Pins pignons). D'anciens massifs dunaires situés à l'intérieur des terres sont recouverts par des forêts de Pin pignon. C'est le seul site en Languedoc-Roussillon où cet habitat est représentatif et bien conservé. On trouve également dans les zones soumises à l'action du coin salé, des secteurs de steppes salées à Limonium et diverses sansouires. Les habitats naturels (prés salés, sansouïres) se présentent sous de nombreux faciès en fonction des facteurs du milieu (topographie, permanence de l'eau, et degré de salinité). Ce site englobe également l'ensemble du site de production des salins d'Aigues-Mortes, à cheval sur les départements du Gard et des Bouches-du-Rhône.
- D'autre part une zone fluvio-lacustre constituée de marais et d'étangs doux à saumâtres. Cet ensemble constitue un système dépressionnaire recevant par gravité les eaux du Rhône, du plateau des Costières, du Vistre et du Vidourle. Il comprend de grands étangs peu ou pas salés (Scamandre, Charnier) entourés par une importante roselière de plus de 2500 ha. Elle est un site majeur pour l'avifaune. Une zone importante de prairie humides, riche en espèces remarquables, est présente au nord. Des ripisylves complètent cet ensemble d'habitats. Ce site est également très important pour la Cistude d'Europe qui est bien représentée. En ce qui concerne les chiroptères, l'ensemble des espèces trouve ici essentiellement un territoire de chasse et de reproduction.

Les présences du Grand Capricorne, de la Lucane cerf-volant, de l'Agrion de mercure et de la Cordulie à corps fin ont pu être notées même si peu de données sont disponibles.

En fonction des enjeux naturels on peut relever plusieurs types de vulnérabilité :

- Cistude d'Europe : pollutions des sites importants pour l'espèce, destruction des sites de ponte, expansion de tortues introduites
- Pinèdes de pins pignons : défrichement et pâturage inadapté,
- Milieux boisés linéaires (ripisylves et fourrés de Tamaris) : destruction par aménagements hydrauliques et recalibrages, endiguements ou enrochements,
- Habitats de prés-salés et sansouïres : modifications des régimes hydriques (apports d'eau douce dans des milieux salés, conversion en marais de chasse), parcellisation et artificialisation des habitats naturels, surpâturage - prairies humides méditerranéennes à grandes herbes et mégaphorbiaies : mise en culture, drainage, surpâturage, modification du régime hydrique
- Lagunes côtières : réarrangement des berges, modifications hydrique (apports d'eau salée ou douce)
- Végétation des laisses de mer : nettoyage des plages, piétinement, fixation du trait de côte
- La fragilité du trait de côte constitue également une cause de vulnérabilité pour l'ensemble des habitats côtiers, en particulier les milieux dunaires, avec une baisse globale des apports sédimentaires et un piétinement, et les steppes salées, qui restent très fortement soumis au risque de destruction par les tempêtes marines.

Habitats d'intérêt communautaire

Le site abrite 20 habitats naturels d'intérêt communautaire dont 5 sont prioritaires au titre de l'Annexe I de la Directive Habitats-Faune-Flore (tableau ci-dessous).

Tableau 14 : liste des habitats naturels jugés d'intérêt communautaire et ayant entrainé la désignation du site en ZSC du réseau Natura 2000

Code	Habitats d'intérêt communautaire (* : caractère prioritaire de l'habitat)
1150	**Lagunes côtières***
1210	Végétation annuelle des laissés de mer
1310	Végétations pionnières à Salicornia et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses
1410	Prés-salés méditerranéens (Juncetalia maritimi)
1420	Fourrés halophiles méditerranéens et thermo-atlantiques (Sarcocornietea fruticosi)
1510	**Steppes salées méditerranéennes (Limonietalia)***
2110	Dunes mobiles embryonnaires
2120	Dunes mobiles du cordon littoral à Ammophila arenaria (dunes blanches)
2190	Dépressions humides intradunaires
2210	Dunes fixées du littoral du Crucianellion maritimae
2250	**Dunes littorales à Juniperus spp***
2260	Dunes à végétation sclérophylle des Cisto-Lavanduletalia
2270	**Dunes avec forêts à Pinus pinea et/ou Pinus pinaster***
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition
3170	**Mares temporaires méditerranéennes***
6420	Prairies humides méditerranéennes à grandes herbes du Molinio-Holoschoenion
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)
92A0	Forêts-galeries à Salix alba et Populus alba
92D0	Galeries et fourrés riverains méridionaux (Nerio-Tamaricetea et Securinegion tinctoriae)

Espèces d'intérêt communautaire

Le site abrite 12 espèces d'intérêt communautaire rattachées à la ZSC.

Tableau 15 : liste des espèces jugées d'intérêt communautaire et ayant entrainé la désignation du site en ZSC du réseau européen Natura 2000.

Code	Espèces d'intérêt communautaire
	Mammifères
1304	Grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum)*
1307	Petit murin *(Myotis blythii)*
1310	Minioptère de Schreibers *(Miniopterus schreibersii)*
1321	Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus)*
1324	Grand Murin (*Myotis myotis)*
	Invertébrés
1041	Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii)*

1044	Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale)*
1046	Gomphe de Graslin (*Gomphus graslinii)*
1083	Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*)
1088	Grand capricorne (*Cerambyx cerdo)*
Reptiles	
1220	Cistude d'Europe (*Emys orbicularis)*
1221	Emyde lépreuse (*Mauremys leprosa)*

Description de la ZSC Etang de Mauguio

Description

L'étang de Mauguio ou étang de l'Or est une lagune en communication avec la mer par un grau qui relie le Sud-Ouest de l'étang au port de Carnon. Il est entouré par une gamme variée d'habitats naturels :

- Un système dunaire avec une grande extension de dunes fixées en bon état de conservation mais séparées du système lagunaire par une route littorale.
- Des milieux saumâtres à hyper salés sur les rives Sud et Est et des lagunes temporaires, riches en herbiers de Ruppia et des sansouïres sur le bordure des rives Nord.
- Des milieux saumâtres à doux influencés par l'eau douce sur les rives Nord, où se développent des prés salés et des formations boisées (frênes, peupliers blancs) et d'anciens prés de fauche. Les rives Nord sont restées à l'écart des grandes transformations qui ont affecté le littoral languedocien et sont marquées par une occupation traditionnelle des terres (élevage, cultures).

La lagune est menacée naturellement comme l'ensemble des lagunes du littoral languedocien par des phénomènes d'eutrophisation et de comblement et elle est soumise à une forte pression anthropique.

La vulnérabilité de la lagune et des zones humides périphériques associées est lié au bassin versant de l'étang de l'or qui regroupe 39 communes et 185 000 habitants permanents. La situation du plan d'eau se trouve donc fortement liée aux activités implantées (urbanisation, agriculture) sur ce bassin versant vaste et urbanisé. La qualité de l'assainissement des eaux usées domestiques recherchée sur ces espaces est donc déterminante pour l'avenir de l'étang.

La vulnérabilité des milieux dunaires (le Petit et Grand Travers) est liée à la fréquentation touristique très importante sur cette portion de côte en période estivale.

Le site présente un patrimoine naturel remarquable dont la conservation dépend fortement de l'amélioration de la qualité de l'eau de la lagune et des écosystèmes aquatiques, et du maintien de la diversité des habitats naturels des marges de l'étang.

Habitats d'intérêt communautaire

Le site abrite pas 14 habitats naturels d'intérêt communautaire dont 3 sont prioritaires au titre de l'Annexe I de la Directive Habitats-Faune-Flore (tableau ci-dessous).

Tableau 16 : liste des habitats naturels jugés d'intérêt communautaire et ayant entrainé la désignation du site en ZSC du réseau Natura 2000

Code	Habitats d'intérêt communautaire (* : caractère prioritaire de l'habitat)
1150	**Lagunes côtières***
1310	Végétations pionnières à Salicornia et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses

1410	Prés-salés méditerranéens (Juncetalia maritimi)
1420	Fourrés halophiles méditerranéens et thermo-atlantiques (Sarcocornietea fruticosi)
2110	Dunes mobiles embryonnaires
2120	Dunes mobiles du cordon littoral à Ammophila arenaria (dunes blanches)
2190	Dépressions humides intradunaires
2210	Dunes fixées du littoral du Crucianellion maritimae
2250	**Dunes littorales à Juniperus spp***
2260	Dunes à végétation sclérophylle des Cisto-Lavanduletalia
2270	**Dunes avec forêts à Pinus pinea et/ou Pinus pinaster***
3120	Eaux oligotrophes très peu minéralisées sur sols généralement sableux de l'ouest méditerranéen à Isoëtes spp
92A0	Forêts-galeries à Salix alba et Populus alba
92D0	Galeries et fourrés riverains méridionaux (Nerio-Tamaricetea et Securinegion tinctoriae)

Espèces d'intérêt communautaire

Le site abrite 2 espèces d'intérêt communautaire rattachées à la ZSC.

Tableau 17 : liste des espèces jugées d'intérêt communautaire et ayant entrainé la désignation du site en ZSC du réseau européen Natura 2000.

Code	Espèces d'intérêt communautaire
	Mammifères
1355	Loutre d'Europe (*Lutra lutra*)
	Reptiles
1220	Cistude d'Europe (*Emys orbicularis)*

Description de la ZPS Etang de Mauguio

Description

L'étang de Mauguio est entouré par une gamme variée d'habitats naturels :

- Un système dunaire avec une grande extension de dunes fixées en bon état de conservation, mais séparées du système lagunaire par une route littorale ;
- Des milieux saumâtres à hyper salés sur les rives Sud et Est et des lagunes temporaires riches en herbiers de Ruppia et des sansouïres sur la bordure des rives Nord ;
  Des milieux saumâtres à doux influencés par l'eau douce sur les rives Nord, où se développent des prés salés et des formations boisées (frênes, peupliers blancs) et d'anciens prés de fauche. Les rives Nord sont restées à l'écart des grandes transformations qui ont affecté le littoral languedocien et sont marquées par une occupation traditionnelle des terres (élevage, cultures).

La diversité des milieux et des conditions d'hygrométrie et de salinité confère à ce site un intérêt ornithologique remarquable. La vaste lagune et ses espaces périphériques sont un site majeur pour l'alimentation et la reproduction de nombreux échassiers et laro-limicoles. La Cigogne blanche s'est récemment ré-installée en périphérie de l'étang, tandis que la vaste roselière abrite le Butor étoilé. On signalera encore à l'extrémité orientale du site une population d'Outardes canepetières dans le secteur de la basse vallée du Vidourle, qui se poursuit dans le site voisin de la Petite Camargue laguno-marine.

L'étang de Mauguio ou étang de l'Or est une lagune en communication avec la mer par le grau qui relie le Sud-ouest de l'étang au port de Carnon.

Entre les zones urbaines de Montpellier et Lunel, en expansion rapide, les voies de communication entre l'Europe du Nord et l'Espagne (autoroute, voies ferrées), les stations touristiques du littoral (Carnon, la Grande Motte); les causes de dégradation du complexe formé par l'étang et ses espaces périphériques sont nombreuses. Les démarches de planification (schémas de cohérence territoriale) et l'existence d'une structure partenariale de gestion de ce territoire ont pour objectif de maîtriser les principaux problèmes.

Espèces d'intérêt communautaire

Le site abrite 42 espèces d'intérêt communautaire rattachées à la ZPS.

Tableau 18 : liste des espèces jugées d'intérêt communautaire et ayant entrainé la désignation du site en ZPS du réseau européen Natura 2000.

Code	Espèces d'intérêt communautaire
	Oiseaux
A021	Butor étoilé
A022	Blongios nain
A023	Bihoreau gris
A024	Crabier chevelu
A026	Aigrette garzette
A029	Héron pourpré
A030	Cigogne noire
A031	Cigogne blanche
A032	Ibis falcinelle
A034	Spatule blanche
A035	Flamant des Caraïbes
A073	Milan noir
A081	Busard des roseaux
A082	Busard Saint-Martin
A094	Balbuzard pêcheur
A098	Faucon émerillon
A119	Marouette ponctuée
A124	Talève sultane
A128	Outarde canepetière
A131	Echasse blanche
A132	Avocette élégante
A133	Oedicnème criard
A135	Glaréole à collier
A138	Gravelot à collier interrompu
A140	Pluvier doré
A157	Barge rousse
A166	Chevalier sylvain
A176	Mouette mélanocéphale
A180	Goéland railleur
A189	Sterne hansel
A193	Sterne pierregarin
A197	Guifette noire
A229	Martin-pêcheur d'Europe
A231	Rollier d'Europe
A255	Pipit rousseline
A293	Lusciniole à moustaches
A734	Guifette moustac

A773	Grande Aigrette
A861	Combattant varié
A863	Sterne caugek
A885	Sterne naine
A894	Sterne caspienne

Description de la ZPS Petite Camargue laguno-marine

Description

Le territoire concerné comprend l'ensemble de la propriété salicole qui s'étend de part et d'autre de la limite entre les départements du Gard et des Bouches-du-Rhône, caractérisé par un ensemble de bassins de taille et de profondeurs variables et dont la concentration en sel varie selon un itinéraire précisément établi.

Des espaces annexes sont également inclus dans le périmètre, en particulier les principaux étangs de la plaine de l'Espiguette, quelques pinèdes et zones viticoles, et les propriétés agricoles en bordure du Vidourle, ces dernières constituant un site d'hivernage important pour l'Outarde canepetière.

L'ensemble constitue un ensemble remarquable, complémentaire de la grande Camargue désignée par ailleurs, encore peu altéré malgré la pression touristique qui s'exerce depuis les grandes stations du littoral gardois et héraultais.

Le site proposé en Zone de Protection Spéciale (ZPS) accueille plus de 240 espèces d'oiseaux et constitue :

- Un site de nidification régulier pour plus de 50 espèces ;
- Un important site d'accueil en hiver, particulièrement favorable aux oiseaux d'eau, aux laro-limicoles, à l'Outarde canepetière et à de nombreux passereaux ;
- Une étape de migration (automne, printemps) pour plus de 160 espèces. En outre, certaines espèces ont des effectifs particulièrement importants, supérieurs à 1% de la population biogéographique régionale (critère R3C de la convention de Ramsar).

La richesse du site (nombre élevé d'espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire ou patrimonial) et l'importance de certaines populations d'oiseaux sont principalement dues à :

- La diversité et à l'étendue importante des milieux naturels présents sur le site ;
- L'originalité de certains habitats naturels : estran (et milieu marin immédiat), marais salants, sansouïres et steppes salées, roselières ;
- La position géographique du site, en rive nord de la Méditerranée, sur les axes migratoires de nombreuses espèces (vallée du Rhône).

Concernant les vulnérablilités de ce site, la plus grande partie de la ZPS est constituée par l'exploitation salicole dite d'Aigues-Mortes. Tant que cette activité continuera sur le site, les conditions d'accueil pour l'avifaune demeureront satisfaisantes. La société propriétaire des salins a récemment recruté un expert écologue pour garantir cette bonne gestion.

La zone d'hivernage de l'Outarde canepetière en bordure du Vidourle est plus vulnérable compte tenu des pressions diverses qui s'exercent sur cette zone (projets d'aménagement touristique ou urbains). Toutefois l'inondabilité de la zone devrait limiter les convoitises des aménageurs sur cette partie du territoire.

Au final, ce sont surtout des risques naturels, en particulier une intrusion marine par fort coup de mer, et la compétition interspécifique (notamment du fait de l'accroissement des populations de goélands) qui constituent des menaces pour l'avifaune patrimoniale du secteur.

Espèces d'intérêt communautaire

Le site abrite 93 espèces d'intérêt communautaire rattachées à la ZPS.

Tableau 19 : liste des espèces jugées d'intérêt communautaire et ayant entrainé la désignation du site en ZPS du réseau européen Natura 2000.

Code	Espèces d'intérêt communautaire
	Oiseaux
A480	Gorgebleue à miroir
A001	Plongeon catmarin
A002	Plongeon arctique
A003	Plongeon imbrin
A010	Puffin de Scopoli
A017	Grand Cormoran
A021	Butor étoilé
A022	Blongios nain
A023	Bihoreau gris
A024	Crabier chevelu
A025	Héron garde-boeufs
A026	Aigrette garzette
A028	Héron cendré
A029	Héron pourpré
A030	Cigogne noire
A031	Cigogne blanche
A032	Ibis falcinelle
A034	Spatule blanche
A035	Flamant des Caraïbes
A036	Cygne tuberculé
A037	Cygne de Bewick
A048	Tadorne de Belon
A052	Sarcelle d'hiver
A054	Canard pilet
A058	Nette rousse
A059	Fuligule milouin
A061	Fuligule morillon
A072	Bondrée apivore
A073	Milan noir
A074	Milan royal
A075	Pygargue à queue blanche
A080	Circaète Jean-le-Blanc
A081	Busard des roseaux
A082	Busard Saint-Martin
A084	Busard cendré
A092	Aigle botté
A094	Balbuzard pêcheur
A095	Faucon crécerellette
A098	Faucon émerillon
A100	Faucon d'Éléonore
A103	Faucon pèlerin
A118	Râle d'eau
A119	Marouette ponctuée
A125	Foulque macroule
A127	Grue cendrée
A128	Outarde canepetière
A130	Huîtrier pie

A131	Echasse blanche
A132	Avocette élégante
A133	Oedicnème criard
A138	Gravelot à collier interrompu
A140	Pluvier doré
A141	Pluvier argenté
A145	Bécasseau minute
A147	Bécasseau cocorli
A149	Bécasseau variable
A157	Barge rousse
A160	Courlis cendré
A162	Chevalier gambette
A166	Chevalier sylvain
A170	Phalarope à bec étroit
A176	Mouette mélanocéphale
A179	Mouette rieuse
A180	Goéland railleur
A189	Sterne hansel
A193	Sterne pierregarin
A197	Guifette noire
A215	Grand-duc d'Europe
A222	Hibou des marais
A224	Engoulevent d'Europe
A229	Martin-pêcheur d'Europe
A231	Rollier d'Europe
A243	Alouette calandrelle
A246	Alouette lulu
A255	Pipit rousseline
A293	Lusciniole à moustaches
A302	Fauvette pitchou
A338	Pie-grièche écorcheur
A379	Bruant ortolan
A693	Puffin des Baléares
A707	Aigle de Bonelli
A734	Guifette moustac
A773	Grande Aigrette
A855	Canard siffleur
A857	Canard souchet
A861	Combattant varié
A863	Sterne caugek
A885	Sterne naine
A889	Canard chipeau
A894	Sterne caspienne
A604	Goéland leucophée

Description de la ZPS Camargue gardoise fluvio-lacustre

Description

Cette ZPS d'origine fluvio-lacustre constitue un système dépressionnaire recevant par gravité des eaux du Rhône, du plateau des Costières et du Vistre.

Il comprend de grands étangs peu ou pas salés (Scamandre, Charnier et Crey), entourés par une importante roselière (marais à Phragmites australis) de plus de 2500 ha. Cette roselière est un site majeur pour l'avifaune (dont le Héron pourpré, le Butor étoilé et autres hérons paludicoles qui y nichent).

De nombreux habitats naturels d'intérêt communautaire sont caractéristiques de ces zones humides : les marais halophiles (jonchaies et sansouïres) ou temporaires et les prairies humides qui abritent une diversité floristique importante avec des espèces patrimoniales. Les zones humides et boisées abritent également une avifaune importante (Echasse blanche, Rollier d'Europe, Milan noir), ainsi sur les ripisylves du Vistre, des colonies d'Ardéidés s'installent chaque année. Cette partie du territoire est soumise à des processus d'évolution naturels ou anthropiques en lien avec l'augmentation sensible de la salinité et la gestion de l'eau artificielle dans ces milieux.

Le site comprend une vaste zone (2600 ha) de marais dulçaquicoles constituée par les étangs du Charnier, du Grey et du Scamandre ceinturés par la plus vaste étendue de roselières de la région (1760 ha). Sur le pourtour de la phragmitaie, on rencontre une multitude de milieux très diversifiés (jonçaies, vasières, petits plans d'eau, sansouïres, tamarisières) le plus souvent étroitement imbriqués en mosaïque. La richesse des biotopes associée à la relative tranquillité et à la taille du site confèrent à ce complexe d'étangs un intérêt majeur sur le plan ornithologique. Notamment pour des espèces menacées et rares en France : Butor étoilé (*Botaurus stellaris*), Hérons pourprés (*Ardea purpurea*), *Glareola pratincola*.

La principale vulnérabilité du site est la dégradation des roselières due à des processus de type naturels ou anthropiques.

Espèces d'intérêt communautaire

Le site abrite 44 espèces d'intérêt communautaire rattachées à la ZPS.

Tableau 20 : liste des espèces jugées d'intérêt communautaire et ayant entrainé la désignation du site en ZPS du réseau européen Natura 2000.

Code	Espèces d'intérêt communautaire
	Oiseaux
A480	Gorgebleue à miroir
A021	Butor étoilé
A022	Blongios nain
A023	Bihoreau gris
A024	Crabier chevelu
A026	Aigrette garzette
A029	Héron pourpré
A030	Cigogne noire
A031	Cigogne blanche
A032	Ibis falcinelle
A034	Spatule blanche
A035	Flamant des Caraïbes
A058	Nette rousse
A072	Bondrée apivore
A073	Milan noir
A080	Circaète Jean-le-Blanc
A081	Busard des roseaux
A082	Busard Saint-Martin
A084	Busard cendré
A092	Aigle botté
A094	Balbuzard pêcheur

A103	Faucon pèlerin
A119	Marouette ponctuée
A124	Talève sultane
A127	Grue cendrée
A131	Echasse blanche
A133	Oedicnème criard
A135	Glaréole à collier
A166	Chevalier sylvain
A176	Mouette mélanocéphale
A189	Sterne hansel
A193	Sterne pierregarin
A197	Guifette noire
A229	Martin-pêcheur d'Europe
A231	Rollier d'Europe
A293	Lusciniole à moustaches
A294	Phragmite aquatique
A707	Aigle de Bonelli
A727	Guignard d'Eurasie
A734	Guifette moustac
A773	Grande Aigrette
A859	Aigle criard
A861	Combattant varié
A892	Marouette poussin

Localisation des SSEI par rapport aux sites Natura 2000

Les réflexions dans le cadre de l'élaboration du projet de PLU ont permis d'identifier les secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI) significativement par la mise en œuvre du PLU. Ces SSEI regroupent :

- Les zones AU,
- Les emplacements réservés,
- Les parcelles vierges en U (potentiel foncier),
- Une zone UT
- Une zone Neq.

Au total, 24,63 hectares de SSEI sont identifiés dans le cadre du PLU d'Aigues-Mortes, soit 0,43% du territoire :

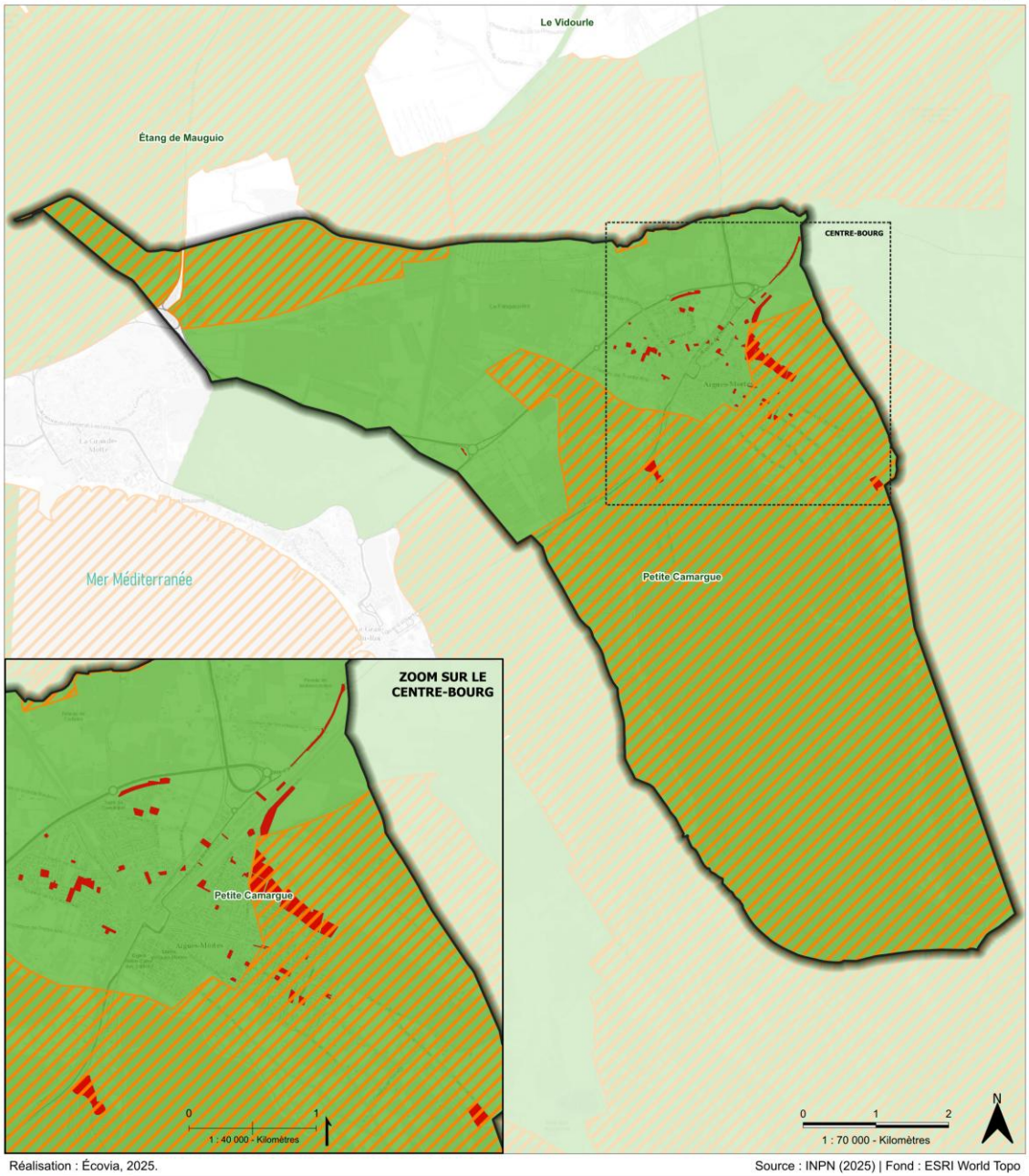
Tableau 2 : Détails des secteurs susceptibles d'être impactés

Type SSEI	Surface (en ha)	Part du territoire d'Aigues-Mortes
Emplacements réservés	8,16	0,14%
Potentiel foncier	4,67	0,08%
Zone 1AU	4,36	0,08%
Zone 2Au	3,09	0,05%
Zone Neq	1,55	0,03%
Zone UT	2,8	0,05%
Total :	**24,63**	**0,43%**

Ces SSEI représentent des secteurs susceptibles d'être urbanisés et sont pour certains inclus au sein des OAP du territoire.

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Réseau NATURA 2000



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : INPN (2025) | Fond : ESRI World Topo

Éléments de repère :
- Limite communale

Périmètres du réseau :
- Directive "Oiseaux" : Zone de Protection Spéciale
- Directive "Habitats" : Zone Spéciale de Concervation

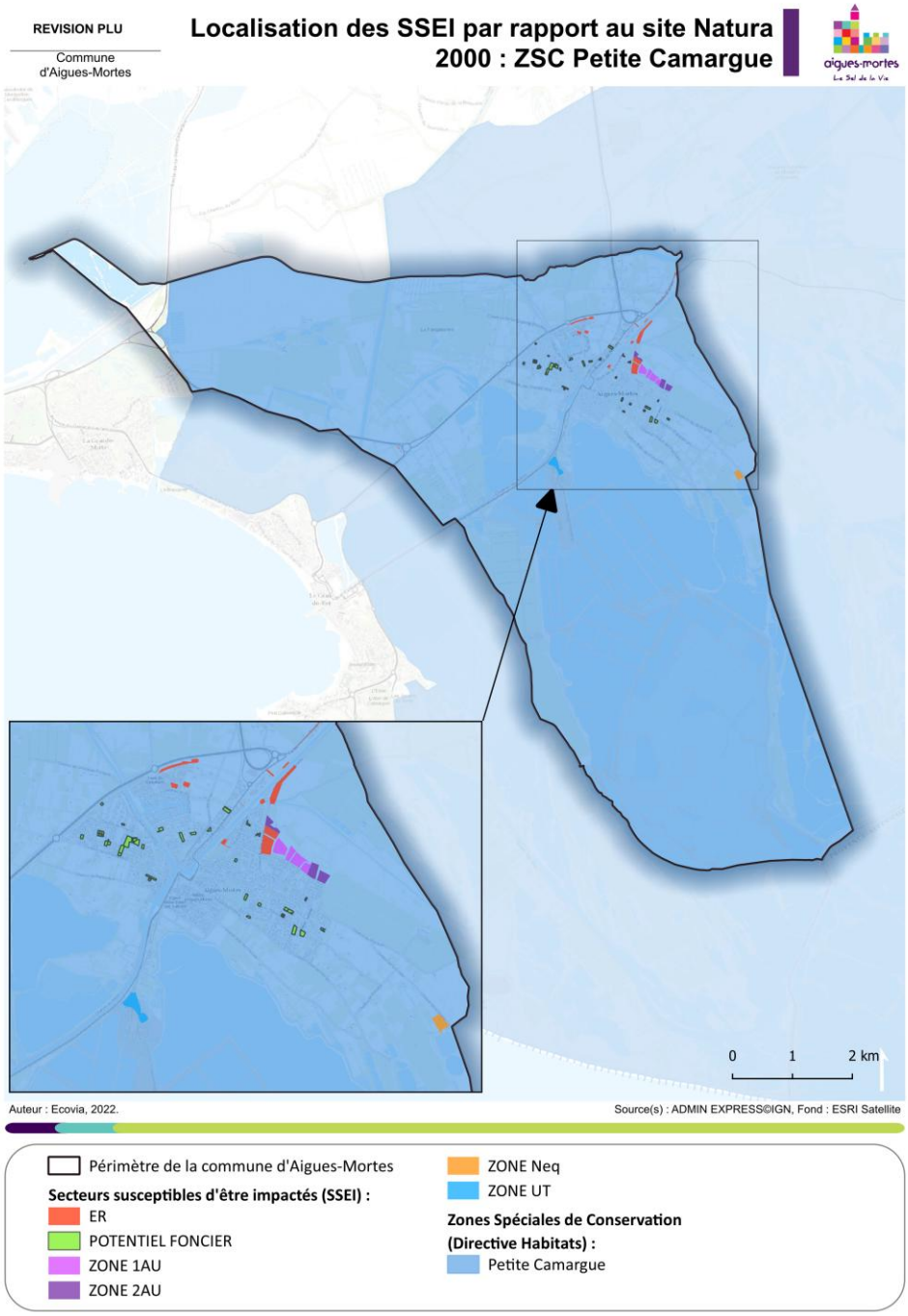
Secteurs susceptibles d'être impactés :
- Impacté
- Sans impact

Analyse des incidences sur les sites Natura 2000

Pour chaque site Natura 2000, une analyse des incidences des SSEI est proposée par la suite.

Analyse des incidences vis-à-vis de la ZSC Petite Camargue

Pour rappel, cette ZSC occupe la quasi-totalité de la commune d'Aigues-Mortes. L'ensemble des SSEI est donc localisé au sein de cette ZSC, soit 24,63 ha.



Il est important de noter qu'en termes de surface, les SSEI représente moins de 0,1% de la surface totale de la ZSC concernée. Il est d'ores et déjà possible de conclure à une absence d'incidences significatives du fait de la faible surface concernée. Néanmoins, du fait de leur localisation au sein de la ZSC, une analyse approfondie est proposée par la suite.

Pour rappel, cette ZSC abrite 20 habitats naturels d'intérêt communautaire dont 5 sont prioritaires au titre de l'Annexe I de la Directive Habitats-Faune-Flore. Ces habitats correspondent essentiellement à des habitats littoraux (laisses de mer, dunes, prés salés…), à des surfaces en eau (lagunes, lacs…) et des habitats humides (prairies humides, mégaphorbiaies, forêts riveraines…).

Cette ZSC abrite 12 espèces d'intérêt communautaire correspondant à des chiroptères, des invertébrés et des reptiles.

Analyse des incidences des emplacements réservés

Les principaux SSEI concernent des emplacements réservés. Au total, il est prévu 8,16 ha d'emplacements réservés répartis en 16 sites.

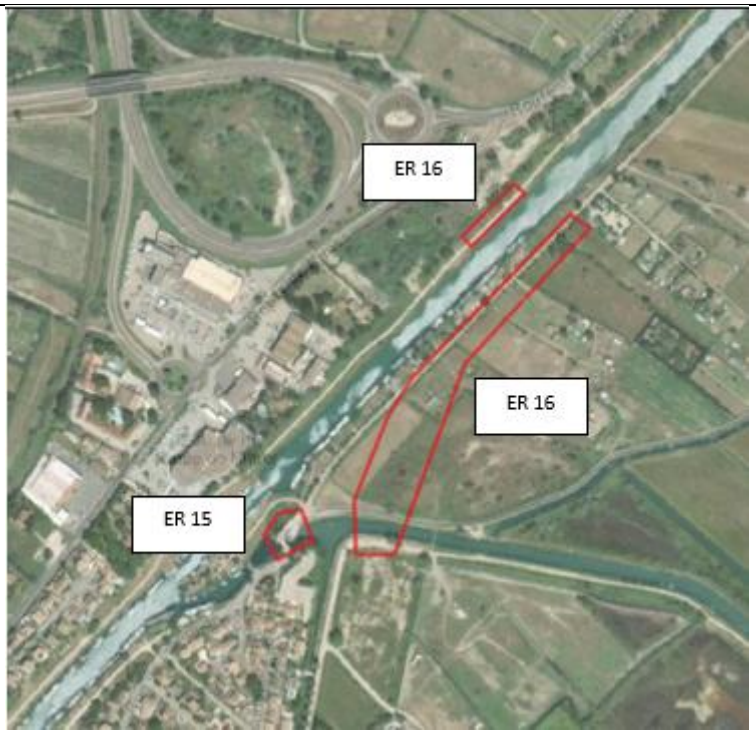
Seuls 2 emplacements réservés occupent une surface supérieure à 1 ha et sont susceptibles, du fait de leur localisation d'engendrer des incidences potentielles sur cette ZSC.

- N°3 : Création d'un groupe scolaire (zone 2AU),
- N°16 : Prélocalisation d'un emplacement réservé de franchissement et N°15 : Prélocalisation d'un emplacement réservé pour la reconstruction du pont.

L'emplacement numéro 3 est intégré dans le projet du Mas d'Avon. Ce dernier fait l'objet d'une analyse approfondie du fait des enjeux écologiques de ce site. Les emplacements réservés inclus dans le périmètre du Mas d'Avon seront analysés dans le cadre de ce projet.

Par la suite, des analyses zoomées concernant les emplacements réservés n°15 et 16 sont réalisées.

Analyse de l'emplacement réservé n°15 et 16

<table>
<tr><th colspan="2">ER n°15 – Prélocalisation d'un ER pour la reconstruction du pont et ER n°16 – Prélocalisation d'un ER de franchissement</th></tr>
<tr><td colspan="2"> 
</td></tr>
<tr><td>Analyse des incidences</td><td>Dans le cadre de la révision générale du PLU, cet emplacement réservé pré-localise seulement un projet de franchissement de canaux et de reconstruction d'un pont.

Le projet n'est pas porté dans le cadre de cette révision générale. Ainsi le niveau de précision de ces éléments ne permet pas d'évaluer les incidences potentielles de ce projet sur le site Natura 2000.</td></tr>
</table>

	Nous alertons néanmoins, sur la nécessité de réaliser des études approfondies (étude écologique, étude routière…) afin de cadrer au mieux les enjeux environnementaux de ce projet et de l'adapter dans le but de limiter les incidences sur l'environnement et notamment sur le site Natura 2000 de la Petite Camargue.

Analyse des autres emplacements réservés

La plupart de ces SSEI correspondent à des élargissements de voiries, à des créations d'équipements et à la création de cheminements piétons.

Chaque emplacement réservé occupe une surface inférieure à 0,3 ha et est localisée au sein ou en continuité de l'urbanisation existante.

Du fait de leur localisation, ces secteurs sont essentiellement concernés par des habitats anthropiques et dégradés, du type bordures de route, parkings existants, pelouses rases. Aucun habitat d'intérêt communautaire n'est présents sur ces emplacements réservés.

De plus, la proximité de l'urbanisation est source de nuisances significatives (nuisances sonores, pollutions lumineuses, présence de l'homme…) et impliquent un dérangement des espèces, notamment les plus farouches. Ainsi, ces emplacements réservés ne sont pas des habitats favorables aux espèces d'intérêt communautaire.

Par ailleurs, on retrouve des habitats remarquables et fonctionnels à proximité de ces emplacements réservés. Ces habitats seront privilégiés par les espèces d'intérêt communautaire.

Au vu de leur surface, de leur localisation et de leur occupation du sol, il est donc possible de confirmer l'absence d'incidence significative de ces emplacements réservés sur la ZSC de la Petite Camargue.

Analyse des incidences des parcelles vierges (potentiel foncier)

Cette catégorie de SSEI concerne 4,67 ha regroupés en 48 parcelles vierges. Ces SSEI correspondent à des espaces non construits au sein de l'enveloppe urbaine. Chacun de ces SSEI occupe une surface inférieure à 0,6 ha.

Ces SSEI abritent des habitats anthropisés de type jardins, pelouses entretenues. Certains de ces SSEI correspondent à des jardins arborés. Ces SSEI n'abritent donc pas d'habitat d'intérêt communautaire.







Photos de parcelles vierges Source : Google Maps

Concernant les espèces d'intérêt communautaire, ces SSEI sont peu attractifs et peu fonctionnels d'un point de vue écologique. Leur localisation au sein de l'enveloppe urbaine induit des habitats peu fonctionnels, sur des surfaces limitées et soumises à de nombreuses pressions urbaines : nuisances sonores, pollution lumineuse, déplacement des espèces contraints (grillages, urbanisation), fréquentation humaine, etc. Ces pressions impliquent ainsi un dérangement significatif des espèces d'intérêt communautaire qui vont davantage utiliser les milieux naturels localisés en dehors de l'enveloppe urbaine.

Ainsi, au vu de leur surface, de leur localisation au sein de l'enveloppe urbaine et de leur occupation du sol, il est donc possible de confirmer l'absence d'incidence significative de l'aménagement de ces parcelles vierges sur la ZSC de la Petite Camargue.

Analyse des incidences des zones AU

Cette catégorie de SSEI regroupe les zones 1AU et 2AU retenues dans le cadre de la révision générale du PLU d'Aigues-Mortes. Ces zones AU sont localisées au niveau du secteur de projet du Mas d'Avon.

Ce dernier fait l'objet d'une analyse approfondie par la suite du fait des enjeux écologiques de ce site. Les zones AU inclus dans le périmètre du Mas d'Avon seront analysés dans le cadre de ce projet.

Analyse des incidences de la parcelle Neq

La parcelle Neq est localisée sur la partie est de la commune, en dehors de l'enveloppe urbaine, sur une surface de 1,55 ha.

Parcelle Neq





Photos de la zone – Source : Google Maps

Habitats rencontrés :	Ce secteur abrite des milieux ouverts et semi-ouverts potentiellement humides, de type fourrés de Tamaris, ronciers, fourrés de Canne de Provence, prairie humide. Cette zone est bordée par des surfaces en eau, des canaux. Ce secteur est ainsi susceptible d'abriter des habitats d'intérêt communautaire, comme des fourrés halophiles méditerranéens, ou encore des mégaphorbiaies hygrophiles. Ces habitats présentent donc des enjeux de conservation significatifs relativement forts. Il est néanmoins important de noter que le secteur est dégradé. Plusieurs zones de dépôts (notamment de gravats) sont observées sur ce secteur. Ce secteur abritait par le passé une ancienne casse de voitures. Il est également bordé au sud par la déchèterie d'Aigues-Mortes.
Espèces d'intérêt communautaire potentielles :	Du fait des habitats présents actuellement sur cette zone et des espaces agro-naturels humides voisins, ce site est susceptible d'accueillir une riche biodiversité, dont des espèces d'intérêt communautaire. Ce site peut servir de zones de chasse aux espèces d'intérêt communautaire de chiroptères et de zones d'alimentation et de reproduction pour les invertébrés visés par ce site Natura 2000, notamment les odonates (Cordulie à corps fin, Agrion de Mercure, Gomphe de Graslin). Par ailleurs, les canaux en bordures du site sont potentiellement utilisés par la Cistude d'Europe.

Niveau de sensibilité/enjeux écologiques :	**Fort**
Nature du projet :	La zone Neq comporte l'équipement publique de la déchetterie intercommunale. Le règlement précise : « Sont autorisés les équipements d'intérêt général dont les constructions et installations liées au fonctionnement de la déchetterie intercommunale. Les constructions ou installations nécessaires à des équipements collectifs ne doivent pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. »
Incidence potentielle sur le site Natura 2000 :	Cet aménagement est donc susceptible d'engendrer une réduction d'habitats d'intérêt communautaire et un dérangement potentiel des espèces présentes au sein de cette zone. Néanmoins, le règlement de la zone précise que les constructions ne doivent pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
Niveau d'incidence potentielle :	**Modéré - significatif**
Mesures ERC :	**Il est recommandé d'identifier précisément les habitats d'intérêt communautaire et de les préserver. Les zones humides, les fourrés et la trame arborée doivent également être préservés de tout aménagement. Ces derniers doivent être réalisés sur les zones d'ores et déjà anthropisées, dégradées. L'artificialisation des sols doit être limitée autant que possible.** **Par ailleurs, l'ensemble des mesures permettant de garantir l'absence de pollutions des masses d'eau par les futurs aménagements doit être pris.** **Aucun éclairage public ne doit être prévu dans le cadre de cet aménagement. Pour finir, les travaux d'installations doivent être réalisés en dehors des périodes de sensibilités des espèces d'intérêt communautaire.**
Incidence potentielle résiduelle sur le site Natura 2000 si respect des mesures ERC :	**Faible – non significatif**

Analyse des incidences de la parcelle UT

La parcelle UT correspond à la zone à vocation d'accueil, d'activités et hébergement touristique situé dans l'emprise des Salins du Midi et concerne une surface de 2,8 ha. Elle est intégrée à l'OAP des Salins et est ainsi d'ores et déjà évaluée dans le cadre de la présente évaluation environnementale.

Parcelle UT





Photos de la zone – Source : Google Maps

Habitats rencontrés :	Le secteur est en grande partie artificialisé. Quelques espaces verts et friches psammophiles entretenus (fauchage) devant des bâtiments sont présents. La trame arborée est dominée par des Pins et des Cyprès isolés. A noter également, la présence de friches psammophiles sur la partie sud du secteur (devant un bâtiment) qui correspond à un habitat induisant la présence de stations de Statice de Provence (*Limonium cupsidatum)*, espèce protégée. L'habitat de cette espèce représente, de fait, un enjeu écologique fort et a conduit à faire évoluer le projet pour en assurer la préservation optimale. En dehors des stations de Statice de Provence, les enjeux écologiques du site sont fortement limités, impactées par l'artificialisation et la fréquentation du site. Ce SSEI ne comporte pas d'habitats d'intérêt communautaire.
Espèces d'intérêt communautaire potentielles :	Ce site s'inscrit au sein d'une vaste zone humide de grand intérêt écologique, pour la flore comme pour la faune. Il est entouré d'étangs, de marais, de sansouïres/prés salés, de fourrés halophiles à salicornes. Les enjeux écologiques autour de ce site sont forts. Certaines espèces à enjeux sont donc susceptibles d'utiliser ponctuellement le site de projet (pour se déplacer ou pour chasser. Zone de chasse potentielle pour certaines espèces de chiroptères). Les lagunes et canaux à proximité sont jugés attractifs pour la Cistude d'Europe. A noter également, la présence de la Statice de Provence (*Limonium cupsidatum)* au sein du secteur. Plusieurs individus de cette espèce protégée ont donc été observés au sein du secteur.

	D'autres espèces patrimoniales ont été observées à proximité immédiate du secteur : Centaurée jaune tardive *(Blackstonia acuminata),* Statice fausse vipérine *(Limonium echioides),* Statice raide *(Limonium virgatum),* Ruppie maritime *(Ruppia maritima).* La présence d'espèces d'intérêt communautaire n'est donc pas à exclure au sein de ce SSEI.
Niveau de sensibilité/enjeux écologiques :	**Modéré à fort**
Nature du projet :	Ce SSEI est prévu dans le cadre de la valorisation touristique des Salins du Midi et a vocation d'accueil, d'activités et hébergement touristique. Sur cette zone, il est autorisé le commerce de détail et de l'artisanat en lien avec l'activité des Salins, de la restauration, de l'accueil d'une clientèle, des hôtels et hébergements touristiques ainsi que des locaux, bureaux et locaux techniques liés aux Salins.
Incidence potentielle sur le site Natura 2000 :	Ce secteur de projet est d'ores et déjà artificialisé et soumis à des pressions anthropiques significatives. Sa fonctionnalité et son attractivité écologiques sont donc limitées. Aucun habitat d'intérêt communautaire n'est présent au sein du secteur de projet. Néanmoins, du fait de la proximité d'habitats naturels à enjeux, certaines espèces d'intérêt communautaire sont susceptibles de fréquenter ponctuellement le secteur de projet. L'aménagement de ce site pourrait alors impliquer une réduction d'habitats favorables aux espèces d'intérêt communautaire et/ou un dérangement de ces espèces. Cependant, les études préalables au projet ont permis d'identifier précisément les habitats sensibles. Ces derniers seront préservés. De plus, des mesures d'évitement et de réduction sont proposées dans le cadre de ces études et permettent de limiter significativement les incidences de ce projet sur les espèces à enjeux, notamment le respect d'un calendrier d'intervention pour le démarrage des travaux et le balisage des zones de chantier. Seul la limitation de l'éclairage nocturne sur la future zone touristique n'est pas respectée dans le cadre de l'OAP et pourrait ainsi impliquer un impact sur les espèces de chiroptères présentes. Pour rappel, 5 espèces d'intérêt communautaire sont des espèces de chiroptères : Grand rhinolophe, Petit Murin, Minioptère de Schreibers, Murin à oreilles échancrées, Grand Murin. L'éclairage de ce site pourrait ainsi impliquer des incidences significatives sur ces espèces d'intérêt communautaire et impliquer un changement dans leur territoire et dans leur comportement de chasse, voire engendrer un abandon du site pour les espèces les plus sensibles à la lumière.
Niveau d'incidence potentielle :	**Faible à modéré - Significatif**
Mesures ERC :	Limitation de l'éclairage nocturne sur la future zone touristique, de façon à limiter les impacts sur les chiroptères chassant régulièrement sur les lagunes mais aussi pour l'ensemble de la faune fréquentant ces milieux humides. A minima, l'éclairage doit être adapté pour réduire l'impact sur ces espèces : orientation des éclairages vers le sol, extinction des éclairages à partir de 23h, éclairage à détection automatique…
Incidence potentielle résiduelle sur le site Natura 2000 si respect des mesures ERC :	**Faible – non significatif**

Conclusion

La ZSC Petite Camargue occupe la quasi-totalité de la commune d'Aigues-Mortes et concerne donc l'ensemble des SSEI identifiés dans le cadre de la révision générale du PLU.

La majorité de ces SSEI est localisé au sein de l'enveloppe urbaine sur des surfaces limitées. Ces SSEI n'abritent pas d'habitats d'intérêt communautaire et sont peu favorables aux espèces d'intérêt communautaire, justifiant ainsi de l'absence d'incidences significative sur ce site Natura 2000.

Seuls quelques projets particuliers sont susceptibles d'engendrer des incidences significatives sur cette ZSC du fait de leur localisation et de la présence potentielle d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire. C'est notamment le cas de :

- L'emplacement réservé n°4,
- Les emplacements réservés n°15 et n°16,
- La zone Neq,
- La zone UT,
- Le Mas d'avon (ce secteur fait l'objet d'une analyse approfondie par la suite).

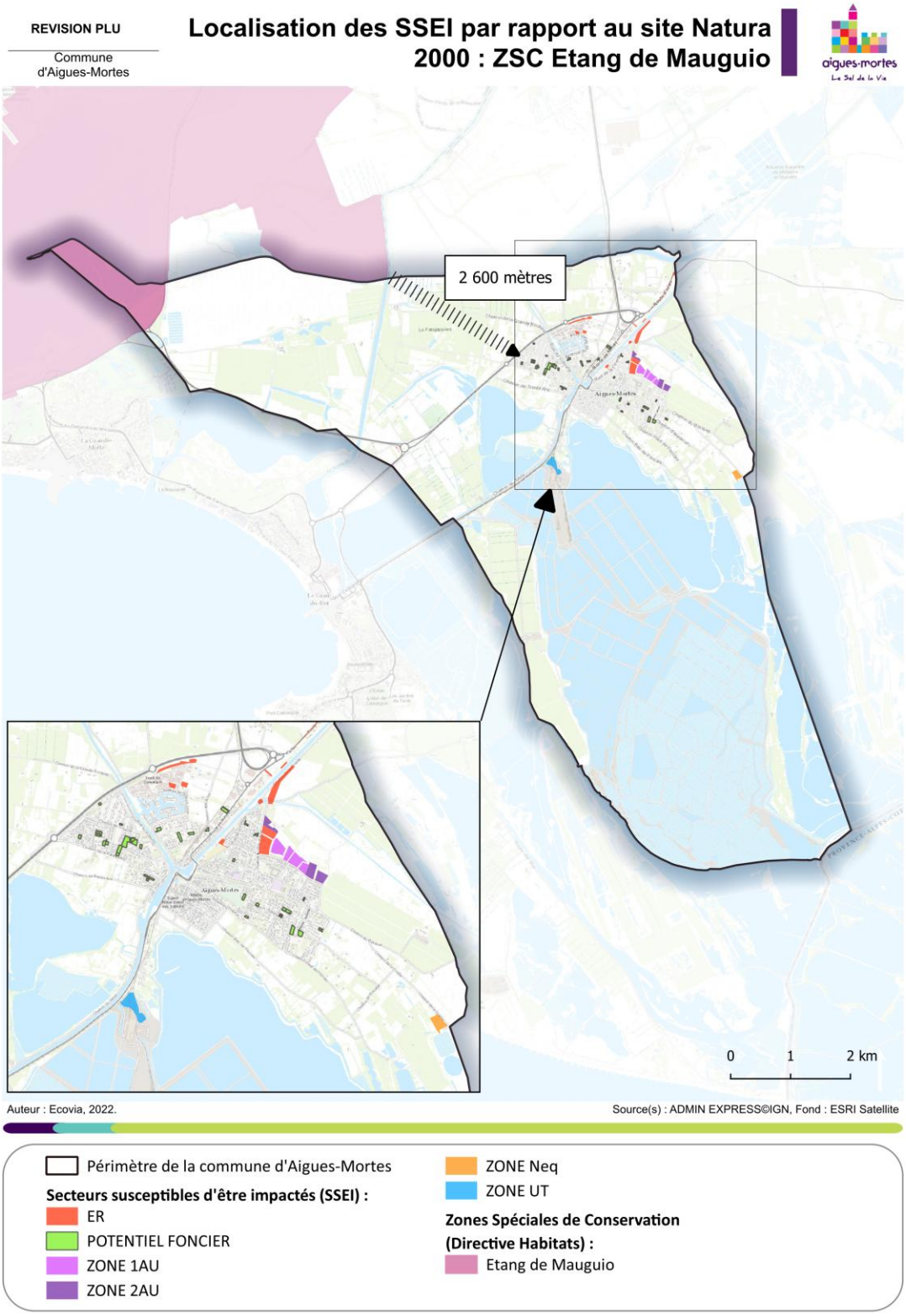
Pour ces SSEI, des mesures d'évitement et de réduction sont proposées afin de limiter les incidences sur ce site Natura 2000.

Ainsi, sous condition du respect des mesures d'évitement et de réduction proposées, la révision du PLU d'Aigues-Mortes, à travers notamment ces SSEI, n'est pas susceptible d'engendrer des incidences significatives sur la ZSC Petite Camargue.

Analyse des incidences vis-à-vis de la ZSC Etang de Mauguio

Pour rappel, cette ZSC est localisée en extrémité ouest de la commune d'Aigues-Mortes. Seulement une centaine d'hectares de cette ZSC est localisée sur la commune, représentant ainsi 1,5 % du site Natura 2000.

Aucun SSEI n'est présent au sein de cette ZSC. Les SSEI sont localisés à plus de 2600 mètres de la ZSC.



De ce fait, l'artificialisation potentielle de ces secteurs ne devrait d'ores et déjà pas entrainer d'incidence directe sur le fonctionnement écologique de ces sites naturels d'importance européenne ni impacter les habitats naturels & espèces faunistiques d'intérêt communautaire ayant justifié de la désignation de cette ZSC au titre du réseau européen Natura 2000.

Concernant les habitats d'intérêt communautaire, la ZSC Etang de Mauguio concernent des habitats naturels de qualité essentiellement inféodés aux milieux littoraux : lagune de Mauguio et son lido : dunes, prés-salés, fourrés halophiles…

Aucun des habitats d'intérêt communautaire liés à l'étang de Mauguio n'a été inventorié au sein des périmètres des SSEI.

De plus, ces SSEI correspondent essentiellement à des habitats agricoles et anthropisés comme des jardins privés (arborés), des pelouses entretenues, des prairies, des haies et bosquets d'arbres et arbustes, des bords de routes, etc. Les habitats rencontrés présentent une fonctionnalité écologique limitée et ne participent pas au fonctionnement de cette ZSC. Seuls quelques habitats humides relativement fonctionnels sont présents mais sont localisés essentiellement sur la partie est de la commune, donc à une distance supérieure à la ZSC.

De plus, le SSEI le plus fonctionnel, correspondant au Mas d'Avon fait l'objet d'une analyse approfondie par la suite.

La distance et l'occupation du sol permettent donc de garantir l'absence d'impact négatif direct et significatif sur l'ensemble des habitats naturels ayant entrainé la désignation de la ZSC.

Pour finir, les projets d'aménagements prévus par le PLU n'entraineront pas, non plus, d'impacts négatifs indirects susceptibles de porter atteinte à ces sites Natura 2000. Ces projets n'engendreront :

- Aucun rejet significatif sur des habitats d'intérêt communautaire ;
- Aucune émission de poussières ou vibrations significative sur des habitats d'intérêt communautaire ;
- Aucune pollution significative sur des habitats d'intérêt communautaire…

En l'état, la mise en œuvre du PLU d'Aigues-Mortes n'entrainera donc aucune incidence directe significative susceptible de remettre en cause l'état de conservation des habitats ayant entrainé la désignation de la ZSC Etang de Mauguio.

Concernant les espèces d'intérêt communautaire, la distance importante entre le site Natura 2000 et les SSEI permet de limiter significativement les échanges entre ces périmètres. Les espèces d'intérêt communautaire correspondent seulement à la Loutre d'Europe et la Cistude d'Europe.

De plus, il est important de noter que la majorité des secteurs susceptibles d'être impactés sont d'ores et déjà présents au sein de l'enveloppe urbaine ou en continuité directe avec le tissu urbain existant. Les habitats présents sont dominés par des milieux agricoles et anthropisés comme des jardins privés (arborés), des pelouses entretenues, des prairies, des haies et bosquets d'arbres et arbustes, des bords de route, etc. La proximité de l'urbanisation et la qualité des habitats limitent significativement la fonctionnalité et l'attractivité écologique de ces SSEI : les nuisances et dérangements induits peuvent être défavorables à l'installation de ces espèces faunistiques d'intérêt communautaire. Par ailleurs, aucun habitat favorable à ces espèces n'est présent directement au sein des SSEI (cours d'eau, ripisylve, canaux…). Aucun de ces habitats ne seront aménagés. Seuls des canaux sont localisés en bordure ou à proximité immédiate de certains sites (notamment le Mas d'Avon) et sont susceptibles d'accueillir de la Cistude d'Europe. Néanmoins, ces canaux seront préservés de tout aménagement évitant ainsi les incidences directes sur cette espèce.

Quelques individus peuvent néanmoins fréquenter ponctuellement certains SSEI (déplacement de la Cistude d'Europe à travers certains secteurs). Toutefois, il est important de rappeler que la commune

d'Aigues-Mortes est concernée par d'autres espaces agro-naturels fonctionnels et attractifs d'un point de vue écologique, localisés hors SSEI. Ces milieux sont davantage favorables et utilisés par les espèces du territoire et notamment les espèces d'intérêt communautaire.

Pour finir, aucun projet n'engendrera de rupture de corridors écologiques significative ; de perturbation d'espèces significative ; de nuisance sonore significative sur des habitats d'intérêt communautaire…

De ce fait il est possible d'affirmer que la mise en œuvre du PLU d'Aigues-Mortes n'entrainera pas d'incidences significatives vis-à-vis des espèces ayant justifié de la désignation de la ZSC Etang de Mauguio.

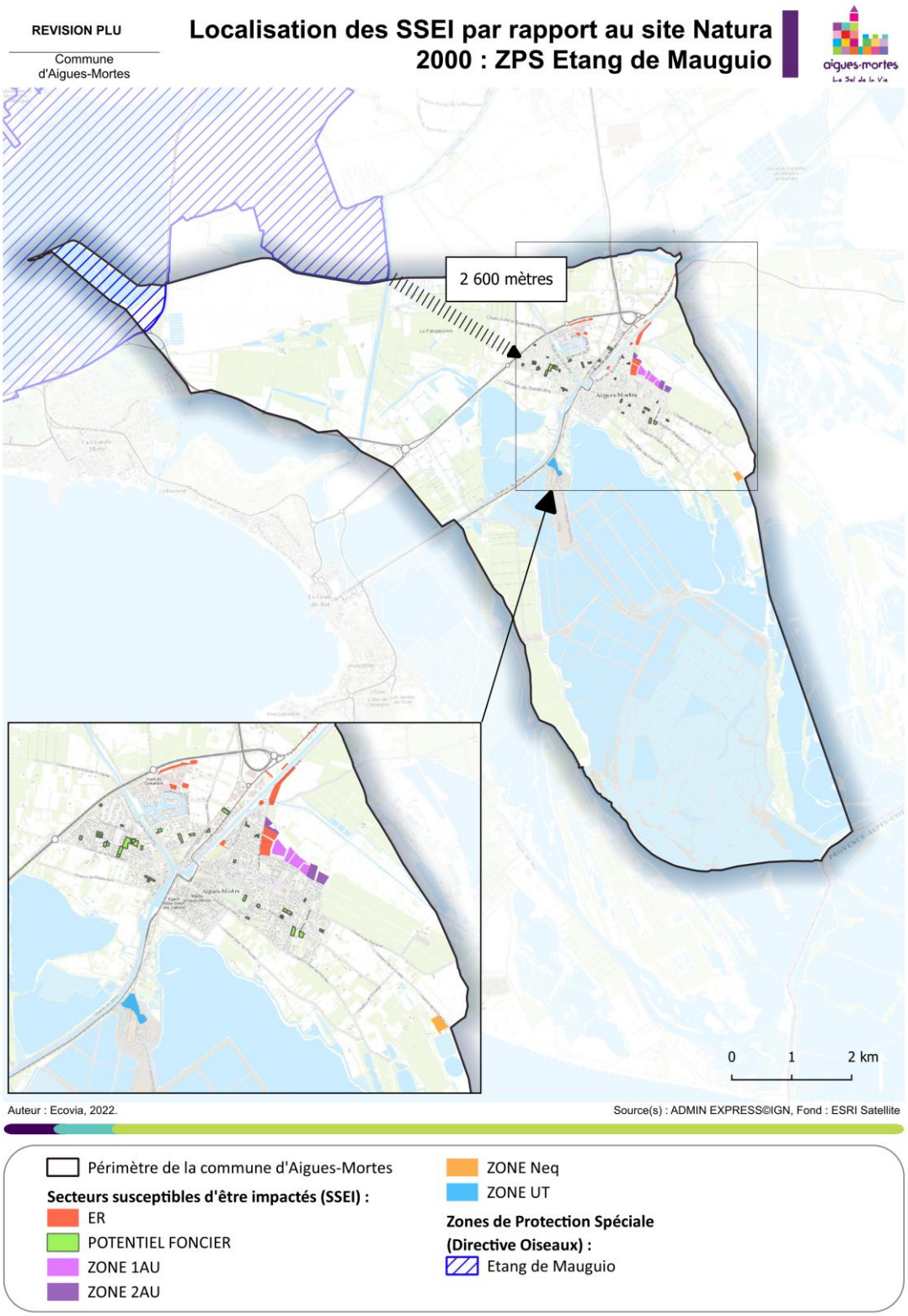
Néanmoins afin de réduire toute incidence résiduelle, des mesures d'évitement et de réduction sont proposées :

Mesures d'évitement & de réduction :
• Préserver les habitats agro-naturels les plus fonctionnels d'un point de vue écologique : zones humides, fourrés, zones boisées… • Préserver les arbres remarquables, les arbres à cavité, les arbres morts, etc. • Eviter l'utilisation d'éclairage nocturne au sein des SSEI isolés au sein de milieux naturels. • Réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilités, notamment de reproduction des espèces d'intérêt communautaire.

Analyse des incidences vis-à-vis de la ZPS Etang de Mauguio

La ZPS Etang de Mauguio est localisée sur le même périmètre que la ZSC Etang de Mauguio. Seulement une centaine d'hectares de cette ZPS est localisée sur la commune, représentant ainsi 1,5 % du site Natura 2000.

Aucun SSEI n'est présent au sein de cette ZPS. Les SSEI sont localisés à plus de 2600 mètres de la ZPS.



De ce fait, l'artificialisation potentielle de ces secteurs ne devrait d'ores et déjà pas entrainer d'incidence directe sur le fonctionnement écologique de ces sites naturels d'importance européenne ni impacter les espèces faunistiques d'intérêt communautaire ayant justifié de la désignation de cette ZPS au titre du réseau européen Natura 2000.

Cette ZPS vise essentiellement des espèces remarquables d'oiseaux d'intérêt communautaire inféodées aux zones humides, à la lagune de Mauguio et à la mer. Ces espèces sont farouches et ont besoin d'habitats préservés et fonctionnels pour se développer. Quelques espèces liées aux espaces agricoles sont également présentes comme l'Outarde canepetière, l'Œdicnème criard, le Rollier d'Europe, le Pipit rousseline, le Milan noir, etc. Néanmoins, ces espèces ont un domaine vital relativement large et ont besoin de milieux agro-naturels vastes. Ces espèces n'utilisent pas des habitats isolés, trop proches des habitations.

Concernant les SSEI retenus dans le cadre de la révision du PLU, il est important de noter que la majorité des secteurs susceptibles d'être impactés sont d'ores et déjà présents au sein de l'enveloppe urbaine ou en continuité directe avec le tissu urbain existant. Les habitats présents sont dominés par des milieux agricoles et anthropisés comme des jardins privés (arborés), des pelouses entretenues, des prairies, des haies et bosquets d'arbres et arbustes, des bords de route, etc. La proximité de l'urbanisation et la qualité des habitats limitent significativement la fonctionnalité et l'attractivité écologique de ces SSEI : les nuisances et dérangements induits peuvent être défavorables à l'installation de ces espèces faunistiques d'intérêt communautaire. Par ailleurs, aucun habitat favorable à ces espèces n'est présent directement au sein des SSEI. Ces habitats sont isolés et dégradés.

Quelques individus peuvent néanmoins fréquenter ponctuellement certains SSEI (notamment le Mas d'Avon qui fait l'objet d'une analyse approfondie par la suite). Toutefois, il est important de rappeler que la commune d'Aigues-Mortes est concernée par d'autres espaces agro-naturels fonctionnels et attractifs d'un point de vue écologique, localisés hors SSEI. Ces milieux sont davantage favorables et utilisés par les espèces du territoire et notamment les espèces d'intérêt communautaire.

De ce fait il est possible d'affirmer que la mise en œuvre du PLU d'Aigues-Mortes n'entrainera pas d'incidences significatives vis-à-vis des espèces ayant justifié de la désignation de la ZPS Etang de Mauguio.

Néanmoins afin de réduire toute incidence résiduelle, des mesures d'évitement et de réduction sont proposées :

Mesures d'évitement & de réduction :
• Préserver les habitats agro-naturels les plus fonctionnels d'un point de vue écologique : zones humides, fourrés, zones boisées… • Réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilités, notamment de reproduction des espèces d'intérêt communautaire.

Analyse des incidences vis-à-vis de la ZPS Petite Camargue laguno-marine

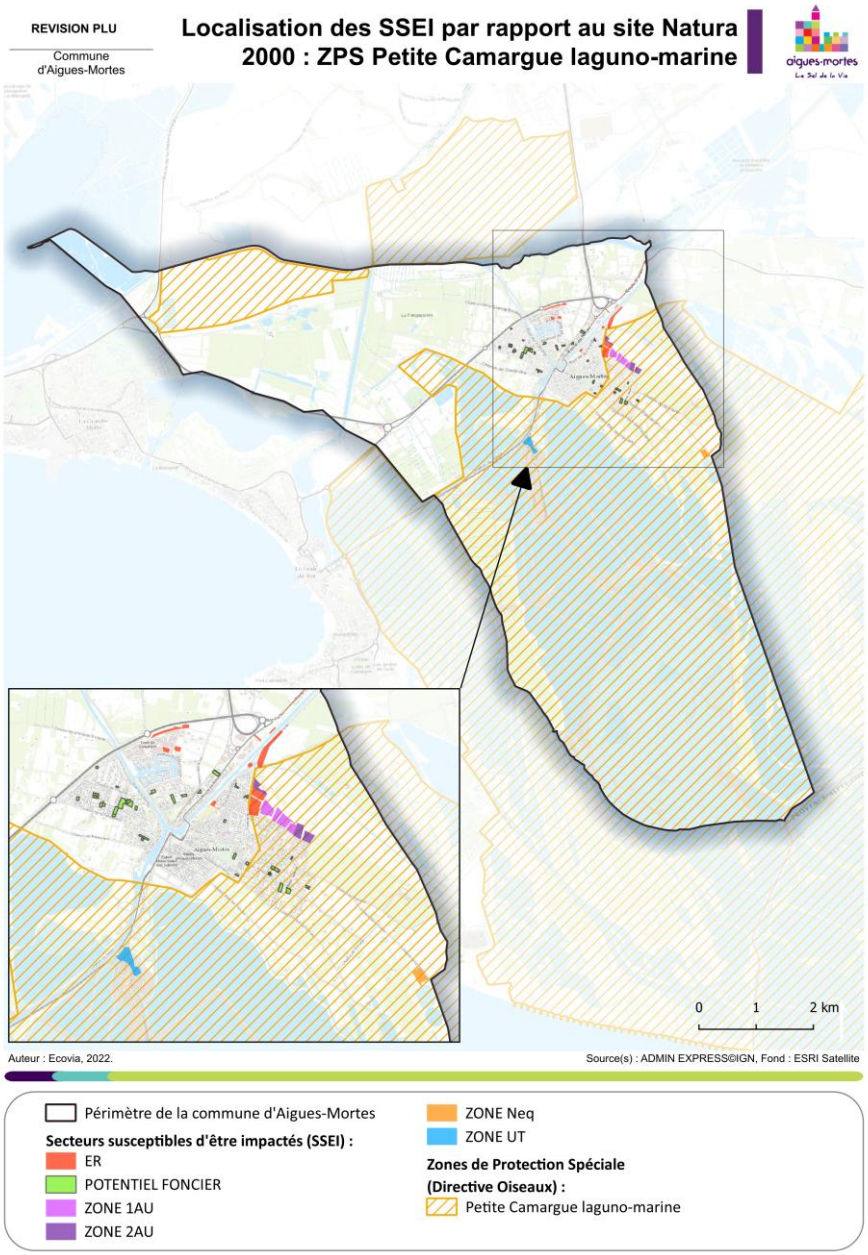
La ZPS Petite Camargue laguno-marine occupe la majorité de la commune d'Aigues-Mortes. 3 828 ha de la ZPS sont localisés au sein de la commune, soit 66% du territoire communal. Cette surface représente également 24,6% du périmètre de la ZPS.

Cette ZPS est divisée en 2 parties :

- Au nord, correspondant aux bords du Vidourle. Cet espace concerne essentiellement la zone d'hivernage de l'Outarde canepetière.
- Au sud, correspondant aux salins et milieux humides camarguais.

Ce site Natura 2000 accueille plus de 240 espèces d'oiseaux et constitue :

- Un site de nidification régulier pour plus de 50 espèces ;
- Un important site d'accueil en hiver, particulièrement favorable aux oiseaux d'eau, aux laro-limicoles, à l'Outarde canepetière et à de nombreux passereaux ;
- Une étape de migration (automne, printemps) pour plus de 160 espèces.



30 SSEI, représentant 17,8 ha sont localisés au sein de cette ZPS. 25 SSEI, représentant 2,45 ha sont localisés à moins de 500 mètres de ZPS. Le reste des SSEI est localisé à plus de 500 mètres de cette ZPS.

Afin de faciliter l'analyse des incidences des SSEI sur cette Zone de Protection Spéciale, les SSEI ont été séparés en trois catégories par ordre décroissant d'incidences potentielles :

- **Catégorie 1 :** les SSEI compris pour **tout ou partie au sein de la ZPS**. Ces SSEI sont les plus susceptibles d'impacter des espèces d'intérêt communautaire.
- **Catégorie 2 :** les SSEI localisés à **moins de 500 mètres de la ZPS**. Ils peuvent potentiellement entrainer des incidences, notamment indirectes. Au vu de leur proximité avec les sites, des espèces d'intérêt communautaire fréquentent potentiellement ces secteurs.
- **Catégorie 3 :** les SSEI localisés à **plus de 500 mètres de la ZPS**. Au vu de la distance relativement élevée entre les SSEI et les sites Natura 2000, ils sont peu susceptibles d'entrainer des incidences significatives sur les sites Natura 2000. Néanmoins, une fréquentation ponctuelle par des espèces d'intérêt communautaire peut induire des incidences résiduelles.

Analyse des incidences des SSEI de catégorie 3

Cette catégorie regroupe 25 SSEI représentant 4,35 ha soit environ 17,7% des SSEI du territoire.

Cette distance significative entre les secteurs de catégorie 3 et le site Natura 2000 implique une absence d'impact significatif sur les espèces ayant entraîné la désignation des ZPS.

L'éloignement et l'occupation du sol généralement anthropisé des SSEI et en continuité de l'urbanisation existante impliquent une attractivité écologique très limitée pour les espèces d'intérêt communautaire. La probabilité de présence de ces espèces au sein d'un de ces secteurs est très faible, permettant ainsi de garantir l'absence d'impact négatif significatif sur l'ensemble des espèces ayant entraîné la désignation des sites Natura 2000.

De ce fait, il est possible d'affirmer que les SSEI de catégorie 3 n'entraineront pas d'incidences significatives vis-à-vis des espèces ayant justifié de la désignation de la ZPS Petite Camargue laguno-marine.

Analyse des incidences des SSEI de catégorie 2

Cette catégorie regroupe les secteurs d'évolution localisés à moins de 500m de la ZPS Petite Camargue laguno-marine. Cette catégorie regroupe 25 SSEI, représentant 2,45 ha, soit environ 9,9% des SSEI du territoire.

Les secteurs de la catégorie 2, sont principalement localisés sur de petites surfaces en continuité ou au sein de l'urbanisation existante et éloignée du site Natura 2000 limitant ainsi fortement la présence d'espèces d'intérêt communautaire. De plus, ces SSEI abritent essentiellement des espaces anthropisés de type jardins entretenus, bords de routes, etc. Ces SSEI sont peu attractif pour les espèces d'intérêt communautaire.

L'urbanisation de ces secteurs pourrait seulement induire un dérangement ponctuel de certaines espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire, sans remettre en cause leur état de conservation.

Il est recommandé de mettre en œuvre les mesures suivantes permettant d'éviter toutes incidences résiduelles sur les espèces d'intérêt communautaire :

- Il est recommandé de préserver les éléments écologiques fonctionnels et favorables aux espèces faunistiques potentiellement présentes sur les secteurs : haies, alignements d'arbres, arbres isolés, zones de fourrés, bosquets…
- Il est préconisé un démarrage des travaux/chantiers en dehors des périodes de reproduction et de nidification des différentes espèces visées par la directive « Oiseaux ».

En l'état et sous réserve du respect des mesures recommandées, l'urbanisation de ces secteurs n'entrainera aucune incidence directe significative susceptible de remettre en cause l'état de conservation des espèces d'intérêt communautaire ayant entrainé la désignation de la ZPS Petite Camargue laguno-marine.

Analyse des incidences des SSEI de catégorie 1

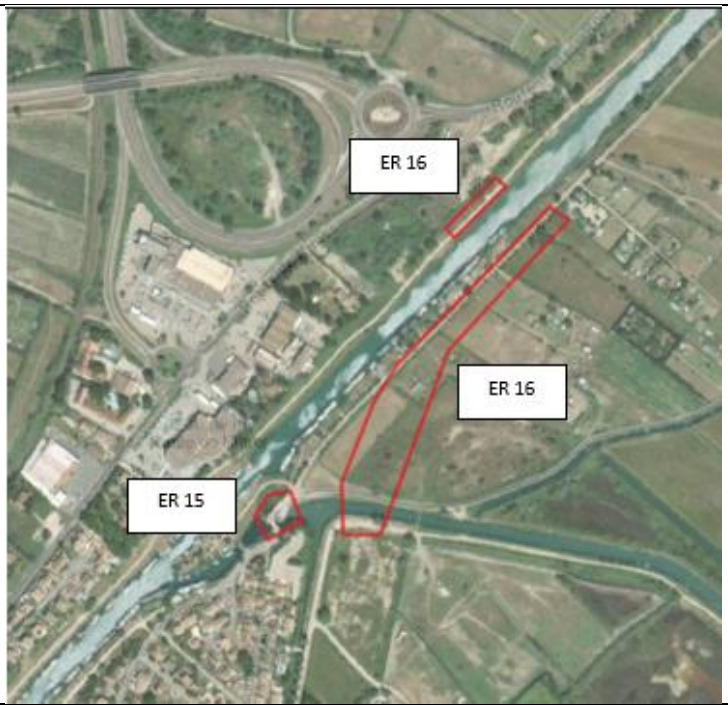
Cette catégorie regroupe les secteurs d'évolution localisés tout ou en partie au sein de la ZPS Petite Camargue laguno-marine. Cette catégorie regroupe 30 SSEI, représentant 17,8 ha, soit environ 72,3% des SSEI du territoire.

Seuls quelques projets particuliers sont susceptibles d'engendrer des incidences significatives sur cette ZPS du fait de leur localisation et de la présence potentielle d'espèces d'intérêt communautaire. C'est notamment le cas de :

- Les emplacements réservés n°15 et n°16,

- La zone Neq,
- La zone UT,
- Le Mas d'avon (ce secteur fait l'objet d'une analyse approfondie par la suite).

Analyse de l'emplacement réservé n°15 et 16

ER n°15 – Prélocalisation d'un ER pour la reconstruction du pont et ER n°16 – Prélocalisation d'un ER de franchissement	
	
Analyse des incidences	***Dans le cadre de la révision générale du PLU, cet emplacement réservé pré-localise seulement un projet de franchissement de canaux et de reconstruction d'un pont.*** ***Le projet n'est pas porté dans le cadre de cette révision générale. Ainsi le niveau de précision de ces éléments ne permet pas d'évaluer les incidences potentielles de ce projet sur le site Natura 2000.*** ***Nous alertons néanmoins, sur la nécessité de réaliser des études approfondies (étude écologique, étude routière…) afin de cadrer au mieux les enjeux environnementaux de ce projet et de l'adapter dans le but de limiter les incidences sur l'environnement et notamment sur le site Natura 2000 de la Petite Camargue laguno-marine.***

Analyse de la zone Neq

La parcelle Neq est localisée sur la partie est de la commune, en dehors de l'enveloppe urbaine, sur une surface de 1,55 ha.

Parcelle Neq





Photos de la zone – Source : Google Maps

Habitats rencontrés :	Ce secteur abrite des milieux ouverts et semi-ouverts potentiellement humides, de type fourrés de Tamaris, ronciers, fourrés de Canne de Provence, prairie humide. Cette zone est bordée par des surfaces en eau, des canaux. Ces habitats présentent donc des enjeux de conservation significatifs relativement forts. Il est néanmoins important de noter que le secteur est dégradé. Plusieurs zones de dépôts (notamment de gravats) sont observées sur ce secteur. Ce secteur abritait par le passé une ancienne casse de voitures. Il est également bordé au sud par la déchèterie d'Aigues-Mortes.
Espèces d'intérêt communautaire potentielles :	Du fait des habitats présents actuellement sur cette zone et des espaces agro-naturels humides voisins, ce site est susceptible d'accueillir une riche biodiversité, dont des espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire. Ce site peut notamment servir de zones de chasse et d'alimentation aux espèces d'intérêt communautaire.
Niveau de sensibilité/enjeux écologiques :	**Fort**
Nature du projet :	La zone Neq comporte l'équipement publique de la déchetterie intercommunale. Le règlement précise :

	« Sont autorisés les équipements d'intérêt général dont les constructions et installations liées au fonctionnement de la déchetterie intercommunale. Les constructions ou installations nécessaires à des équipements collectifs ne doivent pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. »
Incidence potentielle sur le site Natura 2000 :	Cet aménagement est donc susceptible d'engendrer une réduction d'habitats potentiellement utiliser par des espèces d'intérêt communautaire pour leur alimentation notamment. Cet aménagement peut également engendrer un dérangement potentiel des espèces présentes au sein de cette zone. Néanmoins, le règlement de la zone précise que les constructions ne doivent pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
Niveau d'incidence potentielle :	**Faible à modéré - significatif**
Mesures ERC :	**Il est recommandé de préserver les habitats agro-naturels les plus fonctionnels d'un point de vue écologique : zones humides, fourrés, zones boisées…** **Il est également recommandé de réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilités, notamment de reproduction des espèces d'intérêt communautaire.**
Incidence potentielle résiduelle sur le site Natura 2000 si respect des mesures ERC :	**Faible – non significatif**

Analyse de la zone UT

La parcelle UT correspond à la zone à vocation d'accueil, d'activités et hébergement touristique situé dans l'emprise des Salins du Midi et concerne une surface de 2,8 ha. Elle est intégrée à l'OAP des Salins et est ainsi d'ores et déjà évaluée dans le cadre de la présente évaluation environnementale.

Parcelle UT


<table>
<tr><td colspan="2"> 
Photos de la zone – Source : Google Maps</td></tr>
<tr><td>Habitats rencontrés :</td><td>Le secteur est en grande partie artificialisé. Quelques espaces verts et friches psammophiles entretenus (fauchage) devant des bâtiments sont présents. La trame arborée est dominée par des Pins et des Cyprès isolés.
A noter également, la présence de friches psammophiles sur la partie sud du secteur (devant un bâtiment) qui correspond à un habitat induisant la présence de stations de Statice de Provence (Limonium cupsidatum), espèce protégée. En dehors des stations de Statice de Provence, les enjeux écologiques du site sont fortement limités, impactées par l'artificialisation et la fréquentation du site.</td></tr>
<tr><td>Espèces d'intérêt communautaire potentielles :</td><td>Ce site s'inscrit au sein d'une vaste zone humide de grand intérêt écologique, pour la flore comme pour la faune. Il est entouré d'étangs, de marais, de sansouïres/prés salés, de fourrés halophiles à salicornes. Les enjeux écologiques autour de ce site sont forts.

Vis-à-vis des espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire, ces espèces vont utiliser les alentours comme zone de reproduction et d'alimentation. Au niveau de la zone UT, ces espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire vont peu utiliser ce site du fait de son caractère anthropisé. De plus, les alentours seront privilégiés par ces espèces. Seules quelques survols ponctuels peuvent être réalisés au niveau de ce secteur.</td></tr>
<tr><td>Niveau de sensibilité/enjeux écologiques :</td><td>Modéré à fort</td></tr>
<tr><td>Nature du projet :</td><td>Ce SSEI est prévu dans le cadre de la valorisation touristique des Salins du Midi et a vocation d'accueil, d'activités et hébergement touristique. Sur cette zone, il est autorisé le commerce de détail et de l'artisanat en lien avec l'activité des Salins, de la restauration, de l'accueil d'une clientèle, des hôtels et hébergements touristiques ainsi que des locaux, bureaux et locaux techniques liés aux Salins.</td></tr>
<tr><td>Incidence potentielle sur le site Natura 2000 :</td><td>Ce secteur de projet est d'ores et déjà artificialisé et soumis à des pressions anthropiques significatives. Sa fonctionnalité et son attractivité écologiques sont donc limitées.

Néanmoins, du fait de la proximité d'habitats naturels à enjeux, certaines espèces d'intérêt communautaire sont susceptibles de fréquenter ponctuellement le secteur de projet (passage). L'aménagement de ce site pourrait alors impliquer de manière indirecte et temporaire un dérangement des espèces survolant potentiellement la zone.</td></tr>
<tr><td>Niveau d'incidence potentielle :</td><td>Faible – non significatif</td></tr>
<tr><td>Mesures ERC :</td><td>Il est recommandé de réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilités, notamment de reproduction des espèces d'intérêt communautaire.</td></tr>
<tr><td>Incidence potentielle résiduelle sur le site Natura 2000 si</td><td>Faible – non significatif</td></tr>
</table>

respect des mesures ERC :	

Analyse des autres SSEI de la catégorie 1

Les autres SSEI de la catégorie 1 correspondent à des parcelles vierges et à un emplacement réservé pour un cheminement piéton. Ces SSEI sont localisés au sein de l'enveloppe urbaine et concernent une surface totale d'environ 1 ha.

Du fait de leur localisation, ces secteurs sont essentiellement concernés par des habitats anthropiques et dégradés, du type bordures de route, jardins entretenus. De plus, la proximité de l'urbanisation est source de nuisances significatives (nuisances sonores, pollutions lumineuses, présence de l'homme…) et impliquent un dérangement des espèces, notamment les plus farouches. Ainsi, ces SSEI ne sont pas des habitats favorables aux espèces d'intérêt communautaire.

Par ailleurs, on retrouve des habitats remarquables et fonctionnels à proximité de ces SSEI. Ces habitats seront privilégiés par les espèces d'intérêt communautaire.

Au vu de leur surface, de leur localisation et de leur occupation du sol, il est donc possible de confirmer l'absence d'incidence significative de ces SSEI sur la ZPS de la Petite Camargue laguno-marine.

Conclusion

La ZPS Petite Camargue laguno-marine occupe la majorité de la commune d'Aigues-Mortes et plusieurs SSEI sont ainsi localisés au sein de ce périmètre Natura 2000.

La majorité de ces SSEI est localisé au sein de l'enveloppe urbaine sur des surfaces limitées. Ces SSEI sont peu favorables aux espèces d'intérêt communautaire, justifiant ainsi de l'absence d'incidences significative sur ce site Natura 2000.

Seuls quelques projets particuliers sont susceptibles d'engendrer des incidences significatives sur cette ZPS du fait de leur localisation et de la présence potentielle d'espèces d'intérêt communautaire. C'est notamment le cas de :

- Les emplacements réservés n°15 et n°16,
- La zone Neq,
- La zone UT,
- Le Mas d'avon (ce secteur fait l'objet d'une analyse approfondie par la suite).

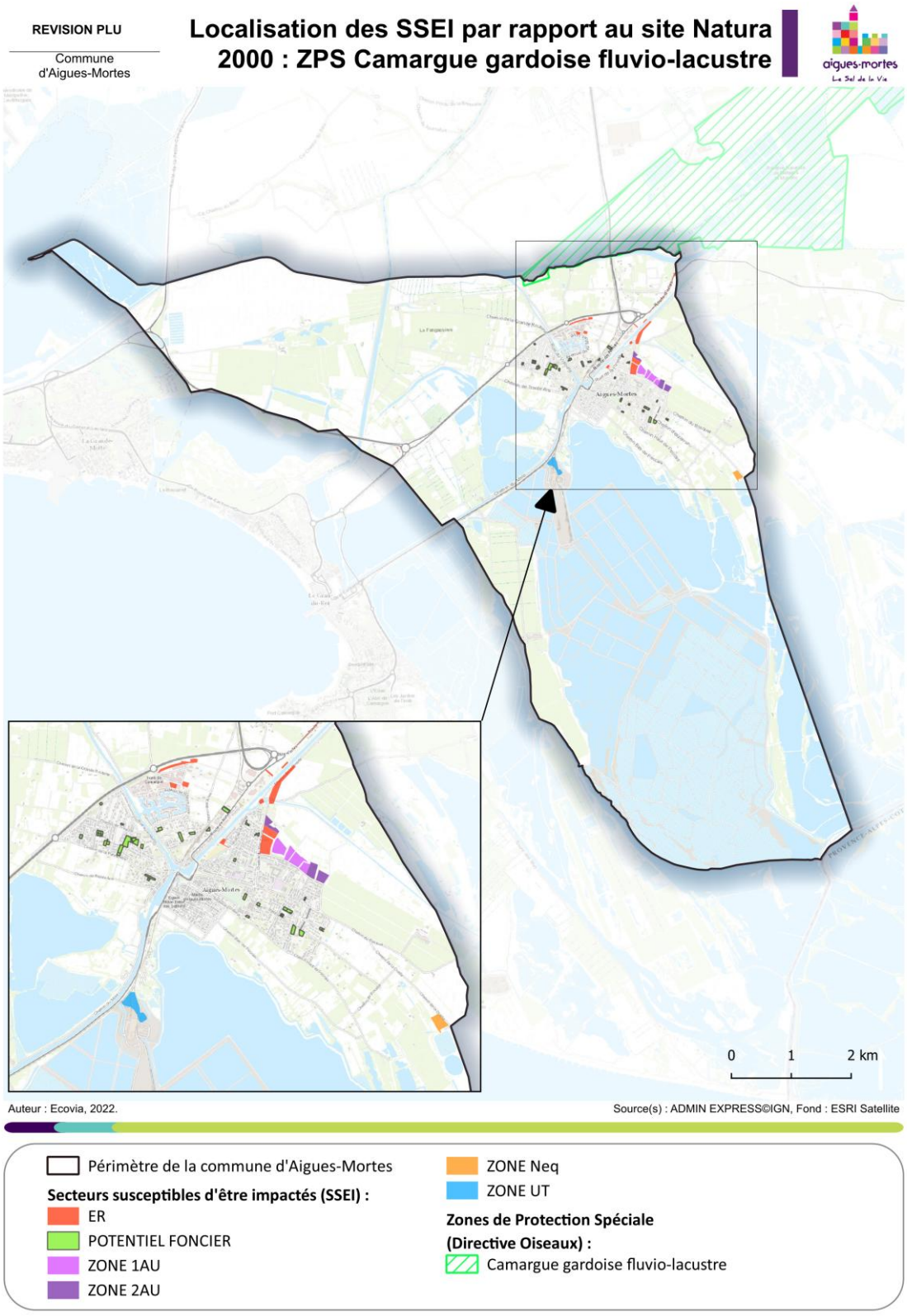
Pour ces SSEI, des mesures d'évitement et de réduction sont proposées afin de limiter les incidences sur ce site Natura 2000.

Ainsi, sous condition du respect des mesures d'évitement et de réduction proposées, la révision du PLU d'Aigues-Mortes, à travers notamment ces SSEI, n'est pas susceptible d'engendrer des incidences significatives sur la ZPS Petite Camargue laguno-marine.

Analyse des incidences vis-à-vis de la ZPS Camargue gardoise fluvio-lacustre

La ZPS Camargue gardoise fluvio-lacustre borde la commune d'Aigues-Mortes. Seuls 5 hectares sont localisés sur la commune.

Aucun SSEI n'est présent au sein de cette ZPS. Les SSEI sont localisés à plus de 280 mètres de la ZPS.



Du fait de la distance avec le site Natura 2000, l'artificialisation potentielle de ces secteurs ne devrait d'ores et déjà pas entrainer d'incidence directe sur le fonctionnement écologique de ces sites naturels d'importance européenne ni impacter les espèces faunistiques d'intérêt communautaire ayant justifié de la désignation de cette ZPS au titre du réseau européen Natura 2000.

Cette ZPS vise essentiellement des espèces remarquables d'oiseaux d'intérêt communautaire inféodées aux zones humides et à la mer. Ces espèces sont farouches et ont besoin d'habitats préservés et fonctionnels pour se développer. Quelques espèces liées aux espaces agricoles sont également présentes comme l'Œdicnème criard, le Rollier d'Europe, le Milan noir, etc. Néanmoins, ces espèces ont un domaine vital relativement large et ont besoin de milieux agro-naturels vastes. Ces espèces n'utilisent pas des habitats isolés, trop proches des habitations.

Concernant les SSEI retenus dans le cadre de la révision du PLU, il est important de noter que le SSEI le plus proche correspond à l'emplacement réservé n°2 voué à l'élargissement de la RD46 et occupant une surface de 0,43 ha. Ce SSEI localisé en bords d'un axe routier est peu favorable aux espèces d'intérêt communautaire. Son aménagement ne remettra pas en cause l'état de conservation de ces espèces d'intérêt communautaire.

Les autres SSEI sont localisés à plus de 840 mètres de la ZPS. De plus, la majorité de ces SSEI sont d'ores et déjà présents au sein de l'enveloppe urbaine ou en continuité directe avec le tissu urbain existant. Les habitats présents sont dominés par des milieux agricoles et anthropisés comme des jardins privés (arborés), des pelouses entretenues, des prairies, des haies et bosquets d'arbres et arbustes, des bords de route, etc. La proximité de l'urbanisation et la qualité des habitats limitent significativement la fonctionnalité et l'attractivité écologique de ces SSEI : les nuisances et dérangements induits peuvent être défavorables à l'installation de ces espèces faunistiques d'intérêt communautaire. Par ailleurs, aucun habitat favorable à ces espèces n'est présent directement au sein des SSEI. Ces habitats sont isolés et dégradés.

Quelques individus peuvent néanmoins fréquenter ponctuellement certains SSEI (notamment le Mas d'Avon qui fait l'objet d'une analyse approfondie par la suite). Toutefois, il est important de rappeler que la commune d'Aigues-Mortes est concernée par d'autres espaces agro-naturels fonctionnels et attractifs d'un point de vue écologique, localisés hors SSEI. Ces milieux sont davantage favorables et utilisés par les espèces du territoire et notamment les espèces d'intérêt communautaire.

De ce fait il est possible d'affirmer que la mise en œuvre du PLU d'Aigues-Mortes n'entrainera pas d'incidences significatives vis-à-vis des espèces ayant justifié de la désignation de la ZPS Camargue gardoise fluvio-lacustre.

Néanmoins afin de réduire toute incidence résiduelle, des mesures d'évitement et de réduction sont proposées :

Mesures d'évitement & de réduction :
• Préserver les habitats agro-naturels les plus fonctionnels d'un point de vue écologique : zones humides, fourrés, zones boisées… • Réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilités, notamment de reproduction des espèces d'intérêt communautaire.

Cas particulier : analyse des incidences du Mas d'Avon par rapport aux sites Natura 2000

Un des projet structurant porté par la révision générale du PLU d'Aigues-Mortes est le projet d'extension du Mas d'Avon.

Le quartier du Mas d'Avon est localisé au nord de la commune, entre le chemin du Mas d'Avon et l'avenue du Général Leclerc. Ce secteur d'une superficie d'environ 14,7 ha représente la dernière opportunité communale de développement de la commune. Ce dernier est couvert par une OAP, évaluée dans le cadre de la présente évaluation environnementale.

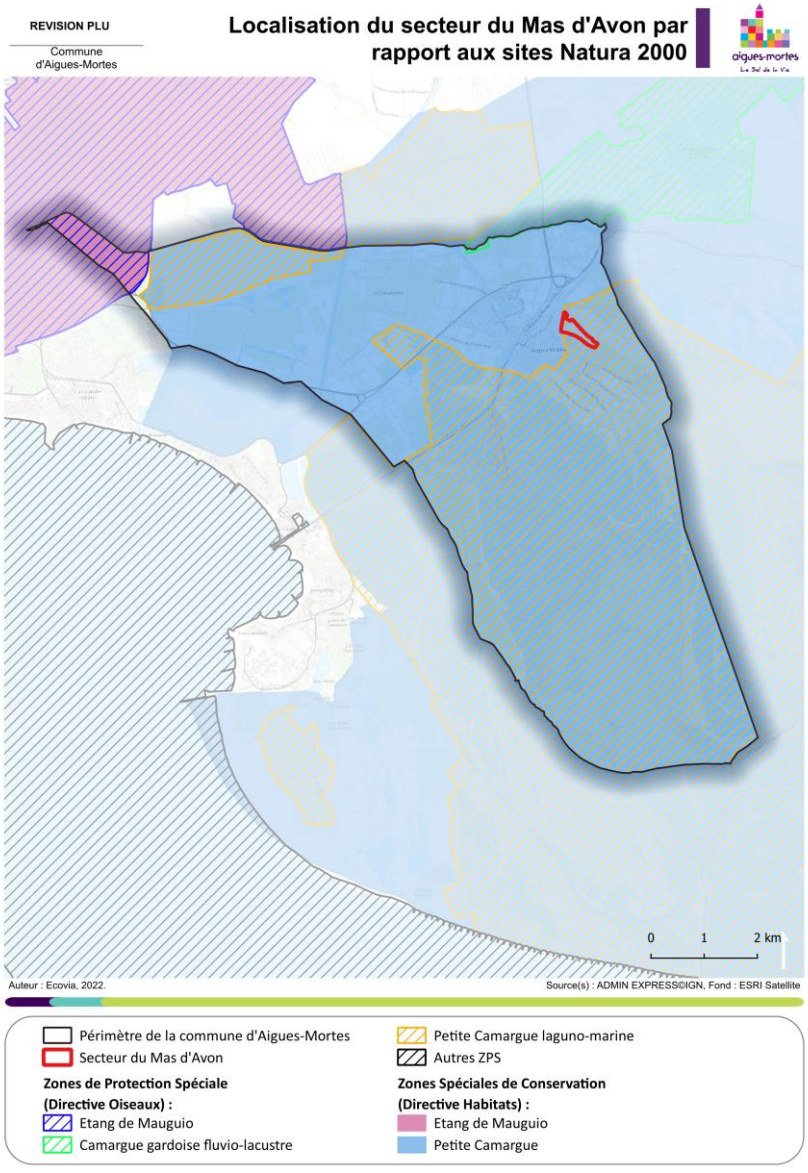
Ce projet englobe plusieurs SSEI, à savoir notamment :

- L'emplacement réservé n°3 : Création d'un groupe scolaire (zone 2AU),
- L'emplacement réservé n°5 : Elargissement du chemin du Gigonzac (emprise totale 10 m),
- Les zones AU (1AU et 2AU) dédiées aux aménagements prévus dans le cadre de l'OAP.

Ce secteur de projet, localisé en extension de l'enveloppe urbaine, présente des enjeux écologiques significatifs et est localisé au sein de plusieurs périmètres Natura 2000, justifiant ainsi le besoin d'analyse approfondie vis-à-vis du réseau Natura 2000.

Ce secteur est localisé :

- Au sein de la ZSC Petite Camargue,
- Au sein de la ZPS Petite Camargue laguno-marine,
- A environ 1 600 mètres de la ZPS Camargue gardoise fluvio-lacustre,
- A 4 300 mètres de la ZSC et de la ZPS Etang de Mauguio.



Du fait de la distance significative entre le Mas d'Avon et la ZPS Camargue gardoise fluvio-lacustre (1 600 mètres) et la ZSC et ZPS de l'étang de Mauguio (4 300 mètres), l'artificialisation potentielle de ce secteur ne devrait pas entrainer d'incidence directe sur le fonctionnement écologique de ces sites naturels d'importance européenne ni impacter les habitats et les espèces faunistiques d'intérêt communautaire ayant justifié de la désignation de ces sites au titre du réseau européen Natura 2000.

Ainsi, l'analyse suivante porte sur les sites Natura 2000 ZSC Petite Camargue et ZPS Petite Camargue laguno-marine.

Etat des lieux écologiques

Le pré-diagnostic écologique réalisé sur le site permet d'identifier les habitats et les espèces présents et potentiellement présents.

Tableau 21 : Etat des lieux écologiques du Mas d'Avon

Taxons	Etat des lieux
Habitats	Le secteur de projet abrite de nombreux habitats : champs cultivés, des friches post-culturales dont certaines sont partiellement pâturées, des mosaïques de fourrés arbustifs et de bois de Peuplier blanc, une pinède de Pin parasol et des zones de constructions rurales et jardins associés. Les enjeux locaux de conservation de ces habitats sont relativement faibles.
Flore	Concernant les espèces floristiques, une liste de 141 espèces avérées a été dressée par ECOMED (périmètre plus large que le secteur actuel). Parmi ces espèces, beaucoup appartiennent au cortège des espèces rudérales. Elles se développent au sein de milieux dégradés, le plus souvent rencontrés à proximité des secteurs urbanisés ou dans les milieux ruraux. **Aucune espèce à enjeu local de conservation fort n'a été avérée ou n'est jugée fortement potentielle au sein de la zone d'étude.**
Invertébrés	Près de 60 espèces ont été identifiés par ECOMED (périmètre plus large que le secteur actuel). Dans cette zone, 2 principaux cortèges ont été retrouvés : Un cortège d'espèces liées aux biotopes mésophiles chauds méditerranéens saumâtres sur substrat sableux. C'est dans ce cortège qu'il y a le plus d'espèces à enjeux. Notons la présence du Criquet des dunes (enjeu local de conservation modéré), du Leste barbare, de l'Aïolope de Kénitra, de la Truxale méditerranéenne et de la Decticelle des sables (enjeu local de conservation faible pour toutes ces espèces). Un cortège d'espèces ubiquistes des milieux rudéralisés, présentes dans tout type de milieux. Il convient également de citer la présence du Grand Capricorne, espèce protégée à enjeu faible, dans la zone d'étude. **Aucune espèce d'invertébré à enjeu local de conservation très fort n'a été avérée ou n'est considérée comme fortement potentielle sur la zone d'étude. Seul le Criquet des dunes présente un enjeu local de conservation modéré.**
Amphibiens	La zone d'étude comporte quelques habitats aquatiques favorables à la reproduction des amphibiens. Néanmoins, la présence de l'Ecrevisse de Louisiane (*Procambarus clarkii*) en concentration relativement forte au niveau des fossés et canaux limite l'expression d'un cortège diversifié (risque de prédation notamment). Seules 3 espèces ont été observées : Grenouille de Pérez, Rainette méridionale et Grenouille rieuse. **Aucune espèce d'amphibien à enjeu fort n'a été avérée ou n'est jugée fortement potentielle au sein de la zone d'étude. Seule la Grenouille de Pérez présente un enjeu local de conservation modéré. Cette espèce a été observée en dehors du périmètre du secteur de projet actuel.**
Reptiles	La zone d'étude comporte quelques habitats favorables au cortège herpétologique, que ce soit les espèces d'affinités aquatiques (Cistude d'Europe, Couleuvre vipérine), de milieux très ouverts (Couleuvre de Montpellier), de milieux plus fermés (Lézard à deux raies) ou très anthropophiles (Lézard des murailles, Tarente de Maurétanie). **Une espèce à enjeu local de conservation fort a été observé sur le site. Il s'agit de la Cistude d'Europe. Cette dernière fréquente essentiellement les canaux des abords du secteur.** Les autres espèces contactées concernent un enjeu local de conservation faible : Lézard des murailles, Lézard à deux raies, Tarente de Maurétanie, Couleuvre vipérine, Couleuvre de Montpellier.
Oiseaux	Près de 80 espèces ont été identifiés par ECOMED (périmètre plus large que le secteur actuel). Les principaux cortèges sont ceux des roselières et zones humides, ainsi que les espèces des milieux semi-ouverts, particulièrement les espèces cavicoles. Cette richesse spécifique élevée s'explique par la diversité des milieux (mosaïque de bosquets, pâtures, friches et zones humides), et la contiguïté de la Camargue gardoise humide, particulièrement riche en espèces à enjeux.

	Les espèces présentant un enjeu local de conservation très forts à forts correspondent à des espèces inféodées aux milieux humides localisés au nord du secteur de projet actuel (hors site) : Butor étoilé (ELC très fort), Héron pourpré, Lusciniole à moustaches, Bruant des roseaux, Échasse blanche (ELC Fort), Râle d'eau, Rousserole turdoïde, Locustelle luscinoïde (ELC Modéré), etc. **L'Œdicnème criard, le Coucou geai, le Petit-duc scops, le Guêpier d'Europe et la huppe fasciée présentent un enjeu local de conservation modéré et sont susceptibles de fréquenter le secteur de projet actuel.**
Mammifères	Parmi les **16 espèces contactées dans la zone d'étude , 10 sont des chiroptères, et parmi les 9 jugées fortement potentielles, 4 sont des chiroptères**. Précisons que les espèces fortement potentielles à enjeu local de conservation très fort, fort ou modéré seront considérées au même titre que les espèces avérées, au vu des données locales attestant de leur présence à proximité et des habitats favorables présents dans la zone d'étude. **Les espèces à enjeu local de conservation très fort sont le Minioptère de Schreibers (présence avérée), le Murin de Capaccini (présence potentielle).** **Les espèces à enjeu local de conservation fort sont le Grand Murin et le Petit Murin (présence avérée), le Grand rhinolophe et le Murin à oreilles échancrées (présence potentielle).**

Le secteur de projet présente des enjeux écologiques forts. Pour la majorité des groupes biologiques étudiés, la zone d'étude cumule les fonctions de carrefour de transit, de zone d'alimentation et de zone de reproduction. Elle permet aussi de « tamponner » l'effet de l'urbanisation sur les zones humides voisines.

Analyse des incidences sur les habitats d'intérêt communautaire (ZSC Petite Camargue)

Pour rappel, la ZSC Petite Camargue abrite 20 habitats naturels d'intérêt communautaire dont 5 sont prioritaires au titre de l'Annexe I de la Directive Habitats-Faune-Flore (tableau ci-dessous).

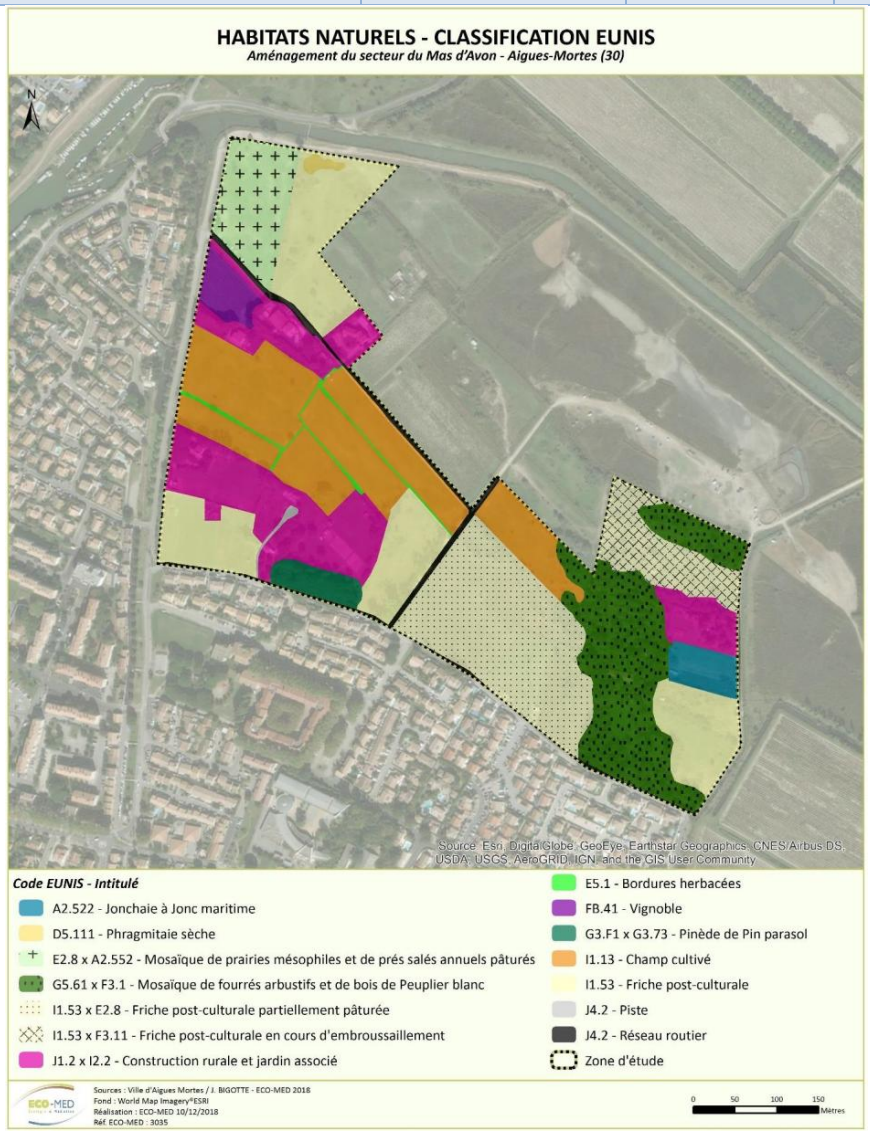
Tableau 22 : liste des habitats naturels jugés d'intérêt communautaire et ayant entrainé la désignation du site en ZSC du réseau Natura 2000

Code	Habitats d'intérêt communautaire (* : caractère prioritaire de l'habitat)
1150	**Lagunes côtières***
1210	Végétation annuelle des laissés de mer
1310	Végétations pionnières à Salicornia et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses
1410	Prés-salés méditerranéens (Juncetalia maritimi)
1420	Fourrés halophiles méditerranéens et thermo-atlantiques (Sarcocornietea fruticosi)
1510	**Steppes salées méditerranéennes (Limonietalia)***
2110	Dunes mobiles embryonnaires
2120	Dunes mobiles du cordon littoral à Ammophila arenaria (dunes blanches)
2190	Dépressions humides intradunaires
2210	Dunes fixées du littoral du Crucianellion maritimae
2250	**Dunes littorales à Juniperus spp***
2260	Dunes à végétation sclérophylle des Cisto-Lavanduletalia
2270	**Dunes avec forêts à Pinus pinea et/ou Pinus pinaster***
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition
3170	**Mares temporaires méditerranéennes***
6420	Prairies humides méditerranéennes à grandes herbes du Molinio-Holoschoenion
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)
92A0	Forêts-galeries à Salix alba et Populus alba
92D0	Galeries et fourrés riverains méridionaux (Nerio-Tamaricetea et Securinegion tinctoriae)

Au sein du site d'étude, 13 habitats naturels ont été identifiés :

Habitats naturels	Code Corine Biotope	Code EUNIS	Habitat d'intérêt communautaire
Jonchaie à Jonc maritime	15.51	A2.522	Non
Mosaïque de fourrés arbustifs et de bois de Peuplier blanc	31.8D x 31.8	G5.61 x F3.1	Non

Mosaïque de prairies mésophiles et de prés salés annuels pâturés	- x 15.12	E2.8 x A2.552	Non
Pinède de Pin parasol	83.311 x 42.83	G3.F1 x G3.73	Non
Champ cultivé	-	I1.13	Non
Friche post-culturale partiellement pâturée	-	I1.53 x E2.8	Non
Friche post-culturale	-	I1.53	Non
Friche post-culturale en cours d'embroussaillement	- x 31.81	I1.53 x F3.11	Non
Construction rurale et jardin associé	86.2 x 85.3	J1.2 x I2.2	Non
Vignoble	83.211	FB.41	Non
Piste	-	J4.2	Non
Bordures herbacées	-	E5.1	Non
Haie artificielle de Peuplier noir	-	FA.1	Non



D'après les pré-diagnostic écologiques réalisés en amont du projet (sur une zone élargie du secteur actuel), aucun habitat d'intérêt communautaire n'est présent au sein de cette zone de projet.

De ce fait, il est donc possible d'affirmer que ce projet n'entrainera pas d'incidences significatives vis-à-vis des habitats ayant justifié de la désignation de la ZSC Petite Camargue.

Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire (ZSC Petite Camargue)

La ZSC Petite Camargue abrite 12 espèces d'intérêt communautaire.

Tableau 23 : liste des espèces jugées d'intérêt communautaire et ayant entrainé la désignation du site en ZSC du réseau européen Natura 2000.

Code	Espèces d'intérêt communautaire
	Mammifères
1304	Grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum)*
1307	Petit murin *(Myotis blythii)*
1310	Minioptère de Schreibers *(Miniopterus schreibersii)*
1321	Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus)*
1324	Grand Murin (*Myotis myotis)*
	Invertébrés
1041	Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii)*
1044	Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale)*
1046	Gomphe de Graslin (*Gomphus graslinii)*
1083	Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*)
1088	Grand capricorne (*Cerambyx cerdo)*
	Reptiles
1220	Cistude d'Europe (*Emys orbicularis)*
1221	Emyde lépreuse (*Mauremys leprosa)*

Une analyse vis-à-vis de chaque espèce est réalisée par la suite :

Espèces	Présence avérée ou potentielle dans la zone d'étude	Écologie et état des lieux sur la zone d'étude	Incidence potentielle
Grand Rhinolophe	Fortement potentielle	En Camargue, on retrouve l'espèce le long des lisières arborées et au-dessus des étendues d'eau, telles que celles observées au sein de la zone d'étude. De plus, les bâtis abandonnés laissant des volumes importants sont propices au gîte estival. L'espèce a par ailleurs été avérée au sein de la zone d'étude en 2006 (EGIS). Au sein de la zone d'étude, l'espèce est potentielle en chasse, transit et gîte anthropique estival.	L'aménagement du site pourrait notamment impliquer une destruction des lisières arborées, habitat de chasse de cette espèce. Néanmoins, des habitats similaires sont localisés à proximité immédiate du secteur. Cette espèce pourra utiliser ces habitats comme site de chasse de substitution.
Petit Murin	Avérée	Affectionne les plaines et les collines méditerranéennes. S'installe en gîtes souterrains (ou bâtis), « chasseur-cueilleur » d'insectes posés au sol (orthoptères). Chasse dans les milieux ouverts ou plus denses (jusqu'à 2000 m d'altitude). L'ensemble des pâtures et des friches est propice à la chasse de cette espèce. Les bâtis abandonnés laissant des volumes importants sont propices au gîte estival. Au sein de la zone d'étude, l'espèce est avérée en transit, et potentielle en chasse et gîte anthropique estival.	L'aménagement du site pourrait notamment impliquer une destruction des pâtures et friches agricoles, habitats de chasse de cette espèce. Néanmoins, des habitats similaires sont localisés à proximité immédiate du secteur. Cette espèce pourra utiliser ces habitats comme site de chasse de substitution.
Minioptère de Schreibers	Avérée	Présent en chasse et transit dans tous les habitats et à chaque passage, le Minioptère a montré une	L'aménagement du site pourrait notamment impliquer une réduction d'habitats de chasse de cette espèce.

		activité très forte à forte. Strictement cavernicole, aucun gîte n'est possible pour cette espèce. Au sein de la zone d'étude, l'espèce est avérée en chasse et transit.	Néanmoins, des habitats similaires sont localisés à proximité immédiate du secteur. Cette espèce pourra utiliser ces habitats comme site de chasse de substitution.
Murin à oreilles échancrées	Fortement potentielle	Les milieux boisés et leurs lisières, ainsi que les canaux sont des habitats de chasse attractifs pour ce murin. Souvent rencontré en colonie mixte avec le Grand Rhinolophe, les bâtis abandonnés laissant des volumes importants lui sont favorables au gîte estival. Au sein de la zone d'étude, l'espèce est potentielle en chasse, transit et gîte anthropique estival.	L'aménagement du site pourrait notamment impliquer une réduction d'habitats de chasse de cette espèce. Néanmoins, les canaux seront préservés et des habitats similaires sont localisés à proximité immédiate du secteur. Cette espèce pourra utiliser ces habitats comme site de chasse de substitution.
Grand Murin	Avérée	Gîtes en milieu souterrain ou dans les combles. « Chasseur-cueilleur » qui se nourrit d'insectes posés au sol (coléoptères). L'ensemble des pâtures et des friches est propice à la chasse de cette espèce. Les bâtis abandonnés laissant des volumes importants sont propices au gîte estival. Au sein de la zone d'étude, l'espèce est avérée en transit, et potentielle en chasse et gîte anthropique estival.	L'aménagement du site pourrait notamment impliquer une réduction d'habitats de chasse de cette espèce. Néanmoins, des habitats similaires sont localisés à proximité immédiate du secteur. Cette espèce pourra utiliser ces habitats comme site de chasse de substitution.
Cordulie à corps fin	Potentielle	Elle affectionne avant tout les rivières calmes aux eaux profondes et bordées d'arbres, parfois les lacs. Les points d'eau sont souvent profonds et bordés d'arbres, les berges riches en racines et le fond souvent vaseux.	Les habitats favorables à cette espèce (canaux) sont préservés dans le cadre de l'OAP. L'aménagement de ce site pourrait seulement induire un dérangement de l'espèce (conditionné à la présence de cette espèce).
Agrion de Mercure	Potentielle	L'Agrion de Mercure se développe dans les milieux lotiques (eaux courantes) permanents de faible importance, aux eaux claires et bien oxygénées, oligotrophes à eutrophes et bien végétalisés. Ce sont en général des ruisseaux, rigoles, drains, fossés alimentés ou petites rivières (naturels ou anthropisés), mais aussi sources, suintements, fontaines, résurgences… Les prairies qui bordent les ruisseaux ou fossés ont une grande importance pour l'espèce. Elles sont utilisées comme site de maturation des imagos, comme terrain de chasse et lieu de repos.	Les habitats favorables à cette espèce (canaux) sont préservés dans le cadre de l'OAP. L'aménagement du site pourrait cependant impliquer une perte de prairies utilisées potentiellement par cette espèce. Néanmoins, des habitats similaires sont localisés à proximité immédiate du secteur. Cette espèce pourra utiliser ces habitats comme site de chasse de substitution.
Gomphe de Graslin	Potentielle	Le Gomphe de Graslin est une espèce aimant le soleil, qui colonise les rivières dont les eaux sont claires et bien oxygénées en plaine, jusqu'à 400 m d'altitude. La végétation aquatique, comme celle des berges, doit être abondante.	Les habitats favorables à cette espèce (canaux) sont préservés dans le cadre de l'OAP. L'aménagement de ce site pourrait seulement induire un dérangement de l'espèce (conditionné à la présence de cette espèce).
Lucane cerf-volant	Potentielle	Il vit dans les forêts feuillues où il se nourrit de sève (la larve se nourrit de bois en décomposition) et peut se retrouver jusque dans les grands parcs et jardins arborés. C'est un insecte actif au crépuscule et la nuit.	Quelques arbres de feuillus sont présents au sein du secteur d'étude. Néanmoins, ce secteur ne correspond pas à un habitat de prédilection pour cette espèce.
Grand capricorne	Avérée	Un élytre ainsi que de nombreux trous d'émergences (sortie des larves) ont été trouvés sur des Chênes pubescents.	Destruction potentielle d'arbres favorables à cette espèce.

		Signe d'accomplissement du cycle biologique de l'espèce au sein de la zone d'étude. Quelques chênes constituent l'habitat de l'espèce le long d'une allée au sud de la zone d'étude et près d'un boisement de Pins.	
Cistude d'Europe	Avérée	Fréquente une grande variété d'habitats aquatiques non salés, avec une préférence pour les eaux stagnantes, bien qu'elle apprécie certains petits ruisseaux d'eau vive. Deux individus dont un juvénile ont été observés dans le canal bordant la partie ouest de la zone d'étude. Si la présence de l'espèce n'a pas été recensée dans les canaux nord et est, celle-ci y reste néanmoins fortement potentielle. L'espèce peut accomplir l'ensemble de son cycle biologique dans la zone d'étude.	Les habitats favorables à cette espèce (canaux) sont préservés dans le cadre de l'OAP. Néanmoins, cette espèce peut se retrouver au sein du site d'étude. L'aménagement de ce site pourrait impliquer une destruction d'individus.
Emyde lépreuse	Potentielle	Tortue aquatique qui vit dans les cours d'eau, marais, étangs, rivières et estuaires.	Les habitats favorables à cette espèce (canaux) sont préservés dans le cadre de l'OAP. Néanmoins, cette espèce peut se retrouver au sein du site d'étude. L'aménagement de ce site pourrait impliquer une destruction d'individus.

Au sein du secteur d'étude, plusieurs espèces d'intérêt communautaire utilisent le secteur (présence avérée et potentielle). L'aménagement de ce site pourrait ainsi induire une incidence significative sur ces espèces : impact direct des espèces présentes lors des travaux (destruction d'espèces, dérangement pouvant induire un abandon temporaire, voire permanent de la zone), destruction d'habitats de chasse ou de reproduction utilisés par ces espèces…

Ce projet est donc susceptible d'engendrer des incidences significatives sur ces espèces d'intérêt communautaire.
Néanmoins, il est important de noter que ce projet est cadré par une OAP et permet d'intégrer certains enjeux écologiques, comme la préservation des zones humides et des canaux/roubines, le maintien de bosquets d'arbres, la création d'espaces verts en bords de roubines, etc.

Des mesures d'évitement et de réduction complémentaires sont néanmoins proposées afin de limiter les incidences sur ces espèces.

Mesures d'évitement & de réduction :
• Il est recommandé de maintenir les alignements d'arbres, lisières arborées, arbres à cavités, etc. favorables aux espèces de chiroptères. • Il est recommandé de réaliser des passages en amont des travaux afin de s'assurer de l'absence d'individus de Cistude d'Europe et d'Emyde lépreuse au sein de la zone. Une barrière semi-perméable pourra alors être installée en bordure des zones de chantier afin d'éviter l'entrée de nouveaux individus durant la phase de chantier. • Réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilités, notamment les périodes d'activités (chasse, reproduction) des espèces d'intérêt communautaire. Il est recommandé de réaliser les travaux en automne-hiver. • Limiter les éclairages nocturnes au strict nécessaire et exclusivement au sein de la zone de projet. Aucun éclairage ne doit éclairer les alentours. Par ailleurs, les éclairages doivent être orientés vers le sol et adaptés à la faune nocturne. • Ne pas réaliser les travaux de nuit.

Sous condition du respect strict des mesures proposées, il est possible d'affirmer que ce projet n'entrainera pas d'incidences significatives vis-à-vis des espèces ayant justifié de la désignation de la ZSC Petite Camargue.

Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire (ZPS Petite Camargue laguno-marine)

Cette ZPS abrite 93 espèces d'intérêt communautaire. Elle est divisée en 2 parties :

- Au nord, correspondant aux bords du Vidourle. Cet espace concerne essentiellement la zone d'hivernage de l'Outarde canepetière.
- Au sud, correspondant aux salins et milieux humides camarguais.

Ce site Natura 2000 accueille plus de 240 espèces d'oiseaux et constitue :

- Un site de nidification régulier pour plus de 50 espèces ;
- Un important site d'accueil en hiver, particulièrement favorable aux oiseaux d'eau, aux laro-limicoles, à l'Outarde canepetière et à de nombreux passereaux ;
- Une étape de migration (automne, printemps) pour plus de 160 espèces.

Le secteur du Mas d'Avon concerne la partie sud de cette ZPS. Les enjeux concernent donc essentiellement les espèces inféodées aux milieux humides.

Pour rappel, le secteur du Mas d'Avon abrite des habitats variés dont quelques habitats humides à enjeux, notamment sur la partie nord. On retrouve des jonchaies, des roselières, des fourrés arbustifs, des prairies mésophiles, des champs cultivés, des friches agricoles, etc. Cette diversité d'habitats permet une riche diversité spécifique.

Plusieurs espèces d'oiseaux à enjeux dont certaines sont d'intérêt communautaire ont été observées au sein du site ou aux abords immédiats. Les principaux cortèges sont ceux des roselières et zones humides, ainsi que les espèces des milieux semi-ouverts, particulièrement les espèces cavicoles.

L'essentiel des enjeux locaux de conservation est porté par le cortège des roselières, avec la reproduction probable du Butor étoilé (ELC très fort), du Héron pourpré, de la Lusciniole à moustaches, de la sous-espèce à gros bec – ssp witherbyi - du Bruant des roseaux, de l'Échasse blanche (ELC Fort), du Râle d'eau, de la Rousserole turdoïde, et un stationnement de la Locustelle luscinoïde (ELC Modéré). D'autres espèces à enjeu modéré utilisent la zone en période de reproduction mais plutôt à des fins alimentaires ou de transit, sans reproduction possible. C'est le cas de l'Ibis falcinelle, du Flamant rose, des Sternes hansel et naine, de la Mouette mélanocéphale. Les zones humides attirent également un certain nombre d'hivernants/migrateurs à enjeu de conservation notable, dont la Nette rousse (Modéré) ou la Sterne caspienne (Faible).

Il est important de noter que ces espèces ont été observées sur la partie nord du site (hors site), au niveau des roselières et des marais. Ces habitats seront préservés de tout aménagement. De plus, l'OAP prévoit de restaurer la zone humide en bordure nord du site permettant ainsi d'assurer une zone de transition fonctionnelle avec ces habitats à enjeux au nord.

N.B. Compte tenu de l'absence d'interaction avec les habitats de la zone d'étude et leur passage uniquement en vol, l'enjeu local de conservation de certaines espèces initialement « modéré » au niveau régional a été ramené à « faible ». Il s'agit de l'Hirondelle rousseline, de l'Ibis falcinelle et du Flamant rose. Ces espèces nichent à plusieurs kilomètres de la zone d'étude dans le meilleur des cas.

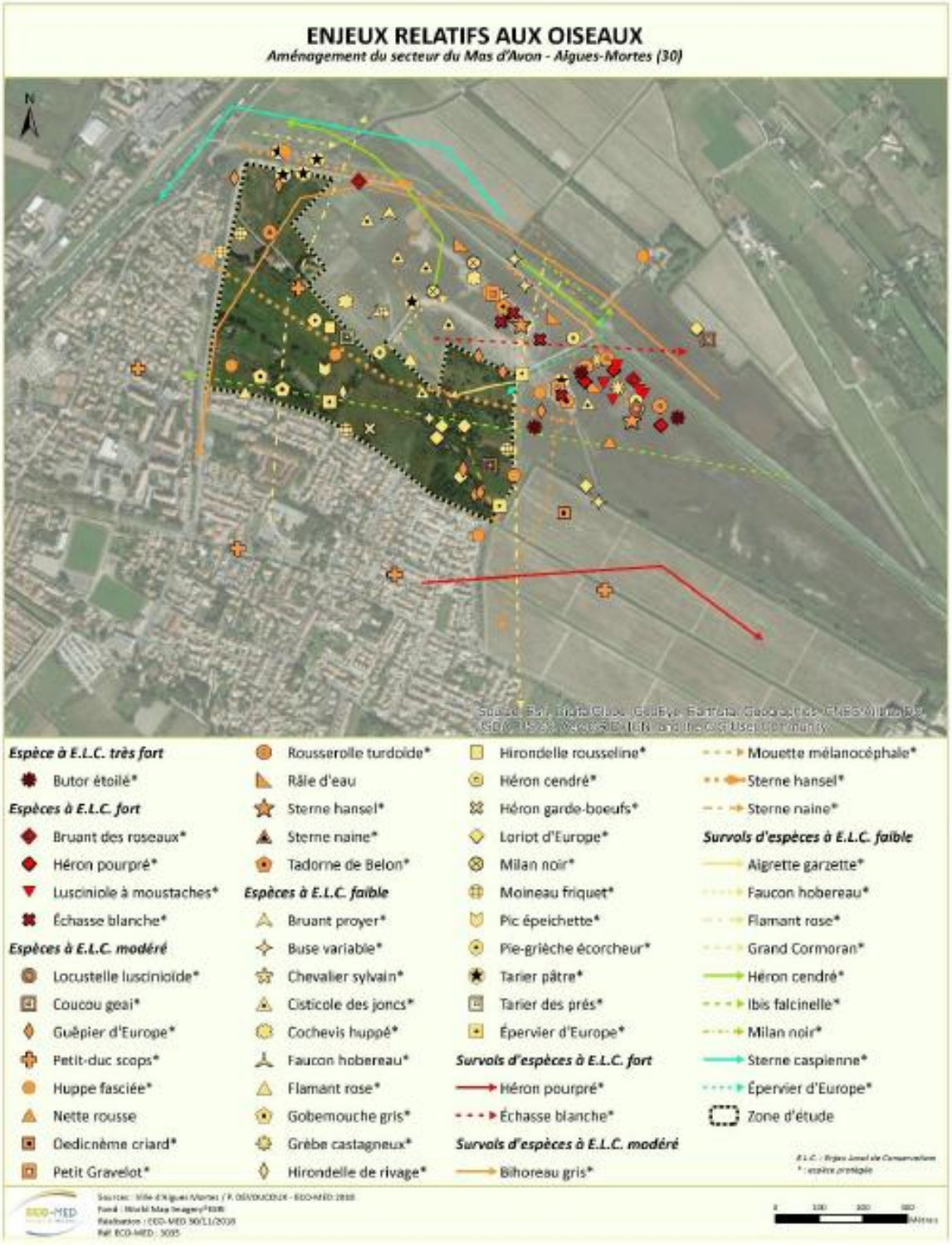
Au niveau du secteur d'étude, on retrouve donc des espèces utilisant essentiellement des habitats agricoles ou arborés. Les espèces suivantes ont notamment été observées au sein du site : Guêpier d'Europe, Huppe fasciée, Milan noir, Bondrée apivore, Loriot d'Europe, Pie-grièche écorcheur

Ces espèces peuvent utiliser le site comme site de chasse ou de reproduction/nidification.

L'aménagement de ce site pourrait ainsi induire une réduction d'habitats favorables à la chasse et à la reproduction/nidification de certaines espèces.

Concernant l'Œdicnème criard, la zone d'étude est peu favorable à la nidification et l'alimentation de l'espèce.

La carte suivante localise les enjeux du site liés aux espèces d'oiseaux (Source : Ecomed 2021).



En conclusion, la majorité des espèces d'intérêt communautaire présente au sein ou aux abords immédiats du secteur d'étude fréquente les zones humides (roselières et marais au nord du site d'étude). C'est donc cet habitat qui devra faire l'objet d'un soin particulier. Bien que beaucoup de ces

espèces n'utilisent pas directement la zone d'étude, elles seront amenées à subir de fortes perturbations du fait des constructions et des perturbations induites, dont l'accroissement de la fréquentation. L'urbanisation de la zone d'étude pourrait amener le phénomène de sur-fréquentation à s'étendre et à empiéter dangereusement sur les zones humides voisines, notamment les roselières. Concernant le site d'étude, son aménagement pourrait impliquer une réduction d'habitats favorables à la chasse et à la reproduction/nidification de quelques espèces d'intérêt communautaire, impliquant ainsi un abandon du site par ces espèces.

Des mesures d'évitement et de réduction sont donc proposées par la suite afin de limiter les incidences sur ces espèces.

Mesures d'évitement & de réduction :
• Il est recommandé de préserver les zones humides au nord et de prévoir des mesures permettant de limiter l'accès à ces zones humides : grillages, panneaux de sensibilisation… • Il est recommandé de réaliser les travaux en dehors des périodes de sensibilités, notamment les périodes de reproduction des espèces d'intérêt communautaire. Il est recommandé de réaliser les travaux en automne-hiver. • Il est recommandé de maintenir les zones arborées, les alignements d'arbres, lisières arborées, arbres à cavités, etc.

Sous condition du respect strict des mesures proposées, il est possible d'affirmer que ce projet n'entrainera pas d'incidences significatives vis-à-vis des espèces ayant justifié de la désignation de la ZPS Petite Camargue fluvio-marine.

Conclusion

Le site du Mas d'Avon est un des projet structurant porté par la révision générale du PLU d'Aigues-Mortes. Il occupe une surface d'environ 14,7 ha, en extension de l'enveloppe urbaine.

Sa localisation au sein d'espaces agro-naturels peut engendrer potentiellement des incidences sur les sites Natura 2000, à savoir la ZSC Petite Camargue et la ZPS Petite Camargue laguno-marine.

Il est important de noter qu'aucun habitat d'intérêt communautaire n'est relevé au sein de cette zone.

Les incidences potentielles portent donc sur les espèces d'intérêt communautaire, notamment des chiroptères, la Cistude d'Europe et certaines espèces d'oiseaux. L'aménagement de ce site pourrait ainsi entrainer des incidences négatives significatives : destruction d'espèces d'intérêt communautaire, dérangement d'espèces, destruction d'habitats utilisés pour l'alimentation/la chasse et la reproduction/nidification de certaines espèces.

Plusieurs mesures d'évitement et de réduction sont ainsi proposées afin de limiter les incidences de ce projet sur les sites Natura 2000.

Ainsi, sous condition du respect strict des mesures proposées, il est possible d'affirmer que ce projet n'entrainera pas d'incidences significatives remettant en cause l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant justifiés de la désignation des sites Natura 2000 concernant la commune d'Aigues-Mortes.

Conclusion globale de l'évaluation simplifiée des incidences sur les sites Natura 2000

Plusieurs sites Natura 2000 concernent la commune d'Aigues-Mortes.

La révision générale du PLU porte plusieurs projets d'aménagements identifiés comme secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI).

La majorité de ces SSEI est localisé au sein de l'enveloppe urbaine sur des surfaces limitées. Ces SSEI n'abritent pas d'habitats d'intérêt communautaire et sont peu favorables aux espèces d'intérêt communautaire, justifiant ainsi de l'absence d'incidences significative sur les sites Natura 2000.

Néanmoins, l'analyse des incidences de ces projets sur les différents sites Natura 2000 identifie certains sites comme pouvant potentiellement impacter des habitats ou des espèces d'intérêt communautaire. C'est notamment le cas des projets suivants :

- L'emplacement réservé n°4,
- Les emplacements réservés n°15 et n°16,
- La zone Neq,
- La zone UT,
- Le Mas d'avon.

Pour ces SSEI, des mesures d'évitement et de réduction sont proposées afin de limiter les incidences sur ce site Natura 2000.

En conclusion, sous réserve du respect des mesures recommandées, le projet de révision du PLU d'Aigues-Mortes n'entrainera pas d'incidence significative susceptible de remettre en cause l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant entrainé la désignation des sites Natura 2000 sur le territoire.

2.6. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

L'évaluation environnementale du PLU d'Aigues-Mortes a été réalisée selon un processus itératif accompagnant chaque étape de l'élaboration du document d'urbanisme. De ce fait, chaque pièce, chaque orientation, chaque décision du projet ont fait l'objet d'une analyse de leurs incidences environnementales et d'échanges avec la collectivité et les partenaires du projet. Suite à cette démarche des modifications ont été inscrites au sein du PLU : préservation de zones humides sur l'OAP du Mas d'Avon (mesure d'évitement), préservation d'individus arborés sur le secteur d'Esparron (mesure de réduction), etc.

À la suite de cette analyse, le projet de PLU fait l'objet de certaines mesures d'évitement, de réduction ou de compensation (mesures ERC) spécifiques et consécutives à l'arrêt du projet. Celles-ci sont relatives à l'évaluation des incidences des secteurs susceptibles d'être impactés, aux OAP ainsi qu'à l'évaluation simplifiée des incidences au titre de Natura 2000.

Pour rappel, une mesure d'évitement correspond à une : « mesure qui modifie un projet ou une action d'un document de planification afin de supprimer un impact négatif identifié que ce projet ou cette action engendrerait ».

Au contraire, une mesure de réduction correspond à une : « Mesure définie après l'évitement et visant à réduire les impacts négatifs permanents ou temporaires d'un projet sur l'environnement, en phase chantier ou en phase exploitation » (*source : Lignes directrices – MEDDE 2013*).

N. B. Ces mesures d'évitement et de réduction ne sont pas exhaustives et sont générales à l'ensemble des secteurs. Pour chaque secteur, ces mesures devront plus ou moins être adaptées.

Les secteurs de projets les plus sensibles d'un point de vue écologique présentent des mesures ERC adaptées précisées au sein de l'analyse au cas par cas. Ces mesures sont identiques aux mesures suivantes, mais sont adaptées aux secteurs et doivent être absolument prises en compte dans ces projets.

Mesures générales

- Éviter les zones de forts enjeux écologiques et le cas échéant, redéfinir l'emprise des projets (mesure d'évitement) ;
- Concernant la trame verte et bleue du territoire, il est recommandé de préserver tout élément participant aux continuités écologiques de chaque sous-trame à savoir les cours d'eau et ripisylves, les boisements, les haies, etc. Le cas échéant, les continuités écologiques pourront être renforcées notamment en replantant des haies multistrates et multiespèces locales le long des axes ou des nouveaux aménagements.
- Si les continuités écologiques sont impactées, il est recommandé de réaliser des aménagements pour le franchissement des voies pour les espèces animales.
- En ce qui concerne la création de linéaires de haies, l'évaluation environnementale préconise l'utilisation d'espèces indigènes et d'ores et déjà présentes sur le site. De même pour une meilleure fonctionnalité écologique, il est préconisé l'implantation de haies multiespèces et multistrates (arborée, arbustive, herbacée) privilégiant des espèces végétales dites non conductrices de feu afin de ne pas augmenter le risque incendie (c'est-à-dire éviter l'implantation de cyprès ou de pins).

Mesures concernant les travaux

- Il est fortement recommandé que le démarrage des travaux se fasse en dehors des périodes de reproduction des espèces d'intérêt communautaire autrement dit pas au printemps ni en été. Les

travaux de remblais et de déblais devront débuter avant le début de la saison de reproduction des espèces afin de ne pas détruire d'espèces nichant ou se reproduisant au sol.

- Il est préconisé que tout dépôt de matériel (terre, sable, etc.) nécessaire à la réalisation des aménagements soit bâché afin de limiter au maximum les pollutions atmosphériques qui seront générées lors de la phase de chantier (effet temporaire) tant pour les habitants que pour les milieux naturels alentour.
- Il est également recommandé que l'ensemble des mesures destinées à éviter toute pollution accidentelle des milieux lors des travaux soient prises : utilisation de matériaux locaux pour éviter l'apport et la dissémination de plantes exotiques envahissantes, utilisation de véhicules équipés de kits de dépollution en cas de fuite de carburant, huile ou autres matériaux, traitement des eaux usées, collecte des déchets, cadrage des zones de dépôts…
- Il est recommandé que l'emprise du chantier soit réduite au maximum et clairement délimitée afin de limiter les impacts sur les habitats naturels et les habitats d'espèces. Pour ce faire, la mise en défens des espaces à préserver devra se faire en amont des travaux afin d'éviter que les engins de chantiers et les ouvriers ne circulent sur les zones devant être préservées. Cette mesure devra être mise en place avant le démarrage des travaux et maintenue durant toute la phase de travaux.
- De plus, les installations de chantiers, la base de vie, etc. devront être installées en dehors des secteurs et de préférence (si possible) à plus de 100 mètres de distance des secteurs ayant été jugés sensibles. De même, les zones de stockage devront être réalisées sur des aires spécifiques, confinées, éloignées de ces milieux sensibles afin d'éviter les apports de poussières ou d'eaux de ruissellement.
- En plus de cela, un système de barrières semi-perméables pourra être mis en place afin de limiter au maximum l'accès au chantier aux animaux tout en permettant à ceux situés au sein de la zone de travaux d'en sortir.
- Afin de réduire le risque de destruction d'individus, le déboisement et défrichement devront se faire en différentes étapes : Débroussaillage de la strate arbustive (sous-bois) et des secteurs buissonnants suivi de l'export immédiat des coupes au sol hors du site ; abattage et débardage des arbres avec des engins plus lourds après une semaine calendaire.
- Afin de réduire les incidences vis-à-vis des différentes espèces de chiroptères fréquentant les différents secteurs, il est recommandé qu'aucun éclairage nocturne ne soit mis en place pendant la phase travaux ainsi qu'en dehors de la phase de travaux. Si des travaux de nuit s'avèrent nécessaires, des mesures seront prises conformément aux conseils d'un écologue.

3. Indicateurs de suivi

3.1. Préambule

Le PLU fixe des indicateurs de suivi qui vont permettre d'évaluer la progression des objectifs fixés.

Article R151-4

Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements notamment sportifs, et de services.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

Article L153-27

Six ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur ou sa modification en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, après avoir sollicité l'avis de ses communes membres, ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports.

L'analyse des résultats porte également, le cas échéant, sur les unités touristiques nouvelles mentionnées à l'article L. 122-16 du présent code. Dans les communes mentionnées à l'article L. 121-22-1, cette analyse porte en outre sur la projection du recul du trait de côte.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant après que celui-ci a sollicité l'avis de ses communes membres ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

L'analyse des résultats peut inclure le rapport relatif à l'artificialisation des sols mentionné à l'article L. 2231-1 du code général des collectivités territoriales. Dans ce cas, la délibération prévue au troisième alinéa du présent article vaut débat et vote au titre du troisième alinéa de l'article L. 2231-1 du code général des collectivités territoriales. Dans les communes mentionnées au même article L. 121-22-1, cet avis porte sur l'opportunité de réviser ou de modifier ce plan.

Article L153-28

Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat, la durée de neuf ans mentionnée à l'article L. 153-27 est ramenée à six ans et l'évaluation porte également sur les résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation. L'autorité administrative compétente de l'État peut, après la délibération prévue au deuxième alinéa de l'article L. 153-27, demander les modifications qu'elle estime nécessaire d'apporter au plan lorsque ce dernier ne répond pas aux objectifs définis à l'article L. 302-2 du code de la construction et de l'habitation. Dans un délai d'un mois, l'établissement public de coopération intercommunale fait connaître à l'autorité administrative compétente de l'État s'il entend procéder aux modifications. À défaut d'accord ou à défaut d'une délibération approuvant les modifications demandées dans un délai d'un an à compter de la demande de modifications, l'autorité administrative compétente de l'État engage la mise en compatibilité du plan.

Article L153-29

Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale réalise, trois ans au plus tard à compter de la délibération portant approbation ou révision de ce plan, un bilan de l'application des dispositions de ce plan relatives à l'habitat au regard des objectifs prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation. Ce bilan est transmis à l'autorité administrative compétente de l'État. Il est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision.

3.2. La définition des indicateurs

Les indicateurs doivent permettre de suivre, de façon régulière et homogène, les effets du PLU et des mesures préconisées.

Les indicateurs ont plusieurs rôles :

- Vérifier que les effets du PLU sont conformes aux prévisions faites lors de l'élaboration de celui-ci ;
- Identifier les éventuels impacts négatifs imprévus de la mise en œuvre du PLU ;
- Suivre la mise en place des mesures de réduction et de compensation et s'assurer de leur efficacité.

Le nombre d'indicateurs est réduit afin de permettre un suivi simple au travers de données facilement mobilisables. Ils renseignent davantage par leur évolution et comparaison que par leur valeur absolue c'est pourquoi les données à partir desquelles ils sont calculés sont produites régulièrement.

Ces indicateurs permettent de vérifier l'atteinte des objectifs prévus par le PLU. Les tableaux suivants précisent :

- La nature des indicateurs;
- La source de la donnée ;
- La fréquence de renseignement;
- L'état initial.

3.3. Les indicateurs environnementaux

Les différents types d'indicateurs de suivi

Un indicateur quantifie et agrège des données pouvant être mesurées et surveillées pour suivre l'évolution environnementale du territoire. Plusieurs méthodes de classification des indicateurs existent, notamment celles établies par l'Organisation de Coopération et de Développement

Economiques (OCDE) qui fait référence. De son côté, le MEDAD propose aussi de suivre des indicateurs d'état, de pression et de réponse :

- Les indicateurs d'état : En termes d'environnement, ils décrivent l'état de l'environnement du point de vue de la qualité du milieu ambiant, des émissions et des déchets produits. Exemple : taux de polluant dans les eaux superficielles, indicateurs de qualité du sol, etc. ;
- Les indicateurs de pression : Ils décrivent les pressions naturelles ou anthropiques qui s'exercent sur le milieu. Exemple : évolution démographique, captage d'eau, déforestation, etc. ;
- Les indicateurs de réponse : Ils décrivent les politiques mises en œuvre pour limiter les impacts négatifs. Exemple : développement de transports en commun, réhabilitation du réseau d'eaux usées, etc.

Les indicateurs dans le tableau présenté en pages suivantes appartiennent à ces 3 catégories élémentaires d'indicateurs.

Proposition d'indicateurs

Le tableau ci-après liste pour les différentes thématiques environnementales étudiées, une série d'indicateurs identifiés comme étant intéressants pour le suivi de l'état de l'environnement du territoire communal. Ils permettent de mettre en évidence des évolutions (amélioration ou dégradation) de l'environnement de la commune, sous l'effet notamment de l'aménagement urbain.

Thématiques	Indicateurs	Sources	Fréquence de suivi	État initial
Paysages et patrimoine	Nombre d'éléments bâtis du paysage inscrits à l'article L151-19 du code de l'urbanisme	Commune	Annuelle	5 ha, 2,6 km et 10 éléments de patrimoine bâti et paysager repérés
	Part des projets intégrant des obligations de qualité paysagère et de traitement des franges urbaines	Commune	Annuelle	8 OAP sur 8 comportent des prescriptions de composition paysagère et environnementale
Biodiversité et milieux naturels	Superficie d'éléments (EBC, L151 -23) protégés dans le PLU	Commune	Annuelle	257 ha d'EBC
	Nombre et surface de projets d'aménagement dans des espaces naturels	Commune	Annuelle	20 ha de secteurs naturels classés U, AU, ER, Neq
Eau	Volume d'eau potable consommée	CCTC	Annuelle	2,8 Mm^3 en 2019
	État des masses d'eau	Agence de l'eau	Lors de la révision du SDAGE	Six masses d'eau ont été évaluées par l'Agence de l'eau : quatre cours d'eau et deux masses de transition. Cinq n'atteignent pas le bon état écologique en 2019. Deux masses d'eau souterraines

				sont suivies par ailleurs : bon état quantitatif en 2019, mais mauvais état chimique des alluvions anciennes entre Vidourle et Lez et littoral entre Montpellier et Sète.
	Rendement du réseau d'alimentation en eau potable	CCTC	Annuelle	83 % en 2019
	Taux de conformité de l'eau distribuée	CCTC	Annuelle	100% en 2019
Climat air, énergie	Quantité de gaz à effet de serre émise	Atmo Occitanie	Annuelle	25 kteqCO_2 en 2019
	Consommation d'énergie	Atmo Occitanie	Annuelle	153 954 MWh en 2019
	Production d'énergie renouvelable	Atmo Occitanie	Annuelle	3453 MWh en 2019
Risques	Nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle	Géorisques	Annuelle	7 (entre 1982 et 2021)
	Nombre de bâtiments exposés à l'aléa incendie modéré à très élevé	Cadastre, DDT	Annuelle	298
	Nombre de bâtiments exposés à l'aléa retrait-gonflement des argiles modéré à fort	Cadastre, Géorisques	Annuelle	3838

Annexes

Enjeux environnementaux identifiés par l'État Initial de l'Environnement

Thématiques environnementales	Enjeux environnementaux
Consommation espace	- Considérer l'espace comme une ressource à préserver : éviter l'urbanisation diffuse et maintenir des coupures d'urbanisation.
Continuités écologiques et milieux naturels	- Préserver les espaces naturels remarquables (ZNIEFF, Natura 2000, ENS, etc.) abritant les espèces emblématiques, limiter leur anthropisation ; - Protéger les zones humides afin de permettre notamment une meilleure résilience du territoire face au changement climatique (protection contre les inondations, soutien d'étiage, etc.). Restaurer les zones humides dégradées ; - Protéger les milieux aquatiques (lagunes, cours d'eau) et limiter l'urbanisation de leurs abords en lien avec la gestion des inondations ; - Préserver et renforcer les milieux naturels relictuels de boisements, de milieux ouverts et semi-ouverts ; - Protéger, au sein du zonage et du règlement, les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques qui seront identifiés dans la trame verte et bleue du PLU ; - Préserver les espaces agricoles participant aux continuités écologiques du territoire (support de déplacement pour les espèces) ; - Renforcer les liens entre paysages, continuités écologiques et risques (inondation et incendie) afin de définir les espaces naturels à préserver de l'urbanisation.
Paysages et patrimoine	- Limiter l'urbanisation diffuse et linéaire ; - Conforter l'urbanisme de proximité et urbaniser en densification et en renouvellement urbain ; - Préserver les cônes de vue et qualifier/organiser les entrées de ville ; - Favoriser le maintien et le développement des zones agricoles et naturelles (zones humides, salins…) garantes des paysages ; - Protéger les lieux identitaires, les éléments remarquables du patrimoine et les paysages emblématiques sur l'ensemble du territoire communal.
Risques	- Réduire les aléas : - Limiter l'anthropisation et l'imperméabilisation des sols afin de permettre aux écosystèmes d'absorber l'eau et limiter les inondations : préserver notamment les espaces naturels et agricoles en zone d'expansion des crues, aux abords des cours d'eau du territoire ; - Préserver les boisements et haies, garants de la stabilité des sols ; - Préserver les zones humides, et leur rôle de stockage de l'eau ; - Articuler cet enjeu avec les enjeux liés aux paysages et à la trame verte et bleue ; - Limiter l'exposition de la population : - Réduire la vulnérabilité dans les zones d'aléas en créant des aménagements de protection et en maintenant les espaces naturels et agricoles en zone d'aléa (zones d'expansion des crues, zones de mouvement de terrain, etc.) ; - Réduire l'urbanisation en zones d'aléas et dans les secteurs exposés aux risques technologiques ; - Règlementer spécifiquement l'implantation et l'évolution du bâti afin de tenir compte des risques (notamment inondation et mouvement de terrain) et de réduire la vulnérabilité des constructions existantes.

Eau	- Préserver la ressource en eau : - Préserver les cours d'eau et leurs espaces de mobilité ; - Sécuriser l'alimentation en eau potable de la commune en limitant les pertes sur réseau grâce à un habitat dense ; - Anticiper les besoins d'équipements et d'infrastructures pour la gestion de l'eau potable et de l'assainissement.
Climat, air et énergie	- Maitriser et réduire la demande en énergie en agissant sur les formes urbaines et les modes de déplacement : - Limiter l'étalement urbain et favoriser la densification du bâti et la mixité d'activités pour augmenter la performance des transports en commun et des modes actifs et pour optimiser les déplacements ; - Développer la rénovation énergétique du patrimoine bâti en favorisant la sobriété énergétique et l'efficacité énergétique des constructions et en développant la production d'énergies renouvelables et de récupération au niveau du bâti ; - Favoriser le développement des transports en commun, l'utilisation de la « voiture à plusieurs » (covoiturage, autopartage, etc.) ; - Favoriser les modes de déplacements actifs (vélo, marche, etc.) entre les espaces (zone habitée, zone naturelle), activité touristique, promenade. - Encourager le développement des énergies renouvelables en cohérence avec les autres besoins d'occupation du sol : - Favoriser le développement des énergies solaires (photovoltaïque sur les bâtiments ou sites déjà artificialisés en priorité et thermique) ; - Favoriser la performance et la diversité énergétiques ainsi que les projets novateurs. - Maitriser et réduire les émissions de gaz à effet de serre et les pollutions atmosphériques en agissant sur les formes urbaines et les modes de déplacement afin de réduire le besoin en transports routiers, secteur le plus gros contributeur aux émissions de GES : - Limiter l'étalement urbain et favoriser la densification du bâti et la mixité d'activités pour augmenter la performance des transports en commun et des modes actifs et pour optimiser les déplacements ; - Favoriser le développement des transports en commun, l'utilisation de la « voiture à plusieurs » (covoiturage, autopartage, etc.) ; - Favoriser les modes de déplacements actifs (vélo, marche, etc.) entre les espaces (zone habitée, zone naturelle), activité touristique, promenade. - Préserver les milieux naturels, lieux de stockage du carbone, et développer les couverts végétaux.
Nuisances sonores	- Prendre en compte les zones de bruit dans le développement urbain, en évitant d'exposer davantage d'habitants aux nuisances ; - Favoriser le rapprochement entre sites d'habitation, d'approvisionnement et d'emploi pour limiter les déplacements et le bruit qui en découle ; - Développer des espaces publics favorisant les modes de déplacements doux ; - Préserver les zones épargnées par les nuisances sonores (zones calmes) et les intégrer aux projets de développement urbain ; - Créer éventuellement des zones tampons (espaces verts par exemple) entre secteurs bruyants et secteurs résidentiels.
Sites et sols pollués	- Prendre en compte les zones de bruit dans le développement urbain, en évitant d'exposer davantage d'habitants aux nuisances ; - Favoriser le rapprochement entre sites d'habitation, d'approvisionnement et d'emploi pour limiter les déplacements et le bruit qui en découle ;

	- Développer des espaces publics favorisant les modes de déplacements doux ; - Préserver les zones épargnées par les nuisances sonores (zones calmes) et les intégrer aux projets de développement urbain ; - Créer éventuellement des zones tampons (espaces verts par exemple) entre secteurs bruyants et secteurs résidentiels.
Ressources minérales	- -
Déchets	- Concentrer l'urbanisation, notamment pour développer et centraliser la collecte des déchets ; - Anticiper les besoins futurs en foncier concernant les aménagements de collecte et de traitement des déchets (notamment pour les colonnes semi-enterrées ou enterrées pour les ordures ménagères et la collecte sélective).

Matrice d'analyse des incidences du PADD

Thématiques environnementales	Consommation espace	Consommation d' espace	Continuités écologiques et milieux naturels	Continuités écologiques et	Paysages et patrimoine	Paysages et patrimoine	Risques	Risques	Eau	Eau	Climat, air et énergie	Climat, air et énergie	Nuisances sonores	Nuisances sonores	Sites et sols pollués	Sites et sols pollués	Ressources minérales	Ressources minérales	Déchets	Déchets	Total	Total pondéré
Dispositions		3		3		3		3		3		2		2		2		1		1		
Axe 1/ Assurer l'avenir : se loger, bien vivre-ensemble et travailler		-5		-4		-4		-5		-4		1		0		-1		-3		-2	**-27**	**-71**
1A/ Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer un équilibre générationnel	La production de logements pourraient nécessiter du foncier.	-1	La production de logements pourrait engendrer une consommation d'espaces naturels.	-1	La production de logements pourrait impacter les paysages et le patrimoine	-1	La production de logement pourrait augmenter l'imperméabilisation des sols et ainsi le risque d'inondation	-1	Augmentation de la pression sur la ressource en eau et la capacité d'acceuil de l'assainissment du territoire, lié au développement de l'habitat.	-1	La production de nouveaux logement contribue à l'augmentation de la demande en énergie et la production de GES	-1	Peut contribuer à augmenter les nuisances	-1							**-7**	**-19**
1B/ Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous	Consommation de foncier lié au développement des mobilités (pôle d'échange multimodal, création de parkings, aire d'acceuil pour les camping-car, création de pont ...). Peut contribuer à une meilleur gestion du foncier sur le territoire	-2	Le développement des mobilités, via la création de nouvelles infrastructures de voirie, peut accentuer les pressions exercées sur les milieux naturels et les continuités écologiques (pôle d'échange multimodal, création de parkings, aire d'acceuil pour les camping-car, création de pont ...).	-2	Le développement des mobilités et la production de logement peut impacter le paysage du territoire. Peut contribuer à la requalification des quais, berges.	-2	Le développement des mobilités et l'artificialisation des sols lié à la création de nouvelles voiries, parking ... accentue l'imperméabilisation des sols et les risques de ruissellement, surtout en l'absence d'aménagements permettant l'infiltration ou la gestion des eaux pluviales.	-3	Le développement des mobilités peut impacter la ressource en eau (imperméabilisation des sols qui limite la capacité d'infiltration naturelle des sols, risque de pollution par lessivage des chaussés ...)	-1	Renforcer et diversifier les modes doux et les transports collectifs. Le PADD prévoit de désengorger du centre ville notamment en période de forte affluence.	3	Le développement des modes de transports doux et des transports collectif peut contribuer à diminuer l'utilisation de la voiture en ville responsable de nuisances	2			Consommation de ressources minérales. Valorisation de l'existant.	-2	Les chantiers de mobilités peuvent engendrer des déchets	-1	**-8**	**56**

			Le développement urbain est prévu sur des zones déjà anthropisé ou en continuité de l'urbanisation. Les OAP intègrent la prise en compte des continuités écologiques et des milieux naturels.																				
1C/ Renforcer la dynamique économique et touristique	Consommation de foncier et développement urbain. Contribue à préserver les terres agricoles	-2	La production de logements pourrait engendrer une consommation d'espaces naturels. La pérennisation de la filière agricole peut participer à l'amélioration du milieu agricole du territoire.	-1	La production de logements pourrait impacter les paysages et le patrimoine. La valorisation de la filière agricole peut contribuer à mettre en valeur le patrimoine local et vernaculaire participant à l'identité et à la qualité du territoire.	-1	La production de logement pourrait augmenter l'imperméabilisation des sols et ainsi le risque d'inondation.	-1	Augmentation de la pression sur la ressource en eau et la capacité d'acceuil de l'assainissment du territoire, lié au développement de l'habitat et au tourisme.	-2	La production de nouveaux logement contribue à l'augmentation de la demande en énergie et la production de GES	-1	Peut contribuer à augmenter les nuisances	-1	Le développement de la ZA peut contribuer à l'implantation de nouvelles activités potentiellement polluantes.	-1	Consommation de ressources minérales. Valorisation de l'existant.	-1	Les chantiers peuvent engendrer des déchets.	-1	**-12**	**9**
Axe 2/ Assurer un développement réfléchi qui répond aux défis de la transition climatique		6		7		9		7		5		5		0		2		1		0	**42**	**-57**

2A/ Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière	Favorise le développement urbain sur les espaces en renouvellement urbain ou espaces mutables. Objectifs de modération de la consommation d'espace (ZAN, travail sur les formes urbaines, réduction de la consommation d'espace prévue dans le PLU ...)	3	Peut contribuer à diminuer la pression du développement foncier sur les espaces naturels, agricoles et forestiers. Développement du quartier du Mas d'Avon.	2	Peut contribuer à l'intégration paysagère des aménagements nouveaux. Peut contribuer à la valorisation du patrimoine	3	Peut contribuer à limiter l'artificialisation du sol permettant de réduire le risque de ruissellement	2			Développer des opérations d'aménagement à haute valeur environnementale.	1					Peut contribuer à anticipé les besoins en matériaux	1			**12**	**-15**
2B/ Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée			Contribue à intégrer la nature en ville (valoriser les abords du canal maritime, création d'espace végétalisé récréatif, chemins de halage ...)	2	Contribue à valoriser la qualité paysagère et patrimoniale du territoire (valoriser le center historique en lien avec le Site Patrimonial Remarquable et le Grand Site de France, garantir une qualité paysagère représentative de la Camargue Gardoise, valoriser et caractériser les entrées de villes, améliorer la qualité paysagère de la zone d'activité Terres de Camargue ...)	3	Le développement de la nature en ville, la plantation d'arbres et la prise en compte des sites paysagers naturels peuvent contribuer à améliorer l'infiltration des eaux de pluies et limiter le ruissellement et le risque d'inondation.	2	Développer la nature en ville => Peut contribuer à améliorer la gestion des eaux pluviales	2	Peut contribuer à améliorer la qualité de l'air en ville	1									**10**	**70**

2C/ Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique	Contribue à lutter contre les phénomènes de cabanisation et de mitage dans les zones agricoles et naturelles Contribue à la prise en compte des risques naturels et technologiques dans l'urbanisation du territoire	3	Contribue à préserver les continuités écologiques et milieux naturels. Préservation et valorisation de la TVB. Vise à préserver les espaces littoraux (loi Littoral). Vise à maintenir et renforcer le maillage bocager. Développer la végétalisation en ville et multiplier les îlots de fraîcheur.	3	Contribue à préserver la qualité paysagère et patrimonial du territoire (grands ensembles paysagers naturels et agricoles)	3	Contribue à limiter l'imperméabilisaiton des sols en dehors des espaces déjà urbanisés. Contribue à prendre en compte les risques nautrels (inondation particulièrement) afin d'assurer la protection des biens et des personnes.	3	Peut contribuer à préserver la ressource en eau	3	Contribue à préserver les puits de carbone du territoire et favoriser le développemnt des ENR sur le territoire. Développer des opérations d'aménagement exemplaire en terme de qualité énergétique.	3			Peut contribuer à la réhabilitation de sites déjà anthropisés pour la production d'ENR	2					**20**	**33**
Total		*1*		*3*		*5*		*2*		*1*		*6*		*0*		*1*		*-2*		*-2*	**15**	***46***

COMMUNE D'AIGUES-MORTES

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

TOME 1

1.5 Résumé non technique

Arrêté le 26/05/2025

Approuvé le …/…/…

Mairie d'Aigues-Mortes

Place Saint-Louis

30220 AIGUES-MORTES

Tél : 04 66 73 90 90

https://ville-aigues-mortes.fr/

1. Préambule

Le PLU fixe les possibilités et les modalités d'aménagement et notamment de constructibilité sur son territoire pour les quinze années à venir. Conformément au décret no 2005-6008 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement, l'élaboration du PLU de Leucate fait l'objet d'une évaluation environnementale dont le contenu est conforme à l'article R.151-19 du Code de l'urbanisme.

Les incidences du projet de PLU sont mesurées dans le cadre de l'évaluation environnementale, réalisée en continu, tout au long du processus d'élaboration du document. Cette évaluation a permis d'éclairer quelques choix et d'intégrer dans les documents de projet (PADD, règlement, OAP) des mesures pour éviter, réduire ou compenser les impacts sur l'environnement.

2. État initial de l'environnement

L'État initial de l'environnement (EIE) est la première étape qui constitue l'évaluation environnementale. Il s'agit d'une photographie à l'instant t=0 des forces, des faiblesses et des tendances concernant les grandes thématiques environnementales du territoire communal. Cet état initial a permis de mettre en avant les grands enjeux environnementaux hiérarchisés susceptibles d'avoir des interactions avec la mise en œuvre du PLU révisé.

Milieu physique

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
+	Un territoire doté d'un climat tempéré chaud très agréable et d'un très faible relief.	⇗	Évolution potentielle du climat à moyen terme dû au réchauffement climatique.
+	Un territoire majoritairement dominé par les milieux naturels, et notamment les milieux humides (plus de la moitié de la commune).	⇗	2,7 ha /an ont été consommés en moyenne entre 2009 et 2020. Les évolutions règlementaires (ZAN, SRADDET) devraient induire une réduction de la consommation d'espace.
-	Le CEREMA estime une consommation d'espace s'élevant à 29,3 ha entre 2009 et 2020, soit 2,7 ha/an en moyenne, dont la majorité pour de l'activité.	⇘	
+	Présence d'un réseau hydrographique très développé et complexe.	⇗	Entre 2013 et 2019, l'état écologique s'est amélioré pour deux masses d'eau et dégradé pour deux. L'état chimique d'une des deux nappes souterraines s'est dégradé. Le changement climatique est susceptible d'impacter la ressource en eau (au moins sur le plan quantitatif). Les actions du SDAGE et du SAGE visent l'amélioration de l'état des masses d'eau.
+	Des masses d'eau superficielle en bon état chimique…	?	
-	… mais n'ont pas atteint le bon état écologique	?	
+	Deux masses d'eaux souterraines en bon état quantitatif…	?	
-	… dont une en mauvais état chimique, du fait de pollutions agricoles, de pesticides, substances toxiques	⇘	
+	D'après le RPG, la commune est concernée par plusieurs espaces agricoles dominés par les vignes.	?	

Paysages et patrimoine

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⬀	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⬂	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
+	Forte identité patrimoniale et paysagère	⬀	Le plan de sauvegarde et de mise en valeur, ainsi que les protections existantes (site patrimonial remarquable, sites et monuments classés et inscrits) devraient permettre de préserver cette identité.
+	La commune est concernée par un Plan de Sauvegarde et Mise en Valeur et par le Label Grand Site de France Camargue Gardoise.	⬀	
+	La commune est protégée par un site patrimonial remarquable, par plusieurs sites classés et inscrits et abrite des monuments historiques classés et inscrits.	⬀	
+	Paysage naturel remarquable associé à la Camargue (salins, zones humides…).	⬀	L'urbanisation et le tourisme exercent de fortes pressions sur les paysages. Les espaces naturels soumis à une forte fréquentation.
+	Plusieurs sites archéologiques recensés.	⬀	

Biodiversité

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⬀	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⬂	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
+	10 ZNIEFF sur le territoire	⬀	La pollution, l'artificialisation des cours d'eau, le dépôt sauvage de déchets et la destruction des habitats du fait de l'extension des cultures irriguées ou de l'urbanisation menacent la fonctionnalité écologique de ces milieux… La présence d'un réseau Natura 2000 développé sur la commune permet des actions de gestion cohérente sur les milieux concernés.
+	5 zones Natura 2000	⬀	
+	Présence d'un important réseau de zones humides offrant des milieux variés et fonctionnels.	⬀	
+	Réseau bocager plutôt bien préservé dans le secteur nord-ouest (cultures).	?	L'intensification des pratiques peut potentiellement réduire ce réseau bocager.

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⬀	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⬂	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres
Situation actuelle		**Perspectives d'évolution**		
-	Agriculture et extraction salicole développées.	⬀	Des mesures peuvent être mises en place pour entretenir et renforcer ce maillage bocager. Les cultures (riz, céréales) et activités salicoles ont un impact sur les écosystèmes (pollution chimique, tassement par circulation d'engins lourds). Certaines zones agricoles peuvent accueillir une faune et une flore spécifiques, notamment si la trame bocagère est maintenue.	
-	Activités touristiques nombreuses.	⬀	Les activités et afflux touristiques engendrent des dégâts sur les écosystèmes : directs (piétinements, écrasements) ou indirects (pollution de l'air, déchets, pollution des eaux).	

Ressources naturelles

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⬀	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⬂	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres
Situation actuelle		**Perspectives d'évolution**		
-	Aucune ressource d'eau potable présente à Aigues-Mortes.	⬀	Les actions du syndicat devraient maintenir de bons indicateurs. Le changement climatique pourrait impacter la disponibilité de la ressource et réduire la dilution. La population croît.	
+	Un réservoir à Aigues-Mortes et deux interconnexions à l'échelle de la CCTC.	⬀		
+	Une eau potable distribuée de bonne qualité et un bon rendement du réseau.	⬀		
+	Une consommation d'eau potable faible (82 L/hab./j contre 144 pour un Français).	?		
+	Des consommations d'énergie relativement faibles (18 MWh/hab. contre 21 à l'échelle de la CC), dominées par le transport routier et le résidentiel.	⬀	Les consommations stagnent depuis 2013, malgré une croissance de la population. Les actions du SRADDET et du PCAET visent à réduire les consommations.	
-	Des énergies renouvelables qui représentent 2 % des consommations.	?	La production baisse depuis 2013. L'énergie solaire est sous-exploitée et pourrait bénéficier des dynamiques (SRADDET, PCAET).	

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres
Situation actuelle		**Perspectives d'évolution**		
+	Un bassin légèrement excédentaire en granulats.	?	Le SRC est en cours d'élaboration. Le développement de la commune pourrait nécessiter des matériaux.	

Pollution et nuisances

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres
Situation actuelle		**Perspectives d'évolution**		
+	L'assainissement collectif est régi par la communauté de communes Terre de Camargue, et délégué à l'entreprise Suez jusqu'en 2026 permettant une gestion intégrée de la ressource.	⇗		
-	Aucune station d'épuration n'existe sur le territoire communal, la CC gère trois STEP.	?		
+	En 2018, et à l'échelle de la communauté de communes, la collecte des effluents et les équipements d'épuration étaient conformes à 100 %.	⇗		
+	Les capacités résiduelles disponibles actuelles (33 000 EH) sont suffisantes pour l'accueil d'une nouvelle population.	⇗		
+	Au niveau de l'assainissement non collectif, 588 dispositifs ont été contrôlés depuis la création du service, en 2019, ils sont conformes à 89,8 %.	⇗		
-	Le secteur des transports routiers est le secteur d'activité le plus émetteur de GES sur le territoire avec plus de la moitié des émissions totales.	⇗	Cette répartition devrait rester la même en raison de la configuration de la commune (habitat dense, grandes infrastructures de transports).	

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution
+	Les habitants d'Aigues-Mortes émettent relativement moins (3,0 teqCO_2/hab.) qu'un Gardois moyen (3,4 teqCO_2/hab.). Entre 2013 et 2019, les émissions de GES ont diminué de 7 %, et 6 % par habitant.	?	
+	Présence du PPA de Nîmes	⇗	La mise en œuvre des actions sur le territoire dans le cadre du PPA, associée aux effets tendanciels, a permis d'améliorer sensiblement l'exposition des populations à la pollution au NO2.
+	Un territoire puits de carbone	?	Le changement climatique, notamment du fait des pics de chaleur et du stress hydrique, pourrait limiter l'absorption de CO_2 par les arbres et les milieux agronaturels. Les zones humides pourraient perdre leur capacité de stockage.
+	Une qualité de l'air majoritairement bonne…	⇗	Le changement climatique est susceptible d'augmenter les périodes de fortes chaleurs et d'impacter la qualité de l'air (ozone, consommations d'énergies émettrices de particules, etc.). Les émissions sont en baisse depuis plusieurs années, et la mise en œuvre du PPA et du PCAET devrait maintenir voire accélérer cette tendance.
-	… Avec néanmoins quelques dépassements (NOx et ozone)	⇘	
+	Une qualité de l'air qui s'améliore : La tendance des émissions est à la baisse depuis 2008.	⇗	La diminution globale des émissions de polluants va se poursuivre
-	La commune est concernée par plusieurs infrastructures de transport terrestre sources de nuisances sonores : RD46, RD58, RD61, RD6110, RD62, RD62A, RD979.	⇗	Augmentation du trafic routier lié au développement touristique. L'augmentation de la population est susceptible d'augmenter le nombre de déplacements et les nuisances sonores associées. L'essor des mobilités électriques, moins bruyantes, associé aux normes de bâti (meilleure isolation acoustique) devrait permettre de réduire les bruits émis et l'exposition des populations.
-	La commune est traversée par une voie ferrée	?	
+	Les services de l'État dans le Gard ont réalisé un PPBE première (2012) seconde échéance en 2015 puis troisième échéance 2018-2023.	⇗	Les PPBE sont révisés régulièrement au titre de la Directive 2002/49/CE

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⬀	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⬂	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution
+	Pas de nuisances sonores autres que routières ou ferroviaires	⬀	
-	Une forte production de déchets à l'échelle de la CC	⬂	La production par habitant diminue légèrement depuis 2009. La mise en œuvre du PRPGD (SRADDET) devrait encourager cette tendance.
-	Aucune déchèterie n'est présente sur le territoire communal.	?	
-	L'IREP recense une installation produisant des déchets dangereux à Aigues-Mortes en 2020 : la Compagnie des salins du midi et des salines de l'est.	?	
+	Aucun site pollué (BASOL) à Aigues-Mortes	⬀	
-	19 sites BASIAS, pouvant représenter une source de pollution	?	Les normes en vigueur limitent le risque de pollution. Aucune nouvelle installation n'est prévue.
-	7 ICPE sont présentes sur la commune.	?	

Risques

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⬀	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⬂	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution
-	Fort risque inondation (crues de cours d'eau et submersion marine).	?	La mise en œuvre du PPRI actuel va permettre de prévenir les risques d'inondation. Le PPRI permettra de mieux prendre en compte les ruissellements. Le changement climatique va augmenter la fréquence et la gravité des inondations.
+	La commune est dotée d'un Plan de prévention des risques d'inondation (PPRI)	⬀	

Situation actuelle		Perspectives d'évolution		
+	Atout pour le territoire	⇗	La situation initiale va se poursuivre	Les perspectives d'évolution sont positives
-	Faiblesse pour le territoire	⇘	La situation initiale va ralentir ou s'inverser	Les perspectives d'évolution sont négatives
=	Neutre pour le territoire	?	La perspective d'évolution est inconnue	Les perspectives d'évolution sont neutres

Situation actuelle		Perspectives d'évolution	
-	Autres risques naturels (mouvements de terrain, feu de forêt, etc.).	⇗	Le changement climatique est susceptible d'augmenter la fréquence des éléments extrêmes tels que les pluies diluviennes, les tempêtes, les sécheresses. L'obligation légale de débroussaillement permet de maitriser le risque d'incendie.
-	Risques technologiques (4 ICPE soumises à autorisation, risque de transport de matières dangereuses par canalisation et voies terrestres, rupture de barrage)	⇗	
-	Une canalisation d'hydrocarbures traverse la commune, ainsi que plusieurs voies départementales susceptibles d'être utilisées par des transports de matières dangereuses.	⇗	Le trafic autoroutier et donc de matières dangereuses va se poursuivre ou s'amplifier.

3. Présentation du PLU

Le PLU est compose de différentes pièces. Le projet de développement est présenté dans le Plan d'aménagement et de développement durable (PADD). Celui-ci est structuré en 2 axes et 6 orientations.

Tableau 1 : Disposition du PADD du PLU d'Aigues-Mortes

Axes	Orientations
Axe 1 / Assurer l'avenir : se loger, bien vivre-ensemble et travailler	1A/ Stimuler l'offre de logement pour l'habitat permanent et assurer un équilibre générationnel
	1B/ Assurer des bonnes conditions de fonctionnement pour tous
	1C/ Renforcer la dynamique économique et touristique
Axe 2/ Assurer un développement réfléchi qui répond aux défis de la transition climatique	2A/ Assurer un urbanisme de qualité dans une démarche de sobriété foncière
	2B/ Conforter le cadre de vie en lien avec l'image d'Aigues-Mortes et sa renommée
	2C/ Préserver la naturalité du territoire, ses paysages et lutter contre le réchauffement climatique

Ce PADD est ensuite traduit dans le règlement graphique (zonage), dont les zones sont assorties de règles présentées dans le règlement écrit. Huit orientations d'aménagement et de programmation (OAP) viennent préciser les projets d'aménagement sur certains secteurs de la commune.

4. Une articulation cohérente avec les documents cadres

Le PLU de la commune d'Aigues-Mortes est compatible avec différents documents :

- Le SCoT Sud Gard
- Le SRADDET Occitanie
- Le SDAGE et le PGRI Rhône-Méditerranée
- Le PCAET de la Communauté de Commune de Camargue

Il prend en compte le schéma régional des carrières d'Occitanie.

5. Des choix justifiés pour la prise en compte de l'environnement

Face aux nombreux enjeux environnementaux identifiés dans l'état initial de l'environnement, un PLU est l'occasion d'agir, par différents leviers propres. Un volet est donc dédié à la justification des choix opérés pour prendre en compte les enjeux environnementaux identifiés pour le PLU. Ainsi :

- La trame verte et bleue est reconnue comme un enjeu important dans le PADD, qui prévoit différentes dispositions en faveur de la préservation des espaces naturels. Cela est décliné grâce à différents outils dans le règlement (espaces boisés classé, classement au titre du L.151-23, zones N, etc.) visant à assurer la protection de certains éléments (boisements notamment) et la préservation du caractère naturel d'ensembles plus étendus ;
- Les capacités des systèmes d'eau potable et d'assainissement sont largement suffisante, le PLU n'engendrera que des charges négligeables pour les réseaux et la STEP ;
- Les risques sont intégrés, notamment à travers le PPRI, servitude pour le PLU, qui traite des risques crues et submersion marine. La défense incendie ne sera par ailleurs impactée que de manière négligeable par le PLU ;
- Les enjeux en matière d'émissions de GES, polluants et consommations d'énergie des transports sont traités grâce à la poursuite des actions en cours visant à développer l'usage des modes actifs et des transports en commun : le PLU prévoir en effet des axes modes doux, un pole multimodal, etc.

6. Des incidences maitrisées

Un PADD prenant bien en compte l'environnement

Au regard des thématiques environnementales, le PADD apporte une réponse positive globale, mais hétérogène. Ainsi, les enjeux les mieux traités sont ceux relatifs aux paysages et patrimoine, aux enjeux climat-air-énergie, aux continuités écologiques et milieux naturels, aux risques.

À l'inverse, les enjeux jugés faibles, tels que la gestion des ressources minérales et des déchets, sont peu pris en compte dans le PADD. Cette faiblesse s'explique par des leviers d'action limités à l'échelle du PLU. Les scores attribués à ces thématiques sont même négatifs, en raison des impacts potentiels liés à la consommation de matières premières et à la production de déchets induits par le développement de l'offre d'habitat, économique et touristique sur le territoire.

Les incidences cumulées sur la consommation d'espaces, la ressource en eau et les nuisances sonroes sont neutre ou faible car les incidences positives (renouvellement, densification, protection des milieux agricoles et des espaces de la trame verte et bleue, développement des mobilités douces, préservation de la ressource en eau, …) et incidences négatives (extensions urbaines, développer du quartier du Mas d'Avon et de la zone d'activité Terres de Camargue…) se compensent.

Globalement le PADD répond de manière positive aux enjeux environnementaux identifiés sur le territoire. Le PADD représente une plus-value environnementale importante et apporte des réponses concrètes pour une majorité d'enjeux environnementaux propres à la commune d'Aigues-Mortes.

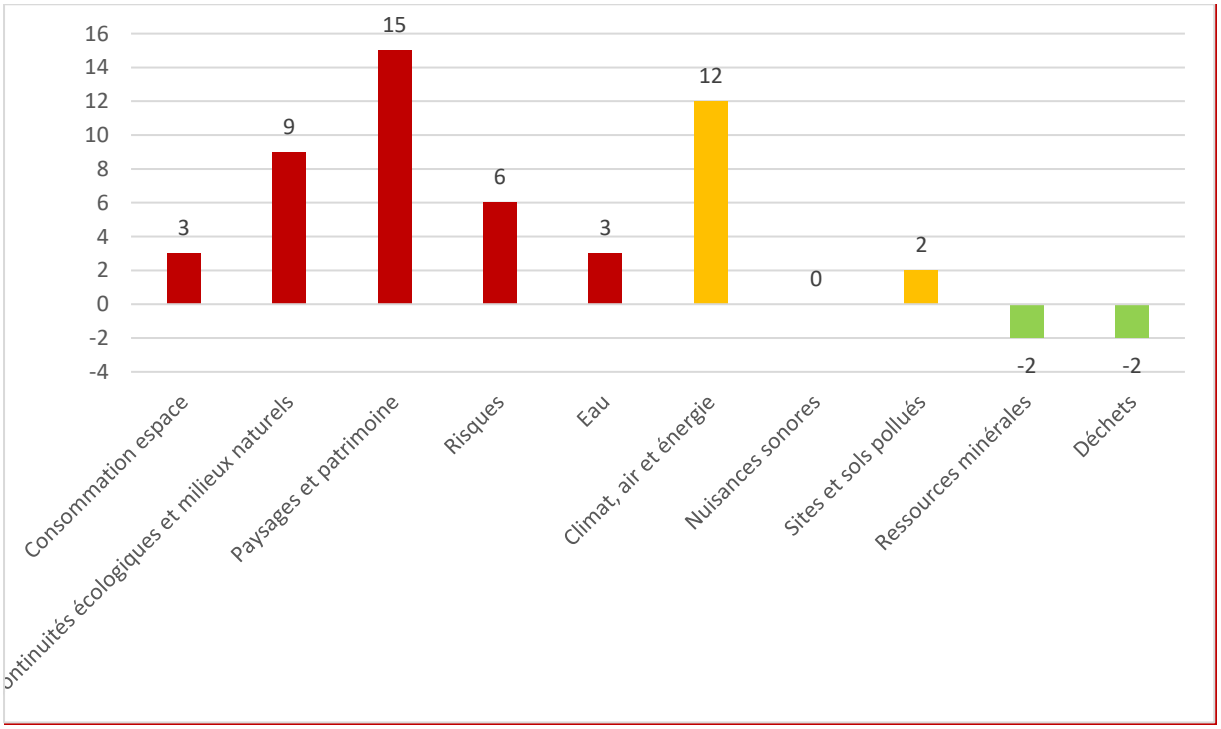


Figure 1: Score environnemental du PADD du PLU d'Aigues-Mortes

Des secteurs susceptibles d'être impactés par le PLU peu étendus

La révision permet d'augmenter les territoires agricoles et naturels de 87 ha. Certains secteurs qui étaient auparavant A ou N sont néanmoins ouverts à l'urbanisation (c'est-à-dire classés U ou AU) ; il existe de plus certains sites couverts par des zones Neq (déchèterie) ou des emplacements réservés pouvant potentiellement engendrer des incidences sur l'environnement. Ces secteurs susceptibles d'être impactés couvrent environ 25 ha, soit 0,4 % de la commune.

La plupart des SSEI ne couvrent que de très faibles parties des enjeux environnementaux, voire évitent

certains périmètres, comme les sites du Conservatoire du littoral, les cœurs de nature boisés et agricoles ou les ICPE. Cependant, certains SSEI pourraient engendrer une exposition à des risques (retrait-gonflement des argiles, feu de forêt) ou des nuisances (bruit), et toucher des espaces naturels. C'est pourquoi des mesures d'évitement ou de réduction sont préconisées afin de limiter ces incidences.

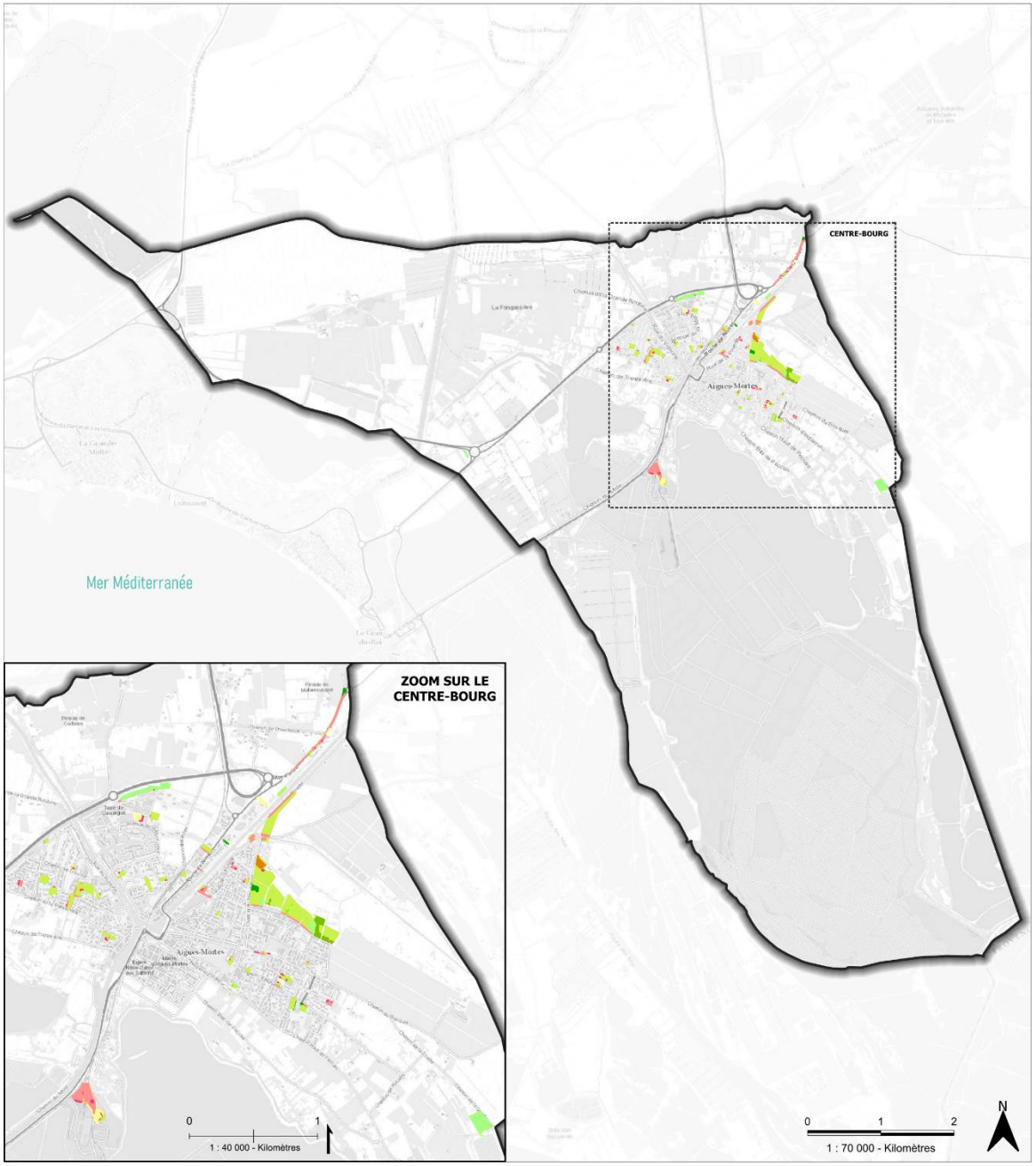
Sous réserve du respect de ces mesures, les incidences du zonage sur l'environnement devraient être faibles.

ÉVALUTATION ENVIRONNEMENTALE

Commune d'Aigues-Mortes

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Occupation du sol en 2021



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : OCS GE 2021 (IGN) | Fond : ESRI World Topo

Éléments de repère :

- Limite communale

Types d'occupation du sol :

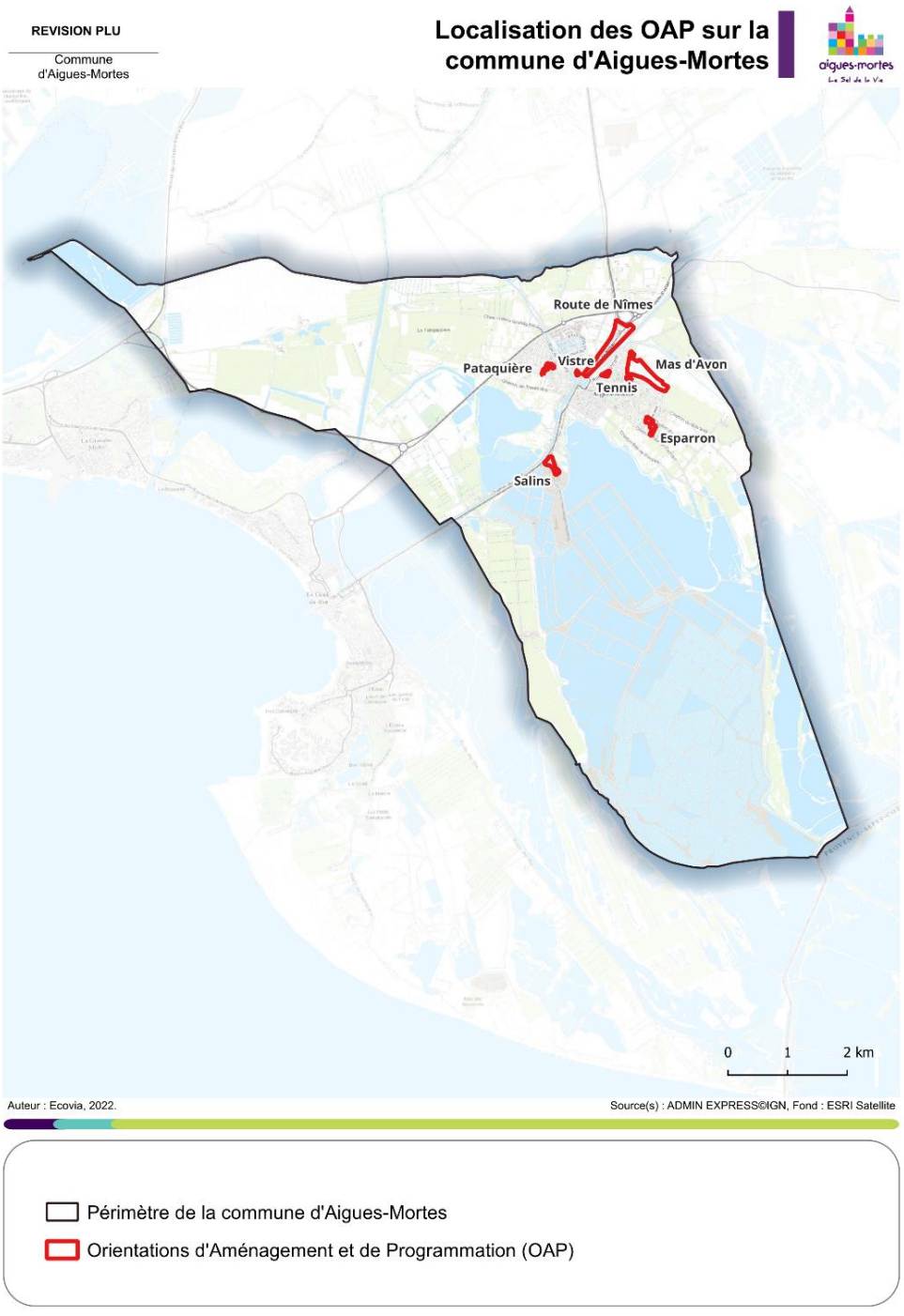
- Zones bâties
- Zones non bâties
- Zones à matériaux minéraux
- Peuplements de feuillus
- Peuplements de conifères
- Peuplements mixtes
- Formations arbustives et sous-arbrisseaux
- Autres formations ligneuses
- Formations herbacées

Des OAP aux incidences maitrisées

Le PLU compte 8 OAP sectorielles. Chacune fait l'objet d'une analyse précise :

- OAP n°1 Pataquière : Les études réalisées en amont sur ce secteur (étude zone humide…) ont permis d'identifier les enjeux environnementaux et ainsi retenir un scénario intégrant ces enjeux. L'aménagement de ce site impliquera donc des incidences relativement faibles, essentiellement liés à la consommation d'espaces dont des espaces jouant un rôle dans la gestion du risque inondation et du ruissellement.
- OAP n°2 Bosquet : Les études réalisées en amont sur ce secteur (étude zone humide…) ont permis d'identifier les enjeux environnementaux et ainsi retenir un scénario intégrant ces enjeux. L'aménagement de ce site impliquera donc des incidences relativement faibles, essentiellement liés à la consommation d'espaces dont des espaces jouant un rôle dans la gestion du risque inondation et du ruissellement.
- OAP n°3 Esparron : Les études réalisées en amont sur ce secteur (pré-diagnostic, étude zone humide…) ont permis d'identifier les enjeux environnementaux et ainsi retenir un scénario intégrant ces enjeux. L'aménagement de ce site impliquera donc des incidences limitées, essentiellement liées à la consommation d'espaces dont des espaces jouant un rôle dans la gestion du risque inondation et de ruissellement et impliquera une exposition supplémentaire de personnes à ces risques. Des mesures complémentaires sont proposées, notamment vis-à-vis de la biodiversité et des risques, permettant ainsi de limiter davantage les incidences sur l'environnement.
- OAP n°4 Vistre : Ce secteur de projet, localisé au cœur de l'enveloppe urbaine, sur une petite surface, présente peu d'enjeux environnementaux. L'aménagement de ce site impliquera seulement une consommation d'espaces/réduction de la trame arborée et une exposition de personnes à un risque inondation et à des nuisances sonores liées à la gare. L'OAP propose des orientations permettant d'intégrer au mieux ces enjeux environnementaux, limitant ainsi les incidences de ce projet sur l'environnement.
- OAP n°5 Tennis : Ce secteur de projet, localisé au cœur de l'enveloppe urbaine, sur une petite surface, présente peu d'enjeux environnementaux. Ce site est d'ores et déjà artificialisé et occupé par des terrains de tennis. Les enjeux concernent ainsi l'intégration paysagère du projet et la gestion du risque inondation. Le projet d'OAP intègre ces enjeux et prévoit une désartificialisation partielle du site (création d'un parc) impliquant ainsi des incidences positives du projet sur l'environnement.
- OAP n°6 Route de Nîmes : Ce secteur de projet est d'ores et déjà urbanisé, limitant ainsi le niveau d'incidence potentiel de ce projet sur l'environnement. Il présente essentiellement des enjeux d'intégration paysagère, de prise en compte des risques et des nuisances et de la présence potentielle de zones humides. L'OAP intègre essentiellement les enjeux d'intégration paysagère. Cependant, concernant les zones humides, les risques et les nuisances, les orientations au sein de l'OAP sont peu nombreuses et ne permettent pas d'intégrer au mieux ces enjeux. Des mesures complémentaires sont proposées, notamment vis-à-vis de ces thématiques, permettant ainsi de limiter davantage les incidences sur l'environnement.
- OAP n°7 Salins : Les études réalisées en amont de ce projet ont permis de cadrer au mieux les enjeux environnementaux, notamment liés à la biodiversité (protection des stations de Statice de Provence), à l'intégration paysagère et à la prise en compte des risques. La principale incidence du projet sur l'environnement concerne l'augmentation de personnes sur site, notamment de nuit (hôtel) et donc l'augmentation des nuisances associées, notamment liée au besoin d'éclairage nocturne. Parmi l'ensemble des mesures préconisées en amont du projet, seul la limitation de l'éclairage nocturne n'est pas prise en compte. Un travail sur cette problématique permettrait de réduire les incidences de ce projet sur l'environnement : orientation et nature des éclairages, extinction au moins partielle, etc. Le cadrage des activités nocturnes et le maintien du calme (absence de musique…) sont également nécessaires.

- OAP n°8 Mas d'Avon : De nombreuses études ont été réalisées en amont du projet du Mas d'Avon et ont permis d'identifier les enjeux environnementaux et ainsi retenir un scénario intégrant en partie ces enjeux. Toutefois, au vu de la surface et de la localisation de ce secteur, les enjeux environnementaux sont jugés forts et l'aménagement de ce site impliquera malgré tout des incidences significatives sur l'environnement : consommation d'espaces agro-naturels fonctionnels d'un point de vue écologique et en lien avec des zones humides, impact (dérangement et destruction d'habitats) d'espèces à enjeux, artificialisation d'espaces soumis à un risque inondation et de submersion marine, accueille d'une nouvelle population engendrant des besoins et des nuisances associées importantes, etc. Des mesures supplémentaires sont proposées, notamment permettant de cadrer les phases travaux (réaliser les travaux en dehors des périodes de reproduction, etc.). Ces mesures permettraient de limiter davantage les incidences sur l'environnement, et notamment sur la biodiversité.

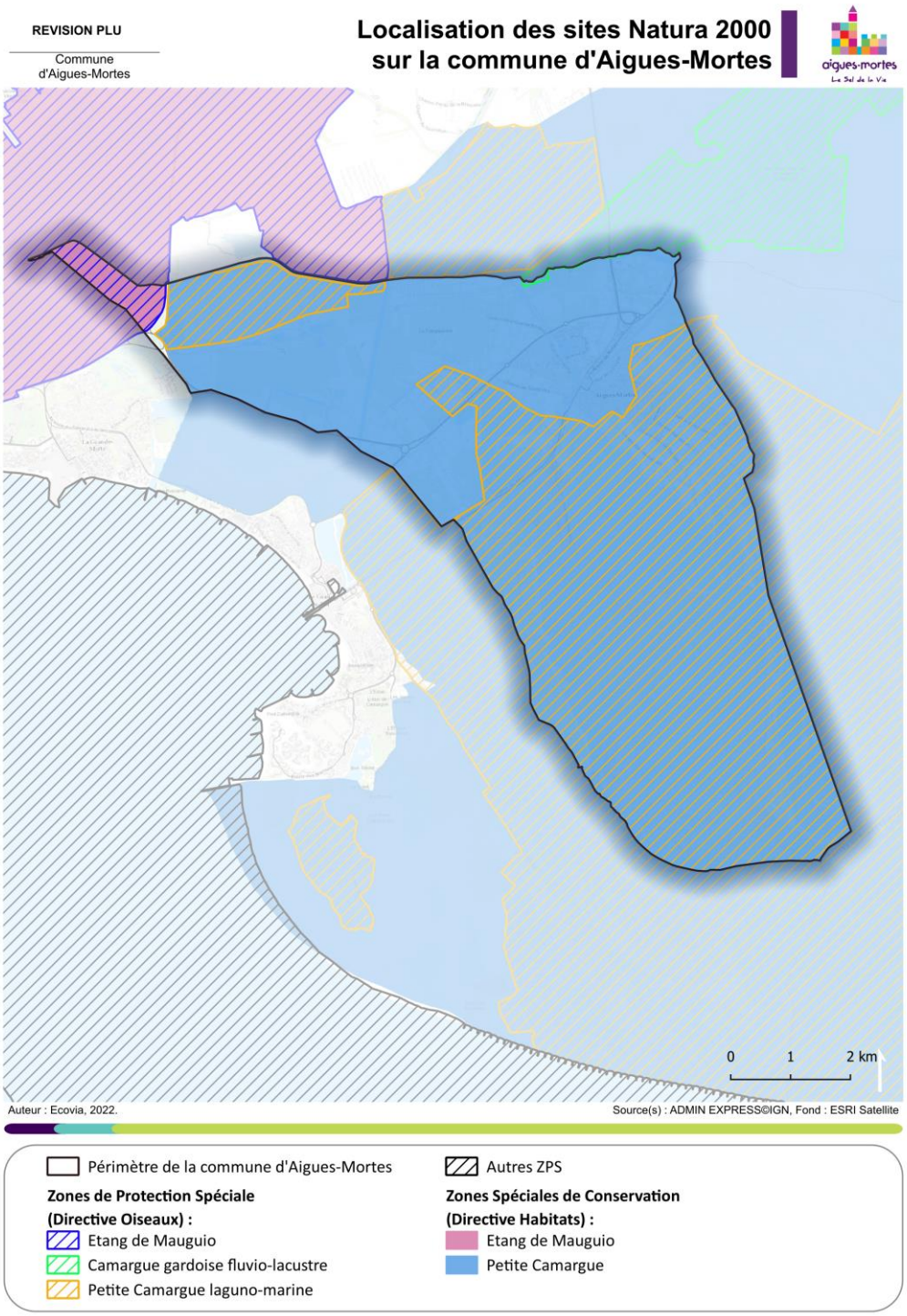


Pas d'incidences significatives sur le réseau Natura 2000

La commune d'Aigues-Mortes est concernée par 2 ZSC (Directive Habitats) et 3 ZPS (Directive Oiseaux).

Tableau 2 : Sites Natura 2000 à Aigues-Mortes (source : INPN)

Type de périmètre	Nom	Part de la surface communale
ZSC	Petite Camargue	98%
ZSC	Étang de Mauguio	2%
ZPS	Étang de Mauguio	2%
ZPS	Petite Camargue laguno-marine	66%
ZPS	Camargue gardoise fluvio-lacustre	0%



La révision générale du PLU porte plusieurs projets d'aménagements identifiés comme secteurs susceptibles d'être impactés (SSEI). La majorité de ces SSEI est localisé au sein de l'enveloppe urbaine sur des surfaces limitées. Ces SSEI n'abritent pas d'habitats d'intérêt communautaire et sont peu favorables aux espèces d'intérêt communautaire, justifiant ainsi de l'absence d'incidences significative sur les sites Natura 2000.

Néanmoins, l'analyse des incidences de ces projets sur les différents sites Natura 2000 identifie certains sites comme pouvant potentiellement impacter des habitats ou des espèces d'intérêt communautaire. C'est notamment le cas des projets suivants :

- L'emplacement réservé n°4,
- Les emplacements réservés n°15 et n°16,
- La zone Neq,
- La zone UT,
- Le Mas d'avon.

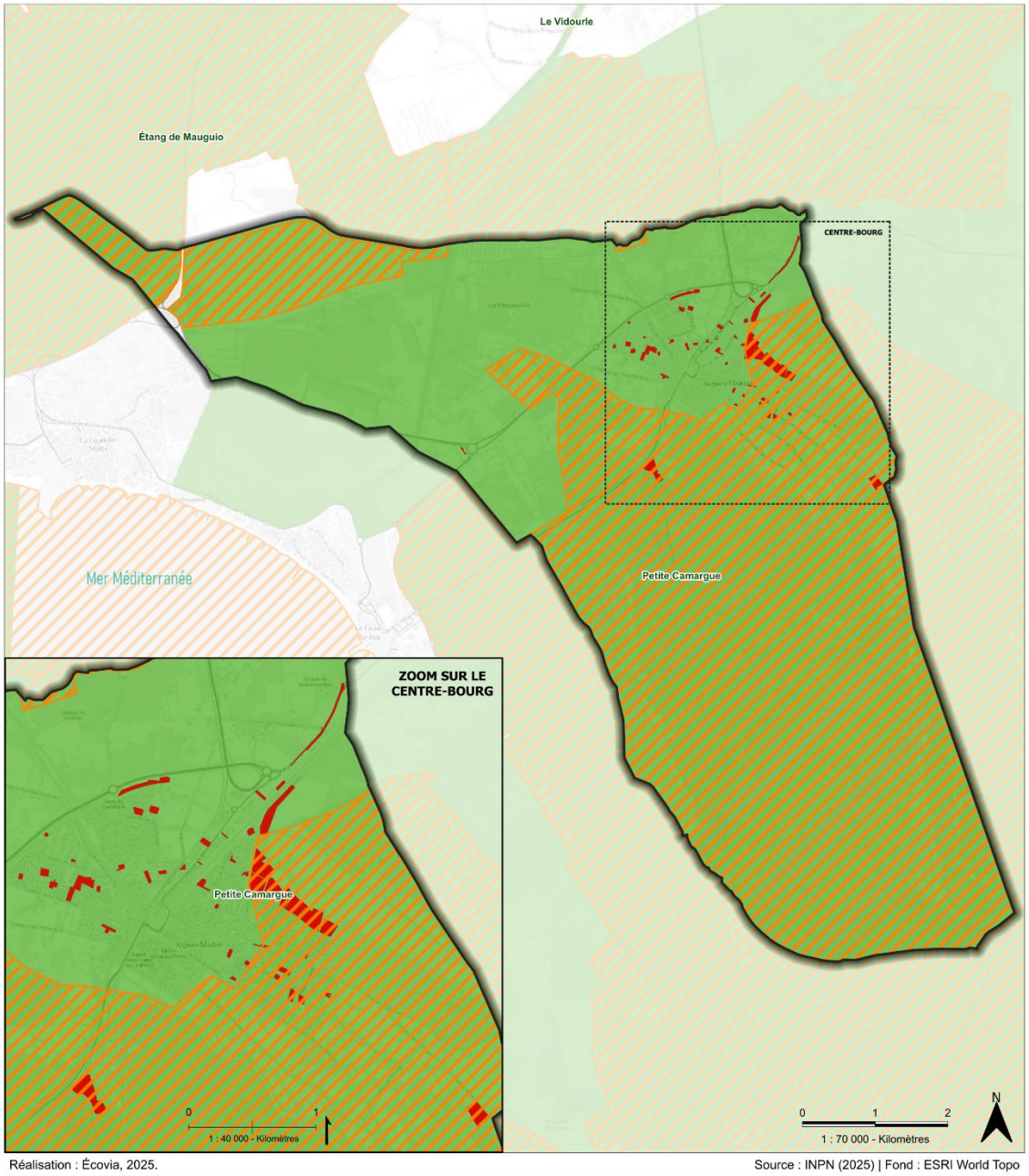
Pour ces SSEI, des mesures d'évitement et de réduction sont proposées afin de limiter les incidences sur ce site Natura 2000. Sous réserve du respect des mesures recommandées, le projet de révision du PLU d'Aigues-Mortes n'entrainera pas d'incidence significative susceptible de remettre en cause l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ayant entrainé la désignation des sites Natura 2000 sur le territoire.

ÉVALUTATION ENVIRONNEMENTALE

Commune d'Aigues-Mortes

SECTEURS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTÉS

Réseau NATURA 2000



Réalisation : Écovia, 2025.

Source : INPN (2025) | Fond : ESRI World Topo

Éléments de repère :

- Limite communale

Périmètres du réseau :

- Directive "Oiseaux" : Zone de Protection Spéciale
- Directive "Habitats" : Zone Spéciale de Concervation

Secteurs susceptibles d'être impactés :

- Impacté
- Sans impact

7. Des indicateurs pour le suivi de la mise en œuvre

Une série d'indicateurs est proposée, identifiés comme étant intéressants pour le suivi de l'état de l'environnement du territoire communal. Ils permettent de mettre en évidence des évolutions (amélioration ou dégradation) de l'environnement de la commune, sous l'effet notamment de l'aménagement urbain.

Thématiques	Indicateurs	Sources
Paysages et patrimoine	Nombre d'éléments bâtis du paysage inscrits à l'article L151-19 du code de l'urbanisme	Commune
	Part des projets intégrant des obligations de qualité paysagère et de traitement des franges urbaines	Commune
Biodiversité et milieux naturels	Superficie d'éléments (EBC, L151 -23) protégés dans le PLU	Commune
	Nombre et surface de projets d'aménagement dans des espaces naturels	Commune
Eau	Volume d'eau potable consommée	CCTC
	État des masses d'eau	Agence de l'eau
	Rendement du réseau d'alimentation en eau potable	CCTC
	Taux de conformité de l'eau distribuée	CCTC
Climat air, énergie	Quantité de gaz à effet de serre émise	Atmo Occitanie
	Consommation d'énergie	Atmo Occitanie
	Production d'énergie renouvelable	Atmo Occitanie
Risques	Nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle	Géorisques
	Nombre de batiments exposés à l'aléa incendie modéré à très élevé	Cadastre, DDT
	Nombre de batiments exposés à l'aléa retrait-gonflement des argiles modéré à fort	Cadastre, Géorisques